



HAL
open science

**Dimension sociale des déplacements temporaires associés
aux catastrophes : de la fragmentation de l'identité
sociale à la production d'une condition sociale liminale.
Étude de cas de l'expérience de déplacement des
habitants de Campo de la Cruz suite à la Ola Invernal
de 2010-2011 en Colombie**

Clara de La Hoz del Real

► **To cite this version:**

Clara de La Hoz del Real. Dimension sociale des déplacements temporaires associés aux catastrophes : de la fragmentation de l'identité sociale à la production d'une condition sociale liminale. Étude de cas de l'expérience de déplacement des habitants de Campo de la Cruz suite à la Ola Invernal de 2010-2011 en Colombie. Sociologie. Université Paris-Saclay, 2021. Français. NNT : 2021UPASU008 . tel-03520866

HAL Id: tel-03520866

<https://theses.hal.science/tel-03520866>

Submitted on 11 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dimension sociale des déplacements temporaires associés aux catastrophes :
de la fragmentation de l'identité sociale à la production d'une condition
sociale liminale. Etude de cas de l'expérience de déplacement des habitants de
Campo de la Cruz suite à la *Ola Invernal* de 2010-2011 en Colombie
*Social dimension of temporary displacement associated with disasters : from the
fragmentation of social identities to the production of a liminal social condition.
Case study of the experience of displacement of the inhabitants of Campo de la
Cruz following the 2010-2011 Ola Invernal in Colombia*

Thèse de doctorat de l'université Paris-Saclay

École doctorale n°629 : Sciences sociales et humanités (SSH)
Spécialité de doctorat: Sociologie, démographie, anthropologie
Unité de recherche : Université Paris-Saclay, UVSQ, CEARC, 78280, Guyancourt, France
Réfèrent : Université de Versailles -Saint-Quentin-en-Yvelines

Thèse présentée et soutenue à Paris-Saclay,
le 29/11/2021, par

Clara DE LA HOZ DEL REAL

Composition du Jury

Jean-Paul VANDERLINDEN

Professeur, Université
Versailles Saint-Quentin-en-
Yvelines

Président

Omer CHOUINARD

Professeur émérite, Université
de Moncton

Rapporteur & Examineur

Luisa Fernanda SANCHEZ

Professeure, Pontificia
Universidad Javeriana, Bogotá

Rapporteur & Examinatrice

Flor Edilma OSORIO

Professeure émérite, Pontificia
Universidad Javeriana, Bogotá

Examinatrice

Direction de la thèse

Yorghos REMVIKOS

Professeur, Université
Versailles St-Quentin-en-
Yvelines

Directeur de thèse

À Joachim

REMERCIEMENTS

Cette thèse marque la fin d'une longue phase de transition dans mon parcours. Phase parsemée de doutes, d'interrogations et de remises en question, mais également de moments de satisfaction et de transformation personnelle. Son contenu est le résultat d'une enquête de longue haleine, interrompue à plusieurs reprises par les tours et les détours de la vie, mais qui a pu être menée à son terme grâce à une certaine détermination, mais également grâce au soutien de nombreuses personnes qui, chacune à leur manière, ont contribué à la réalisation de ce projet et à son aboutissement. Je tiens à les remercier du fond du cœur.

Tout d'abord, je souhaite exprimer ma gratitude aux personnes ayant participé directement à cette enquête, celles que l'on nomme les « déplacés de la catastrophe ». Sans elles, ce manuscrit n'aurait jamais pu voir le jour, car leurs récits et propos ont nourri et guidé chaque instant de ma réflexion. Je les remercie pour leur accueil chaleureux, ainsi que pour tous les moments de partage au cours desquels elles n'ont pas hésité à mettre à nu leurs expériences, souvent douloureuses, afin de m'accompagner vers une compréhension plus fine de leur vécu du déplacement. Merci pour leur sincérité et pour m'avoir montré ce que signifient l'espoir et la renaissance, toujours avec un sourire et un verre de jus de fruit.

J'adresse mes plus chaleureux remerciements à mon directeur de thèse, Yorghos Remvikos. Pour nos discussions passionnantes, souvent au-delà de mon sujet de thèse et qui m'ont poussée à aller plus loin dans ma réflexion, à me dépasser et atteindre l'objectif, même lorsque cela me semblait impossible. Aussi et surtout, je le remercie pour avoir eu confiance en moi et pour m'avoir offert une chance de continuer cette recherche, à un moment où je m'apprêtais à changer de chemin. Dans ce sens, je tiens à adresser mes sincères remerciements à François Gemenne, directeur de l'observatoire HUGO à l'Université de Liège, qui m'a encouragée à commencer cette thèse, pour m'avoir donné l'opportunité de découvrir le monde de la recherche. Ainsi qu'à mes collègues du laboratoire CEARC, Charlotte Da Cunha, qui a eu l'intuition de me présenter ce collègue passionné de « la Sierra » ; et à Jean-Paul Vanderlinden, directeur du CEARC, UVSQ, pour son soutien et ses encouragements tout au long de cette aventure : merci d'avoir constamment œuvré au sein du laboratoire pour que je puisse disposer d'un soutien financier pour mener mes enquêtes de terrain.

À Carlos Luis Del Cairo, professeur d'anthropologie à la Pontificia Universidad Javeriana, Colombie, pour son accompagnement sans faille, sa patience et sa bienveillance. Ses connaissances méthodologiques, sa rigueur scientifique, ses qualités humaines et ses conseils avisés ont été déterminants face aux défis rencontrés pendant mes différentes phases d'enquête. Son expérience du travail de terrain m'a apporté une connaissance approfondie de mon contexte de recherche.

À Anthony Oliver-Smith, professeur émérite d'anthropologie à l'Université de Floride, pour son exceptionnelle disponibilité lors de nos échanges téléphoniques qui ont illuminé ma compréhension des concepts clés utilisés dans cette recherche. Un grand merci également pour ses suggestions de lectures qui m'ont permis d'élargir mes horizons théoriques.

À Marcel Calvez, professeur de sociologie à l'Université Rennes 2, pour sa disponibilité et sa bienveillance. Pour avoir accepté d'échanger avec moi sur son expérience et ses connaissances sociologiques sur des concepts et théories qui guident cette recherche

À Sylvie Pédrón-Colombani, sociologue, maîtresse de conférences à l'Université Paris-Nanterre, pour nos discussions sur l'évangélisme qui ont nourri ma compréhension des phénomènes religieux en Amérique Latine au moment où cette enquête explorait une autre voie.

À José Amar Amar et mes collègues du projet INFANTIA de l'Universidad del Norte, Colombie, pour m'avoir invitée à prendre part à ce projet sur le « déplacement climatique », me permettant ainsi d'avoir un éclairage sur la catastrophe et un accès privilégié au terrain et à la population pour ma recherche. En particulier, à mon amie Marina Martínez, pour son soutien indéfectible et son aide inconditionnelle tout au long de cette recherche.

À ma collègue Anne-Laure Legendre, pour nos séances d'écriture et nos échanges souvent passionnants qui, sans le savoir, m'ont encouragée à prendre une posture plus critique vis-à-vis de mon ancien monde, celui des humanitaires. Et bien sûr, à ses charmants parents pour leur accueil toujours chaleureux, sans oublier les bons petits repas sains et équilibrés qu'ils ont eu soin de nous préparer.

Aux personnes qui ont participé de différentes manières à cette recherche sur le terrain : celles qui m'ont ouvert les portes de leurs maisons, en particulier à Ruby, pour m'avoir accueillie chez elle pendant mes différentes enquêtes et pour son amitié sincère ; à Mary et Nubia, qui m'ont ouvert les portes de leurs églises respectives, en me donnant un accueil bienveillant et chaleureux ; à Esperanza, enseignante à Campo de la Cruz, pour avoir partagé ses connaissances en histoire locale ; à César, pour avoir facilité les archives photographiques et audiovisuelles de l'inondation ainsi que de nombreuses informations relatives à l'enquête ; à Sarah Hinton, mon premier contact sur place, devenue une amie, qui a facilité ma rencontre avec des personnes clés de cette recherche ; à Gina et Omar, pour m'avoir introduite à Campo de la Cruz ; à Ubaldo, pour son aide précieuse tout au long de ma recherche dans la collecte d'informations clés sur la commune ; à Henry Castilla du gouvernorat de l'Atlántico, pour son aide dans la collecte d'informations relatives au département ; à Ana Saltaín, du bureau pour la Gestion du Risque des Catastrophes de Barranquilla, pour sa disponibilité et accès aux informations cruciales autour de la réponse institutionnelle à la catastrophe ; à Tatiana Blanco et Jesús Rincón, pour avoir mis à ma disposition des archives photographiques.

À mes amies et à ma famille, pour avoir cru en moi. Même s'ils ne comprenaient pas toujours ce que j'étais en train de faire, ils ont toujours eu la conviction que j'étais capable d'arriver jusqu'au bout. A mon mari, J-W, pour sa patience et son amour inconditionnels pendant ces longues années de thèse ; à Stéphane Soune-Seyne, Jacqueline Meyer et Déborah Torres pour avoir été très patients et bienveillants au moment de m'aider dans les corrections de français de ce manuscrit ; à Melissa et Julio, pour leurs nombreux accueils lors de mes étapes intermédiaires de terrain, à Bogotá ; encore à Melissa, pour son aide précieuse dans l'édition finale du manuscrit ; à Natalia et Vanessa pour leurs relectures bienveillantes et minutieuses ; à Emilie Doré, pour son « coaching » de rédaction pertinent et efficace ; à Sandra, Tanya et Diana pour leur aide précieuse avec les traductions locales et internationales ; à Gina, qui depuis l'Allemagne et à Leonor, qui depuis Toulouse, m'ont soutenu sans relâche pour que je ne relâche pas mes efforts ; à mes amies « toulousaines » qui m'ont aidé à plusieurs reprises en s'occupant de mon enfant, entre autres, pour que je puisse avancer, en particulier à Juliana ; à Claudia, Cris, Isa, María J., Tanya, Sandra et Inés, mon clan d'âmes sœurs et amies de toujours et qui m'ont soutenue pendant toutes ces années ; à mes parents, qui m'ont toujours montré qu'ils étaient fiers de moi. J'en oublie sûrement d'autres, mais ils sont aussi dans mon cœur.

Et surtout à mon fils, qui m'a accompagné depuis ses tous premiers jours de vie et tout au

long de cette recherche et qui m'a appris que l'amour est la force qui rend possible l'impossible et que c'est précisément par cet amour j'ai été capable de mener ce projet jusqu'au bout.



« Un arbre est né, une fleur a poussé. Recueillir leurs fruits dépendra de nous. Vive Campo de la Cruz »

Quelque part dans les cambuches des « déplacés » de Campo de la Cruz.

Décembre 2010.

Photo : César, informateur .

¹ César est habitant de Campo de la Cruz, village qui constitue notre terrain d'enquête et qui sera présenté dans le chapitre 1 « Introduction générale ». Pendant la situation de déplacement, cet enquêté est resté sur place pour assurer la surveillance du village. Sa participation dans cette enquête a été centrale en tant qu'informateur. Il a mis à notre disposition un archive considérable de photos prises à différents moments de l'inondation et du retour de la population. Les *cambuches*, situés en bord de la route à la sortie du village, font partie de cet archive. Sur le rôle des informateurs ou « alliés », se référer au chapitre 2 « Méthodologie de la recherche ».

TABLE DES MATIÈRES

NOTE SUR LA TRANSCRIPTION

GLOSSAIRE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS

LISTE DE TABLEAUX

LISTE D'ENCADRÉS

LISTE DE CARTES, PHOTOS ET SCHÉMAS

LISTE D'ANNEXES

PARTIE I

CHAPITRE 1

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le déplacement associé aux catastrophes : des tentatives de définition du phénomène aux réponses apportées à ces situations de déplacement..... 1

Qui sont-ils ?.....2

Pourquoi se déplacent-ils ?5

Déplacements forcés ou migrations volontaires ?.....9

De la migration comme adaptation au retour des populations 11

Les réponses au déplacement temporaire..... 15

1.1 La notion d'identité sociale et son application à l'analyse du déplacement temporaire.....20

1.2 L'inondation à Campo de la Cruz, Colombie : présentation de l'événement déclencheur d'un déplacement temporaire.....33

1.2.1 Une brève revue sur les catastrophes et le déplacement en Colombie33

Le déplacement dans le contexte des catastrophes.....35

1.2.2 La *Ola Invernal* 2010-2011 en Colombie : une catastrophe nationale41

1.2.3 De la catastrophe nationale à l'inondation de Campo de la Cruz : les impacts et les enjeux locaux de la Niña 2010-201144

1.2.4 Présentation de la zone d'étude : la commune de Campo de la Cruz et sa population quatre ans après l'événement.....50

CHAPITRE 2

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

2.1 Une approche constructiviste de l'expérience vécue53

La Méthodologie de Théorisation Enracinée (MTE) et son application dans le processus de construction de la recherche.....55

2.2 Mise en place, déroulement et évolutions de l'enquête de terrain.....	59
2.2.1 La collecte des données et sa mobilisation au cours des différentes phases de l'enquête.....	59
<i>Les entretiens</i>	60
<i>Les observations</i>	62
<i>Les informateurs</i>	63
<i>Phase N°1</i>	64
<i>Phase N°2</i>	65
<i>Phase N°3</i>	66
<i>La collecte des données secondaires</i>	68
2.2.2 Analyse des données : les étapes du processus de codage.....	68
2.3 Les défis d'un terrain complexe.....	74

PARTIE II

PRÉLUDE DU DÉPLACEMENT	77
-------------------------------------	----

CHAPITRE 3

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

3.1 Considérations générales : territoires et lieux de déplacement.....	89
3.1.1 Les territoires de destination : dispersion de la population autour d'une zone géographique proche du territoire d'expulsion.....	89
3.1.2 Un déplacement en « itinérance ».....	91
3.1.3 Une diversité de « placements »	94
3.1.3.1 Les écoles comme modalité de refuge collectif.....	95
3.1.3.2 Les <i>cambuches</i> auto-installés.....	97
3.1.3.3 Le choix d'un logement individuel.....	98
3.1.3.4 Les <i>albergues</i> « officiels ».....	99
3.2 Le départ « forcé » suite à l'inondation : un lourd bilan matériel et social	103
3.2.1 Les représentations de l'expérience autour de l'évacuation	103
3.2.1.1 L'absence de préparation et d'accompagnement des autorités locales.....	103
3.2.1.2 L'absence de préparation de la population : l'effet surprise de la catastrophe....	104
3.2.1.3 La précarité matérielle : de la solidarité aux tensions entre les habitants.....	105
3.2.2 L'ampleur des pertes : des aspects matériels à la déstructuration des référentiels identitaires.....	108
<i>Abandonner sa maison</i>	109
<i>Perdre ses moyens d'existence</i>	110
<i>Quitter son village</i>	111

3.3 L'arrivée dans les territoires de destination : l'émergence de nouvelles formes de sociabilité dans les territoires d'occupation temporaire.....	116
3.3.1 Les logiques d'arrivée et d'occupation.....	116
3.3.1.1 La PSDT dans la ville : entre arrivée discrète et insertion précaire.....	116
<i>Arrivée et occupation</i>	116
3.3.1.2 La PSDT dans les villages : une présence marquée dans un contexte précaire...	119
<i>Arrivée et occupation</i>	120
3.3.1.3 La PSDT au bord de la route : tentative de maintien du lien social	121
3.3.2 Les significations des territoires occupés	122
3.3.2.1 La PSDT et sa relation avec la ville : des référentiels identitaires villageois confrontés à « l'hostilité » du contexte urbain.....	122
3.3.2.2 La PSDT et les villages : une proximité « dissonante »	125
3.3.2.3 La PSDT et la route : une surexposition de la précarité	126
3.3.3 Les significations de la figure de l'Autre.....	127
3.3.3.1 Signification du résident de la ville : risque, insécurité et méfiance vis-à-vis de l'Autre.....	127
3.3.3.2 Significations du résident et de la PSDT des villages : une mise en avant de l'absence de liens entre les individus.....	129
3.3.3.3 L'Autre dans le <i>cambuche</i> : une figure externe.....	132
3.3.4 « Présences-absences » des PSDT dans les territoires de destination : entre usage de l'espace physique et des interactions sous tension	133
3.3.4.1 Occupation de la ville : une invisibilité « choisie ».....	134
<i>Isolement volontaire de la PSDT</i>	134
<i>Attitude d'évitement du résident</i>	136
<i>Présence « sélective » de la PSDT</i>	137
3.3.4.2 Occupation des villages : entre présence physique et mise à l'écart social	137
<i>Isolement partiel de la PSDT</i>	138
<i>Du rejet au retour</i>	138
<i>Présence « sélective » de la PSDT</i>	140
3.3.4.3 Occupation de la route : un sentiment d'exclusion.....	141
<i>Présence totale de la PSDT</i>	141
3.4 Les représentations de la survie dans les différents espaces de placement.....	144
3.4.1 L'insertion des PSDT dans un système de classification : de l'identification des ayants droit à l'établissement des règles de la survie	144
3.4.2 De l'assignation d'un espace physique aux interactions « imposées ».....	147
3.4.2.1 L'expérience d'un « espace réduit ».....	147
3.4.2.2 Le sentiment de « perte d'intimité »	148
3.4.2.3 Le sentiment de « perte de dignité »	149
3.4.2.4 La limitation matérielle de l'usage des espaces.....	149

3.4.2.5 Des interactions imposées.....	151
3.4.2.6 La fragmentation familiale.....	152
3.4.3 La difficulté d'accès aux ressources matérielles et l'émergence de conflits	153
3.4.3.1 La montée des inégalités entre les PSDT.....	154
3.4.3.2 L'éclatement des conflits et les mécanismes de rétablissement de l'ordre.....	155
3.5 L'expérience de retour de la population : une esquisse de recomposition sociale	161
3.5.1 Les absences du retour : pour un « nouveau départ ».....	161
3.5.1.1 Le prolongement d'un dispositif d'aides qualifié de défaillant	163
3.5.1.2 Un nouveau système de classification et l'émergence de nouvelles inégalités ...	166
3.5.2 « Un mal pour un bien » : une appréciation positive du retour	167
3.5.3 La signification du retour comme une « prolongation de la souffrance ».....	169
3.5.4 Une esquisse de recomposition sociale.....	171
3.6 Les apprentissages de la catastrophe : les différentes attributions de sens au vécu de la catastrophe	176
3.6.1 La catastrophe comme apprentissage collectif	176
3.6.1.1 Solidarité et altérité : quel apprentissage ?	176
3.6.1.2 Réapprendre à « vivre »	178
3.6.1.3 Apprendre à vivre avec l'incertitude	179
3.6.2 L'apprentissage spirituel de la catastrophe.....	180

CHAPITRE 4

DISCUSSION DES RÉSULTATS

4.1 Considérations sur le départ.....	188
4.2 De la construction de catégories « stigmatiques » à la production d'une condition sociale liminale	196
<i>Des définitions de l'Autre à la désactivation de l'identité sociale</i>	198
<i>La catégorisation dans la construction de l'identité sociale</i>	199
<i>L'étiquetage comme modalité de construction catégorielle</i>	200
<i>De la construction des étiquettes à la stigmatisation</i>	203
<i>Séparation sociale et exercice du pouvoir</i>	205
4.2.1 Logique institutionnelle de catégorisation stigmatique : étiquette du « sinistré »..	207
<i>Devenir « sinistré ».....</i>	207
<i>Dimension instrumentale de l'étiquette.....</i>	210
<i>Dimension sociale de l'étiquette</i>	211
4.2.1.1 Relations entre les questionnaires des aides et les PSDT	215
4.2.1.2 Relations entre les PSDT	219
4.2.2 Logique informelle de catégorisation stigmatique : étiquette du « porteur de désordre ».....	222

<i>S'installer « chez » l'Autre</i>	223
<i>De l'absence des liens sociaux et culturels aux conflits entre identités.....</i>	225
<i>De la rupture du tissu relationnel à la présence d'un réseau restreint</i>	228
<i>L'étiquetage comme manière de préserver l'identité</i>	231
4.2.2.1 Relations entre les résidents et les PSDT.....	234
4.2.3 Condition sociale « liminale »	242
<i>De la « situation » à la « condition » sociale</i>	243
<i>Dimensions spatiale et temporelle de la condition liminale.....</i>	246
<i>Dimension sociale de la condition liminale.....</i>	247
<i>L'absence de reconnaissance sociale comme caractéristique de la condition sociale liminale</i>	251
CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	256
Limites et perspectives de recherche	266
<i>L'étude de l'expérience d'autres acteurs engagés dans les interactions avec les PSDT.....</i>	266
<i>L'intégration de la dimension collective de l'identité sociale dans l'étude des représentations de l'expérience de déplacement temporaire.....</i>	269
<i>Le déplacement comme expérience totale ou l'expérience totale du déplacement</i>	271
BIBLIOGRAPHIE.....	276
ANNEXES 1-7	293
RÉSUMÉS	337

NOTE SUR LA TRANSCRIPTION

Transcriptions des entretiens

L'ensemble des entretiens et des observations menés tout au long de cette enquête ont été intégralement transcrits en espagnol, langue des enquêté(e)s, dans un souci de fidélité de la restitution des propos. Le journal de terrain ainsi que nos propres commentaires ont été rédigés en espagnol et/ou en français. Afin de présenter un ensemble homogène et compréhensible pour le lecteur, les extraits d'entretiens ainsi que les notes de terrain utilisés tout au long de cet exposé ont été traduits en français, en portant en *italique* certains mots conservés en espagnol dans le corpus du texte, compte tenu de l'éclairage que cela apporte à l'analyse et l'argumentation. Ces derniers ont été recueillis dans un glossaire afin de faciliter la lecture et la compréhension globale du manuscrit. Une annexe contenant les extraits d'entretien en espagnol a été rédigée afin de permettre au lecteur de se référer à la version originale.

Changement des noms des participants

Dès le début de cette enquête, les entretiens ont été conduits de manière à préserver l'anonymat des enquêté(e)s. De ce fait, aucun nom de famille ne figure dans ce texte et les prénoms de l'ensemble des participants ont été modifiés, en tenant compte des spécificités locales pour choisir des prénoms équivalents ou similaires à ceux d'origine. Les noms des différents lieux, notamment les noms des villes, villages, églises et lieux de déplacement, ont été conservés dans le but de permettre une compréhension du contexte culturel et social spécifique à la présente enquête.

GLOSSAIRE

Les traductions qui suivent correspondent aux mots et expressions locales les plus utilisés par les enquêtés, cités dans le présent manuscrit en *italique*. Ils sont classés par ordre alphabétique.

Agua de panela	Boisson fraîche à base de canne à sucre.
Albergue	Lieu de refuge temporaire.
Bollo	Rouleau (type quenelle) de farine de maïs.
Cabecera Municipal	Cette notion fait référence au siège administratif d'une commune.
Cachaco	Nom utilisé pour désigner les personnes originaires de l'intérieur du pays, à savoir, les régions montagneuses. Elles sont reconnaissables facilement par leur accent.
Cambuche	Maison de fortune. Tente en plastique utilisée comme refuge.
Campero(s)/ Campocrucense	Terme désignant les habitants de Campo de la Cruz.
Chisme	Bien matériel avec une valeur monétaire faible. Commérage.
Corregimiento	Le <i>corregimiento</i> correspond à un type de centre habité situé dans la zone rurale d'une commune (DANE, 2018).
Finca/finquita	Petite maison de campagne ou petite parcelle destinée aux activités agricoles.
Gobernación	En Colombie, il s'agit de l'entité administrative d'un département.
Gratis	Gratuit.
Guanábana	Fruit, corossol.
Guerrilla	Dans le contexte colombien, ce mot désigne les groupes des combattants révolutionnaires d'extrême gauche.
Johnson	Embarcation motorisée moyenne plus rapide que la <i>lancha</i> .
Junta de Acción Comunal	L'assemblée d'action communautaire est une instance démocratique représentative de chaque commune en Colombie. Les assemblées ont des compétences d'organisation de l'entraide au niveau local.

Lancha	Petite embarcation à moteur.
Mecedora	Fauteuil à bascule.
NBI (Necesidades Básicas Insatisfechas)	La méthodologie de NBI vise à déterminer le degré de satisfaction des besoins de base d'une population donnée. Il s'appuie sur des indicateurs simples, tels que la qualité des logements, l'accès aux services sanitaires, la capacité économique des foyers, et l'accès à l'éducation des enfants au sein du foyer (DANE, 2018).
Novela	Roman - feuilleton télévisé.
Ola invernal	Nom donné à la saison des pluies.
Palenquero	Dans le contexte de la recherche, le mot <i>palenquero</i> fait référence aux personnes originaires de la commune de San Basilio de Palenque dans le département de Bolívar, et dans certains contextes, il est utilisé pour désigner des personnes d'ascendance africaine.
Patio	Espace extérieur servant de jardin situé à l'arrière des maisons.
Peso	Monnaie colombienne
Pueblo	Les personnes de Campo de la Cruz font référence à leur municipalité en employant le mot <i>pueblo</i> qui signifie « village ». Dans le langage courant, il y a une tendance à employer le mot <i>pueblo</i> afin de distinguer les zones rurales des zones urbaines, appelées <i>ciudades</i> - les villes.
Rebusque	Activité qui permet à quelqu'un de gagner sa vie. Un gagne-pain.
Señor(a)	Monsieur, Madame. Souvent utilisé pour s'adresser à une personne plus âgée.
Tinto	Café très léger ou dilué.
Urbanización	Zonage résidentiel.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS

ACNUR	:	Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados
CDKN	:	Climate and Development Knowledge Network
CEPAL	:	Comisión Económica para América Latina y el Caribe
DANE	:	Departamento Administrativo Nacional de Estadística
DNP	:	Departamento Nacional de Planeación
ENSO	:	El Niño – Southern Oscillation/Oscillation Australe
FEMA	:	Federal Emergency Management Agency
GIEC	:	Groupe d’experts Intergouvernemental sur l’Evolution du Climat
GRID	:	Global Report on Internal Displacement
IASC	:	Inter-Agency Standing Committee
IDMC	:	Internal Displacement Monitoring Centre
IPCC	:	Intergovernmental Panel on Climate Change
NBI	:	Necesidades Básicas Insatisfechas
OIM	:	Organisation Internationale pour les Migrations
ONU	:	Organisation des Nations Unies
PNGRD	:	Política Nacional de Gestión del Riesgo de Desastres
PNPAD	:	Plan Nacional de Prevención y Atención de Desastres
PNUD	:	Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo
SNGRD	:	Sistema Nacional de Gestión del Riesgo de Desastres
SNPAD	:	Sistema Nacional de Prevención y Atención de Desastres
TICs	:	Technologies d’Information et de Communication
UNGRD	:	Unidad Nacional para la Gestión del Riesgo de Desastres
UNHCR	:	Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés

Abréviations

FP	:	Fuente de Provisión (Église)
MTE	:	Méthodologie de la Théorisation Enracinée
PSDT	:	Personne en Situation de Déplacement Temporaire
PUC	:	Pentecostal Unida de Colombia (Église)
RS	:	Représentation(s) Sociale(s)

LISTE DE TABLEAUX

1. Tableau n°1 « Nombre de personnes affectées par commune dans le sud du département Atlántico suite à la <i>Ola Invernal</i> 2010-2011 ».....	47
2. Tableau n°2 « Recensement des logements affectés par l'inondation de 2010 à Campo de la Cruz ».....	48
3. Tableau n°3 « Caractéristiques des différentes phases de l'enquête ».....	64
4. Tableau n°4 « Illustration du travail de codification des données par entretien ».....	69
5. Tableau n°5 « Illustration de la comparaison des codes sélectifs entre différents entretiens ».....	70
6. Tableau n°6 « 'Sens de circulation' entre les différents territoires de destination »	93
7. Tableau n°7 « Choix d'occupation des territoires de destination pendant la période de déplacement »	93
8. Tableau n°8 « Établissements scolaires affectées/réaménagées par commune après l'inondation de 2010 dans le sud du département Atlántico ».....	96
9. Tableau n°9 « Dynamique de changement d'espaces de placement ».....	100
10. Tableau n°10 « Effets sociaux des pertes matérielles ».....	109
11. Tableau n°11 « Configurations des 'présences-absences' des PSDT dans les territoires de destination »	134
12. Tableau n°12 « Effets de l'attribution des aides dans les projets de vie des PSDT après le retour	172

LISTE D'ENCADRÉS

1. Encadré n°1 « Exemple de mémo ».....	71
2. Encadré n°2 « Amorces d'analyse relative à la catégorie descriptive n°1 ».....	101
3. Encadré n°3 « Amorces d'analyse relative à la catégorie descriptive n°2 ».....	113
4. Encadré n°4 « Amorces d'analyse relative à la catégorie descriptive n°3 ».....	142
5. Encadré n°5 « Amorces d'analyse relative à la catégorie descriptive n°4 ».....	159
6. Encadré n°6 « Extrait des notes d'entretien, janvier 2015 ».....	163
7. Encadré n°7 « Amorces d'analyse relative à la catégorie descriptive n°5 ».....	174
8. Encadré n°8 « Amorces d'analyse relative à la catégorie descriptive n°6 ».....	183
9. Encadré n°9 « Récapitulatif des principaux résultats associés à la catégorie d'analyse 'considérations sur le départ' ».....	188
10. Encadré n°10 « Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la catégorie d'analyse 'de la construction de catégories stigmatisées à la production d'une condition sociale liminale' ».....	196
11. Encadré n°11 « Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse 'logique institutionnelle de catégorisation' ».....	207
12. Encadré n°12 « Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse 'relations entre les gestionnaires des aides et les PSDT' ».....	215
13. Encadré n°13 « Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse 'relations entre les PSDT' ».....	219
14. Encadré n°14 « Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse 'logique informelle de catégorisation' ».....	222
15. Encadré n°15 « Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse 'relations entre les résidents et les PSDT' ».....	234
16. Encadré n°16 « Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la catégorie d'analyse 'condition sociale liminale' ».....	241
17. Encadré n°17 « Observation du culte - Église FP ».....	321
18. Encadré n°18 « Observation du culte - Église PUC ».....	323
19. Encadré n°19 « Extrait des notes de terrain, église FP ».....	325

LISTE DE CARTES, PHOTOS ET SCHÉMAS

Cartes

1. Carte n°1 « Localisation de Campo de la Cruz dans le département et dans le pays »	45
2. Carte n°2 « Communes autour du Canal del Dique ».....	46
3. Carte n°3 « Zone inondée au sud du département Atlántico »	46
4. Carte n°4 « Zone concernée par le déplacement des enquêtés suite à l'inondation de Campo de la Cruz, 2010 ».....	90
5. Carte n°5 « Territoires d'itinérance des enquêtés lors du déplacement ».....	92
6. Carte n°6 « Différents espaces de placement des enquêtés lors du déplacement »	94

Photos

1. Photo n°1 « La rupture ».....	80
2. Photo n°2 « Église sous l'eau »	83
3. Photo n°3 « Chiens sur le toit »	85
4. Photo n°4 « Intérieur d'une école située dans l'un des lieux de destination »	97
5. Photo n°5 « <i>Cambuches</i> en bordure de route ».....	98
6. Photo n°6 « <i>Albergue</i> de Sabanagrande ».....	100
7. Photo n°7 « Salle des cultes FP »	320
8. Photo n°8 « Salle des cultes PUC »	322

Schémas

1. Schéma n°1 « Processus d'application de la démarche de la MTE ».....	57
2. Schéma n°2 « Cadre d'analyse des effets du déplacement temporaire sur les identités sociales ».....	187

LISTE D'ANNEXES

1. Annexe n°1 « Extraits d'entretien en version originale ».....	293
2. Annexe n°2 « Une journée d'enquête au village »	315
3. Annexe n°3 « Portraits des 'alliés' de l'enquête ».....	318
4. Annexe n°4 « Enquêter dans les églises »	320
5. Annexe n°5 « Caractéristiques principales des enquêtés participant aux entretiens individuels ».....	328
6. Annexe n°6 « Portraits des enquêtés participant aux entretiens individuels »	330
7. Annexe n°7 « Territoires de destination et d'itinérance et durée du déplacement »	336



PARTIE I

CHAPITRE 1

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le déplacement associé aux catastrophes : des tentatives de définition du phénomène aux réponses apportées à ces situations de déplacement

Selon le dernier *Global Report on Internal Displacement* (GRID), l'année 2020 a été marquée par 40.5 millions de nouvelles personnes déplacées dans le monde, parmi lesquelles, 30.7 millions de ces déplacements ont été provoqués par des catastrophes naturelles (IDMC, 2020). Ces chiffres dépassent largement le nombre des nouveaux déplacements forcés en raison des conflits et des violences dans le monde, estimé à 9.8 millions de personnes au cours de la même période, ce qui montre l'envergure, la portée et les enjeux du phénomène des déplacements associés aux événements catastrophiques. Selon le même rapport, la majorité de ces déplacements ont été enregistrés dans la région Asie du Sud-est et Pacifique, suite à des tempêtes tropicales et inondations. Malgré la prédominance du phénomène dans cette région, toutes les zones du monde sont impactées, y compris l'Europe avec quelques centaines de milliers de personnes concernées par ces déplacements chaque année.

Néanmoins, ce phénomène migratoire, associé aux conditions climatiques extrêmes, n'est pas inédit. Tout au long de l'histoire de l'humanité, les migrations ont été une réponse à la nécessité des sociétés, à travers le monde entier, de s'adapter aux fluctuations environnementales allant parfois jusqu'à la catastrophe (Oliver-Smith, 2014). Malgré la reconnaissance du rôle crucial des facteurs environnementaux et climatiques dans l'histoire du peuplement humain et de l'émergence des villes, l'avènement de l'ère industrielle a contribué fortement à privilégier une conception faisant primer les facteurs économiques dans l'explication des migrations. Toutefois, les préoccupations plus récentes autour du réchauffement climatique ont engendré un regain d'intérêt pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans l'étude de la mobilité humaine (Piguet, 2008). D'ailleurs, il existe un consensus au sein de la communauté scientifique au sujet des conséquences attendues sur la mobilité humaine suite aux effets du réchauffement climatique. Cette attente s'explique par l'augmentation de la fréquence et de l'intensité de certains risques dans des zones exposées. Or, ces risques, combinés à des facteurs de vulnérabilité préexistants constituent des facteurs aggravants des catastrophes pour les populations (Kolmannskog,

2009). En raison des dégâts alors générés, ces catastrophes pourraient ensuite provoquer une hausse des migrations humaines.

Un sentiment d'urgence est né grâce à ces discussions autour du changement climatique et de ses possibles conséquences en termes de mobilité humaine (Adamo, 2009). La question des déplacements associés aux catastrophes, spécifiquement, s'inscrit dans un débat plus large, celui de la définition du phénomène des migrations dites « climatiques » ou « environnementales », avec toutes les considérations politico-légales et théorico-empiriques que cela implique.

Qui sont-ils ?

Le besoin de pouvoir décrire avec clarté ces situations de migrations dites climatiques ou environnementales a engendré la création d'une terminologie adaptée. Ainsi, dans le cadre d'un document de travail pour le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, El-Hinnawi (1985) adopte l'expression « réfugié environnemental ». Elle est alors largement reprise au sein de la communauté scientifique, dans nombre de travaux ultérieurs (Black, 2001). Ce terme visait alors à décrire et à définir la situation des personnes qui fuient en raison des risques climatiques, des perturbations et des dégradations de l'environnement (Morrissey, 2012). Toujours est-il que l'utilisation du terme de « réfugié » pour désigner les personnes contraintes à migrer, en raison des changements de l'environnement ou du climat, est très controversée (Castles, 2008). L'emploi de ce terme peut, dans ce contexte particulier, entraîner même une certaine confusion (Piguet, 2008).

D'une part, le terme de « réfugié » évoque en droit international le statut juridique reconnu par la convention des Nations Unies de 1951. Celui-ci détermine, encore aujourd'hui, les modalités d'assistance et de protection des réfugiés, à savoir les personnes qui traversent les frontières en raison des menaces qui pèsent sur elles. A l'heure actuelle, ce statut officiel exclut le facteur climatique des prérogatives en matière de protection pour les personnes qui demandent la reconnaissance de leur condition, en tant que réfugiées (Cambrézy, 2013). En effet, des voix s'élèvent contre l'utilisation de ce terme pour désigner les personnes contraintes à quitter leur pays en raison des pressions environnementales ou climatiques. L'argument mis en avant concerne le danger que comporterait cette utilisation étendue du terme qui pourrait fragiliser les conditions d'application de la Convention de Genève de 1951 notamment dans les pays où elle rencontre déjà des problèmes d'applicabilité (Vlassopoulos, 2012). D'autres voix, notamment celles des juristes travaillant sur le droit international de la

migration et de l'asile, se sont montrées plus favorables à une reconnaissance officielle des migrants environnementaux et à la mise en place d'instruments spécifiques de protection (*Ibid.*).

D'autre part, l'utilisation du terme de « réfugié » pour désigner les migrants renvient à centrer l'attention sur la vulnérabilité de ces personnes, présentant alors les « réfugiés environnementaux » comme un problème humanitaire (Morrissey, 2012) et politique. Le terme est donc controversé en raison des connotations défavorables qui pourraient être associées à cette terminologie, en raison d'une perception de la migration comme étant une cause de l'augmentation des tensions sociales et potentiellement des conflits (Adger, Arnell, Black, Dercon, Geddes, Thomas, 2015). A cela s'ajoute l'idée d'une compétition supposée pour des ressources en faible quantité, une demande d'emploi, une pression grandissante de demande de services ou encore des difficultés liées aux différences culturelles, en particulier lorsque ces migrations concernent des lieux de destination qui présentent des situations de vulnérabilité ou des formes d'instabilité sociale (Elliot, 2012). Toutefois, cette conception est bâtie sur une vision qui envisage les choix des migrants à partir d'une logique matérialiste et utilitariste détachée des fondements culturels et éthiques qui pourraient déterminer ces choix. Ceci, bien au-delà d'une lutte, pour des ressources limitées à cause de l'arrivée des migrants. Ces arguments protectionnistes ont pour effet de promouvoir l'émergence ou le renforcement des discours anti-migration et des réactions de repli, au sein des sphères politiques, économiques mais également des sociétés d'accueil. Par conséquent, face à une possible recrudescence d'arrivées de personnes à la recherche d'un refuge, un durcissement des politiques de migrations pourrait se propager (Oliver-Smith, 2012). Sur la base de ce type de raisonnement, les responsables politiques tentent d'influencer le volume des migrations, les directions et les types de mouvement au lieu d'ajuster les flux et soutenir les migrants (Tacoli, 2009). Malgré l'émergence de ces politiques de refus du problème, l'histoire de l'humanité montre que la migration, pouvant être représentée comme un processus continu de déplacements et d'adaptations à des conditions environnementales toujours changeantes, est une situation qui a toujours existé. De ce fait il ne s'agit pas nécessairement d'un « problème » nécessitant l'élaboration de mesures *ad hoc* à différentes échelles territoriales (Vlassopoulos, 2012).

Plus encore, l'évidence montre que la circulation des personnes, associée aux changements climatiques, se produit fréquemment à l'intérieur d'un pays (Cambrézy, 2013). C'est notamment le cas des mouvements des populations affectées par les catastrophes naturelles.

Or, dans le cas d'un déplacement interne au pays même, l'utilisation du terme « réfugié » n'est pas pertinente. L'usage de ce mot correspond exclusivement au cas des personnes qui traversent les frontières de leur pays pour solliciter une protection internationale. En ce qui concerne les personnes qui se déplacent à l'intérieur des frontières nationales, leur statut dépend des cadres légaux et juridiques de chaque pays, souvent alignés au régime international en matière de déplacement interne ayant été ratifiés au niveau national. Cela suppose, pour les états, une plus grande liberté mais également des inégalités de traitement entre les personnes qui font face à des situations d'exil interne. Dans l'état actuel du droit international, le régime international de protection des personnes déplacées internes accorde une marge de manœuvre plus importante en ce qui concerne la protection des personnes déplacées par les catastrophes environnementales, notamment à travers de l'adoption, en 1998, des principes directeurs relatifs au déplacement interne, dans lesquels, les « déplacés » sont définis comme les « personnes ou [des] groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État » (UNHCR, consulté en ligne). Ainsi, cette définition prend en compte les catastrophes dites naturelles en tant que situation pouvant produire des déplacements (Rubiano, 2014).

Plus récemment, d'autres instruments de *soft law*, comme l'initiative Nansen, ont été promus, avec une approche centrée sur les « droits » dans la prévention et la gestion des catastrophes, en particulier celles qui provoquent des déplacements (Kälin, 2015). Dans le même ordre d'idée, le guide opérationnel de l'IASC (Inter-Agency Standing Committee, Nations Unies) de 2011 relatif à la protection des personnes affectées par les catastrophes a été développé dans l'objectif d'aider les acteurs humanitaires à garantir que les efforts de secours et de récupération en cas de catastrophe soient menés dans un cadre qui protège les droits des personnes concernées. Le guide souligne que les personnes qui quittent leur lieu de résidence habituel en raison d'une catastrophe ou pour éviter ses effets, et qui n'ont pas traversé les frontières nationales, devraient être considérées selon la catégorie de déplacé interne conformément aux principes directeurs de 1998 (Rubiano, 2014) mentionnés antérieurement. La promotion d'une approche centrée sur les droits est d'autant plus importante que les instruments qui la définissent invite à dépasser une approche réactive et assistentialiste,

dominante en matière d'assistance et de protection des personnes affectées par une catastrophe.

La réflexion menée sur le sujet des personnes qui migrent en dehors des frontières de leur pays ou qui se déplacent à l'intérieur de leur propre territoire permet d'approfondir la connaissance des enjeux associés aux politiques et aux instruments utilisables en matière de déplacement climatique. Il s'agit de prôner une approche qui défende les droits fondamentaux des personnes impactées par les conséquences de la mobilité humaine suite à des événements catastrophiques. Toutefois, il s'agit d'un débat qui porte principalement sur les obligations des gouvernements, relatives à des questions statutaires peu appliquées dans les faits par les pays concernés, notamment en raison du caractère *soft law* de ce cadre qui renvoie à une souplesse d'interprétation et d'engagement de la part des États. Aussi, l'accent mis sur la définition de la situation des personnes déplacées est associé à l'heure actuelle à la définition des causes, dont les catastrophes dites naturelles, ce qui pourrait avoir comme effet de minimiser les enjeux politiques, sociaux et culturels pouvant impacter ces déplacements au profit d'une explication « naturelle ». Prendre le problème sous cet angle reviendrait, en outre, à évacuer les responsabilités des pouvoirs politiques dans la production des situations d'inégalités et de vulnérabilité économiques et sociales pouvant expliquer la production des catastrophes, par exemple. Finalement, cette discussion au sujet d'une terminologie qui serait applicable à l'ensemble des personnes en situation de refuge ou de déplacement a donc une vocation universelle. Par cette volonté d'universaliser, est évacué l'importance des revendications identitaires, qui seraient susceptibles de questionner une supposée cohésion des sociétés d'accueil. Cela tend, également, à effacer les singularités des personnes qui se déplacent tout comme le multiculturalisme au profit d'une définition générique des personnes et de leurs situations singulières.

Cette première discussion nous conduit à explorer un autre volet de ce débat autour de la définition du phénomène du déplacement climatique, qui est celui de la causalité de cette forme de mobilité humaine.

Pourquoi se déplacent-ils ?

L'attention portée au concept de réfugié, ou à défaut, celui des déplacés « environnementaux » ou « climatiques », sert aussi à mettre l'accent sur la cause de ces déplacements et de ce fait, sur la supposition implicite démontrant qu'il y a un lien direct entre le changement climatique ou environnemental et la migration. Cette approche appelée « maximaliste »

(Suhrke, 1993) soutient, dans ce sens, que la dégradation de l'environnement est responsable de millions de déplacements dans le monde. Cette supposition repose sur une approche naïve selon laquelle la mobilité humaine génère inévitablement de la vulnérabilité (Perch-Nielsen, Bättig et Imboden, 2008) et conduit à considérer la migration comme un modèle simple, voire, simpliste, en termes d'une dynamique de « *push-pull* » (Morrissey, 2012). En outre, cette conception évacue une compréhension plus fine du lien complexe entre les changements environnementaux et les perceptions des individus autour de ces changements, ainsi que le rôle de l'action humaine (Tacoli, 2009). Peuvent encore s'y ajouter d'autres forces qui structurent et impactent les décisions de mobilité humaine (Morrissey, 2012). Finalement, elle « naturalise » les causes politiques ou économiques de la dégradation l'environnement (Hartmann, 2010), ce pourrait-être un choix hasardeux dans le sens où cette posture pourrait conduire à « évacuer les responsabilités politiques en exagérant la force de la nature » (Cambrézy, 2001, p. 48 cité par Piguet, 2008), comme cela a été mentionné précédemment, notamment dans la production des facteurs de vulnérabilité économiques et sociales.

Ainsi, aujourd'hui le consensus semble porter sur une conception de la migration humaine comme processus complexe lié à une multitude de causes, dont celle environnementale ou climatique. Les défenseurs de cette vision, appelés la communauté des « minimalistes » (Suhrke, 1993) envisage alors les changements environnementaux en tant que variable contextuelle pouvant contribuer à la migration. De ce fait, d'autres facteurs entreraient en jeu. Ainsi, la migration ou le déplacement seraient une conséquence de facteurs multiples : sociaux, économiques et politiques, conjugués à des facteurs d'ordre climatiques ou environnementaux (Piguet, 2008) dont les différentes combinaisons augmenteraient le risque de déracinement pour les plus vulnérables (Oliver-Smith, 2014). Cette approche invite à regarder les causes profondes de la mobilité humaines qui pourraient reposer sur les inégalités de développement entre les régions (Lonergan, 1998 ; Black, 2001), sur d'autres causes ou facteurs structurels, ou encore sur les caractéristiques individuelles et communautaires qui impactent la décision de migrer (Boncour et Burson, 2009). Il est alors possible d'envisager que le rôle des facteurs environnementaux sur les migrations ne peut pas être réduit à une simple relation de cause à effet. De cette manière, le facteur climatique est à considérer comme secondaire et « déclencheur » de la migration indissociable des processus économiques, politiques et institutionnels qui influent sur les niveaux de vulnérabilité des populations (Lonergan, 1998).

Dans le cas des déplacements pouvant être associés aux catastrophes, le lien de causalité est présenté comme étant plus directement associé au facteur climatique, mais pas exclusivement. Exception faite des cas où un territoire entier est totalement submergé, il est difficile de discerner les risques ou les facteurs environnementaux des autres facteurs (Koser, 2012). La difficulté à isoler le facteur climatique, dans le déplacement associé aux catastrophes, a conduit à faire la distinction entre les catastrophes soudaines, comme les inondations et les tempêtes, et les catastrophes lentes, comme les sécheresses, qui dans certains cas peuvent être associées au réchauffement climatique. Dès lors, le lien entre l'événement et le déplacement semble moins évident, plus complexe à saisir (Rubiano, 2014). Ainsi, l'impact des ouragans ou des inondations sur le déplacement des populations apparaît comme le plus simple à identifier en raison de sa manifestation directe et brutale, comme le montrent, par exemple, les évacuations massives de la population suite à l'ouragan Katrina en 2005 (Piguet, 2008), à l'instar d'autres catastrophes à travers l'histoire. Toutefois, le fait que l'implication du facteur climatique soit plus aisément identifiable dans le cas des catastrophes soudaines, ne signifie pas que celui-ci soit un facteur unique. En effet, il y a un consensus au sein de la communauté scientifique selon lequel la catastrophe agit comme un facteur supplémentaire engendrant le déplacement des populations. Les raisons de cette conception de la catastrophe se trouvent dans la définition même de ces phénomènes.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), définit la catastrophe comme « une altération grave du fonctionnement normal d'une communauté ou d'une société en raison des phénomènes physiques dangereux qui interagissent avec des conditions sociales de vulnérabilité, ce qui provoque des effets adverses et généralisés sur les plans humain, matériel, économique ou environnemental et qui nécessitent une réponse immédiate face à l'urgence pour satisfaire les besoins essentiels, cette réponse pouvant nécessiter d'un appui externe pour la récupération » (IPCC, 2014, p. 131). Cette définition reconnaît l'interaction entre les facteurs environnementaux ou climatiques et d'autres facteurs pouvant être associés à des conditions de vulnérabilité préexistantes. Toujours est-il que pour comprendre ce lien, il faut préciser que la vulnérabilité n'existe pas *per se* mais repose sur un certain nombre d'autres facteurs sociaux et économiques, dérivant souvent de choix politiques en matière de développement économique. Selon ce même organisme, la vulnérabilité peut être conçue comme la « propension ou prédisposition à subir des dommages. Cela englobe divers concepts, notamment les notions de sensibilité ou de fragilité et l'incapacité de faire face et de s'adapter » (IPCC, 2014, p.199). Cette définition est

complétée par celle de « vulnérabilité contextuelle », qui serait une caractéristique des systèmes sociaux et écologiques, engendrée par de multiples facteurs et processus ; et la « vulnérabilité principale », associée aux perturbations anthropiques dangereuses du système climatique. Celles-ci pourraient alors se combiner à d'autres facteurs ou événements dangereux se traduisant ainsi en risque important (*Ibid.*). De manière plus concrète, la vulnérabilité peut être comprise à partir de l'existence d'une chaîne causale de causes profondes ancrées dans des systèmes idéologiques, sociaux et économiques, conduisant à des pressions de nature diverse, pouvant être sociales, économiques ou écologiques, lesquelles produisent un certain nombre de conditions dangereuses, qui, combinées aux aléas naturels, produisent une catastrophe (Wisner et *al.*, 2004, cités par Oliver-Smith, 2009). Dans la continuité de cette idée, il est possible de suggérer que l'explication d'une catastrophe repose plus sur une distribution inégale des vulnérabilités socialement produites, plutôt qu'à travers les caractéristiques géophysiques associées à un lieu (Oliver-Smith, 2009). Ainsi, pour qu'une catastrophe déclenche un déplacement, la conjonction de plusieurs facteurs sociaux, économiques ou politiques doit être présente (Sanchez Mojica, 2019). En conséquence, les causes du déplacement associées à une catastrophe peuvent être comprises à partir de l'étude des causes de la catastrophe elle-même, dont la manifestation physique ou climatique extrême agit en tant que déclencheur ou amplificateur des multiples facteurs préexistants de vulnérabilité, qui peut se traduire au final par le déplacement d'une population. Telle est notre approche de la catastrophe dans la présente recherche.

La migration et le déplacement associés à des facteurs environnementaux ou climatiques sont alors à considérer comme étant des processus complexes impliquant un certain nombre de facteurs économiques, sociaux et politiques qui participent à l'accroissement des vulnérabilités des populations. C'est notamment le cas selon que la population est associée aux choix, ou à l'inverse, se trouve face à l'absence totale de choix pour s'installer dans des zones exposées aux aléas climatiques, cela augmentant le risque de catastrophe et de déplacement. En s'attachant à expliquer les liens entre le facteur climatique et les autres facteurs de vulnérabilité générant des migrations, le débat s'oriente, en toute logique, vers la question du caractère volontaire ou involontaire de ces « migrations » et « déplacements », dont certains fondements théoriques nous permettent de différencier ces deux appellations, et par là même de préciser notre positionnement par rapport à ce débat.

Déplacements forcés ou migrations volontaires ?

Les décisions migratoires associées aux facteurs environnementaux ou climatiques sont notamment considérées dans un continuum avec, d'un côté, des mouvements volontaires, et de l'autre, des mouvements totalement forcés. Ainsi, la distinction peut être basée sur la nature volontaire du mouvement et la capacité d'exercer un choix (Adger, Safra de Campos, Mortreux, 2018). D'un point de vue politique, le problème peut être envisagé sous l'aspect du maintien du droit de rester ainsi que du droit de partir afin que les gens soient libres de choisir la solution qui convient le mieux à leurs besoins et à leurs valeurs (Barnett et Webber, 2009).

Certains chercheurs considèrent que la migration, contrairement au déplacement, impliquerait une décision consciente de changer de lieu de résidence dont les raisons peuvent être nombreuses et interdépendantes. Ces motivations peuvent alors inclure la minimisation de l'exposition aux risques associés aux pénuries ou à la baisse de productivité des activités agricoles, ou à des facteurs macro-externes tels que la volatilité des marchés ou la récession économique. Suivant cette idée, les décisions de se déplacer en réponse à des changements environnementaux progressifs, tels que la baisse des précipitations moyennes ou la dégradation des terres, ou les risques perçus associés aux futurs changements environnementaux, pourraient être considérées de nature plus volontaire (Adger *et al.*, 2018). Alors, la migration concernerait une stratégie économique utilisée de plus en plus par les populations rurales et urbaines pour diversifier leurs sources de revenus et réduire leur vulnérabilité (Tacoli, 2012). Ce type de migration est présentée à travers de sa diversité qui pourrait englober les migrations saisonnières entre les zones rurales, les mouvements temporaires entre les zones rurales et les villes, et les mouvements de longue durée vers les villes ou en dehors des frontières. Cette approche pourrait permettre de comprendre la manière dont les personnes et les communautés agissent face aux risques perçus ou en anticipation face à des situations de stress climatique. Toutefois, cette conception de la migration revient à considérer que le choix de migrer est déterminé par des facteurs de vulnérabilité des populations qui seraient présentes dans leurs territoires d'origine ; ou encore à considérer que la migration en réponse aux dégradations de l'environnement serait une opportunité pour les migrants de réduire leur vulnérabilité alors que celle-ci a souvent des origines sociales et politiques. En outre, il serait pertinent d'interroger les impacts de ce type de migration qui pourrait se présenter sous la forme extrême « d'exode rural » vers les villes et les impacts d'une urbanisation incontrôlée sur les populations qui migrent et celles qui reçoivent ces migrants, ainsi que sur l'environnement naturel et social de ces lieux. Cette

posture amène aussi à considérer les facteurs d'attractivité de certaines zones de destination comme étant essentiellement liées à une vision rationnelle du choix des individus, imposée par une approche économique dominante qui suggère que les migrants choisissent leur lieu de destination en raison des possibilités matérielles offertes par ces lieux. Des recherches ont montré que les choix des lieux de destination des migrants répondent à un certain nombre de facteurs pouvant être, en effet, de nature économique, mais pas exclusivement. Par exemple, Findlay (2011) suggère que parmi les tendances les plus observées en matière de décision migratoire, les migrants potentiels ne se déplacent pas nécessairement vers la destination la plus attrayante possible, mais vers le lieu le moins éloigné souvent en raison des opportunités de mouvement. Bien que les facteurs économiques soient présents dans les décisions qui influencent la migration vers certaines zones plutôt que d'autres, mises souvent en évidence par des enquêtes quantitatives, des recherches qualitatives montrent que les décisions des migrants répondent à des facteurs multiples et complexes, parmi lesquels se trouve la présence d'un réseau social et culturel dans les lieux choisis. Ainsi, les choix des migrants peuvent être socialement et culturellement construits et dérivent des valeurs ancrées dans la famille, la communauté et les relations sociales plus larges (Findlay et Li, 1997 ; Brettell, 2008, cités par Findlay, 2011). Ainsi, les décisions migratoires reposent sur de nombreux facteurs individuels et collectifs, économiques, sociaux ou culturels pouvant être associés autant aux pénuries dans les territoires d'origine qu'aux opportunités sur les lieux de destination. Le caractère volontaire est relatif si l'on prend en compte le fait que, en dehors d'une situation extrême associée à un risque perçu ou existant, les personnes pourraient choisir de rester dans leur lieu de vie, quelle que soit l'attractivité d'autres lieux. Finalement, cette conception du caractère volontaire des migrations repose sur le présupposé que la migration implique une planification, laquelle, peut être absente dans de nombreux cas de migration dite volontaire (Egea Jiménez et Soledad Suescún, 2011). La migration volontaire peut aller bien au-delà des calculs économiques ou matériels et répondre à des motivations plus profondes amenant la personne à quitter son lieu de résidence.

A l'opposé des migrations volontaires, que nous avons présenté ci-avant, il y a les situations de déplacement qui concernent les personnes obligées de partir parce que leur vie et leurs moyens de subsistance sont menacés par un danger environnemental extrême pouvant se traduire en catastrophe. Ainsi, la décision de se déplacer en réponse à des changements environnementaux extrêmes, tels que les crises alimentaires résultant de sécheresses et d'inondations, ou d'importants déclin du capital naturel résultant de la dégradation des terres

ou de la déforestation, apparaît comme de nature plus forcée que volontaire (Adger et *al.*, 2018). Pour d'autres auteurs, la question du choix se pose en termes de participation ou non de la population concernée. Cela pourrait se traduire, dans le cas d'une absence de participation et de concertation de la population affectée par une réinstallation « imposée ». Somme toute, ces mouvements sont forcés dans le sens où les personnes n'auraient pas choisi de quitter les lieux s'il n'y avait pas eu de catastrophe lente ou soudaine - ou des projets les forçant à quitter les lieux - et leur déplacement, qui peut se traduire en réinstallation, est planifié directement par les gouvernements ou les agences de développement dans une zone choisie dans le cadre d'un programme (De Sherbinin, Castro et Gemenne, 2010). La frontière entre le caractère volontaire et forcé des migrations et des déplacements reste mince et nous conduit à interroger le potentiel de la migration comme stratégie d'adaptation ou en tant qu'échec aux ajustements imposés par les contraintes climatiques ou environnementales, mais aussi économiques, sociales et politiques.

De la migration comme adaptation au retour des populations

Dans ce sens, certains chercheurs considèrent que la migration peut être considérée comme un mécanisme d'ajustement ou de survie selon l'échelle de l'événement climatique (Warner, Dun et Stal, 2008), ou comme une mesure d'adaptation (Adamo, 2009) à condition qu'elle permette d'augmenter la résilience des individus et des communautés (Tacoli, 2011; Warner, Afifi, Kälén, Leckie, Ferris, Martin et Wrathall, 2013). Dans ce cas, il est suggéré que les migrations peuvent se constituer en puissante stratégie grâce à laquelle les migrants sont capables de diversifier leurs revenus, de soulager les pressions sur l'environnement de leur lieu d'origine, de s'installer loin des lieux de la catastrophe, ou encore de soulager économiquement leurs familles restées sur place grâce aux transferts d'argent (Gemenne, 2015). Par exemple, des études renseignées par Tacoli (2012), montrent que la migration de courte durée est devenue un élément clé parmi les moyens de subsistance des personnes en situation de pauvreté en Bolivie. Dans ce cas précis, la fermeture des mines dans les montagnes, qui autrefois étaient des sources de revenu alternatif pendant les périodes de sécheresse, conjuguée aux effets négatifs de El Niño en 1982, ont contraint les paysans locaux à migrer vers d'autres zones du pays (Tacoli, 2012). Le même type d'observation a été mené dans le cas des migrations associées au risque de disparition des Îles-États en raison de l'augmentation du niveau des océans (McAdam, 2009) qui apparaît comme un processus irréversible. Toujours est-il qu'au sein de la communauté scientifique, le consensus autour des notions d'adaptation et de résilience dans le contexte des migrations ou déplacements

climatiques n'est pas atteint. En cause, les conceptions opposées qui dérivent de la manière dont les scientifiques comprennent l'adaptation, soit comme une finalité, soit comme un processus. Ainsi, selon la discipline dans laquelle elle est étudiée, l'adaptation peut revêtir des significations différentes et être appliquée à des objets de recherche tout aussi variés, à l'instar des psychologues qui font appel à cette notion pour établir des mesures de bien-être individuel (Orlove, 2005). Depuis quelques années, son utilisation répandue sur la scène internationale est associée à son insertion dans l'agenda sur les discussions liées aux effets du changement climatique, avec les mêmes difficultés pour trouver une définition qui fasse l'unanimité (Srinivasan, 2012). Par exemple, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques comprend l'adaptation comme des mesures pratiques à prendre pour protéger les pays et les communautés contre les perturbations ou les dommages causés par les effets du changement climatique (Nations Unies [ONU], 1992), tandis que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) le définit comme un processus par lequel les stratégies sont améliorées, développées et mises en œuvre pour modérer, coopérer et tirer parti des conséquences des événements climatiques (Levina et Tirpak, 2006).

Il reste que l'histoire de l'espèce humaine est remplie des situations de changement et risque auxquels l'humain a toujours répondu, et dans ce sens, il est possible d'affirmer que les sociétés humaines sont fondamentalement adaptatives (Adger, Huq, Brown, Conway et Hulme, 2003). Cela veut dire, que l'adaptation serait une réponse normale lorsque les populations se trouvent face à un changement et dès lors l'adaptation ne serait pas quelque chose d'exceptionnel ou encore d'externe aux sociétés humaines. Dans cette manière de concevoir l'adaptation, la composante humaine est donc centrale. Dans ce sens, elle peut être définie comme la pratique dans laquelle les individus, les communautés et les sociétés ajustent leurs activités, le cours de leur vie et leur lieu de vie afin de tirer parti de nouvelles opportunités (Nelson, Adger et Brown, 2007). Il s'agit d'un processus social dynamique qui est déterminé, en partie, par la capacité des communautés d'agir collectivement (Adger et *al.*, 2003).

Dans le même ordre d'idées, la migration est présentée comme une réponse qui contribuerait à une adaptation réussie au changement environnemental, à condition qu'elle augmente la résilience des communautés (Tacoli, 2011). Sous-jacent à la notion d'adaptation, la résilience apparaît donc comme un élément central dans la conception de la migration comme stratégie d'adaptation. Terme tout aussi ambigu que celui d'adaptation, en raison des connotations différentes selon son champ d'étude (Cutter et *al.*, 2008). En relation avec les migrations

associées aux changements de l'environnement, la résilience peut alors être définie comme la capacité d'une communauté pour détecter et prévenir l'adversité, absorber les impacts de l'adversité ou se récupérer après avoir subi un dommage (Uriarte-Arciniega, 2013). Cette définition reconnaît ainsi l'aspect social comme central dans la compréhension de la résilience. Notre approche de l'adaptation consiste à penser celle-ci en tant que processus qui se met en marche face aux fluctuations constantes de la vie des individus. La résilience est dans ce sens un des produits possibles de ce processus. Dans ce sens, certains auteurs considèrent que la mobilité humaine et la migration constituent des indicateurs de la résilience. Ainsi, suivant le type de migration, celle-ci peut représenter soit, un facteur d'instabilité, soit, une composante de stabilité et résilience (Adger, 2000). Le déplacement ferait alors partie des stratégies ou tentatives mises en place par les personnes pour s'adapter aux effets de la catastrophe.

A l'opposée de ces constats, il est suggéré que la migration ou le déplacement pourraient accroître l'exposition globale aux risques environnementaux lorsque les personnes se déplacent vers des zones plus dangereuses, notamment dans les zones urbaines. D'autre part, la migration pourrait également amplifier les risques d'appauvrissement autant dans les communautés d'origine que par rapport aux populations du lieu de destination. Ainsi, alors qu'une grande partie du débat s'est concentré sur l'étude des facteurs du déplacement ou sur le potentiel adaptatif des migrations, il est également important de reconnaître les conséquences négatives associées à la migration et au déplacement (Adger et *al.*, 2018). Ce constat a conduit les chercheurs à s'interroger sur la pertinence des programmes de réinstallation des populations déplacées par les effets du changement climatique (Correa, Ramírez et Sanahuja, 2011). Dans la suite logique de ce mouvement, les travaux sur le sujet de la réinstallation, dans le cadre du Déplacement Forcé, induits par les projets de Développement et la Réinstallation, notamment suivant le modèle des « risques d'appauvrissement et de la reconstruction » de Cernea (1997), sont souvent utilisés comme référence. Ce modèle identifie au moins neuf risques d'appauvrissement (ce terme étant défini ainsi : « *the possibility that a certain course of action will trigger future injurious effects* ») liés aux processus de réinstallation : i) la perte de terres; ii) la perte d'emploi; iii) la perte de logement; iv) la marginalisation; v) la mortalité accrue; vi) l'insécurité alimentaire; vii) la perte de l'accès aux ressources de la communauté; viii) la désarticulation de la communauté; ix) la perte de l'accès à l'éducation. Les effets convergents et cumulatifs de ces risques pourraient entraîner la paupérisation des populations réinstallées. Soulignons, toutefois, que l'intensité

de chaque risque varie selon le contexte dans lequel le déplacement et la réinstallation, se développent (Cernea, 1997).

Ces arguments sur la réinstallation des populations concernent notamment le cas des migrations de longue durée. Ainsi, par exemple, certaines populations qui connaissent des dégradations lentes associées aux sécheresses, à la désertification ou aux inondations récurrentes, qui détruisent leurs moyens de production et d'existence, pourraient choisir de ne pas retourner dans leur lieu d'origine, sauf s'il existait une possibilité d'adoption de formes alternatives de subsistance dans les lieux d'origine (Warner, 2010). Dans certains cas, lors de catastrophes majeures, les populations pourraient également choisir de ne pas retourner sur place en raison de l'insécurité et de la destruction qui empêche la reconstruction des zones touchées (Naser, 2015). C'est souvent le cas des personnes affectées par des inondations, des cyclones et des glissements de terrain par exemple (Kälin, 2008) qui ne reviennent pas en raison de la destruction du lieu ; même si dans les cas plus extrêmes comme les tremblements de terre qui causent des dégâts plus importants, les populations peuvent choisir de retourner sur leur lieu de vie pour le reconstruire. Le retour serait alors soumis à condition que soient mises en place des mesures pour garantir une reconstruction de l'environnement physique, économique et social de manière durable dans les territoires d'origine (Warner, 2010). Dans ce cas, il est estimé que la reconstruction pourrait être une opportunité pour adopter des processus de développement optimisés qui permettent ensuite de réduire la vulnérabilité des populations face aux événements extrêmes ultérieurs (Barnett et Webber, 2009). Néanmoins, la reconstruction, tout comme les projets de réinstallation que nous avons mentionné ci-avant, comporte des risques d'appauvrissement pour les populations, du moment où ce type de projet est mené dans une perspective visant exclusivement la mitigation du risque physique. Si nous tenons compte des chiffres publiés dans le *Global Report on Internal Displacement* (GRID), précité en début du chapitre, à la fin de l'année 2020, encore 55 millions de personnes vivaient toujours en situation de déplacement, parmi lesquelles 7 millions de personnes ayant quitté leur territoire en raison des catastrophes (IDMC, 2021). Cela suggère que les déplacements associés aux catastrophes se terminent le plus souvent par un retour de la population et sont, de ce fait, leur temporalité courte est considérée comme une constante. Notons, néanmoins, qu'une partie de ces déplacements s'inscrit sur une plus longue durée, ce qui implique que des processus de réinstallation des populations soient alors considérés. Dans les deux cas, la réponse politique est différente. Dans le premier, la réponse de réinstallation permanente est privilégiée, tandis que dans l'autre, la réponse se concentre autour de la mise à

disposition de refuges temporaires, puis autour du retour et de la réintégration sur les lieux affectés (Koser, 2012).

A ce point de la recension des conceptions les plus répandues sur les déplacements associés aux catastrophes, auxquels nous nous intéressons en particulier, nous pouvons souligner les éléments suivants :

Les déplacements associés aux catastrophes se produisent la plupart du temps à l'intérieur des frontières d'un pays et, de ce fait, sont considérés comme étant de courte distance. Dans ce cas, les cadres de protection et d'assistance des personnes qui se déplacent relèvent de la compétence des gouvernements des pays dans lesquels se produit le déplacement et sont définis par chaque État ;

Il s'agit d'un phénomène dont les causes sont multiples et associées à des facteurs de vulnérabilité économique, sociale, politique et historique - pouvant se traduire en catastrophe. Les événements climatiques extrêmes agissent alors en tant que déclencheurs du déplacement ;

Bien que ces déplacements soient le résultat d'une conjonction de facteurs multiples, le caractère soudain et non planifié de la migration nous conduit à les considérer comme des déplacements forcés ou involontaires ;

L'évidence montre que ces déplacements se terminent souvent par un retour des populations dans les lieux affectés par la catastrophe et sont, de ce fait, considérés comme temporaires ou de courte durée. Toutefois, il est attendu que ces déplacements se concluent par une installation définitive dans un nouveau lieu, avec un fort impact social et économique pour les populations concernées (IDMC, 2021).

Les réponses au déplacement temporaire

Ces présupposés nous conduisent à interroger la temporalité courte des déplacements associés aux catastrophes et son étude au sein de la communauté scientifique. Hormis le cas d'une réintégration des populations dans les lieux de la catastrophe ou leur réinstallation dans un nouveau lieu, la question qui émerge est celle de la réponse qui est apportée aux personnes qui se déplacent pendant une courte durée, plus précisément, que se passe-t-il pour les

personnes déplacées, lors des déplacements de courte durée, entre le moment de l'évacuation des populations et leur retour ?

Les principes directeurs relatifs au déplacement interne, qui reconnaissent la spécificité de la cause climatique comme motif de déplacement, identifient les droits et les garanties concernant la protection des personnes déplacées et l'aide à laquelle elles peuvent prétendre au cours du déplacement et du retour. Ces principes insistent sur l'égalité des droits des personnes déplacées au même titre que les autres citoyens du pays. Ainsi, chaque Etat est responsable de fournir une protection et une aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Les principes, appliqués par un grand nombre d'Etats comme guide pour la définition de cadres et régimes nationaux, posent les aides minimales devant être apportées aux personnes en situation de déplacement. Celles-ci incluent : les aliments de base et l'eau potable, un abri, des vêtements décents ainsi que des services médicaux et installations sanitaires essentiels (Croix Rouge, 1988). Dans le prolongement de ces principes, le guide opérationnel de l'IASC oriente les agents humanitaires vers une approche basée sur les droits fondamentaux dans l'assistance humanitaire qui est fournie aux personnes affectées par une catastrophe (Rubiano, 2014). Dans la même veine, les principes Nansen contiennent des recommandations pour « guider les réponses à certains des défis urgents et complexes liés au déplacement dans le contexte du changement climatique et d'autres risques environnementaux » (Kälin, 2012). En somme, ces guides de l'action découlent des principes directeurs qui eux mêmes établissent les recommandations en matière de réponse aux populations déplacées, y compris celles qui fuient en raison des catastrophes. Du côté des agences humanitaires auxquelles sont destinées en partie ces recommandations, nous pouvons citer le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) qui a comme mission de protéger les droits des personnes réfugiées dans le monde. Une partie de ses engagements concerne également les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, y compris suite à une catastrophe. Dans ce sens, l'agence onusienne veille à garantir que les droits fondamentaux de ces personnes soient respectés et à fournir, selon le contexte, une assistance matérielle comme des tentes ou autres articles non alimentaires (UNHCR, 2017).

Toujours est-il, que l'application des recommandations de base des principes directeurs reste à la discrétion de chaque Etat qui décide ou non de la mise en place d'un cadre légal et des outils spécifiques pour répondre aux situations de déplacement interne au sein de leur propre pays. Néanmoins, une observation peut être faite ayant trait aux recommandations mobilisées par les instruments internationaux. Celle-ci concerne le fait que le déplacement est conçu

comme un problème nécessitant une réponse humanitaire consistant à pallier à un certain nombre de besoins fondamentaux. Outre la protection des personnes dont leurs vies sont directement menacées, la réponse d'assistance est une réponse matérielle visant à préserver la vie physique de ces personnes. Au final, cette approche revient à centrer l'attention sur des aspects objectifs permettant de définir la situation, à partir de l'impact matériel causé par le déplacement et le statut des personnes concernées. Elle occulte ainsi d'autres domaines de l'expérience des personnes qui se déplacent, en particulier, sur les plans social, culturel et symbolique. Cette perspective induit à considérer que le déplacement de courte durée est une situation essentiellement de survie matérielle nécessitant une assistance adaptée. La vie sociale des personnes déplacées est mise en parenthèse dans ce type d'approche du problème, en particulier, les considérations ayant trait à la manière dont les personnes organisent leur nouveau quotidien, leurs relations, et leurs actions dans ce contexte.

Des travaux empiriques, menés sur des déplacements de courte durée ayant été notamment provoqué par des catastrophes, confirment cette orientation. A titre d'exemple, Gütermann et Schneider (2011) s'intéressent à la réponse aux personnes déplacées par le tremblement de terre d'Haïti en 2010. En particulier, les auteurs soulignent les différentes stratégies adoptées par les personnes afin de trouver un refuge, ainsi que les conditions de vie dans les camps de déplacés. La tendance observée montre que les personnes se sont installées soit dans des camps dans les zones urbaines, soit ils ont été hébergés par des familles dans les zones rurales. En ce qui concerne la vie à l'intérieur des camps, les auteurs notent les insuffisances dans l'assistance matérielle, en particulier en matière d'abri et d'accès aux services de base, en particulier dans les camps situés en zone rurale. Sur un autre terrain de catastrophe, qui concerne le passage de l'ouragan Katrina en 2005, Cutter (2011) fait référence aux difficultés auxquelles les déplacés de la Nouvelle Orléans sont confrontés au moment de se faire enregistrer dans les listes du gouvernement, à travers la Federal Emergency Management Agency (FEMA), pour pouvoir bénéficier d'une assistance qui inclue la mise à disposition d'un abri, des soins de santé et d'autres aides non-alimentaires. Toutefois, tous les déplacés n'étaient pas éligibles et d'autres n'ont pas été enregistrés. Parmi ceux qui se sont enregistrés dans les listes, 1.36 million de personnes, seuls 950 mille ont pu bénéficier de cette assistance. Dans le même ordre d'idée, mais sur un terrain différent, Jian (2015) propose de montrer les différentes modalités d'évacuation et de réinstallation temporaire des personnes déplacées suite à un tremblement de terre qui a touché la province de Yunnan en 2014, en Chine. Ces réinstallations temporaires ayant pris la forme de camps organisés ou auto-

installés, dans lesquels, étaient distribués des vivres permettant aux déplacés de subsister. Des études de cas de catastrophes plus anciennes, ont permis de soulever des tendances analogues, en ce qui concerne la phase de réponse à ce qui peut être considéré comme un déplacement de courte durée.

Ainsi, les travaux sur l'impact de ce type de déplacements s'accordent sur la primauté qui est donnée à l'analyse des conséquences matérielles, provoquées par la catastrophe, qui confirment la tendance à considérer le déplacement temporaire dans une perspective de survie matérielle et à considérer le déplacement lui-même comme l'une des conséquences de la catastrophe. Les impératifs de reconstruction ou de réinstallation associés à ce type de déplacement et les réponses qui y sont apportées, amènent à envisager le temps court du déplacement comme une situation humanitaire, évacuant ainsi les possibilités d'observation et de compréhension du phénomène de déplacement temporaire dans sa complexité et dans ses différentes dimensions, autant matérielle que sociale.

Notre approche part d'un angle différent qui est celui de considérer la présence d'aspects subjectifs dans l'expérience des personnes concernées par le déplacement de courte durée. **Cette idée nous pousse ainsi à l'examen des représentations autour de leur vécu et de la manière dont le déplacement affecte leurs vies, au-delà d'un plan essentiellement matériel. Plus précisément, nous proposons d'adopter une approche qui permette de rendre visibles les conséquences du déplacement sur la vie sociale des personnes.** Quelles sont les continuités et les ruptures dans la manière d'organiser la vie familiale et sociale des personnes qui se déplacent pendant le déplacement ? Comment sont impactées les pratiques, les relations et les interactions qui permettent la construction, la continuité et le maintien de la trame sociale ? Quels sont les effets du déplacement, autant sur un plan objectif que subjectif lié aux représentations de soi, des autres, de leurs positions et de leurs rôles dans de nouveaux contextes ? Au final, comment le déplacement temporaire affecte-t-il l'identité sociale des individus concernés et quelles conséquences cela entraîne sur l'expérience même ?

Ces questions sont d'autant plus pertinentes que les débats qui portent sur une définition du phénomène à partir de la définition des personnes qui migrent ou se déplacent tend à se centrer sur des aspects statutaires politico-légaux, très souvent associés à une réponse matérielle découlant de ces mêmes définitions, et en ce sens occulte la dimension identitaire singulière et sociale. Par ailleurs, l'idée même d'établir une catégorie spécifique pour définir le phénomène de déplacement climatique à partir des facteurs climatiques ou

environnementaux revient à considérer qu'il existe un climat ou un environnement qui serait extérieur associé à un espace donné, alors que celui-ci fait partie intégrante du lieu de vie des populations. Dans ce sens, nous nous intéressons aux représentations que les personnes construisent autour de leur propre expérience, à savoir, la manière dont elles interprètent et organisent les événements qui leur arrivent, dont le fait de se déplacer pour sauver leur vie suite à une catastrophe.

L'objectif de cette thèse est de développer un cadre d'analyse qui permette de rendre compte de ces conséquences en nous intéressant en particulier à la manière dont les personnes construisent cette expérience, à partir d'une étude de cas concrète de déplacement temporaire suite à une inondation massive.

Cette thèse s'articule autour de deux parties divisées en quatre chapitres :

La « Partie I » est dédiée à la présentation épistémique, théorique et méthodologique de la recherche. Plus précisément, cette partie contient deux chapitres : le chapitre 1, correspond à notre introduction générale organisé autour de trois parties : une première partie qui élabore le processus de construction de notre problématique de recherche, la deuxième qui développe l'esquisse théorique retenue et la troisième qui présente les spécificités de l'étude de cas qui fera l'objet de notre recherche. Ensuite, le chapitre 2 présente de manière détaillée la démarche méthodologique et le dispositif d'enquête mis en place.

Dans la « Partie II », il sera question de présenter et de discuter les résultats de notre recherche, précédés d'un récit de type ethnographique comme introduction aux résultats. Ainsi, cette deuxième partie s'organise autour de deux chapitres : le chapitre 3, divisé en six sous-chapitres, présente les catégories descriptives qui correspondent aux principaux résultats de la recherche, et finalement, le chapitre 4 développe une analyse détaillée de nos résultats sous forme de discussion générale. Ces différents chapitres sont suivis des contributions principales, des limites et des perspectives de recherche comme conclusion générale.

1.1 La notion d'identité sociale et son application à l'analyse du déplacement temporaire²

Dans le cadre de cette recherche, nous avons eu recours à l'approche de la Méthodologie de la Théorisation Enracinée, que nous présenterons dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche ». Compte tenu de ce choix méthodologique, la construction de notre objet de recherche s'est faite « chemin faisant ». En raison des défis relatifs à la restitution de la démarche suivie, nous avons fait le choix d'intégrer l'esquisse conceptuelle dans le prolongement de cette construction préliminaire de notre objet, présentée à partir de la section d'introduction générale. De même, la présentation de notre étude de cas et terrain, qui sera développée dans la section suivante, répond à ces mêmes caractéristiques.

Cette recherche adopte une perspective sociologique³ sur les identités sociales et s'appuie plus largement sur la littérature autour des travaux sur le déplacement forcé, notamment en Colombie⁴, associées à l'étude des identités et des représentations sociales (RS). Plus

² L'esquisse conceptuelle pour cette recherche a été bâtie de manière « simple, ouverte et évolutive » conformément aux fondements ontologiques, épistémologiques et méthodologiques du paradigme constructiviste qui oriente cette recherche et qui seront présentés de manière détaillée dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche ».

³ L'étude des identités sociales a été largement développée dans le champ de la psychologie sociale, notamment autour des travaux fondateurs de la théorie des identités sociales de H. Tajfel et les prolongements qui ont été faits par J. Turner et ses collaborateurs autour de la théorie de l'Auto-catégorisation du Moi. Le sociologue G. Giménez (1996) situe les origines des réflexions théoriques autour de l'identité aux travaux de G.H. Mead (1931-1936) qui a établi les thèses centrales de l'identité (Self) dans la perspective de la psychologie sociale, reprises ensuite par les interactionnistes symboliques dans les années soixante, en particulier, E. Goffman et R. Turner, dont la contribution de ce dernier a permis de déterminer la distinction entre l'identité et l'image de l'individu. Au même moment, les phénoménologues sociaux, dont les sociologues Berger et Luckmann, ont développé une réflexion sur l'identité en relation avec les processus de transformation des sociétés modernes. Pour une synthèse critique des apports de ces théories aux études du comportement de groupes et des relations inter-groupales, se référer aux travaux de Scandroglio, López et San José (2008). Giménez (1996) propose également une synthèse historique du développement théorique du concept d'identité sociale en sciences sociales, dont la psychologie sociale. Bien que nous ayons adopté une perspective sociologique comme fil conducteur de la construction de notre esquisse théorique, nous avons considéré également des apports de la psychologie sociale dans l'objectif étant d'approfondir ou élargir certaines notions centrales autour de celle d'identité sociale.

⁴ Le déplacement forcé, tel qu'il a été largement étudié en Colombie, implique pour les populations concernées une installation de longue durée, voire définitive, dans les territoires de destination, souvent en raison des logiques associées aux facteurs à l'origine de ces déplacements comme le sont la violence, les conflits et les violations des droits fondamentaux. Ce qui expliquerait en grande partie, la décision des individus de ne pas retourner dans leur territoire d'origine, contrairement à ce qui est observé dans le cas des personnes déplacées en raison d'une catastrophe. Toutefois, l'expérience des personnes concernées par le déplacement interne, soit-il de courte durée ou définitif, implique tout au long de l'expérience des interactions et relations nouvelles à différents niveaux. Comme nous l'avons montré dans notre « Introduction Générale », les travaux sur les déplacements dits climatiques s'inscrivant dans une temporalité courte n'étudient pas de manière approfondie la question des identités sociales. Pour ces raisons, nous avons jugé pertinent d'appuyer notre analyse sur les travaux et études menés sur les identités sociales des personnes dans le cadre du déplacement

précisément, l'approche retenue pour cette recherche prend comme point de départ les réflexions sur la notion d'identité sociale mobilisées par le sociologue G. Giménez⁵ (1996, 1997, 2007), dont les fondements théoriques peuvent se situer au croisement des approches interactionnistes et des conceptions autour de l'acteur social, au-delà des thèses qui prônent le déterminisme social comme guide de la conscience et de l'action. L'interactionnisme symbolique⁶, en tant que courant de pensée, né sous la plume de Blumer pour s'opposer aux approches fonctionnalistes, conçoit l'individu comme « un acteur interagissant avec les éléments sociaux et non pas comme un agent passif subissant de plein fouet les structures sociales à cause de son habitus ou de la 'force' du système ou de sa culture d'appartenance » (Le Breton, 2004, cité par Laberge, 2009). Ainsi, le comportement humain n'est pas une simple réaction à l'environnement mais un processus au cours duquel l'individu interagit et construit cet environnement. De ce point de vue, la société, les institutions, les classes sociales ou la conscience collective n'ont pas de réalité indépendante des inter-actions sociales (Boudon, Besnard, Cherkaoui et Lécuyer, 2003). Dans le contexte de l'étude des identités sociales, Dufort (1992) résume ainsi l'importance des interactions : « L'humain et l'organisation sociale ne peuvent être compris sans l'analyse des interactions. Quand deux ou plusieurs personnes interagissent, leurs identités changent, leurs rôles sont recréés, chaque personne influence l'action de l'autre et oriente ses propres actions sur la base des actions de l'autre » (p.59). En ce sens, nous envisageons l'identité sociale comme une construction qui se forme et se transforme dans la relation à l'Autre dans le processus d'interactions sociales. L'interaction, ici comprise, comme « ce qui apparaît uniquement dans des situations sociales,

forcé interne mentionnés ci-dessus, pouvant également être élargie à d'autres cas de déplacement forcé et situations de refuge, en ce qu'ils nous éclairent sur la manière dont les nouveaux déplacés organisent leur vie sociale au milieu de différentes contraintes et opportunités associées aux contextes dans lesquels elles sont amenées à s'insérer. En cela, le cas colombien s'avère particulièrement pertinent pour les raisons qui seront présentées dans la section 1.2 concernant l'importance de ce phénomène dans le pays et de son étude.

⁵ Cette recherche prend comme point de départ des analyses développées par des auteurs latino-américains autour des concepts retenus pour cette étude. Ce choix s'inscrit dans le prolongement des idées défendues par Orlando Fals Borda (Diaz et Godrie, 2020), considéré comme le père fondateur de la sociologie colombienne, qui prônait, entre autres, une « décolonisation des sciences sociales ». Cet auteur considérait que les modèles externes, et dominants, « ne conviennent pas à la complexité de la société colombienne caractérisée par une nature tropicale, pluriculturelle et multiethnique » (cité par Diaz et Godrie, 2020, p.136). Fals Borda soulignait l'importance d'accepter que « le transfert unidirectionnel de connaissances fondamentales ou appliquées n'est pas toujours approprié pour concevoir des solutions aux problèmes nés dans notre environnement. Ces connaissances sont valides pour expliquer des phénomènes ou des événements qui caractérisent les autres latitudes et peuvent être incroyablement sophistiquées, novatrices et avoir fait leurs preuves dans d'autres contextes (*Ibid.*, p. 138). Sans donner une exclusivité totale aux cadres issus des scientifiques latino-américains, notre recherche s'inspire de l'approche défendue par Fals Borda et c'est sur cette orientation, dans ses propres mots « engagée », nous avons conçu notre cadre théorique de départ ainsi que les développements théoriques et conceptuels qui ont été développés tout au long de ce manuscrit.

⁶ L'interactionnisme symbolique est connu autour des études urbaines de l'école de Chicago (E.C Hughes et R.E. Park), ainsi qu'autour des théories de l'étiquetage à partir de H. Becker ; les analyses sur les rites d'interaction de Goffman, ou encore l'ethnométhodologie de Garfinkel.

c'est-à-dire des environnements dans lesquels deux individus, ou plus, sont physiquement en présence de la réponse de l'un et de l'autre » (Goffman, 1982, cité par Laberge, 2016). Cette recherche s'attache autant à l'observation de l'aspect microsociologique des interactions, à savoir, les circonstances et les relations quotidiennes, qu'à une étude plus macrosociologique liée aux contraintes et aux possibilités du milieu dans lequel se produit l'interaction et qui pourraient conditionner ou impacter celle-ci. Ces deux niveaux influencent la manière dont se déroule une interaction donnée dont le cours peut être à la fois prévisible, en raison des routines ou des rites, par exemple, mais aussi incertain (Strauss, 1994 cité par Pruvost, 2015).

D'une façon plus générale, l'identité sociale peut être étudiée à partir de deux perspectives ou dimensions principales. Une perspective individuelle, qui est celle que nous privilégions dans cette recherche, dans le sens où un individu donné peut interagir avec d'autres individus ou avec un groupe en son nom. Vient ensuite une perspective collective⁷, qui peut être envisagée comme étant une partie de l'identité individuelle ou personnelle, lorsque l'individu interagit au nom d'un groupe en tant que membre ou représentant (Giménez, 1996). La notion de groupe est ici comprise à partir du sens donné au « groupe de référence », à savoir, le groupe dont les attitudes, les conduites, les croyances et les valeurs sont adoptés par les individus comme des critères pour définir ou évaluer leur situation et cadre d'action. Parmi ces groupes de référence ou d'appartenance, il y en a auxquels l'individu appartient de fait, comme la famille ou les amis (Boudon et *al.*, 2003).

Ces notions et précisions conceptuelles préalables étant posées, nous allons à présent développer le sens que nous donnons à la notion d'identité sociale dans cette recherche. Selon Giménez (2007), l'identité peut être envisagée dans un sens premier comme la représentation que nous avons de qui nous sommes et de qui sont les autres. Ce qui veut dire dans un premier temps, que l'individu se reconnaît lui-même dans la mesure où il se reconnaît chez l'Autre. En ce sens, l'auteur souligne le caractère intersubjectif et relationnel de l'identité qui

⁷ En ce qui concerne la dimension collective de l'identité, il est utile de se référer aux travaux développés par des auteurs comme Melucci (1995) autour des mouvements sociaux, qui définit l'identité collective comme un processus de construction d'un système d'action. Il s'agit pour l'auteur d'une définition interactive et partagée produite par un certain nombre d'individus et qui est concernée par l'orientation des actions et les champs d'opportunités et des contraintes dans lesquels ces actions se déroulent. Cette définition se construit et se négocie à partir de l'activation répétée des relations qui lient les individus et les groupes. En tant que processus, l'identité collective implique selon Melucci, des définitions cognitives concernant les fins, les moyens et les champs d'action et qui sont définies à l'intérieur d'un langage partagé par une partie ou l'ensemble des individus et incorporées dans un ensemble des rituels ou des pratiques issus du répertoire culturel du groupe. Ensuite, l'identité collective renvoie selon l'auteur à un réseau de relations actives entre les acteurs qui interagissent, communiquent, négocient et prennent des décisions. Finalement, Melucci souligne l'importance d'un certain niveau d'investissement émotionnel qui permette un sentiment d'appartenance à une unité commune.

permet de suggérer que celle-ci n'est pas un attribut ou une propriété intrinsèque de l'individu. Elle résulte au contraire d'un processus social dans le sens où elle émerge et s'affirme dans la confrontation avec d'autres identités dans les processus d'interactions quotidiennes et de communication. Dans les mots de Hall (2010), l'identité existe grâce à la relation dialogique avec l'Autre. Comme cela a été exprimé par Castillejo (2000, cité par Carvajal, 2005, p.80), elle apparaît comme « une manière d'être dans le monde, non pas un objet que l'on possède ou non, mais comme une réponse relationnelle à une rencontre ».

A partir de cette conception relationnelle de l'identité sociale et de sa dimension intersubjective, ce que Doise appelle les plans intraindividuel, interindividuel et positionnel de l'identité⁸ (Doise, 1982, cité par Palacio, Jiménez, Díaz et Correa, 2008), il est possible de considérer que la dimension individuelle de l'identité sociale est traversée par trois éléments reliés et interdépendants : l'auto-identification, la reconnaissance et l'appartenance.

Giménez (2007) suggère que l'identité sociale contient des éléments de ce qui est « socialement partagé » et de ce qui est « individuellement unique ». Les éléments collectifs permettent ainsi de déterminer les similitudes, à savoir les attributs ou éléments communs valorisés par l'ensemble du groupe, tandis que les éléments individuels permettent de souligner les différences entre les individus, tout en conservant un socle de valeurs partagées. Ainsi, pour Giménez ces différents éléments sont étroitement reliés de manière à constituer une identité unique tout en étant multidimensionnelle. Ce qui reviendrait à suggérer que l'identité est à la fois individuelle et sociale en ce qu'elle est construite à partir d'éléments uniques et d'éléments collectifs partagés par le groupe auquel l'individu fait partie. De manière proche, des auteurs comme Dubar (1992), dont les travaux sur les formes identitaires et la socialisation professionnelle ont eu une grande influence dans l'étude de l'identité

8 Palacio et *al.*, (2008) soulignent trois niveaux à partir desquels il est possible d'appréhender l'identité sociale. Un premier niveau « Micro » qui fait référence aux implications de l'identité sur les individus et les groupes à partir de deux processus : les processus de subjectivation et les processus de représentations sociales. Un niveau « Méso » qui développe les dynamiques de l'identité sur un plan socioculturel à partir d'une dimension collective. Finalement, un niveau « Macro » qui examine le plan du politique dans deux perspectives : les dynamiques de pouvoir et l'ordre mondial. Cette recherche se situe dans le premier niveau. Plus précisément, ces auteurs font référence à l'explication fournie par Doise pour qui, la dimension subjective de l'identité peut être analysée à partir de trois plans : un plan intraindividuel, un plan interindividuel et un plan positionnel. Le premier s'intéresse aux mécanismes qui permettent à l'individu d'organiser son expérience : les perceptions, les attitudes et l'évaluation de soi, entre autres. Le deuxième niveau fait référence aux modalités des relations entre les individus qui permettent de constituer son identité : la reconnaissance, la différenciation et l'identification au moment de la rencontre. Dans ce niveau nous retrouvons des approches interactionnistes autour des notions d'interaction et de rôle notamment. Finalement, le niveau positionnel qui étudie l'identité en relation avec les différences de statuts entre les sujets socialement définis. (Doise, 1982, cité par Palacio et *al.*, 2003 ; 2008). Ce niveau articule le concept d'identité sociale au processus cognitif de catégorisation et d'appartenance sociale (Palacio et *al.*, 2008).

sociale dans le milieu académique français, considère que la distinction même entre l'identité individuelle et l'identité sociale, retrouvée du moins implicitement dans les travaux des auteurs comme Durkheim (1922, cité par Dubar, 1992) n'est pas nécessaire. En citant les travaux de Bourdieu (1980), Dubar (1992, p. 506) souligne que « l'identité construite par les individus au cours du 'processus purement social et quasi magique de socialisation' (Bourdieu, 1980, p. 96) peut toujours être analysée à la fois comme le produit intériorisé de ses conditions sociales antérieures les plus objectives et comme l'expression de ses espérances individuelles les plus subjectives. L'ajustement anticipé de celles-ci aux probabilités objectives de réussite issues de l'expérience assure, pour le plus grand nombre, la coïncidence entre le destin personnel et la trajectoire sociale », et de cette manière, dépasser l'opposition entre les conceptions holistes et individualistes dans la construction des identités.

En revenant sur le développement de la notion d'identité sociale proposée par Giménez (2007), l'auteur soutient que le processus d'auto-identification suppose le fait de faire des comparaisons entre les individus et les groupes de manière mettre en avant les caractéristiques qui leur sont propres. Pour l'auteur (1997), l'affirmation de la différence implique d'une part, la capacité à se « distinguer » des autres et d'autre part, la capacité d'obtenir la reconnaissance de cette différence. Nous reviendrons plus largement sur la notion de reconnaissance dans les paragraphes suivants. Pour l'heure, il convient de préciser la différence faite par l'auteur entre la « distinction » des choses et celle des individus. Pour lui, les choses peuvent uniquement être distinguées, définies, classées et nommées à partir de traits objectifs attribués par des observateurs externes. Il s'agit d'une distinction pouvant être qualifiée de « numérique ». Tandis que pour les individus, la possibilité de se distinguer des autres suppose la reconnaissance et l'approbation dans les contextes d'interaction et de communication sociales, ce qui veut dire que l'identité implique une distinction « qualitative » associée à une valeur sociale reconnue et attribuée par les autres. Autrement dit, pour Giménez (1996), l'identité est le résultat de la transformation d'une « information donnée » en une appréciation en termes de valorisation, c'est-à-dire, que l'identité n'est pas ce que l'on est réellement mais l'image que chacun se donne de ce qu'il est et, par extension, de l'image élaborée par les autres.

Dans le prolongement de ces idées, Palacio, Correa, Díaz et Jiménez (2003), soulignent que l'étude de l'identité dans un plan positionnel, à savoir, qui rend compte des positions et des statuts différents entre les individus socialement définis, privilégie les processus qui impliquent des relations entre les individus et les groupes avec des valeurs ou intérêts

antagonistes, parmi lesquels la comparaison et la compétition sociale, ce qui veut dire que l'identité est associée aux différences de statuts entre les individus socialement définis. Giménez (2007) soutient que dans ce processus de comparaison, les individus procèdent à l'auto-assignation d'attributs, souvent valorisés, issus de la culture du groupe – ou des sous-cultures des groupes auxquels l'individu appartient – et qui seraient relativement stables dans le temps. Ainsi, l'auteur suggère que le concept d'identité sociale est inséparable de l'idée de culture dans le sens où celle-ci émerge et se développe à partir d'éléments qui composent le répertoire culturel des individus et des groupes, ces éléments étant transmis au travers du langage. Toutefois, il précise que tous les traits culturels qui appartiennent à l'inventaire culturel d'un individu ne sont pas nécessairement pertinents pour la définition de son identité. Ainsi, les individus procèdent à une hiérarchisation et codification sociales de certains d'entre eux, de manière à marquer symboliquement leurs propres frontières dans le processus d'interaction avec d'autres acteurs sociaux.

Cet exercice de construction symbolique des différences permet aux individus de se situer socialement et culturellement dans un ou plusieurs groupes auxquels ils s'identifient. Plus précisément, cela nous conduit à mettre l'accent sur la notion d'appartenance contenue dans les identités sociales. Selon Giménez (1996), la présence d'éléments caractéristiques ou de traits valorisés permettant de définir sa propre spécificité et de se distinguer des autres, permet aux individus de définir leur appartenance à un ou plusieurs groupes. L'auteur définit alors l'appartenance sociale comme l'inclusion de la personnalité individuelle dans un groupe vers lequel l'individu exprime un sentiment de loyauté. Cette inclusion se fait en général à partir de l'attribution d'un rôle et de l'appropriation ou intériorisation, du moins partielle, par l'individu du répertoire symbolique et culturel constitutif du groupe. Ainsi, Mercado et Hernández (2010) précisent que le fait que l'individu ait conscience de sa différence avec les autres n'implique pas nécessairement qu'il s'identifie pleinement avec le groupe auquel il appartient. En ce sens, l'appropriation et intériorisation du répertoire symbolique du groupe par l'individu agissent comme des éléments centraux d'appartenance.

Mais, si l'on considère que l'identification des individus au groupe se fait au travers d'un exercice de différenciation à partir duquel l'individu prend conscience de sa différence, il ne suffit pas que les individus se perçoivent eux-mêmes comme différents, sous certains aspects, pour leur permettre de se reconnaître en tant que membres appartenant à un groupe (Mercado et Hernández, 2010). Encore faut-il qu'ils soient perçus et reconnus comme « distincts » par les autres, de manière à pouvoir effectivement se différencier des autres groupes (Giménez,

1996, 1997). Ainsi, pour Giménez, la reconnaissance est un élément central de l'identité sociale qui s'appuie sur la possibilité pour un individu, non seulement de se situer dans un groupe, à travers des rôles à l'intérieur de celui-ci, mais également de se distinguer d'autres individus situés dans d'autres groupes à partir de leur reconnaissance comme tels. Villa (2005) définit la reconnaissance comme « l'impact de la perception des autres sur un individu dans le regard qu'il porte sur lui-même, et dans les pratiques sociales, politiques et culturelles en relation à l'Autre, en termes d'inclusion ou d'exclusion » (p.24). L'identité est donc un processus d'élaboration subjective qui permet à chaque individu de construire une version - ou des versions de soi - qui détermine des rôles et des attributs, à partir de sa relation avec les autres, qui à leur tour, les reconnaissent comme distincts de lui (Carvajal, 2005). Ainsi, la reconnaissance implique de réaffirmer son appartenance, et par là même son inclusion, à un groupe en même temps qu'elle marque une exclusion des groupes auxquels l'individu ne s'identifie pas ou de la part desquels il n'a pas obtenu cette reconnaissance. Selon les termes d'Osorio (2007), l'identité implique un exercice permanent d'établissement des frontières sur la base d'exclusions et d'inclusions.

A partir de ces éléments, l'identité se situe dans ce que Giménez (1996) appelle « la subjectivité émergeant d'une intersubjectivité », pouvant être ainsi analysée en termes de représentations sociales (RS), en ce sens que l'identité est associée à la manière dont l'individu organise⁹ les représentations qu'il a de soi-même et des groupes auxquels il appartient, mais également les représentations qu'il a des « autres » et de leurs groupes respectifs. Dans ce sens, nous nous intéressons à la manière dont les logiques sociales inhérentes au déplacement temporaire permettent ou conduisent les individus à organiser leurs représentations en termes d'altérité et à la manière dont ces représentations impactent leur expérience.

L'étude des RS doit ses premiers développements analytiques autour des travaux de S. Moscovici avec sa « théorie des représentations sociales » en 1961, qui en fonde un nouveau champ d'étude en psychologie sociale (Abric, 1994). Moscovici définit la RS comme « une modalité particulière de la connaissance dont sa fonction est l'élaboration des comportements et la communication entre les individus » (Moscovici, 1979, p.17-18, cité par Araya, 2002).

⁹ Dans cette recherche nous nous intéressons moins à l'étude des processus qui interviennent dans la formation des représentations sociales qu'à la manière dont les individus organisent et mobilisent ces représentations relatives à une expérience spécifique dans un contexte donné. Les travaux d'Abric fournissent des éléments d'analyse relatifs des processus de constitution des représentations autour de la théorie du noyau central proposé par l'auteur dans les années 1976 (Abric, 2001).

Cette définition a de particulier qu'elle place la notion « d'action » au centre des représentations (Abric, 1994). Plus précisément, Moscovici souligne que, « si une représentation sociale est une 'préparation à l'action', elle ne l'est pas seulement dans la mesure où elle guide le comportement, mais surtout dans la mesure où elle remodèle et reconstitue les éléments de l'environnement dans lequel le comportement doit avoir lieu. Elle parvient à donner un sens au comportement, à l'intégrer dans un réseau de relations au sein duquel il est lié à son objet » (Moscovici, 2002) à partir des éléments valorisés, partagés et reconnus par le groupe. Dans le sillage de Moscovici, Jodelet (1989) définit la RS comme « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, avec une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social¹⁰ » (p. 53), pouvant être identifiée comme la culture d'un groupe. Giménez (2007) définit la culture comme « l'organisation sociale du sens, intériorisé de manière relativement stable par les sujets sous forme de schémas ou de représentations partagées et objectivées en formes symboliques dans des contextes historiques spécifiques et socialement structurés » (p. 56). Par conséquent, la culture et la RS sont en corrélation permanente.

Pour Abric (1989), la structure de la RS ressemble à « un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances et d'informations se référant à un objet ou à une situation » (p.206), ce qui veut dire que les RS constituent des systèmes cognitifs à partir desquels il est possible de reconnaître la présence de stéréotypes, valeurs et normes qui orientent les attitudes (Bergamaschi, 2011), mais également d'idées, savoirs et connaissances pour comprendre, interpréter et agir dans la réalité immédiate (Piña et Cuevas, 2004). Ainsi, les RS ne sont pas un simple reflet de la réalité mais elles constituent un système sociocognitif d'interprétation de la réalité qui va orienter les relations entre les individus et leur environnement physique et social et déterminer leurs comportements ou leurs pratiques (Jodelet, 1989 ; Abric, 1994). Cela permet de considérer ces systèmes d'interprétation comme des cadres de référence et d'action qui vont orienter et guider les conduites sociales. En ce sens, les représentations sont « opératives », c'est-à-dire, qu'elles opèrent dans la vie sociale sur deux plans : intellectuel, en tant que cadres d'interprétation du réel, et pratique, en tant que cadres d'orientation en vue de l'action (Giménez, 1996). A l'intérieur de ces cadres, Chávez et Falla (2005) articulent deux dimensions de la représentation, à savoir, d'un côté, l'information, comprise comme le volume de connaissances que l'individu possède sur l'objet social et qui lui permet

¹⁰ Dans cette recherche, nous entendons le terme « d'ensemble social » dans le sens que nous avons donné à celui de « groupe de référence » et que nous avons présenté dans les paragraphes précédents.

d'interpréter la réalité sociale ; d'un autre, l'attitude, qui fait référence à l'orientation relative face à l'objet social. Selon Araya (2002), « l'attitude consiste en une structure particulière dans l'orientation de conduites des personnes, dont la fonction principale est celle de dynamiser et réguler son action. Il s'agit de l'orientation globale positive ou négative, favorable ou défavorable d'une représentation » (p.39). De cette manière, l'articulation de ces deux dimensions va servir à construire des significations autour d'un événement, un lieu, ou un individu et à guider l'attitude, l'action et les conduites des individus.

Suivant cette idée qui articule les identités sociales aux RS, Hall (2010) soutient que les identités se construisent à l'intérieur des RS dans le sens où elles constituent les narratifs de soi que l'individu élabore au quotidien dans un contexte donné. Pour cet auteur, il existe deux systèmes de représentation : les concepts, qui sont des représentations abstraites, et le langage. Les premiers fournissent des catégories qui permettent à l'homme d'interpréter le monde ; et le deuxième lui permet d'échanger ces concepts. La représentation apparaît comme une partie essentielle du processus à partir duquel l'individu produit du sens et la manière dont ce sens est échangé entre les membres d'une culture. Dans ce sens, il est possible de suggérer que les RS participent dans la construction des identités sociales lesquelles sont ensuite contenues dans les représentations.

Dans la continuité des propos de Giménez (1997), les identités sociales et les RS sont connectées à partir de trois principes :

Le principe de la « différenciation » à partir duquel, les individus et les groupes s'auto-identifient toujours et en premier lieu à partir de l'affirmation de leur différence par rapport aux autres individus et groupes. Toutefois, ces différences ne doivent pas être considérées du point de vue d'une simple classification, mais en tenant compte qu'elles sont étroitement associées aux codes, comportements et rôles sociaux qui vont affirmer l'appartenance sociale, ce qui implique le partage des éléments symboliques, culturels et éthiques, comme le sont les valeurs communes, pouvant être exprimés en termes des RS. De cette manière, à travers l'appartenance, les individus internalisent, puis partagent les RS qui caractérisent et définissent leurs groupes de référence (Giménez, 1996), dans le même temps que les RS définissent l'identité et la spécificité des groupes compatibles avec leurs systèmes de codes et des valeurs. Selon Jodelet (1989), les RS « engagent l'appartenance sociale des individus avec les implications affectives et normatives, avec les intériorisations d'expériences, de pratiques, de modèles de conduites et de pensée, socialement inculqués ou transmis par la

communication sociale, qui y sont liées » (p.53). Dans ce sens, les RS apparaissent, pour l'auteure comme les produits et le processus d'une activité d'appropriation de la réalité extérieure et d'élaboration psychologique de cette réalité. Ainsi, pour Jodelet, ce qui distingue la RS d'une démarche essentiellement cognitive est la possibilité d'intégrer à son étude les processus d'appartenance et de participation socioculturelle des individus. Ainsi, il est possible d'associer dans la RS des aspects plus subjectifs à une dimension objective qui repose sur les modalités d'incorporation mais également d'appropriation des réalités sociales exprimées à travers l'appartenance.

Ce premier principe de différenciation s'accompagne selon Giménez (1996) du principe qu'il appelle « intégration unitaire ou de réduction des différences » qui consiste à intégrer les différences de manière à les neutraliser, les dissimuler, voire, les oublier, tout en acceptant celles qui apparaissent comme étant caractéristiques de l'unité du groupe. Ces deux principes associés orientent donc la constitution de l'identité, comportent des codes et des règles partagées pouvant être associées notamment aux impératifs de solidarité et de coopération au sein des groupes¹¹.

Finalement, la représentation de l'identité suppose pour l'auteur l'existence d'un cadre interprétatif qui permette de lier les expériences passées, présentes et futures dans une unité biographique, lorsqu'il s'agit des identités individuelles, ou dans la mémoire collective, dans le cas d'un groupe donné. L'identité et la représentation se construisent et se transforment mutuellement.

Ces notions ainsi définies, la réflexion qui émerge à présent est celle autour de la manière d'incorporer les dimensions associées à une catégorie abstraite comme celle de l'identité sociale dans sa relation avec les RS, dans le cadre d'un scénario concret, qui est celui du déplacement interne (Palacio et *al.*, 2008), dans notre cas précis, du déplacement temporaire pouvant être associé à une catastrophe. Nous situons notre approche des identités sociales dans le contexte du déplacement dans le prolongement des idées d'Osorio¹² (2007), pour qui, la notion relationnelle de l'identité sociale est traversée par deux axes centraux¹³ :

¹¹ Tel est le cas notamment des identités collectives mais nous suggérons que ce principe se retrouve également présent dans l'étude de la dimension individuelle des identités.

¹² Dans cette recherche nous avons privilégié la dimension individuelle de l'identité sociale. Toutefois, nous avons jugé pertinent de nous appuyer sur les propositions de l'auteure qui fait référence à l'identité sociale pouvant être analysée dans sa dimension autant individuelle que collective.

¹³ Notons que la notion d'identité sociale a été étudiée dans des contextes très différents, selon leurs propres catégories d'analyse. Nous pouvons citer les travaux de Dubar (1992), que nous avons mentionnés

Le premier, citant les idées de Debuyst (1998), fait référence à une dimension temporelle diachronique, composée d'un temps historique long, relatif à la mémoire, et un temps court, manifeste dans l'expérience des individus et leurs trajectoires de vie. Les propos de Hall (2010) permettent d'appuyer cette idée lorsque l'auteur souligne que l'identité est définie historiquement, ce qui donne la possibilité aux individus d'assumer différentes identités à des moments différents. Selon Giménez (1997), la consistance relativement stable de l'identité ne signifie pas qu'elle est immuable. Elle résulte au contraire d'un processus historique construit autour de luttes et de conflits. Cette temporalité historique nous amène à considérer, à la manière de Meertens (2002), que les identités sociales se développent dans des contextes spécifiques mais changeants, toujours en relation à l'Autre.

Le deuxième axe, selon Osorio (2007), fait référence à une dimension spatiale, qui permet de déterminer les positions sociales et la mobilité des acteurs dans un espace géographique donné ainsi que les structures sociales et symboliques diverses qui déterminent les relations de pouvoir entre les acteurs au sein du territoire. Pour Osorio, la notion de territoire est à considérer en tant que construction, plus précisément, en termes de territorialité qui fait référence au processus continu de construction sociale et symbolique du territoire. Cette dernière rend alors possible l'émergence de référentiels individuels ainsi que d'identités collectives autour d'éléments matériels, sociaux et symboliques comme les valeurs, le langage, l'imaginaire, les coutumes, les relations tout comme les choses dans leur dimension plus concrète ou matérielle. Dans le prolongement de cette idée, nous considérons le territoire suivant la proposition du géographe R. Haesbaert (2009, cité par Ocampo, Martínez et Zuluaga, 2015), qui envisage celui-ci comme étant quelque chose « d'inachevé ». Pour

précédemment, sur l'identité sociale associée à la socialisation professionnelle, plus précisément de ce qu'il appelle la « Théorie de la double transaction ». Selon Dubar, les formes identitaires (professionnelles) résultent d'une double transaction : « une 'biographique', consistant à projeter des avenir possibles en continuité ou en rupture avec un passé reconstitué ('trajectoire'), une transaction 'relationnelle' visant à faire reconnaître ou non par les partenaires institutionnels la légitimité de ses prétentions, compte tenu des objectifs et des moyens ('politique') de l'institution » (p. 521). Dubar précise que ces deux transactions sont à la fois hétérogènes et nécessairement articulées entre elles. Elles sont hétérogènes car elles mettent en jeu deux dimensions distinctes du social n'étant pas harmonisées au préalable, qui sont, la dimension biographique qui est temporelle et subjective et qui met en jeu la continuité des appartenances sociales et les directions des trajectoires individuelles ; et la dimension relationnelle, qui elle est spatiale et objective et qui permet la reconnaissance des positions revendiquées et la réussite des politiques structurelles. Pour Dubar, la socialisation professionnelle consiste pour les individus à construire leur identité sociale et professionnelle à travers le jeu des transactions biographiques et relationnelles. Bien que ces deux dimensions se retrouvent de manière proche dans la proposition d'Osorio, nous avons considéré que les travaux de Dubar portent spécifiquement sur le milieu professionnel français et, à ce titre, le contexte socio-historique et politique autour duquel ces dimensions se développent reste assez éloigné de celui dans lequel se produit la mobilité humaine forcée dans le cadre socio-historique colombien qui fait l'objet de cette thèse. Pour cette raison, nous avons privilégié les analyses d'Osorio en raison de leur pertinence au regard de l'objet de recherche.

l'auteur, le territoire apparaît comme une réalité constamment mouvante soumise à des processus de contrôle et de pouvoir politique ou économique, et/ou d'appropriation symbolique ou culturelle réalisés par des groupes humains dans un espace déterminé (*Ibid.*). Selon Haesbaert (2012), le pouvoir peut être considéré aussi bien dans le sens, plus concret, d'une domination fonctionnelle politico-économique que dans le sens symbolique d'appropriation culturelle. Cette conception de la notion d'appropriation est partagée par d'autres auteurs, comme Le Berre (1992, cité par Chenut et Ocampo, 2014), pour qui elle fait référence aux relations subjectives d'identité et d'affection qui existent entre l'individu et son territoire. Formulé dans les termes de Montañez (2001, cité par Rodríguez, 2010) le territoire est un concept relationnel qui résulte d'un ensemble de liens de domination et de pouvoir, d'appartenance ou d'appropriation entre une partie ou la totalité de l'espace géographique et un individu ou un groupe. Il correspond ainsi, dans le prolongement de Haesbaert, aux formes d'appropriations symboliques et aux relations établies entre les hommes, la société et l'espace (Rodríguez, 2010). Silva (2016) suggère dans ce sens que les espaces deviennent « propres » dans le sens où ils sont appropriés, à travers la cohabitation et les interactions. Ce phénomène conférant aux individus ayant participé à la construction de cet espace un sentiment d'exclusivité. Cette appropriation de l'espace à travers sa construction donne aux individus un sens d'appartenance. En ce sens, la notion d'appartenance apparaît comme indissociable de la construction du territoire, comme émergence à partir du lieu de vie, et celle-ci de la notion d'identité et d'affectivité (Montañez et Delgado, 1998). Ceci nous amène à envisager le fait que les populations établissent avec les territoires occupés, des relations, des pratiques et représentations collectives et symboliques, ce qui participe à la configuration de leur identité et de leur appartenance territoriale (Hiernaux, 2005, cité par García, C. 2014). **Ainsi, le territoire en tant qu'espace construit devient le lieu de vie des populations à travers l'appropriation matérielle, sociale, culturelle et symbolique des espaces, ce qui permet chez l'individu le développement d'un sentiment d'appartenance.**

En revenant sur la proposition d'Osorio (2007), la dimension spatiale est alors à comprendre à partir de la manière dont les individus construisent leur appartenance à un territoire ou un lieu de vie autant dans l'aspect matériel que social, culturel et symbolique, individuel et collectif. Associée à l'étude du déplacement, la dimension spatiale apparaît, pour l'auteure, comme une composante centrale dans la définition de référentiels identitaires qui participent au positionnement des individus dans un groupe social. En effet, le lieu participe à la construction et au renouvellement de la représentation symbolique et matérielle du « nous »

au cours des interactions et des relations avec les autres. Ceci amène Osorio à suggérer que l'identité résulte de la confluence de la mémoire et de l'action, la première permettant de rendre compte de l'importance de l'historicité dans la construction des identités ; le deuxième, soulignant la capacité de changement et de transformation des identités à travers l'action projetée des individus. Cette approche rejoint celle défendue par Bello (2000), pour qui le concept d'identité permet d'analyser de manière plus large les impacts psychosociaux¹⁴ du déplacement, en ce sens qu'elle fait référence à la représentation que chaque individu construit de soi-même dans le processus d'interaction sociale, ce qui permet d'entrecroiser les différentes dimensions de l'expérience humaine, qu'elles soient politiques, économiques, sociales, culturelles, individuelles ou collectives. Aussi, en tant que représentations, les identités sociales permettent de comprendre les spécificités symboliques mobilisées par les individus et les groupes dans la construction de leur réalité, ses formes et ses significations, et plus précisément, de connaître les valeurs, codes, idéologies à partir desquelles, les individus appréhendent et interprètent leurs contextes spatiotemporels dans lesquels ils se situent (Palacios, 2010) à partir de leurs interactions avec les autres. La situation de déplacement, qui suppose, dans une certaine mesure, une altération des dimensions temporelles et spatiales, situe alors les individus dans un contexte physique, social, économique et culturel nouveau, différent des lieux historiques dans lesquels se sont construites leurs identités sociales. Il est ainsi possible de s'interroger : est-il possible, pour les personnes qui se déplacent, de préserver leur identité sociale ou d'en élaborer une nouvelle en dehors des lieux d'appartenance historique ?

En cohérence avec les éléments précités, cette recherche s'interroge sur les impacts du déplacement sur l'identité sociale des personnes en situation de déplacement, à partir de la manière dont elles organisent les représentations de leur expérience. Une expérience qui fait entrer en résonance l'espace avec les interactions entre les différents acteurs, pendant une période de temps déterminée. Cela aboutissant à la manière dont les identités ont évolué aussi à travers la représentation que les autres renvoient vers les individus concernés.

¹⁴ Le terme « psychosocial » fait référence à l'interaction entre les faits psychologiques et les faits sociaux, plus précisément à la manière dont l'expérience psychologique et l'expérience sociale sont reliées.

1.2 L'inondation à Campo de la Cruz, Colombie : présentation de l'événement déclencheur d'un déplacement temporaire

Cette recherche concerne précisément l'étude de l'expérience de déplacement des habitants de la commune de Campo de la Cruz, au Nord de la Colombie. Ce déplacement fait suite aux événements climatiques extrêmes enregistrés entre 2010 et 2011 associés au phénomène de variabilité climatique La Niña¹⁵ provoquant des catastrophes dans tout le pays, dont l'une des plus importantes a affecté de manière considérable cette zone et sa population. Nous commencerons cette section en présentant le contexte général des catastrophes et du déplacement dans le pays, pour ensuite montrer les spécificités de l'événement climatique à l'origine du déplacement dont il sera question dans cette recherche. Plus précisément¹⁶, nous présenterons les éléments de contexte, notamment institutionnel, que nous avons recueilli en vue de la préparation de notre terrain, dans l'objectif de mieux comprendre les spécificités de la réponse institutionnelle à l'événement en question, ce qui nous a permis de mieux délimiter notre terrain. Puis, nous nous attacherons à faire une description de la zone et de la population concernées par cette étude au moment de la recherche.

1.2.1 Une brève revue sur les catastrophes et le déplacement en Colombie¹⁷

L'histoire de la Colombie est parsemée de catastrophes qui ont marqué la vie de millions de personnes dans le pays. Parmi elles, certains événements majeurs comme le tremblement de terre de Popayán en 1983, l'éruption du volcan Nevado del Ruiz dont l'écoulement de boue a détruit la ville d'Armero en 1985 ou encore, plus récemment, les événements catastrophiques associés au phénomène de La Niña en 2010-2011 (Banco Mundial, 2012), qui s'ajoutent aux

¹⁵ Le phénomène naturel climatique ENSO (El Niño-Southern Oscillation (« Oscillation Australe »)) comprend deux phases extrêmes : El Niño (phase chaude) et la Niña (phase froide). El Niño se caractérise par le réchauffement des eaux de l'océan Pacifique avec une diminution importante du volume de précipitations sur les côtes d'Amérique Centrale. Historiquement, les événements associés à El Niño se produisent à des intervalles de trois à sept ans environ et alternent habituellement avec sa phase opposée, la Niña, pendant laquelle les eaux atteignent des températures en dessous de la normale dans les parties tropicales orientale et centrale de l'océan Pacifique (Agard et Schipper, 2007, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC]). Cette phase de refroidissement s'accompagne d'une augmentation d'une modification du comportement des vents et par conséquent du volume des précipitations sur les côtes du Pérou, Equateur et Colombie (Comisión Económica para América Latina y el Caribe [CEPAL], 2012).

¹⁶ Nous avons recueilli ces éléments de contexte en vue de la préparation de notre première phase d'enquête de terrain et ils ont été mobilisés tout au long de l'ajustement de l'enquête, à savoir, dans la préparation des phases suivantes en suivant la logique de démarche circulaire que nous avons adopté pour cette recherche. Nous présenterons les spécificités de l'enquête de terrain dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche ».

¹⁷ Pour une définition de la notion de catastrophe et celle du déplacement, se référer à notre « Introduction Générale » qui présente également une revue, non-exhaustive, des analyses du lien entre les deux phénomènes.

milliers d'événements et urgences mineures qui ont affecté et qui continuent d'affecter de manière récurrente et chronique les populations et leurs moyens d'existence sur tout le territoire colombien (Marulanda et Cardona, 2006, cités par Banco Mundial, 2012). A titre d'exemple, les données enregistrées pendant la période entre 1997 et 2011, font état de plus de 28 000 événements catastrophiques dans le pays (*Ibid.*).

Plusieurs éléments convergent pour faire de la Colombie l'un des pays les plus exposés aux risques de catastrophes dans le monde (Baena, 2011). La géographie et les conditions topographiques diverses favorisent la survenance d'événements géologiques comme les séismes, les éruptions volcaniques et les glissements de terrain. Ce sont des menaces considérées comme constantes dans le temps. D'autres menaces découlent des conditions de variabilité climatique interannuelles, notamment le phénomène de El Niño et sa phase opposée La Niña, qui amplifient le risque d'inondations et de sécheresse (Banco Mundial, 2012). Selon le *Departamento Nacional de Planeación* [DNP] (2010), la plupart des catastrophes dans le pays sont dues aux variations du climat, comme l'illustrent les données enregistrées autour des urgences associées aux phénomènes hydroclimatologiques¹⁸, qui font état de 13 624 événements, soit 90% du total des urgences reportées pour la période 1998-2011.

Actuellement, 36 % du territoire colombien se trouve en situation de menace sismique élevée, 28% avec une probabilité élevée d'inondation et 8% en menace de mouvements de terrain (Banco Mundial, 2012). Ces menaces géologiques ou climatiques sont exacerbées par la dégradation de l'environnement provoquée par l'activité humaine sur le territoire (Unidad Nacional para la Gestión del Riesgo de Desastres [UNGRD], 2018). Parmi ces menaces anthropiques se trouvent en particulier la forte croissance démographique et l'urbanisation galopante et désordonnée, les niveaux élevés de pauvreté, les inégalités et la marginalisation des populations dans le pays¹⁹ (*Ibid.*), exacerbés notamment par les effets du déplacement

¹⁸ Les phénomènes hydrométéorologiques sont des processus d'origine atmosphérique, océanographique ou hydrologique. Les menaces d'origine hydrométéorologique les plus communes sont les inondations, les sécheresses et les cyclones tropicaux (UNGDR, 2018).

¹⁹ Selon les données rapportées par le Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE), en 2019 le pourcentage de personnes pauvres en Colombie était de 35.7% et le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté était de 9.6%. Ces pourcentages correspondent au calcul de la pauvreté monétaire basé sur la mesure du revenu par habitant et sa relation avec le seuil de pauvreté et d'extrême pauvreté. Ces informations concernent également le pourcentage de pauvreté multidimensionnelle, qui prend en compte des caractéristiques propres au ménages, notamment l'accès à la santé, l'éducation, l'emploi, ainsi que la taille du ménage et l'attention à la petite enfance. Cet indicateur montre que le pourcentage de personnes pauvres dans le pays était de 17.5% en 2019. Finalement, le DANE mesure le niveau d'inégalités à partir du calcul du coefficient Gini, qui mesure la concentration de la richesse dans une zone géographique déterminée. En 2019, ce coefficient était de 0.505 pour les *cabeceras* et de 0.495 pour les villes et zones métropolitaines (DANE, 2020).

interne qui obligent des millions de personnes à s'installer dans des zones à risque (Aguilar, Bedoya et Hermelin, 2008), les rendant particulièrement vulnérables aux menaces naturelles et engendrant de nouvelles menaces de type socio-naturel et anthropique (UNGRD, 2018).

Au niveau global, parmi les menaces anthropiques susceptibles de provoquer des catastrophes, il y a le changement climatique (Sánchez Mojica, 2019). Selon la Banque Mondiale (2012), en Colombie il n'existe pas encore de démonstration empirique concluante qui permette de corréler les effets du changement climatique avec la fréquence des catastrophes. Toutefois, cette même entité admet que les variations dans le climat se présentent comme une tendance générale ces dernières années. De plus, l'installation des populations dans des zones inondables près des côtes et dans les zones instables dans les parties hautes des montagnes, ainsi que la récurrence et l'ampleur des catastrophes associées au climat, présentées dans les paragraphes précédents, font de la Colombie un pays particulièrement vulnérable aux changements climatiques présents et futurs (Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo [PNUD], 2010). Ainsi, selon cette agence onusienne, il est possible d'estimer que l'impact attendu du changement climatique dans le territoire colombien, amplifié par les menaces naturelles et anthropiques latentes, affectera les populations et leurs moyens d'existence, en particulier dans les zones rurales les plus vulnérables, à savoir, des zones surexposées à la pauvreté et d'autres problématiques sociales historiques, pouvant également accroître l'envergure du phénomène de déplacement interne dans le pays.

Le déplacement dans le contexte des catastrophes

Depuis des décennies, la Colombie est l'un des pays au monde avec le plus grand nombre de personnes en situation de déplacement interne. Les 8 millions de personnes concernées par cette situation dramatique ont été contraintes de quitter leur territoire en raison du conflit civil prolongé pendant des décennies dans le pays (Ibáñez et Velásquez, 2008 ; Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados [ACNUR], 2019). Dans le pays, les personnes considérées comme « déplacées » sont définies par la loi 387 de 1997, qui est une loi spécifique pour la protection et l'assistance intégrale de la population en situation de déplacement (Jaramillo, 2007). Depuis la promulgation de cette loi, le gouvernement dispose d'un large éventail de politiques et programmes sur le déplacement forcé, qui traitent différents aspects, dont la prévention, la prise en charge et l'assistance humanitaire, le retour et les garanties de sécurité et protection, ainsi que des programmes pour l'emploi, la santé ou

encore l'éducation des personnes en situation de déplacement (Rubiano, 2014). Malgré la robustesse théorique de ce cadre légal, son application effective reste pour l'heure partielle (Ibáñez et Velásquez, 2008). Cette loi²⁰ définit la personne « déplacée » comme :

Toute personne qui a été forcée à migrer à l'intérieur du territoire national, en abandonnant sa localité de résidence ou ses activités économiques habituelles, parce que sa vie, son intégrité physique, sa sécurité ou sa liberté personnelle, ont été violés ou se trouvent directement menacés, à l'occasion des situations suivantes : conflit armé interne, troubles et tensions intérieures, violence généralisée, violations massives des droits de l'Homme ou d'autres circonstances émanant des situations précédentes et qui peuvent altérer ou qui altèrent de manière drastique l'ordre public (Villa, 2005 ; Ibáñez et Velásquez, 2008).

Ainsi, la législation colombienne stipule que la seule cause du déplacement interne est celle associée au conflit armé et la violence, ce qui signifie que les personnes déplacées par les catastrophes ou d'autres situations pouvant provoquer des migrations internes, comme les projets de développement, ne sont pas prises en compte dans l'observation et le suivi de ce phénomène dans le pays (Rubiano, 2014). Par ailleurs, peu d'études et recherches ont été menées dans le pays permettant de mesurer l'ampleur des déplacements associés aux catastrophes. Parmi lesquelles, nous pouvons citer des recherches menées à la suite des événements catastrophiques survenus dans le pays entre 2010 et 2011 associés au phénomène de variabilité climatique La Niña, dont nous présenterons les éléments principaux dans la section 1.2.2. En particulier, ces études portent sur deux zones figurant parmi les plus affectées qui sont Gramalote, impacté par un glissement de terrain et le sud du département Atlántico, affectée par une inondation massive. Cette dernière constitue également la zone d'étude retenue dans cette recherche qui sera présentée dans la section 1.2.3. Dans les deux cas, les événements climatiques extrêmes ont provoqué le déplacement des populations, dont un déplacement temporaire dans le cas de l'inondation du département Atlántico et un déplacement définitif, sous forme de réinstallation, dans le cas de Gramalote.

²⁰ Comme nous l'avons présenté dans notre chapitre 1 « Introduction Générale », chaque Etat est souverain en ce qui concerne la définition du déplacement interne ainsi que du cadre légal et juridique relatif à l'assistance et protection des personnes en situation de déplacement à l'intérieur d'un pays, bien que souvent, ces dispositions sont alignées à celles prévues dans les conventions internationales sur ce phénomène ratifiées par les Etats. Dans le cas colombien, la définition du phénomène de déplacement interne diffère de celle qui est mobilisée plus largement dans le contexte international qui inclut les catastrophes dites naturelles comme facteur de déplacement.

Parmi les recherches menées autour de la catastrophe du Sud del Atlántico, les travaux de García, Y. (2011) se concentrent sur la commune de Campo de la Cruz. L'auteure s'intéresse aux impacts du déplacement provoqué par la catastrophe sur la santé des jeunes, en mettant en avant les effets négatifs des conditions de départ ainsi que celles de refuge des populations, caractérisées par des pénuries alimentaires et des situations de confinement, sur la santé physique et psychologique des individus. Toujours dans cette même zone, des chercheurs de l'Universidad del Norte de Barranquilla, ville capitale de la zone inondée, ont mené différents projets sur plusieurs années dans l'objectif de connaître les défis ainsi que les répercussions psychosociales et sociales de ce déplacement sur les individus et les familles. Parmi lesquels, nous pouvons citer un projet mené en partenariat avec le *Climate & Development Knowledge Network* (CDKN) dans la municipalité de Manatí. Cette étude a montré l'importance de l'assistance psychosociale auprès des membres de la communauté déplacée par les effets de la catastrophe dans l'objectif de développer des comportements plus résilients, grâce au renforcement de compétences personnelles et sociales, entre autres.

Dans la continuité de cette approche, cette institution a conduit un projet auprès des familles affectées par le déplacement dans la commune de Bohórquez (Amar, Rojas, Martínez, Utria, Colmenares, 2019). L'objectif de ce projet était de valider un modèle qui permette de développer des attitudes résilientes des populations déplacées face au changement climatique, en intégrant des stratégies classiques en intervention psychosociale, comme les visites à domicile ou les ateliers collectifs, ainsi que des stratégies novatrices comme l'utilisation des technologies d'information et de communication (TICs) telles que les appels téléphoniques ou l'envoi des messages de texto. Les chercheurs se sont attachés à identifier les facteurs psychosociaux qui caractérisent les attitudes résilientes²¹ des familles qui décident de ne pas s'installer dans les refuges temporaires mais de reconstruire leur logement dans les lieux de la catastrophe. Parmi les résultats de la recherche, les auteurs indiquent que l'utilisation des TICs apparaît comme un élément ayant renforcé les liens entre les participants qui ont bénéficié de cette stratégie combinée aux stratégies classiques. Cela, en raison de la possibilité d'avoir plus de scénarios d'interaction possibles et/ou une continuité des échanges

²¹ Le concept de résilience mobilisé par les auteurs prend appui autour des notions de résilience communautaire et de résilience sociale. La première est liée à « l'existence, le développement et l'engagement des ressources de la communauté pour répondre aux défis d'un environnement caractérisé par le changement, l'incertitude, l'imprévisibilité et la surprise » (Ruiz-Pérez, 2015, p. 121, cité par Amar et *al.*, 2019a). La deuxième désigne « la capacité des groupes ou des communautés d'amortir les pressions externes et les troubles résultants des changements sociaux, politiques ou environnementaux » (Adger, 2000, cité par Amar et *al.*, 2019a).

sociaux entre les individus. Les chercheurs soulignent une transformation générale positive dans la perception des personnes et communautés sur leur propre situation – perçue au départ en termes d’isolement social et pauvreté – et dans la mise en valeur des ressources personnelles et communautaires pour y faire face. Finalement, nous pouvons citer les recherches menées par Amar, De La Hoz, Martínez et López (2019) et De La Hoz, Amar, López et Martínez (2019) dans le cadre d’un projet conduit dans la zone affectée par la catastrophe, en particulier dans la commune de Campo de la Cruz. Les auteurs se sont intéressés en particulier aux impacts du déplacement sur les pratiques de soins destinés aux plus jeunes afin de promouvoir des actions qui favorisent le développement intégral des enfants. Parmi les résultats obtenus par ce groupe de recherche, les auteurs mettent en avant les changements drastiques engendrés par le déplacement en ce qui concerne la composition familiale, qui se caractérise notamment par des fragmentations et recompositions familiales qui affectent les plus vulnérables qui se voient assumer des rôles et responsabilités nouvelles au sein du foyer, parfois même en entrant dans l’économie informelle, afin de pallier les contraintes et conditions de vie et de survie extrêmement précaires associées au déplacement. Les auteurs soutiennent que ces situations associées aux conditions de déplacement portent atteinte aux droits et aux possibilités de développement intégral des individus, en particulier des plus jeunes.

Finalement, concernant la zone de Gramalote, Arenas et Oliver-Smith (2017) analysent les implications en termes de mobilité géographique, en s’intéressant en particulier au processus de réinstallation de la population déplacée suite à la destruction de ce village. Les auteurs montrent qu’en dépit des difficultés des autorités à mettre en place un système d’assistance pour la population affectée, en particulier au moment du démarrage du processus, celui-ci s’est caractérisé par une forte participation de la population dans les décisions et dans le choix de réinstallation ce qui a eu un impact positif dans la reconstruction matérielle et sociale de la communauté, en particulier, autour de la possibilité pour les individus de reconstruire leurs réseaux sociaux – voisins et amis – dans le nouveau contexte. Ces résultats se situent toutefois dans une dimension qui considère les situations de déplacement définitifs ou de long terme, ce qui confirme un panorama national marqué par une forte limitation d’évidences empiriques concernant les déplacements temporaires associés aux catastrophes.

Ainsi, le premier rôle accordé au déplacement associé au conflit armé et la réponse institutionnelle et scientifique qui lui est attribuée, contraste avec la place marginale occupée

par les catastrophes et les déplacements environnementaux (Rubiano, 2014), rendant davantage difficile d'estimer l'envergure et les impacts de ce type de déplacement, et cela, en dépit de l'ampleur et des impacts présents et futurs des catastrophes et des événements climatiques extrêmes dans le pays.

Dans ce contexte, les personnes déplacées par les catastrophes environnementales en Colombie relèvent de l'assistance du *Sistema Nacional de Gestión del Riesgo de Desastres* (SNGRD). Ce système est le résultat d'une série d'évolutions institutionnelles visant à construire une notion de la gestion du risque accompagnée d'un cadre d'assistance et de protection des personnes affectées par les catastrophes (Amar et al. 2019a), y compris celles qui se retrouvent en situation de déplacement.

Parmi les évolutions les plus importantes, nous pouvons citer les suivantes, compilées par Amar et al., (2019a) et d'autres auteurs :

- Établissement de l'organisation de Secours National au sein de la Société Nationale de la Croix Rouge, créée en 1948. La mission principale de cet organisme était de porter assistance aux victimes d'urgences ;
- Création de la Direction Nationale de la Défense Civile en 1965 ;
- Approbation du Décret 1355 de 1970 qui donne aux Maires et Gouverneurs les facultés pour la gestion de catastrophes ;
- Après la survenance d'un tsunami à Tumaco en 1979, sur la côte pacifique colombienne, le gouvernement a promulgué la loi 9 de 1979 qui a permis l'Approbation du Code Sanitaire Nationale et la consolidation du premier Comité National et des Comités Locaux et Régionaux d'Urgences (Baena, 2011 ; Amar et al., 2019a) ;
- La tragédie d'Armero en 1985 a accéléré la mise en place de lois contenant les bases normatives et institutionnelles pour la gestion du risque futur, dont la loi 46 de 1998 (Baena, 2011) qui a permis la création du Système National de Prévention et d'Intervention en cas de Catastrophes (SNPAD par ses sigles en espagnol) avec l'élaboration du Plan Nacional de Prévention et d'Attention de Catastrophes (PNPAD par ses sigles en espagnol) (UNGRD, 2018). Dans le cadre de ce système, la notion de catastrophe cède la place à celle du risque (Banco Mundial, 2012), entendue à présent comme une problématique multidimensionnelle et interinstitutionnelle (Amar et al., 2019a), visant à remplacer les approches assistencialistes

alors dominantes (UNGRD, 2018) par une approche préventive des catastrophes en mettant l'accent sur la réduction des risques (Banco Mundial, 2012). Plus précisément, ce système avait comme objectif la réduction des risques et la prévention des catastrophes ainsi que la réponse d'assistance et de récupération rapide des zones affectées lorsque des catastrophes se produisent (Amar et *al.*, 2019a).

Toutefois, les événements catastrophiques de 2010 et 2011 associés au phénomène climatique de la Niña, que nous présenterons dans la section 1.2.2, ont mis en évidence la désarticulation interinstitutionnelle et les difficultés de la mise en application dans ce système de gestion des risques. Deux raisons principales semblent montrer l'origine de ce problème : une capacité limitée à appliquer la politique nationale au niveau local ainsi que la faible coordination entre les différentes entités en charge de la gestion des catastrophes (Thomas, 2011 ; Amar et *al.*, 2019a). Suite à quoi, en 2012, le gouvernement colombien a décidé, à travers la promulgation de la loi 1523, d'adopter une nouvelle Politique Nationale de Gestion du Risque de Catastrophe (PNGRD par ses sigles en espagnol) et d'établir le nouveau SNGRD dans l'objectif de moderniser et harmoniser la politique de gestion du risque afin de réaffirmer son orientation et son action vers le risque et ses causes plutôt que vers la catastrophe elle-même (UNGRD, 2018).

Il est intéressant de noter que pendant le début des années 1990, les personnes en situation de déplacement interne étaient prises en charge par le système de gestion des catastrophes. Avec la promulgation de la loi 387 de 1997, les régimes de protection des personnes en situation de déplacement associé à la violence et de celles en situation de déplacement associé aux catastrophes ont été séparés (Rubiano, 2014). Cependant, le système de gestion du risque ne reconnaît pas la spécificité du phénomène de déplacement forcé associé aux événements climatiques (*Ibid.*). Les seules mentions faites dans le cadre de la loi 1523 en termes de mobilité humaine sont relatives à la possibilité d'assistance aux personnes réinstallées dans le cadre de projets de développement urbain ayant été affectées par une situation de catastrophe ainsi que la possibilité de planifier la réinstallation afin de réduire le risque des communautés situées dans des zones particulièrement exposées (MOVE-LAM, 2021). Au contraire, selon Rubiano (2014), la loi 1523 met l'accent sur l'établissement de la catégorie de « sinistré » en tant que bénéficiaire de l'assistance de l'État face à une catastrophe. Selon cette loi, est sinistrée la « personne ayant souffert d'un dégât grave directement associé à l'événement :

perte partielle ou totale des biens (matériels et/ou productifs) et/ou la disparition, blessure ou décès des membres de la famille ou du foyer. » (UNGRD, 2013). Toutefois, Rubiano (2014) souligne les limites de cette définition, qui est la seule à ce jour applicable pour les personnes en situation de déplacement associé au climat dans le pays, puisqu'elle établit une catégorie générique laissant de côté la spécificité des déplacements associés aux catastrophes. En outre, la réponse institutionnelle aux personnes sinistrées, et donc pouvant se retrouver en situation de déplacement, reste à ce jour centrée sur une approche assistanciale, mettant l'accent sur des projets de reconstruction matérielle à grande échelle (Banco Mundial 2012 ; Wilches-Chaux 2011 ; cités par Rubiano, 2014) des territoires affectés par la catastrophe, en dépit des évolutions de la politique actuelle. Cette approche institutionnelle met l'accent sur les impacts directs des catastrophes, au détriment des implications que ces impacts peuvent avoir sur la vie des personnes et populations affectées, dont notamment, le déplacement.

Après cette présentation succincte du contexte général des catastrophes et du déplacement dans le pays, ainsi que de la vision institutionnelle de ces phénomènes, nous allons, dans la section suivante, présenter les spécificités de notre étude de cas retenue pour cette recherche.

1.2.2 La *Ola Invernal* 2010-2011 en Colombie : une catastrophe nationale

Entre avril 2010 et juin 2011, la Colombie a connu un épisode du phénomène La Niña, considéré comme le plus fort de son histoire (Sánchez, 2011 ; CEPAL, 2012). La saison des pluies a été particulièrement intense, comparativement aux périodes hivernales « normales », avec des précipitations jusqu'à 170% au-dessus de la moyenne historique observée (Sánchez, 2011). En ce sens, la période hivernale de 2010-2011 dans le pays, que l'on peut considérer « comme atypique », est présentée comme une « anomalie » qui a affecté une grande partie du pays avec des conséquences économiques, sociales et environnementales sans précédent (CEPAL, 2012).

Au total, 2 219 événements extrêmes ont été enregistrés dans 28 des 32 départements du pays, ce qui correspond à 1 027 communes sur un total de 1 101, soit l'équivalent de près de 80% du territoire colombien (Thomas, 2011 ; Guerra, 2015). Plus précisément, la *Ola Invernal* de 2010-2011 a provoqué 1 233 inondations (55,6% du total des événements enregistrés pendant cette période), 778 glissements de terrain (35,1%), 174 tempêtes, 24 avalanches et 10 tempêtes électriques. Dix autres événements correspondent à des orages, des chutes de grêle et des tornades (CEPAL, 2012). Pour rendre compte de l'ampleur des

événements associés à La Niña 2010-2011, il est retenu que les inondations provoquées ont affecté une surface deux fois supérieure aux 1 212 964 hectares de terres inondés en période hivernale « normale » (Displacement Solutions, 2015).

Des chiffres du gouvernement indiquent qu'au total 3.2 millions de personnes (environ 859 714 familles) ont été affectées par la destruction totale ou partielle de leur logement, soit 7% de la population totale du pays. Parmi les personnes affectées, 64,7% résidaient dans des zones rurales et 35,3% en milieu urbain (CEPAL, 2012). Parmi le total des familles, 73,6% ont été affectées par des inondations, 16,6% par des glissements de terrain, 6,7% par des tempêtes et 3,2% par des avalanches (Displacement Solutions, 2015). Cette catastrophe a entraîné la mort de 490 personnes, la disparition de 42 autres et a causé des blessures à 595 colombiens (Sánchez, 2011, Amar et *al.*, 2019a). En outre, plus de 3.5 millions d'hectares de cultures ont été ravagés par les inondations ; et 800 routes et 269 réseaux d'assainissement ont été endommagés (Thomas, 2011 ; CEPAL, 2012).

Les effets cumulés des événements extrêmes de 2010-2011 ont conduit à l'une des pires catastrophes enregistrées et ont entraîné l'une des plus graves crises humanitaires de l'histoire du pays (Sánchez, 2011). Les dégâts ont été estimés à 11 milliards de *pesos* soit l'équivalent de 2.8 milliards d'USD. Parmi les secteurs les plus affectés nous pouvons citer : le logement (44% du total) ; les infrastructures (38%), suivis des secteurs relatifs aux services sociaux et administration publique (11%) et les secteurs productifs agricoles et non agricoles (7%) (CEPAL, 2012). Selon cette institution, le niveau des dommages reflète la tragédie sociale vécue par les populations, notamment en raison du nombre des personnes qui ont perdu leur toit.

Face à la multiplication des situations d'urgence dans tout le pays, le SNPAD, que nous avons présenté dans la section 1.2.1, a été responsable de la prise en charge de la population impactée et cela depuis le début des premiers effets. Toutefois, l'ampleur de la catastrophe a mis en évidence les défaillances de ce système précurseur dans la région, notamment la désarticulation interinstitutionnelle (Amar et *al.*, 2019a) et l'absence de capacités à mettre en œuvre la réponse d'assistance au niveau local (Thomas, 2011).

Cette situation exceptionnelle a conduit le président en exercice Juan Manuel Santos à déclarer l'État d'Urgence Économique, Sociale et Ecologique (Thomas, 2011) et la situation

de catastrophe Nationale (Núñez, 2013)²², suivi par une série de décisions politiques menant à la création de nouveaux outils institutionnels et opérationnels pour faire face à la catastrophe et pour pallier les insuffisances du système existant. La première, comme nous l'avons développé dans la section 1.2.1, a été de réformer le SNPAD à travers l'établissement du SNGRD et la création de l'UNGRD, avec pour mission de diriger, orienter et coordonner la gestion du risque dans le pays (Amar et *al.*, 2019a).

Cette nouvelle « architecture institutionnelle » (Displacement Solutions, 2015) a été organisée en trois étapes d'intervention : la gestion d'urgence, la réhabilitation et la reconstruction du pays. Elle a été déployée autour de deux axes. Le premier a consisté en la création de la stratégie *ad hoc* Colombia Humanitaria, composée d'une équipe en charge des étapes d'urgence et de réhabilitation post-catastrophe et le deuxième a consisté en la création du Fonds Adaptation, entité en charge de la troisième étape consistant en la reconstruction des secteurs les plus affectés dans le pays (*Ibid.*).

Plus précisément, selon les informations compilées par Núñez (2013) dans une évaluation des programmes de gestion associés au phénomène de la Niña 2010-2011 réalisée pour le compte de Fedesarrollo - *Fondo Nacional de Gestión de Riesgo de Desastre* - Colombia Humanitaria, cette dernière entité a joué un rôle de coordination de l'exécution des projets gérés par les gouvernements régionaux et municipaux ainsi que par les entités gestionnaires des aides, notamment les ONG ayant reçu des fonds. Au total, en avril 2013, Colombia Humanitaria avait investi près de 5.3 milliards de *pesos*, soit l'équivalent de 1.3 milliards d'USD, pour les étapes d'urgence et de réhabilitation. La première étape, celle de l'urgence ou assistance humanitaire, a consisté à satisfaire des besoins de base et la subsistance matérielle des familles impactées. Plus précisément, il s'agissait de la distribution de nourriture, de kits d'hygiène, de matelas, de kits scolaires et de cuisine, et de la réparation de logements ou l'allocation de subventions pour la location de logements temporaires.

La deuxième phase, celle de la réhabilitation a reçu près de la moitié des fonds de Colombia Humanitaria, soit 2.6 milliards de *pesos*, environ 0.6 milliards d'USD, pour la réalisation des travaux publics à grande échelle, pour la mise en place des mesures de renforcement

²² A ce sujet, consulter les décrets 4579 et 4580 du 7 décembre 2010 du Ministère de l'Intérieur et de la Justice de Colombie. Dans son chapitre dédié aux états d'urgence, la Constitution de 1991 prévoit l'urgence sociale, écologique et économique en tant que situation dans laquelle le Président de la République a la possibilité de déclarer l'état d'urgence et de signer des décrets ayant force de loi (Rubiano, 2014). Selon Rubiano, cette disposition a été utilisée pour répondre à des catastrophes comme celle d'Armero en 1999 et la *Ola Invernal* de 2010-2011 à travers la loi d'état d'urgence.

institutionnel et pour des projets de réhabilitation sociale et économique. Selon Núñez (2013), l'objectif était de rétablir les conditions antérieures à la catastrophe, non seulement dans ses aspects matériels mais également sociaux. Une grande partie de ces fonds a été mobilisée à travers des gestionnaires au niveau national et quelques organismes internationaux comme l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

En ce qui concerne la troisième étape gérée par le Fond Adaptation, le gouvernement a destiné 9.3 milliards de *pesos*, soit environ 2.3 milliards d'USD, pour des macroprojets de reconstruction sur deux fronts : le premier, visant le moyen et long terme, qui consistait à rétablir l'infrastructure et les équipements communautaires endommagés ; le deuxième, autour des mesures de mitigation du risque dans le cadre d'un processus d'adaptation au changement climatique (Núñez, 2013). Ainsi, les secteurs ayant été dotés d'une grande partie des fonds ont été ceux des logements et des infrastructures routières avec 2.1 milliards de *pesos* chacun. Pour ce qui est des mesures de mitigation du risque, 28% du budget total du Fonds ont été alloués aux macroprojets suivants : Canal del Dique, le « Jarillón » de Cali, la région de la Mojana, et finalement la reconstruction de Gramalote (Displacement Solutions, 2015). Ces macro-projets correspondent aux régions et zones les plus affectées par les événements de la Niña 2010-2011 et qui ont été clairement identifiées par les autorités comme soumises à des risques majeurs de catastrophe.

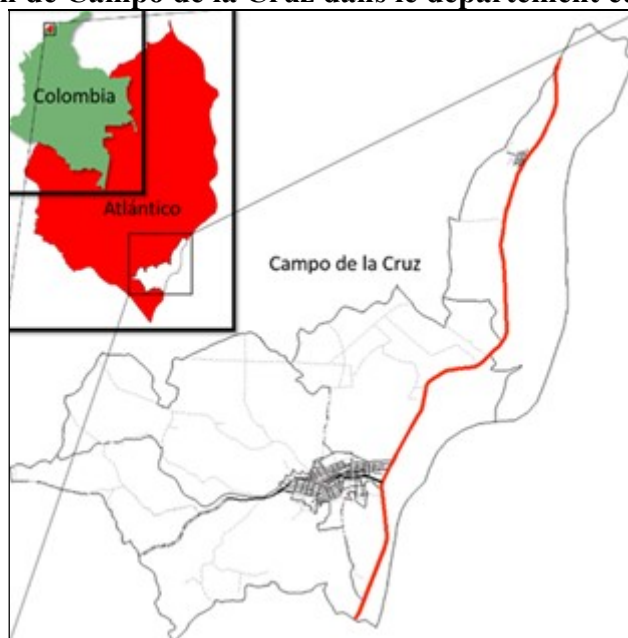
Cette recherche porte sur le cas spécifique de l'inondation de la commune de Campo de la Cruz provoquée par la rupture du Canal del Dique. Dans la section suivante, nous donnerons des éléments de contexte permettant de comprendre les spécificités et l'ampleur de la catastrophe locale, pour ensuite présenter notre zone d'étude au moment de la recherche.

1.2.3 De la catastrophe nationale à l'inondation de Campo de la Cruz : les impacts et les enjeux locaux de la Niña 2010-2011

Parmi les zones les plus affectées par les événements extrêmes de la Niña 2010-2011 se trouve la commune de Campo de la Cruz, située à 86 km de la ville de Barranquilla, capitale de l'Atlántico, cinquième département le plus affecté du pays (Sánchez, 2011). La carte n°1 présente la localisation de la commune dans le département et dans le pays. Ce département est traversé par un bras du fleuve Magdalena appelé Canal Del Dique (Amar et *al.*, 2019a) et qui cours sur 106 km de long et s'étend sur 100 m de large. Cette vaste réserve d'eau est considérée comme la deuxième plus importante du pays et constitue un moyen de transport

fluvial majeur dans la région, construit au XVI siècle pour faciliter les flux commerciaux entre les villes côtières et le fleuve Magdalena, qui est la principale artère fluviale du pays²³ (Aguilera, 2006 ; Sánchez, 2011).

Carte n°1
Localisation de Campo de la Cruz dans le département et dans le pays



Source : Alcaldía de Campo de la Cruz, 2016

A hauteur de la commune de Calamar, après Santa Lucía, le Canal se détache du fleuve Magdalena, ce qui signifie qu'il reçoit une proportion importante du débit du fleuve et ce qui implique que, lors des pluies intenses comme celles associées à la Niña 2010-2011, le Canal subit une très forte pression hydraulique. La carte n°2 illustre la localisation du Canal et de Campo de la Cruz par rapport à celle des communes environnantes.

Le 30 novembre 2010 les pluies intenses et incessantes ont provoqué une augmentation sans précédent du niveau du fleuve Magdalena, atteignant les 9.25 mètres (Sánchez, 2011). La pression provoquée par l'eau a conduit à la rupture du Canal ouvrant une brèche de près de 240 mètres (García, Y., 2011) au niveau du kilomètre n°3 qui conduit à Las Compuertas depuis la route Troncal Oriental (Amar et *al.*, 2019a).

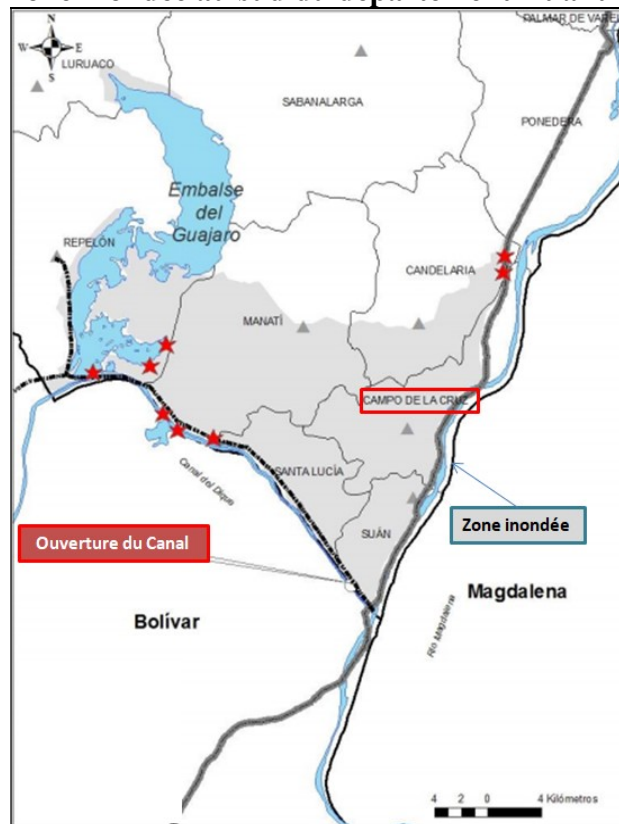
²³ Sur l'histoire du Canal, les travaux d'Aguilera (2006) permettent d'avoir une compréhension complète des étapes principales de sa construction, des principaux travaux d'élargissement et de maintenance, ainsi que des défis environnementaux, économiques et sociaux associés à cet ouvrage.

Carte n°2
Communes autour du Canal del Dique



Source : Aguilera, 2006. Modifiée par nos soins pour les besoins d'illustration de notre recherche.

Carte n°3
Zone inondée au sud du département Atlántico



Source : Sánchez, 2011. Elaboré par l'auteur sur la base des informations recueillies auprès de la Gobernación du Département Atlántico et de l'Institut Géographique Agustín Codazzi. Modifiée par nos soins pour les besoins d'illustration de notre recherche.

Au total, 2 200 millions de m³ d'eau ont pénétré dans les basses terres du sud du département, ce qui a entraîné l'inondation de 35.176 hectares, soit 10.4% de la surface du département (Sánchez, 2011). Le volume total des vingt lacs et lagunes les plus grandes du pays est de 4 279 m³ d'eau, ce qui permet d'avoir une idée de la quantité d'eau ayant inondé cette partie sud du département (Amar et al., 2019a). Plus précisément, l'inondation de cette zone a affecté les communes de Campo de la Cruz, Candelaria, Manatí, Repelón, Santa Lucía, Suan, Sabanalarga et Luruaco, comme l'illustre la carte n°3.

Sánchez (2011) précise que la situation de cette région a été particulièrement grave en raison des spécificités géographiques qui situent ces communes dans une dépression délimitée par deux voies terrestres qui forment un entonnoir, dont l'une d'entre elles a été construite autrefois pour diminuer le risque d'inondations par le fleuve Magdalena, provoquant la stagnation de l'eau de l'inondation pendant plusieurs mois.

Ainsi, au niveau du département, environ 175 000 personnes ont été affectées, ce qui équivaut à 42 694 familles (*Ibid.*). Le tableau n°1 permet de montrer le nombre de personnes affectées par commune dans la sous-région inondée du sud du département en particulier.

Tableau n°1
Nombre de personnes affectées par commune dans le sud du département Atlántico
suite à la Ola Invernal 2010-2011

Commune	Nombre de personnes affectées	Pourcentage de la population totale
Campo de la Cruz	13 883	80,7
Candelaria	7 218	58,5
Luruaco	7 067	27,7
Manatí	11 937	79,9
Repelón	11 278	45,6
Sabanalarga	14 976	16,0
Santa Lucía	8 681	72,6
Suan	8 865	96,9

Source : Tableau réalisé par Sánchez (2011) sur la base des informations du Departamento Administrativo Nacional de Estadística - DANE.

Parmi les communes inondées en 2010 dans le sud du département Atlántico, celle de Campo de la Cruz a été la plus durement touchée, avec 100% de son territoire inondé, zone rurale comme urbaine (Guerra, 2015). Les répercussions de la catastrophe ont été très importantes pour ce village qui présentait avant l'inondation une situation de pauvreté et de précarité notoires pour une très grande partie de sa population. Environ 13 883 personnes, soit 80,7% de la population totale a été affectée, comme le montre le tableau n°1.

Les dégâts matériels provoqués par l'inondation portent notamment sur les logements, les véhicules, l'électroménager, et concernent en particulier l'hôpital municipal, ainsi que plusieurs établissements scolaires et des infrastructures publiques (Guerra, 2015). Dans le cas des logements, les chiffres de la Mairie de la commune indiquent que 2 330 d'entre eux ont subi des dégâts « mineurs » nécessitant une réparation et pour 1 173, les dégâts ont nécessité une reconstruction totale ou une réinstallation dans une zone à non risque (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2012). Le tableau n°2 permet de résumer l'état des lieux réalisé par les autorités de la commune autour des logements.

Tableau n°2
Recensement des logements affectés par l'inondation de 2010 à Campo de la Cruz

Logements affectés	Pré-recensement Gouvernorat Atlántico	Logements recensés, zones certifiées	Logements nécessitant réparation non structurelle	Logements nécessitant reconstruction sur place et/ou réinstallation
Campo de la Cruz	3 406	3 503	2 330	1 173

Source: Alcaldía de Campo de la Cruz, 2012

Face à l'ampleur de l'inondation de Campo de la Cruz, sa population a été évacuée dans les jours qui ont suivi la rupture du Canal. Presque deux mois plus tard, la brèche a été finalement scellée ce qui a tout d'abord empêché que l'eau ne continue à entrer. Cependant, cette fermeture a ensuite empêché la décrue et provoqué la stagnation de l'eau, comme nous l'avons précisé antérieurement, ce qui a entraîné une situation humanitaire encore plus grave en raison de l'impossibilité pour la population de retourner rapidement dans leurs domiciles (Sánchez, 2011 ; Guerra, 2015). En ce sens, la réponse à cette catastrophe locale a été dans un premier temps d'aménager ou de construire des refuges temporaires pour y installer les personnes déplacées à cause de l'inondation (Amar et *al.*, 2019a).

Dans la continuité de la réponse nationale que nous avons présentée dans la section 1.2.2, Sánchez (2011) précise qu'au niveau du département Atlántico, Colombia Humanitaria avait destiné 151 521 millions de *pesos* aux entités territoriales, parmi lesquelles, le Gouvernorat du département ayant géré 128 890 millions et les Mairies des communes, les 22 631 millions restants. Une partie de ce fonds a été mobilisée pour la distribution de denrées alimentaires et de kits d'hygiène ainsi que pour les allocations aux logements temporaires dans différentes modalités : refuges, loyers ou réparation des logements. Selon l'auteur, la gestion de ces aides a été confiée à deux opérateurs-gestionnaires : Comfamiliar Atlántico qui a assuré les distributions alimentaires et non alimentaires et Combarranquilla qui a été chargé de

l'attribution des loyers aux personnes affectées. En ce qui concerne la réparation des logements, c'est la Fondation Mario Santo Domingo qui a assuré cette phase de la réhabilitation qui consistait à accompagner les habitants dans l'auto-réparation des logements n'ayant pas souffert de dégâts structurels et dans la construction des refuges. Le modèle d'auto-réparation des logements consistait à associer le bénéficiaire du projet à partir de sa contribution en termes de main-d'œuvre qui devait être rémunérée à hauteur de l'équivalent des ressources matérielles assignées pour le logement, avec, en supplément, un accompagnement technique. Ce modèle devait intervenir en deux phases distinctes : la première consistant à recenser les logements et à établir un diagnostic visant à déterminer le degré des dommages. La deuxième consistant à attribuer du matériel pour l'auto-réparation. En relation avec cette phase, en août 2011, 719 maisons avaient été auto-réparées, ce qui correspond à 14% du total au niveau du département. Pour ce qui est des refuges, les projections estimaient à 911 le nombre de refuges à construire pour le département. A la même période, 54% du total avaient été bâtis, soit 540 refuges (Sánchez, 2011). Cependant, cet auteur précise que le diagnostic a été mené entre avril et juin 2011, lorsque les habitants étaient de retour dans leurs communes. Enfin, l'autre partie des fonds du département a été destinée à la réparation d'ouvrages publics, et des travaux de mitigation ou prévention des risques majeurs.

Au niveau de Campo de la Cruz, entre 2012 et 2015, l'administration de la commune indiquait dans ses rapports institutionnels la gestion des ressources allouées par le département et par le Fonds Adaptation pour la reconstruction du village (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2016). Parmi ces travaux, se trouve notamment la reconstruction des établissements scolaires endommagés par l'inondation, la reconstruction de l'hôpital local, ainsi que du réseau d'assainissement, des travaux de reconstruction de la route principale orientale, et des projets de construction de nouveaux logements d'intérêt social. Enfin, un travail de recherche mené dans cette commune indique la mise en place de projets autour de la réactivation économique, notamment des formations et des projets de sylvopastoralisme et de repeuplement bovin, ainsi que des ateliers de préparation aux catastrophes (Guerra, 2015).

Les éléments que nous avons présentés dans les paragraphes précédents font du déplacement de la population de Campo de la Cruz une étude de cas intéressante pour trois raisons : la première, liée à l'ampleur de la catastrophe ayant provoqué le déplacement de l'ensemble des habitants de cette commune et des communes environnantes ; la deuxième, en raison de la

réponse institutionnelle qui exclut le déplacement des populations des considérations légales et des prérogatives économiques, sociales et humanitaires dans le cadre de la politique en matière de gestion du risque auxquelles elles sont directement associées ; la troisième, en raison du retour de la population qui permet de prendre en compte le caractère temporaire du déplacement et de l'expérience de la population.

1.2.4 Présentation de la zone d'étude : la commune de Campo de la Cruz et sa population quatre ans après l'événement²⁴

La commune de Campo de la Cruz s'étend sur 105 km². Elle fait partie de la sous-région « sud », en raison de sa localisation dans la partie la plus au sud du département l'Atlántico, partagée avec les communes de Repelón, Manatí, ainsi qu'avec les communes limitrophes de Candelaria, Suán et Santa Lucía. Avec un climat chaud et humide toute l'année, le village se trouve à 7 m au-dessus du niveau de la mer, mais à 40 mètres de dénivelé par rapport au fleuve qui longe le village à l'Est (Hereira, 2004). Outre sa zone urbaine, Campo de la Cruz se compose d'une zone rurale constituée par le *corregimiento* de Bohórquez à 10 km au Nord.

Au total 17 207²⁵ habitants composent la commune dans son ensemble, soit 0.7% de la population totale du département 87.24% d'entre eux habitent dans le centre urbain et les 12.76% restants sont répartis en zone rurale (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2016). Selon les données issues du recensement de 2005, parmi les familles de la commune, 18.7% ont émigré vers l'étranger, notamment vers le Venezuela à hauteur de 97.6%, vers les Etats-Unis à hauteur de 1.7% ou pour le reste vers plusieurs pays comme le Panama, l'Espagne ou l'Equateur (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2012). Dans la commune, il y a également une

²⁴ Cette recherche a été menée entre début 2015 et 2018, soit entre quatre et huit ans après l'inondation du 30 novembre 2010. Les informations concernant cette période de la recherche seront présentées dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche ». La période indiquée de quatre ans correspond au moment du début de la recherche.

²⁵ Le chiffre de 17 207 habitants apparaît comme le chiffre officiel de la population de Campo de la Cruz pour 2012 dans le « Plan de Desarrollo 2012-2015 : Juntos reconstruimos » de la Mairie de Campo de la Cruz. Ce chiffre comprend la population vivant dans les zones rurales et dans le centre urbain. Il est à noter que ce chiffre est présenté sur la base des projections faites à partir du dernier recensement en 2005, par le Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE). Dans le « Plan de Desarrollo 2016-2019 : Puertas abiertas al desarrollo », la Mairie de la commune reprend ce chiffre, comme chiffre de départ pour calculer la population en 2016 sur la base des taux de natalité et mortalité observés durant cette période. Ainsi, le chiffre de la population pour 2016 est de 16 325 habitants. Au moment de la réalisation de notre enquête, les villageois et autres interlocuteurs au sein de la Maire de la commune, parlaient de manière informelle de chiffres allant de 13 000 à 15 000 habitants. Dans son rapport de 2016, la Mairie précise toutefois que leurs activités de terrain auprès des habitants permettent d'estimer à 20 000 le nombre d'habitants, ce qui pourrait être expliqué par les retours d'une grande partie de sa population autrefois émigrée au Venezuela (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2016).

population « flottante » composée de personnes qui migrent plusieurs jours par semaine, ou par mois, qui reviennent constamment au village et dont le nombre est difficile à évaluer en raison de leur très grande mobilité (Hereira, 2004). Le phénomène migratoire place Campo de la Cruz en tête de classement dans la sous-région en tant que commune d'accueil de personnes en situation de déplacement forcé avec 326 personnes, soit 82 familles (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2012). Finalement, concernant la population, le même recensement permet de souligner un pourcentage de 13,55% de personnes identifiables à des minorités ethniques qui sont « insulaire, *palenquero*, noire, mulâtre, afro-colombienne ou d'ascendance africaine » (*Ibid.*).

En ce qui concerne les principaux indicateurs socio-économiques de la population, plus précisément l'indicateur de *Necesidades Básicas Insatisfechas* (NBI)²⁶ qui mesure la pauvreté à partir des besoins de base non satisfaits, indique qu'en 2016, Campo de la Cruz présentait un pourcentage de 62.68% des NBI que l'on peut préciser par indicateur : ainsi, 35% de la population vivait dans la misère, 14.3% habitait dans des logements insalubres, 43.13% des personnes n'avaient pas d'accès aux services publics, 15.5% habitait dans des conditions de surpeuplement, 10.78% des enfants étaient déscolarisés, et 30.17% des familles vivaient dans une grande dépendance économique (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2016). En ce qui concerne l'accès aux services publics, la Mairie de la commune indiquait en 2012 que 61.1% des familles n'avaient pas accès à l'eau potable et à un système d'égouts (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2012), contrairement aux données publiées en 2016 qui indiquent que 90% des logements en zone urbaine avaient accès à l'eau potable (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2016), cet écart pouvant être expliqué par les macro travaux réalisés dans la commune après l'inondation de 2010, mais ce qui veut dire également qu'en dépit de l'amélioration du système, environ 2000 personnes n'avaient toujours pas accès à l'eau potable à cette période.

Finalement, quant à l'économie de Campo de la Cruz, les effets dramatiques de l'inondation ont impacté les deux activités productives principales qui sont le secteur du bétail et de l'agriculture de type familial. Pour le premier, avant 2010, l'élevage représentait 69% de l'économie et l'agriculture 16%. Après l'inondation, ces secteurs ont représenté 1% et 0% respectivement, en raison des pertes importantes ainsi que de la dégradation des sols et des surfaces cultivables (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2012). Dans les rapports municipaux qui

²⁶ Le NBI, méthode très utilisée dans les pays d'Amérique Latine, mesure le pourcentage de couverture des « besoins de base » à partir de cinq indicateurs, dont la qualité des logements, l'accès aux services sanitaires, la capacité économique des foyers, et l'accès à l'éducation des enfants au sein du foyer (DANE, consulté en ligne le 17.11.2020).

ont suivi, l'information présentée ne permet pas d'observer l'évolution de la réactivation de ces secteurs. Pour les autres secteurs d'activité, une partie de la population travaille dans le commerce et les services. Plus précisément, parmi les établissements exerçant une activité économique au village, 3.4% sont dédiés à l'industrie, 45% sont au commerce, 44.7% aux services et les 6.3% restants à d'autres types d'activités. Les activités commerciales concernent surtout les commerces de proximité et de petite taille de type épicerie, « bazars », buvettes, pharmacies, entre autres (Alcaldía de Campo de la Cruz, 2012).

Cette section nous a permis de présenter le contexte national ainsi que les principales caractéristiques de l'inondation de Campo de la Cruz en 2010 ayant été à l'origine du déplacement de sa population qui constitue notre étude de cas pour cette recherche.



CHAPITRE 2

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

2.1 Une approche constructiviste de l'expérience vécue

L'objectif de cette recherche consistait à élaborer un cadre d'analyse permettant de rendre compte des impacts du déplacement temporaire associé aux catastrophes sur les identités sociales à partir de « l'expérience » des habitants de la commune de Campo de la Cruz, suite à l'inondation de 2010. La compréhension de ce que cette expérience signifie pour les personnes concernées était donc centrale. Ce qui nous amène à présent à préciser les fondements ontologiques, épistémologiques et méthodologiques du paradigme de recherche dans lequel nous nous situons, qui est constructiviste, que nous présenterons dans les paragraphes suivants.

Dans un premier temps, nous partons de l'idée que la compréhension de l'expérience se construit à partir du point de vue de ceux qui la « vivent » et de la manière dont les acteurs concernés « définissent » leurs situations vécues (Schwandt, 1998). Dans ce sens, cette recherche privilégie la compréhension de l'expérience « vécue » définie comme « la façon dont les personnes ressentent, dans leur for intérieur, une situation et la façon dont elles élaborent, par un travail psychique et cognitif, les retentissements positifs ou négatifs de cette situation et des relations et actions qu'elles y développent » (Jodelet, 2006, p. 11). Pour Jodelet, cette notion associe deux dimensions en apparence contradictoires mais qui s'avèrent complémentaires : une dimension du « vécu » qui situe l'individu dans le terrain du ressenti et de ce qu'il éprouve, associé à un sentiment d'être envahi par l'émotion. A ce moment-là, l'individu prend conscience de sa subjectivité et de son identité. Et une dimension « cognitive », qui permet aux individus de construire leur réalité selon des catégories ou concepts issus de cadres de références sociales et culturelles antérieures. Plus précisément, l'auteure souligne que « les termes dans lesquels on va formuler cette expérience et sa correspondance avec la situation où elle émerge vont emprunter à des pré-construits culturels et à un stock commun des savoirs qui vont donner sa forme et contenu à cette expérience, elle-même constitutive du sens que le sujet donne aux événements, situations, objets et personnes meublant son environnement proche et son monde de vie » (*Ibid.*, p.14). L'expérience vécue apparaît dans ce sens comme étant « sociale » et « socialement »

construite en ce sens que l'individu reste soumis aux contraintes du social en même temps qu'il est considéré à partir de la conscience qu'il a de son propre monde et de lui-même. Ainsi, la catégorie d'expérience vécue permet de donner une « coloration » aux difficultés, souffrances et réactions affectives exprimées par les individus. Cet « éprouvé subjectif » ne peut se connaître qu'à partir des significations que les individus construisent de ce dont ils témoignent dans leurs discours (*Ibid.*). Toujours est-il que pour comprendre le monde des significations, il faut « l'interpréter », ce qui revient à « [...] élucider le processus de construction des significations et clarifier les manières dont celles-ci sont incorporées dans le langage et les actions des acteurs sociaux », à savoir, à construire une lecture de ces significations (Schwandt, 1998, p.222). Nous avons fait le choix de tenter d'accéder à ces significations en nous intéressons aux récits que les individus construisent autour d'une expérience donnée, celle-ci étant constitutive de leurs trajectoires biographiques. Notre manière de concevoir ce type de matériau d'enquête est proche de celle décrite par Becker, dont ses travaux sont une part centrale de l'héritage de l'école de Chicago²⁷ (1986, p.106, cité par Dubar et Nicourd, 2017) qui soutient que « pour comprendre la conduite d'un individu, on doit savoir comment il percevait la situation, les obstacles qu'il croyait devoir affronter, les alternatives qu'il voyait s'ouvrir devant lui ; on ne peut comprendre les effets du champ des possibilités, des sous-cultures de la délinquance, des normes sociales et d'autres explications du comportement communément invoquées, qu'en les considérant du point de vue de l'acteur ». De cette manière, le récit de l'expérience, pouvant être saisi en particulier à travers des entretiens, mais également des observations et interactions avec les individus concernés, nous permet d'appréhender autant le vécu que l'éprouvé subjectif autour d'une situation donnée, traduits ensuite en catégories ou concepts qui leur permettent de construire, interpréter et expliquer leur propre réalité.

L'approche constructiviste autour de laquelle nous nous positionnons, et dont les contours philosophiques ont été bâtis en grande partie par Nelson Goodman (1984, cité par Schwandt, 1998, p.238-239), conçoit la réalité comme étant pluraliste et pragmatique. Pour Goodman (*Ibid.*), les systèmes symboliques verbaux et non verbaux nous permettent de construire des versions différentes du monde. Pour cet auteur, il ne s'agit pas d'interprétations distinctes du même monde, mais de versions différentes de ce monde. Dans ce sens, la réalité s'exprime

²⁷ L'expression « Ecole de Chicago » désigne habituellement un ensemble de travaux et recherches sociologiques menées entre 1915 et 194 par des enseignants et des étudiants de l'Université de Chicago. La sociologie de Chicago est une sociologie urbaine qui se caractérise par la recherche empirique autour de méthodes « originales » de recherche comme l'utilisation scientifique des documents personnels, le travail sur le terrain, entre autres, orientés vers une sociologie qualitative (Coulon, 2020).

dans une multitude de systèmes de symboles et de langages entre les individus et à travers les cultures (Guba et Lincoln, 1994 ; Lincoln et Guba, 2000 ; Schwandt, 1998). Ainsi, le monde social apparaît comme une construction continue qui est possible grâce aux interactions, aux conduites et aux significations données par les acteurs (Mason, 2002). Du point de vue du pragmatisme, Schwandt (1998) précise la posture de Goodman qui propose d'adopter la notion de *rightness* définie comme un acte d'ajustement, mais « [...] *not an act of fitting onto - a correspondence or matching or mirroring of independent reality - but a fitting into a context or discourse or standing complex of other symbols* », ce qui revient à remplacer la notion de « certitude » par celle « d'adoption » (Goodman et Elgin, 1988, p.158, cité par Schwandt, 1998, p.239).

D'un point de vue épistémologique, l'approche constructiviste conçoit la relation entre le chercheur et son objet en termes de liens interactifs de manière à ce que les résultats de l'étude soient construits au cours de la recherche (Guba et Lincoln, 1994). Ainsi, la perspective méthodologique constructiviste rejette les relations mécaniques de cause à effet au profit de l'étude des processus et des relations étroites que les chercheurs entretiennent avec leur contexte (Labelle, Navarro-Flores et Pasquero, 2012). En somme, l'approche constructiviste « implique que les résultats de la recherche soient en partie le fruit des interactions entre le chercheur lui-même et son objet de recherche » (*Ibid.*, p. 69).

Dans ce sens, il nous est apparu que la démarche de la Méthodologie de Théorisation Enracinée (MTE) présentait de fortes analogies avec notre projet de recherche. Nous avons opté pour un exposé de la démarche méthodologique retenue pour cette étude et de son ajustement tout au long de la recherche et au fur et à mesure de l'implication du chercheur dans les conditions de production et analyse des données²⁸.

La Méthodologie de Théorisation Enracinée (MTE) et son application dans le processus de construction de la recherche

La MTE a été développée par les sociologues Glaser et Strauss, qui dans leur livre *The Discovery of the Grounded Theory* paru en 1967, prônaient le développement des théories « ancrées » sur les données plutôt que leur déduction à partir des hypothèses attachées aux

²⁸ Nous avons fait le choix de privilégier une présentation de la démarche méthodologique en mettant l'accent sur le processus de sa construction au fur et à mesure de la recherche. Ce choix correspond à la manière dont nous concevons le projet constructiviste de la MTE que nous avons adopté pour cette recherche, tout en nous attachant à respecter les exigences de la recherche scientifique, qui certes, privilégie une présentation plus linéaire et chronologique du processus de production de construction et de restitution des connaissances.

théories existantes (Charmaz, 2006). Ainsi, les principes de cette perspective épistémologique consistent à « inverser le processus scientifique traditionnel » afin de situer le chercheur à un point de départ au plus proche de ses propres données au lieu de découvertes faites par d'autres chercheurs, ce qui implique de se détacher le plus possible d'un champ, discipline ou cadre théorique prédéfini pour lui laisser l'opportunité de « moduler sa démarche » selon ses analyses et sa compréhension du phénomène à l'étude (Luckerhoff et Guillemette, 2012). En tant qu'approche « inductive », la MTE a pour avantage de « ne pas tomber dans ce piège où l'on installe la théorie d'entrée de jeu et où les faits, trop aisément manipulables, se cantonnent dans un rôle d'illustration-confirmation » (Kaufmann, 2001, p. 12, cité par d'Arripe, Oboeuf, et Routier, 2014).

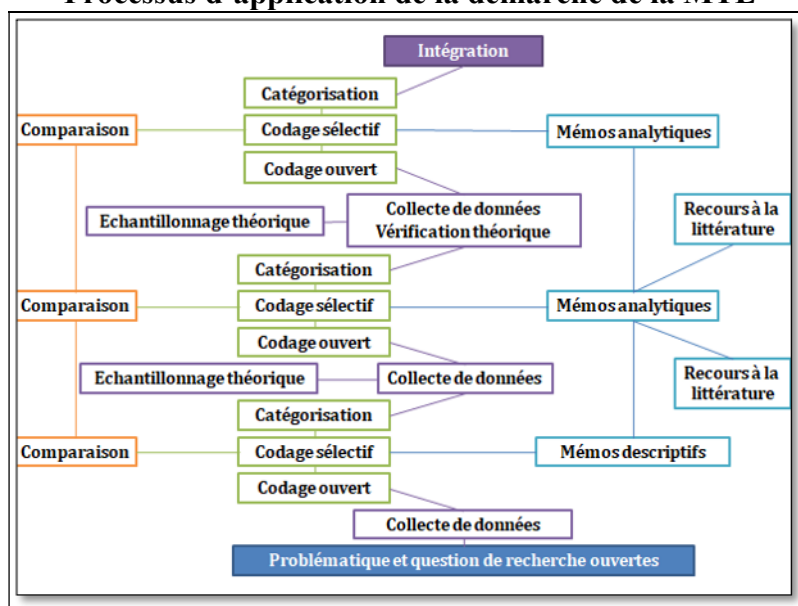
Cette posture épistémologique de la MTE présuppose la possibilité d'accéder et d'appréhender le monde empirique à travers l'observation et l'analyse des expériences, celles-ci pouvant être saisies à partir de ce que les personnes « vivent » et qu'elles expriment par des mots et des idées, qui deviennent pour le chercheur les données à traiter (Plouffe et Guillemette, 2012). La MTE se base, par conséquent, sur l'expérience de personnes partageant une problématique commune (Couture, 2003).

Nous avons forgé notre démarche méthodologique autour des cinq éléments constitutifs du projet épistémologique de la MTE, qui sont énumérés par Luckerhoff et Guillemette (2012), comme suit : la suspension « temporaire » du recours à des cadres théoriques existants, la sensibilité théorique, la « démarche itérative » de l'approche, la flexibilité méthodologique et l'échantillonnage théorique (p.118). Ces fondements de la MTE ont été mobilisés dans le cadre d'une enquête de terrain dont nous présenterons les principes dans le sous-chapitre 2.2. En ce qui concerne le premier élément mentionné ci-dessus, dans cette recherche nous avons fait le choix d'envisager le recours à des cadres théoriques existants et à la littérature scientifique en générale dans l'esprit de ce qui est suggéré par Labelle et *al.*, (2012). Les auteurs considèrent que toute recherche ayant recours à la MTE nécessite au préalable une maîtrise adéquate des écrits scientifiques disponibles pour trois raisons principales : la recension théorique permet de délimiter l'intérêt scientifique du sujet de recherche en même temps qu'elle permet au chercheur de prendre de la distance avec ses préjugés; elle permet de délimiter le « périmètre » de la problématique à étudier en « balisant » le terrain au préalable ; et finalement, elle permet de construire un cadre théorique simplifié comme base à la formulation des questions qui guident la recherche. Ainsi, dans le cadre de cette recherche, une première recension de la littérature a été réalisée en amont de la première phase de

collecte-analyse de données dans l'objectif de délimiter le sujet de la recherche, d'avoir une « première reconnaissance de notre terrain », ainsi que de formuler une question centrale de recherche ajustée au « terrain projeté » et reformulée progressivement en cours d'analyse (*Ibid.*) ; suivie du recours aux écrits scientifiques au fur et à mesure de la démarche circulaire, comme l'illustre le schéma n°1.

Le cadre théorique pour cette recherche a été considéré comme « un ensemble de présupposés théoriques, simplifié et évolutif, dont l'objet principal est de guider la collecte et l'analyse préliminaire des données. Ce cadre étant sujet à transformation au fur et à mesure que la recherche progresse » (Labelle et *al.*, 2012, p. 72). Dans ce sens, et suivant toujours la proposition des auteurs, ce cadre théorique n'a pas mené à des hypothèses à tester mais a servi de « toile de fond » construite de manière « simple et ouverte » durant la recherche.

Schéma n°1
Processus d'application de la démarche de la MTE



En nous laissant orienter par ces principes de base, nous avons essayé d'établir une « juste » distance avec des idées préconçues sur notre objet d'étude pour prêter une attention particulière à ce qui émergeait de notre terrain et des propos des enquêtés au fur et à mesure de notre enquête. De cette manière, nous avons conservé une ouverture d'esprit certaine, tout au long de la démarche, prenant au sérieux, chemin faisant, les « découvertes » bien qu'inattendues et imprévisibles au départ. Ce qui nous a amené à entrer dans un processus de questionnement et à nous détacher de la linéarité des démarches classiques de type hypothético-déductives, comme mentionné antérieurement. Pour ce qui est de la démarche circulaire, liée de façon étroite à la flexibilité méthodologique, le défi a consisté à respecter

les exigences minimales au vu des contraintes matérielles et logistiques pour accéder à notre terrain, qui seront présentées dans le sous-chapitre 2.3. Dans ce sens, nous avons opté pour une approche « souple » de la MTE nous permettant toutefois de combiner les périodes de collecte de données et d'analyses. Ainsi, comme nous le verrons dans le sous-chapitre 2.2, nous avons mené notre enquête en trois phases distinctes, guidées par des objectifs d'enquête spécifiques issus de l'approche circulaire. Cette circularité de la démarche s'est poursuivie au-delà de l'enquête de terrain, à partir des données et analyses préliminaires, dont l'objectif était d'affiner les résultats obtenus. Finalement, nous avons opté pour un échantillonnage théorique dans le but de rompre avec la nécessité d'une représentativité statistique qui pourrait perturber l'observation « à nu » du phénomène et les significations fines données par les enquêtés (Plouffe et Guillemette, 2012). Notre choix d'échantillonnage sera présenté dans la section 2.2.1.

Concernant l'application de la démarche de MTE, nous avons illustré les principales composantes du processus dans le schéma n°1, adapté à nos possibilités d'accès à notre terrain et population d'étude. Ce processus inductif répond donc à une dynamique d'allers et retours, d'ajustements entre l'élaboration de catégories conceptuelles, l'analyse et l'accumulation progressive des données issues du terrain (Barbot, 2012). Nous développerons en détail ce processus d'application de notre démarche méthodologique dans les sections suivantes, dont le choix de présentation s'inscrit dans le prolongement de l'approche de la MTE.

2.2 Mise en place, déroulement et évolutions de l'enquête de terrain

2.2.1 La collecte des données et sa mobilisation au cours des différentes phases de l'enquête

Entre 2015 et 2018, j'ai²⁹ mené quatre mois d'enquête fragmentés en quatre séjours de terrain, dans la commune de Campo de la Cruz, au nord de la Colombie. Le choix de ce terrain comme zone d'étude a été influencé par mes connaissances préalables de la zone concernée en raison de mes origines locales, ainsi que par ma connaissance de la problématique générale de l'inondation suite à mon implication en tant que consultante dans un projet de recherche sur le déplacement « climatique » dans les communes du sud du département Atlántico, dont Campo de la Cruz fait partie³⁰. Ma participation à ce projet et ma présence préalable dans la zone m'ont permis d'avoir un premier point d'accès privilégié à ce terrain. En ce qui concerne l'accès à la population pour cette enquête, j'ai été amenée à trouver un moyen alternatif pour approcher une population plus hétérogène que celle normalement concernée par le projet, bien que dans un certain nombre de cas, le matériel collecté a servi comme appui aux analyses des résultats des deux recherches.

Ainsi, pour la présente enquête, j'ai fait le choix d'une immersion dans le village et de loger chez l'habitant³¹ afin de vivre le temps de l'enquête « au rythme de la vie ordinaire des gens » (Beaud et Weber, 2010), ce qui dans mon cas s'est avéré être un avantage considérable car, en plus d'être très appréciée de la population, ma logeuse a mis à ma disposition son réseau de connaissances. Cette immersion, m'a permis d'avoir une meilleure connaissance des

²⁹ Pour les sous-chapitres 2.2 et 2.3 du présent chapitre ainsi que les annexes énoncées, j'ai opté pour l'utilisation du « je » méthodologique afin de rendre compte de mon rapport personnel, en tant qu'enquêtrice, aux réalités de mon terrain et de mon implication dans les conditions de production des données et analyses dans les différentes étapes de l'enquête de terrain. Pour une réflexion autour de l'utilisation de la première personne dans la recherche en sciences sociales, se référer à: Olivier de Sardan, Jean-Pierre. Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain. In : Revue française de sociologie, 2000, 41-3. pp. 417-445.

³⁰ Dès les premiers mois de mon projet de doctorat, j'ai pris l'initiative de me rapprocher d'une Université locale qui menait des projets psychosociaux sur la zone choisie pour ma recherche afin de mieux évaluer les conditions d'accès à ce terrain et à la population. Suite à nos différents échanges, les chercheurs de l'un des projets m'ont invité à rejoindre leur équipe en tant que consultante-chercheuse. Dans ce projet intitulé INFANTIA mon rôle a consisté à mener des entretiens auprès des familles de Campo de la Cruz affectées par le déplacement associé à l'inondation de 2010. L'un des objectifs du projet, associé à ma participation, était d'analyser la situation des enfants pendant le déplacement et les stratégies d'adaptation mises en place par les familles pour faire face aux défis de la catastrophe. La collecte des informations a été réalisée en parallèle à la collecte des données de la première phase de la présente recherche.

³¹ Concernant mon expérience d'enquête au village, se référer à l'annexe n°2 « Une journée d'enquête au village » où je présente le déroulement d'une journée type dans le contexte et les conditions propres à mon terrain.

logiques de la vie quotidienne et d'apprendre les « codes subtils de communication » du milieu (Restrepo, 2016).

Mon statut d'étudiante d'une université française, que j'ai souvent utilisé pour m'introduire auprès de mes interlocuteurs, a été un atout dans le sens où les personnes que je rencontrais s'intéressaient à mon parcours et à l'objet de ma présence, ce qui était pour moi autant d'occasions d'entamer une nouvelle discussion, facilitée également par ma connaissance de la langue locale et par mes origines. J'ai pu gagner la confiance des habitants et nouer des liens avec eux malgré la distance sociale, associée à mon niveau d'instruction et statut économique plus élevé, qui me séparait dans un premier temps de la majorité des habitants. J'étais vue par mes interlocuteurs comme la *doctora*³² qui est venue écouter l'histoire de l'inondation.

Ainsi, l'enquête menée dans le cadre de cette recherche a été conduite en trois phases de collecte de données distinctes, correspondant à quatre séjours de terrain, guidées par des objectifs d'enquête spécifiques : une première phase de type « exploratoire », une deuxième phase d'enquête « ciblée » et une troisième phase d'enquête de vérification de « saturation des données » (Charmaz, 2006). Dans chacune de ces phases, j'ai eu recours à des outils de collecte de données qualitatives, tels que : les entretiens individuels et de groupe ; les observations et la composition d'un réseau d'informateurs. Dans un premier temps, je présenterai les outils de collecte de données pour ensuite m'attacher à montrer les spécificités de l'enquête et son évolution dans chacune de ces phases.

Les entretiens

Les trois phases de collecte de données m'ont permis de produire un corpus de données composé de 22 entretiens individuels et trois entretiens collectifs. Parmi les entretiens individuels, deux ont été réalisés en présence de deux enquêtés appartenant à la même famille, et de ce fait je les ai considérés en tant qu'entretiens individuels³³. Deux autres entretiens ont été menés auprès du même enquêté, soit un des informateurs, à deux moments distincts de l'enquête. Ce qui revient à considérer à 23 le nombre de participants aux entretiens individuels. Les entretiens collectifs, quant à eux, ont réuni 26 personnes au total, parmi lesquelles, un des informateurs de cette enquête ainsi que trois des enquêtés ayant

³² L'utilisation du terme de « docteur » ou de « docteure » est très répandue dans le langage colloquial pour faire référence à une personne ayant un niveau d'études et/ou un niveau socioéconomique plus élevé, et non pas en relation avec l'obtention d'un degré universitaire spécifique.

³³ C'est l'emploi par les enquêtés, à de nombreuses reprises lors des entretiens réunissant deux personnes à la fois, de la « première personne » au moment de relater leurs vécus qui a orienté ce choix de considérer leurs récits en tant qu'expériences individuelles.

participé à un entretien individuel à un autre moment. Ce qui renvoie à 22 le nombre des nouveaux enquêtés, portant à 45 le nombre total d'enquêtés pour cette recherche.

La logique d'échantillonnage des enquêtés a été « théorique », comme nous l'avons présenté dans la section 2.1. Outre l'abandon de la quête de représentativité statistique (Barbot, 2012), mon objectif était d'échantillonner des événements ou des phénomènes et non pas de personnes (Paillé, 1994), plus précisément les dimensions du phénomène tel qu'il était présenté par les enquêtés au fur et à mesure de l'enquête. Nous avons suivi Plouffe et Guillemette (2012) qui distinguent l'échantillonnage théorique de l'échantillonnage statistique, en ce que le dernier représente une population alors que le premier, à travers les données recueillies, fournissent de l'information sur une situation. Ces données, choisies en fonction de leur potentialité de favoriser la théorisation, permettent de « mieux comprendre ce que les personnes vivent plutôt que de simplement documenter leur situation » (p.100)³⁴. Ainsi, c'est la démarche circulaire propre à la MTE et les analyses résultantes d'entretiens antérieurs qui ont guidé le choix des participants suivants (Couture, 2003). Le seul critère ayant guidé la composition initiale de l'échantillonnage était que l'enquêté, homme ou femme âgé de plus de 18 ans, ait vécu le déplacement associé à l'inondation de 2010.

Cette logique d'échantillonnage théorique qui découle de la démarche itérative de la MTE, m'a conduite à faire le choix de considérer le guide d'entretien comme un outil « évolutif » (Barbot, 2012) consistant dans un premier temps en des thématiques générales, afin de laisser les enquêtés orienter les thématiques spécifiques à aborder en cours d'entretien, ainsi que celles à explorer lors des entretiens suivants.

L'ensemble des entretiens a été enregistré avec l'accord préalable des enquêtés, hormis deux d'entre eux qui ont refusé pour des différentes raisons associées à leur manière de concevoir ce type d'échange, plutôt discrète. De ce fait, j'ai procédé à une prise de notes exhaustive, autant qu'il est possible de le faire dans les conditions d'un long entretien.

La durée des entretiens a été entre une et deux heures, exceptée celle d'un entretien qui a duré 30 minutes en raison de la faible disponibilité de l'enquêté. Dans l'ensemble, les conditions

³⁴ Le potentiel de théorisation associé à l'échantillonnage théorique que nous avons mobilisé dans cette recherche peut être assimilé à la construction d'un idéaltype dans le sens de M. Weber, à savoir, « un ensemble de concepts intégrés indispensables pour comprendre le réel. En tant que modèle abstrait, il est un moyen pour saisir les relations entre des phénomènes concrets, leur causalité et leur signification. Il sert à découper le réel, à sélectionner une pluralité de phénomènes isolés, à les ordonner en fonction d'un ou de plusieurs points de vue » (Boudon et al., 2003). De cette manière, l'idéaltype permet de construire un cadre plus général à partir des propos individuels, pouvant être en nombre limité et réduit, afin de comprendre et expliquer le sens que les individus donnent à leurs expériences vécues (Paugman, 2014).

du déroulement des entretiens ont été favorables, à l'exception de difficultés ponctuelles présentées dans le sous-chapitre 2.3. Afin d'assurer une meilleure restitution des propos des enquêtés, j'ai consigné à la fin de chaque entretien une note explicative des conditions générales d'entretien en mettant l'accent sur : la dynamique de l'entretien ; le choix des enquêtés ; l'accès aux enquêtés ; le lieu et le moment de l'entretien, les thématiques abordées ainsi que les défis rencontrés.

Les observations

Outre les entretiens comme outil privilégié dans cette enquête, j'ai eu recours à de nombreuses observations directes favorisées par ma présence continue *in situ*, notamment pendant les deux premières phases de l'enquête. Ces observations concernaient tout aussi bien les divers événements auxquels j'ai participé que le quotidien des habitants.

Parmi les différents événements, j'ai participé à des manifestations culturelles autour du Carnaval, à des cérémonies religieuses diverses, catholiques et évangéliques, et à des réunions institutionnelles ou communautaires. C'est notamment grâce à mes informateurs et mon réseau « naissant » que j'ai pu être accueillie et prendre part à ces différentes situations de manière ponctuelle, au fil des opportunités.

En ce qui concerne le quotidien des habitants, j'ai notamment observé les interactions ordinaires et les discussions informelles, le plus souvent celles-ci concernaient les enquêtés entre eux ou bien mes interlocuteurs et moi-même. J'ai pris au « sérieux » les anecdotes et les petites histoires (Beaud et Weber, 2010), ce qui m'a permis de mieux comprendre des continuités et des moments de rupture dans les discours, mais aussi, ce que les auteurs appellent, le « milieu d'interconnaissance ». Pour eux, ce terme désigne « le fait que des personnes se connaissent mutuellement – de vue, de nom, d'expérience. Chaque personne est au centre d'une étoile d'interconnaissance. » (p.32). Dans cet esprit, les observations m'ont permis également de me créer mon propre réseau d'interlocuteurs au fil de ma participation aux différentes situations du quotidien et des rencontres.

Finalement, les observations ont concerné les différents lieux, qu'il s'agisse des logements des enquêtés lors des entretiens formels ou des visites informelles, les lieux publics et institutionnels au sein du village, ainsi que les lieux accueillant les différentes cérémonies.

Dans l'ensemble, j'ai mené ces observations dans l'esprit de ce que Beaud et Weber (2010) conçoivent comme l'enchaînement de trois savoir-faire imbriqués : percevoir, mémoriser,

noter. Ainsi, j'ai pris soin de consigner ce « travail de déchiffrement du terrain » dans mon journal de terrain en décrivant les lieux, les événements, les personnes et les situations rencontrées au quotidien, tout comme en prenant note des impressions et des questions me permettant d'élaborer une réflexion sur le problème, tel qu'il se posait au fur et à mesure de mon enquête, ainsi que des difficultés et défis rencontrés (Restrepo, 2016).

Les informateurs

En raison de la distance géographique de mon terrain avec mon lieu de résidence, j'ai fait le choix depuis le début de mon enquête de me créer un réseau d'informateurs que j'ai constitué à trois moments différents de l'enquête : une première informatrice, rencontrée dès les premiers jours de mon premier séjour de terrain qui a été le pivot central du réseau pendant toute la durée de cette recherche ; un deuxième et un troisième informateur, dont j'ai fait la connaissance par l'intermédiaire de mon informatrice au cours de la deuxième et la troisième phase de l'enquête. En plus d'être des « titres de recommandation » ou d'avoir aidé directement à la prise de contacts avec les enquêtés (Beaud et Weber, 2010), en raison de leur position dans le milieu³⁵, ces « alliés » pour reprendre l'expression utilisée par les auteurs, ont participé de manière continue dans l'enquête en apportant des informations et des précisions sur l'objet de ma recherche, ce qui m'a permis de décoder des pratiques ou des propos ; ou de vérifier mes intuitions ou interrogations.

Pour cela, j'ai réalisé deux entretiens individuels avec mon informatrice à deux moments différents de l'enquête, et j'ai privilégié les échanges continus informels « sur place » et à distance grâce aux outils de messageries instantanées pour l'ensemble d'entre eux.

Deux autres personnes ont joué un rôle pouvant être assimilé à celui d'informateur, dans un moindre degré. Il s'agit des personnes avec qui j'ai eu des contacts prolongés et qui ont répondu à mes interrogations et aux sollicitations tout au long de l'enquête. Parmi ces personnes, il y a mon premier contact sur place, qui a fortement facilité mon accès à la population à différents moments de l'enquête. Son aide a été déterminante notamment au moment de la troisième phase, au moment de la reprise de l'enquête, que je montrerai dans la section suivante, pour renouer contact avec mes interlocuteurs. Finalement, il y a ma logeuse

³⁵ Ces trois informateurs étaient des « leaders » de la communauté à différents moments de l'enquête. La première, était dans un premier temps employée municipale en tant que secrétaire de développement social en charge des populations vulnérables, ainsi que leader du groupe religieux auquel elle appartient. Les deux autres informateurs, étaient des « chefs de quartier » ou représentants de la communauté. Se référer à l'annexe n°3 « Portrait des 'alliés' de l'enquête » pour un profil plus détaillé de leur parcours.

avec qui j'ai noué des liens d'amitié et de confiance. Outre sa présence continue me permettant d'avoir accès à un certain nombre d'informations sur l'organisation de la vie quotidienne au village, elle a mis à ma disposition son propre réseau de connaissances. Finalement, avec ces deux personnes, j'ai entretenu des échanges informels, souvent consignés dans mon journal de terrain ou autres documents d'analyse des données.

De manière spécifique, les trois phases de collecte de données, dont les caractéristiques principales sont résumées dans le tableau n°3, se sont déroulées comme suit :

Tableau n°3
Caractéristiques des différentes phases de l'enquête

Type de collecte de données	Phase 1	Phase 2	Phase 3			Total
	Exploratoire	Ciblée	Vérification de saturation de données			
Période de séjour de terrain	Janvier – Février 2015	Avril 2015	Novembre 2017	Avril 2018	Distance	
Durée du séjour de terrain	Deux mois	Un mois	15 jours	15 jours		4 mois
Nombre d'entretiens individuels	13	4	2	-	3	22
Nombre d'enquêtés	14	5	2	-	2*	23
Nombre d'entretiens de groupe	1	-	-	2	-	3
Nombre d'enquêtés	10	-	-	12**	-	22

*Le nombre total d'enquêtés est de trois pour ces trois entretiens individuels, mais l'un d'entre eux a été réalisé auprès de l'une des enquêtés-informatrices prise en compte dans la première phase d'enquête. Pour cette raison, je ne l'ai pas comptabilisé deux fois.

**Le nombre total des participants à ces entretiens de groupe a été de 16 personnes, parmi lesquelles quatre avaient participé lors d'un entretien individuel à un autre moment de l'enquête. Le chiffre présenté dans le tableau prend donc en compte les « nouveaux » enquêtés.

Phase N°1

Entre janvier et février 2015, j'ai mené une première phase de collecte de données de type « exploratoire ». Partant d'une problématique de recherche ouverte, c'est-à-dire, qui rend compte des paramètres choisis pour « délimiter » la situation sociale à l'étude (Plouffe et Guillemette, 2012) sans la figer, l'objectif d'enquête qui a orienté ce premier séjour a été de comprendre l'expérience globale du déplacement et de dégager les principales caractéristiques du processus du point de vue des participants. Plus précisément, il s'agissait de comprendre le phénomène à l'étude du point de vue des personnes concernées ainsi que le sens donné aux événements, situations et actions mises en avant dans les propos.

Pour cette phase d'enquête, l'accès aux enquêtés a été facilité par mon informatrice qui m'a aidée dans le choix des premiers enquêtés. Par la suite, j'ai suivi une logique d'interconnexions, à savoir que les premières rencontres ont facilité l'accès aux enquêtés suivants.

Ces deux premiers mois d'enquête ont permis la réalisation de treize entretiens individuels, dont un entretien réunissant deux personnes, et un entretien collectif regroupant dix personnes au total. Pour ces entretiens, les thématiques abordées concernaient l'expérience du déplacement, souvent guidée par une première question ouverte de type : « Racontez-moi comment s'est passée l'inondation de 2010 ». Ce qui a permis aux enquêtés d'organiser et hiérarchiser leurs propos et présenter leur récit selon leur vécu du phénomène. Au total, 23 personnes étaient concernées directement par le déplacement et une seule avait participé à posteriori, en soutien à la population.

En ce qui concerne la réalisation spécifique de l'entretien de groupe n°1, l'objectif, fixé à l'issue des premiers entretiens ouvrant une piste nouvelle à explorer, était de comprendre le vécu des personnes doublement « déplacées » pour établir les analogies et divergences entre les différents types de déplacements. Pour cette raison, cet échange a réuni des personnes déplacées du conflit résidant à Campo de la Cruz. Pour l'organisation de cet entretien, je me suis appuyée sur une femme représentante des personnes déplacées rencontrée par l'intermédiaire de mon informatrice, qui a, à son tour, effectué le choix des participants constitué autour d'autres femmes déplacées.

Phase N°2

Suivant la logique de la MTE, à la fin de la première phase d'enquête plusieurs voies de construction théorique se dessinaient pour la compréhension du phénomène à l'étude. En ce sens, j'ai fait le choix d'explorer l'une des voies possibles ce qui m'a amenée à concentrer la deuxième phase de l'enquête auprès des membres de deux églises évangéliques pentecôtistes de la commune, l'église Pentecostal Unida de Colombia (PUC) et l'église Fuente de Provisión (FP)³⁶. L'objectif qui a guidé cette phase, menée en avril 2015, était de questionner la place du religieux dans l'expérience du déplacement, en partant de l'idée que celui-ci pouvait constituer une manifestation possible d'une dimension symbolique de cette expérience³⁷.

³⁶ Pour une présentation de ce terrain « provisoire » d'enquête ainsi que des conditions d'accès à ce terrain, se référer à l'annexe n°4 « Enquêter dans les églises » présenté en fin du manuscrit.

³⁷ Ce questionnement sera développé dans l'exposé de nos résultats présentés dans le chapitre 3.

Lors de ce mois d'enquête, j'ai réalisé quatre entretiens individuels « ciblés », dont un en présence de deux enquêtés, auprès des leaders spirituels spécifiquement évangélistes. Au total, trois des enquêtés étaient concernés directement par le déplacement, les deux autres ayant participé *à posteriori*, pour aider la population. De ce fait, je les ai inclus et considérés comme faisant partie intégrale de mon échantillon théorique. L'accès aux participants a suivi une logique analogue à celle de la première phase d'enquête, à savoir, je me suis appuyée dans un premier temps sur mon informatrice pour avoir accès aux premiers enquêtés qui m'ont ensuite orientée vers les derniers. Outre les entretiens avec les leaders évangéliques, j'ai souhaité élargir les entretiens au leader spirituel de l'église catholique ayant été présent au moment de l'inondation³⁸, mais en raison de difficultés logistiques l'accès à cette personne n'a pas été possible.

Pour ce cycle d'entretiens ciblés, le guide d'entretien initial a « évolué », portant une attention particulière à la dimension pouvant être associée à des croyances religieuses du groupe, tout en gardant les thématiques ouvertes autour du déplacement. Permettant ainsi aux enquêtés de « choisir » les sujets à aborder en priorité et l'importance accordée à chacune des thématiques.

En parallèle aux entretiens, j'ai mené des observations au sein de deux églises, en particulier des cultes et manifestations religieuses. L'accès aux églises a été facilité directement par les leaders religieux rencontrés au préalable, ainsi que par mon informatrice, étant elle-même membre active dans l'une des églises. En parallèle à ces observations ciblées, j'ai participé à des réunions des membres de l'église catholique du village à deux occasions, dont l'accès a été facilité par d'autres enquêtés. L'objectif de ces observations complémentaires étant de comprendre les relations entre les deux groupes, les dominants catholiques et les minorités évangéliques³⁹ afin d'avoir une vue d'ensemble des croyances religieuses dans la commune.

Phase N°3

³⁸ Au moment de la réalisation de cette enquête, dans ses différentes phases, le leader spirituel de l'église catholique présent était arrivé au village longtemps après l'inondation et le déplacement. Raison pour laquelle, j'avais essayé de prendre contact avec le leader qui était sur place pendant l'inondation, sans succès. Ce dernier habitait dans une commune voisine et les tentatives de prise de contact par téléphone se sont avérées infructueuses. Pendant la phase n°1, j'ai tout de même pu réaliser un entretien auprès du leader de l'église catholique présent dans les moments qui ont suivi le retour de la population et en raison de sa participation active dans les étapes de reconstruction du village, j'ai considéré son témoignage comme faisant partie de mon échantillon théorique.

³⁹ Au village, la population est majoritairement de confession catholique, bien que la présence de nouvelles minorités non catholiques soit mentionnée dans les rapports institutionnels et les documents d'histoire locale. Pour des informations relatives à la religion et aux traditions religieuses, il est utile de consulter Hereira (2004).

Finally, the survey was followed by a last phase, composed of two stays of fifteen days each, as well as a period of data collection and follow-up of the survey « at distance ». This phase was carried out from November 2017, date of resumption of the thesis after two years of sabbatical⁴⁰. The objective of this phase of data collection was to verify the « relative » theoretical saturation (Plouffe et Guillemette, 2012) to which I had arrived during the analysis of the material collected during the two first phases of the survey.

To carry out this last phase of survey, I chose to carry out two individual interviews during the first of the stays, in November 2017, then two group interviews in April 2018. These latter having gathered nine and seven people each⁴¹. The individual interviews were carried out with a religious leader and a resident, local historian, with the aim of broadening my understanding, respectively, of the influence of the religious phenomenon in the village and of the local historical context. The participants in the discussion groups were in majority members of the two evangelical churches mentioned previously, chosen in part by my informant, as well as by the leaders of the churches concerned⁴². The choice to turn again towards the churches at this moment of the survey responds to a willingness to bring more precision to questions that remained in suspense, notably the question of beliefs and of the explanation of events by religion in this total experience of displacement. For this reason, the themes addressed during the group interviews concerned as well general aspects as more specific ones to religion.

Finally, the period of survey at distance concerned the realization of three individual short and recorded interviews, followed by numerous exchanges with my different « allies » up to the moment of the writing of the manuscript. These exchanges were assured notably by the intermediary of instant messaging, privileged means of surveyors for communication at distance, as this has been mentioned in the section relative to « informants ».

At the end of the three phases of survey, the theoretical sample was composed of 26 non-evangelical people and 19 people belonging to one of the churches mentioned in the study. Porting to 45 the total number of surveyors. In this group, 17 participants have the status of

⁴⁰ Entre fin 2015 et fin 2016, j'ai bénéficié d'une année de césure accordée par l'école doctorale, suivie d'une année de congé maternité prise à mon compte et au cours de laquelle j'ai fait un suivi « passif » de la recherche sans pouvoir me rendre sur mon terrain.

⁴¹ Parmi les sept personnes présentes lors de l'entretien de groupe n°3, deux étaient des alliés de l'enquête ayant facilité l'organisation de l'échange.

⁴² Pour l'un des entretiens de groupe auprès des membres de l'une des églises, les organisateurs ont accepté la présence d'une personne en dehors du groupe.

personne déplacée interne⁴³. Parmi les 45 enquêtés, 40 ont vécu directement le déplacement associé à l'inondation en tant que « déplacés », tandis que les cinq autres ont participé de manière indirecte, en assistant la population *a posteriori* de l'événement de l'inondation. Finalement, cet échantillon a comporté 31 femmes et quatorze hommes au total. Outre ces éléments, l'ensemble de l'échantillon présente une certaine hétérogénéité dans les caractéristiques sociales et trajectoires des enquêtés, que j'ai regroupé dans les annexes n°4 et n°5 qui figurent en fin du manuscrit, ce qui confirme que notre choix d'échantillonnage exclut toute forme de représentativité statistique, comme nous l'avons suggéré antérieurement.

La collecte des données secondaires

Une partie du temps de l'enquête a été consacrée à la collecte de données statistiques et d'autres documents institutionnels ou historiques me permettant d'élargir mes connaissances du cadre historique, géographique et culturel de la zone d'étude. L'objectif spécifique étant, d'une part, de préparer l'enquête de terrain et, d'autre part, d'avoir une meilleure compréhension générale des thématiques associées à mon objet de recherche, notamment sur la gestion du risque et des catastrophes, sur la dynamique du déplacement forcé dans le pays ainsi que sur la place du phénomène religieux dans la commune⁴⁴.

Plus précisément, j'ai réalisé des allers-retours fréquents au sein de la Mairie de Campo de la Cruz, mais aussi dans les bureaux du Gouvernorat à Barranquilla, consulté les principaux rapports institutionnels locaux disponibles en ligne ainsi que la presse locale au niveau de la commune et du département. Finalement, j'ai eu des échanges avec deux employées du bureau de la gestion des catastrophes dans le département suite à quoi j'ai pu apporter des précisions à certaines informations données par les enquêtés concernant la réponse institutionnelle de la catastrophe et du déplacement.

2.2.2 Analyse des données : les étapes du processus de codage

⁴³ Parmi ce nombre de personnes « déplacées » du conflit, dix d'entre elles ont été directement choisies en raison de leur double déplacement, comme expliqué dans le sous-chapitre 2.2. Les sept autres personnes concernées dans ce groupe ont révélé leur statut en cours d'entretien.

⁴⁴ Le phénomène de l'arrivée de l'évangélisme dans la commune est relativement récent et très peu de données officielles ont été trouvées à ce sujet. Pendant la troisième phase de l'enquête, je me suis rapprochée des instances administratives de la commune et du département pour avoir plus d'informations sur les différents cultes et dénominations religieuses, sans succès. Se référer au sous-chapitre 2.3 pour un complément d'informations sur ces difficultés, ainsi qu'à l'annexe n°4 « Enquêter dans les églises » qui figure en fin du manuscrit.

Dans cette recherche, je me suis appuyée sur le processus d'analyse prôné par la MTE présenté dans le sous-chapitre 2.1, que j'ai adapté aux besoins et contraintes spécifiques à cette enquête. Partant d'une problématique et question de recherche ouvertes, le travail d'analyse des données recueillies a suivi une logique circulaire, alternant les moments de collecte de données et d'analyse.

En ce qui concerne les données primaires, nous retrouvons les entretiens individuels et de groupe, ainsi que les notes du journal de terrain. Dans un premier temps, j'ai procédé à la transcription intégrale et en langue locale des entretiens, à la fin de chacune des phases de collecte de données. Pour la troisième phase, qui a été menée au cours de deux séjours de terrain distincts, les transcriptions ont été réalisées à la fin de chacun des séjours. Concernant les notes de terrain, celles-ci ont été rédigées soit en langue locale, soit en français. J'ai fait le choix de les traiter telles qu'elles ont été obtenues à l'origine.

Tableau n°4⁴⁵
Illustration du travail de codification des données par entretien

Codage sélectif (deuxième degré)	Codage sélectif (premier degré)	Codage ouvert Ligne par ligne
Sous-estimer le danger	<i>Ignorer l'alerte</i> <i>Expérience préalable</i> <i>Sous-estimer le danger</i> <i>Faire des prédictions incertaines</i>	<i>Etre en alerte</i> <i>Avoir souffert d'autres inondations</i> <i>Avoir une connaissance préalable</i> <i>Cumuler de l'expérience</i> <i>Etre pris au dépourvu</i> <i>Sous-estimer le danger</i> <i>Faire des prédictions incertaines</i>
Déracinement matériel	<i>Tout abandonner</i> <i>Mesurer les pertes matérielles</i> <i>Etre dépassée par l'événement</i>	<i>Tout abandonner</i> <i>Ne rien prendre avec soi</i> <i>Voir tout disparaître</i> <i>Se confronter aux faits</i> <i>Constater les dégâts</i> <i>Constater l'ampleur des dégâts</i> <i>Anticiper l'ampleur de la tâche de reconstruction</i>
Se retirer de la vie sociale	<i>Isolement social</i> <i>Etre stigmatisée</i> <i>Se retirer de la vie sociale</i>	<i>Etre rejeté</i> <i>Se faire rejeter</i> <i>Mal vivre</i> <i>Se sentir maltraité</i> <i>Faire face aux critiques</i> <i>Se mettre à l'écart</i>
Devenir dépendant	<i>Devenir dépendant</i> <i>Perte de stabilité</i>	<i>Dépendre de l'entraide</i> <i>Constater le déclin des aides</i> <i>Subir les effets du déclin des aides</i> <i>Ne pas avoir de stabilité</i> <i>Sentir la différence</i>
Détresse émotionnelle	<i>Se sentir abandonné</i> <i>Etre exclue</i>	<i>Avoir un sentiment d'abandon</i> <i>Se sentir abandonné</i> <i>Avoir été mise de côté</i> <i>Ne pas se sentir privilégié</i> <i>Sentir l'injustice</i> <i>Avoir été pillée</i>
Eclatement social	<i>Futur incertain</i> <i>Eclatement du groupe</i>	<i>S'aventurer dans l'inconnu</i> <i>Se séparer de la famille</i>

De manière spécifique, les entretiens individuels et collectifs ont subi trois niveaux de traitement distinct, comme l'illustre le tableau n°4, qui permet d'apprécier de manière plus

⁴⁵ Le dessin de ce tableau a été inspiré de l'un des outils d'analyse de données développés par Gina Escobar dans le cadre de sa recherche doctorale en Développement International menée à l'Université de Vienne. Sa thèse adopte également une approche constructiviste de la méthodologie de théorisation enracinée (thèse en cours de rédaction).

détaillée les étapes d'analyse dans le cadre de l'application de la MTE, selon le schéma « Processus d'application de la démarche de la MTE » présenté dans le sous-chapitre 2.1.

A la fin de la première phase d'enquête, une première étape a concerné le travail de « codage ouvert » qui a consisté en une codification « ligne par ligne ». L'objectif étant de rester au plus près des propos des enquêtés, ce qui m'a permis de dégager le sens et les significations de ce que les participants « disent » implicitement et explicitement (Charmaz, 2006). Ainsi, j'ai eu recours à l'élaboration de codes libres et de codes « in vivo », c'est-à-dire, en gardant les termes employés par les enquêtés lorsque le ou les mots en question revêtaient une importance particulière dans le récit. Cette codification ouverte a été particulièrement utile pour comprendre les moments de ruptures et les continuités dans les propos, et surtout, pour faire émerger les premières caractéristiques du phénomène.

A la suite de la première étape de codage, un premier regroupement de données a été effectué à partir des « codes sélectifs » à deux degrés de regroupement. Dans un premier degré, j'ai relié les codes associés à une même idée. Dans un deuxième degré, j'ai procédé à une réduction des codes à partir de la comparaison entre les codes issus du premier degré de sélection. Afin de comparer les codes j'ai procédé de deux manières : à l'intérieur du même entretien et entre les codes similaires dans différents entretiens, comme l'illustre le tableau n°5.

Tableau n°5
Illustration de la comparaison des codes sélectifs entre différents entretiens

Comparaison entre codes de différents entretiens		
Code relatif à : Séparation		
Légende: E > entretien		
E2	Résistance au déracinement	<i>Fort attachement Résister au départ</i>
E4	La fin d'une vie	<i>La fin d'une vie Anticipation des conséquences Perte de stabilité</i>
E6	Un détachement forcé	<i>Vivre la fatalité Faire face à l'inattendu Se déconnecter de son passé</i>
E7	Perdre "sa vie"	<i>Pertes totales</i>
E11	Voir sa vie s'écrouler	<i>Confusion Voir sa "vie" s'écrouler"</i>
E12	Perdre son point d'attache	<i>Se faire piéger Prioriser les besoins Perdre son point d'attache</i>

Ce deuxième niveau de codage sélectif m'a permis de continuer vers l'étape de classification et hiérarchisation des codes (Plouffe et Guillemette, 2012), autrement dit, vers la construction des « catégories » analytiques, à savoir, les « concepts » ou codes sélectifs pouvant expliquer le même phénomène (Corbin et Strauss, 1990) avec leurs principales caractéristiques.

Toujours dans une logique de comparaison des codes, j'ai prêté une attention particulière aux situations contrastées sans que cela ne modifie de manière importante les caractéristiques centrales des catégories émergentes.

Ce procédé m'a permis de définir une deuxième phase de collecte de données, à partir d'un échantillonnage théorique des enquêtés guidé par les catégories émergentes. J'ai reproduit la même opération d'analyse à la suite des phases de collecte des données suivantes.

L'étape de catégorisation lors des deuxièmes et troisièmes phases a consisté à faire évoluer les catégories ayant émergé dans la première phase, en précisant et affinant les principales caractéristiques de ces catégories.

Les observations consignées dans le journal de bord, quant à elles, ont fait l'objet d'une codification par segments de données et d'un seul degré de codage sélectif. Ces codes ont également fait l'objet de comparaisons avec les codes issus du traitement des entretiens individuels et collectifs.

En parallèle de ce travail de codage par étapes, j'ai eu recours à la rédaction de mémos descriptifs pour le premier niveau de codage sélectif et de mémos analytiques pour certains codes issus du deuxième niveau de codification sélective, comme le montre le schéma présenté dans le sous-chapitre 2.1. Dans le premier groupe de mémos, il s'agissait de dégager les caractéristiques principales de l'action ou de la situation relatée par l'enquête. Dans le deuxième, l'objectif était de débiter une réflexion sur le sens et les significations des caractéristiques du phénomène émergent ainsi que de formuler des interrogations permettant de guider l'analyse naissante, comme l'illustre l'encadré n°1. Le contenu des deux types de mémos a évolué au fil des analyses et de la rédaction du manuscrit.

Encadré n°1. Exemple de mémo

Code : « Prononcer le jugement et faire le nettoyage » 2015

Ce code « In vivo » fait référence à l'intervention d'ordre divin au travers d'une part, d'un « jugement », et d'autre part, un « nettoyage ». Première rédaction : 2015, ajusté en 2017 et 2018.

« **Prononcer le jugement et faire le nettoyage** » veut dire que le jour du jugement est arrivé

pour le village de Campo de la Cruz et qu'à partir de là, Dieu a lancé un avertissement parmi les fidèles qui suivront le « bon chemin » et ceux qui vont continuer comme avant.

Quelles sont les caractéristiques du processus ?

Le jugement est arrivé car il était nécessaire d'intervenir pour que les personnes prennent conscience de leur comportement. Le jugement est présenté comme une sorte d'épreuve visant à remettre les personnes sur la bonne voie. Le jugement prend donc la forme d'un châtiment. Dans ce cas, la population n'a aucune marge de manœuvre et n'a pas d'autre choix que d'accepter son sort, voire de se soumettre aux dispositions prévues par Dieu.

Le châtiment se manifeste à travers la catastrophe survenue - l'inondation - qui serait un avertissement pour le futur. La valeur symbolique de la souffrance vécue : les personnes cherchent un sens à cette souffrance - pourquoi cela nous est-il arrivé ? Cela nous mène à quoi d'avoir souffert ainsi ?

Le jugement peut ainsi faire référence à une situation dans laquelle la population - les enfants de Dieu - se retrouve sur le banc des accusés face à une autorité de nature divine qui rend son verdict - dont la sanction prononcée serait l'inondation - alors que la population n'a pas eu le droit à un procès. Une autre possibilité consiste à penser que le procès en question a été fait lors de différentes évangélisations et que les personnes n'ont pas écouté. Cela dit, tout cela renvoie à un schéma d'interprétation du monde de la part des croyants. D'une part, en ce qui concerne les péchés - il y a vraiment de mauvais comportements au village ? D'autre part, en ce qui concerne les types de punition des mauvais comportements - le châtiment de Dieu serait bien supérieur et efficace que les lois « humaines » pour rétablir l'ordre après l'inondation.

Ce verdict est présenté par les « serviteurs de Dieu » comme un acte de clémence car le châtiment opère comme un « nettoyeur ». Cela peut être interprété dans un double sens: d'une part, l'eau de l'inondation agirait comme un purificateur des péchés, donnant ainsi aux enfants de Dieu l'opportunité de recommencer une vie nouvelle. Cela serait donc comme une sorte de pardon. Dans ce cas, l'application du châtiment était nécessaire pour que les personnes prennent conscience de la gravité de leur comportement et de la nécessité de changer pour que cela ne se reproduise plus.

D'autre part, nous pouvons interpréter cela comme un *tri* d'ordre divin pour punir ceux qui ne suivent pas les préceptes divins et récompenser - après la catastrophe - ceux qui les respectent. On retrouve ici la dualité punition-récompense. La catastrophe est comprise à travers ce mécanisme.

Est-ce que les personnes qui ont été le plus affectées par l'inondation ressentent la catastrophe comme un châtiment d'ordre « supérieur » détaché de la cause climatique ? Cette explication a un sens pour les personnes appartenant à l'Église évangéliste.

Est-ce qu'il y a des personnes qui pensent avoir été récompensées grâce à la catastrophe ? Certaines personnes voient la catastrophe comme une opportunité pour « s'accommoder », c'est-à-dire pour ajuster son comportement et recommencer une nouvelle vie libre de péchés.

Finalement, cette codification a été accompagnée d'une mise à jour, au cours des différents moments de l'analyse, des connaissances antérieures relatives à la problématique spécifique à cette recherche (Guillemette, 2006) et des lectures mentionnées dans le sous-chapitre 2.2 relative aux données secondaires.

Comme cela été mentionné dans les sections précédentes, la démarche circulaire spécifique de la MTE a guidé l'évolution des phases de l'enquête tant dans les modalités et type de

collecte de données que dans les étapes du développement des catégories d'analyse. Permettant d'une part, de faire évoluer l'échantillonnage des enquêtés ainsi que les thématiques à aborder dans les entretiens et matériaux collectés dans la phase d'enquête suivante, et d'autre part, de répondre aux questions posées pour cette étude. Ce qui m'a conduit à l'étape de « relative » saturation théorique. Le sens que j'ai donné à cette manière de concevoir la fin de l'enquête, est celui suggéré par les auteurs de la MTE qui considèrent la phase de saturation théorique comme étant « souple », dont la souplesse relative est jugée par l'enquêteur selon son appréciation de la qualité et richesse des résultats obtenus, ainsi que des considérations logistiques ou matérielles associées aux possibilités d'accéder à son terrain et à la population enquêtée (Charmaz, 2006 ; Plouffe et Guillemette, 2012). Après cette dernière phase, j'ai procédé à l'intégration des analyses dont le contenu est présenté dans les chapitres suivants du présent manuscrit. Il prend la forme d'une présentation des résultats qui constituent des catégories descriptives autour des principales dimensions du processus de déplacement, suivie d'une discussion présentant les catégories d'analyse avec leurs principales caractéristiques.

2.3 Les défis d'un terrain complexe

Au cours de l'enquête, le choix fut établi de distinguer les limites d'ordre méthodologique, que nous présenterons ultérieurement, des défis spécifiques liés au déroulement de l'enquête de terrain que nous avons considéré comme des éléments de construction et d'ajustement de celle-ci, telle que nous l'avons développé jusqu'à présent. L'objectif de ce sous-chapitre est de présenter ces défis qui relèvent notamment de l'accès au terrain et aux participants à différents moments, ainsi que des conditions de réalisation des entretiens et l'accès à une partie des données secondaires qui ont permis la préparation de notre enquête. Plus précisément :

Accès au terrain : Si bien l'accès au village de Campo de la Cruz a été relativement aisé, celui des églises en tant que terrain ciblé à un moment de l'enquête s'est révélé particulièrement limité. Cela, en raison des contraintes personnelles qui m'ont empêché de donner une continuité à ma présence sur ce terrain après la fin de la deuxième phase d'enquête. De ce fait, j'ai été contraint de négocier un accès ultérieur aux églises à travers des échanges téléphoniques avec un des leaders religieux, stratégie qui n'a pas abouti. Au lieu de garder la voie ouverte, celle-ci s'est brusquement fermée en raison de la méfiance suscitée par mon absence sur le terrain et mes réponses à certaines sollicitations. D'autre part, lors du moment de la reprise de la recherche, notamment au cours des deux séjours de terrain, les contraintes matérielles et logistiques pour y assurer une présence continue sur le terrain ont été des éléments ayant limité fortement un accès plus large aux églises et de continuer à explorer la piste théorique autour de la dimension spirituelle de manière plus approfondie.

Accès aux enquêtés : toujours dans le cadre du terrain ciblé des églises, les observations menées lors de la deuxième phase de l'enquête ne m'ont pas permis d'approcher aisément les fidèles, en raison de la présence, voire, l'omniprésence des leaders des églises pendant les différents moments associés à ma présence. Pour cette raison, j'avais fait le choix de réaliser des entretiens de groupe afin de susciter une parole plus « libre ». Toutefois, la présence - à leur demande - des leaders religieux ou des membres influents des églises lors de ces échanges a probablement eu un effet sur la parole des participants qui ont souvent aligné leur récit sur les discours dominants.

Conditions de réalisation des entretiens : en raison de la chaleur et de l'humidité propres aux conditions climatiques du village, les enquêtés ont souvent demandé de mener les entretiens à l'extérieur des logements ou près d'une fenêtre, ce qui a provoqué, à plusieurs reprises, des

interférences venant de l'extérieur, notamment le son de la musique ou le bruit de la circulation, gênant par moments la qualité des échanges. De la même manière, ces interférences externes ont gêné à plusieurs reprises la transcription des entretiens, rendant ce processus plus long et complexe. D'autant plus que, en dépit de ma maîtrise de la langue locale, le « vocabulaire de base des enquêtés » (Beaud et Weber, 2010) présentait des spécificités qui rendaient parfois complexe une restitution fidèle du sens donné par les enquêtés à leurs propos.

Finalement, la présence des tiers ou de « curieux » lors de deux entretiens a gêné les enquêtés. Dans un premier cas, c'est l'arrivée à l'improviste de la famille de l'enquêté qui l'a mis mal à l'aise, et il a préféré mettre fin à l'entretien de manière anticipée. Dans un deuxième cas, il s'agissait d'échanges « animés » entre l'enquêté et ses voisins venus se joindre à la discussion qui ont interrompu à plusieurs reprises l'entretien. Cependant, les échanges en question concernaient l'expérience de l'inondation et du déplacement, et de ce fait je les ai considérés comme partie intégrante de l'entretien. En plus d'être des éléments précieux de compréhension des logiques et rapports de voisinage.

Accès aux données : finalement, en ce qui concerne l'accès aux données secondaires en lien avec l'enquête, il a été particulièrement laborieux d'obtenir l'accès à des documents officiels concernant l'inondation et le déplacement. En dépit de mes demandes auprès des membres des bureaux de gestion des catastrophes au niveau de la commune et du département, les changements d'administrations en cours d'enquête, et donc des personnes ressources au sein des bureaux, ont été des obstacles bureaucratiques pour le recueil de ce type d'informations. Suivant la même logique, j'ai essayé d'accéder aux documents officiels concernant l'établissement des églises et différents lieux de culte au sein du village. Cependant, ce type de document s'est révélé inexistant, ce qui m'a conduit à m'appuyer sur mes informateurs afin d'obtenir des informations complémentaires.





PARTIE II

PRÉLUDE DU DÉPLACEMENT⁴⁶

Le 27 novembre 2010, une pluie fine tombe sur Campo de la Cruz. Depuis le mois d'août, il pleut presque sans interruption. Les médias nationaux et locaux parlent d'une *Ola Invernal* sans précédent dans tout le pays. A cette date, plus d'un million de personnes ont déjà été affectées notamment par des inondations et des glissements de terrain. Dans certaines zones du pays, la probabilité d'une inondation augmente au rythme de la montée du niveau des fleuves. Pas très rassurant pour les *camperos* qui, depuis quelques semaines, sont plongés dans l'anxiété, menacés par un débordement du Canal del Dique et par une crue du fleuve Magdalena.

Toutefois, la plupart des villageois⁴⁷ essaient de s'adonner à leurs activités quotidiennes malgré la pluie qui tombe sur Campo de la Cruz. Ce matin-là, prise d'une inquiétude naissante, Shirley prépare le petit déjeuner de ses petites-filles, puis les installe à table pendant qu'elle sort pour discuter avec sa voisine, comme à son habitude. Ce jour-là, la discussion tourne naturellement autour des rumeurs d'une crue. La *señora* Soraya, quant à elle, se rend à l'épicerie du *cachaco* pour acheter un peu de fromage. Elle essaye d'éviter les immenses flaques d'eau qui se sont formées tout au long du chemin boueux qui la conduit jusqu'au centre du village⁴⁸.

Pendant ce temps, un groupe d'hommes part du côté du Canal, pour surveiller le niveau de l'eau. Ils arrivent en renfort de ceux qui se trouvent déjà à la tâche, pour essayer de construire un mur avec des sacs de sable et empêcher une éventuelle inondation. Ils font le pari que cela se passera sur le tronçon Santa Lucía-Villa Rosa, car c'est à cet endroit que la menace semble

⁴⁶ Ce préluce de type ethnographique a été rédigé sous forme de reconstitution des faits de l'inondation de Campo de la Cruz, en 2010, à partir de certains récits des enquêtés de cette recherche. La chronologie de l'événement se base sur les éléments donnés par les enquêtés au cours des entretiens et discussions informelles consignés dans le carnet de notes de terrain. Ce préluce constitue autant une introduction à l'expérience des enquêtés autour de la catastrophe ayant déclenché le déplacement, dont il est question dans cette recherche, qu'une introduction aux résultats qui seront développés dans le chapitre 3 « Résultats de l'enquête ».

⁴⁷ Les mots « villageois » et « habitants » sont indistinctement utilisés pour faire référence aux enquêtés de Campo de la Cruz. Les enquêtés se sont souvent identifiés par le terme *lugareño* que l'on peut traduire en français par le mot « villageois ». Mais inversement, il est à noter que le mot « villageois » traduit en espagnol peut avoir une connotation péjorative selon le contexte dans lequel il est utilisé. Le mot *campero* sera également utilisé, il est l'un des noms donnés aux personnes originaires de Campo de la Cruz, tout comme *campocrucenses*. Nous avons retenu notamment le premier dans le cadre de cette recherche, car il s'agit du nom le plus utilisé par les enquêtés.

⁴⁸ Le mot *pueblo*, qui signifie « village » est utilisé par les enquêtés pour désigner leur lieu de vie. Campo de la Cruz est une des 1 103 communes colombiennes, ce qui correspond au deuxième niveau de division administrative en Colombie, après le département. En Colombie, le mot *pueblo* est utilisé de manière colloquiale, au-delà des significations culturelles spécifiques, pour désigner les zones non urbaines, par opposition aux villes capitales des départements.

la plus sérieuse. Pour témoigner des efforts incommensurables de ces héros anonymes, des passants filment la scène. Pour sa part, Rómulo, après avoir terminé de diffuser son programme de radio matinal, envoie des motards pour le tenir informé de ce qu'il se passe : « je leur ai demandé de me dire la vérité pour pouvoir l'annoncer à la communauté à travers la radio locale⁴⁹ », dit-il.

La pluie ne cesse toujours pas. Le 28 novembre, à Campo de la Cruz, le curé fait sonner les cloches de l'église. Il anticipe l'urgence à venir. La préoccupation parmi les *camperos* est grandissante. Toutefois la plupart d'entre eux ne croient pas à une inondation venant du Canal. Ils pensent plus probable d'être inondé par le fleuve comme ce fut le cas dans le passé ; alors ils surveillent aussi le niveau du Magdalena. Graciela essaie de garder son calme. Elle est assise devant sa fenêtre et regarde les passants qui se dépêchent d'arriver à leur destination. Son mari, agriculteur, se trouve dans leur *finquita* située dans les environs. Il est parti tôt ce matin-là pour tenter de mettre leurs animaux à l'abri, mais pour le moment il n'a pas trouvé de camion pour les transporter.

Le soir tombé, l'époux de Juanita a un pressentiment. Il regarde le ciel couvert depuis plusieurs jours et la pluie qui ne s'arrête toujours pas. Il sent que le village va être inondé et il décide de faire confiance à son intuition. Juanita est enceinte de huit mois. Il ne pourra pas se pardonner si quelque chose arrive à sa femme et son enfant à naître, alors il prend la décision de les envoyer dans un lieu plus sûr, tandis qu'il reste au village pour veiller sur leur maison.

Le 29 novembre, les hommes en charge de « surveiller » le Canal font une dernière tentative pour dresser un barrage. Dans le reste du pays, les urgences continuent de se multiplier et le nombre de personnes affectées ne cesse d'augmenter. Au village, les cloches de l'église retentissent tout au long de la journée. L'atmosphère devient pesante et les habitants sont de plus en plus angoissés. Pour autant, rien ne s'est encore passé et la vie doit continuer. Quelques habitants redoutent que cette tranquillité apparente soit trompeuse et quittent le village. Seuls les plus riches ont les moyens de s'offrir une telle décision.

Le 30 novembre, à 15 heures, tout bascule brusquement. Le Canal del Dique cède face à la pression des eaux et une brèche de plus de 200 mètres s'ouvre sur le tronçon Santa Lucía-Calamar. Tous les efforts des jours précédents auront été en grande partie inutiles, car les villageois se sont trompés d'endroit. La nouvelle de la rupture du Canal se répand rapidement

⁴⁹ L'ensemble d'extraits d'entretiens ont été renseignés en espagnol, langue des enquêtés, dans l'annexe n°1 « Extraits d'entretiens en version originale » figurant en fin du manuscrit.

dans tout le pays. La sœur de Rosalba l'appelle depuis la capitale pour prendre de ses nouvelles. L'eau s'approche lentement mais dangereusement du village, mais elle tente de la rassurer en lui disant que le village est encore « au sec ».

Lidia, habite dans un quartier plutôt calme. Dans la matinée elle avait remarqué une agitation inhabituelle, mais elle était loin de s'imaginer une catastrophe. Son fils était parti avec son petit-fils en moto, à quelques rues de là. Mais au bout de quelques heures, la cacophonie de klaxons et des sirènes l'a traumatisée. Elle a compris que quelque chose d'inhabituel était en train de se produire.

« Il [le Dique] était sur le point de déborder, du coup je suis partie à sa recherche [de son fils] avec un bâton, à ce moment-là j'ai paniqué. Je suis partie en courant derrière lui à sa recherche [son fils]. Quand je suis arrivé là-bas, là où passent toutes les motos, [je] lui dis :

- Reinaldo, que se passe-t-il là-bas ?
- Rien maman, vous ne voyez que le mal.
- Je lui dis : il s'est passé quelque chose là-bas !!!

Au moment même où je suis arrivée avec mon petit-fils, le Canal a éclaté, le Canal a éclaté ! Et ce fut l'agitation, et les voitures ont continué à klaxonner, et les ambulances et tout ça. »

Les héros locaux décident de se rendre sur place pour apporter leur « grain de sable ». Ubaldo l'explique, il s'agit littéralement d'aider à jeter des sacs de sable pour colmater l'ouverture qui ne cesse de s'agrandir. Mais, des soldats les empêchent de continuer, comme s'ils essayaient de cacher quelque chose. Rómulo, qui se rend sur les lieux immédiatement après la rupture du Canal, fait partie de ceux qui le pense. Pour lui, ce qu'il se passe est tellement « grand », qu'il est presque sûr que des mains criminelles sont en cause. La présence des soldats renforce ses soupçons, même si quelques heures plus tard, il ne pense plus à cela. Ainsi, il reste encore pendant un moment et observe le déroulement de la scène délirante.

« On aurait dit que le sol était comme du beurre, cela [la brèche] devenait de plus en plus grand, c'était une chose...impressionnante ! Et quand j'ai vu la puissance du torrent avec une brèche de 300 mètres, je me suis dit : il n'y a pas des machines ou de puissance humaine capable d'arrêter toute cette eau », raconte Rómulo.

Finalement, au lieu de semer la panique en alertant la population, il décide de quitter le village. Il espère que son attitude va inspirer les autres à faire de même. Le maire du village aussi, part à ce moment-là pour ne plus revenir. Les villageois sont laissés à leur sort. Les zones rurales sont les premières à être inondées.

Photo n°1



« La rupture »

Image aérienne de la rupture du Canal del Dique sur le tronçon de la route Santa Lucía-Calamar le 30 novembre 2010.

Photo : Revista Semana .

50

« Heureusement, le curé a mis ses bottes, et s'est mis sur le front pour aider la population. Celui qui a eu la volonté d'aider a été le curé » - explique Ubaldo avec une certaine amertume. « Il a pris la place du Maire qui nous a abandonné » ajoute-il.

Le 1er décembre au matin, les eaux du Canal commencent lentement à rentrer à Campo de la Cruz. Les habitants essaient d'arrêter la progression de l'eau en creusant des tranchées le long des rues principales à l'aide d'une machine. Mais à chaque nouvelle tentative, les murailles de terre s'écroulent à cause de l'humidité et des pluies diluviennes qui s'abattent sur la zone de temps à autre dans la journée. La normalité du quotidien s'arrête pour céder la place à l'angoisse et à l'incertitude. D'autres habitants tentent de bâtir des murs de retenue à l'aide de briques, mais rien n'y fait, et l'eau pénètre de tous les côtés. Les premiers touchés par l'inondation sont les quartiers Tabardillo, Carretico ou encore El Carmen⁵¹, où l'eau commence à envahir les rues et les maisons.

Regina, qui est habituée à faire face aux catastrophes, ne croit pas à une inondation. Elle est « presque » sûre que l'eau n'arrivera pas jusque chez elle, mais par précaution, elle construit

⁵⁰ Revista Semana « Canal del Dique, la emergencia día a día ». Galería, 07.01.2011. Consulté en ligne le 10.05.2020. <https://www.semana.com/on-line/galeria/canal-del-dique-emergencia-dia-dia/269242-3>.

⁵¹ Il s'agit de quelques noms parmi les 23 quartiers qui composent la commune, mentionnés par les enquêtés lors des échanges autour de l'inondation. Pour une liste complète des quartiers, se référer au document : « Plan de Desarrollo de Campo de la Cruz 2016-2019 », p. 1-23. Alcaldía de Campo de la Cruz, 2016.

une petite tranchée. Toutefois, ce 1^{er} décembre, pendant la nuit, elle change d'avis lorsqu'un voisin frappe violemment à sa porte.

- « Regina !!
 - Je lui ai répondu : quoi ?!!
 - Il m'a dit : 'euh... lève-toi nous allons nous noyer'!
- Mais mes nerfs ont lâché. Et je suis allée aux toilettes et je me suis recouchée à nouveau puisque j'ai vu qu'il n'y avait rien. Mon autre fille me dit à ce moment-là :
- Allez, descends, l'eau est déjà à la porte.
- Quand je me suis, [elle reformule], je me suis levée tout de suite et l'eau m'arrivait aux pieds. Comme j'avais déjà vécu la crue, celle du Piñón j'ai dit à mes filles :
On s'en va!!! »

En pleine nuit, elle commence à réunir quelques affaires et les met sur une petite brouette et, aidée par ses filles, elle prend le chemin du départ. Mais, arrivée sur la route principale, elle se met à pleurer. Ses filles pleurent aussi. Elles viennent de réaliser qu'elles n'ont nulle part où aller. Tant pis, le départ attendra le lendemain. Et elles retournent au village pour attendre les premières lueurs du jour.

Malgré l'agitation grandissante, certaines personnes continuent leur vie dans une certaine insouciance, préférant se retrancher chez elles. Elsy va en faire l'amère expérience lorsqu'elle part chercher de l'aide auprès de son voisin.

- « Un de mes voisins m'a claqué la porte à la figure. On entendait l'ambulance, les klaxons et vers minuit, je suis allée lui demander du secours.
- Toc, toc, toc [on frappe à la porte]. Monsieur Paco, Monsieur Paco, levez-vous !
- Quoi maintenant ?
- Regardez, il [le Dique] a déjà éclaté !

Et boum ! Il m'a fermé la porte et il est parti. Il m'a fermé la porte, Monsieur Paco m'a claqué la porte. »

Le 2 décembre, l'eau continue sa progression et les parties basses du village sont déjà à moitié inondées. Regina a réussi à trouver un moyen de transport pour partir, tandis que *la señora* Soraya regarde soucieuse les tourbillons formés par le courant de l'eau qui entre dans sa maison. Elle essaie, tant bien que mal, de sortir quelques *chismes* pour les prendre avec elle, en les laissant sur une ruelle à quelques mètres de sa maison. Mais, lorsqu'elle revient pour poser d'autres affaires, les autres ont déjà disparu, emportés par l'eau. Son fils, voyant les efforts vains de sa mère, la supplie, en larmes, de « laisser tomber » et de partir le plus vite possible.

- « Maman, sortez de la maison c'est trop tard !!!

- Je lui ai dit : je sors là, je sors. »

Alors, elle part en hâte, sans rien d'autre que son sac à main et quelques vêtements qu'elle met dans un sac en plastique, en se disant : « c'est pas juste ! Ce village était tout pour moi ». Comme si elle se doutait que le retour ne serait pas pour tout de suite.

Au même moment, Rosalba ne veut pas laisser ses poules qui constituent son gagne-pain, et essaie de trouver par tous les moyens une voiture pour les transporter. Elle tente sa chance en allant à l'école où plusieurs personnes attendent qu'on vienne les chercher, mais en arrivant elle remarque que l'eau a commencé à entrer dans le bâtiment.

« Quand nous étions là-haut, à l'école, la religieuse nous a dit : il faut évacuer, il faut évacuer, il faut évacuer puisque l'eau est déjà là et qu'elle approche de manière très dangereuse. »

Les personnes commencent à sortir dans la rue. Au même moment, Ingrid se dépêche d'évacuer son petit-fils et de prendre quelques affaires, tout en alertant ses voisins qui n'avaient pas l'air de s'en soucier jusque-là.

- « Oh mon Dieu, le Canal a éclaté ! Je leur ai dit, alors ils ont mis leurs mains sur la tête et m'ont répondu :
- Mais, comment on va faire ? Allons-y, allons-y !! »

Pendant qu'elle et ses voisins s'appêtent à quitter leurs maisons, elle voit d'autres personnes qui partent en canoë avec quelques meubles. Ils ont la chance d'avoir les moyens pour payer le transport de quelques biens, d'autres ont réussi à vendre une partie de leurs moyens de subsistance pour pouvoir partir.

Pendant ce temps, Mercedes n'a pas encore pris la décision de partir. En réalité, elle n'a nulle part où aller. Vers minuit, elle entend des hurlements venant de la rue, des sirènes, et des pompiers annonçant un départ imminent. Trop tard pour elle...elle n'a pas le temps de sortir quoi que ce soit. Le lendemain, résignée, elle marche à contre-courant vers la sortie du village. Pendant ce court trajet, elle croise un défilé terrifiant d'animaux noyés.

« Et il y avait des poules déchiquetées, des porcs tout gonflés, qui flottaient autour de nous. Vous savez, c'était horrible, un vrai désastre. Je marchais à chaque fois sur des tripes de...de poule. Et les cochons verts [en décomposition] prêts à exploser, regardez, comme ça ! Ils passaient devant nous. »

Ce jour-là, beaucoup de personnes n'ont pas encore trouvé les moyens pour évacuer et sont installées dans l'église, située en partie haute du village, en attendant les secours. Shirley est de ces réfugiés. Elle assiste impuissante à la montée de l'eau. Elle observe le visage inquiet du curé, qui ne sait plus quoi faire pour protéger les rescapés. Vers 20h, une coupure

d'électricité sème la panique. L'obscurité ne permet pas de comprendre ce qu'il se passe dehors. Puis, un silence angoissant s'installe. Le seul bruit que Shirley entend est le chant des grillons et des crapauds. Elle se met à prier en attendant les secours qui mettent du temps à arriver.

Photo n°2



« Église sous l'eau »
Église de Campo de la Cruz pendant l'inondation, Décembre 2010.
Photo : César, informateur.

De l'autre côté du village, Carmen a peur. Elle réalise qu'elle a été « trop naïve » de penser qu'elle serait à l'abri d'une inondation. Des parents proches ayant vécu d'autres inondations à Campo de la Cruz lui avaient dit que « d'habitude » les inondations sont mineures, et que l'eau ne dépasse pas la hauteur des genoux. Alors, elle leur avait fait confiance et attendait, mais elle se rend maintenant compte que l'eau ne s'arrêtera pas à ses genoux.

Quant à Edilma, elle a déjà traversé des moments très douloureux, elle ne veut pas d'autre catastrophe dans sa vie. Être déplacée du conflit, est déjà assez difficile. Mais, l'inondation est là et elle se retrouve face à un choix unique, elle doit partir ou partir, encore une fois : « Mon Dieu, mais où allons-nous aller, nous n'avons nulle part où aller, où pourrions-nous aller !!! », se souvient-elle désespérée. Le 4 décembre, armée du même courage dont elle a fait preuve par le passé, elle sort de sa maison, située près du cimetière, en se disant que la vie a plus de valeur que tout le reste. Avant d'arriver sur la route, elle rencontre quelques obstacles effrayants.

« Les cercueils étaient sortis des tombes et flottaient. On trouvait les ossements des morts et on les remettait dans un sac pour les ramener plus tard au cimetière. »

Grâce à l'argent que sa cousine lui prête en toute urgence, elle paie une voiture et réussit ainsi à sauver quelques effets personnels.

Cette nuit-là, Idris tente désespérément de sauver quelques biens, aidée par sa fille. Mais son mari est resté immobile, les bras croisés, alors elle n'a pas d'autre choix que de l'insulter pour qu'il réagisse.

« Toi, malheureux ! Tu te prends pour qui ? Pour Uribe ou pour Santos,⁵² ou quoi ? Pourquoi tu ne m'aides pas ? »

Mais, sa fille peine à avancer au milieu de la boue et de l'eau. Elle est asthmatique et commence à étouffer, à tel point que Idris est obligée d'appeler les secours pour sauver la vie de sa fille, quitte à perdre tous ses biens.

Prostrés sur le toit de leur maison, certains « anciens » refusent de partir. C'est trop douloureux de quitter son village, et de toute manière, ils ne savent pas où ils pourraient bien aller. D'autres, en larmes, pleurent avec impuissance : « qu'est-ce que je fais, par où je commence ! ». Des vagues d'animaux, des canoës et des *Johnson* viennent heurter les fenêtres et les portes des maisons. Pour Rómulo, la situation a même un côté burlesque. C'est « drôle » de voir des chiens accrochés à de vieux pneus flottants, essayant de se sauver coûte que coûte, et d'autres grimper sur les toits des maisons, en attendant l'arrivée des secours. Selon lui, cela donne envie de rire, tellement la situation est absurde. Quant aux chats, ils ont été les premiers à partir pour ne plus jamais revenir.

Pendant les jours suivants, l'évacuation se poursuit dans le chaos. Le maître mot est la « débrouille ». Pendant la journée, les *camperos* naviguent dans les rues du village devenues des rivières, à la recherche de tout ce qu'ils pourraient sauver. Le soir, la plupart d'entre eux trouvent refuge au bord de la route en attendant d'être installés à l'abri ; d'autres sont déjà loin, dans des refuges de fortune ou chez des proches dans la ville ou les villages voisins. L'aide du gouvernement est lente et tardive. Quelques policiers aident sans relâche les habitants avec les moyens du bord. Ils mettent à disposition quelques *lanchas*, et par groupes, aident les familles à évacuer. Mais cela reste insuffisant. Il y a trop de dégâts, trop de personnes encore à évacuer. Toute la partie rurale de la commune est totalement submergée par les eaux et les pertes en terres et en animaux sont incommensurables.

⁵² L'enquêtée fait référence aux anciens présidents colombiens, Álvaro Uribe et Juan Manuel Santos.

Photo n°3



« Chiens sur le toit »
Des chiens attendent les secours sur les toits des maisons. Campo de la Cruz,
Décembre 2010.
Photo : César, informateur.

Les habitants s'entraident, en tout cas ceux qui ont la force d'aider les autres. Nubia en fait partie. Elle monte sur toutes sortes de véhicules pour négocier le coût des trajets avec les chauffeurs. Elle trouve injuste que certains tirent profit de la situation avec des prix exagérés, impossibles à payer pour la plupart des villageois. Inadmissible aussi, trouve-t-elle, que « les fripons » fassent des leurs, en volant les meubles mis à l'abri sur les toits, pendant que leurs propriétaires sont partis trouver refuge.

Le 7 décembre, l'eau atteint une hauteur de presque trois mètres dans le quartier El Piñoncito et d'autres zones. Pendant les jours suivants, des villageois comme Rómulo, reviennent pour aider les derniers habitants à évacuer. Le 11 décembre, aucune âme ne reste au village. Il se souvient de la désolation qui dominait le paysage.

« Pendant la nuit, ceci [le village] ressemblait à un décor de sorcières. Ici, les chiens hurlaient sur les toits et après six heures du soir, personne ne supportait la solitude dans laquelle se trouvait Campo de la Cruz. »

Le spectacle est consternant : l'inondation a transformé le village en un immense fleuve, effaçant toute trace du présent et emportant avec elle les rêves et les espoirs des villageois, comme le précise César. « Par miracle », l'inondation n'a fait aucune victime humaine, mais cette catastrophe entraîna d'une certaine manière la mort d'un village. Quant aux plus de 17

000 villageois, la catastrophe les a déplacés vers l'inconnu, avec leurs souvenirs, les seules choses que l'eau ne leur a pas pris, les laissant à leurs songes de retour et de reconstruction.



CHAPITRE 3

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Ce chapitre a pour objectif de présenter les résultats issus de notre enquête de terrain qui porte sur la manière dont les enquêtés construisent leur expérience du déplacement temporaire. Il présente différentes représentations de cette expérience en suivant la logique chronologique du processus de déplacement, à la manière dont les enquêtés organisent et présentent leurs récits. Nous avons structuré la présentation de nos résultats suivant la proposition de Plouffe et Guillemette (2012) qui distinguent, d'une part, « la réalité empirique des données », et d'autre part, « la compréhension de cette réalité » (p.109). De ce fait, chaque résultat est construit sous la forme d'une catégorie descriptive avec les données empiriques respectives, suivi d'une première réflexion ayant pour fonction « de permettre au lecteur de suivre la mise en cohérence progressive de la démarche de théorisation » (*Ibid.*), qui sera ensuite développée dans notre discussion générale autour des catégories d'analyse.

Ce chapitre se déroulera donc en 6 sous-chapitres qui correspondent aux principales catégories descriptives :

Dans le sous-chapitre 3.1, nous commencerons par exposer les considérations générales autour des territoires du déplacement occupés par les déplacés, que nous appellerons désormais « personnes en situation de déplacement temporaire (PSDT) »⁵³, et les trajectoires géographiques qu'elles ont empruntées. Ces éléments introductifs permettront une meilleure compréhension de l'interprétation des résultats portée par les cinq sous-chapitres suivants, qui présentent les cinq dimensions centrales de l'expérience de déplacement issues des récits formulés par les enquêtés au cours des différents entretiens individuels et collectifs, ainsi qu'au cours de discussions informelles et consignés dans notre journal de terrain.

⁵³ Dans ses travaux sur le déplacement interne, Pérez Martínez (2005) utilise la catégorie de « Population en Situation de Déplacement (PSD par ses sigles en espagnol et en français) » pour faire référence aux personnes ayant le statut de « déplacé » interne. Nous avons fait le choix d'emprunter cette catégorie en l'ajustant aux besoins de notre recherche, et d'utiliser la catégorie de « Personne en Situation de Déplacement Temporaire (PSDT) » pour deux raisons : la première, pour les distinguer des PSD ayant participé à cette enquête et que nous appellerons souvent « déplacés » selon le terme utilisé par les enquêtés concernés par cette situation ; la deuxième, pour mettre l'accent sur le caractère temporaire ou transitoire du déplacement qui a concerné les habitants de Campo de la Cruz, comme nous l'avons montré dans la description faite de notre terrain dans le sous-chapitre 1.2 et que nous montrerons tout au long de ce chapitre. Ainsi, nous ferons référence aux « PSDT » pour désigner la ou les personnes en situation de déplacement ayant participé à cette enquête, à savoir, les « enquêtés ».

Le sous-chapitre 3.2 portera spécifiquement sur la manière dont les habitants organisent les représentations autour du moment de quitter leur territoire suite à l'événement climatique extrême.

Dans le sous-chapitre 3.3, il sera question d'exposer les représentations qui émergent lorsque les PSDT occupent de nouveaux territoires et s'y installent. Notamment, ce sont les représentations autour du territoire et des acteurs partageant ces lieux qui seront interprétées.

Le sous-chapitre 3.4, traitera ensuite des représentations qui émergent autour de la nouvelle organisation des PSDT dans des espaces de placement spécifiques devenus des espaces de survie.

Le sous-chapitre 3.5 regroupera les représentations évoquées par les enquêtés au moment de concevoir l'expérience de retour au village d'origine, après plusieurs mois de déplacement.

Enfin, le sous-chapitre 3.6 présentera les représentations bâties autour de ce qui constitue l'expérience de la catastrophe, présentée par les enquêtés à partir de la notion « d'apprentissage ».

3.1 Considérations générales : territoires et lieux de déplacement

Le déplacement des personnes ayant participé à cette enquête se déroule autour de trois configurations des lieux différents. Dans un premier temps, il s'agit de « territoires de destination », entendus dans cette recherche comme étant les territoires occupés par les enquêtés de Campo de la Cruz à différents moments de la période de déplacement. Le territoire est présenté comme un espace de construction sociale à partir des aspects matériels et symboliques et donc comme le lieu de vie des individus, tel que nous l'avons défini dans le chapitre 1 « Introduction générale ». Il est à noter que le territoire d'expulsion désigne le lieu de vie des PSDT, antérieur au déplacement ; et les territoires de destination constituent les lieux de vie des populations résidentes. Dans un deuxième temps, l'enquête révèle des « territoires d'itinérance » compris comme les territoires autour desquels se dessinent les trajectoires et itinéraires géographiques suivis par les PSDT pendant la période du déplacement. Enfin, les espaces de « placement⁵⁴ » font référence aux espaces physiques effectivement occupés par les populations en situation de déplacement au sein des territoires de destination qui deviennent, au fil de leur occupation et de leur usage, des espaces de survie. Les territoires d'itinérance regroupent les changements de territoire de destination et/ou d'espace de placement selon le cas. Ainsi, ce sous-chapitre a pour objectif de présenter les caractéristiques générales de ces différents territoires et espaces, ainsi que les dynamiques de déplacement, afin de permettre une meilleure compréhension des résultats qui seront développés et détaillés au fur et à mesure de notre exposé.

3.1.1 Les territoires de destination : dispersion de la population autour d'une zone géographique proche du territoire d'expulsion

Pour les PSDT de cette enquête, trois lieux principaux ont été privilégiés en tant que territoire d'arrivée ou de destination : un premier territoire concerne la ville de Barranquilla, capitale du département Atlántico, située à 87 km au Nord de Campo de la Cruz. Une partie des enquêtés s'est installée dans cette zone qui comprend également les communes de Soledad et Malambo appartenant à la zone métropolitaine de la ville⁵⁵.

⁵⁴ Nous utiliserons le terme « espaces de placement » pour désigner les espaces d'installation où les PSDT ont été « placés » de manière temporaire à l'intérieur des territoires de destination pendant la situation de déplacement. Ainsi, nous avons choisi de nous référer respectivement aux « territoires ou lieux de destination » ou « lieux de vie » et aux « espaces de placement » ou « espaces de survie ».

⁵⁵ Les personnes concernées par ce type de lieu de destination font référence à la ville de Barranquilla et aux communes de la zone métropolitaine de manière indifférenciée. Pour cette raison, nous avons considéré ces dernières comme faisant partie de la catégorie de la ville.

Un deuxième territoire occupé par les enquêtés concerne les communes voisines de Campo de la Cruz épargnées totalement ou partiellement par l'inondation, notamment Sabanalarga, Puerto Giraldo, Sabanagrande, Suan, Santo Tomás, Ponedera et Candelaria au sein du même département ; ainsi que les communes de Carmen de Bolívar et San Jacinto dans le département frontalier de Bolívar ; et Salamina et Pivijai de l'autre côté de la frontière, dans le département du Magdalena. Ces différents lieux d'arrivée constituent pour la plupart des territoires composés d'une zone rurale divisée en *corregimientos*⁵⁶ et d'une *cabecera municipal* qui constitue le centre administratif de la commune (Departamento Administrativo Nacional de Estadística [DANE], 2018). Ainsi par exemple, les communes de Candelaria, Ponedera et Campo de la Cruz sont des *cabeceras municipales* et Puerto Giraldo, Retirada ou encore Cascajal sont des *corregimientos* ou zones rurales appartenant à ces communes.

Enfin, un troisième territoire de destination a consisté en l'installation d'un campement des PSDT à la sortie de la commune de Campo de la Cruz, au bord de la route orientale qui relie le village à la ville de Barranquilla. Ce territoire concerne également la zone rurale du village, située à hauteur du *corregimiento* de Bohórquez à 1 km au nord de Campo de la Cruz, où une extension du campement a été bâtie.

Carte n°4
Zone concernée par le déplacement des enquêtés suite à l'inondation de Campo de la Cruz, 2010



⁵⁶ Le *corregimiento* correspond à un type de centre habité, situé dans la zone rurale d'une commune qui inclut un noyau de population (DANE, 2018). Se référer au « Glossaire » en début du manuscrit.

La dynamique observée pour ce déplacement à partir des territoires de destination peut être qualifiée d'intrarégionale, à savoir, entre villages proches ou annexes au territoire d'expulsion⁵⁷, et d'une dynamique extrarégionale, vers la capitale du département (Martínez-González, 2016), comme l'illustre la carte n°4.

3.1.2 Un déplacement en « itinérance »

La majorité des enquêtés⁵⁸ a occupé un unique territoire de destination pendant la durée du déplacement, soit 24 PSDT, dont dix ont occupé la route, huit ont occupé les villages et dont les six restants ont occupé la ville de Barranquilla et sa zone métropolitaine. Pour les autres PSDT, soit douze personnes, la dynamique du déplacement a suivi une logique itinérante donnant lieu à différentes vagues de déplacements individuels, contrairement à la première vague qui se caractérise par un départ massif de la population de son village d'origine. Pour ces personnes, cette itinérance migratoire est marquée par l'occupation de deux à trois lieux différents. Parmi ces enquêtés, neuf ont changé une fois de territoire d'arrivée et les trois autres en ont changé deux fois, ayant occupé au total respectivement deux et trois lieux différents de destination. L'itinérance des PSDT a lieu autour des zones constitutives des différents territoires mentionnés dans la section 3.1.1.

A titre d'exemple, la carte n°5 illustre cinq des trajectoires géographiques suivies par les enquêtés, à l'image de celle présentée dans les propos ci-dessous.

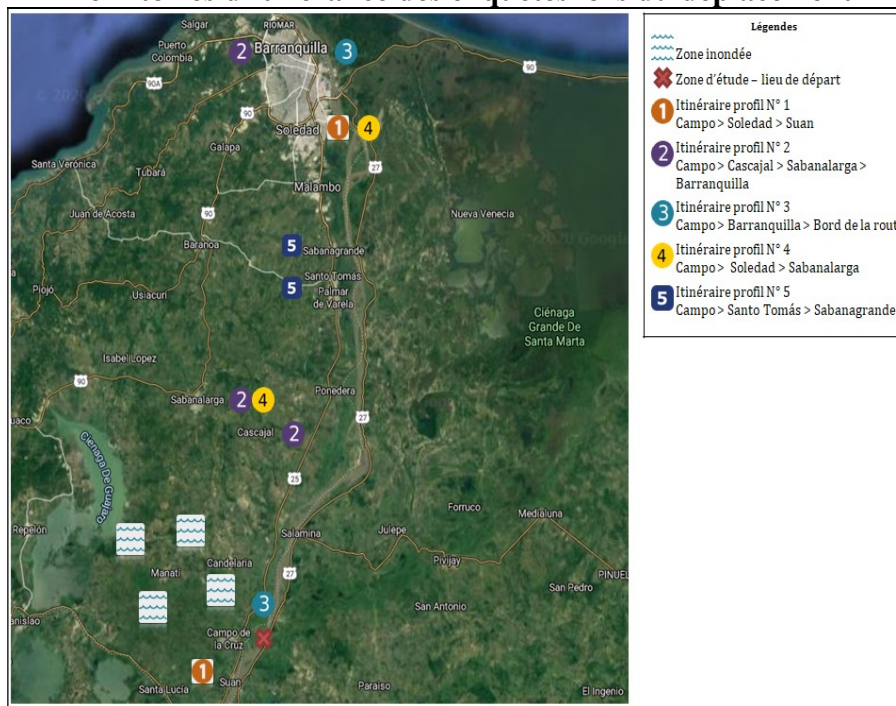
« [...] je suis arrivée et je suis restée à Santo Tomás. Là à Santo Tomás nous sommes restés longtemps parce que nous ne savions pas où aller. Et les gens de Santo Tomas [nous disaient] : 'venez madame, venez déjeuner', et ceci et cela. Ils nous donnaient à manger. Bon, après tout à coup elle [sa fille] est arrivée avec la femme de mon cousin. De là, nous sommes allés dans une *finca*. Je suis restée dans la *finca* environ quinze jours. Quinze ou vingt jours. Parce qu'il y avait beaucoup de monde dans cette *finca*. Alors, ma sœur qui est rentrée du Venezuela

⁵⁷ Dans le contexte de cette enquête, nous appelons « lieux d'expulsion » les territoires affectés par la catastrophe et concernés par le déplacement de la population. Parmi les lieux d'expulsion se trouve la commune de Campo de la Cruz qui constitue notre terrain d'enquête, présenté dans le chapitre 1 « Introduction Générale ».

⁵⁸ Dans ce sous-chapitre, une partie des informations ont été quantifiées afin de donner une vue d'ensemble de la dynamique migratoire des enquêtés. Ces informations concernent le témoignage de 36 personnes ayant participé aux entretiens individuels (18 personnes) et aux entretiens de groupe (18 personnes). Les entretiens individuels ont réuni 23 personnes au total. Parmi ces interviews, cinq n'ont pas pu être exploitées dans ce sous-chapitre en raison de l'absence des enquêtés pendant le déplacement en tant que « PSDT » ou de l'absence d'éléments permettant de déterminer le parcours migratoire. Les entretiens de groupe ont réuni 26 personnes au total, dont quatre ont également été interviewées en entretien individuel et pour cette raison, leurs témoignages ont été catégorisés dans ces derniers. Pour quatre autres, la dynamique groupale n'a pas permis d'identifier clairement les itinéraires de leur déplacement. De manière générale pour ces personnes, les témoignages de groupe montrent une dynamique analogue à celle observée pour les témoignages individuels, à savoir, une itinérance entre la ville et les villages. Étant les villages les lieux les plus mentionnés. Se référer à l'annexe n°7 « Lieux de destination, lieux d'itinérance et durée du déplacement » pour une vue détaillée des parcours pris en compte dans cette description.

me dit : ‘Rosalba, nous allons devoir trouver une maison parce qu’ici on est mal’. Nous dormions à même le sol dans le *patio*. Je lui ai répondu : ‘oui, il faut chercher’...Elle est partie avec ses deux filles et a trouvé une petite maison à Sabanagrande. Nous y sommes restées environ trois mois. » Rosalba

Carte n°5
Territoires d’itinérance des enquêtés lors du déplacement



Parmi les douze PSDT concernées par l’itinérance, le « sens de circulation » entre les différents territoires varie fortement. Ainsi, deux des personnes ayant commencé leur itinérance en ville, ont changé pour les villages et trois autres ont choisi la route comme destination de fin de parcours. Pour les PSDT ayant commencé leur déplacement dans les villages, soit sept personnes, le sens de l’itinérance se présente comme suit : deux personnes ont par la suite occupé la ville, quatre ont séjourné dans d’autres villages et une seule a terminé sa trajectoire migratoire au bord de la route. Aucune des personnes concernées par l’itinérance n’a débuté son parcours de déplacement sur la route, à l’exception des PSDT dont ce territoire constitue le seul occupé pendant toute la période et qui ne sont donc pas concernées par l’itinérance. Finalement, dans les trois cas des personnes ayant occupé trois territoires de destination différents, ce sont les villages qui ont constitué l’étape intermédiaire. Le tableau n°6 reprend les différentes configurations de l’itinérance.

Tableau n°6
« Sens de circulation » des PSDT entre les différents territoires de destination

Territoire de destination N°1	Territoire de destination N°2	Nombre de PSDT concernées
Ville	Villages	2
Ville	Route	3
Villages	Ville	2
Villages	Villages	4
Villages	Route	1
Total		12

En croisant les informations antérieures, le tableau n°7 résume le choix d'occupation des lieux de début et de fin de déplacement, aussi bien pour les PSDT ayant occupé un lieu unique que pour celles concernées par la dynamique d'itinérance. Ainsi, parmi les enquêtés, onze ont débuté leur déplacement dans la ville et deux se sont trouvés dans ces lieux à d'autres moments du déplacement jusqu'au moment du retour au village d'origine. Quant aux villages, quinze PSDT et leurs familles ont trouvé initialement refuge dans ces lieux, pour sept autres, les villages constituent le dernier territoire occupé.

Pour dix enquêtés, c'est la route, dans sa localisation autour de la *cabecera municipal*, qui constitue le premier territoire de destination, tandis que pour trois autres ce lieu, qui dans cette configuration spatiale comporte également le campement installé autour du *corregimiento* de Bohórquez comme cela a été présenté dans la section 3.1.1, constitue la fin du parcours migratoire.

Tableau n°7
Choix d'occupation des territoires de destination pendant la période de déplacement

Type de lieu	Type de choix	Nombre de PSDT concernées
Ville	Initial	11
	Final	2
Villages	Initial	15
	Final	7
Route	Initial	10
	Final	3

L'annexe n°7 permet d'apprécier en détail l'ensemble des parcours présentés dans la section 3.1.2.

Finalement, pour les PSDT ayant occupé un unique lieu de destination, la durée totale du déplacement se situe entre quatre et huit mois d'après la majorité des enquêtés, notamment ceux ayant occupé la route. Pour une seule personne ayant participé à cette enquête, cette durée s'étend au-delà, allant jusqu'à trois ans. La même tendance a été relevée chez les

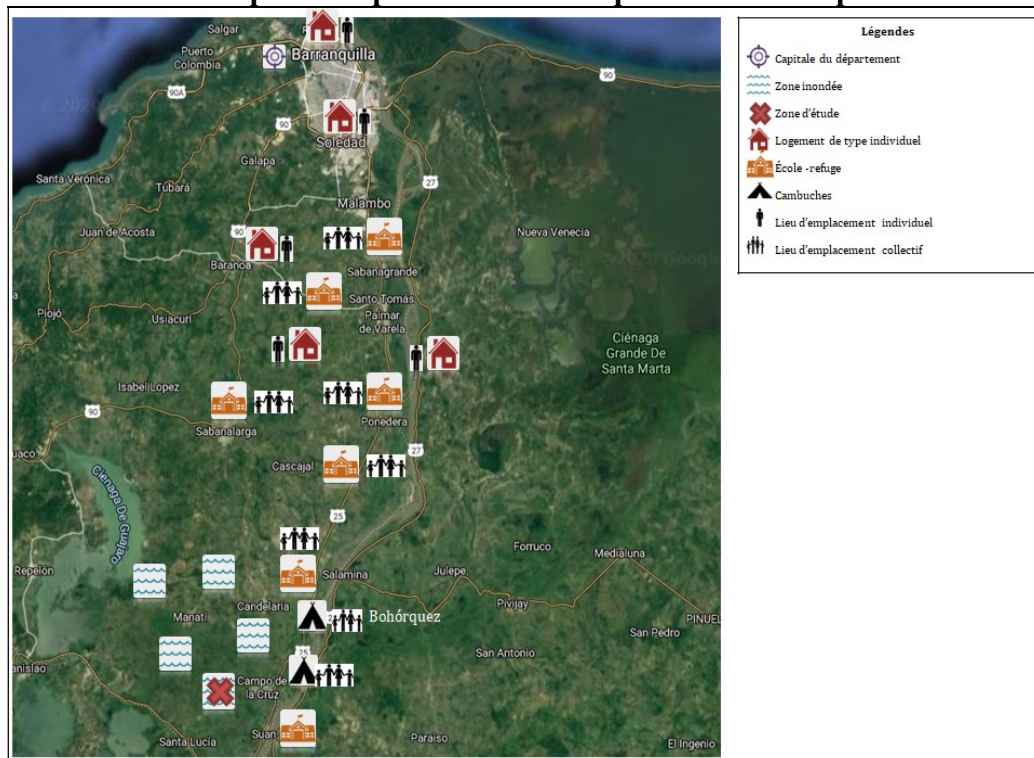
personnes concernées par l’itinérance, qui font référence à la durée totale du déplacement, indépendamment du temps passé entre les étapes. Pour celles qui ont mentionné des détails de leur présence dans les différents lieux de destination, le premier lieu d’occupation est présenté à travers une temporalité courte, allant de quelques jours à quelques semaines, faisant du lieu final celui qui a été occupé le plus longtemps.

3.1.3 Une diversité de « placements »

« Beaucoup de personnes ont dû vivre la triste histoire d’affronter ce que le destin à ce moment-là, disons, lui présentait à ce moment-là, qu’était de vivre peut-être dans des *cambuches*, des foyers temporaires, des refuges. » Nubia

Cette recherche porte sur l’expérience du déplacement des enquêtés principalement dans trois espaces de placement : les écoles, les *cambuches* et les logements individuels. Ces derniers concernent les appartements ou maisons louées par les PSDT ainsi que les espaces d’hébergement auprès de la famille ou des proches dans les différents lieux de destination. Les logements individuels ont été occupés par un nombre limité de personnes au sein de chaque espace, soit par la PSDT seule, soit par la PSDT et sa famille. Au contraire, les écoles et les *cambuches* concernent un accueil de type collectif, à savoir, de plusieurs familles au sein d’un même espace.

Carte n°6
Différents espaces de placement des enquêtés lors du déplacement



Un quatrième espace de placement est mentionné par une minorité d'enquêtés et concerne les refuges officiels appelés *albergues*. En raison de la temporalité du déplacement des enquêtés par rapport à celle de la mise en place de ces refuges, intervenue dans les dernières phases du déplacement, ce type d'espace de placement n'a pas été occupé par la majorité des PSDT qui, soit sont retournées à la commune de Campo de la Cruz avant leur construction, soit ont choisi de rejoindre les *cambuches* ou un espace alternatif en attendant le retour.

La carte n°6, permet d'illustrer la localisation des espaces de placement en relation avec celle des territoires de destination. Il est possible d'observer que les écoles ont été le plus souvent occupées dans les villages autour de Campo de la Cruz, tandis que lorsqu'il s'agit des logements de type individuel, la plupart des PSDT concernées se sont réparties entre la ville et les villages. Les *cambuches* quant à eux, ont été installés « en bord de route » à deux endroits différents, aux frontières spatiales de la commune de Campo de la Cruz comme cela a été mentionné dans la section 3.1.1.

3.1.3.1 Les écoles comme modalité de refuge collectif

« Mon amie, comme je t'ai dit, ceci a été une tragédie, personne ne s'y attendait, les gens n'avaient nulle part où aller, ceux qui avaient de la famille dans des villages proches, par exemple, Sabanalarga, Ponedera, Puerto Giraldo, eux, ils partaient vers ces villages. Étant donné que la tragédie a eu lieu pendant la période des vacances et que les élèves n'avaient pas cours, les maires et le Gouvernorat ont décidé de réquisitionner les écoles, c'est-à-dire qu'ils ont habilité les écoles pour les personnes qui ont été déplacées par la crue. » César

La remarque précédente illustre la logique d'occupation des écoles qui se trouvaient fermées au moment de l'inondation en raison des vacances scolaires de fin d'année dans le pays. En raison de l'ampleur colossale de l'inondation, une partie des écoles de la zone concernée a également subi des dégâts. Le réaménagement des établissements scolaires en refuges n'a donc concerné que ceux qui n'avaient pas subi de dégâts trop conséquents. Le tableau n°8, montre que parmi les 75 écoles du sud du département touchées par l'inondation, 32 ont subi des dégâts considérables les rendant « inutilisables » pendant une longue période et 43 ont pu être utilisées pour héberger la population pendant plusieurs mois (Sánchez, 2011). A Campo de la Cruz, la totalité des écoles est restée sous l'eau, ce qui contraste avec la situation des établissements scolaires de Ponedera par exemple, qui ont été utilisés dans leur totalité en tant que refuges.

Tableau n°8
Etablissements scolaires* affectés/réaménagés par commune après l'inondation de 2010
dans le sud du département Atlántico

Commune	Etablissements totalement affectés	Etablissements réaménagés en refuge	Total
Campo de la Cruz	9	0	9
Candelaria	5	1	6
Manatí	6	5	11
Ponedera	0	12	12
Repelón	4	10	14
Santa Lucía	6	0	6
Suan	2	4	6
Tubará	0	11	11
Total	32	43	75

Source : Tableau réalisé par Sánchez (2011) sur la base des informations recueillies auprès de la Secretaría de Educación de la Gobernación del Atlántico.

*Les établissements scolaires concernés incluent des écoles primaires, collèges et/ou lycées.

A l'intérieur des écoles, les familles ont partagé les salles de classe en tant qu' « espaces privés » pour les distinguer des « espaces communs » à l'extérieur des salles. Cependant, ces espaces privés étaient surtout des espaces de surpeuplement et de confinement entre des dizaines de familles venues de communes différentes, parfois divisés en modules séparés par des bâches en plastique comme on observe sur la photo n°4, parfois aucune délimitation n'était posée entre les espaces abritant différentes familles. Cette configuration sera présentée en détail dans le sous-chapitre 3.4. En ce qui concerne les espaces communs, ils ont servi pour organiser les tâches ou activités quotidiennes comme l'alimentation, l'hygiène ou encore les loisirs ou repos.

Photo n°4



« Intérieur d'une école située dans l'un des lieux de destination »
Photo : J. Rincón .

59

3.1.3.2 Les *cambuches* auto-installés

« -Nous nous sommes installés au bord de la route, à la grâce de Dieu, parce qu'il n'y avait pas de transport, tout était perdu puisque la plupart des éleveurs avaient perdu tout leur bétail et en plus il n'y avait pas de véhicule pour nous déplacer, pour se déplacer d'un côté à l'autre. C'est pour cette raison que nous nous en mettions à la volonté de Dieu.

-Oui, nous avons dormi sur la route dans des tentes. Nous étions 69 familles à vivre là-bas. C'était énorme ! » Participantes, entretien de groupe N°1.

Cet échange entre deux enquêtées illustre la logique « de regroupement informel » pour reprendre l'expression utilisée par M. Agier (2008), qui a accompagné l'auto-installation d'un campement des *cambuches* délimité spatialement par la route d'un côté et par l'inondation de l'autre. Environ 69 tentes disposées les unes adjacentes aux autres, comme le montre la photo n°5, ont servi de refuge pour une partie des enquêtés. Contrairement aux écoles qui ont hébergé des personnes en provenance de communes très différentes, les *cambuches* ont été installés par des PSDT de Campo de la Cruz et les ont accueillis exclusivement, à l'exception des « visiteurs d'une nuit » pouvant venir d'ailleurs ou de quelques cas isolés de personnes étrangères au village, se trouvant en situation de déplacement.

⁵⁹ J. Rincón est journaliste et photographe indépendant. Il a réalisé des archives photographiques illustrant les conditions de vie des personnes concernées par le déplacement dans le département Atlántico. Il a mis ces archives à disposition de l'enquêteur.

Photo n°5



« Cambuches en bordure de route »
Photo : César, informateur.

Chaque espace exigu était occupé par plusieurs occupants à la fois, divisés entre eux par des séparations sommaires en carton ou en toile, et faisant office tant d'espace privé que d'espace commun pour l'ensemble d'occupants. Dans ces lieux, les tâches quotidiennes ont été extrêmement difficiles à assurer, notamment celles impliquant la préparation des repas et l'hygiène personnelle, ce que nous développerons dans le sous-chapitre 3.4.

3.1.3.3 Le choix d'un logement individuel

Ce dernier type d'espace de placement a pris trois formes principales. Dans un premier cas, la PSDT a été hébergée gracieusement par des proches. Dans un deuxième cas, elle a perçu des allocations spécifiques pour payer des loyers dans des habitations individuelles. Enfin, les entités en charge de la gestion de la catastrophe⁶⁰, que nous avons choisi d'appeler « les gestionnaires des aides », ont mis des maisons à disposition des personnes et familles, en versant des loyers directement aux propriétaires. En raison de la diversité des possibilités associées à ce type d'espace de placement, il est complexe de présenter les caractéristiques générales de ces espaces. Cependant, l'enquête montre que pour les personnes ayant été hébergées chez un proche, il s'agissait le plus souvent de la mise à disposition d'une chambre unique pour la PSDT seule ou avec toute sa famille. Lorsque les personnes ont occupé des

⁶⁰ Les entités en charge de la gestion de la catastrophe ont été présentées dans le chapitre 1 « Introduction Générale ». Nous donnerons des informations complémentaires dans le sous-chapitre 3.4 du présent chapitre.

maisons individuelles, l'espace disponible était plus important, mais le fait de se retrouver en dehors des lieux gérés par les autorités, les a confrontées aux irrégularités du dispositif humanitaire en vigueur qui s'est traduit par une absence d'aides, comme nous le verrons dans la section 3.4. La PSDT ayant recours à ce type d'espace de placement dispose d'un accès plus ou moins privé, dans le sens d'un partage cantonné aux membres de la même famille, à d'autres espaces de vie, comme la cuisine, les toilettes et dans certains cas, un espace pour la détente comme une terrasse ou un espace jardin.

3.1.3.4 Les *albergues* « officiels »

« Il y avait si peu de place dans les écoles que les communes avaient mis à disposition pour ces personnes et les aides n'étaient pas suffisantes, elles étaient très à l'étroit. Le gouvernement a donc décidé, avec l'aide de l'armée, de monter des tentes, des *cambuches*, je crois qu'elles étaient données par une compagnie des Etats-Unis, [les *cambuches*] ont été [également mises à disposition] données aux personnes qui se trouvaient au bord de la route et à tous ceux qui n'avaient rien. A tous ceux qui n'avaient plus de toit, tous ceux qui se trouvaient serrés dans les écoles, ainsi, tous ces *cambuches*, on les a distribués aux gens les plus défavorisés. A tous ceux qui, à ce moment-là, avaient le plus de mal à trouver un lieu pour se réfugier. » César

Dans cette enquête, seules deux personnes ont occupé ce type d'espace de placement après la période du retour au village de la majorité des habitants. Il s'agit de « foyers temporaires » bâtis sous différentes formes : des tentes en plastique distribuées par des organisations humanitaires, comme celles figurant dans la photo n°6, ou des modules préfabriqués et installés sur des terrains mis à disposition par différentes communes.

Selon les informations recueillies dans cette enquête, d'autres PSDT de Campo de la Cruz ont été recensées dans environ quinze refuges différents dans les communes voisines de Puerto Giraldo, Cascajal, Leña, Candelaria, Ponedera, Sabanagrande ou Palmar⁶¹. Comme l'explique l'enquêté dans l'extrait ci-dessus, ces lieux ont été bâtis afin de réinstaller des personnes ayant occupé les écoles en raison des conditions de « surpeuplement » présentes dans ces espaces. Selon les descriptions faites, certains étaient divisés en petits modules, chacun destiné à une ou plusieurs familles.

⁶¹ En raison des difficultés associées aux conditions de l'enquête présentées dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche », l'accès aux registres contenant le détail des refuges n'a pas été possible.

Photo n°6



« Albergue de Sabanagrande »
Photo : César, informateur.

En ce qui concerne la dynamique d'occupation des différents espaces de placement, l'enquête révèle les tendances suivantes : parmi les 36 personnes enquêtées⁶², cinq ont débuté leur déplacement dans les écoles, dix ont occupé dans un premier temps les *cambuches* et 19 se sont installées en premier lieu dans des logements individuels, parmi lesquels six concernent des logements en location et treize concernent des logements au sein du cercle familial. Deux enquêtés n'ont pas précisé le type d'espace de placement.

Tableau n°9
Dynamique de changement d'espaces de placement

Espace de placement initial	Espace de placement final	Nombre de PSDT concernées
Logement familial	Logement familial	1
Logement location	Logement location	2
Ecoles	Ecoles	1
Logement familial	Ecoles	2
Logement familial	<i>Cambuche</i>	2
Ecoles	Logement familial	1
Ecoles	<i>Cambuche</i>	2

⁶² Se référer à la section 3.1.2 pour des précisions concernant le nombre d'enquêtés mentionnés dans l'ensemble du sous-chapitre 3.1.

Logement familial	-	8
Logement location	-	4
Ecoles	-	1
<i>Cambuche</i>	-	10
Total		34⁶³

Parmi les douze PSDT concernées par l'itinérance, quatre n'ont pas changé d'espace de placement pendant la durée du déplacement. Ces espaces, restés inchangés, concernent différents logements individuels pour trois PSDT, dont deux locations et un logement de type familial, et des écoles différentes pour le dernier. En revanche, pour sept PSDT itinérantes, les changements des territoires de destination ont été accompagnés d'un changement d'espace de placement. Ainsi, ces PSDT ont changé d'espace de placement comme suit : quatre personnes ayant débuté leur itinérance dans un logement individuel de type familial, ont par la suite occupé soit les écoles, pour deux d'entre elles, soit, les *cambuches*, pour les deux autres. Trois personnes occupant les écoles dans un premier temps ont, dans un deuxième temps, occupé les *cambuches* et des logements individuels de type familial, soit deux personnes dans le premier cas et une personne dans le dernier. Le tableau n°9 permet d'apprécier cette dynamique, y compris celle des 22 PSDT qui ont occupé un seul espace de placement pendant toute la durée du déplacement.

Encadré n°2. Amorce d'analyse relative à la catégorie descriptive n°1

- La configuration migratoire pour ce déplacement montre une dispersion de la population et une dynamique migratoire autour d'une extension territoriale comprise entre la ville capitale du département et les communes voisines du lieu d'expulsion, ce qui signifie que ce mouvement migratoire se déroule autour d'une aire géographique relativement homogène. Cette idée nous conduit à nous interroger, d'une part, sur la présence d'un réseau pour accueillir les PSDT ou sur la présence d'un répertoire social et culturel qui serait commun aux populations originaires des différents lieux qui agiraient en tant qu'éléments d'attraction de ces déplacés forcés ; d'autre part, sur des facteurs économiques ou matériels qui détermineraient et/ou limiteraient les choix de destination.

- Les logiques d'itinérance observées pour une partie de la population en situation de déplacement montrent que les déplacements de courte durée ne se déroulent pas nécessairement vers un territoire unique de destination qui constituerait le lieu de refuge temporaire choisi ou désigné pendant la durée du déplacement, ce qui appuie l'idée que d'autres logiques interviennent dans les décisions migratoires en ce qui concernent les trajectoires géographiques empruntées par les PSDT et la diversité de types d'hébergements choisis. La question qui émerge est celle de savoir comment ces différents changements

⁶³ Un des enquêtés concernés par l'itinérance ainsi qu'un autre enquêté ayant décrit un unique territoire de destination n'ont pas fourni de détails concernant les espaces de placement occupés.

impactent l'identité sociale des individus ou si au contraire, ce sont les impacts du premier déplacement sur l'identité sociale qui orientent ensuite les décisions d'itinérance.

3.2 Le départ « forcé » suite à l'inondation : un lourd bilan matériel et social

L'objectif de ce sous-chapitre est de présenter les significations attribuées par les enquêtés autour de leur expérience du départ de leur village d'origine au moment de l'inondation, considérée en tant que facteur déclencheur du déplacement de la population.

3.2.1 Les représentations de l'expérience autour de l'évacuation

Selon les enquêtés, l'inondation de Campo de la Cruz s'est produite de manière lente, laissant à la population un certain temps pour organiser son départ. Cependant, le lexique employé par les personnes inclut les termes de « confusion », de « chaos » ou encore d'« hécatombe » pour décrire les moments qui les séparent de l'exil et pour rendre compte de conditions d'évacuation jugées « catastrophiques ».

Les conditions de départ sont alors présentées à partir des effets conjugués de trois types d'« absences » récurrentes dans les propos des enquêtés : d'une part, l'absence de préparation et d'accompagnement des autorités, en particulier autour de l'abandon du village par le Maire ; d'autre part, l'absence de préparation de la population pour faire face à la catastrophe ; et enfin l'absence de ressources matérielles pour compenser l'absence de préparation. Les participants associent directement ces trois éléments à l'ampleur des pertes provoquées par l'inondation.

3.2.1.1 L'absence de préparation et d'accompagnement des autorités locales

Selon les enquêtés, « l'événement inattendu » dépasse les capacités des autorités locales à organiser l'évacuation de la population malgré l'imminence de l'inondation. Les propos de cette enquêtée soulignent cette situation.

« C'était quelque chose de nouveau, pour le gouvernement c'était nouveau, même les communes voisines n'étaient pas préparées. Ici, nous n'avions pas de plan de contingence pour une question, disons, un phénomène de ce type, une catastrophe qui affecte toute la population, nous n'étions pas préparés à cela. Mais ici, chacun cherchait peut-être la manière de se regrouper, on convoquait les leaders, [ils disaient] : 'de quelle manière nous pouvons être solidaires, de quelle manière nous pouvons aider'. » Nubia

Cela s'explique par la faible préparation des autorités pour anticiper une catastrophe et pour assumer, dans un tel contexte, les fonctions de sécurité et de contrôle qui lui incombent, et cela malgré le fait que la violence de l'événement climatique et ses effets conduisent à des perturbations de l'ordre collectif. Dans ce sens, face à l'effondrement des institutions

régulatrices de l'ordre social, les enquêtés se retrouvent démunis et laissés à leur sort pour préparer leur départ.

« Là-bas, tout au fond [son quartier] alors cela a commencé le 6 [décembre]. On a commencé à bâtir des tranchées, on a commencé à jeter des sacs [de terre] pour que le courant ne passe pas... C'était comme cela, nous vivions de l'autre côté, c'est-à-dire, là-bas très loin. Alors, c'était le 6 [décembre]. Nous n'avions encore rien sorti [...] Alors, c'est arrivé, vers minuit, les gens ont commencé à crier et là, comment s'appelle cela ? Oui, les pompiers, l'alarme a commencé à sonner partout dans les rues, on nous hurlait de partir, de partir !!! Parce que l'eau arrivait sur nous. Mon fils, aussi, il mettait des sacs pour les tranchées. Mais rien ! Plus on mettait des sacs de sable, des bâtons, des pierres, plus le courant arrivait et faisait tomber tout cela. Ils ont ressenti qu'ils n'en pouvaient plus. Alors, ils ont commencé à crier et à nous dire de partir. C'était vers le 6 [décembre]. Alors, vers le 7 [décembre], le 7, oui le 7 c'est quand nous sommes partis. Bon, alors nous avons commencé à tout sortir. Mais, nous n'en avons pas eu le temps. Nous n'en avons pas eu le temps parce que nous pensions que cela n'arriverait pas. »
Mercedes

Le sentiment d'abandon est d'autant plus fort que les enquêtés expliquent dans leur récit la confusion qui domine les moments du départ alors que le Maire, figure de l'Administration de la commune, est l'un des premiers à avoir quitté le territoire pour ne jamais y revenir, non sans avoir su tirer profit de la situation des plus démunis. Cette enquête résume ce sentiment partagé par les enquêtés.

« Le Maire nous a abandonnés parce qu'il a pris ses affaires et il est parti et nous n'avions plus de ses nouvelles. Et alors, il a tiré profit de la situation, il a acheté le bétail à 50 mille *pesos*, comme ça, il a tiré profit des paysans d'ici. Alors, il est parti et nous a laissé ici, il ne nous a pas aidé, non, il n'a même pas mis des véhicules à notre disposition pour que nous puissions partir, et les voitures demandaient 200, 300, 400 [mille *pesos*], pour faire le déménagement. Et nous, d'où allions nous sortir de l'argent si nous n'en avons pas ! C'était moche. »
Edilma

De ce fait, pour les habitants qui sont contraints de quitter les lieux, les conditions de départ se sont avérées difficiles sans l'accompagnement des autorités.

3.2.1.2 L'absence de préparation de la population : l'effet surprise de la catastrophe

Des attitudes de paralysie sont rapportées par les enquêtés et justifiées par un « excès de confiance » résultant des prédictions basées sur des expériences d'inondations passées. Dans l'histoire du village, les inondations étaient autrefois récurrentes mais elles avaient toujours été considérées comme « mineures » en raison des faibles dégâts qu'elles étaient en capacité de provoquer.

« Celle de [19]84, nous entendions du moins, même les anciens, les anciens qui étaient ceux qui ont vécu cette époque, ils disaient : 'non, mais Campo ne va pas

être inondé. Quand il était inondé, c'était les *finquitas*, les parties rurales, ici l'eau n'arrive pas plus loin que devant l'entrée de la maison, mais pas à l'intérieur', [ils disaient] : 'C'est pour cela que je vous dis, lors des grandes crues, tu pouvais faire une petite tranchée devant chez toi et l'eau ne dépassait pas l'entrée'. C'était comme ça qu'ils disaient : 'alors au pire, c'est l'entrée qui sera inondée [en faisant référence à l'inondation de 2010], mais pas plus, pas la cuisine, pas le salon'. Il y avait même des personnes qui, j'imagine qu'après avoir vu l'eau qui rentrait, ont bâti des petites tranchées devant la porte parce qu'ils pensaient que l'eau s'arrêterait là. » Nubia

Au moment de l'inondation, ce sont alors les plus anciens du village qui guident les « novices » en mobilisant leurs connaissances issues d'expériences antérieures.

« J'étais ici, j'habitais dans ma maison et je suis partie de ma maison chez mes beaux-parents là-bas. Chez mes beaux-parents, ils disaient : 'mais non, ici rien ne va être inondé, on va mettre des tranchées et tu vas voir que nous allons rester au sec'. Mais le mensonge ! Le 7 décembre j'ai dû sortir avec l'eau jusqu'au cou. Alors, j'ai tout perdu. » Carmen

Les enquêtés présentent cette confiance naïve et cette attitude passive comme l'un des facteurs amplifiant leurs pertes matérielles, car ce sont en partie elles qui ont déterminé le rythme et la dynamique d'évacuation auto-organisée de la population.

3.2.1.3 La précarité matérielle : de la solidarité aux tensions entre les habitants

Les conditions de départ apparaissent ensuite déterminées par les ressources matérielles disponibles pour que les personnes organisent par elles-mêmes leur évacuation et celle des animaux et des biens matériels. La majorité des enquêtés soulignent l'absence de moyens propres pour assurer le transport vers un endroit sûr, ce qui se traduit dans les discours par un sentiment de détresse matérielle qui concerne l'ensemble d'enquêtés.

« Un Monsieur a dit à Manuel [son compagnon] : 'bon alors, et vous pensez à quoi?' 'Non, mais oh ! Ce que nous pensions c'est que nous n'avons pas un sou, nous n'avons pas d'argent pour sortir nos affaires', alors il y avait un Monsieur, que je ne connais pas, il avait un camion et il nous a dit : 'j'ai un peu de place ici, venez!!' et il nous conduit jusqu'à Soledad. » Graciela

Dans ce cas, une des alternatives présentées par les enquêtés réside dans l'entraide, comme l'exprime l'enquêtée dans l'extrait ci-dessus. Lorsque des manifestations de solidarité sont observées par les enquêtés, elles découlent d'initiatives individuelles ou collectives souvent organisées par des figures traditionnelles, notamment religieuses ou des chefs des quartiers. Toutefois, ces actions ne se concluent pas toujours par un succès, notamment en raison des capacités et des possibilités limitées des leaders à mobiliser les ressources matérielles et les réseaux des connaissances nécessaires pour aider la population.

A côté des actions communautaires, les enquêtés soulignent la présence de l'armée et de la police venant en soutien aux villageois les plus démunis. Selon les participants à cette enquête, l'accompagnement des institutions intervient de manière tardive, ce qui participe au sentiment d'abandon qui règne, conjugué à la détresse matérielle et à la vulnérabilité de la population.

« Bon, de la part de la police, il y a eu la présence de quelques personnes, des autorités, mais à la fin, non pas au début, mais à la fin, ils ont mis à disposition quelques *lanchas* pour que l'on puisse...[évacuer] par groupes, ils faisaient monter deux ou trois familles, ils passaient et disaient : 'nous allons te déposer devant chez toi pour que tu puisses prendre tes affaires, sauve ce que tu peux, et nous revenons après avoir déposé la dame ici'. Mais ce n'était pas pareil que quand tu as ton propre transport, que tu peux prendre tout ce que tu veux. Ici, tu devais te limiter : 'je vais prendre le ventilateur, plutôt que cela' » Nubia

Ces initiatives, de portée réduite, ont toutefois permis à une partie des enquêtés de mettre à l'abri une partie de leurs biens personnels, notamment des affaires leur permettant de s'installer dans les espaces de refuge.

« Et là, comme bon, vous savez, nous n'avions pas d'argent pour sortir, quoi que ce soit, ni pour aller nulle part, bon, l'armée nous a aidé, ils [les soldats] nous ont sorti d'ici, ce que j'ai pu prendre je l'ai sorti jusqu'à la route, ils m'ont laissé sur la route, après j'ai dû me débrouiller pour trouver un autre moyen pour transporter mes affaires jusqu'à Soledad. » Graciela

Cependant, la majorité des personnes ont été contraintes de se séparer d'une partie ou de la totalité de leurs biens et/ou moyens d'existence au moment de quitter le village, comme l'illustre la remarque de cette enquêtée.

« Quand le village a été inondé, ici il n'y avait plus rien, rien ! Parce qu'ici même les chiens, tout a été inondé ! Beaucoup de gens ont perdu toutes leurs bricoles, dans mon cas, j'ai tout perdu ! Je suis partie, j'ai dû tout laisser, tout a été perdu, je n'ai pris absolument rien, rien, rien ! Je suis partie seulement avec les vêtements que j'avais sur moi. Tout a été perdu. » Carmen

Dans le cas des personnes qui ont perdu leurs biens matériels, les enquêtés mettent en lumière deux situations récurrentes :

La première, dans laquelle le villageois est contraint de vendre une partie ou la totalité de ses effets personnels ou de ses moyens d'existence pour financer le transport.

« ENQUÊTEUR : [...] et vous l'avez vendue [le cochon] parce que vous ne pouviez pas le prendre ?
-Non, c'est parce que nous n'avions pas d'argent pour payer le transport. Une voiture me demandait 300 [mille *pesos*] pour transporter mes bricoles, on me demandait même 600 [mille *pesos*]. Alors un jour, ce Monsieur m'a dit : 'donne-moi 300 et je t'emmène jusqu'ou je peux'. Et je lui ai répondu, je me suis mise à

pleurer, et je ne lui ai rien répondu. Et comme j'étais en train de pleurer, le Monsieur m'a demandé : 'mais que se passe-t-il ?' [Je lui ai dit] : '[je pleure] parce que je n'ai pas cette somme [d'argent], alors il me dit: 'bon, je vais là-bas et à mon retour, nous essayons de voir comment on s'arrange'. Quand il est venu, j'avais déjà vendu le cochon, et aussi mes poules. Le jeune [le Monsieur du transport] m'a aidé à sortir quelques affaires, mais j'ai dû vendre plein d'autres bricoles, et j'ai pu réunir 150 [mille *pesos*] et c'est comme cela que nous sommes partis. » Regina

Cette situation est d'autant plus dramatique qu'en règle générale les enquêtés mettent l'accent autour d'une expérience marquée par des situations d'abus entre les personnes, ce qui contraste avec les initiatives de solidarité. Face au désespoir, les villageois sont contraints de vendre leurs biens et leurs moyens d'existence à des prix dérisoires à des personnes présentées comme ayant tiré profit de la situation. De nombreuses scènes de ce type sont manifestées dans les propos des enquêtés, à l'image de cette remarque formulée par une enquêtée.

« Et ils [les villageois] vendaient leurs petits animaux et pour te dire, d'autres personnes ont tiré profit de cette situation : [ils disaient] 'hey, vends-moi la poule à deux milles [*pesos*]', c'est-à-dire, que c'était illogique, déloyal de la part de ces personnes qui ont profité de la situation. » Nubia

Les abus concernent également les situations où les villageois quittent le village dans les premiers moments de l'inondation afin de trouver un abri et les moyens pour récupérer les biens laissés dans leur logement. Des épisodes de « pillages » récurrents sont signalés par les habitants. La même enquêtée poursuit son explication de cette situation jugée « inacceptable » par la majorité.

« Il y avait des gens qui ont profité d'être restés à côté, alors tout ce qu'ils voyaient flotter, s'ils voyaient une petite chaise qui t'appartenait, ils la prenaient. Ils devenaient plus forts grâce aux biens des autres, parfois, des choses qui sortaient par les fenêtres des maisons, des fenêtres que l'eau a ouvertes en les poussant, les choses sortaient par les fenêtres, des choses de la salle à manger, de la cuisine. Alors il y avait des gens qui ont tiré profit de cela, ils les prenaient [les choses], ce qu'ils voyaient flotter. Parce que tu sais que la force de l'eau emporte tout. Celui qui avait les moyens pouvait sauver ses affaires, mais d'autres ont profité de la situation. Des pillages, des pillages, nous ne savons pas s'ils étaient des personnes des villages voisins ou des habitants de notre propre communauté, ou des gens des refuges. Mais en gros, beaucoup de gens disaient : 'on m'a volé des tuiles de mon toit, on m'a volé ceci, une boîte que j'avais chez moi, on m'a volé cela'. Alors, cela a été une double peine. Car on pensait : 'on a mis nos affaires à l'abri en les laissant à la maison, même sous l'eau, mais on me les prend ailleurs'. » Nubia

Ce qui prévaut dans les discours est le fait d'avoir été doublement victime, de l'inondation dans un premier temps, et des conditions dramatiques de départ dans un second temps. Ainsi, à la solidarité des uns qui permettent à une partie des enquêtés de sauver une partie de leurs

biens matériels s'oppose l'individualisme des autres qui se tournent vers une attitude de profit. Les propos suivants résument ce contraste qui prévaut pendant les moments du départ.

« Beaucoup de gens ont tiré profit de cette tragédie, mais nous avons aussi vu des liens de solidarité devenir plus forts. » Participant entretien de groupe N°3

La deuxième situation, concerne les personnes qui ont réussi à sauver leurs biens et leurs moyens d'existence dans un premier temps mais qui ont été ensuite contraintes de les abandonner en raison de l'impossibilité de trouver un moyen de transport et/ou des abris dans les zones environnantes tout autant affectées par l'inondation. L'extrait suivant explique cette problématique.

« Une grande quantité de gens ont laissé leur bétail se perdre, ils l'ont laissé se noyer, même si une partie d'entre nous a pu en sauver une minuscule partie, car cela [le départ] a été trop rapide. Tu imagines devoir mobiliser quelques 60 mille, 80 mille bovins qu'on avait dans la région, les transporter sans véhicule, les véhicules dont on avait besoin nécessitaient des heures pour mobiliser le bétail, le pillage de bétail a été total, il y avait des gens qui prenaient le bétail devant d'autres, ils s'en fichaient et ils prenaient le bétail, ils embarquaient les bêtes dans leurs véhicules, on ne prenait pas les plaques des véhicules, alors tout ce bétail a été perdu. Puis, les opportunistes qui disaient qu'ils venaient aider et une vache qui coûtait deux millions, ils l'achetaient à 400 mille, les personnes désespérées les vendaient à n'importe quel prix, alors je crois que ce qui s'est passé avec cette catastrophe est très difficile à dessiner. » Rómulo

La conjugaison de l'absence d'accompagnement des autorités pour évacuer la population présentée dans la section 3.2.1.1, ainsi que la situation de précarité de la population contribuent de manière considérable à l'ampleur des pertes matérielles des habitants du village et aux conditions de départ de la population.

3.2.2 L'ampleur des pertes : des aspects matériels à la déstructuration des référentiels identitaires

L'ensemble de facteurs présentés dans la section 3.2.1, conjugués à la violence de l'événement extrême provoque la perte totale ou partielle des conditions matérielles d'existence des individus : les habitations, l'infrastructure, les écoles et les centres de santé, les bâtiments publics, les animaux et les terres. Il est ainsi possible d'appréhender, de manière plus large, que la perte de son espace physique ou géographique se traduit par la perte d'un accès à des services et la perte des moyens d'existence. Le récit suivant illustre ce bilan qui complète celui présenté par le même enquêté dans les paragraphes précédents.

« Pour tout te dire, avec des mots simples, Campo de la Cruz a perdu environ 80% de ses biens matériels, et des produits de l'agriculture, comme des véhicules à moteur, des affaires personnelles, de l'électroménager, et je n'exagère pas, j'ai vu

flotter sur l'eau des frigos, des cuisinières, des radios, n'importe où tu passais avec un canoë, tu voyais les choses qui sortaient des maisons, après il y a eu une invasion de serpents, logiquement, toutes les choses pourrissaient, tout ce qui venait des parties hautes avec l'eau. » Rómulo

Les enquêtés soulignent avant tout, indépendamment de leur profil socio-économique spécifique⁶⁴, trois types de pertes matérielles subies de manière simultanée : la maison avec les biens du quotidien, les moyens d'existence ou activités productives et finalement le village. Dans ce sens, l'enquête révèle le lien étroit entre les pertes matérielles et une rupture sociale qui lui est associée en raison des éléments mobilisés par les enquêtés autour de ce qui constituent leur environnement tant social et symbolique que physique, comme l'illustre le tableau n°10.

Tableau n°10
Effets sociaux des pertes matérielles

Type de perte	Impact social
Logement/Maison familiale	Perte du « foyer » <ul style="list-style-type: none"> ▪ Interruption du projet de vie
Moyens d'existence	Perte d'activité productive <ul style="list-style-type: none"> ▪ Altération des rôles/positions
Village	Eclatement du groupe/ Dispersion de la population <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rupture des liens sociaux et familiaux

Abandonner sa maison

Dans le premier cas, devoir abandonner ou perdre sa maison est vécu comme une tragédie pour les personnes qui sont propriétaires de leur logement, pour qui, cela représente le combat de toute une vie pour construire son toit et une base matérielle d'existence. Cette situation est traduite par la majorité de ces enquêtés à travers l'expression *quedar con las manos en la cabeza*⁶⁵, qui peut être décrite comme une situation d'incertitude et d'absence de vision d'avenir en raison de la perte subie.

⁶⁴ Bien que cette enquête n'ait pas été conduite suivant des critères socio-économique des enquêtés, nous avons dressé un tableau qui reprend les principales caractéristiques des personnes participant à cette recherche. Ce tableau figure dans l'annexe n°5 « Caractéristiques principales des enquêtés participant aux entretiens individuels ». Selon les propos des personnes participant dans cette enquête, il est possible de situer la majorité des enquêtés dans une situation économique précaire avant l'inondation. Parmi les enquêtés, une grande partie vivait des métiers associés à l'agriculture ou l'élevage directement ou indirectement et une autre partie avait comme activité principale le commerce, celui-ci concernant dans certains cas la vente des produits agricoles. Dans une minorité des cas, les personnes avaient des activités associées aux services.

⁶⁵ Dans sa version française, cette expression peut être traduite par « avoir les mains sur la tête ». Cependant, c'est dans la signification donnée dans le contexte spécifique de la catastrophe que cette expression prend de l'importance dans le récit. Elle peut ainsi être traduite par « rester dans le vide » ou encore « être totalement désorienté ou perdu ».

« Et j'ai pensé : 'Mon Dieu, est-ce que mon village ne sera plus jamais comme avant ?' Parce que beaucoup de personnes disaient qu'il n'allait plus sécher, qu'il deviendrait un marécage, alors je pensais : 'et moi, qui aie lutté tout ce temps à travailler pour construire ma maison, je suis restée comme ça '*las manos en la cabeza*', perdue, en l'air ! Où je vais vivre maintenant !!'. Alors c'était tellement désagréable, une chose tellement impressionnante que nous l'avons ressenti dans notre chair, c'était horrible, horrible, c'est de cela dont je me souviens. » Graciela

Dans le cas des personnes locataires de leur logement, c'est surtout la perte des biens et des effets personnels qui est déplorée par les enquêtés, bien que le sentiment décrit dans le paragraphe précédent soit largement partagé.

« Ce qui était le frigo, la machine à laver, la table de la salle à manger, parce que je n'avais pas d'autres meubles, mais le lit aussi, j'ai tout perdu. Tout a été abîmé. »
Carmen

Pour les enquêtés, devoir « abandonner » sa maison signifie la perte de leur base de fonctionnement quotidien qui permet de donner continuité et prévisibilité à la vie familiale et sociale, comme l'exprime cette enquêtée.

« Bon, nous étions ici dans notre maison et tout à coup on nous a dit qu'il avait éclaté [le Dique] et que tout était inondé. Vous imaginez cela ? C'était horrible. Cela a été exactement horrible parce que vous imaginez avoir votre maison où on a vécu toute sa vie, et devoir tout quitter. C'est une expérience que l'on vit mais dont on ne voudrait plus jamais se souvenir [...] Alors, on vivait dans la confiance d'avoir une vie tranquille, mais tout à coup, tout a été inondé et notre vie, celle de tout un chacun a changé. Cela fait tout changer dans notre vie. » Dilia

Dans ce sens, la perte du logement familial revient à une interruption de son projet de vie en ce que le foyer constitue le lieu premier de construction identitaire et d'organisation et développement de la vie sociale. Dans les propos des enquêtés, la maison et le foyer sont présentés de manière interchangeable signifiant une seule et même unité d'organisation de la famille, et une seule et même perte.

Perdre ses moyens d'existence

Dans le deuxième cas, il s'agit des pertes associées aux moyens d'existence, notamment d'animaux d'élevage qui constituent la base de l'activité productive d'une grande partie des enquêtés comme le montre le témoignage suivant.

« Je me suis dit : 'Mon Dieu, tu me l'as donnée [une vache] et tu me l'enlèves maintenant ? Mais comment vais-je faire maintenant ?' Je vivais de cela, avec le peu de lait que l'on pouvait en tirer, c'était de ça dont je vivais. » Rosalba

Dans les autres cas, les pertes concernent les matériaux ou les outils servant à développer des activités de service comme le cas présenté par cette enquêtée.

« Le pousse-pousse, celui qui est en bas, il s'est totalement cassé, l'eau l'a cassé et quand nous avons voulu le récupérer il ne servait plus à rien, mon Dieu ! Il était tout pourri, et il était tellement joli et surtout, c'était notre gagne-pain, avec lui [les gains] on pouvait se payer à manger, mais il est en bas, les pièces sont en bas, toutes détruites, je l'ai gardé. Je ne sais pas comment l'eau ne l'a pas emporté, parce qu'il était en fer, mais tout est fini, les pneus, tout est abîmé, rouillé, plein de trous partout, détruit partout, partout, il est en bas, il attend que l'on puisse le réparer un jour. » Mercedes

Dans ces deux registres précédents, il s'agit fréquemment de familles dont un seul membre est investi de la responsabilité de pourvoir aux besoins de l'ensemble du foyer. Il s'agit pour la plupart de personnes en situation précaire, bien que les enquêtés ayant une situation économique plus favorable font part de situations analogues.

Ainsi, l'abandon de sa maison et la perte de ses moyens d'existence et son activité productive, sont représentées comme la « fin d'une vie », puisqu'elles impactent les efforts déployés, fruits du travail de toute une vie, pour améliorer ses conditions de vie dans sa matérialité et dans ses aspects symboliques et sociaux.

« Parce que toute l'histoire d'une vie qu'une personne passe à travailler pour obtenir quelque chose, et de voir comment l'eau l'emporte avec elle en moins de cinq jours, des personnes anciennes aussi, cela est une catastrophe, c'est un malheur empreint dans le visage de tout un chacun. » Rómulo

Avec l'abandon de son foyer, la perte des moyens d'existence renvoie à l'altération des rôles et des positions à l'intérieur des groupes de référence identitaire comme le sont la famille et les différents groupes d'appartenance sociale associés à son activité productive ou métier.

Quitter son village

Finalement, les témoignages des enquêtés révèlent que, outre les pertes matérielles décrites dans les paragraphes précédents, ce qui est catastrophique est le fait de devoir quitter son village qui est présenté comme le point d'attache de ces personnes. Dans ce sens, les enquêtés témoignent de nombreuses scènes de personnes refusant de quitter le village, préférant mourir dans leur territoire que de devoir partir.

« Ils [les villageois] ne voulaient pas partir et ils sont restés et alors on a dû les porter parce qu'ils voulaient mourir dans leur terre, dans leur village. » Nubia

Bien que l'ensemble de ces personnes finissent par quitter les lieux, contraints par la police ou par d'autres habitants, un sentiment d'attachement au territoire est manifeste dans les propos de l'ensemble des enquêtés.

« Ici, il y a eu des policiers qui devaient forcer des personnes âgées déterminées et qui ne voulaient pas partir, elles montaient sur le toit de leur maison, même un monsieur qui a dormi là, deux, trois jours, exposé à l'intempérie entouré des petits chiens qui hurlaient, alors leurs familles [leur disaient] : 'mais papa descendez ! Allons-y', alors une partie refusait et qu'est-ce qu'on pouvait faire ? Bah, appeler la police ! » Rómulo

Ce sentiment est omniprésent dans les discours, y compris dans ceux des personnes originaires d'autres villages pour qui Campo de la Cruz était leur lieu de refuge final, à savoir les personnes « déplacées » du conflit ainsi que les personnes « déplacées » d'inondations anciennes dans les villages voisins⁶⁶.

« J'ai ressenti à ce moment-là une sorte de nostalgie, c'est-à-dire, en me disant : 'bon sang, ce village a été tellement bon avec moi', car je vivais ici depuis six ans, parce que je suis déplacée de là-bas, c'est-à-dire que là-bas [dans son village d'origine] ils [les groupes armés] allaient nous brûler vifs. Là-bas, en Ituango. Je suis originaire d'Ituango, Antioquia. » Mercedes

Ces résistances au départ concernent autant les « anciens » que les plus jeunes, pour qui le départ forcé se traduit par une souffrance qui rend compte de la douleur et de la détresse matérielle et émotionnelle de ces personnes.

« C'était très douloureux, parce que mon mari me disait que les hommes ne pleurent pas, et le lendemain, il a pleuré quand il s'est rendu compte de notre situation. Cela m'a fait tellement de peine quand j'ai vu mon mari en train de pleurer parce qu'il disait toujours : 'les hommes ne pleurent pas' et je lui répondais : 'mais tu n'as pas de cœur ou quoi?', comment ça les hommes ne pleurent pas ?' et alors, pour lui ce n'était rien mais quand cela [l'inondation] est arrivé, je l'ai vu pleurer, même quand il me disait que les hommes ne pleurent pas et regarde comme il pleurait. » Participant entretien de groupe N°2

Ainsi, selon de nombreux témoignages, ce déplacement forcé conduit à des situations de stress et de détresse psychologique menant certaines personnes à « mourir de peine » comme le montrent les propos ci-dessous. Il s'agit de personnes qui n'ont pas pu supporter le détachement de tout ce qui constitue une vie.

« Et alors, bon, il y a eu des gens qui sont morts. Ils sont morts par rapport à cela, ils n'ont pas pu supporter cela. » Edilma

⁶⁶ Le chapitre 1 « Introduction Générale » fournit une présentation de la présence des personnes « déplacées » internes résidentes au village. Pour ce qui est des personnes concernées par des déplacements associés à d'autres inondations, il n'existe pas de registre officiel à ce sujet, et de ce fait, nous nous sommes basés sur les informations partagées par les enquêtés autour de leur trajectoire de vie. Comme cela a été présenté dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche » et suivant les objectifs fixés en début d'enquête, l'échantillonnage théorique initial inclut dix personnes ayant le statut de « déplacé » interne auxquelles s'ajoutent sept autres enquêtés ayant mis en avant à un moment donné de l'enquête leur statut de personne déplacée. Ce qui revient à considérer au total 17 personnes doublement déplacées du conflit et de l'inondation. Concernant les personnes déplacées par d'autres inondations avant celle de 2010, les propos des enquêtés permettent de considérer deux cas de ce type de double déplacement. L'inclusion de ces personnes dans notre échantillon a suivi la logique d'interconnexion présentée également dans le chapitre 2.

« Oui, beaucoup de personnes en sont mortes. Mais de peine. » Carmen

Outre ces situations extrêmes qui ne concernent pas directement les enquêtés, puisqu'il s'agit de récits d'ordre général ayant impacté moralement la population, le sentiment qui prévaut dans les propos est un sentiment d'exil associé à la perte de son lieu de vie.

« Nous avons été déterrés tous d'ici, parce que regardez, même le curé a dû s'enfuir, il ne voulait pas, mais il a dû le faire, parce que l'eau arrivait presque jusqu'à tout là-haut, parce que quand je l'ai vu, l'eau avait déjà envahi la moitié de l'église et vous imaginez avec la hauteur de l'église ! Et encore, elle a des marches et tout et cela n'a pas été suffisant. Parce que l'eau est arrivée jusqu'en haut, et il a dû partir ! Il a dû partir ailleurs, il ne voulait pas, il ne voulait pas, mais il a dû laisser l'église, parce qu'où allait-il dormir ? » Mercedes

Dans le cas de notre population d'étude, quitter son village se traduit par une rupture de la dynamique familiale et communautaire et par le délitement du tissu social. D'une part, l'absence d'accompagnement ainsi que la précarité matérielle des habitants contraint une partie des enquêtés à se séparer de leur famille et de leur groupe de référence au moment du déplacement. D'autre part, les conditions de départ que nous venons de présenter se traduisent par une grande dispersion de la population selon les possibilités de chacun pour trouver les ressources matérielles nécessaires pour assurer le déplacement et l'arrivée des individus et leurs familles dans les lieux de destination. Cette situation est expliquée par l'impossibilité des personnes à trouver au même moment un moyen de transport pour tous les membres de la famille.

Comme le résume la remarque ci-dessous, quitter son village signifie pour les enquêtés une rupture des liens et des relations sociales et d'une relation vécue avec son village qui constitue son lieu de vie physique et sociale.

« Tout ! Toutes ces choses, c'était une expérience totale. C'est-à-dire, le fait de savoir que tu as d'une manière vécu ta vie, d'avoir tes amitiés, l'amour que tu as pour ta terre, pour tes gens, le fait d'être adapté à une culture. C'est alors comme si tu devais tout reprendre de zéro. C'est comme une nouvelle étape à zéro. Alors, c'est quand tu te dis : 'j'ai perdu tout mon temps', n'est-ce pas ? Comme quand tu fais un rêve et que tu te réveilles mais en réalité ce n'était pas un rêve mais un cauchemar, et maintenant la réalité est toute autre. Alors je pense que personne ne voulait que tout ce temps et toutes ces expériences vécues restent dans l'oubli. » Nubia.

Encadré n°3. Amorce d'analyse relative à la catégorie descriptive n°2

▪ L'évacuation de la population suit un schéma d'auto-organisation en raison de l'absence d'accompagnement institutionnel et se trouve également associée à la précarité matérielle de la population. Ces éléments ont un impact sur l'étendue des pertes matérielles ainsi que sur les conditions de départ de la population, ce qui montre que les contraintes

associées au départ orientent, du moins partiellement, les décisions et les choix des territoires de destination et des espaces de placement, ainsi que les modalités d'insertion, d'occupation et d'installation dans ces différents endroits.

- Les représentations qui émergent dans les discours autour du départ du lieu d'origine, mettent en avant les pertes matérielles associées à une rupture sociale plus large dont le déplacement de la population cristallise la déstructuration des cadres sociaux et culturels de référence. Plus précisément :

- Dans un premier temps, le déplacement de la population s'accompagne de l'effondrement de la structure sociale caractérisé par une diminution drastique du pouvoir d'agir des individus, perceptible d'une part, à partir de la désintégration des espaces d'action collective et communautaire et, d'autre part, de la séparation entre les groupes en raison de l'absence d'identification à des pratiques et conduites considérées comme étant négatives par rapport à celles qui sont valorisées dans le répertoire social et culturel dominant. Le sens que nous donnons à la notion de pouvoir d'agir s'inspire de celle de Y. Le Bossé (2003) qui envisage cette notion à partir de celle d'*empowerment* dans une conception qui articule la mise en action et la disponibilité des ressources qu'elle nécessite. Plus précisément, pour l'auteur, le pouvoir d'agir renvoie avant tout à la capacité « 'd'être en mesure d'agir', c'est-à-dire d'avoir les moyens de se mettre en action » (p.45). L'action entendue par Le Bossé se précise ainsi, selon les trois sens que lui donne H. Arendt : comme « une manière d'assurer sa survie, d'exprimer son individualité et de contribuer à la régulation collective des conditions générales d'existence » (Baehr, 2000, cité par Le Bossé, 2003). Quant au pouvoir, celui-ci « vise la nécessité de réunir les ressources individuelles et collectives à l'accomplissement de l'action envisagée » (p.44). Il précise toutefois que le pouvoir d'agir se distingue du seul pouvoir d'influence ou de domination car le premier ne vise pas tant un rapport de force que la réalisation d'un projet signifiant ; et se distingue également de la question de la lutte pour l'accès aux ressources car le pouvoir d'agir implique autant le dépassement des obstacles personnels que l'aménagement structurel des conditions de réalisation de l'action. La diminution du pouvoir d'agir ou *disempowerment*, selon l'expression référenciée par Le Bossé, est envisagé ici comme l'incapacité réelle ou perçue d'exercer son pouvoir d'agir, à savoir, de mobiliser les moyens de se mettre en action.

- Ensuite, le déplacement se caractérise par la dispersion de la population, perceptible à partir de la fragmentation familiale et des groupes orientée par les contraintes matérielles associées aux conditions de départ. Ces fragmentations se traduisent par une déstructuration des rôles ainsi que par une rupture des pratiques et des liens constitutifs de la vie sociale, ce qui impacte le positionnement des individus dans l'échiquier social, plus précisément, la manière dont ils s'auto-identifient, se reconnaissent et sont reconnus par leurs groupes de référence et par les autres.

- De manière plus large, les individus ne quittent pas uniquement un territoire physique, mais ils se séparent d'un espace social donné à l'intérieur duquel ils ont construit leur quotidienneté, leurs relations et leurs projets de vie. Cette séparation provoque un impact considérable sur l'identité sociale en ce que le déplacement marque une rupture des référentiels identitaires qui permettent de construire une narrative de soi et des autres, un sentiment d'appropriation d'un répertoire social et culturel et par là, un sentiment d'appartenance à un groupe.

- Ces éléments sont à prendre en considération dans l'analyse de l'expérience même du déplacement car ils vont déterminer, du moins partiellement, les manières dont les

personnes concernées arrivent, s'installent et occupent les différents lieux et les manières d'agir et interagir avec les autres dans les nouveaux contextes.

L'interprétation conjointe de ces éléments nous permet d'élaborer la catégorie d'analyse « considérations sur le départ » qui sera développée dans le chapitre 4 « Discussion des résultats ».

3.3 L'arrivée dans les territoires de destination : l'émergence de nouvelles formes de sociabilité dans les territoires d'occupation temporaire

Ce sous-chapitre présente les représentations que la nouvelle PSDT construit autour des territoires de destination et des interactions et relations avec les autres acteurs. Nous exposerons dans un premier temps les logiques d'arrivée et d'occupation de ces territoires pour ensuite nous attacher aux significations spécifiques autour du territoire et de la figure de l'Autre dans ces contextes.

3.3.1 Les logiques d'arrivée et d'occupation

3.3.1.1 La PSDT dans la ville : entre arrivée discrète et insertion précaire

Dans la ville, la confrontation des logiques sociales distinctes, urbaine et « villageoise », conduit la PSDT à mobiliser des représentations à partir des stéréotypes et significations défavorables autour de la ville qu'elle va actualiser et activer lorsqu'elle se retrouve dans ces lieux urbains. L'émergence de ces significations est en grande partie déterminée par les logiques d'arrivée dans la ville et par les spécificités des territoires occupés.

Arrivée et occupation

Les raisons de l'arrivée dans la ville, exposées par les enquêtés, mettent au premier plan la présence des membres de leur famille ayant mis leur logement à disposition. Dans un deuxième plan, l'arrivée de la PSDT dans la ville est présentée comme une « opportunité » qui est notamment associée au fait d'avoir trouvé un moyen de transport au moment du départ de Campo de la Cruz qui avait la ville comme lieu de destination. Dans ce dernier cas, la PSDT procède à la location de logements subventionnés partiellement et temporairement par les gestionnaires des aides.

Dans cette configuration du déplacement vers la ville, deux dynamiques sont observées : dans la première, il s'agit de déplacements individuels, c'est-à-dire, que la PSDT arrive seule en raison des possibilités limitées d'accueil dans ces endroits et de ce fait elle se sépare d'une partie de sa famille proche, contrainte de trouver refuge ailleurs, ou bien en raison de la séparation de la famille associée aux conditions de départ difficiles. Ce type de déplacement concerne la majorité des PSDT de la ville.

« Bon, ma fille je vais te dire, je me sentais perdue, je me sentais comme...Je ne sais pas mais ça a été très dur pour moi, j'ai passé, parce que j'ai dû me séparer de mon compagnon, de ma fille qui était ailleurs, mon fils aussi, ce n'était plus pareil,

j'ai même dû passer Noël toute seule, mais bon, qu'est-ce que tu veux, c'est comme ça ! » Graciela

Dans la deuxième, la PSDT arrive avec sa famille « élargie ». C'est une obligation implicite de solidarité familiale qui est mise en avant par la PSDT pour justifier cette dynamique migratoire. Ce type d'arrivée « collective », qui est observé dans les deux configurations des logements individuels, expose la PSDT à des situations conflictuelles avec le résident qui l'accueille. Les propos de cette enquêtée illustrent ces difficultés rencontrées lorsque les PSDT sont amenées à s'installer « à plusieurs » dans un même espace.

« A ce moment-là, nous avons loué un appartement [à Soledad]. Le type de l'appartement nous a expulsés. Parce que nous étions deux familles, trois familles, parce que je ne pouvais pas laisser mes enfants dans la rue. Mes deux fils, chacun avec sa femme, l'un avec ses enfants aussi. Alors, parce que j'avais mis les trois familles dans l'appartement, le propriétaire nous a expulsés parce qu'il était interdit de vivre aussi nombreux à l'intérieur. Mais, où voulez-vous les mettre alors, si nous étions inondés là-bas ? [À Campo de la Cruz]. Il [le propriétaire] nous a virés. » Carmen

Dans la ville, la dynamique individuelle d'arrivée et la dispersion de la population qui l'accompagne engendre une occupation « discrète » de ce territoire. La dispersion rend difficilement repérable la présence des PSDT. Lorsqu'elles sont « reconnues », c'est à travers des signes externes qui définissent en partie leur nouvelle situation en tant que « sinistrés », rendant la PSDT visible aux yeux du résident. Le signe qui distingue la PSDT du résident à l'intérieur du territoire de la ville est un drapeau rouge hissé à l'extérieur des logements d'accueil et qui a comme fonction première de permettre aux gestionnaires des aides de repérer les « ayants droit » de l'assistance humanitaire afin de réaliser des recensements pour l'attribution des aides. Nous montrerons les logiques associées à ces recensements à partir de la section 3.4.1. Cette situation est également présente dans le cas des PSDT des villages que nous présenterons dans la section suivante.

« Dans la partie où j'étais, comme je te le disais, j'allais à Barranquilla, au début ma famille n'avait pas été recensée. Je me suis dit : 'mais comment ça !!, il y a des aides par ci par là et vous rien !'. Alors, ils n'avaient pas été recensés, normalement là où il y avait une famille sinistrée, ils [ses membres] devaient mettre un drapeau, et ils mettaient un drapeau, ils sortaient des chiffons rouges, et ils disaient [les organismes d'aide] : 'là il y a une famille sinistrée' et dans ce cas, les organismes arrivaient avec des aides, la Croix Rouge et je ne sais pas qui. Ma famille, cela faisait plusieurs mois qu'elle était là et elle n'avait rien reçu, pas une seule aide. Après, on cherchait des contacts avec des professeurs, en discutant par ci par là, pour voir de quelle manière ils pouvaient se faire recenser et tout, et on nous a dit : 'mais non Nubia, ils doivent aller directement [dans les bureaux des organismes d'aide], ils doivent aller avec tous les membres de la famille'. Et effectivement, c'est à partir de ce processus que nous avons fait que nous avons reçu des aides, après nous avons reçu une visite et on nous a dit d'être attentifs

parce que tel jour il y aurait des distributions pour que l'on puisse recevoir l'aide humanitaire qu'ils donnaient. Bon, d'une certaine manière nous avons perdu des mois, par méconnaissance, parce que personne ne nous avait contactés, et que nous ne savions pas quoi faire non plus. » Nubia

Cependant, la majorité des enquêtés ayant trouvé refuge dans la ville n'ont pas eu recours à cette stratégie pour deux raisons : la première, car la PSDT bénéficie de l'entraide de la famille d'accueil pendant la durée de son séjour dans ces lieux ; la deuxième, en raison de la méconnaissance d'un tel dispositif de localisation des PSDT dans les différents territoires de déplacement, y compris dans la ville. Dans le premier cas, la PSDT opte pour se « fondre » dans la masse et passe quasiment inaperçu du résident et des gestionnaires des aides, en dehors des situations dans lesquelles elle choisit d'élargir sa présence et/ou assumer sa nouvelle condition d'ayant droit pour avoir accès aux aides « officielles ». Ce qui revient à se déplacer aux centres de distribution des aides, en général situés dans des lieux stratégiques des quartiers comme l'église ou les Mairies. Dans le deuxième cas, la PSDT reste invisible pour le résident ainsi que pour les gestionnaires des aides, mais contrairement au premier, qui se satisfait de manière générale de l'entraide familiale, le deuxième exprime le regret de ne pas avoir été informé des mécanismes d'accès aux aides et de ce fait avoir été écarté des possibilités d'améliorer les conditions de la survie. L'extrait que nous avons présenté ci-dessus permet d'apprécier cette situation.

Dans la majorité des cas recensés dans cette enquête, la PSDT de la ville loge au sein de quartiers très pauvres situés dans sa périphérie. Bien que pour nombre d'entre elles les conditions matérielles retrouvées dans ces endroits ne diffèrent pas totalement de celles dans leur village d'origine, puisqu'elles habitent « en temps normal » dans des quartiers également pauvres ou marginalisés⁶⁷, elles font l'expérience de cette nouvelle installation temporaire loin de leurs voisins, leurs amis et souvent de leur famille proche, ce qui représente un défi supplémentaire dans la situation de déplacement. Pour la PSDT, les anciennes relations de voisinage, absentes dans ces quartiers d'arrivée, sont déterminantes dans le quotidien, notamment en ce qui concerne l'entraide. C'est dans les propos des PSDT concernant leur vie avant le déplacement, qu'il est possible de comprendre l'importance de ces liens.

« [Avant l'inondation] Nous vivions tranquillement entourés de nos voisins, avec lesquels nous avons toujours vécu et avec lesquels nous étions toujours très unis.
» Dilia

⁶⁷ Se référer au sous-chapitre 1.2 dans lequel figure une présentation succincte des principales caractéristiques socio-économiques de Campo de la Cruz.

« Là-bas [dans son quartier avant l'inondation] les voisins étaient très gentils avec moi, ils m'aidaient énormément, ils me donnaient, si je manquais de quelque chose, ils me donnaient par exemple, du maïs, du manioc, un peu de potiron, parce qu'ils avaient un petit terrain, alors avant, on m'aidait beaucoup. » Mercedes

Dans ce type de quartier où a lieu l'arrivée de la PSDT de la ville, la précarité qui caractérise le quotidien des résidents rime fréquemment avec des problèmes de délinquance et de violence. Bien qu'il ne soit pas possible de confirmer ou d'infirmer des faits de violence concrets dans chacun des quartiers occupés pendant la période de déplacement, cette représentation est largement partagée et est mise en avant dans les récits par les enquêtés de la ville. L'absence de liens sociaux, le contact prolongé avec les logiques de la périphérie urbaine, ainsi que les stéréotypes négatifs antérieurs autour de la ville, persuadent la PSDT de l'existence d'un risque potentiel pour sa personne, comme nous le montrerons dans la section 3.2.2.1.

3.3.1.2 La PSDT dans les villages : une présence marquée dans un contexte précaire

Les villages constituent les territoires choisis par la majorité des enquêtés à un moment donné du déplacement. Pendant les premiers moments, l'arrivée des PSDT en provenance des communes voisines affectées par l'inondation a suscité un élan de solidarité qui s'est concrètement traduit par des aides matérielles affluant massivement des gestionnaires des aides, mais également en provenance des résidents des lieux de destination, et cela malgré la précarité de la situation de ces populations dans une grande partie de cette zone réceptrice, situation socio-économique proche à celle décrite dans le sous-chapitre 1.4 concernant la commune de Campo de la Cruz.

« Là où nous étions dans les autres communes, on nous traitait correctement. Des médecins, des médicaments et tout cela sans payer ! Et la nourriture, parce qu'il y avait de la nourriture en quantité ! C'était aussi le gouvernement, on nous envoyait des sacs, mais regardez, des sacs gros comme ça ! Beaucoup ! Ils n'étaient pas petits, non. La Croix Rouge, La Défense Civile aussi nous apportaient à manger. Cela je peux le dire, ils ne nous ont pas laissé mourir de faim, ils ne nous ont pas laissé avoir faim. Des vêtements, car nous avons tout perdu, nous sommes arrivés uniquement avec ce que nous avons sur nous. » Mercedes

Au fil de leur installation, la présence des PSDT dans les villages est accompagnée de l'usage des lieux physiques et sociaux en dehors des refuges, qui seront présentés dans le sous-chapitre 3.4, ce qui a signifié des interactions de plus en plus fréquentes entre la PSDT et le résident. Dans l'ensemble, l'arrivée dans ces territoires est présentée par les PSDT à partir de l'absence de liens sociaux et culturels en dépit de la proximité géographique. Les interactions qui au départ traduisaient l'entraide entre « voisins » de villages se sont peu à peu

transformées en terrain de tensions et de conflits, engendrant l'émergence d'attitudes de la part du résident perçues par les PSDT comme « stigmatisantes ». Ces attitudes entraînent, entre autres, selon les enquêtés, une certaine lassitude qui aurait amené le résident à considérer la PSDT comme une « charge ». Cette situation spécifique sera présentée dans la section 3.3.3.2.

Arrivée et occupation

Deux éléments caractérisent l'arrivée des PSDT dans les villages : d'une part la proximité géographique au territoire d'expulsion et d'autre part le réaménagement et la mise à disposition des écoles des villages en tant que refuges par les autorités locales, comme nous l'avons illustré dans la section 3.1.3. Dans les deux cas, c'est l'absence de ressources matérielles et d'accompagnement pour organiser le transport des personnes et des biens matériels sauvés, conjuguée au grand dénuement matériel, qui oblige la PSDT à s'insérer dans un système de dépendance des aides qui commence par un moyen d'hébergement collectif. Dans une minorité de cas, la PSDT a procédé à la location d'un logement individuel dans ces communes ou a été hébergée par un membre de la famille, comme nous l'avons présenté dans le sous-chapitre 3.1. Comme dans le cas des PSDT de la ville ayant opté pour le type d'hébergement en location, ces logements ont été subventionnés par les autorités. Cependant, ces aides n'étant pas cumulables avec les aides alimentaires, la majorité des PSDT sont restées dans les écoles et refuges « officiels », où les distributions alimentaires étaient assurées par les gestionnaires des aides ; ou ont bénéficié de l'entraide familiale.

Ce système d'aide d'hébergement d'urgence a engendré l'arrivée massive des PSDT de Campo de la Cruz, ainsi que des rescapés de l'inondation d'autres villages inondés. L'installation de ces milliers de personnes s'est traduite par une grande visibilité des sinistrés au cœur de ces lieux. Loin d'être une figure abstraite ou invisible pour le résident, la PSDT était une figure bien présente, faisant un usage progressif, mais plus ou moins grand, des lieux en dehors des espaces de refuge. Dans la majorité des cas, cette visibilité en tant que PSDT est assumée en raison de l'afflux des aides alimentaires notamment. La PSDT est amenée à exposer sa nouvelle condition en se rendant à plusieurs reprises dans les lieux destinés à la distribution d'aides en plein cœur des villages, tout comme cela a été le cas dans la ville.

« Oui, parce que, je vous explique, ils nous aidaient, les gens, ici et là. Comme quand j'étais là-bas à Sabanagrande, un leader de Sabanagrande nous a beaucoup aidés. Oui, parce que lui, quand [il y avait les aides] nous disait : 'allez-y à l'église,

que dans l'église il y aura une distribution d'aliments pour les sinistrés de l'inondation'. Bon, là-bas on nous donnait nos aides. La police aussi nous a aidé : 'madame, allez là bas on va vous donner quelque chose'. Ouiiii, c'était une aide pour nous les sinistrés. » Rosalba

Bien que cette position d'ayant droit soit acceptée, voire assumée par la PSDT, il en est autrement pour le résident qui ne bénéficie pas de ces aides. Car, un facteur à prendre en compte pour des propos analytiques ultérieurs, réside dans le fait que ces nouvelles PSDT arrivent et occupent des villages voisins dont la caractéristique principale est de présenter des situations de pauvreté et de précarité souvent extrêmes. Ces communes « reçoivent » ces PSDT alors qu'elles ne présentent pas les conditions matérielles, voire sociales, adéquates pour les accueillir par milliers au moment de l'inondation et pendant la durée du déplacement. Par ailleurs, on note qu'un certain nombre de ces autres communes affectées, y compris des communes « réceptrices », ont « expulsé » une partie de leur population qui s'est alors retrouvée dans une dynamique de déplacement analogue à celle observée à Campo de la Cruz, ce qui rend complexe la cohabitation du résident et de la PSDT en provenance de différents territoires, selon les propos des enquêtés.

3.3.1.3 La PSDT au bord de la route : tentative de maintien du lien social

Dans cette enquête, une autre partie de PSDT a occupé le bord de la route principale, à la sortie du village, en installant un campement informel de *cambuches*, présentés dans le sous-chapitre 3.1. Bâti avant tout par les PSDT en réponse à leur extrême précarité et à l'absence d'accompagnement des autorités au moment du départ du village, ce lieu se situe aux frontières immédiates du village d'expulsion. Parmi les enquêtés, ce sont les personnes ayant le statut officiel de « déplacé interne » qui se présentent comme étant les premiers occupants de la route, en particulier, des personnes en provenance du même quartier du village. Ceci est expliqué par le fait que la majorité de ces personnes ne bénéficient pas de la présence d'un réseau, de la famille ou d'amis proches pouvant les accueillir dans la ville ou dans les villages, ainsi que par la sécurité que procure le fait de rester « ensemble », comme cela a été exprimé par ces personnes doublement déplacées.

Ainsi, une partie des PSDT de la route, notamment celles qui se sont installées au cours de la période de déplacement, arrivent dans ce scénario à la recherche de liens de « familiarité » entre voisins, absente des deux premiers lieux, comme nous l'avons noté plus avant.

« Les [autres] voisins n'y étaient pas tous, les personnes qu'il y avait étaient les personnes de notre quartier. On était nombreux, et c'est après que la route s'est remplie du monde. » Participante entretien de groupe N°1

Le deuxième argument concerne les aides dont une partie des PSDT a été exclue dans les deux autres lieux de destination. Nous montrerons cette logique dans le sous-chapitre 3.4 en complément de ce qui a été indiqué dans la section 3.3.1.1. La route est présentée comme un lieu « stratégique » pour la mise en place d'actions diverses permettant à la PSDT d'augmenter le flux de ressources matérielles en provenance des « passants » sensibilisés par sa situation.

En résumé, ces personnes et familles ont pris la décision de s'installer dans cet endroit pour plusieurs raisons : les enquêtés manifestent avoir été influencés par la proximité avec leur village et ainsi se sentir chez eux d'une certaine manière ; la présence d'autres membres de la communauté pour renforcer les liens de solidarité entre voisins ; mais également l'absence de personnes étrangères à la communauté. Et cela, malgré les difficultés exprimées par les participants concernant les conditions de vie dans ces refuges de fortune et le danger que représentait le fait d'être installé à quelques mètres de la route, éléments que nous présenterons dans le sous-chapitre 3.4.

3.3.2 Les significations des territoires occupés

3.3.2.1 La PSDT et sa relation avec la ville : des référentiels identitaires villageois confrontés à « l'hostilité » du contexte urbain

Pour la PSDT de la ville l'expérience de déplacement est présentée à partir d'un discours sur la ville construit autour de qualifications négatives. Le lexique employé fait référence le plus souvent au « danger », à « l'insécurité », à « la violence », et aux « transgressions » au moment de signifier l'espace urbain. Les propos de cet enquêté, synthétisent le sentiment qui prévaut parmi les PSDT de la ville.

« [...] l'insécurité d'être dans un endroit que l'on ne connaît pas, sans savoir où l'on marche, ni vers quel danger on s'engage. » Rómulo

Dans cette enquête, les représentations de la ville procèdent de constructions sociales et culturelles qui opposent les villageois aux citadins, notamment autour des manières de vivre, des pratiques et des valeurs différentes entre les deux groupes. Dans cette opposition culturelle, l'image « tranquille » du village est mise en avant par la PSDT dans sa logique de comparaison avec la ville, cette dernière étant vue à travers le prisme de la violence et de l'insécurité. Pour les villageois, la tranquillité du village s'accompagne d'une grande liberté de circuler dans les lieux publics, ce qu'ils valorisent comme un facteur de bien-être.

Mais surtout, l'idée qui domine cette opposition réside dans les interactions et les liens sociaux qu'il est possible d'établir et entretenir dans chaque lieu. Ainsi, au village tout le monde se connaît et les interactions entre les habitants sont fréquentes en raison de la tranquillité des lieux, qui permet entre autres, de circuler tard le soir. Au village, ces relations sont présentées comme déterminantes dans la construction du quotidien, autour de valeurs, qui sont des impératifs « implicites » de solidarité, familiarité et réciprocité entre les membres du groupe, comme nous l'avons décrit dans la section 3.3.1. Contrairement à la ville où la PSDT souligne une absence des liens avec les habitants en raison de l'insécurité mais également en raison d'un plus grand individualisme que le villageois estime intrinsèque et caractéristique de la ville. Les propos de cette PSDT permettent d'illustrer cette idée.

« Quand j'étais à la maison [à Barranquilla] ce n'était pas confortable, le *patio* et la porte et c'est tout, alors non, je suis parti ! [...] Ici, dans les villages, on a une vie heureuse, on n'a pas, on n'a pas tous ces problèmes de se faire braquer. Ici [au village] je vis heureux, vous savez pourquoi ? Parce que j'ai mes amis, je vais chez l'un, je vais chez l'autre et je discute avec eux, je bavarde avec eux, ça c'est notre bonheur, mais vivre dans le malheur non, ce n'est pas bon. Ça, ce n'est pas le bonheur [à Barranquilla], le bonheur c'est d'avoir ses amis, discuter, échanger avec eux, je vais chez eux tous les soirs, je reviens vers 21h, 22h. » Amado

Ces opinions défavorables autour de la ville sont renforcées par un discours largement répandu parmi les PSDT autour du « paradoxe du développement » du village. Dans les discours des enquêtés, la ville s'est construite, dans sa version moderne, au détriment des valeurs traditionnelles qui ont été remplacées par des manières de vivre et de coutumes qu'elles considèrent comme malsaines. Le rapprochement du village et de la ville, rendu possible grâce à la construction de la route principale dans les années 1950, a permis d'accéder à cette modernité, présentée comme bénéfique pour le village d'un point de vue économique. Mais, dans le même temps il a donné accès à des pratiques jugées incompatibles, voire « dissonantes » avec les pratiques villageoises. Les propos suivants illustrent le sentiment d'insécurité associée à cette perception paradoxale du développement.

« Je dirais que la chose négative, c'est que paradoxalement ce rapprochement avec la ville nous a mis en contact avec toutes les manifestations négatives qu'à la ville, alors cela se transforme en un facteur négatif, par exemple, l'insécurité, les coutumes malsaines qui se voient là-bas [...] donc paradoxalement, en même temps qu'elle a été un facteur de développement, la route s'est transformée en un élément négatif pour la population [...] alors quand le village a commencé à être en contact plus important avec la ville, cela a fait que l'on a ramené de là-bas toutes ces choses négatives. » Esperanza

Pour les enquêtés, cette « contagion » des pratiques citadines négatives est le résultat d'un contact prolongé entre les villageois et les citadins, en raison notamment de ce qu'ils

appellent « l'innocence du villageois », prédisposé d'une certaine manière à évoluer dans le sens de la perte de valeurs traditionnelles au contact du citadin. Dans les propos de cet enquêté, la métaphore du dialecte local illustre cette appréciation du risque relatif au contact avec les pratiques de la ville.

« [Par exemple] Si vous restez un an à vivre dans un autre endroit avec une autre culture, vous allez sûrement assimiler des aspects de cette culture qui peuvent être bons ou mauvais. Tout dépend de la personne qui vit le phénomène. Par exemple, vous savez qu'ici nous avons une manière très singulière de nous exprimer pour parler, nous ne disons pas « le doigt » [comme dans la ville], mais « le doi' », alors tu vois ? Nous souffrons d'un changement en allant là-bas, ailleurs [en faisant référence à la ville], on va peut-être « prendre » un peu de la culture des autres » et finir par dire « le doigt. » Rómulo

La PSDT construit cette représentation de l'insécurité autour des informations et connaissances sur l'environnement de la ville, dans une continuité entre les discours mobilisés sur les dangers de la ville que nous venons de voir et des faits réels, soit à travers son expérience. Il peut s'agir d'une expérience passée qui va renforcer les stéréotypes préexistants en actualisant l'ancien cadre de référence.

« Et j'ai pris peur de me rendre à Barranquilla, car il y a quelques années, on m'a volé cinq cent mille pesos, je suis allé me faire payer mon argent et quand je suis sorti avec l'argent, alors un mec m'a mis un couteau ici tout près de la cuisse et moi au milieu :
-L'argent, donne-moi l'argent
-Je n'ai pas d'argent !
Mais l'argent, c'est la jeune fille qui l'avait [son employée], elle ne s'était rendue compte de rien et je lui ai alors dit : 'donne-lui cet argent', mais elle ne voulait pas, j'ai insisté : 'ils vont me faire du mal et à toi aussi'. » Amado

Dans ce cas de figure, la PSDT analyse son expérience passée pour expliquer et justifier son sentiment d'insécurité. La connaissance préalable participe à lui conférer une image négative. La PSDT éprouve alors de la méfiance, voire de la peur de « faire usage » de la ville.

Le nouvel arrivant élabore également sa représentation de la ville à partir des expériences « négatives » vécues pendant la situation de déplacement, associées directement à l'insécurité. Cette situation est présente dans le cas de la PSDT hébergée par un membre de sa famille ou lorsque la PSDT a une connaissance préalable de ce lieu. Dans la remarque de cette PSDT, il s'agit des « transgressions » subies dans son scénario de refuge.

« On ne pouvait pas...C'est à dire que cela n'était pas du tout sûr là-bas à Barranquilla parce que nos affaires disparaissaient [elles étaient volées]. » Edilma

Dans d'autres cas, la PSDT se retrouve soudainement confrontée aux logiques de la ville qui lui sont jusqu'à là inconnues. Elle va alors s'appuyer exclusivement sur les informations

provenant des proches qui les hébergent, qui se présentent en tant que connaisseurs des faits quotidiens de violence dans ces lieux, supposés ou avérés. Ces circuits d'informations indirects, c'est-à-dire, que l'appréciation ne provient pas d'une expérience ou connaissance directe, vont conduire la PSDT à redéfinir sa représentation de l'environnement dans lequel elle se trouve. Le danger et l'insécurité qui étaient « hypothétiques » au départ, deviennent « réels » pour la PSDT lorsqu'elle prend conscience de la situation locale. La remarque de cette enquêtée suggère cette idée.

« On est parti à Malambo, au quartier La Esperanza, là aussi c'était dangereux parce que là-bas ils tuaient beaucoup. Nous devons rester enfermés parce que la seule chose qu'on entendait c'était des pétards [des coups de feu] et on entendait dire : 'non, mais ils ont tué je ne sais pas qui'...ouh ! » Paola

3.3.2.2 La PSDT et les villages : une proximité « dissonante »

En dépit de la proximité géographique du territoire d'expulsion avec les communes ou villages d'arrivée, la PSDT de cette enquête construit sa représentation de ces lieux à partir de l'absence de liens culturels et sociaux, tel que cela a été exprimé dans la section 3.3.1. Dans l'ensemble, l'arrivée aux villages voisins se traduit par des sentiments de solitude et de perte de repères en raison de l'absence d'un réseau social – amis et voisins -, et cela malgré la présence d'autres *camperos* dans les mêmes lieux, ou dans certains cas, d'autres membres de la famille.

« Mal, mal, mal. Mal, mal ! Je n'arrivais pas à m'y faire, je ne savais pas où aller... Là bas à Santo Tomás je ne connaissais personne, c'était une catastrophe. » Rosalba

Dans les cas où l'occupation des villages a suivi une évolution partiellement positive, la PSDT jouit d'une connaissance préalable de ces lieux et leurs habitants qui suppose une relative maîtrise de codes et des pratiques locales qui lui permet d'une part, d'avoir accès aux informations concernant les aides, ou de bénéficier directement des aides de la part du réseau ; d'autre part, d'établir plus facilement des interactions avec d'autres résidents pour accroître les possibilités de rendre l'expérience plus favorable.

« Mais pour... pour être franche avec vous, c'est un village appelé Punta Canoa, Bolívar. [Je suis restée] là-bas, à quelques minutes de Cartagena, mais les relations ont toujours été...c'était bien parce que j'avais déjà l'habitude d'aller là-bas, cela n'a pas été pour moi très difficile. » Dilia

Bien que ce cas soit minoritaire parmi les enquêtés, l'existence d'un réseau va permettre à la PSDT d'améliorer ponctuellement son nouveau quotidien, voire dans des cas ponctuels, « d'éviter le pire ». Ce cas est celui de cette enquêtée, pour qui la présence d'amis et de

connaissances s'est révélée vitale pour sauver la vie de ses enfants malades. Même dans les cas où l'accès des PSDT aux aides est assuré par les gestionnaires des aides pendant la période de déplacement, c'est la mobilisation du réseau en particulier qui est mise en avant dans l'expérience de ces enquêtés.

« Je suis restée dans une chambre avec mes enfants, à côté de la pièce où il y avait le stock de nourriture, la nourriture stockée pour ma famille. Ma fille aînée est tombée malade car elle n'était pas habituée à boire l'eau du puits, à Candelaria on boit l'eau du puits et ma fille a été malade. La deuxième a eu une hépatite B, elle était très mal. J'étais tellement tendue que je disais à mon mari : 'tu me sors de ce village ou je ne sais pas ce que je vais faire'. C'était tellement dur pour moi, j'avais mes deux filles à l'hôpital et encore une fois je vous dis, la main de Dieu était grande et miséricordieuse avec nous car nous avons aussi une grosse quantité d'enfants à charge [de l'église]. Nous avons vingt et quelques enfants et très peu de ressources financières, mais nous avons un réseau, des amis, des médecins, des gens qui nous ont beaucoup aidé et je remercie Dieu pour cette aide. » Mary

Les interprétations d'une expérience décrite comme « positive » dépendent alors de la réunion de deux éléments : la présence d'un réseau proche qui permet aux PSDT un plus grand accès à d'autres sources d'aides, notamment pendant les jours et semaines consécutifs à l'arrivée dans ces endroits, et la connaissance préalable de ces lieux.

3.3.2.3 La PSDT et la route : une surexposition de la précarité

En règle générale, pour la PSDT ayant installé son propre *cambuche* en bord de route, la signification qui est associée à cet endroit est celle de l'extrême précarité matérielle. Ainsi, pour la PSDT « pionnière » de ces lieux, les aspects matériels sont signifiés en termes défavorables, tels que la « plasticité » des habitations, le danger associé à la superposition de ces lieux par rapport à un côté de la route et l'absence totale d'intimité, entre autres. Ces éléments seront présentés dans le sous-chapitre 3.4. La conjugaison de ces éléments revient pour la PSDT à exposer sa précarité en raison de sa visibilité totale vis-à-vis de l'extérieur.

Pour les personnes ayant trouvé refuge dans les *cambuches* au cours de leur itinérance, la représentation devient plus favorable, en ce sens que la route représente symboliquement et matériellement un espace « d'accueil ». Ce lieu est alors représenté par la solidarité qui prévaut entre les voisins du même village, malgré les conditions extrêmement difficiles rapportées par les PSDT qui accueillent elles-mêmes.

« [...] les gens venaient et ils me disaient, ils venaient et ils me disaient, ils n'avaient plus rien ni où aller et je les laisser dormir dans le cambuche [je leur disais] : 'même si on doit dormir les uns sur les autres, pendant la journée il y a trop de monde mais le soir on va se débrouiller pour nous mettre tous dedans, vous

allez voir qu'il y aura de la place'. Et c'est comme ça qu'on dormait tous, par terre, avec sur des draps, nous nous mettions par terre, par terre. » Regina

Dans d'autres cas, les significations favorables proviennent d'autres PSDT qui ne sont pas hébergées au bord de la route, mais qui y « passent » la journée. Il s'agit souvent des PSDT qui font des allers-retours entre leur territoire de déplacement et le village pour vérifier l'évolution de l'inondation et qui sont également accueillis par les PSDT de la route. La même enquête se confie à ce sujet.

« Les gens me disaient : 'Regina, il n'y a pas mieux que ce que tu as fait ici, parce que nous n'avons plus à mourir de faim' parce qu'il y avait des gens qui venaient, des gens d'ici du village qui venaient morts de faim, et on voyait leurs yeux collés au ventre et cela me faisait de la peine et je leur demandais : 'vous avez déjeuné ?' [Ils répondaient] : 'non, mais avec quoi on va payer'. Et je leur disais : 'j'ai de la soupe, sans rien mais c'est de la soupe'. Et je leur donnais leur assiette de soupe, ils les prenaient et tout ça, ce n'est pas que j'avais [de l'argent], mais je crois que Dieu nous aide plus comme ça, lorsque l'on donne à celui qui a besoin. Il y avait aussi des enfants et cela me faisait de la peine aussi, je les appelais et je leur demandais : 'vous avez faim ?', [ils répondaient] : 'oui, madame'. Après, ils venaient et ils voyaient que je ne vendais plus rien, eux-mêmes venaient et me demandaient : 'madame, vous nous avez laissé quelque chose ?' Et alors je les appelais et je leur laissais la casserole avec quelque chose dedans, et je leur disais : 'prenez-le et partagez sans vous disputer'. Et les enfants étaient contents ! Et les voisins qui n'avaient rien l'étaient aussi. » Regina

Dans ce sens, la PSDT de la route met en avant l'impératif de solidarité et d'entraide qui prévaut entre voisins du même village. Cet esprit d'entraide n'est pourtant pas la règle générale, car, comme nous le montrerons dans la section 3.4, à l'intérieur même des *cambuches*, des situations de conflits et des tensions autour des conditions et ressources matérielles ont été rapportées.

3.3.3 Les significations de la figure de l'Autre

3.3.3.1 Signification du résident de la ville : risque, insécurité et méfiance vis-à-vis de l'Autre

Dans la ville, dans la majorité des cas, les interactions de la PSDT se limitent aux personnes « résidentes » dans le groupe d'accueil, aux connaissances et réseaux sociaux antérieurs, ou bien à d'autres sinistrés du même groupe.

« Regarde, je n'avais rien à faire, je m'en allais à pied de la 62 avec la 72 dans Barranquilla, 62 avec 72, où il y avait ma fille. Je marchais la journée pour décompresser de... j'étais comme en prison, il n'y avait rien à faire, je partais à pied depuis le centre de Barranquilla et je retournais 2 ou 3 heures après, je marchais, pour m'évader, avec deux amis qui habitaient tout près, j'allais marcher

et nous riions ensemble de toute cette situation, prenions les choses du bon côté, tellement la situation était ridicule. » Rómulo

De ce fait, pour la PSDT, le résident jouit d'une signification neutre à l'intérieur du réseau.

Les représentations de la ville reviennent dans une minorité des cas à considérer directement les résidents, en dehors de son groupe d'accueil, à partir des mêmes dénominations négatives. La PSDT procède ainsi à la construction d'une représentation stéréotypée des citoyens en raison des pratiques transgressives qui leur sont attribuées. L'expérience de cette enquête permet de comprendre les logiques mobilisées dans ce sens.

« Et alors les gosses, mes enfants je les ai envoyés à Ponedera car il y avait beaucoup de gamins vicieux ici [à Barranquilla]. Alors ils [les jeunes résidents] les entraînaient [les autres enfants] avec eux et je me disais : 'mon Dieu, je dois réagir parce que mes enfants ne peuvent pas devenir des vicieux comme les gosses d'ici'. Et comme j'ai pu, je les ai envoyés à Ponedera avec ma mère, dans les écoles. Et moi, je suis restée ici avec mon mari mais je venais les vendredis à Ponedera et je rentrais les lundis à Barranquilla. J'ai dit : 'non... j'ai fait beaucoup trop d'efforts pour ne pas perdre mes enfants de cette façon'. Parce qu'il faut dire qu'ils étaient très vicieux [les jeunes résidents]. » Edilma

Les interactions ou contacts prolongés avec les résidents convainquent la PSDT du danger que ce type de relations comporte en raison d'une appréciation négative générale du climat d'insécurité dans la ville. Cette représentation du résident est construite, en partie, à partir des informations transmises par les proches résidents de la ville. La même enquête partage cette impression.

« C'est à dire les miens, non les autres, ceux de là-bas [les jeunes résidents]. Une fois [j'ai appris que] ils ont rendu un enfant vicieux et ils lui ont dit : 'si tu ne fumes pas tu es un pédé, que ceci, que cela !', et ils abusaient du gamin. Alors ça non, je voyais... je me suis dit : 'ça ce n'est pas pour mes enfants'. » Edilma

Ainsi, rester en ville revient à s'exposer directement aux dangers que comporte la présence supposée de personnes ayant des comportements transgressifs. Dans ce cas précis, les significations du résident sont construites en termes négatifs, dans le sens où le résident occupe une position défavorable, voire inférieure, en rapport avec l'échelle des valeurs qui prévaut dans le cadre d'expérience personnelle, culturelle et sociale de la PSDT.

Finalement, dans cette enquête, aucune des PSDT de la ville n'a manifesté avoir fait l'objet d'attitudes ou conduites spécifiques venant du résident. Ce qui peut s'expliquer par l'absence d'interaction entre les deux groupes, comme nous le verrons dans le sous-chapitre 3.3.4, ainsi que par le fait que le résident n'a pas fait l'objet de cette enquête.

3.3.3.2 Significations du résident et de la PSDT des villages : une mise en avant de l'absence de liens entre les individus

Dans une majorité de cas, la PSDT des villages, en dehors de son groupe d'accueil, a une opinion favorable du résident, notamment autour de la solidarité qui caractérise les premiers moments du déplacement.

En dépit d'une présence marquée et prolongée au cœur des villages permettant un accès « hypothétique » aux espaces économiques et sociaux, nombreux sont ceux qui n'usent pas de cette possibilité en raison de l'absence de contact « sur place » ou d'une connaissance antérieure de ces endroits. De ce fait, la PSDT ne tente pas une intégration « économique » dans ces lieux et limite son accès aux ressources matérielles nécessaires à sa survie à celles attribuées, sous certaines conditions que nous verrons dans le sous-chapitre 3.4, par les gestionnaires des aides au sein des différents espaces de placement.

Mais, dans une minorité de cas, la PSDT tente une insertion, bien que précaire, dans ces espaces économiques. Dans ce sens, les contacts reportés par la PSDT avec le résident se limitent souvent aux interactions liées au travail « informel », souvent journalier, dans lesquelles la PSDT occupe la position d'employée et devient, à ce titre, dépendante de l'offre, elle-même tributaire des capacités matérielles du résident à solliciter ses services. Dans l'ensemble, ce type de travail ne semble pas provoquer une mise en concurrence entre la PSDT et le résident, car il s'agit en règle générale, de « petits boulots » ou de *rebusque* créés par le résident désireux d'aider la PSDT de manière très ponctuelle, tel que cela a été exprimé par les enquêtés concernés.

« J'étais entre Cascajal et Sabanalarga. Je me suis débrouillée pour travailler de temps à autre en donnant des cours, je donnais des cours à un groupe d'étudiants d'université. » Nubia

Dans ce type de relation et malgré la dépendance qu'elle pourrait engendrer, la PSDT exprime sa reconnaissance envers le résident. Ces interactions partielles et ponctuelles sont guidées par les besoins de la survie et ne se traduisent pas par l'émergence de liens sociaux durables. Bien que souvent ce soit grâce à des contacts « sur place » ou des connexions préalables que la PSDT puisse accéder à ces maigres opportunités.

Contrairement à l'insertion de la PSDT de la ville qui s'accompagne de l'élaboration de représentations négatives autour de la ville et du résident, dans les villages, cette logique est

inversée et c'est la PSDT qui perçoit et juge comme « stigmatisantes » des attitudes de la part du résident vis-à-vis de lui.

C'est l'usage plus large des lieux par la PSDT, en dehors des espaces de refuge, qui va révéler les ressorts des relations d'altérité entre les nouveaux arrivants et les résidents dans le contexte des villages. Au fil de son insertion dans ces lieux, la PSDT des villages passe à une présence de plus en plus marquée. Loin de se traduire par l'établissement d'interactions paisibles avec le résident, cette présence, voire « l'omniprésence » de la PSDT semble, à ses yeux, déranger le résident.

Les propos des enquêtés des villages présentent les interactions avec les résidents comme étant de manière générale « tendues » en raison des accusations de diverses natures portées par ces derniers vis-à-vis des PSDT. Dans les propos des enquêtés, l'usage du territoire apparaît comme étant considéré par le résident comme « abusif » et accompagné de la construction de représentations dévalorisantes de la PSDT.

Dans les récits, le résident stigmatise la PSDT en tant que « porteuse du désordre » au sein des territoires qualifiés à partir de leur organisation sociale antérieure à l'occupation massive du territoire.

« Et on voyait qu'il avait de la tension, il y avait beaucoup de tension, en tout cas comme je vous le décris. C'est comme tout, il y avait des endroits où les gens sont par nature très sympas et on le voit à leur charisme. Comme il y a eu des gens qui disaient aussi, figurez-vous qu'à tel endroit on disait qu'on était très bruyants, qu'on faisait beaucoup de bruit [désordre] et qu'on amenait le bazar dans leur village. Ce sont des choses que l'on entend aussi. Donc, il y avait des communes où les habitants étaient plus calmes alors ils disaient que les *campocrucenses* étaient beaucoup plus bruyants, qu'on aimait seulement être à la buvette. Bon, ce sont des commentaires. Mais il faut dire qu'il y avait aussi des gens qui parlaient joliment et qui disaient qu'on était joyeux. » Nubia.

Une autre source de tensions entre les deux groupes, PSDT et résidents, concerne des accusations construites autour de commérages et rumeurs dévalorisantes à l'encontre de la PSDT. Ces accusations sont ressenties par la PSDT comme une agression entraînant de la souffrance, qu'elle présente comme un facteur de diminution de bien-être alors que les conditions de la survie sont déjà jugées très difficiles en elles-mêmes.

« Je suis partie à Suan avec la famille aussi et j'ai loué une maison à cent milles pesos. Je la payais, avec le peu que je gagnais je la payais. Et bon on ne nous a pas mis à la porte ici, je ne vais pas vous dire qu'ils m'ont mis à la porte mais je vivais mal. Parce que je n'aimais pas ce village. Moi je n'aimais pas et je n'aimais pas que les gens parlent mal de mon village. Oui, ils parlaient très mal, ils disaient que Campo de la Cruz était un village de gens corrompus, que Campo de la Cruz... et

moi je n'aimais pas qu'on parle de mon village, parce qu'ils sont quand même de l'Atlántico et je suis de l'Atlántico aussi. Ils sont de Suan, je suis de Campo [...] Alors ils parlent salement de mon village et je n'aimais pas ça. C'est pour cela que je ne me mêlais pas aux gens du village [de déplacement] oui, nous étions maltraités. » Carmen

La proximité géographique entre les territoires de provenance des PSDT et leurs territoires d'arrivée ne constitue pas un facteur de rassemblement lorsque la présence de la PSDT dans ces endroits, qualifiée elle-même sur la base de coutumes et valeurs différentes, se prolonge.

Dans les récits des enquêtés, il est possible de comprendre ces stéréotypes autour des *camperos* comme le produit de préjugés bâtis à partir de conduites culturelles spécifiques, lesquelles, en dehors de la situation de déplacement, ne sont pas considérées comme transgressives. En outre, la PSDT se considère elle-même comme étant quelqu'un de « nature joyeuse », mais le caractère positif de cet attribut lui est renié par le résident qui y voit un synonyme de désordre. Ainsi, ces conduites, présentes dans les discours des enquêtés, sont mobilisées de manière stigmatisante par le résident en présence des deux groupes partageant le même territoire.

Le sentiment d'être « maltraité » par le résident est partagé par nombre de PSDT qui souffrent du fait de devoir partager leur quotidien avec des inconnus aux coutumes divergentes, même lorsque ce partage ne se fait pas de manière directe.

« [L'enquêtée parle de sa mère qui était dans la cuisine de la maison au moment de l'entretien] pour ma mère c'était très dur, elle a beaucoup souffert, elle a souffert beaucoup de maltraitances. Pas là-bas [à Barranquilla] mais quand elle est venue ici à cet endroit que j'ai mentionné, Puerto Giraldo. Là bas, le contact était bien différent, et ce n'était pas facile, parce qu'elle m'a dit qu'elle a souffert de maltraitances. Elle souffrait beaucoup et pleurait parce qu'elle voulait revenir au village [...] c'est-à-dire qu'elle vivait une vie très stricte et avec beaucoup de peine car les voisins n'étaient pas les mêmes qu'ici et ils n'étaient pas adaptés à la même personnalité [caractère]. Alors elle souffrait beaucoup à cause de disputes et de maltraitances, elle a beaucoup souffert de ce côté-là. » Dilia

La PSDT n'a pas le sentiment d'être objectivement un fardeau, en termes économiques, pour les résidents qui les accueillent, car elle est prise en charge par les gestionnaires des aides et n'a pas vocation à s'installer durablement dans les territoires d'arrivée. Toutefois, la présence prolongée de la PSDT dans les villages génère un sentiment de lassitude, qui serait répandu parmi les résidents selon les enquêtés.

« Parce qu'il y avait d'autres communes qu'après [un certain temps], qui disait du genre : 'bon, on vous a déjà assez accueillis, maintenant partez !'. On commençait déjà à entendre que dans certains villages ils ne voulaient plus que les gens de

l'inondation restent chez eux. Alors cela se rajoutait au désespoir des gens, à la tristesse. » Nubia

En dépit d'amples manifestations de solidarité du résident, notamment pendant les premiers moments de l'arrivée de la PSDT, cette dernière a finalement le sentiment d'être perçue comme une « charge » et de ce fait l'entraide devient rare, voire disparaît dans certains cas, à mesure que le séjour de la PSDT se prolonge. D'autant plus que cette présence prolongée de la PSDT conduit à des conflits avec le résident, ce que nous montrerons dans la section 3.3.4.2.

3.3.3.3 L'Autre dans le *cambuche* : une figure externe

Sur la route, les interactions entre la PSDT et le résident suivent une configuration très différente. Cela, car le campement des *cambuches* est installé sur la route limitrophe du village de Campo de la Cruz, qui est en principe un lieu public, bien qu'il soit géré par le Gouvernorat. De ce fait, ce campement peut être considéré comme appartenant géographiquement à la commune sans qu'il ne se situe véritablement en son sein.

Les interactions avec « l'extérieur » du campement sont limitées aux visiteurs, souvent d'autres PSDT du même village ou des villages voisins, mais surtout des « passants » habitués à prendre la route pour transiter entre les différentes communes du département, comme nous l'avons observé dans la section 3.3.1.3. Dans ce dernier cas, la PSDT utilise sa visibilité pour diversifier les sources d'aides, soit en provenance des autorités, soit issues des activités « improvisées » par la PSDT comme par exemple la revente d'autres produits ou la préparation de repas.

Dans d'autres cas, la visibilité et son effet sur les initiatives de solidarité exposent la PSDT à des situations qu'elle ne maîtrise pas et qui vont engendrer un sentiment de méfiance vis-à-vis de la figure de l'Autre en dehors du campement. Une première situation concerne le sentiment d'exposition aux dangers en raison de la configuration spatiale du campement en bord de la route, qui conduit la PSDT à se maintenir physiquement à l'écart du « passant », sauf dans les cas qui concernent des échanges « économiques » entre les deux, décrits dans les paragraphes précédents. Une deuxième situation concerne le fait que le *cambuche* est conçu dans sa matérialité comme un espace ouvert et devient accessible, en théorie à tout un chacun, en raison de son installation sur un lieu public dans son sens le plus large. La PSDT est exposée à des situations conflictuelles avec le « passant ».

« [...] j'étais énervée parce qu'une femme m'a demandé d'être filmée pour réaliser

une vidéo qu'elle voulait montrer à Bogotá, pardon à Caracas, elle me demandait de faire la manche et de me déguiser, alors que je n'ai jamais fait la manche quand j'étais sur la route.

-Jamais

-J'ai mes gens qui peuvent le dire, mes compagnons de la route, que jamais ils ne m'ont vu demander de l'argent, j'ai toujours profité de ma vie, mais j'ai dit [à la femme] de changer cette vidéo, mais elle me disait : 'mais non Mona, ce n'était pas de toi dont je parlais, c'était d'une autre Mona'. » Participantes entretien de groupe N°1

« Un jour, il y eut une femme qui est arrivée [au *cambuche*] en me demandant de lui payer 12 *bollos* de maïs : 'madame, envoyez le paiement des 12 *bollos*'. Et je lui ai dit : 'mais non, moi je ne mange pas de *bollos*, même pas lorsque c'est moi qui les fais, parce que cela me donne mal au ventre, allez chez une autre car ce n'est pas moi qui vous dois cet argent'. Et ce n'était pas moi, c'était peut-être quelqu'un d'autre. » Participante entretien de groupe N°1

Finalement, ces interactions avec l'extérieur concernent les gestionnaires des aides qui repèrent la PSDT plus aisément grâce à sa très large visibilité.

« Après, les gens ont commencé à venir ici, à l'entrée [du village] pour faire des *cambuches* ici. Et il y a avait beaucoup de gens qui sont venus et qui sont restés. Ils sont venus ici parce que là-bas où ils étaient, ils ne recevaient pratiquement aucune aide. Alors qu'ici, quand nous sommes arrivés ici, nous avons eu nos aides.
» Edilma

Dès lors, le résident en tant que figure représentant l'Autre est, soit absent des propos des PSDT, soit il est un *campero* comme lui. Dans ce sens, la PSDT fait référence au résident et aux voisins du village de manière indifférenciée. Quant aux interactions avec l'extérieur, celles-ci se limitent le plus souvent à celles associant une forme d'assistance pour la PSDT.

3.3.4 « Présences-absences » des PSDT dans les territoires de destination : entre usage de l'espace physique et des interactions sous tension

Les propos des enquêtés montrent que la construction des représentations, tantôt autour du territoire d'arrivée dans ses différentes configurations, tantôt autour de l'Autre, déterminent, d'une part, les attitudes de part et d'autre associées à l'usage par la PSDT des ressources et des territoires de destination ; et d'autre part, le ressort des interactions entre la PSDT et le résident. La conjugaison de ces deux éléments se traduit concrètement par des formes de retrait physique et/ou social pour la PSDT.

L'itinérance ou la manière de se déplacer entre les différents territoires et espaces de placement que nous avons appréciés dans le sous-chapitre 3.1, apparaît en grande partie dépendante de ces représentations.

Le tableau N°11 résume les configurations entre ces différents registres que nous avons retrouvées dans l'expérience des enquêtes.

Tableau N°11
Configurations des « présences-absences » des PSDT dans les territoires de destination

Territoire occupé	Attitude observée (PSDT ou résident)	Registre de « visibilité » de la PSDT	Type de présence-absence	Registre d'itinérance
Configuration 1. Occupation de la ville	Isolément volontaire de la PSDT Évitement du résident	Volontairement invisibles	Retrait volontaire total	Nouveau déplacement
	Présence « sélective » de la PSDT	Invisibilité partielle	Retrait volontaire partiel	Pas de nouveau déplacement
Configuration 2. Occupation des villages	Isolément partiel de la PSDT Rejet de la PSDT Expulsion de la PSDT	Involontairement visibles	Sentiment d'exclusion	<i>Nouveau déplacement*</i> Réinstallation Retour au village d'origine
	Présence « sélective » de la PSDT	Volontairement visibles	Pas de sentiment d'exclusion/rejet	<i>Nouveau déplacement*</i>
Configuration 3. Occupation de la route	Présence totale de la PSDT	Volontairement visibles	Sentiment de double exclusion	Pas de nouveau déplacement

*Dans ces deux registres, le choix d'un nouveau déplacement est tributaire des conditions de survie et des relations à l'intérieur des espaces dédiés à la survie.

3.3.4.1 Occupation de la ville : une invisibilité « choisie »

La PSDT symbolise sa présence dans la ville par les images de « prison », ou d'« enfermement ». Elle transforme ce cadre de référence symbolique en cadre d'action au sein duquel elle élabore une réponse à son appréciation et à son sentiment de danger et d'insécurité. La PSDT va alors relever des référentiels concrets pour construire sa réponse, mais également pour expliquer et justifier ses différentes attitudes. Dans ce sens, la ville se transforme en scénario de confinement à différents degrés à l'intérieur des espaces de placement. La PSDT est amenée à transformer son expérience à travers une attitude d'isolement, d'évitement du résident ou de présence « sélective ». Dans les deux premiers cas, l'attitude adoptée se traduit par le retrait volontaire total de la PSDT de la ville, tandis que dans le troisième, le retrait est partiel.

Isolement volontaire de la PSDT

Dans un premier cas, la mobilisation des représentations stéréotypées de la ville oriente les attitudes d'isolement de la PSDT. Au moment de l'insertion des PSDT dans les territoires urbains pendant le déplacement, la ville perd les caractéristiques qui font d'elle en temps « normal » un lieu avantageux pour les affaires et les opportunités de travail et elle devient davantage un lieu menaçant les valeurs et les manières de vivre des villageois. La présence

des proches qui les hébergent dans la majorité des cas, bien qu'ils côtoient au quotidien les faits de violence et les différents dangers, supposés ou avérés, ne modifie pas le cadre de référence des sinistrés par rapport à la ville, et au contraire, les informations mises à connaissance par ces résidents vont actualiser et renforcer ces stéréotypes. Se déplacer dans la ville, voire y rester pendant le déplacement, revient à s'exposer aux risques perçus comme inhérents aux logiques de ces endroits, à savoir, l'insécurité, le danger et la menace qui pèse en termes d'une perte des valeurs villageoises.

L'isolement, qui dans sa matérialité revient à se confiner à l'intérieur de son espace de placement, se traduit par une absence physique et sociale de la PSDT à l'extérieur. Dans ce cas, il n'a pas de contact avec le résident, à part leur coprésence au sein d'un même lieu, ce qui revient à une suspension « volontaire » des possibilités d'interactions sociales.

Dans un premier cas observé, la PSDT opte pour se retirer partiellement des lieux avant son retrait total de ce lieu de destination. Dans ce cas, la PSDT fait le choix de se rendre « invisible » en dissimulant sa présence dans les lieux d'arrivée de deux manières : en se confinant dans son espace de placement ou en alternant son séjour entre deux lieux de destination. A un moment donné, l'isolement volontaire de la PSDT se traduit par un retrait total du lieu de destination en raison de la recherche de familiarité, à savoir des relations et des habitudes familières et rassurantes, absente dans la ville.

« Ce n'est pas à cause de la nourriture, j'ai ma chambre, j'ai un lit, j'ai mes affaires là-bas, j'ai un ventilateur [à Barranquilla], jusqu'avant de partir [dans les *cambuches*] ma fille me disait :

-Mais mon vieux papa, regardez qu'ici vous avez une télé [télévision].

-Enlevez-moi cet appareil, je ne regarde pas ces choses-là !

C'est vrai que j'étais bien accueilli là-bas [chez sa fille], mais je n'arrivais pas à m'y faire... » Amado

Le retrait total de la PSDT, accompagné d'un nouveau déplacement, se traduit par la perte des bénéfices matériels et d'un certain « confort » matériel dont elle bénéficiait dans le type d'espace de placement de la ville.

Dans un deuxième cas, l'isolement de la PSDT se fait pendant toute la durée du déplacement en raison de l'insécurité réelle ou supposée dans la ville et des citadins. Dans ce sens, l'enquête montre que cette invisibilité volontaire s'accompagne d'un défaut d'accès aux informations sur les aides humanitaires, notamment alimentaires.

Dans tous les cas, l'attitude d'isolement de la PSDT se traduit ainsi par l'anéantissement des interactions sociales en dehors des espaces de survie et au sein de ce groupe constitué essentiellement par des membres de sa famille. L'usage des lieux est restreint aux espaces de placement et la PSDT renonce à son droit à la ville en s'interdisant l'accès aux espaces physiques et sociaux.

Attitude d'évitement du résident

La stratégie d'évitement constitue une première étape lorsque la PSDT se représente le résident en termes défavorables. Ce n'est pas l'espace physique qu'il est question d'éviter mais bien le résident, considéré comme dangereux, bien que dans le cas présenté ci-dessus, l'évitement des lieux s'accompagne indirectement d'un évitement du résident. En optant pour un retrait partiel, la PSDT évite d'être influencée par les pratiques des citoyens qu'elle juge négativement.

Dans un deuxième temps, la PSDT choisit de se retirer totalement de la ville en raison de la persistance du sentiment d'insécurité au contact avec le résident. Dans ce cas, la survie ne se limite pas à trouver les moyens pour subvenir aux besoins matériels de sa famille dans la situation de survie, mais consiste en une quête de sécurité pour soi et sa famille.

« On ne pouvait même pas se mettre devant la porte parce qu'on tuait des gens. Alors, cela aussi faisait monter le stress encore plus haut, et moi j'ai dit : 'mon Dieu des problèmes là-bas à Campo de la Cruz et des problèmes ici ! Comment allons nous finir !' J'ai dit : 'bon on s'en va. Même sans électricité mais on s'en va'. Et on est venu ici sans électricité [dans les *cambuches*]... Même si on ne mange que de la terre et que nous dormons par terre, peu importe comment, mais je sors d'ici [de Barranquilla]. » Edilma

Se retirer de ce lieu implique également un nouveau déplacement et une nouvelle insertion dans une très grande précarité matérielle qui est celle qui caractérise la condition de la survie de la PSDT. Car cette itinérance suppose, outre le coût économique du transfert, le risque de dégrader ses conditions de survie dans le lieu alternatif.

Ainsi, l'implication première de l'isolement ou la mise en retrait des sinistrés sera l'abolition des opportunités d'interactions avec les résidents, de laquelle découle un défaut d'accès aux espaces économiques, sociaux et culturels des lieux d'arrivée. Dans ce cas, la PSDT accepte de renoncer à des conditions de survie « acceptables » trouvées dans la ville pour se rapprocher de la famille, des amis et des voisins.

Présence « sélective » de la PSDT

Dans une minorité de cas, bien que l'appréciation d'insécurité persiste, celle-ci ne constitue pas un motif de retrait des lieux d'arrivée pour la PSDT. Cependant, le sentiment d'enfermement prévaut et conduit la PSDT à « s'aventurer » en dehors des espaces de placement et à utiliser les lieux publics pour améliorer les conditions de la survie. Dans l'ensemble, dans ce cas de figure, la PSDT compte sur un réseau, souvent limité à quelques proches et amis, qui maîtrisent les codes locaux. Pour rester dans la ville, et en dépit d'une appréciation négative de son environnement, la PSDT opère une redéfinition de l'expérience à partir des éléments de nature « positive ». C'est la présence du réseau qui va permettre une réinterprétation de la situation et du cadre d'action.

La PSDT opte pour une présence « sélective » dans le scénario de la ville, limitée aux membres de son groupe. Cependant, ce degré de visibilité dans les lieux publics reste limité de deux manières : d'une part, elle n'implique pas l'usage d'un espace social spécifique. C'est-à-dire, que la rue ou les lieux « en dehors » de l'espace de placement, sont pour la PSDT des lieux uniquement dédiés à la circulation. D'autre part, cet usage concerne uniquement des interactions entre la PSDT et son groupe élargi et ne suppose pas de nouvelles relations avec les résidents et donc l'élargissement du réseau. Ainsi, la présence physique de la PSDT n'implique pas une participation dans les espaces sociaux ou économiques d'arrivée.

L'élargissement des frontières sociospatiales de la survie, associées à la présence d'un réseau proche participent toutefois à la permanence de la PSDT dans le scénario de la ville.

3.3.4.2 Occupation des villages : entre présence physique et mise à l'écart social

Dans le scénario des villages, la PSDT devient davantage visible lorsqu'elle occupe le scénario des écoles. Ce sont surtout les conditions de la survie à l'intérieur de ces lieux qui contraignent la PSDT à « sortir », ce qui se traduit par une présence plus large de la PSDT dans les villages que dans les villes et par l'établissement d'interactions avec le résident. Lorsque la PSDT s'installe dans des logements individuels, deux cas de figure sont observés : le premier est associé à une présence volontaire de la PSDT en raison de la présence préalable d'un réseau ; le deuxième, concerne les situations où la PSDT a recours à la location d'un logement. Dans ce cas, la visibilité de la PSDT est partielle au sein du scénario des villages. Ces différents registres de visibilité vont s'accroître ou se transformer selon les significations

mutuelles engendrées par la présence des PSDT au cœur des villages. Dans la majorité des cas observés, c'est un sentiment d'exclusion qui prévaut, à des degrés variés, jusqu'à la fin de la période de déplacement. Dans une grande partie des cas, les attitudes de part et d'autre, de la PSDT et du résident, déterminent le retour de la population.

Isolement partiel de la PSDT

Dans un premier cas, en raison des stigmates qui seraient infligés par le résident à la PSDT, ce dernier fait le choix d'instaurer une distance avec le résident et de se mettre à l'écart de la vie sociale du scénario des villages. L'appartenance à la même zone géographique exclut tout sentiment d'appartenance au même groupe. Les interactions se limitent aux membres du cercle d'accueil ou s'effectuent entre les PSDT qui se trouvent à l'intérieur des écoles.

Dans un deuxième cas, c'est l'absence de liens sociaux antérieurs qui justifie pour la PSDT de se mettre à l'écart, ce qui se traduit par sa volonté de renoncer à l'établissement de nouvelles relations avec le résident. Ici, les enquêtés n'ont pas associé leur retrait aux significations négatives du résident à leur rencontre, mais à l'absence de familiarité avec ces endroits, notamment à travers la dissonance quant aux coutumes et valeurs entre les deux groupes.

Dans le cas où le sentiment d'exclusion est associé à la mise à l'écart « volontaire » de la PSDT, celui-ci ne se traduit pas par un changement de lieu de destination. Lorsque des cas d'itinérance sont reportés, ceux-ci sont associés aux conditions de survie en relation avec les espaces de placement. Cette configuration sera présentée dans le sous-chapitre 3.4, mais il est pertinent d'ajouter dès à présent que l'attitude conduisant à un nouveau déplacement est associée aux ressorts des relations avec les autres PSDT, celles en provenance d'autres villages et qui sont désignées par l'enquêteur comme « les autres ». C'est donc la séparation sociale entre les deux groupes des PSDT qui entraîne l'itinérance d'une partie d'entre elles.

Du rejet au retour

La présence prolongée des PSDT dans les villages, notamment dans les écoles qui ont servi en tant qu'espace de placement collectif, va se traduire par la volonté des résidents de marquer une séparation plus drastique entre les deux groupes conduisant à des formes de rejet dont la plus extrême est l'expulsion des PSDT. C'est la visibilité de la PSDT et son usage spécifique des lieux, c'est-à-dire, des écoles ou bien d'autres espaces, qui sont ressentis par le résident comme une charge.

Dans un premier temps, l'occupation du territoire par la PSDT va conduire le résident à faire valoir, auprès des autorités locales, son droit d'usage de ces lieux. D'une certaine manière, le résident revendique son droit d'accès aux services qui lui reviennent en tant qu'occupant historique, dans le même temps que la PSDT revendique son droit à l'occupation de ces espaces au nom de la survie.

« Nous étions nombreux dans cette école donc ils ont commencé à la réclamer. Alors nous sommes finalement partis de cette école, ils [les soldats] ont amené une voiture de là-bas, du bataillon, c'étaient les soldats qui nous conduisaient dans les voitures. » Mercedes

Dans ce cas, qui est minoritaire parmi les enquêtés, les autorités locales procèdent à la réinstallation des PSDT dans des refuges construits à cette fin. Cette réinstallation se fait de manière « contrainte » ou non, selon la volonté de la PSDT de collaborer. Ainsi, une première stratégie consiste à fixer des dates butoirs d'utilisation des écoles pour permettre à la PSDT de faire une transition pacifique, jusqu'à son accompagnement dans les nouveaux lieux.

« Et bon comme l'inondation, le Canal s'est rompu le 30 novembre de 2010, et à cette époque c'était les vacances scolaires, et quand il y a eu l'inondation la plupart des écoles ont été mises à disposition en tant que refuges. Alors quand la rentrée scolaire est arrivée ils nous ont donné une date limite pour quitter les écoles et donc les gens n'avaient pas d'endroit où y aller, ils ont dû retourner au village. Ils n'avaient pas le choix, il fallait partir. » Participant entretien de groupe N°2

Dans certains cas, la transition s'est faite sous la contrainte en raison des stratégies d'intimidation de la part des résidents dans les espaces de placement dans le but d'accélérer le départ des sinistrés.

« Bon, l'école où on nous a amené s'appelle Simón Bolívar. Nous sommes restés sur place environ huit mois. Puis, une femme de la Mairie est venue pour nous demander de partir, elle nous a dit que nous devons partir parce qu'ils [les résidents] demandaient les écoles. Et si on ne partait pas ils [les résidents] essayaient de nous mettre dehors, et nous bombardaient avec des pierres, ils commençaient à lancer des pierres pendant la nuit pour voir si on partait. » Mercedes

De cette manière, la PSDT est progressivement amenée à quitter les villages. Et, lorsque les dates fixées par les autorités arrivent à échéance, la PSDT est contrainte de partir sur le champ. Cependant, cette expulsion ne se traduit pas par un nouveau déplacement vers les lieux des nouveaux refuges, mais par un retour anticipé et définitif au village, malgré l'inondation toujours présente dans une partie du territoire.

Le retour anticipé est expliqué également par la pression indirecte des autorités ainsi que par réaction à des « commentaires » concernant une possible réinstallation de la population de

Campo de la Cruz. Les autorités locales procèdent à l'organisation des réunions avec des PSDT en vue de communiquer leurs intentions de réinstallation du village. Ce qui donne lieu à la naissance des rumeurs qui se répandent rapidement dans les villages notamment, mais également dans la ville.

« Bon, à certaines occasions, quand nous étions inondés et que nous étions exilés de Campo de la Cruz, ils faisaient des réunions avec les leaders politiques et le Maire [...] ils nous réunissaient dans les parties hautes du département pour nous annoncer leur intention de réinstaller la communauté vers les collines du côté de Manatí. Et c'est un malheur immense de devoir abandonner son paysage de toute la vie et ses biens, parce qu'ils n'allaient pas donner à tout le monde, bon j'imagine : 'faites nous les maisons, faites nous les rues telles que nous les avons à Campo de la Cruz, faites nous l'église, le cimetière, le stade, notre palais municipal et nous déménagerons'. Mais qui va nous redonner le territoire que nous avons, les 20 hectares, les 15, 50, car à Campo de la Cruz, notre zone rurale est bien divisée, tout le monde a son petit bout de terre, comment allaient-ils faire pour déménager notre terre pour que nous puissions continuer à travailler ailleurs ? Ou pensaient-ils que nous allions vivre d'air pur et d'eau fraîche ? » Rómulo

Pour une partie des enquêtés, retourner à leur village d'origine est un moyen de s'assurer de l'échec de cette tentative, poussés par l'absence de légitimité de l'autorité en charge de cette décision conjuguée à son caractère irréaliste.

Pour une autre, c'est là le moyen de prendre part à une mobilisation collective pour récupérer le territoire menacé, résultat des difficultés de la survie, y compris le sentiment d'exclusion dans les lieux de déplacement, amplifiées par « l'amour » de son territoire.

« Parce qu'antérieurement quand nous avons été inondés, on voulait faire disparaître le village, ils voulaient le rayer de la carte... Alors imaginez-vous qu'on fasse disparaître le village, s'adapter dans un autre village aurait été si difficile. Alors, ce n'est pas arrivé.

ENQUÊTEUR : qui voulait faire disparaître le village ?

Bah, comme on voyait de l'eau partout, de toutes les maisons pratiquement la seule chose qu'on voyait était le toit. Et alors, [on nous disait] : 'vous n'allez plus retourner au village, que ceci, que cela'. Oui, les gens des communications [des médias] et tout ça... Et nous n'avons pas permis que cela arrive. » Dilia

En résumé, le sentiment d'exclusion, associé aux attitudes du résident envers la PSDT, se traduit soit par la réinstallation de la PSDT dans un nouvel espace de placement à l'intérieur des villages, soit par son retour au village d'origine marquant la fin du déplacement.

Présence « sélective » de la PSDT

Dans une autre configuration, la PSDT continue d'utiliser les espaces physiques dans le territoire, en dehors des espaces de placement, mais sa présence reste sélective. Cette

présence partielle se manifeste par une séparation relative avec le résident. Ici, deux cas de figure sont observés :

Soit, les interactions sociales se produisent entre les membres du même groupe, à savoir, d'autres PSDT du même village. Ici, le groupe ne se prive pas d'utiliser les lieux de socialisation disponibles dans les lieux de destination. La stigmatisation de la PSDT apparaît comme le résultat de cette visibilité dans le territoire du résident.

Soit, elles concernent l'établissement d'interactions marginales avec le résident en raison des rapports de hiérarchie entretenus entre la PSDT, employée, et le résident, employeur. Dans ce cas, la PSDT s'insère de manière ponctuelle dans les espaces économiques de ces lieux mais ne constitue pas un concurrent pour le résident.

Dans cette configuration, le sentiment d'exclusion n'est pas dominant ou peu manifeste dans les discours, à l'exception des cas où la PSDT exprime une appréciation d'être stigmatisée par le résident. Comme dans la configuration présentée dans la section précédente, les cas concernés par un nouveau déplacement concernent les rapports d'altérité à l'intérieur des espaces de placement.

3.3.4.3 Occupation de la route : un sentiment d'exclusion

Présence totale de la PSDT

Dans les *cambuches*, la visibilité des sinistrés est totale vis-à-vis de l'extérieur mais les relations sociales restent cantonnées au groupe de PSDT du même village, installés ou non dans ces lieux. Cette visibilité assumée dans ce scénario de déplacement ne se traduit pas dans ce cas précis en potentialité de construction d'un nouveau réseau en l'absence d'autres groupes d'interaction possible. Les interactions à l'extérieur du groupe se résument le plus souvent à celles qui vont de pair avec une forme d'assistance, soit avec les gestionnaires des aides, soit avec des personnes venues exprimer leur solidarité, comme nous l'avons décrit dans la section 3.3.3.

La présence totale du sinistré lui permet d'élargir l'éventail des possibilités d'accès aux aides à travers des circuits alternatifs au cadre officiel, dans le même temps qu'elle se traduit par un sentiment d'une plus grande précarité, comme l'illustre la section 3.3.3.3 précisément.

Ce sentiment est ressenti d'autant plus fortement par les PSDT de cette enquête qui se trouvent dans une condition antérieure de « personne déplacée du conflit », même si cela leur

permet de cumuler des aides, celles attribuées par l'Etat aux victimes du conflit et celles distribuées par les gestionnaires des aides de l'inondation et à travers d'autres circuits informels.

Dans la configuration du scénario de la route, la visibilité assumée de la PSDT se traduit par un sentiment de double exclusion : dans un premier temps elle est matérielle, symbolisée par le *cambuche* qui abrite et délimite la survie, en instaurant une séparation nette entre l'intérieur et l'extérieur dans laquelle le lieu public apparaît comme symboliquement et matériellement inaccessible. Dans un deuxième temps, elle est sociale, car la configuration matérielle des lieux sépare la PSDT du monde social extérieur, d'autres groupes.

Envahissant les lieux publics, la PSDT reste paradoxalement à l'écart. En revanche, le choix d'avoir établi le camp entre membres des mêmes quartiers, excluant les populations voisines à quelques exceptions près, a été déterminant dans la diversification des stratégies de la survie et dans le maintien des rapports sociaux avec les habitants du village. Ce qui a largement influencé le choix de la PSDT de rester dans ce scénario jusqu'au moment du retour, en dépit des conditions matérielles difficiles présentes dans ces lieux.

Encadré n°4. Amorces d'analyse relative à la catégorie descriptive n°3

- Les choix de destination des PSDT sont déterminés dans la majorité des cas soit, par la présence d'un réseau antérieur ; soit, par la mise à disposition par les autorités d'un mode d'hébergement collectif. Ces éléments s'ajoutent aux conditions négatives de départ associées à l'absence d'accompagnement au moment de l'évacuation et à la précarité matérielle de la population. L'ensemble de ces éléments conditionne largement les modalités d'arrivée, d'installation et d'occupation des nouveaux lieux, soit, individuelle, familiale ou collective, et détermine en partie la manière dont les PSDT font usage de l'espace et des ressources disponibles.

- Dans tous les cas, l'installation des PSDT se fait au sein des territoires proches géographiquement du lieu d'expulsion. Au-delà des spécificités de chacun, ces lieux et leurs habitants présentent des situations de précarité et de pauvreté et doivent, dans ces conditions, faire face à l'arrivée des PSDT et à une demande grandissante en termes d'espace et éventuellement des ressources. En règle générale, les PSDT signifient les lieux de destination en termes de dissonance sociale et culturelle et d'absence des liens sociaux avec leurs habitants, ce qui suggère d'emblée, l'absence des éléments d'auto-identification aux répertoires sociaux et culturels des groupes d'accueil, et par là, l'absence d'un sentiment d'appartenance à un groupe commun.

- Les propos des enquêtés révèlent l'émergence de représentations sociales autour des territoires de destination et de la figure de l'Autre, résident ou déplacé, associées aux logiques d'arrivée, d'occupation et d'usage des différents lieux de déplacement. Elles mobilisent un discours explicite ou implicite autour des identités sociales construites à partir du répertoire biographique, social et culturel des individus et des groupes. La mobilisation

de ces représentations oriente les ressorts des interactions entre les individus et les groupes, celles-ci oscillant entre la solidarité et des situations conflictuelles. Toutefois, la présence prolongée des PSDT dans ces territoires provoque un sentiment de lassitude qui accentue les conflits entre les acteurs.

- Ces représentations sont liées à des stéréotypes négatifs autour de la perception de conduites attribuées à l'Autre et qui s'écartent des attentes et des codes valorisés par les individus à l'origine des représentations. Elles peuvent être comprises en termes de catégorisation en raison de la présence de logiques de qualification et de comparaison permettant d'affirmer les différences entre les acteurs en interaction, celles-ci étant exprimées à partir de stéréotypes, ainsi que de marquer leur appartenance ou leur non-appartenance à un groupe donné. En raison des logiques de disqualification contenues dans les stéréotypes mobilisés pour définir l'Autre, il est possible d'analyser ces catégories à partir des processus de stigmatisation des individus et des groupes.

- La construction de ces catégories associées à des processus de stigmatisation s'accompagne de l'exercice d'une forme de pouvoir implicite ou explicite des résidents, en tant qu'occupants historiques des lieux de destination et des espaces de placement, sur les PSDT qui légitiment leur présence au nom de leur droit à la survie. Le résultat de ce pouvoir est une recomposition sociale défavorable pour la PSDT qui occupe une place inférieure et marginale dans la configuration des relations dans la situation de déplacement. Cette place est perceptible à partir des exclusions auxquelles sont soumises les PSDT et prennent des formes distinctes, allant du retrait ou l'isolement volontaire, à la mise à l'écart social ou encore à l'expulsion des lieux. Dans tous les cas, la présence du déplacé dans les nouveaux territoires, qu'elle soit discrète ou totale, ne se traduit pas par l'attribution d'une place sociale nouvelle ce qui révèle une absence de reconnaissance sociale à leur égard.

L'interprétation conjointe de ces éléments nous permet de construire la catégorie d'analyse « construction des catégories stigmatiques et production d'une condition sociale liminale » qui sera développée dans le chapitre 4 « Discussion des résultats ».

3.4 Les représentations de la survie dans les différents espaces de placement

L'arrivée de la PSDT au sein des différents lieux de destination, se produit dans des espaces spécifiques à l'intérieur desquels elle est contrainte d'organiser un nouveau quotidien dans la situation de déplacement qui peut être qualifié de quotidien de « survie ». Dans sa conception générale, la survie désigne la situation de subsistance matérielle (Naranjo, 2004) associée aux capacités et possibilités de la PSDT de pourvoir à ses besoins matériels. Ce sous-chapitre vise à présenter les significations attribuées par les enquêtés à la situation de la survie au sein des espaces de placement qui deviennent des espaces de survie, et les implications sociales pour les PSDT.

3.4.1 L'insertion des PSDT dans un système de classification : de l'identification des ayants droit à l'établissement des règles de la survie

Bien que la PSDT « choisisse » dans un premier temps le lieu de destination selon les opportunités, possibilités ou contraintes présentées dans le sous-chapitre 3.3, elle a moins de latitude lorsqu'il s'agit de « choisir » les conditions de vie dans le nouveau quotidien de la survie. Arrivée dans le plus grand dénuement matériel, la PSDT est insérée dans un système de dépendance totale des aides humanitaires, ou partielle dans une minorité de cas. Ces aides prévues par ce que nous appelons le « dispositif d'aides », que nous avons présenté dans le chapitre 1 du manuscrit, sont signifiées par la PSDT à partir de la notion « d'absence de choix » de deux manières principalement : la première, l'absence de choix des espaces physiques occupés par la PSDT au sein desquels elle doit organiser son nouveau quotidien ; la deuxième, l'absence de choix quant aux ressources matérielles pour assurer sa subsistance physique qui sont les aides alimentaires essentiellement, et dans une moindre mesure, des aides non alimentaires visant à améliorer les conditions de la survie. Les propos de cet enquêté illustrent ces aspects.

« Le désespoir ! Le désespoir total régnait dans chacun des *campocrucenses*, d'abord, le fait de ne plus avoir à manger et de devoir attendre, faire la queue pour recevoir un petit sac avec des vivres, n'est-ce pas ? Cela est insupportable, ne pas avoir d'eau à boire mais devoir la demander, cela est insupportable ! Ne pas avoir de ressources c'est cela le désespoir ! Le désespoir des *campocrucenses* quel que soit l'endroit où ils étaient [...] » Rómulo

Avant de présenter en détail les représentations associées à cette absence de choix, on observe, que de manière générale, la situation de dépendance de la PSDT s'accompagne d'une précarisation matérielle comparativement aux conditions de vie avant le déplacement, y compris dans le cas des personnes « très pauvres » pour qui la nouvelle survie se traduit par

des situations extrêmes et inédites jusqu'alors, comme celle qui est décrite par ces enquêtées, que le déplacement a conduit à « connaître la faim ».

« Le tourment.

-Celui qui n'a pas galéré c'est parce qu'il a sa maison dans le ciel.

-Oui !

-Et qu'il avait tout là-bas !

-J'ai galéré ici dans les *cambuches*, j'ai galéré à Cascajal. Par exemple, ici sur la route je ne mangeais pas de petit déjeuner, c'était rare le jour où j'avais un petit déjeuner, parce que, qu'est-ce que voulez-vous que je mange le matin ? A quelle heure voulez-vous que je cuisine les petits haricots [qu'on nous donnait] ? Des haricots le matin, des haricots le midi.

-Des haricots le soir. » Participantes entretien de groupe N°1

« Ah madame ! C'était quelque chose ! Cela a été tellement désagréable madame, comme je vous dis, que je ne voudrais plus jamais me rappeler de ce moment-là. Deux jours sans rien manger. C'était tellement désagréable, mon Dieu ! Je ne veux plus savoir de cela. » Participante entretien de groupe N°1

La nouvelle dépendance est d'autant plus grande que la grande majorité des enquêtés se trouvent dans l'impossibilité de donner une continuité à leurs anciennes activités en raison de la perte totale de leurs moyens d'existence ou de leur métier, comme nous l'avons montré dans le sous-chapitre 3.2. Cette situation de pertes se conjugue aux conditions d'insertion limitées ou favorisant l'exclusion dans les lieux de destination présentés dans le sous-chapitre 3.3.

Dans ce sens, cette rupture de la continuité du quotidien s'exprime par un sentiment de perte de la « normalité ».

« A ce moment-là nous sommes partis, nous sommes allés dans un autre endroit. Et c'était difficile de quitter sa maison, son village, le lieu où on a toujours vécu et de devoir aller dans un endroit où on ne va pas avoir une activité normale parce que nous avons vécu un changement différent. » Dilia

Les nouvelles logiques de dépendance marquent une rupture avec ce qui est considéré par la PSDT comme une vie « normale », à savoir, le fait d'avoir son toit, une activité et des relations sociales, indépendamment de la situation économique des enquêtés avant le déplacement.

Dans la nouvelle situation de la survie, la PSDT est contrainte de s'insérer dans un système de classification qui matérialise le système de dépendance. Ainsi, sa condition de « celui qui a tout perdu » devient concrète à travers une nouvelle qualification en tant que « sinistré ».

« Alors eux [les gestionnaires des aides] nous classaient. Par exemple, les sinistrés, disaient-ils, ceux qui sont dans les tentes, ils savaient que c'était un type de sinistré. Ceux qui étaient dans les foyers parce qu'ils avaient déjà mis à

disposition des refuges, dans une école par exemple, alors ils étaient aussi classifiés. Par exemple, s'ils [les sinistrés] étaient dans un refuge de Sabanalarga, parce que c'est celui que j'entendais le plus, pour te dire quelque chose, [ils disaient] : 'il y a tant de familles installées dans le refuge de Santa Rosa, tant de familles de Campo de la Cruz', alors ils savaient que de Campo de la Cruz il y avait tant de personnes, de Manatí il y avait tant d'autres, parce qu'ils mentionnaient les personnes d'autres communes. Et là-bas ils distribuaient peut-être certaines aides. » Nubia

Pour avoir un accès aux aides prévues par le dispositif humanitaire, la PSDT doit apparaître dans des listes « officielles » des gestionnaires des aides. Les enquêtés soulignent trois manières par lesquelles ils sont inscrits dans cette nouvelle catégorie : soit, la PSDT entreprend les démarches pour s'enregistrer auprès des organismes en charge ; soit elle est recensée par les gestionnaires des aides au sein des espaces de placement, comme nous l'avons illustré dans la section 3.3.1.1. Soit, une troisième possibilité qui a été rapportée par les enquêtés et qui concerne les modalités de « repérage » des PSDT dans les territoires de destination que nous avons présenté dans le sous-chapitre 3.3, en particulier, un drapeau qui est placé à l'extérieur des logements concernés. Dans les deux premiers cas, qui sont les plus récurrents dans cette enquête, les listes servent aux gestionnaires des aides pour déterminer les bénéficiaires des aides prévues par le dispositif. Ainsi, la même enquêtée poursuit son récit.

« Si tu étais par exemple le chef de ton foyer, il y avait ton nom avec ton numéro d'identité, et ils [les gestionnaires des aides] savaient combien d'aides tu avais déjà reçu de la part de l'Etat. S'ils t'avaient déjà donné des vivres, ou si tu avais reçu une subvention pour le loyer, parce qu'il y a des personnes qui ont reçu des loyers aussi [pour] les aider, pendant un temps ils ont eu une aide au loyer. Ils [les gestionnaires des aides] donnaient des aides à ceux qui étaient sur les listes. »
Nubia

Outre leur fonction de recensement des personnes, ces registres permettent aux chargés des aides d'assurer un suivi des aides distribuées à chaque PSDT inscrite à différents moments du déplacement, non seulement dans l'objectif d'éviter les éventuelles erreurs de distribution, comme les aides répétées ou celles n'ayant pas été assignées, mais également pour déterminer la durée de leur attribution.

Finalement, ce mécanisme de classification des PSDT en tant que « sinistrés » de l'inondation est accepté par une majorité de personnes qui sont désignées en tant que tels. Cependant, la signification qui est attribuée à cette nouvelle condition par la PSDT met en avant sa grande souffrance associée à sa situation de dénuement total, au-delà des aspects purement matériels. L'extrait suivant illustre le sentiment répandu parmi les enquêtés.

« Que nous sommes restées sans rien.
-Humm
-Nous sommes des sinistrées de la *Ola invernal*.
-Bon, nous n'avons jamais pensé souffrir de ce tourment dont nous avons souffert.
Le fait de devoir tout abandonner, d'abandonner tout ce que l'on possède, c'est cela d'être sinistré, tout perdre. » Participantes entretien de groupe N°1.

3.4.2 De l'assignation d'un espace physique aux interactions « imposées »

La situation de dépendance au dispositif d'aides se manifeste dans un premier temps par une mise à disposition et un usage très limité de l'espace, constitué par les différents espaces de placement. Nous avons présenté de manière succincte les principales caractéristiques de chacun des placements dans le sous-chapitre 3.1. Dans cette section, il s'agit de montrer ce que ces espaces signifient pour la PSDT, à travers l'usage qu'elle est contrainte, plus rarement, qu'elle « choisit » de leur donner. Il s'agira également d'observer la manière dont ces espaces deviennent des espaces de survie.

En règle générale, les PSDT des trois configurations concernées par le déplacement décrivent ces espaces comme des zones de confinement caractérisés par un espace de vie réduit et par la perte d'intimité et la perte de dignité. Ce sentiment est partagé par la PSDT qui opte pour une attitude de présence « sélective » dans les territoires de destination, et qui, en dépit d'un espace de circulation plus large, expérimente une diminution de ses conditions de vie et son bien être comparativement à sa situation avant le déplacement tout autant que par celui qui fait un usage très limité de ces endroits. Ces caractéristiques des espaces conduisent à l'émergence d'une configuration sociale structurée autour d'interactions imposées et des fragmentations familiales qui transforment l'espace physique en espace de survie.

3.4.2.1 L'expérience d'un « espace réduit »

Dans le village d'origine, une grande partie des enquêtés décrivent des conditions de vie qui se caractérisent par une situation de pauvreté matérielle, mais en règle générale, ces personnes signalent disposer d'un toit pour elles et leurs familles, et certaines disposent également d'un espace plus large leur permettant de développer une activité productive familiale de subsistance.

« Toi... tu avais peut-être dans la majorité des maisons [au village]...Je ne le dis pas parce que vous me le demandez mais parce que c'était la réalité que nous avons vécue, [au village]...Les personnes avaient des grands espaces de terrain, dans leurs jardins, il y avait des jardins avec des arbres fruitiers de toute sorte, tu avais la goyave, des avocats, des bananes plantain, toute sorte de fruits. » Nubia

Comparés au village, les lieux où la PSDT est contrainte d'habiter pendant le déplacement sont décrits sous l'angle des situations de surpopulation et d'entassement. Pour la PSDT, les espaces de placement sont des endroits qui présentent considérablement peu de possibilités de circulation à l'intérieur et d'utilisation de l'espace. Cette situation est présente dans les trois espaces de placement occupés par les enquêtés. Dans les logements individuels, les seuls cas où l'absence d'espace n'est pas reportée comme caractéristique sont ceux des logements individuels en location où la PSDT et sa famille disposent de la totalité de l'espace de ces lieux.

Dans le scénario des écoles, les enquêtés sont installés dans des modules ou espaces de survie à l'intérieur de chaque salle de classe. Dans les *cambuches*, la tente en plastique constitue le seul espace disponible pour toute la famille.

« Et là, il n'y avait pas de place pour tout [dans les refuges]. Et je vivais avec ma fille. Et ils [les gestionnaires] ont mis ma fille à vivre avec moi aussi. Alors, quand ils ont vu qu'il n'y avait pas de place pour tous, nous devions dormir debout ! A cause des bricoles de ma fille, mais comme ça nous avions ce qu'elle a pu prendre. Alors, oui... nous vivions debout comme ça, c'est-à-dire, que nous devions dormir debout, alors ils nous ont donné une autre pièce pour elle. Ils m'ont donné la numéro dix et elle [sa fille] a eu la numéro douze. » Mercedes

Outre les affaires personnelles que la PSDT utilise au quotidien, l'intérieur des modules ou des espaces destinés à chaque famille sert également de lieu de stockage de meubles ou de biens qui ont pu être sauvés de l'inondation, faute de pouvoir les disposer ailleurs. En général, l'espace étant significativement réduit, les meubles ne sont pas utilisés par la PSDT, à part le lit ou les matelas pour dormir.

Le sentiment de confinement est partagé par l'ensemble des PSDT de cette enquête, indépendamment du fait qu'ils furent propriétaires ou locataires de leur logement avant le déplacement. C'est alors le sentiment d'une diminution drastique de leur bien-être qui oriente la perception que la PSDT a de son nouvel environnement physique.

3.4.2.2 Le sentiment de « perte d'intimité »

« L'entassement » qui caractérise les conditions de vie à l'intérieur des espaces de placement engendre une perte d'intimité. Dans le cas de la PSDT de la ville ayant logé auprès de proches ou de sa famille, c'est le sentiment d'envahir l'espace d'autrui qui le conduit à en faire un usage très limité pour ne pas abuser de l'hospitalité qui lui est offerte.

« Bon tu sais que dans une [la] maison il y avait trop de monde et vivre incrusté, ce n'est pas bien. Et alors, nous, nous n'avions pas, c'est-à-dire, quand cela est arrivé nous ne dormions pas, nous ne mangions pas. Nous sommes partis là-bas pour nous reposer et non, là-bas nous n'avions pas d'intimité pour dormir, pour nous reposer de cette fatigue que cela nous a laissé [l'inondation]. » Edilma

Dans le cas des écoles et des *cambuches*, c'est notamment le fait de devoir partager les espaces réduits avec d'autres familles ainsi que celui d'être contraint de partager le même espace avec tous les membres de sa propre famille qui sont présentés comme des situations engendrant une perte d'intimité. Des propos informels des PSDT, ainsi que des questionnaires des aides, signalent la présence de faits de violence intrafamiliale associés à cette situation de promiscuité extrême. Cependant, aucun des enquêtés ne s'est exprimé davantage sur ce sujet.

3.4.2.3 Le sentiment de « perte de dignité »

Les enquêtés, notamment les PSDT des *cambuches*, se représentent les espaces de placement à partir des conditions d'insalubrité engendrant souvent un sentiment de perte de leur dignité.

« [Les jours étaient] horribles.
-Je ne voulais plus me souvenir de cela, cela me donnait des maux de tête
-Non, mon Dieu quelle chose affreuse ! Je suis restée là quinze jours. Pour uriner, j'en pleurais. Puis, environ trois mois comme ça. » Participante entretien de groupe N°1

Au moment de décrire les espaces de survie, la PSDT fait souvent référence à sa vie d'avant comme étant « pauvre, mais digne », contrairement à la survie qui se caractérise par des situations d'atteintes à leur dignité.

« Du moins nous n'en avons pas... C'est-à-dire, comme vous pouvez le voir nous n'avons pas d'argent mais nous vivons dignement, nous avons une vie digne. »
Dilia

La perte d'intimité et la perte de dignité apparaissent étroitement liées aux conditions de dénuement extrême comme l'illustrent les propos de cette enquêtée.

« Nous devons nous débrouiller. Les gens faisaient leurs besoins dans des sacs et ils les jetaient dans l'eau, parce que dans quelle terre voulez-vous qu'on les enfouisse ? Par miracle, il n'y a pas eu d'épidémie ici. Nous évacuons nos besoins de ce côté là-bas. Parce que de ce côté, l'eau était imbuvable [...] » Participante entretien de groupe N°1

3.4.2.4 La limitation matérielle de l'usage des espaces

La nouvelle routine de la PSDT s'organise dans ce registre de promiscuité. Dans le cas des logements individuels ainsi que dans celui des écoles, les PSDT utilisent l'espace disponible exclusivement pour accomplir des tâches quotidiennes de subsistance : hygiène *a minima*,

préparation et/ou consommation des repas et repos nocturne. Pour ce qui est du scénario des *cambuches*, les PSDT en font un usage analogue à celui qui est fait dans les autres espaces, directement associé au sentiment d'entassement qui rend impossible une organisation alternative du nouveau quotidien. Les deux extraits d'entretien suivants permettent de rendre compte des difficultés liées à l'usage de ces espaces fortement réduits.

« Nous passions le balai un petit peu, puis on prenait une douche à moitié, nous faisons la cuisine et puis nous restions là, à supporter le soleil sous les tentes en plastique. C'était horrible, je ne veux pas me rappeler de cela. Et souvent on terminait à l'hôpital, avec des maux de tête. De la chaleur de l'eau [de l'inondation], de la chaleur du plancher en béton, de la chaleur des *cambuches*. C'était horrible, horrible. » Participante entretien de groupe N°1

« Les activités, imaginez-vous, si nous allions là-bas il y avait de l'eau, si nous allions de l'autre côté, encore de l'eau, et avec la peur ici. Mon activité préférée était de laver parce qu'après avoir passé le balai devant le petit bout d'espace de la route et puis plus rien. Nous étions entassés comme des petits animaux et on nous donnait peu de choses [des aides], nous étions contents parce que bon, on nous donnait quelque chose. Mais, vous imaginez que l'après-midi on voyait de l'eau ici, on voyait de l'eau par là, et puis les moustiques et les serpents quand on était sur la route. » Participante entretien de groupe N°1

De manière générale, pour l'ensemble des enquêtés, les habitudes d'avant le déplacement ne trouvent pas d'espace physique, social ou temporel pour être accomplies dans leur nouvelle situation. Toutefois, le seul cas où on observe un élargissement de cet usage limité des espaces est celui des *cambuches* en raison des caractéristiques d'installation et d'occupation des espaces qui sont celles d'une auto-organisation, et dans ce sens et d'une certaine manière, d'une auto-gestion. Le fait de se retrouver « à l'intérieur » de son propre territoire, bien qu'en marge des frontières qui le définissent, donne aux PSDT une latitude plus grande quant à l'usage de cet espace, qui inclut alors un usage de l'espace public. Ainsi, les enquêtés de la route expriment avoir été en mesure de développer des activités de survie en dépit de l'étroitesse des espaces et la proximité immédiate avec la route. Dans les propos suivants, cette idée est mise en lumière.

« Après, nous avons parlé avec maman et nous avons monté un petit stand devant l'entrée pour vendre des repas. Ça a été. Après, le stand nous a bien aidés. Je me disais : 'l'important c'est que les miens aient quelque chose à manger, le reste m'importe peu' mais il faut aider maman. Après, le soir, nous venions dormir sur la route sans électricité. » Edilma

Cet usage alternatif des placements n'a pas été reporté par les PSDT des écoles ou des logements individuels malgré un espace plus large à disposition dans certains cas.

3.4.2.5 Des interactions imposées

Les différentes configurations des espaces de placement, orientées par les logiques institutionnelles de l'organisation de la survie et, dans une moindre mesure, informelles, vont imposer une cohabitation forcée des PSDT de trois manières : dans un premier temps, entre les membres d'une même famille qui vont se retrouver à partager un seul espace souvent exigü. Les hommes, les femmes et les enfants de la famille vont se retrouver dans une même pièce pendant des mois. Comme nous l'avons montré dans les paragraphes précédents, cette configuration de cohabitation imposée engendre une exposition plus grande à des situations de tensions et de conflits au sein du couple et de la famille, pouvant conduire à des scènes de violence intrafamiliale dans les cas les plus extrêmes. Dans un deuxième temps, entre des familles différentes en provenance du même village de Campo de la Cruz. C'est le cas des *cambuches*, mais également dans des logements individuels en location où plusieurs membres d'une même famille avec leurs proches respectifs ont cohabité au sein du même espace. Dans cette configuration se trouve également le cas de la PSDT qui a logé avec sa famille chez d'autres membres du groupe familial. Dans ce dernier cas, les enquêtés signalent les disputes fréquentes entre les familles en ce qui concerne l'éducation des enfants présents.

« Oui, ce n'était pas facile. Ce n'était pas facile de ne pas être chez soi, dans une maison qui n'est pas à soi. Parce que tu sais ce que c'est d'être adapté à autre chose, à être dans sa propre maison, avec sa famille et de devoir ensuite partir pour un autre lieu où les gens n'ont pas les mêmes coutumes, où peut-être... vous savez que là où il y a des enfants, tous les autres enfants se retrouvent, et si quelqu'un n'aime pas ce qu'un autre enfant fait, ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile de s'adapter dans ces conditions. » Dilia

Enfin, entre plusieurs familles en provenance de différents villages. Cette situation a été observée dans les écoles où les enquêtés subissent une cohabitation rythmée par les disputes fréquentes autour de l'usage de l'espace, lorsque les difficultés associées au surpeuplement sont exacerbées.

« Bon alors oui, [on était] très nombreux ! Parce que nous étions très nombreux ! Beaucoup, beaucoup de gens que nous ne connaissions pas. Il y avait des gens de Repelón, de Villa Rosa, de Manatí, beaucoup de gens de Manatí, de Santa Lucia aussi beaucoup [de gens]. Mais plus de Campo [de la Cruz]. De Campo, figurez-vous, parce que Campo n'a pas eu un seul coin de rue au sec. » Mercedes

Ce type de cohabitation est présenté sous l'angle de l'absence de familiarité et de liens entre les personnes qui partagent le même espace et le sentiment d'inconfort engendré par cette situation.

« C'était très inconfortable parce qu'il fallait partager avec des gens que l'on ne connaît pas. » Juanita

La PSDT ressent également la contrainte de cohabiter avec des « inconnus » à partir des coutumes et des manières de vivre différentes qui opposent les uns aux autres au moment de devoir organiser un quotidien commun dans des espaces communs.

« [...] beaucoup de difficultés, nous devons apprendre à cohabiter avec beaucoup de gens, à cohabiter, dix, douze familles ensemble. Alors, les gens ont commencé avec leurs personnalités différentes, tout a commencé, le dilemme [différences] entre tous, une famille qui se mettait à côté d'une autre, les enfants et ceci et cela.
» Participante entretien de groupe N°2

Dans ce cas, à l'instar de ce que nous avons montré dans le sous-chapitre 3.3, la proximité géographique des lieux d'origine des PSDT se retrouvant dans les mêmes espaces de placement ne se traduit pas par un sentiment de proximité culturelle et au contraire, la cohabitation met à nu les différences culturelles et sociales mises en avant par chaque groupe, les PSDT de Campo de la Cruz et les « autres » PSDT.

3.4.2.6 La fragmentation familiale

Le confinement qui caractérise l'occupation et l'usage contraint de l'espace engendre des situations de fragmentation familiale. Ainsi, une partie des familles qui n'ont pas été séparées pendant les moments consécutifs au départ du village, ont été contraintes de se disperser une fois arrivées dans l'espace de placement en raison de l'absence de place suffisante pour tous les membres.

Dans d'autres cas présentés par les enquêtés, spécifiquement les PSDT des *cambuches*, la fragmentation de la famille résulte d'une décision des gestionnaires des aides. Ce sont les conditions de placement, au bord de la route, ainsi que l'extrême précarité qui conduisent les organismes humanitaires et sociaux à gérer les situations de surpeuplement qui pourraient porter atteinte aux droits des enfants notamment. L'échange suivant entre « déplacées de la route » illustre la situation vécue par ces familles.

« On les a amenés [les enfants]
-[...] certains ont été amenés. Pas les miens.
-Quand tu es partie, tous les enfants ont été amenés. Même pas un seul enfant sur la route, n'est-ce pas Yadira que sur la route il n'y avait plus un seul enfant ? Après, c'est la *señora* Roxana qui les a pris et je m'y suis opposée. Le 16 décembre il n'y avait plus personne ici [les enfants]. C'était par sécurité. C'était par sécurité, mais parfois il y a des parents qui ne comprennent pas que c'est comme ça.
-Humm
-Après, le Bienestar [entité chargée des familles et de l'enfance] se rendait compte de la manière dont nous vivions, de comment on vivait de mal, que nous n'avions

pas d'argent mais qu'on arrivait à se débrouiller. » Participantes entretien de groupe N°1

Dans ce cas, les PSDT n'ont pas bénéficié d'une proposition de regroupement familial dans un espace de placement alternatif. Toujours dans le cas reporté des *cambuches*, les enfants sont placés auprès des gestionnaires des aides.

Enfin, de manière générale les enquêtés soulignent un dernier cas de fragmentation familiale résultant des conditions de dispersion de la population qui ont conduit à des séparations définitives et à des recompositions des couples comme l'illustre l'extrait d'entretien suivant.

« [Le déplacement] cela a affecté les foyers parce que, comment je pourrais t'expliquer ? il y avait des personnes qui sont parties chercher d'autres membres de leur famille, d'autres qui ont eu des femmes différentes, ils sont venus et cela a détruit...cela a beaucoup affecté cette dimension là. » Mary

3.4.3 La difficulté d'accès aux ressources matérielles et l'émergence de conflits

Dans la nouvelle situation de la survie, les ressources matérielles dont disposent la grande majorité des PSDT proviennent essentiellement des aides humanitaires attribuées par les gestionnaires des aides, à savoir, les organismes publics ou privés en charge de la gestion des aides, dont les principales caractéristiques ont été présentées dans le chapitre 1. Selon les informations recueillies auprès des enquêtés, ces aides concernent notamment l'accès à un refuge ou des aides pour la location d'un logement individuel, tel que nous l'avons présenté dans la section précédente, ainsi que des aides alimentaires en nature ou en bon d'achat alimentaires et des kits d'hygiène. Le chapitre 1 présente également les principales caractéristiques de ce dispositif d'assistance.

Dans les différents espaces de placement, l'attribution des aides, notamment alimentaires, a été rapportée de manière différente : soit la PSDT enregistrée dans les listes officielles doit se rendre dans des points de distribution définis par les gestionnaires des aides pour retirer sa ration alimentaire, soit ces derniers organisent des distributions alimentaires au sein des espaces de refuge. Le premier cas a été souligné par les enquêtés ayant occupé les trois types d'espace de placement principaux. Le deuxième a été reporté notamment par les PSDT dans les écoles. Dans ce dernier cas, c'est un système de repas communautaire qui est organisé par les gestionnaires des aides avec les PSDT. La raison principale exposée par les PSDT expliquant la mise en place de ce système concerne les conflits entre les PSDT suite aux inégalités supposées autour des modalités de distribution individuelle. Celles-ci seront

présentées dans la section suivante. Ce système commun de partage des ressources renforce le sentiment d'absence de choix, comme l'illustre l'extrait ci-dessous.

« ENQUÊTEUR : C'était comment la vie dans le refuge ?
-Uyyy !!! C'était dans une école et il y avait tellement de monde !!! Ils faisaient un seul repas pour tous.
-C'est horrible, avec ce tas de nourriture pour que tout le monde mange ce qu'ils veulent que l'on mange. Oui, parce que parfois on ne voulait pas, du moins, ces repas qu'on nous donnait là bas dans cette cantine, parfois nous n'en avions pas envie et on n'avait pas d'argent pour acheter autre chose, et c'était parce que nous n'avions pas [d'argent] pour acheter, le fait d'être...
-[...] c'est là que nous nous sommes rendu compte que nous ne donnions pas de la valeur à ce que l'on avait [avant] et c'était horrible ! Horrible, horrible. » Cecilia

3.4.3.1 La montée des inégalités entre les PSDT

L'organisation de la survie autour d'un système de dépendance caractérisé par l'absence de choix tel que nous venons de le présenter engendre de manière implicite ou explicite la mise en concurrence pour l'accès aux ressources disponibles. Cette compétition traduit les fortes inégalités entre les PSDT présentes dans les différents lieux. L'échange qui suit illustre les écarts d'attributions des aides alimentaires.

« *-Doctora* il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas pleuré quand c'est arrivé [l'inondation], mais qui ont pleuré après [...] beaucoup de familles n'ont pas reçu une seule aide et d'autres en ont reçu même deux.
-Moi, j'en ai eu deux.
-Il fallait aider, parce qu'ils galéraient [ceux qui n'ont pas reçu d'aides].
-Moi, par exemple, j'en recevais une et une autre pour mon mari, alors nous essayions de la redistribuer avec les voisins d'ici.
-Moi, je n'en ai pas eu une seule.
-Ma fille en a eu deux, et puis mes autres filles aussi.
-Nous avons dû pleurer. » Participantes entretien de groupe N°1

L'exclusion des aides concerne les PSDT des trois lieux. Dans la majorité des cas, elle découle des irrégularités dans l'attribution des aides reportées par les enquêtés ou d'une méconnaissance du système de distribution. En effet, l'égalité normative associée au dispositif est tributaire des informations disponibles et/ou mises à disposition des PSDT pour faire valoir leur « droit » aux aides. Pour les sinistrés qui se retrouvent en dehors des circuits d'information, cet accès au dispositif est donc compromis, et se traduit de facto par une exclusion.

« Et c'était difficile de trouver à manger, c'est-à-dire que je n'ai jamais eu les aides ici parce que je n'étais pas sur les listes, et alors rien, j'allais [dans les lieux de distribution] et rien ! Tout le monde venait avec ses vivres et tout cela. »
Rosalba

Les personnes dans une grande itinérance se retrouvent souvent dans cette situation d'exclusion des mécanismes officiels d'aides. Dans d'autres cas, minoritaires, l'itinérance résulte des inégalités dans le dispositif des aides qui conduisent les PSDT à changer d'espace de placement, notamment en direction des *cambuches*, où les aides affluaient en provenance des circuits de solidarité et d'entraide divers s'ajoutant aux aides officielles.

Lorsque les exclusions des aides ne donnent pas lieu à un nouveau déplacement, d'autres formes d'entraide sont développées par les PSDT qui restent dans les différents lieux et consistent à partager des aides alimentaires entre celles qui reçoivent plusieurs rations et celles qui n'en reçoivent aucune. La même enquêtée précise cette idée relative à son exclusion des listes.

« Alors les voisines, comme elles recevaient des aides, elles m'envoyaient un petit sac de vivres. Mes tantes aussi, elles m'en donnaient. Elles m'en envoyaient et comme ça... je recevais de l'aide des voisins... oui les voisins, quand ils recevaient leurs rations ils me préparaient un petit sac et me l'envoyaient. »
Rosalba

Un dernier cas qui est décrit par les PSDT en matière d'inégalités d'accès aux aides concerne des personnes ayant bénéficié des aides au logement qui signalent leur exclusion des aides alimentaires selon un principe de « non-accumulation » des aides. Ceci peut également s'expliquer par la méconnaissance des modalités d'attribution des aides ou par des modalités qui excluent, de fait, sans que cela puisse être confirmé ou infirmé de manière certaine dans cette enquête.

3.4.3.2 L'éclatement des conflits et les mécanismes de rétablissement de l'ordre

Bien que la solidarité et l'entraide soient présentes au sein des espaces de placement, le sentiment général d'inégalité et d'injustice prévaut et engendre des tensions et des conflits entre les PSDT. La remarque de cette enquêtée illustre le climat régnant à certaines périodes du déplacement, lors des moments de distribution des aides alimentaires par les gestionnaires des aides.

« Avec cette histoire de distribution des vivres, des aides pour la maison, la tension dans les questions de santé tout ça a été contrôlé. Cela provoquait des distorsions [de l'ordre], il est arrivé un moment où pour distribuer les aides aux gens, l'armée devait être présente, parce que cela provoquait un désordre, une telle violence qui se déclenchait parce que les aides étaient insuffisantes, parce qu'il n'y avait pas de respect pour le tour de chacun, mais tout cela était le fruit du désespoir issu de la situation économique dans laquelle tout le monde se trouvait. » Esperanza

Ces situations conflictuelles, plus fréquentes dans les espaces de placement collectifs, se manifestent de manières diverses :

Dans certains cas relatés par les enquêtés, il s'agit de stratégies supposées de contournement du dispositif que les PSDT mettent en place pour bénéficier des aides. Dans la plupart des cas, il s'agit d'accusations mutuelles entre PSDT qui émergent en raison des fortes disparités dans l'attribution des aides. Les propos de cette enquêtée illustrent cette tension.

« Et il y avait des personnes de mon village qui venaient dans les *cambuches* et qui disaient, même qui ont commencé à me dénoncer auprès du gouvernorat, parce qu'ils disaient que j'avais inscrit des personnes de mon village comme étant de ma famille, mais je n'avais personne d'autre, ce qu'il s'est passé, c'est que j'étais la leader des gens ici sur la route, et lorsque des personnes de mon village venaient et que je les voyais souffrir, galérer, alors nous les avons aidé, nous leurs donnions des sacs de vivres. » Participante entretien de groupe N°1

Dans d'autres cas, les transgressions constatées par les PSDT sont la cause de disputes au sein des espaces de placement, comme le montre cet échange.

« Il y a même eu des bagarres. Même des pillages, c'était un tourbillon parce qu'il y avait des gens qui recevaient [les aides] et pas d'autres. Alors, il fallait que tu agisses mal.

-Bien sûr

-Parce que si j'en recevais deux et l'autre aucune [aide]... celui qui ne reçoit rien doit mal agir, alors il va voler, tout ça parce qu'on ne va pas se laisser mourir de faim.

-Ça c'est vrai. » Participantes entretien de groupe N°1

Finalement, les disputes entre PSDT concernent la distribution des tâches et des rôles qui impliquent une utilisation de la ration alimentaire. Ces conflits opposent principalement les PSDT en provenance de différents villages. Les inégalités d'utilisation des aides distribuées directement dans les refuges par les gestionnaires des aides en sont la cause. Cette situation est résumée par cette enquêtée.

« Regardez, nous passions notre temps à nous disputer dans ces refuges, et c'était des bagarres et la police tout le temps, des bagarres par ci par là, et alors c'était [ceux de] Santa Lucia qui se sont disputés avec je ne sais pas qui, Manatí qui s'est bagarré avec les gens de Campo et les gens de Manatí qui n'aimaient pas les *camperos*, personne, personne, on nous disait : 'mais c'est quand qu'ils vont partir ces *camperos*?', on nous disait... jusqu'à ce que nous soyons les premiers à partir, nous les *camperos*. Sont restés les gens de Manatí, Suan, Santa Lucia, il y avait des gens de Cascajal, de Villa Rosa, d'ici de Luruaco, les Compuertas, le Limón, uhhhh, beaucoup, beaucoup de monde qu'il y avait...et les bagarres surtout de Manatí avec les *camperos*, moi non, parce que je ne sais pas me battre, je ne me suis jamais battue de ma vie, rien, rien, rien... parce que les gens voulaient par exemple, si on leur donnait, si on devait faire la cuisine aujourd'hui, alors je faisais la cuisine et alors les gens m'accusaient d'avoir pris la meilleure partie pour moi et mes enfants et que je leur donnais la plus mauvaise partie. Ou là là ! Alors ils nous

ont envoyé le Bienestar, pour qu'ils fassent à manger mais quand le Bienestar faisait à manger c'était pareil, ils disaient la même chose, que nous étions pistonnés, alors non ! Alors, ils [le Bienestar] nous ont laissé seuls pour qu'on fasse ce qu'on voulait. Ils nous ont alors abandonné parce qu'il y avait trop de disputes. » Mercedes

La nouvelle distribution des tâches associées à l'utilisation des aides humanitaires émerge comme initiative des PSDT ou bien est organisée par les gestionnaires des aides, comme l'illustre cet extrait.

« [...] c'était par groupes, par exemple un groupe devait faire à manger un jour, puis l'autre et comme cela... » Cecilia

Les situations décrites dans ces paragraphes engendrent une distance entre les groupes de PSDT de deux manières : entre les personnes en provenance de Campo de la Cruz, notamment celles qui occupent le scénario des *cambuches* mais également les écoles ; entre les PSDT en provenance de villages différents, y compris de Campo de la Cruz, qui sont contraints de partager les mêmes espaces et souvent les mêmes ressources. Ce dernier cas concerne en particulier les écoles.

Dans certains cas, les PSDT font le choix d'un changement d'espace de placement en raison des interactions tendues associées aux conflits autour de l'attribution inégale des ressources. Dans les cas des espaces de placement individuel, les conflits issus des inégalités d'attribution des aides ne sont pas significatifs. En revanche, comme nous l'avons présenté dans le sous-chapitre 3.3, les tensions qui existent dans ce scénario concernent notamment les interactions entre la PSDT et le résident en raison de la présence du premier dans les lieux de destination.

Les situations présentées dans les paragraphes précédents engendrent des perturbations dans l'organisation de la survie qui vont être gérées de différentes manières, à travers diverses actions entreprises par les PSDT ou par les gestionnaires des aides. Dans le premier groupe, nous retrouvons l'action des « leaders » nommés par les PSDT à l'intérieur des espaces de placement ou bien des leaders communautaires qui prolongent leur rôle d'accompagnateurs dans la situation de déplacement. Leur mission spécifique est d'être les médiateurs entre les PSDT et les gestionnaires de la survie pour négocier les modalités de distribution des aides, faire remonter les doléances et les plaintes des déplacés-sinistrés auprès des administrateurs, assouplir les tensions et calmer les esprits. Selon les enquêtes, les leaders sont également chargés d'effectuer un premier recensement au sein des refuges afin d'assurer une attribution

plus égalitaire et faciliter la distribution des aides. Le succès de l'intervention des leaders n'est pourtant pas présenté par les enquêtés de manière significative.

A l'opposé de cette action à l'initiative des PSDT se trouve la réponse institutionnelle caractérisée par l'intervention policière à différents degrés.

Dans un premier temps, il s'agit de contrôles routiniers de la police de manière « préventive ». D'une part, la présence de la police dans les espaces de placement est reçue « positivement » par les enquêtés en raison du sentiment d'insécurité qui prévaut dans les différents endroits. Cette perception est présentée par les PSDT des *cambuches* et des écoles notamment. Dans les premiers, le sentiment de danger est inhérent à l'installation des tentes en bord de route. Dans les deuxièmes, il est lié à la présence des « inconnus » avec lesquels les PSDT doivent partager le même espace.

« -Bon, parce que tout était contrôlé par la police

-Oui c'est ça. Et tout était, bon oui mais non...

ENQUÊTEUR : la police était là ?

-Oui. Ils patrouillaient ici. La police surveillait et tout ça. Bah, on ne pouvait pas dormir parce que nous pensions qu'une voiture allait sortir de la route. »

Participante entretien de groupe N°1

En raison de la grande dispersion de la population en situation de déplacement au sein de la ville, ce ressenti n'est pas observé en dépit du sentiment d'insécurité général.

Dans un deuxième temps, cette présence est souvent qualifiée de « musclée » par les PSDT, dans une signification péjorative. Pour les enquêtés concernés, cette présence sert une stratégie des gestionnaires des aides pour échapper à leurs devoirs envers les PSDT en retardant la cadence des distributions alimentaires.

« Une fois, il y a eu un problème.

- Il y en a eu deux et tout ce qu'ils ont fait là bas...

- Cette fois-là, écoute-moi, ils nous ont menti, [ils nous ont dit] qu'ils allaient les distribuer à 8 heures, alors nous partions, puis même chose l'après-midi, et ils ont fini par nous gazer avec comment appelle-t-on cela ?

-Lacrymogène.

-Le bazar qu'il y avait ! Mais c'est parce qu'ils nous...

-Ils nous mentaient, ils nous disaient de venir à 8 heures, et puis de venir l'après-midi, puis revenez plutôt le lendemain, et nous, à attendre les gens qui distribuaient [les aides], comment s'appellent-ils, Combarranquilla ?

-Non, Comfamiliar

-Comfamiliar, nous les attendions et quand ils sont arrivés : rien, ils n'ont pas distribué les aides et allaient repartir comme ça. Alors, à ce moment-là, les gens se sont révoltés, ils sont rentrés par la force, ils ont pris les sacs [de vivres] mais il y avait déjà les [policiers] anti-émeute, ils étaient cachés, ils les ont appelés tout de suite et ils nous ont jeté ce gaz-là. » Participante entretien de groupe N°1

La gestion policière rend apparent un nouveau rapport de pouvoir qui oppose ceux qui reçoivent les aides, à savoir les PSDT qui revendiquent un accès égalitaire au dispositif ; et ceux qui les attribuent et qui légitiment leurs actions au nom du maintien de l'ordre et de la sécurité des PSDT.

Finalement, une voie intermédiaire d'action a été présentée par les enquêtés. Elle consiste à organiser des manifestations auprès des autorités du département. Ces manifestations apparaissent comme le dernier recours pour l'amélioration des conditions d'accès aux aides, sur une base plus égalitaire et efficace pour l'ensemble des PSDT.

« Les réclamations auprès de l'Etat ont dû se faire par voie de fait. Les gens dénonçaient devant les médias, ils manifestaient devant le gouvernement. Les gens ont dû forcer l'entrée pour se faire entendre. » Esperanza

L'objectif de ces manifestations collectives est de réclamer de meilleures conditions de survie et de demander que les promesses faites pour le retour et la reconstruction de la région soient tenues. Cet extrait permet d'illustrer cette idée.

« Pour faire respecter les promesses faites par les dirigeants en charge de la récupération des communes affectées, par exemple pour réaménager les écoles endommagées par l'inondation, réparer au mieux les logements, les maisons abîmées par l'inondation, des aides pour les paysans avec des subventions en raison des pertes qui ont été totales pour eux ! » César

De manière générale, les enquêtés soulignent l'inefficacité des actions collectives en raison de la persistance des conditions d'extrême précarité qui caractérisent la survie pendant la durée du déplacement ainsi que la situation de retour au village comme nous le verrons dans le sous-chapitre suivant.

Encadré n°5. Amorce d'analyse relative à la catégorie descriptive n°4

▪ La catastrophe et le déplacement qu'elle provoque engendre une situation de dénuement matériel total qui contraint les PSDT à s'insérer dans un dispositif de survie géré par les autorités en charge de l'attribution et la distribution d'aides matérielles. Il s'agit d'un système qui classe les individus en fonction des pertes subies et des besoins supposés engendrés par ces pertes matérielles. Toutefois, l'accès à ce dispositif est conditionné par l'attribution d'un statut différentiel, celui de « sinistré » qui définit la situation matérielle de ces individus et leurs familles.

▪ A partir de ces éléments, il est possible de considérer cette logique à partir de la notion de catégorisation. Il s'agit d'une catégorie qui regroupe les sinistrés de la catastrophe, définit les droits à la survie et permet aux organismes en charge de la gestion de la survie d'identifier les ayants droit à partir des caractéristiques externes qui peuvent être considérées comme des stéréotypes associés à leur situation matérielle. Bien que le but recherché ne soit pas la stigmatisation des individus, nous suggérons que la catégorisation des sinistrés

introduit une logique de différenciation dévalorisante qui a comme effet l'infériorisation sociale du groupe par rapport aux autres acteurs en raison du décalage entre les caractéristiques à partir desquelles sont identifiées les PSDT, détachées des référentiels biographiques, sociaux et culturels des personnes, et la manière dont elles s'auto-identifient historiquement et qui leur permettent d'affirmer leur appartenance à leurs groupes de référence.

- Outre l'identification et classification des individus, le dispositif fixe les règles de la survie et avec celles-ci un certain nombre d'attentes sociales. Il s'agit de l'assignation des rôles *a minima* et d'une place physique qui se traduit par une cohabitation et des interactions imposées, qui résultent ensuite en une mise en concurrence entre les sinistrés en raison des fortes inégalités et un sentiment d'injustice grandissant associés aux mécanismes de distribution des aides. Les PSDT assistent à une forte diminution de leur pouvoir d'agir mais pas à son abolition car dans des cas ponctuels associés à la survie, les PSDT utilisent leur condition « inférieure » en tant que ressource stratégique pour diversifier les aides. Toutefois, de manière générale, les inégalités vont engendrer des tensions et des conflits entre les PSDT qui partagent la désignation de sinistré. Cette logique de catégorisation, qui introduit une compétition sociale entre les sinistrés, engendre l'apparition d'un nouveau rapport de pouvoir entre ceux qui reçoivent les aides et ceux qui les donnent. D'autre part, les logiques de classification des personnes dans un ensemble homogène ainsi que l'assignation des rôles *a minima* se traduisent par la neutralisation des positions sociales antérieures et l'absence d'une nouvelle place sociale à l'intérieur de la survie.

L'interprétation conjointe de ces éléments nous permet d'élargir la catégorie d'analyse « construction des catégories stigmatiques et production d'une condition sociale liminale » que nous avons commencé à élaborer en relation avec la catégorie descriptive n°2 et qui sera développée dans le chapitre 4 « Discussion des résultats »

3.5 L'expérience de retour de la population : une esquisse de recomposition sociale

Les conditions de fin du déplacement de la population de Campo de la Cruz sont expliquées par deux raisons principales : les conditions de mise à l'écart des PSDT dans les territoires de destination que nous avons présenté dans le sous-chapitre 3.3 et les conditions d'extrême précarité de la survie dans les espaces de placement présentées dans le sous-chapitre 3.4. Les PSDT se réinsèrent progressivement dans leur lieu d'origine pour entamer le processus de reconstruction du village. Les premiers retours, précipités par les conditions négatives du déplacement, se font dans le village restant partiellement inondé. C'est le cas notamment des PSDT des écoles dans les villages qui ont été contraintes de quitter les lieux et ont préféré une réinsertion anticipée plutôt qu'un nouveau déplacement. Les PSDT de la ville retournent de manière progressive tandis que les PSDT installées dans les *cambuches* refusent de quitter la route en raison de l'absence des garanties pour le retour, qui se fait alors plusieurs mois après le début du déplacement.

Dans ce sous-chapitre, nous présenterons les représentations qui émergent autour du processus du retour en tant qu'étape de fin de l'exil. La signification que la PSDT se fait du retour est construite selon la perception qu'elle a de son inclusion ou exclusion des aides prévues pour la reconstruction du village que nous avons montrées dans le chapitre 1. Elles vont rendre compte de nouvelles recompositions sociales engendrées par la dynamique de la reconstruction et par les possibilités des PSDT de retrouver un rôle dans le groupe.

3.5.1 Les absences du retour : pour un « nouveau départ »

Le retour se caractérise par une crise économique associée aux dégâts considérables provoqués par l'inondation. Cette crise se traduit par le manque d'opportunités d'emploi ou de toute autre activité découlant de la perte totale ou partielle des moyens d'existence, des commerces et de la vie économique en générale. L'ensemble des enquêtés soulignent un facteur ayant toutefois permis de subsister au quotidien pendant les premiers mois consécutifs au retour, qui réside dans les transferts d'argent envoyées du Venezuela par les villageois émigrés autrefois dans le pays voisin et qui permettaient à une partie des enquêtés de subsister avant et après l'inondation par ce biais. Cette économie parallèle de survie s'étant brusquement arrêtée en raison de la crise politique dans ce pays, ces personnes qui en dépendaient se sont retrouvées dans une situation de précarité extrême. La remarque ci-dessous illustre cet épisode.

« Le village était vivant grâce au Venezuela, grâce aux transferts [envoi d'argent], mais du reste non parce qu'ici il n'y avait plus de travail. Ici, nous n'avions plus rien, le village est resté vivant grâce au Venezuela. Oui. Mais après ils ont retiré ça [les aides au Venezuela] et alors. Tout était fini. Le village s'est arrêté, car il vivait grâce aux transferts. Ils ont changé ça et après badaboum ! Parce que c'était ça ! C'était énorme. Après, on a nettoyé et peint le village. Mais tout a été perdu à Campo de la Cruz, tout. J'en avais bénéficié [des remises], il y avait du mouvement ici parce que vous pouviez aller acheter vos vivres avec l'argent qu'on nous envoyait, nous vivions bien. J'arrivais à vendre [de ses produits]. Si je vendais des soupes, les gens m'en achetaient et j'avais mon argent. Maintenant, rien. Faites des soupes pour voir ! » Participante entretien de groupe N°1

Ce paysage économique détruit accompagne la transformation du village dans tous les aspects de sa matérialité : l'environnement et les terres ont été ravagés, les maisons et les habitations ont subi des dégâts considérables et de très nombreuses pertes totales, les infrastructures ont été partiellement ou totalement détruite par l'inondation. En raison de la dégradation de l'environnement naturel et de la destruction des systèmes productifs, une partie des enquêtés qui vivaient antérieurement du travail de la terre s'est retrouvée face à un « désert ». Les propos de cet enquêtée permettent de saisir l'ampleur des dégâts dans ce sens, qui concerne une grande partie des enquêtés pour qui la terre assurait une partie de l'alimentation du quotidien.

« [...] Arriver et se retrouver comme dans un désert, tu ne trouvais même pas un brin d'herbe, rien... alors tout était totalement... même la terre a changée parce qu'il y avait des fissures, beaucoup, parce que je pense que c'était à cause de la contamination et de l'érosion directe du soleil et de tous ces changements climatiques et toutes ces choses qui affectent [les terres], les terrains n'étaient plus fertiles, tous les nutriments ont été emportés par la crue [...] mais oui, les gens étaient attristés parce qu'ils se sont dit : 'moi, je prenais mes citrons d'ici, de mon jardin, que ceci et cela', alors aussi les *guanábanas*, alors tout cela fait diminuer notre panier de consommation, mais aussi la qualité nutritionnelle, on en perd aussi [...] les paysans, voyaient qu'ils n'avaient pas de terre à cultiver, ils voyaient que les terres n'étaient plus fertiles. Tout ça a généré un grand problème dans l'économie. Savoir que je ne pouvais plus planter, 'Moi, je plantais mon maïs, et plusieurs hectares de maïs, d'autres hectares pour la tomate, pour le manioc, mais je n'ai plus de terrain, il y a de l'eau partout, là où je cultive'. » Nubia

Dans ce paysage de dénuement matériel, la majorité des enquêtés signale avoir perdu la plupart des biens personnels et avoir retrouvé son logement partiellement détruit tandis qu'une autre partie d'entre eux a perdu définitivement sa maison.

« Et c'était difficile de rentrer à nouveau dans son village et retourner à nouveau parce que je ne retrouvais pas le lieu où était mon foyer... ce n'était pas facile [de retrouver] ici l'endroit où était la maison, parce qu'il n'y avait que de la boue, il n'y avait que des poutres en bois et quelques tuiles du toit. Nous avions un couloir mais il était aussi détruit. Il n'y avait que de la boue. » Dilia

Quant au paysage social, les enquêtés soulignent un paysage désolant caractérisé par un tissu social fragmenté, aggravé par les conditions de précarité extrême cumulées pendant la situation de déplacement et exacerbées par les conditions de retour.

Encadré n°6. Extrait des notes d'entretien, janvier 2015

Selon le Père Osvaldo, la décomposition du tissu social du village est due à l'exposition des personnes à des situations de danger auxquelles elles n'étaient pas habituées et qui ont transformé leur *modus vivendi*. Il m'explique que pendant le déplacement certaines personnes ont pu trouver refuge dans des lieux « sûrs » tandis qu'une autre partie a dû côtoyer la violence, les drogues et d'autres situations d'insécurité.

Pour l'enquêté cité dans l'encadré n°2, il s'agit d'une transformation du *modus vivendi* ayant pour origine les conditions de vie difficiles dans les espaces de placement auxquelles ont été confrontés les PSDT.

Cette idée est partagée de manière générale par les autres enquêtés qui perçoivent un changement négatif dans les conduites, notamment des jeunes.

« Mais après cela les agressions ont commencé, les jeunes qui ne respectent plus rien. On leur dit quelque chose et ils deviennent agressifs tout de suite. » Rosalba

Pour ces personnes, la précarité de la situation économique a contribué à fragmenter davantage le tissu social déjà fortement endommagé par les effets immédiats de la catastrophe, en raison de l'absence d'opportunités et de sources de travail qui auraient conduit à des conduites transgressives ou négatives.

3.5.1.1 Le prolongement d'un dispositif d'aides qualifié de défaillant

En parallèle à la réinstallation progressive des habitants dans leur village d'origine, le dispositif humanitaire du déplacement cède sa place à un dispositif d'aides au retour qui prévoit dans un premier temps des aides alimentaires. Pour la majorité des enquêtés, ces aides ont été partielles et ponctuelles, attribuées aux enquêtés pendant les mois consécutifs au retour. Les deux extraits d'entretien suivants montrent des inégalités quant à la durée du dispositif pour deux enquêtés différents. Dans le premier cas, il s'agit d'une personne retournée ayant reçu des aides pendant trois mois, tandis que dans le deuxième, ces aides se prolongent sur plusieurs mois. Ce type de situation a été présentée par la majorité des enquêtés. Dans tous les cas, ces aides sont qualifiées d'insuffisantes face aux besoins.

« Ils nous ont donné [les aides]...Après en 2011 ils nous en ont donné à peu près trois fois, jusqu'en juin, après juin, on nous a retiré toutes les aides. Nous n'avons plus rien reçu. » Carmen

« Ils nous ont aidé pendant six mois. Après ils disaient qu'ils allaient continuer à nous payer [donner des aides] mais ils ne nous ont plus rien distribué. Alors, on attend pour voir ! Maintenant il faut attendre parce que nous n'allons plus rien recevoir, nous n'avons qu'une subvention pour l'école des enfants, qu'ils nous donnent de l'école. C'est avec cela qu'on vit. » Edilma

Dans un deuxième temps, le « dispositif du retour » prévoit également des aides et des projets de relance économique ayant pour objectif de se substituer aux moyens de production détruits par l'inondation. Ces aides sont considérées par les « retournés » comme étant tout aussi insuffisantes et mal pensées. Ce sont les irrégularités du système qui sont mises en cause, notamment relatives à la gestion des financements.

« Après des mois l'eau a commencé à se retirer et nous avons commencé à reconstruire notre commune, avec l'aide du Gouvernement nous ne pouvons pas le nier, mais cette aide qui devait être de 100 [pour cent] n'a été que de 30 pour te parler en termes de pourcentage, le reste n'a pas quitté les mains des prestataires, ou celles des dirigeants pour la partie gérée par le gouvernement ; c'était des aides économiques qui, de mon point de vue, étaient dérisoires, et nous avons encore des aides qui arrivent, par exemple la personne qui avait 100 têtes de bovins, ou 50 vivait de cela. Alors l'Etat lui en a donné cinq et c'est à partir de cela que nous sommes repartis vers quelque chose de positif à nouveau. » Rómulo

Dans un troisième temps, les enquêtés présentent le dispositif du retour à partir des aides matérielles pour la construction des nouveaux logements pour les personnes ayant subi des pertes totales ainsi que par la réhabilitation des habitations très abîmées comme c'est le cas pour la majorité des logements pour les personnes de cette enquête. Le même enquêté résume la logique de ces aides qui devait se décomposer en trois étapes afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre. Comme dans le cas présenté dans le paragraphe précédent, la gestion des aides par les autorités est présentée comme défailante.

« C'est pour cela que je te dis que c'était une mauvaise gestion de la part des prestataires parce qu'on leur a donné un million [par exemple] pour le redistribuer, alors ils ont gardé un demi-million, pour l'achat du matériel ils ont pris encore 250, et tu peux voir alors ce que nous avons reçu à la fin. Alors, de cette manière ils ont joué avec nous. Ils n'ont jamais fait la deuxième étape, jamais la troisième et la première a été mal faite.

-ENQUÊTEUR : en quoi consistait cette étape-là [la première] ?

-Ils nous donnaient du matériel et nous donnions la main d'œuvre et chaque maison devait être réparée comme il faut. Tu vois ma maison, j'ai tout fait avec mes propres ressources parce que si j'attendais Santo Domingo [prestataire], je n'avais même pas la peinture parce qu'elle était de mauvaise qualité.

-ENQUÊTEUR : et la deuxième et la troisième étape, en quoi consistaient-elles ?

-Jamais faites ! Cela consistait à reconstruire des maisons détruites, ils n'ont jamais refait une seule maison détruite, ici ils devaient faire je ne sais pas, entre

400 et 500 maisons avec un plan de logements et ils en ont fait environ 20 et quelques alors ces ressources que nous devons recevoir ici à Campo de la Cruz ? Je suis fatigué de chercher où peut être cet argent, parce qu'ici il n'est pas arrivé, je ne sais pas quoi d'autre, mais je ne trouve pas les mots pour décrire l'arnaque de ces aides, non pas parce que la bonne foi de l'Etat n'y était pas, parce que Monsieur Santos [le président] a donné 2.2 milliards par exemple et cet argent aurait dû être suffisant pour récupérer le sud [du département]. » Rómulo

Au moment de l'enquête, soit entre quatre et huit ans après le retour de la population, une minorité des enquêtés avait bénéficié des nouveaux logements. Cependant, la majorité affirmait être en attente des aides pour la réparation de leur logement ou d'un logement alternatif en raison de la perte totale des habitations. En règle générale, ce sont les initiatives individuelles qui ont permis à une minorité des enquêtés de réparer progressivement une partie des logements. Pour les autres, les maisons sont restées dans l'état de dommages engendrés par l'inondation.

« En ce moment je n'ai pas de frigo, pas de machine à laver, pas de salle à manger, je n'ai plus rien de tout ça. Parce qu'en quatre ans depuis que nous sommes à nouveau ici je n'ai pas pu me remettre de l'inondation. Ma maison est toujours dans le même état laissé par l'eau. » Carmen

Quant aux projets de reconstruction du tissu social, aucun des enquêtés n'a souligné l'existence de tels projets ou le fait d'avoir été informés. Cependant, il est possible d'attribuer une dimension sociale aux projets de relance économique qui sont présentés par les enquêtés en ayant bénéficié comme une opportunité pour avoir un nouvel élan pour la reconstruction de leur projet de vie à travers l'accès à l'éducation ou à des formations professionnelles.

« Au moins je suis en train de faire des études et je vais commencer un autre cours maintenant. C'est-à-dire, j'aimerais apprendre plus de choses parce que le SENA [entité de formation] va nous apporter de bonnes choses. Et la Red de Juntos [entité d'aide] aussi parce qu'ils ont inclus les enfants pour qu'on reçoive des subventions. Et ils nous ont aidés. Pour l'instant nous allons bien. » Cecilia

Finalement, le dispositif du retour consistait à reconstruire l'infrastructure détruite. Ces aides portaient sur des travaux de construction de nouvelles écoles, la reconstruction de l'hôpital du village, le revêtement des rues, la réhabilitation des réseaux électriques et des égouts, ainsi que des macro-projets destinés à réhabiliter et rehausser la route orientale endommagée par l'inondation. Les propos formulés par cet enquêté donnent des exemples de ces travaux observés par la population. L'impression générale est celle de la « nouveauté » apportée par la reconstruction post-catastrophe.

« Au fait [...] au fait ici ils [les dirigeants] ont fait des choses qu'ils n'avaient jamais faites, des méga écoles, les égouts, le pavage des rues, et il y a beaucoup de nouveaux emplois et de choses que nous n'avions pas avant. » Emerson

Le dispositif décrit dans cette section présente un exposé des aides dont les enquêtés avaient connaissance au moment de cette enquête, soit par le fait d'en avoir bénéficié directement, soit par connaissance indirecte par le biais des autorités ou des voisins concernés par les aides.

3.5.1.2 Un nouveau système de classification et l'émergence des nouvelles inégalités

L'attribution des aides pour la reconstruction s'accompagne d'un nouveau système de classification des personnes. La majorité des enquêtés affirment avoir été inscrits sur des listes de personnes retournées pour pouvoir bénéficier des aides, pour une partie d'entre elles, il s'agissait de listes « informelles » lorsque cela concernait les aides alimentaires et de recensements officiels pour l'attribution des aides également alimentaires ainsi que des aides pour la réhabilitation ou la construction des logements. Pour ce qui est des premières, les listes informelles étaient élaborées par les chefs de quartiers ou leaders et étaient transmises aux gestionnaires des aides et aux autorités. Ces derniers étaient ensuite chargés de la distribution des aides. Ces listes informelles ont fonctionné pendant les semaines consécutives au retour en raison notamment de la dynamique du retour présentée dans les sous-chapitres 3.3 et 3.4, puis remplacées progressivement par les recensements officiels.

« Alors les personnes ont commencé à revenir au fur et à mesure qu'il séchait [le village], les gens revenaient, ils revenaient. Alors, je suis resté ici, j'étais partout parce que j'étais leader de la commune. J'ai recensé tous ceux qui arrivaient, alors nous avons coordonné [l'arrivée] des sacs de nourriture par semaine. Après trois mois il y avait en moyenne 2 000 personnes qui vivaient ici et à ce moment-là nous avons commencé la distribution des aides. J'ai donné [aux autorités] la liste des personnes qui étaient sur place et je faisais les demandes selon leurs besoins. Emmener un wagon-citerne par exemple pour les habitants et ils [les autorités] le ramenaient. Grâce à cela, les gens ont commencé à revenir. 6 mois après l'inondation, il y avait à peu près 3 000 personnes...Six, sept mois après presque tous les habitants étaient là, ceux qui ne sont pas revenus avaient quelqu'un pour garder leur maison, et la plupart des aides étaient envoyées par les dirigeants. »
César

Ce système de listes informelles suivi d'un recensement officiel permet en partie d'expliquer les inégalités dans l'attribution d'aides que nous avons présentées dans la section 3.5.1.1. En outre, le recensement informel n'a pas orienté les modalités d'attribution des aides à la reconstruction ou construction des logements détruits, qui a suivi un autre cheminement consistant en un recensement combinant la situation foncière des ménages à l'état des logements après l'inondation. Ainsi, les maisons considérées comme « habitables » ont été classées par les autorités pour bénéficier en principe de matériaux pour la réhabilitation des logements, tandis que celles détruites ou très endommagées étaient signalées comme devant

être remplacées par de nouvelles constructions. Cette enquêtée livre un exemple de la manière dont les autorités locales ont géré la distribution des aides selon leur estimation des dégâts.

« Cela était un accord entre le gouvernorat et les Mairies. En ce qui me concerne, j'ai dû vérifier les recensements, combien de familles, combien avaient réellement leurs maisons, combien étaient propriétaires de leur maison, combien avaient leur maison totalement détruite, ou abîmée mais qui pouvait être habitée à nouveau aussitôt. Mais aussi, les personnes qui n'avaient plus de maison. Parmi les 28 recensées, six avaient leur logement et 22 n'en avaient pas. Alors, il y a eu une trentaine de logements qui ont été donnés par le gouvernorat. Les 22 étaient celles qui étaient dans les refuges et six ont reçu des subventions pour le loyer afin qu'ils puissent eux-mêmes réparer leur maison, parce qu'ils avaient leur propre maison. »
Nubia

Dans tous les cas exposés par les enquêtés, cette nouvelle classification s'est traduite par de nouvelles inégalités entre les habitants. Soit, des inégalités en termes de type d'aide. Dans ce cas, certaines personnes ont reçu des aides alimentaires mais aucune aide à la reconstruction de leur logement ou à la relance économique. Soit des inégalités lorsqu'il s'agit de comparer le niveau d'aides du même type attribué à deux personnes différentes.

« Il [son mari] n'a pas eu d'aides, beaucoup de personnes en ont eu. Les petits éleveurs ont reçu de l'aide avec quelques vaches et des aides comme ça, mais nous après l'inondation nous avons uniquement reçu des aides alimentaires de temps à autre, la Croix Rouge qui nous donnaient des sacs avec des vivres, mais le reste rien, j'ai tout perdu, j'ai tout perdu. » Graciela

Dans cette enquête, ces inégalités conduisent les anciennes PSDT à formuler leur propre expérience du retour, selon la perception qu'ils ont d'avoir participé ou d'avoir été exclus du marché de la reconstruction et de ses bénéfices directs.

3.5.2 « Un mal pour un bien » : une appréciation positive du retour

« Le Gouvernement nous... il est en train de nous donner une récompense grâce à ce que nous avons vécu. » Cecilia

L'extrait de cette habitante illustre la manière dont une partie des enquêtés qualifient les aides attribuées par les autorités en tant que « compensation » en contrepartie des difficultés extrêmes associées au déplacement et aux pertes constatées au moment du retour. Ce ressenti concerne les personnes ayant bénéficié des aides ou celles qui, malgré un sentiment d'exclusion du dispositif, ont une perception positive des macro-projets potentiellement bénéfiques pour le développement du village et de la communauté. Il s'agit toutefois d'une minorité des enquêtés. Cette perception se construit dans une logique de comparaison avec la

situation historique de pauvreté ressentie au village et d'un sentiment de retard économique et social qui lui est associé.

« Pour moi cela est le plus important [les macro-projets] parce que nous voyons le développement du village avant tout, et je parlais l'autre jour avec quelqu'un et je lui disais précisément que nous allions voir de bonnes choses au village maintenant [...] et toutes les personnes vont en bénéficier parce que ceux qui n'ont pas d'emploi vont pouvoir travailler et avec les écoles aussi [...] Cette partie est très importante pour la commune, et comme ça. Parce que la commune grandit. C'est grâce à l'inondation que tout cela est arrivé au village, nous voyons un développement qui stagnait avant. Mais depuis les événements [...] dans ma manière de voir les choses je sens que Campo de la Cruz va de l'avant, le gouvernorat nous soutient. L'hôpital aussi a été amélioré, les rues, les commerces grandissent. » Mary

Pour cette minorité de personnes qui ont bénéficié des aides au retour, la catastrophe est perçue comme « un mal pour un bien ». Nous pouvons identifier cinq cas pouvant être associés à cette représentation.

Dans un premier cas, il s'agit de personnes qui n'avaient pas de source de travail avant l'inondation et qui ont bénéficié du marché de la reconstruction à travers des emplois dans le secteur du bâtiment.

Dans un deuxième cas, nous retrouvons des personnes qui ont bénéficié des aides de relance économique à travers la restitution d'une partie de leurs moyens de production ou d'existence. Malgré l'insuffisance constatée par les enquêtés, ces aides ont néanmoins été perçues de manière positive.

« Oui parce que mon mari a été appelé une nouvelle fois pour un job et comme je te l'ai dit, il a reçu une aide de trois petits animaux, alors c'était un changement positif aussi. » Edilma

Le troisième cas concerne les enquêtés vivant antérieurement dans des conditions d'extrême précarité et qui ont bénéficié de la construction d'un nouveau logement. Ces personnes n'étaient pas propriétaires au moment de l'inondation, mais c'est leur degré de précarité qui a été déterminant pour qu'elles puissent bénéficier du programme de maisons d'intérêt social. Pour ces personnes, le retour s'est traduit par une opportunité unique d'accéder à un logement décent. Tel est le cas de cette enquêtée.

« Mais je lui dis parfois, je dis à Alfredo [son mari] que cela n'était pas mauvais, que pour nous c'était pour un bien. » Mercedes

Ensuite, dans un quatrième cas, ce sont les personnes propriétaires de leur logement, qui ont reçu des aides pour la réhabilitation des maisons endommagées. Ces aides concernaient des matériaux pour la réfection des murs, sols et toitures.

Enfin, une minorité d'enquêtés de ce groupe, notamment des personnes jeunes, ont bénéficié des programmes de formations et d'insertion professionnelle élaborés par les autorités. Cependant, l'accès aux formations ne s'est pas traduit systématiquement par une insertion dans le marché de l'emploi, sauf dans les cas où les formations concernaient des petits projets de relance d'une activité productive agricole.

« Nous avons fait un cours sur l'élevage de poules pondeuses. Ici dans mon jardin j'ai mis un petit hangar et j'y ai mis les poules. Elles pondent leurs œufs. Avec mes amies du groupe nous sortons, et vendons les œufs, nous mettons ensemble cet argent et nous rachetons les aliments pour les poules et comme ça. » Rosalba

Cette enquêtée formule le sentiment partagé d'avoir eu accès aux opportunités de formations professionnelles, qui signifient pour elle une « nouvelle vie » et « une nouveauté ».

« Qu'est-ce que cela a signifié ? Tout d'abord, une nouvelle vie, une vie nouvelle parce que c'était quelque chose de nouveau ! » Cecilia

Dans les cas cités ci-dessus, il s'agit en majorité de personnes en situation de pauvreté antérieure ou d'extrême pauvreté. Pour ces personnes le retour prend une signification relativement positive par le fait qu'elles aient été prises en charge par les autorités comparativement avec leur situation antérieure et en raison de l'extrême précarité résultant de l'inondation et du déplacement.

3.5.3 La signification du retour comme « une prolongation de la souffrance »

En raison des inégalités dans l'attribution d'aides à la reconstruction, le retour signifie pour la majorité des enquêtés comme une prolongation des conditions de survie vécues pendant le déplacement et une cumulation des vulnérabilités anciennes. Outre les pertes considérables provoquées par l'inondation, les conditions du déplacement ont rendu la situation davantage précaire pour ces personnes qui se sont alors retrouvées dans une survie qui s'étend dans le temps.

Pour une partie d'entre elles, il s'agit d'une nouvelle exclusion en plus de celles subies pendant le déplacement. Pour d'autres, ayant bénéficié d'aides alimentaires pendant le déplacement, l'absence totale de prise en charge au moment du retour est ressentie comme une fatalité.

Pour ces personnes, le retour prend une signification négative : dans un premier cas, les personnes manifestent leur exclusion des aides pour la relance de leur ancienne activité économique ainsi que des projets de formation et insertion professionnelle. Dans ce cas, les personnes se retrouvent dans l'instabilité du travail informel, comme l'illustre la remarque de cette enquêtée.

« [Son fils]...Il a été retiré, il n'a plus de travail, maintenant il vend du melon, il l'achète et le revend, il n'est pas loin en ce moment en train de vendre le melon. L'autre [fils] parfois on l'appelle pour qu'il travaille à droite et à gauche, il fait ça trois mois par ci, trois mois par là. Et c'est tout. Et les deux sont au chômage. Ils vivent du peu que j'arrive à dégager de mon petit commerce. » Carmen

Pour d'autres, c'est précisément les sources de travail informel qui abondaient avant l'inondation qui manquent au moment du retour en raison de la situation économique et de la destruction des terrains agricoles, autrefois sources de travail pour beaucoup de personnes.

« Eh c'est-à-dire, depuis que, oui plutôt depuis cette histoire de l'inondation c'est que... parce qu'ici tout le monde, les gens cherchaient d'autres gens pour travailler, pour des jobs pour la journée, pour qu'ils gagnent un peu [d'argent] pour une journée de travail, mais aujourd'hui, plus personne ne cherche de la main d'œuvre, peu de gens le font, ceux qui ont leur bétail, leurs *fincas*, mais avant n'importe qui cherchait des personnes pour travailler, n'importe quel paysan avait besoin d'un ou deux travailleurs pour la journée, deux ou trois jours, mais aujourd'hui plus rien, comme je vous dis, mon compagnon ne peut plus cultiver sa terre, sa terre est toujours inondée, il est malade. » Graciela

Dans un deuxième cas, les enquêtés mettent en avant les absences d'aides pour la réhabilitation ou la reconstruction des logements. Ces absences sont exprimées également en termes d'inégalités entre ceux qui ont bénéficié de cette assistance et ceux qui ont été exclus.

« Après, le Gouvernement, le Président a dit que les habitants de Campo de la Cruz allaient recevoir des aides pour réparer les maisons de l'inondation. En réalité, peu ont reçu les aides. Toutes ne les ont pas eues. Il y a beaucoup de maisons très abîmées, elles n'ont rien eu du tout, rien, même pas un pot de peinture. Parce qu'on nous a dit que ces maisons seraient prises en compte lors de la deuxième étape. » Carmen

Parmi ces enquêtés, ces inégalités signifient une « injustice » qui les conduit à s'insérer dans une dynamique de lutte pour la survie.

« Bah vous savez comment on se sent, parce qu'on pense qu'on n'a pas reçu une seule aide mais comment peut-on faire si nous n'avons pas eu d'aides, bah il faut lutter jusqu'à ce que Dieu décide de nous garder en vie, lutter pour vivre comme on peut, à moitié. » Graciela

Les absences et exclusions des aides amènent aussi à une appréciation plus positive du déplacement que du retour. Cet échange entre anciennes PSDT lors d'un entretien de groupe permet d'illustrer cette idée.

« -Parce que, ce qui a changé *doctora* c'est qu'il n'y a pas de source d'emploi. Il n'y a pas de source d'emploi.
-Il n'y a pas de travail !
-Nous les femmes ici à Campo de la Cruz nous ne travaillons pas, nous dépendons du travail de nos époux au jour le jour, celui qui était agriculteur, bah, il partait pour une journée de travail, pour tirer le lait des vaches, mais cette source de travail n'existe plus.
-C'est terminé !
-Il n'y a même plus de pêche.
-Moi, en 36 ans, je suis embarrassée de vous dire cela *doctora* mais en 36 ans que j'ai de vie commune avec le père de mes enfants, jamais je n'avais mangé que du riz avec un peu de petit-lait et hier soir j'ai dû ne manger que cela.
-Mais remercie Dieu parce qu'il y a des gens qui n'ont même plus ça, même pas hier, même pas aujourd'hui.
-Bon, alors notre vie quand nous étions sur la route était meilleure, parce que maintenant que nous sommes dedans [dans le village] c'est bien pire. »
Participant(e)s entretien de groupe N°1

Cela est également le cas des personnes âgées sans revenu, pour lesquelles se trouver en situation de déplacement rendait possible l'accès gratuit à tout type de services, en particulier, à des soins de santé et aux aides alimentaires.

Finalement, dans une partie des entretiens, les propos exprimés par les enquêtés montrent une volonté d'agir malgré l'absence d'aide dans le processus de reconstruction. Les personnes concernées par cette situation manifestent leur désir « d'aller de l'avant ».

Cette volonté d'agir conduit les exclus des aides à inventer des manières de reconstruire leur habitat endommagé comme manière de se reconstruire en tant qu'individus.

« [...] Bon certaines personnes avaient l'espoir avec la deuxième étape, certains n'ont pas eu les aides de l'Etat, mais ils ont eu la volonté de dire : 'je vais peindre ma maison parce que je ne veux pas la voir moche comme ça, je vais essayer de réparer ma terrasse, mon jardin, le mur qui est tombé, je vais mettre des bâtons pour protéger la maison'. Alors c'était une manière aussi de s'auto-stimuler, de leur part. Alors, on voit la manière dont les gens ont fait preuve de force, ils ont montré cette force. Ils en sont sortis plus forts dans ce sens. » Nubia

3.5.4 Une esquisse de recomposition sociale

Les différentes représentations du retour sont déterminées par les fortes inégalités d'accès aux aides à la reconstruction, notamment pour les personnes très pauvres ayant subi des pertes considérables. Ces différents registres de signification que nous avons présentés dans les sections précédentes reflètent de nouvelles recompositions possibles au sein du groupe en

raison des impacts de l'accès aux aides sur les activités et les rôles qui les accompagnent. Le tableau N°12 permet de résumer les principales tendances observées permettant de relier ces différents éléments.

Tableau N°12
Effets de l'attribution des aides dans les projets de vie des PSDT après le retour

Situation en relation aux aides au retour	Effet concernant les activités productives	Effet possible concernant le projet de vie*
PSDT ayant bénéficié des aides	Cas 1. Nouvelle activité	Nouvelle orientation du projet de vie
	Cas 2. Reprise de l'ancienne activité	Continuité du projet de vie
PSDT n'ayant pas bénéficié des aides	Cas 3. Perte définitive de l'ancienne activité	Suspension du projet de vie
	Cas 4. Nouvelle activité partielle	Nouvelle orientation du projet de vie

*Dans cette recherche, le projet de vie fait référence à l'orientation que l'individu donne à sa propre vie sur la base de ses priorités, valeurs, croyances et attentes et qui tendent de manière générale vers un mieux-être dans les dimensions matérielles, sociales, culturelles et spirituelles de son existence.

Dans un premier cas, il s'agit des personnes ayant bénéficié des projets de relance économique, soit à travers des formations à un nouveau métier, soit à travers l'accès à des emplois dans les métiers du bâtiment qui ont émergé pendant plusieurs années de travaux de reconstruction. Dans le premier registre, une minorité d'enquêtés a été contrainte de changer d'activité pour accéder à celles associées aux formations disponibles. Dans le deuxième registre, il est important de noter que les emplois dans le secteur du bâtiment ont été irréguliers en fonction des projets qui ont parfois mis plusieurs années à démarrer. Toutefois, lorsque cela a été le cas, la personne qui a bénéficié d'un emploi dans ce secteur souligne avoir pu donner une nouvelle orientation à son projet de vie, notamment dans le cas où les personnes n'avaient pas d'emploi avant la catastrophe. Dans l'ensemble, cette situation perçue positivement, se traduit par l'accès théorique à un nouveau rôle au sein du groupe.

« Pour moi oui parce qu'il y a eu plus d'opportunités, j'ai commencé un programme de femmes entrepreneures, et il y a toujours quelque chose, une formation ou quelque chose, ils m'appellent toujours, et j'ai déjà fait plein de cours et l'un de ces cours est un cours en sécurité des entreprises et bon, Dieu merci je vais commencer mon stage, bon je dois chercher un endroit pour faire mon stage. » Cecilia

Un deuxième cas regroupe les personnes qui ont pu récupérer leur ancienne activité de manière soit partielle soit totale. Les cas relevés de PSDT ayant repris totalement leur ancienne activité concernent les employés municipaux et les personnes qui ont reçu des aides pour réactiver leur ancien commerce. Les cas reportés d'une reprise partielle concernent les personnes qui vivaient des métiers agricoles ayant reçu des aides partielles dans le cadre du dispositif. Cependant, dans ce groupe, il s'agit surtout des personnes qui travaillaient dans des

activités d'élevage, tandis que celles qui travaillaient exclusivement la terre soulignent une suspension totale ou partielle de leur activité en raison des dommages considérables provoqués par l'inondation sur les terres et en raison de l'absence d'accompagnement pour leur récupération. Un dernier cas qui a été présenté par les enquêtés, concerne les personnes engagées dans les métiers agricoles mais qui ont été obligées de changer d'activité pour s'adapter aux aides proposées par le dispositif, dans certains cas sans accompagnement et sans les outils nécessaires pour démarrer la nouvelle activité. En règle générale, les enquêtés qui ont pu donner une certaine continuité à leur projet de vie ont rétabli leur ancien rôle dans leur groupe de référence ou ont acquis un rôle analogue à l'ancien.

Un troisième cas est celui des personnes qui n'ont pas reçu d'aide pour la reprise de leur activité ou pour bénéficier de l'accès à un nouveau métier ou activité. Dans ce cas, ce qui concerne une grande partie des enquêtés, comme l'indiquent clairement nos résultats, il est possible d'observer une suspension de leur ancien projet de vie et une absence de vision d'avenir en raison de la très grande précarité de leur situation et de l'absence d'accompagnement institutionnel. Dans ce sens, la perte totale de leur ancienne activité ne donne pas lieu à l'acquisition d'un nouveau rôle actif mais à une prolongation de la situation de dépendance observée pendant le déplacement.

Enfin, dans un quatrième cas, les enquêtés n'ont pas bénéficié des aides mais ils ont réussi à créer une nouvelle activité productive, souvent partielle et informelle, leur permettant de redonner un élan à leur projet de vie et de reprendre un rôle social temporaire.

Dans les propos des enquêtés, il est possible de voir que dans les quatre cas, l'entraide entre voisins est réactivée au moment du retour ce qui indique que de manière générale, le retour s'est traduit par une reprise des relations sociales souvent suspendues pendant le déplacement. Cette réactivation montre l'importance de ce système d'entraide pour la survie au quotidien.

Pour les personnes ayant bénéficié d'un nouveau logement, l'impact sur le projet de vie reste ambivalent en raison de la perte des moyens de production qui caractérise souvent le cas des personnes ayant également perdu leur maison. Cependant, pour ces personnes, ce qui prévaut dans le discours est le fait d'avoir pu être à nouveau réuni avec la famille en bénéficiant d'un nouveau toit.

L'impact de cette dynamique présentée dans les paragraphes précédents se reflète également dans la distribution nouvelle des rôles au sein du foyer. Ainsi, le fait d'avoir perdu son ancienne activité se traduit pour une partie des enquêtés par l'acquisition d'un nouveau rôle dans l'économie du ménage qui est celui de « chef de famille ».

« Ici le chef du foyer c'est moi, pourquoi ? Parce que c'est moi qui travaille, c'est moi qui pourvois aux besoins de la maison parce que mon mari ne peut plus rien faire parce qu'il n'a plus rien [...] cela [la terre] est toujours inondée, alors il ne peut pas cultiver, il n'a rien cultivé, l'eau est toujours là. » Graciela

Le nouveau rôle de « chef de famille » concerne également les personnes qui ont été contraintes d'entreprendre une nouvelle migration à la recherche d'opportunités de travail et pour cette raison, le parent qui reste se doit d'assumer le rôle de chef. De manière générale, c'est l'homme qui part et la femme se retrouve à la « tête » de la famille. Dans cette enquête, une minorité de personnes sont concernées par cette situation.

« Et nous avons continué jusqu'ici, ici tout le monde est dans une lutte, avec le peu que l'on gagne, certains partent pour Barranquilla, au Venezuela, San Andrés, Bogotá pour chercher des ressources parce qu'ici... » Carmen

Encadré n°7. Amorce d'analyse relative à la catégorie descriptive n°5

- Le retour de la PSDT se caractérise par une réinsertion dans le territoire d'origine fortement transformé physiquement, économiquement et socialement en raison de l'ampleur des pertes engendrées par la catastrophe. Ce qui précipite les individus dans une nouvelle situation de dépendance totale des aides pour la restauration et la reconstruction économiques et sociales, situation exacerbée par les effets négatifs du déplacement. Dans ce sens, les résultats montrent les significations construites par les enquêtés selon leur perception d'une participation ou exclusion dans le processus de reconstruction associé à un nouveau dispositif d'aides qui apparaît dans les faits comme une prolongation du dispositif humanitaire caractérisé par l'absence de choix et la diminution du pouvoir d'agir des individus.

- Les logiques de reconstruction au moment du retour s'accompagnent d'une forme de recomposition sociale à partir de la réactivation partielle des rôles antérieurs ou l'émergence de nouveaux rôles, ce qui suggère la présence de mécanismes de reconstruction des identités sociales ou la construction des nouvelles formes d'identification au sein du groupe. Toutefois, en raison de l'orientation donnée à l'enquête en relation avec notre objet de recherche, nos résultats ne nous permettent pas d'analyser la manière dont le retour a impacté effectivement la réorganisation des rapports d'altérité, ou encore la réappropriation des répertoires sociaux et culturels ainsi que la manière dont les individus se repositionnent effectivement dans leurs groupes de référence anciens et nouveaux qui leur permette de reconstruire un sentiment d'appartenance et de reconnaissance sociale.

- L'itinérance et le retour anticipé des PSDT dans les lieux d'origine apparaissent finalement déterminés par la conjugaison de différents facteurs matériels et sociaux, parmi lesquels, un certain degré d'attachement au territoire, les ressorts des interactions et des relations avec les autres acteurs pendant le déplacement, qui se traduisent par une mise à

l'écart et une marginalisation des PSDT, ainsi que par le besoin de reconstruire un sentiment d'appartenance et de reconnaissance sociale. Cela nous permet de mettre en perspective les effets des catégorisations qui émergent de l'interaction des groupes d'acteurs pendant le déplacement sur l'identité sociale, à la compréhension des décisions et choix de permanence ou de changement de lieux de déplacement ou encore de la décision de mettre fin au déplacement.

L'interprétation d'une partie de ces éléments nous permet d'élargir davantage la catégorie d'analyse « construction des catégories stigmatisées et production d'une condition sociale liminale » qui sera développée dans le chapitre 4 « Discussion des résultats ».

3.6 Les apprentissages de la catastrophe : les différentes attributions de sens au vécu de la catastrophe

Un dernier résultat de cette enquête concerne les significations construites par les enquêtés autour des apprentissages associés à l'expérience de la catastrophe. Dans ce sens, les enquêtés interprètent la catastrophe de deux manières principalement : en tant qu'apprentissage social et en tant qu'apprentissage spirituel. Ces deux représentations font l'objet de ce sous-chapitre.

Ces manières de penser l'expérience sont construites autour des croyances plus générales sur les causes de la catastrophe, associées à une dimension ayant trait à des croyances religieuses dans une grande partie des cas. Parmi lesquelles, se trouvent les représentations des membres de deux églises évangéliques pentecôtistes qui ont participé à une partie de l'enquête⁶⁸ consacrée spécifiquement à la dimension spirituelle de l'expérience. Dans le premier cas, nous retrouvons des explications qui font appel, de manière partielle, au phénomène religieux, tandis que dans le second, il s'agit de l'explication dominante fournie par les membres des groupes religieux

3.6.1 La catastrophe comme apprentissage collectif

Pour les enquêtés mobilisant cette représentation, l'apprentissage social de la catastrophe concerne trois domaines : la solidarité avec l'Autre, les manières de vivre soi-même, et les manières de vivre avec le risque.

3.6.1.1 Solidarité et altérité : quel apprentissage ?

Après le retour, les anciennes relations des villageois prennent pour eux une signification construite à partir de la séparation entre deux groupes : une minorité qualifiée de « riche » comparée à la majorité décrite comme « pauvre » ou ayant une vie « simple ». Lorsqu'il s'agit de qualifier les relations entre les deux groupes le mot qui revient dans les discours est « l'égoïsme » des riches envers les pauvres et la distinction sociale marquant l'exclusion qui existait auparavant entre ces deux groupes, qui de manière générale se reconnaissent entre eux selon le quartier de résidence. Ainsi, pour une partie des enquêtés, la plus grande leçon à tirer de la catastrophe est relative aux conduites entre villageois. Les conduites en question

⁶⁸ Comme présenté dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche », une partie de cette enquête a eu lieu auprès des PSDT étant également membres de deux églises évangéliques pentecôtistes de Campo de la Cruz. Des informations sur les conditions du déroulement de cette phase de l'enquête, rédigées sous forme de récit ethnographique, figurent dans l'annexe n°4 « Enquêter dans les églises » en fin de manuscrit.

sont souvent associées aux interactions quotidiennes inexistantes entre les deux groupes, comme l'illustre la remarque suivante.

« [...] C'est-à-dire que c'était nécessaire malgré les blessures qui vont guérir, mais c'était nécessaire que Campo de la Cruz vive ce moment, savez-vous ? On vous raconte tout le vécu, la peine, les larmes, cela est quelque chose que le Seigneur a permis pour que nous puissions réfléchir à beaucoup de choses. C'est-à-dire que ce n'était pas un hasard [...]. Ce que j'ai observé, l'apprentissage, c'est qu'il y avait un Dieu parmi les *campucenses*, un Dieu de la 'haute classe' qui nous piétinait, ils [les gens] ne disaient même pas bonjour, ils ne nous remarquaient même pas et après l'inondation ils ont commencé à dire bonjour comme si on se connaissait de toujours. C'est-à-dire que ceux qui se croyaient supérieurs ont changé, tout le monde a commencé à se traiter en tant qu'égaux, ces gens ont commencé à nous traiter avec de l'affection comme si on était des amis de toujours. Bon, avant, comme je vous dis, ces gens de la 'haute classe' ils étaient indifférents avec nous, ils n'avaient aucune relation avec nous, et il y avait une distinction entre ceux du centre et ceux de la périphérie, il y avait une sorte de hiérarchie [... Mais après, cela a commencé à changer. » Participante entretien de groupe N°2

Pour ces personnes, la catastrophe fait partie d'un plan de Dieu pour amener les gens à une réflexion plus profonde sur la nature des relations humaines qui aurait conduit à une modification positive des comportements au moment du retour. Selon cette représentation, la situation de déplacement a servi à rapprocher les riches et les pauvres en tant qu'égaux par le partage de la condition commune de « celui qui a tout perdu ».

Pour une autre partie d'enquêtés, l'égoïsme en question est matériel, plaçant les riches en position de supériorité dans l'échelle sociale, ce qui les conduisait à « gaspiller » l'argent dans des mondanités au détriment de la solidarité envers ceux qui étaient dans le besoin. Cette conduite aurait engendré la colère de Dieu comme le montre la remarque suivante.

« Alors je dis cela, que cela est dû à la volonté de Dieu. Oui, il nous a envoyé la facture. Parce que peut-être qu'il y avait beaucoup de gens qui vivaient, comment je peux dire ça ? Qui étaient arrogants, du genre : 'c'est moi qui commande, regardez tout ce que je possède' et en refusant d'aider celui qui avait besoin. Alors c'est pour cela que nous avons tout perdu ! De la même manière, comme nous sommes arrivés, nous sommes partis. C'est pour ça que je dis, que cela était le fruit de la colère de Dieu, parce que nous étions très contents, très joyeux, et les gens prétentieux. Mais regardez maintenant, nous n'avons plus rien !! Ils étaient arrogants, mon Dieu ! Tellement prétentieux : 'ici à Campo nous...'. Alors nous n'avons plus cela, les gens se sont calmés, ils ont été calmés et le sont toujours. Ahhh ! Que par exemple, les buvettes, les bars, les gens n'arrêtaient pas d'y aller et ces endroits toujours pleins à craquer. Mais, maintenant nous nous sommes calmés, tout cet argent gaspillé, maintenant il n'y en a plus. » Mercedes

L'inondation aurait conduit les riches à lever le pied et à se tourner vers leurs voisins moins favorisés. Cette représentation, au fond religieux, concerne des personnes appartenant à l'église catholique, dominante au village⁶⁹, tout comme les églises évangéliques.

3.6.1.2 Réapprendre à « vivre »

Pour une autre partie des enquêtés, l'effet d'apprentissage de la catastrophe concerne une manière de vivre plus générale. L'expérience vécue par les personnes les conduit à s'interroger sur leur propre vie d'avant et sur celle d'après. La première étant associée à l'insouciance tandis que la deuxième est associée à la prise de conscience sur ce qui est considéré comme « important ».

« Je dis que les choses n'arrivent pas pour un mal mais pour un bien, j'ai toujours dit cela. Avant, je ne pensais plus à rien, à rien dans ce monde, je vivais pour vivre, la seule chose qui m'importait c'était que mon mari apporte à manger pour les enfants, je ne pensais à plus rien, mais après ce qui s'est passé avec l'inondation, là oui, je dis maintenant qu'il faut apprendre à vivre. On doit apprendre à vivre, et avec ce que l'on a, apprendre à vivre car cela suffit, n'est-ce pas ? » Rosalba

Cet apprentissage par l'épreuve est également associé à une explication religieuse qui met en avant la possibilité d'avoir reçu un « enseignement » de Dieu pour apprendre à s'adapter aux circonstances de la vie. La même enquêtée poursuit son récit en apportant cette précision.

« Cela a été triste, douloureux. Je disais à mon Dieu : 'ou là mon Dieu, mais pourquoi cela ?', cela était comme une, comment je peux dire cela, comme un apprentissage je veux dire. [Un apprentissage] qu'Il [Dieu] nous a envoyé pour qu'on voie. Oui, comme un apprentissage pour qu'on s'ajuste, comme je dis ici ! Tout cela... alors comme on disait, c'était un apprentissage que Dieu nous a envoyé pour que nous nous ajustions... mais rien ! » Rosalba

Pour d'autres, la vie consiste en des expériences comme celle de la catastrophe qui permet d'apprendre à surmonter les épreuves. Il s'agit d'un apprentissage nécessaire qui conduit à un « mieux vivre » et à augmenter sa résilience face aux imprévus de la vie.

« On doit apprendre à vivre ! Savoir vivre, et prendre la vie comme elle vient, la surmonter ! Oui, cela s'apprend, oui cela s'apprend parce que si on ne l'apprend pas, on laisse que les choses nous arrivent, alors on doit apprendre, pour pouvoir 'savoir vivre' il faut l'apprendre !! » Amado

De manière générale, pour les enquêtés pour lesquels la signification de la catastrophe est construite par cet apprentissage, ils sont conduits à une transformation positive de leur propre

⁶⁹ Dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche » nous avons évoqué des éléments concernant la présence des groupes évangéliques aux côtés de la majorité des personnes de confession catholique, religion dominante au village. Se référer également à l'annexe n°4 « Enquêter dans les églises ».

manière de vivre ou celle des autres, à l'exception de peu de cas où l'ajustement attendu n'est pas observé par l'enquêté.

3.6.1.3 Apprendre à vivre avec l'incertitude

La capacité d'apprentissage est également associée à la notion de perception du risque après l'inondation. C'est par l'observation du comportement du climat que ces personnes rythment leur quotidien et intègrent la notion de risque d'inondation dans leurs pratiques. Dans certains cas, cette manière d'apprécier le risque est considérée comme une manière de jouer avec les signes, toutefois « osée », en raison de l'imprévisibilité des phénomènes de la nature.

« Oui, entre ces deux moments chaque hiver, alors on dit : 'c'est fini par exemple le mois d'octobre qui est pluvieux et le fleuve est bas, c'est bon, nous n'allons pas être inondés', c'est quelque chose que nous pouvons affirmer, c'est même très osé de deviner ce qui va se passer avec la nature et quand le mois d'octobre se termine et que le niveau du fleuve augmente et augmente et arrive novembre alors on commence à mesurer la hauteur de l'eau qui monte et alors quand on nous dit que ce sont les choses de l'hiver : 'il va pleuvoir dans telle région' alors on devient de plus en plus nerveux, mais quand les pluies commencent à diminuer alors on se calme à nouveau, c'est-à-dire, que ce sont des signes naturels avec lesquels nous jouons ici. » Rómulo

Cette perception est également présente dans les propos des enquêtés qui mobilisent des croyances religieuses dans leur explication de la catastrophe, mais dans une moindre mesure. Ces personnes connaissent et acceptent dans leurs représentations la dimension « climatique », mais elle est associée à une conception de la nature qui s'inscrit dans la continuité du discours religieux.

La connaissance de leur environnement naturel ainsi que l'expérience antérieure servent à ces enquêtés à déchiffrer le danger potentiel en vue d'anticiper une éventuelle nouvelle inondation.

Pour une partie des enquêtés, c'est la périodicité des inondations qui ne peut se comprendre que par une observation des cycles de la nature et qui permet d'évaluer le risque de souffrir d'une nouvelle catastrophe. L'expérience de l'inondation est ainsi intégrée dans un discours des inondations cycliques perçues de manière négative. Ce qui conduit une partie des enquêtés à craindre une nouvelle inondation dans les années à venir. Dans cette représentation, la notion de gestion du risque est prise en compte comme un facteur pouvant changer cette prévision. Cette enquêtée résume cette idée dans l'extrait suivant.

« Parce qu'ici tous les 30 ans, 30 années sont passées depuis l'inondation [celle de 1984]. Je pense que si l'on prête un peu plus d'attention au [canal del] Dique il se

peut qu'il n'y ait plus d'autre inondation, mais si on le laisse comme ça, dans 30 ans il pourrait y avoir une autre inondation. Je ne sais pas si elle sera plus grande ou plus lente. » Carmen

Dans d'autres cas, la perception de la gestion du risque associe directement le besoin d'une appropriation de la connaissance par les villageois, en prônant un apprentissage local des mesures d'anticipation d'une catastrophe. C'est l'expérience du départ qui a mis en lumière l'absence de préparation de la communauté pour gérer une situation extrême, que nous avons montrée dans le sous-chapitre 3.2, qui est mobilisée par les enquêtés au moment de partager cette appréciation. Les propos suivants expliquent les mesures proposées par les villageois.

« Par exemple, un enfant doit apprendre que quand un adulte lui dit : 'la crue arrive', il doit courir, il doit chercher sa propre sécurité et celle de sa famille et non pas se disperser, se distraire, c'est un exemple parmi bien d'autres choses auxquelles je pense et qui peuvent se faire pour prévenir [une catastrophe] et que nous pouvons apprendre, par exemple au niveau de l'évacuation d'un lieu à un autre, n'est-ce pas ? La manière de nous servir des télécommunications afin de faire en sorte que des véhicules arrivent rapidement et que l'on perde le moins de choses possibles, tout cela peut être tellement utile qu'une personne le sache. » Rómulo

Enfin, cet apprentissage de la catastrophe passe par un sentiment collectif d'appartenance qui est renforcé par l'expérience commune de la catastrophe. L'expérience de la catastrophe a mis en lumière un « sentir » social qui revient à se sentir appartenir à ce territoire et qui conduit ces villageois à une attitude orientée vers l'action pour reconstruire leur village.

3.6.2 L'apprentissage spirituel de la catastrophe

Une partie de cette enquête a été menée auprès des PSDT membres de deux églises évangéliques de Campo de la Cruz. Le résultat qui suit concerne des représentations construites par ce groupe de personnes spécifiquement autour des croyances religieuses, attachées à donner un sens à leur expérience de la catastrophe.

De manière générale, la catastrophe est présentée par le groupe comme une opportunité de transformation de la société. Cette interprétation se fait suivant deux registres : dans un premier temps, il s'agit d'attribuer la cause de l'inondation à une correction ou une punition divine, dans un deuxième temps, la catastrophe est comprise comme « permise » par Dieu. Dans les deux cas, c'est l'intervention surnaturelle qui est appelée pour expliquer le « comment » de la catastrophe.

Elle est signifiée comme étant une punition divine sous la forme d'une « correction » en raison de l'apathie et du désintéret des non-croyants envers les pratiques religieuses. C'est l'image d'un père qui corrige son fils pour avoir enfreint les règles qui est mobilisée pour rendre compte du sentiment d'indifférence général qui aurait conduit à la catastrophe. Cet enquêté partage cette impression.

« C'était comme une 'correction' parce qu'ici il n'y a pas eu de mort, alors c'était pour nous corriger comme quand le père corrige le fils, qu'il lui dit non c'est une correction. Il y a eu alors une correction à ce moment là pour Campo de la Cruz, parce que Dieu avait déjà parlé, il avait déjà parlé aux gens de Campo de la Cruz mais ils étaient fermés à la voix de leur père et maintenant on voit qu'ils sont plus ouverts, parce que des gens sont venus se recueillir dans l'église, des gens qui ne venaient pas avant, parce qu'ils se sont rendus compte que ce n'était pas bien de tourner le dos à leur créateur, quand on tourne le dos à notre créateur les choses qui arrivent ne peuvent pas être positives, parce que dans la voix de Dieu il y a de la sagesse. » Emerson

De ce fait, la catastrophe est présentée comme une opportunité pour faire un bilan de l'état de la société, à la suite duquel, les fidèles constatent l'échec de l'organisation de la vie sociale avant l'inondation et remettent en cause son fonctionnement moral. Dans la remarque suivante, une leader spirituelle, d'une des églises évangéliques passe en revue les comportements des villageois qui auraient engendré cette « punition ». C'est l'accumulation des conduites transgressives qui est mise en cause.

« Tout cela était en train de se passer ici à Campo de la Cruz, l'idolâtrie, la sorcellerie, alors c'est l'addition de tout cela, alors nous avons indiqué le jugement trois fois, nous indiquions qu'un jugement venait pour Campo de la Cruz, mais personne ne savait de quel type [le jugement], jusqu'à ce que l'eau arrive et nous chasse d'ici. Des prophètes aussi sont venus pour indiquer le jugement de Campo de la Cruz, jusqu'à 2010, c'était impressionnant avec les buvettes, elles étaient toujours pleines à craquer tandis que les enfants allaient à l'école mal habillés, mal nourris, alors c'était logique, si les cantines étaient remplies et la faim abondait au même temps, que Dieu provoque le jugement pour Campo de la Cruz [...] parce que regarde, quand le péché est partout, et qu'il cause une division avec Dieu, alors l'eau est arrivée pour cela, pour nettoyer tout ce que l'Homme a fait. » Mary

Finalement, cette représentation visant à nuancer le discours de la catastrophe associée à une punition divine consiste à présenter les événements comme le produit des conduites humaines en dehors de la volonté de Dieu. Dans ce sens, l'enchaînement irréversible des comportements nuisibles amène à une catastrophe qui ne peut pas être empêchée par le Créateur.

« [...] Il y a des choses qui sont naturelles, bien sûr, toutes les choses sont dirigées par Dieu et Dieu permet que toutes les choses arrivent, ok ? Ici, nous sommes dans un village où règne le péché, les gens ne pensent qu'à aller danser, à ces choses là, au désordre. Bah alors on récolte les fruits de ce que l'on sème, je ne peux pas

juger Dieu pour les choses qui arrivent. Tout simplement, il y a des choses que l'Homme est en train de provoquer, mais Dieu est partout, nous ne pouvons pas ignorer que Dieu est très attentif à tout ce que l'Homme fait et que tout se fait selon sa volonté. Donc, il y a des choses que Dieu fait par sa propre volonté et d'autres qui ne sont pas sa volonté mais Il permet qu'elles arrivent. » Isidra

Dans d'autres cas, le discours sur la « permission » divine situe les comportements en question dans une échelle plus globale ayant des impacts nuisibles pour l'ensemble de la société. Dans ce sens, on observe l'intégration d'un discours scientifique au sein des explications religieuses. Les propos suivants permettent d'apporter un éclairage à cette idée.

« [...] Nous savons que toutes les choses arrivent parce que Dieu le permet, ok ? Vous devez comprendre que la destruction de la nature, le réchauffement de la planète et tant d'autres choses qui nous affectent, parfois trop d'hiver, parfois trop d'été, et bien sûr cela, c'est-à-dire, tout cet hiver-là a affecté la capacité du fleuve qui a débordé et a affecté la zone, et en débordant une catastrophe comme celle-là était inévitable. Je ne saurais pas interpréter cela ou affirmer que c'était une punition, mais je suis certain que toutes les choses de Dieu doivent arriver à un moment précis et bon, nous espérons que cela n'arrivera plus et que nous n'aurons pas à traverser cela à nouveau, pas pour le moment. Mais nous savons qu'à la fin des temps tout va changer et les catastrophes vont devenir plus régulières parce que la parole de Dieu doit se produire. » Humberto

Dans ces trois cas présentés, les enquêtés mobilisent un deuxième registre qui découle du premier, qui est l'attribution de la responsabilité de la catastrophe. La catastrophe a mis en lumière la prédominance d'une forme de vie sociale dissonante par rapport au système des normes et des valeurs du groupe, présentés à partir des comportements qui s'écartent des attentes de la religion.

« Bon, cela [la catastrophe] vient à cause du péché, de la méchanceté, de l'idolâtrie, de la sorcellerie, et tant d'autres choses [...] à cause de cela Dieu est en colère et Il a répandu sa colère sur Campo de la Cruz. » Luis

Dans ce sens, dans le discours des enquêtés, un troisième registre est mobilisé consistant à associer les conduites transgressives à la nécessité d'agir afin de rétablir l'ordre de la société. C'est un « appel » à l'action qui se dégage de cette signification.

« Je dirais plutôt que tout cela est comme une punition qu'Il [Dieu] nous a envoyé, eh oui, parce qu'il faut que nous apprenions à suivre les conseils, parce qu'il y a des personnes qui ont trois, quatre gosses, et ils [les parents] prennent l'argent et au lieu d'acheter des vêtements pour les gamins, les chaussures, ce qu'ils font c'est d'aller à la buvette, et alors les pauvres femmes mortes de faim, cela est terrible ! Alors Dieu a dit : 'on va leur envoyer ceci pour voir s'ils s'ajustent [leur conduite], pour voir s'ils se débrouillent pour réfléchir à tout cela' ! » Aristides

Il s'agit d'aligner son comportement sur les normes religieuses qui permettraient aux personnes d'agir au quotidien. Ainsi, la catastrophe divine a révélé la nécessité d'une

adaptation spirituelle. Pour les croyants, ce que l'Homme doit faire consiste à se reposer sur les préceptes, pour les comprendre, puis se laisser guider.

« -Nous vivons en 2015 [année de l'entretien]. Alors chaque année les jours qui passent vont être pire, en général nous voyons plus de guerres, n'est-ce pas ? Plus de problèmes, ok ? Alors comme nous nous sommes déjà habitués, alors ce qui nous reste est de nous adapter spirituellement.

-ENQUÊTEUR : En quoi consiste cette adaptation ?

-Bah parce que nous lisons la parole de Dieu et nous savons ce qui est écrit, que tout ce qui est écrit est en train de se passer. Alors, nous allons, [vivre] sous la volonté de Dieu, en le priant pour que sa volonté soit faite et non pas la nôtre ! »

Dilia

De cette manière, le discours spirituel s'élabore comme une alternative qui permet aux individus de se réintégrer socialement et se reconstruire au sein d'une société fragmentée de longue date, pour laquelle la catastrophe a permis de prendre conscience de la nécessité d'agir.

Encadré n°8. Amorce d'analyse relative à la catégorie descriptive n°6

▪ La construction de l'ensemble de ces représentations associant la catastrophe à des apprentissages spécifiques n'apparaît pas comme étant déterminée par des formes d'exclusion ou inclusion au cours de l'expérience de déplacement dans ces différentes étapes, y compris au moment du retour et de la reconstruction. Ainsi, des personnes ayant bénéficié des aides pendant et/ou après le déplacement partagent des significations analogues à celles des personnes ayant été exclues des aides ou ayant eu le sentiment d'exclusion à un moment donné. Ce qui permet de suggérer que ces représentations spécifiques mobilisent un cadre de référence plus large associé aux croyances sur la catastrophe, relatives à la place des individus dans la société, en tant qu'événement marquant une rupture dans la vie des personnes et des valeurs, pratiques et idées partagées par un groupe.

▪ Les significations spécifiques associées à un registre spirituel ou religieux permettent aux individus de donner un sens et de guider les discours et leurs pratiques face aux événements exceptionnels dans une volonté de reprendre le cours et la maîtrise de leurs propres vies. Elles leur permettent, d'une part, d'interpréter la catastrophe à partir d'un registre culturel et symbolique lié aux valeurs et aux croyances, et d'autre part, à gérer les défis de la catastrophe, au moment du retour, par le biais de pratiques basées sur les normes en vigueur au sein de leurs groupes de référence. Toutefois, ces représentations n'apparaissent pas mobilisées dans les discours autour de l'expérience du déplacement temporaire et des relations d'altérité pendant cette période, et de ce fait, nous avons fait le choix de ne pas l'intégrer dans notre discussion des résultats⁷⁰.

⁷⁰ Bien que nous n'ayons pas intégré la dimension symbolique associée à l'interprétation de la cause de la catastrophe et de son apprentissage à notre analyse des effets du déplacement sur l'identité sociale, notamment en raison des contraintes que nous avons présenté dans notre chapitre 2 « Méthodologie de la recherche », nous pouvons suggérer des perspectives d'analyse autour de cette question, ce que nous montrerons dans notre chapitre dédié aux conclusions générales.



CHAPITRE 4

DISCUSSION DES RÉSULTATS

Cette recherche avait pour objectif de développer un cadre d'analyse qui permette de rendre compte des conséquences des déplacements de courte durée⁷¹, sur un individu, au-delà de l'aide économique et matérielle apportée. Plus précisément, nous nous sommes intéressés à la manière dont les déplacements se déroulant dans une configuration temporelle réduite impactent les identités sociales des personnes qui se déplacent, en cherchant à répondre aux questions suivantes : Quelles sont les continuités et les ruptures qui apparaissent dans la vie familiale et sociale des PSDT pendant le déplacement ? Quels corollaires touchent alors les pratiques, les relations et les interactions sociales qui permettent la construction, la continuité et le maintien de la trame sociale ? Quels sont les effets du déplacement, autant sur un plan objectif que subjectif, lié aux représentations de soi, des autres, de leurs positions et rôles dans des nouveaux contextes ? Comment le déplacement temporaire impacte-t-il l'identité sociale des individus concernés ? Quelles conséquences cela entraîne sur l'expérience même ? Est-il possible de préserver son identité sociale ou de construire une nouvelle identité, en dehors des territoires d'origine qui constituent les lieux de vie et d'attachement des individus ? Pour cela, nous avons étudié l'expérience de déplacement temporaire des habitants de Campo de la Cruz, en Colombie, consécutif à une inondation en 2010.

La démarche méthodologique retenue pour cette recherche et détaillée au début du manuscrit, a consisté à dresser une esquisse conceptuelle de départ, de manière simple, ouverte et évolutive afin de pouvoir l'ajuster au fur et à mesure de l'analyse. Elle nous a ensuite conduits à organiser notre interprétation des résultats, présentée dans le chapitre 3, à partir

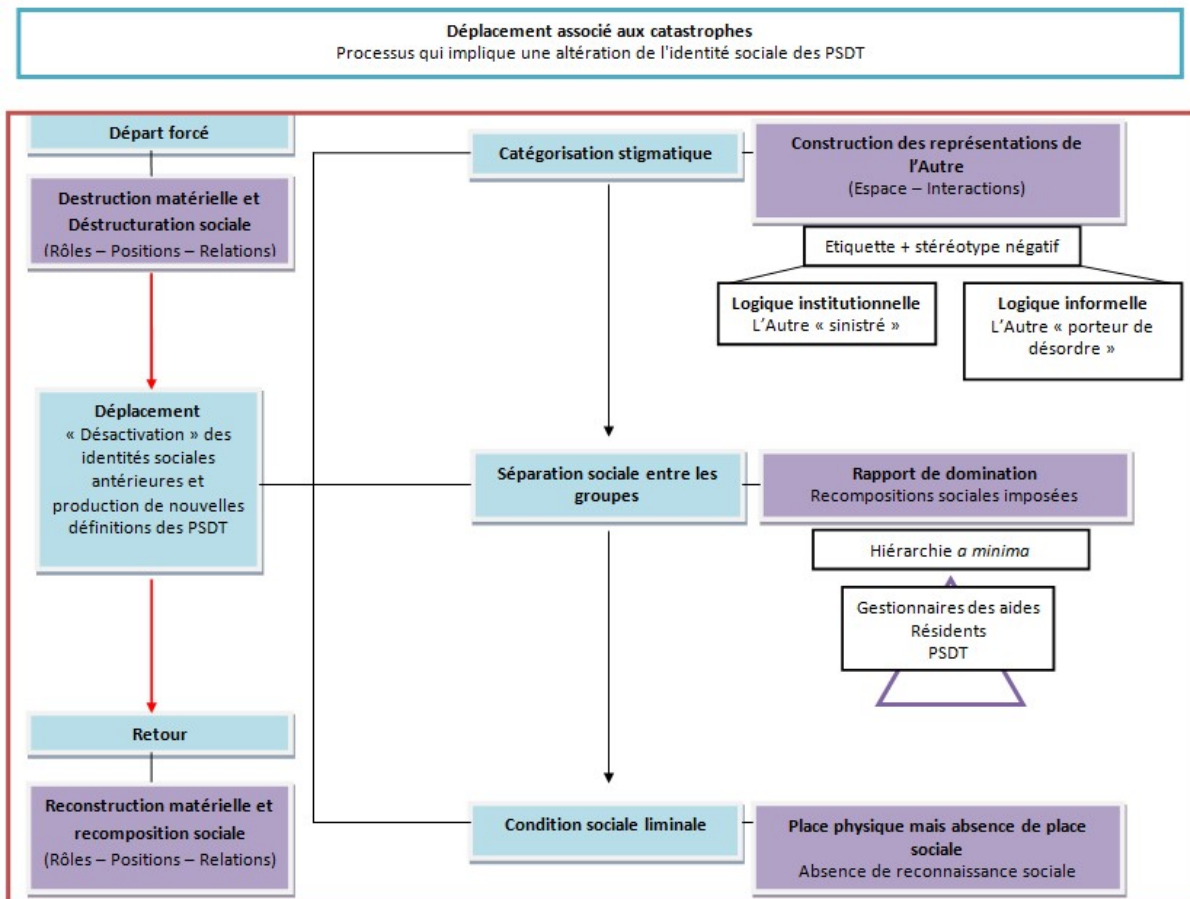
⁷¹ Dans le chapitre 1 « Introduction générale » nous avons présenté différentes définitions permettant de faire la distinction entre la notion du déplacement, tel que nous le concevons dans cette recherche, et celle de migration. Le processus de déplacement qui a été présenté tout au long du manuscrit ainsi que dans le présent chapitre concerne la situation des personnes forcées à quitter leur lieu de vie vers un nouveau lieu qui se trouve à l'intérieur des frontières de leur pays. La spécificité du déplacement que nous avons retenue pour cette recherche est celle de la temporalité courte pouvant être associée à des phénomènes abrupts, comme les événements naturels extrêmes, qui agissent en tant que déclencheurs et qui sont associés à d'autres facteurs négatifs sociaux, économiques et/ou environnementaux. Toutefois, nous précisons que les déplacements à l'intérieur des frontières nationales peuvent s'inscrire dans une logique temporelle définitive ou de longue durée comme c'est le cas des déplacements internes forcés par la violence. Dans les deux cas, il s'agit des déplacements involontaires ou forcés, qu'elle qu'en soit la cause ou le facteur déclencheur. Les migrations quant à elles, peuvent être saisonnières ou définitives, les premières étant souvent associées à des mouvements de courte distance et donc se déroulant à l'intérieur d'une même région dans un pays, dans les deuxièmes il peut s'agir des migrations internationales. Dans les deux cas, c'est le caractère planifié ou volontaire de la décision de migrer qui est mise en avant, ainsi que son potentiel en tant que stratégie d'adaptation.

des catégories d'analyse bâties autour des concepts qui élargissent effectivement notre esquisse conceptuelle de départ et qui seront présentés tout au long de ce chapitre. Plus précisément, ce chapitre discute l'analyse des résultats relatifs aux catégories descriptives n°1, n°2, n°3 et n°4 et partiellement n°5 (correspondant aux sous-chapitres 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5). Les résultats d'une partie de la catégorie descriptive n°5 et de la catégorie descriptive n°6 (correspondant aux sous-chapitre 3.5 et au sous-chapitre 3.6) ne nous ont pas permis d'élaborer une analyse concluante en relation avec notre question de recherche. Nous en présenterons ces limites dans notre chapitre dédié aux « Conclusions générales ». La lecture conjointe de ces résultats énoncés nous a permis de construire une catégorie d'analyse « mineure » et une méta-catégorie composée de plusieurs sous-catégories d'analyse.

Notre analyse montre que le déplacement temporaire apparaît comme un processus impliquant une altération des identités sociales des PSDT. Ce processus débute lorsque les PSDT sont contraintes de quitter leur territoire qui constitue leur lieu de vie. Cela a comme impact direct d'entraîner la rupture des rapports d'altérité ordinaires, à savoir, les interactions et les relations qui participent à la construction et à l'organisation de la vie sociale avant le déplacement. Cette rupture est accompagnée par celle des cadres sociaux et culturels de référence. A ce moment-là, la vie sociale antérieure est déstructurée par les effets de la catastrophe et par les conditions de départ de la population. Cela détermine en grande partie les conditions d'une part, d'insertion des personnes dans le dispositif d'aides humanitaires que gèrent les gestionnaires des aides pendant le déplacement et d'autre part, d'occupation et d'usage des territoires de destination et espaces de placement. Le processus de déplacement se caractérise ensuite par la construction de catégories à travers lesquelles, les différents acteurs - les PSDT, les gestionnaires des aides et les résidents des lieux de destination - procèdent à la construction de nouvelles formes de définir l'Autre (Castillejo, 2000). Ces constructions catégorielles émergent des représentations autour de l'expérience de déplacement qui met en relation l'espace occupé, dans ses aspects matériels et/ou symboliques, et les acteurs en interaction. Ces représentations ont pour caractéristique de mobiliser des stéréotypes dévalorisants et qui vont permettre aux individus de marquer leur distinction par rapport aux autres. Le traçage de frontières cognitives qui en résulte oriente les rapports d'altérité vers une séparation sociale entre les groupes en interaction. Il détermine aussi la condition sociale des PSDT entendue à partir de l'absence d'auto-identification, de sentiment d'appartenance aux catégories imputées et de reconnaissance sociale à leur égard. L'ensemble de ces éléments permet d'affirmer que les logiques sociales qui émergent dans la

situation de déplacement ne permettent pas aux individus concernés de préserver la cohésion de leur identité sociale antérieure ou d'en élaborer une nouvelle. Finalement, les logiques de catégorisation et la condition sociale qui en résulte impactent de manière relative la dynamique d'itinérance et de retour de la population dans les lieux d'expulsion.

Schéma n°2 Cadre d'analyse des effets du déplacement temporaire sur les identités sociales

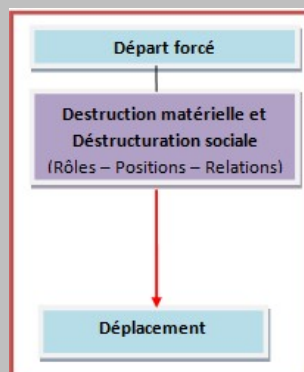


Le schéma n°2 illustre le cadre d'analyse construit autour des principaux résultats de notre recherche ce qui va permettre le développement d'une réponse à notre question centrale. L'objectif de ce chapitre est de discuter ces différents éléments. Dans un premier temps, nous présenterons les aspects généraux du processus pour ensuite centrer la discussion autour de leurs spécificités.

4.1 Considérations sur le départ

Encadré n°9. Récapitulatif des principaux résultats associés à la catégorie d'analyse « considérations sur le départ » :

En référence à notre schéma n°2, ce sous-chapitre analyse la « catégorie mineure » qui est associée au départ forcé de la population comme suit :



- Les conditions de départ de la population sont impactées par les effets de la catastrophe ainsi que par l'absence de préparation et d'accompagnement institutionnel et la précarité matérielle de la population. Ces conditions déterminent en partie les décisions des migrants en ce qui concerne la zone de destination. Ceci permet de montrer que le choix d'un territoire d'arrivée proche de la zone d'expulsion est le résultat d'un ensemble de facteurs matériels mais également sociaux qui incluent, entre autres, la présence d'un réseau dans les territoires de destination ou encore des logiques de fragmentation et dispersion des groupes de référence au moment du départ.

- Le départ de la population s'accompagne d'une déstructuration de la vie sociale, entendue de manière large à partir des interactions et relations ; et des rôles et positions occupés par les individus au sein du groupe, et d'une rupture des cadres de référence identitaire. Ces éléments permettent de suggérer qu'indépendamment des causes et/ou facteurs déclencheurs du déplacement, celui-ci implique une rupture sociale car l'abandon, qu'il soit temporaire ou définitif, de leur lieu de vie se traduit par la séparation des individus de leurs référentiels sociaux, culturels et symboliques qui leur permettent d'affirmer leur appartenance à un groupe ou à des groupes différents à partir de l'auto-identification à de valeurs et codes partagés et reconnus par les membres du groupe.

Les travaux et études sur le déplacement associé aux catastrophes centrent le plus souvent leur analyse sur les facteurs climatiques ou environnementaux permettant d'expliquer le lien de causalité entre l'événement climatique et la mobilité humaine (Morrissey, 2012). Nos résultats suggèrent que des conditions de vulnérabilité socio-économique conjuguée aux conditions antérieures de risque constituent un facteur déterminant des conditions négatives d'évacuation de la population suite à la catastrophe, caractérisées notamment par l'absence de préparation et d'accompagnement institutionnel, associées aux niveaux de pauvreté antérieurs

à l'événement climatique et à la répartition géographique de la population dans une zone à risque de catastrophe.

Cela rejoint les conclusions de nombreux chercheurs qui soutiennent que les migrations, y compris les déplacements, qu'ils soient de courte durée ou définitifs, sont toujours des phénomènes aux causes multiples, ce qui veut dire que la cause climatique ne peut pas être isolée des facteurs économiques, sociaux et politiques propres à chaque contexte dans lequel se produit le phénomène (Oliver-Smith, 2012). Dans le cas de cette recherche, le facteur climatique agit en tant que déclencheur du déplacement en raison de la catastrophe qu'il provoque (Lonergan, 1998) et se conjugue à des facteurs défavorables d'ordre économique, social, institutionnel et environnemental. Nos observations sont proches de celles d'Oliver-Smith (2009) qui propose de montrer le lien entre les facteurs multiples associés aux facteurs environnementaux, les catastrophes et la migration à partir de l'étude de cas de la situation de Honduras, durement frappé par l'ouragan Mitch en 1998 qui a laissé près de 6 000 morts et deux millions de personnes déplacées. Selon l'auteur, la vulnérabilité dans ce pays est le résultat de la conjugaison de politiques internationales en matière de développement économique, des facteurs démographiques, des politiques agricoles, des pratiques d'usage de la terre et de la dégradation de l'environnement, notamment. Ces facteurs étant fortement ancrés dans un modèle institutionnel de développement basé sur l'exploitation intensifiée des ressources naturelles. La dégradation de l'environnement qui en découle, associée à d'autres facteurs comme la pauvreté dans les zones rurales, a favorisé les migrations internes vers des zones souvent à risque, ce qui accentue la vulnérabilité des populations. Selon Oliver-Smith, Mitch a été un détonateur puissant d'autres problèmes économiques, politiques et sociaux existants. Bien que la force de l'événement climatique ait provoqué des dommages majeurs, la dégradation de l'environnement a accentué la vulnérabilité et contribué à l'étendue des pertes et des dommages causés par l'événement climatique. Situation proche de celle que nous avons observé qui montre que les conditions de départ de la population participent à l'étendue des pertes matérielles subies ainsi qu'à la dynamique de mobilité observée pour le déplacement. L'évacuation de milliers de personnes s'est faite dans le chaos et sans accompagnement institutionnel, ce qui a orienté les modalités de départ selon les possibilités individuelles ou des familles ainsi que les choix de destination selon les contraintes ou possibilités logistiques et matérielles. Cela nous permet de suggérer que le départ de la population ne constitue pas un simple transfert des personnes vers des lieux plus sûrs, mais que cette dynamique a des implications directes dans les choix de lieux de destination, des

modalités d'occupation des espaces et d'insertion dans le dispositif d'aides, que nous analyserons dans les paragraphes suivants ainsi que dans le sous-chapitre 4.2.

La catastrophe et le déplacement qu'elle provoque impliquent concrètement la perte ou l'abandon, temporaire ou définitif, de son logement et des biens matériels du quotidien, de son activité professionnelle, des moyens de production et des commerces, de son quartier et des lieux de regroupement et rassemblement divers, et de manière plus large de son lieu de vie. Nos résultats montrent toutefois que l'analyse de la dimension matérielle associée aux pertes, qui apparaît tout de même comme un facteur critique, s'avère insuffisante à elle seule pour rendre compte de la complexité de l'expérience du départ et des impacts sur les populations concernées en termes de déplacement. Les résultats de notre recherche rendent compte d'un angle différent qui est celui de considérer les pertes matérielles induites par la catastrophe au soubassement d'une rupture sociale qui altère de manière abrupte les identités sociales des PSDT.

Les pertes matérielles impliquent une rupture sociale dans le sens où le territoire et les éléments qui composent l'environnement physique des individus sont à comprendre à l'intérieur d'un processus dialectique complexe qui implique la prise en compte des conditions matérielles et des aspects symboliques qui, ensemble, constituent des cadres de référence sociale et culturelle pour les individus (Oliver-Smith, 1986, p. 15). Ainsi, habiter un territoire peut s'illustrer par la métaphore des racines, ces dernières permettant aux personnes de développer un sentiment d'appartenance aux lieux de vie dont la valeur est symbolique. Les aspects matériels se constituent et se traduisent en codes et en référentiels qui vont permettre aux individus de s'auto-identifier et de se situer au sein d'un ou plusieurs groupes sociaux. Dans ce sens, la perte ou l'abandon du matériel participe à une altération des mécanismes d'auto-identification et d'appartenance sociale, ainsi qu'à une rupture de la relation d'appartenance à son lieu de vie d'origine, élément essentiel au développement et maintien d'un sentiment de bien-être et de sécurité.

Plus précisément, le déplacement induit par la catastrophe se traduit par la dissolution, au mieux temporaire, des rôles et des positions sociales antérieures au sein des groupes. La représentation de soi et de sa position est altérée de plusieurs manières :

Dans un premier temps, nous observons que le déplacement temporaire a comme impact l'effondrement des institutions régulatrices de l'ordre social et des structures communautaires garantes de la participation et de la cohésion des groupes. Les figures institutionnelles et

traditionnelles ne sont plus en mesure d'assurer leur rôle, ce qui favorise l'émergence d'une situation anémique, entendue comme une situation marquée par l'absence de mécanisme de régulation qui favorise le désordre social dans le contexte de confusion, chaos et précarité caractéristique de la catastrophe. Cette situation a comme effet immédiat de séparer socialement différents groupes à partir de l'antagonisme entre la solidarité et l'individualisme qui domine les moments du départ de la population. Par la réaffirmation des différences, certains acteurs mettent à l'écart ceux qui adoptent des conduites qui ne sont pas conformes avec les cadres de référence valorisés et acceptés par le groupe au sein duquel prime un impératif implicite de solidarité entre ses membres.

Ensuite, nos résultats montrent que les personnes en situation de déplacement perdent le contact avec les figures qui leur permettent de s'identifier à un groupe dans le même temps qu'elles doivent faire face à un autre type de pertes de nature affective, à savoir, les amis, les voisins et les autres membres de leur famille (Bello, 2004). Ceci suggère que les personnes qui se déplacent sont contraintes de se séparer de leurs groupes de référence, ce qui implique la rupture des interactions et des relations quotidiennes, qui agissent jusque-là comme des points de repères, composant et structurant la vie sociale des individus. Comme le suggère Osorio (2007) en dialogue avec Elias (1974), l'individu se développe et s'affirme à l'intérieur d'un certain nombre de réseaux d'interdépendances dans lesquels il est inséré depuis son enfance, ce réseau étant entendu en termes d'interactions et relations sociales. La rupture des liens engendrée par le déplacement a un impact majeur sur les identités sociales car elle entraîne une altération de la manière dont les individus se reconnaissent et sont reconnus au sein de leurs propres groupes, c'est-à-dire, de leur position distinctive dans l'espace social (Giménez, 1997). A partir du moment où l'identité sociale se construit, s'affirme et se renouvelle en relation avec les autres, le déplacement qui provoque la séparation des personnes et des groupes, conduit à une rupture d'un discours commun, au sein du groupe (Osorio, 2007), mais également à une rupture du discours de « soi » par rapport à son propre groupe et par rapport aux autres. Dans les termes de cette auteure, ces transformations des identités sociales et individuelles altèrent de manière abrupte l'expérience vitale des individus et des groupes.

Plus précisément, le déplacement provoque la déstructuration de la famille ce qui se traduit par la rupture ou l'altération des schémas traditionnels de pouvoir et d'autorité et ce qui suppose, entre autres, une redistribution des rôles et positions, négociations et nouvelles

manières d'organiser le fonctionnement de la famille (Bello, 2004). Les recherches d'Amar et *al.* (2019b), et De La Hoz et *al.* (2019) appuient cette idée. Les auteurs montrent que le déplacement associé à une catastrophe se traduit par des changements dans la distribution des rôles et des tâches au sein du foyer en raison des fragmentations et recompositions familiales défavorables aux plus vulnérables, en particulier aux enfants et aux personnes âgées qui sont souvent séparés de leur famille pour être installés dans des lieux plus sûrs. Dans la continuité de cette idée, un facteur qui accentue la déstructuration de rôles et des positions est la dynamique de déplacement observée qui se traduit par une grande dispersion des familles et des groupes, en raison des contraintes matérielles et l'absence d'accompagnement des autorités. Les familles et les groupes doivent se séparer afin de maximiser leur chance de trouver un refuge, souvent dans des lieux qui leur sont totalement inconnus et dans le même temps, celles et ceux qui restent ensemble s'exposent à des séparations ultérieures, précisément en raison des capacités limitées d'accueil y compris au sein de leur cercle social proche. Ces observations sont appuyées par les conclusions de Bello (2004) qui suggère que le déplacement oblige les membres d'une même communauté à entreprendre des chemins distincts de manière individuelle et fragmentée, ce qui provoque la rupture du système de construction sociale et culturelle en ce qu'il s'accompagne de la rupture des croyances, valeurs, pratiques, formes et styles de vie.

Ensuite, la perte du territoire, compris comme le lieu de construction sociale, apparaît comme déterminant dans l'expérience de départ de la population. La recherche montre qu'abandonner son territoire signifie quitter son lieu de résidence ainsi que son activité productive traditionnelle associée souvent au travail de la terre, ce qui constitue une rupture de la continuité de son projet de vie face à l'incertitude du lendemain. En s'intéressant à la situation des populations déplacées afrocolombiennes à Suba, près de Bogota, Chenut et Ocampo (2014) font le même constat. Les auteurs soulignent l'importance des activités productives des individus dans leurs lieux d'origine associées aux possibilités offertes par l'environnement et les conditions climatiques, ce qui rend compte de la relation que les personnes entretiennent avec la terre et les territoires d'origine. Ce qui permet de suggérer que le territoire dans sa dimension matérielle qui permet aux individus de développer des activités de subsistance représente également un espace social au sein duquel les individus acquièrent un rôle et une position distinctive au sein du groupe, autrement dit, au sein duquel se construisent des relations d'inter-reconnaissance.

Quitter son territoire ainsi que les éléments matériels et sociaux qui le composent renvoie ainsi à une rupture des référentiels identitaires plus larges. Bello (2004) observe que le déplacement provoque une rupture des identités sociales en raison de la déstructuration des mondes sociaux et symboliques, exprimés aussi, à travers les manières de sentir et de vivre leur territoire. Selon l'auteure, lorsque les personnes sont obligées de quitter leur territoire, ou plus précisément leur lieu de vie, il y a un tissu relationnel, qui agit en tant que définisseur des codes, des formes et des manières d'être, qui se rompt (Bello, 2000). Cette rupture se traduit par l'extraction des personnes des lieux sociaux et culturels où elles ont construit leur identité individuelle et sociale, où elles sont devenues des individus au sein d'un groupe, dans le sens où le territoire constitue un lieu de construction sociale et culturelle (Osorio, 2007). Dans ce sens, Ocampo, Chenut, Ferguson et Martínez (2017) soulignent les impacts considérables de ce qu'ils appellent « la déterritorialisation », c'est-à-dire, le processus de rupture de la relation que les individus entretiennent avec leur territoire, sur l'identité sociale des déplacés. A partir de quatre études de cas portant sur des populations déplacées diverses - femmes à la tête du foyer, afro-ascendants, indigènes et paysans - les auteurs montrent qu'être expulsées de leur territoire met les personnes face à une déstructuration du monde qu'elles connaissaient jusque-là, c'est-à-dire, que les manières d'ordonner le monde dans l'ancienne vie disparaissent. Cette déstructuration s'accompagne, selon les auteurs, d'une sensation d'inadéquation au présent, constitué par la situation de déplacement, en ce que celui-ci devient un défi à affronter mais sans les référentiels d'identité antérieurs, voire de manière plus large, devient une menace à l'identité culturelle (Cernea, 1997). Pendant la situation de déplacement le défi consistera pour les individus et leurs familles à trouver ou activer de nouveaux référentiels identitaires qui puissent leur permettre de reconstruire leur identité sociale fragmentée.

Le déplacement sépare les personnes de leur base matérielle et sociale à partir de laquelle elles construisent leur quotidien, leur projet de vie selon les valeurs, idées, croyances, pratiques et concepts qui leur permettent de construire et définir leur identité. Le déplacement met les personnes brutalement en dehors du lieu qui leur procure une sécurité matérielle et symbolique, dans lequel, les pratiques acquièrent un sens d'appartenance, d'attachement et d'appropriation (Osorio, 2007). Sortir de sa communauté signifie alors se déraciner, et par conséquent se retrouver dans une situation de non-appartenance à un lieu, d'incertitude et donc de perte de contrôle sur sa vie (Bello, 2001). Les travaux d'Hurtado et Moncayo (2015) mettent l'accent sur la rupture provoquée par le déplacement entre les communautés et leurs

territoires ancestraux composés autrefois par un ordre historique, économique, social, spirituel et culturel qui impacte les schémas traditionnels d'apprentissage et d'héritage. Selon les auteurs, cela se traduit par une rupture des cycles de préservation des identités en raison du déracinement. Ce qui rejoint les idées d'Altamirano (2014) qui considère que les sociétés rurales ont un attachement affectif avec la terre, les animaux, l'eau et autres éléments matériels de l'existence qui possèdent un contenu symbolique-rituel pour ces populations. Ainsi, l'abandon de son milieu se traduit, non seulement par l'abandon des éléments matériels mais aussi par l'abandon de points de repères culturels. Dans notre recherche, il n'est pas possible d'orienter l'analyse autour des éléments culturels spécifiques d'attachement au territoire. Toutefois, le sentiment des personnes qui doivent abandonner leur territoire est associé au déracinement en ce sens que le territoire n'apparaît pas uniquement comme un espace matériel mais comme le lieu d'établissement d'une permanence spatiale dans un temps donné, dans lequel vont se tisser des relations, pratiques, représentations collectives symboliques et matérielles entre les différents acteurs sociaux, ce qui permet de configurer l'appartenance territoriale et l'identité (García, C., 2014), les deux étant intimement liées et interdépendantes.

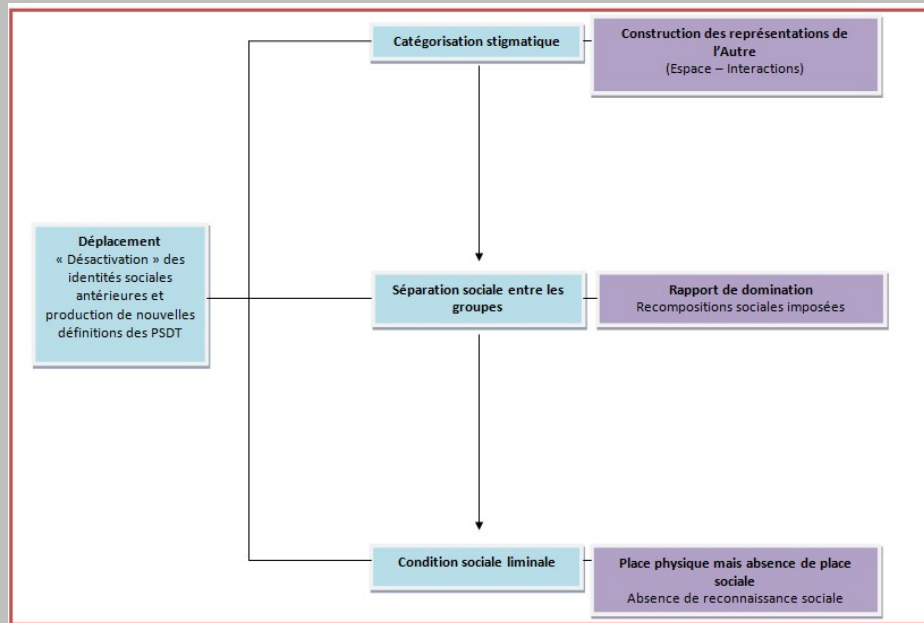
Les individus subissent alors une interruption de leurs projets de vie en raison de la rupture, qu'elle soit définitive ou temporaire, avec leur point d'attache qui constitue leur territoire et de tous les éléments matériels, sociaux, culturels et symboliques qui le composent. L'ancien monde social, qui prévalait antérieurement, cède brusquement la place à un nouvel ordre qui se situe dans les interstices de l'incertitude et l'imprévisible. Oliver-Smith (2009) parle d'une « perte cumulée de sens », car la catastrophe et le déplacement qu'elle provoque engendrent la perte des référentiels identitaires et remettent en question la vision culturellement construite du monde et de notre place à l'intérieur de celui-ci. Dans les mots de Berger et Luckmann (1996), la vie quotidienne est remplie de séquences d'actions sociales dans au cours desquelles se forment les identités des individus. La rupture de ces cycles, entraînée par la catastrophe et le déplacement qu'elle provoque, engendre une altération de la vie sociale. Le groupe n'existe plus socialement, ce qui conduit à une altération des mécanismes d'appartenance et de reconnaissance sociale. Les pratiques traditionnelles autour desquelles se construit le territoire de vie dans ses aspects matériels, sociaux, culturels et symboliques perdent leur signification car les conditions de leur exercice et leur intelligibilité ont disparues (Lear, 2006). Dans ce contexte, les identités sociales sont fragilisées et deviennent

davantage vulnérables à d'autres formes abruptes d'altération pendant la situation de déplacement.

4.2 De la construction de catégories « stigmatiques » à la production⁷² d'une condition sociale liminale

Encadré n°10. Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la catégorie d'analyse « de la construction de catégories stigmatiques à la production d'une condition sociale liminale » :

En référence à notre schéma n°2, ce sous-chapitre analyse la « méta-catégorie » qui est associée au déplacement de la population comme suit :



- Les personnes en situation de déplacement temporaire arrivent dans les lieux de destination dans le plus grand dénuement matériel et social. Bien que notre objectif initial ne fût pas d'analyser les conditions de départ de la population au moment de la catastrophe, que nous avons présenté dans le sous-chapitre 4.1, nos résultats suggèrent que les pertes matérielles provoquées par la catastrophe et le déplacement que celle-ci engendre déterminent les dynamiques d'arrivée et occupation des lieux de destination. Celles-ci se caractérisent par une insertion, se faisant de façon précaire et peu sécurisante, dans des lieux présentant déjà des facteurs de précarité avant leur arrivée.

- Nos résultats montrent que l'arrivée et l'occupation des nouveaux lieux par les PSDT ne se traduit pas par une absence de vie sociale, mais par une transformation des rapports sociaux ordinaires qui se caractérise par l'émergence de nouvelles interactions, souvent imposées par les conditions de déplacement, entre trois types d'acteurs principalement : les

⁷² Nous avons fait le choix d'employer la notion de production sociale dans le sens qui est donné par D. Fassin dans ses travaux en anthropologie de la santé publique. Sa perspective de la santé publique vise à montrer celle-ci comme pouvant être comprise, d'une part, comme une « construction sociale, par laquelle certains problèmes sont constitués comme tels et traités précisément en fonction de la manière dont ils sont délimités et interprétés, et d'autre part, comme une production sociale, par laquelle un état donné de la société, et notamment des rapports de pouvoir et de richesse, des choix de priorités et de méthodes en matière de politiques, se traduit par un certain développement et une certaine distribution de ces problèmes » (Fassin, 2020). De manière analogue, nous faisons référence à la production d'une condition sociale dans laquelle les choix en matière de politique publique relative à l'assistance et gestion des personnes en situation de déplacement se traduisent dans les faits par une distribution spécifique des problèmes supposés et par une réponse à ces problèmes.

gestionnaires des aides en charge de l'attribution d'aides humanitaires ; les PSDT en provenance de différents lieux ; et les résidents des lieux de destination.

- Dans ce contexte, les identités sociales antérieures sont soumises à des logiques de catégorisations externes qui vont altérer leur continuité et cohésion. La spécificité de ces catégories est de mobiliser des représentations stéréotypées défavorables et dévalorisantes à l'égard de l'Autre, notamment des PSDT. Ce processus de construction de catégories s'exprime à travers deux logiques dans la situation de déplacement temporaire : une logique institutionnelle et une logique informelle.

- Le processus de catégorisation permet aux individus de tracer une frontière cognitive, c'est-à-dire, d'identifier l'Autre à partir d'un ensemble de caractéristiques externes. La construction de ces catégories met en avant l'exercice d'une forme de pouvoir qui se traduit concrètement par le traçage d'une frontière sociale qui se cristallise autour d'une hiérarchie qui détermine les positions respectives et qui permettent d'affirmer ou marquer l'appartenance ou l'exclusion des individus à certains groupes. Dans cette hiérarchie, les PSDT occupent une position inférieure et marginale par rapport aux autres acteurs.

- Ces logiques de catégorisations à l'égard des PSDT concourent à la production de la condition sociale des PSDT, comprise en termes de liminalité : alors que les catégories permettent d'identifier les PSDT, elles sont construites autour de l'absence de reconnaissance sociale à leur égard. Cette condition permet de montrer que les logiques sociales qui caractérisent ce type de déplacements ne favorisent pas la continuité de leur identité sociale antérieure ou l'élaboration de nouvelles formes d'identification sociale, reconnues par les autres acteurs, dans les nouveaux contextes du déplacement.

Outre l'abandon du lieu de vie, le déplacement de la population, suppose pour les PSDT l'arrivée et l'occupation de nouveaux espaces physiques au sein desquels s'organise un nouveau quotidien caractérisé par une situation de survie, à savoir, une situation de subsistance matérielle (Naranjo, 2004). L'arrivée dans les nouveaux lieux suppose pour la PSDT d'assumer des nouvelles attitudes et activités qui s'accompagnent des nouvelles interactions entre trois types d'acteurs principalement : les gestionnaires des aides en charge de l'organisation de la survie dans ses aspects matériels ; les autres PSDT originaires de villages voisins ; et les résidents des lieux de destination.

Berger et Luckmann (1999) démontrent que l'identité renvoie à l'attribution d'une place spécifique dans le monde, ce qui veut dire que l'identité se définit objectivement et est assumée subjectivement par rapport à notre emplacement dans le monde social. Les changements induits par la situation de déplacement, à savoir, les changements dans les routines, les appartenances, les signes distinctifs et les relations, conduisent à une altération significative des réalités objectives et subjectives des individus en déstructurant la réalité sociale qui permet aux individus de construire historiquement leur identité (Bello, 2001 ;

2004). Ces changements imposent alors à la PSDT de reconfigurer sa représentation de soi et des autres dans le nouveau contexte, selon les conditions offertes ou les contraintes qui proviennent du nouvel environnement, des autres acteurs et de la manière dont ils construisent une relation avec la population en situation de déplacement (Martínez, 2009). L'insertion et l'occupation des nouveaux lieux et contextes par les PSDT sont déterminants dans les reconfigurations identitaires qui dépendent notamment de la configuration d'interactions qui émergent dans la situation de déplacement.

Des définitions de l'Autre à la désactivation de l'identité sociale

Nos résultats montrent que dans la nouvelle configuration d'interactions qui caractérise le déplacement temporaire, les PSDT sont définies par les autres à partir des caractéristiques qui ont pour effet de se substituer, du moins temporairement, aux cadres de référence antérieurs. Naranjo (2001) parle d'une « désactivation des identités sociales antérieures » que produit le déplacement, ce qui veut dire qu'en raison de l'absence d'anciens référentiels identitaires, individuels et collectifs, les PSDT ne sont plus reconnues à travers leur rôle, position et appartenances antérieures, ni à partir de leur identité sociale, mais à partir de formes d'identification qui émergent des nouvelles interactions auxquelles elles sont imputables. Dans les termes de l'auteure, la désactivation des identités sociales se met en marche lorsque les personnes en situation de déplacement sont définies à partir d'appartenances imputées, qui sont des nominations externes à elles, souvent arbitraires et dissociées de ce qu'elles sont, pensent, croient ou souhaitent, et élaborées à partir des discours construits par les acteurs du conflit pour justifier leurs actions (p.8). De même, nos résultats montrent que dans le cas du déplacement induit par la catastrophe, des nominations externes aux individus émergent de la confrontation des identités sociales distinctes au cours des interactions, souvent imposées par la situation de déplacement, entre les différents acteurs et ayant pour effet de prendre le dessus sur les mécanismes d'identification sociale sur lesquels les individus construisent historiquement leurs identités. Ainsi, la « désactivation » des identités sociales antérieures ne se traduit ni par une absence totale d'identification ni par la perte définitive de son identité antérieure, mais elle se produit lorsque l'assignation de nouvelles formes d'identification se substitue aux identités sociales fragilisées en raison de la rupture sociale provoquée par la catastrophe et l'abandon de son lieu d'origine. C'est-à-dire que les identités antérieures ne sont désactivées que lorsque des nouvelles formes d'identification sont imputées aux PSDT en neutralisant temporairement les anciennes. Les nouvelles formes d'identification, ou manières de définir l'Autre (Castillejo, 2000), se cristallisent autour de la construction ou

émergence des catégories qui permettent aux individus d'identifier, de définir et de désigner l'Autre, notamment les personnes en situation de déplacement, et de marquer leur différence par rapport à lui.

La catégorisation dans la construction de l'identité sociale

Dans toute structure sociale nous avons recours à des processus de catégorisation qui permettent d'organiser, d'orienter et de transformer les relations sociales. Plus précisément, la catégorisation fait partie de pratiques sociales qui participent à la construction, à l'évolution et aux transformations de l'identité sociale. A travers la catégorisation, non seulement nous identifions l'Autre en tant que membre ou non d'un groupe, mais elle nous permet aussi de nous situer nous-mêmes par rapport à nos groupes d'appartenance et par rapport à ces autres groupes. Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'un processus cognitif, mais la catégorisation est également un processus social et culturel qui reflète la structure normative de la société et l'organisation de l'environnement social caractérisé par la polarisation des positions (Palacio et *al.*, 2003). Elle permet d'affirmer les différences au-delà d'une simple classification en raison de la mobilisation des référentiels sociaux ou culturels plus ou moins stables, bien qu'ils soient toujours en évolution suivant les contextes changeants.

Ces processus de catégorisation impliquent une logique de qualification, ce qui nous permet de corroborer que l'identité se trouve toujours dotée d'une certaine valeur pour l'individu qui est en général distincte de celle qu'il confère aux autres individus engagés dans le processus d'interaction sociale (Giménez, 1997). Selon cet auteur, l'identité est la valeur centrale autour de laquelle chaque individu organise sa relation avec le monde et avec les autres individus, en ce sens que les notions de différenciation et de distinction inhérentes au concept d'identité impliquent une recherche de mise en valeur de soi par rapport aux autres. Les personnes se distinguent et sont distinguées à partir d'une configuration déterminée d'attributs considérés comme des aspects de son identité. Certains attributs sont, par exemple, liés à des caractéristiques particulières des individus qui peuvent être associées à des styles de vie, aux relations et connexions sociales personnelles de l'individu ou encore à une biographie individuelle (Giménez, 2007).

Nous pouvons ainsi suggérer, suivant Palacio et *al.* (2003) que la catégorisation suppose la compétition et la comparaison sociale. Dans le cas de la compétition, les auteurs observent que les relations entre les groupes se caractérisent par des conflits engendrés par des objets d'intérêt – disputes pour les ressources, le territoire, le pouvoir. La recherche d'un avantage

simultané produit l'antagonisme entre les groupes, à savoir, le fait qu'un groupe soit qualifié de manière positive et l'autre de manière négative. L'arrivée des PSDT et leur occupation de nouveaux lieux impliquent de nouvelles interactions ainsi que l'émergence d'une logique concurrentielle virtuelle ou réelle pour l'espace et les ressources disponibles, favorables à l'émergence de nouvelles formes de compétition sociale entre les acteurs. Quant à la comparaison sociale, l'appartenance à un groupe particulier est corrélée à une évaluation positive des attributs du groupe par rapport aux autres groupes. Le critère de comparaison est donc social et permet de réduire les différences entre son groupe d'appartenance et un autre (Palacio et al., 2003). Dans le prolongement de cette idée, Mercado et Hernández (2010) suggèrent de considérer l'identité sociale comme le produit du binôme appartenance-comparaison qui implique deux distinctions : la première qui permet au groupe de s'auto-définir à partir des caractéristiques communes, la deuxième qui découle des différences avec les autres groupes. De cette manière, poursuivent les auteurs, les valeurs interviennent dans la formation et maintien des catégories en donnant un certain favoritisme à son propre groupe qui n'est pas donné aux autres, qui permettent de relier les individus à travers l'appartenance au groupe. Ainsi, l'identité apparaît comme n'étant pas simplement une conséquence de la catégorisation mais comme dépendante de la manière dont l'individu se situe par rapport à la catégorie, qui sera ou non utilisée pour se définir lui-même et qui lui sert ou non pour être reconnu par les autres (Palacio et al., 2003). La compétition implicite que suppose la présence des PSDT dans les nouveaux lieux conduit à l'assignation de traits ou caractéristiques qui seront valorisées ou dévalorisées par rapport au répertoire social et culturel de chaque groupe d'acteurs qui leur permettent de marquer leur différence par rapport à l'Autre, de marquer leur appartenance ou d'affirmer leur non-appartenance.

L'étiquetage comme modalité de construction catégorielle

Dans la situation de déplacement, le processus de catégorisation se met en marche lorsque les PSDT sont amenées à occuper de nouveaux espaces physiques et sociaux et à établir des interactions avec les nouveaux acteurs pendant le déplacement. En revenant sur la notion d'emplacement associé aux identités sociales (Berger et Luckmann, 1990, cité par Martínez, 2009), Martínez poursuit cette idée qui suppose l'existence d'un scénario de tension entre ce qui est unique et qui permet la distanciation par rapport aux autres et ce qui est commun et qui permet l'identification et l'agencement des pratiques et des processus collectifs. De cette manière, ajoute-il, l'identité implique l'existence de facteurs importants comme la

délimitation spatio-temporelle et le contexte spécifique en tant qu'éléments constitutifs des formes d'identification et de mise en perspective des différences et des processus qui interviennent dans la construction du monde symbolique et des conceptions d'une réalité historique. Cette remarque permet d'appuyer nos résultats qui montrent que les constructions catégorielles émergent des représentations autour de l'expérience de déplacement, lesquelles mettent en relation l'espace occupé et les interactions avec les différents acteurs. Ces derniers mobilisent, de manière relative, un temps historique inscrit dans la mémoire, et de manière plus soutenue, le temps court de l'expérience (Osorio, 2007).

Les représentations sont comprises ici comme des ensembles de connaissances et de pratiques qui permettent à un individu de contrôler, produire, comprendre et construire symboliquement l'Autre et les interactions possibles avec celui-ci et son monde social (Chávez et Falla, 2005). En tant que « codes pour les échanges sociaux », les représentations sociales expriment les croyances, les jugements, les opinions, les savoirs et les attitudes lors des interactions entre les individus (Jaramillo, 2012), mais également les stéréotypes (Bergamaschi, 2011), qui sont des croyances partagées par un groupe d'individus par rapport aux autres (Mercado et Hernández, 2010). Selon Giménez (1997), un certain nombre d'attributs dérivent des appartenances catégorielles ou sociales des individus, raison pour laquelle, ils sont souvent associés à des stéréotypes liés à des préjugés sociaux par rapport à un groupe ou une catégorie donnée. Palacio et *al.* (2003) appuient cette idée lorsqu'ils précisent que la catégorisation sociale se produit à partir de l'intégration des stéréotypes, ce qui permet d'expliquer le fonctionnement cognitif de ce processus. Plus précisément, la perception subjective des personnes relative à leur appartenance à un groupe social conduit à exagérer les similitudes perçues au sein du groupe et par conséquent les différences face aux autres individus ou groupes. Toutefois, les auteurs soulignent que, bien que les processus de catégorisation puissent être utilisés comme un élément explicatif des stéréotypes et de l'identité, le contenu des stéréotypes n'est pas pour autant synonyme d'identité. L'identité résulterait alors de l'appropriation et la mobilisation des caractéristiques auto-assignées ou imputés à l'Autre qui permettent d'affirmer l'appartenance et la reconnaissance sociale des individus au sein d'un groupe ou de marquer leur exclusion par rapport à lui. En outre, ces stéréotypes sont souvent « simplistes », d'une part parce qu'ils ne contiennent pas nécessairement les traits réels des membres du groupe et d'autre part en raison de la charge émotionnelle qu'ils contiennent et à laquelle ils sont associés (Mercado et Hernández, 2010).

Toujours est-il que ces stéréotypes sont contenus dans les représentations qui permettent de qualifier un ensemble d'individus et de les regrouper au sein de catégories spécifiques.

Dans la situation de déplacement temporaire, les représentations de l'Autre en relation à l'espace et à la présence respective des acteurs au sein de ces espaces, notamment des PSDT, mobilisent des stéréotypes liés à des caractéristiques défavorables attribués à l'Autre en amont ou au cours de l'interaction. Ils prennent alors une forme négative à l'égard de l'Autre ce qui nous conduit à considérer ce processus de catégorisation à partir de l'intégration de la notion « d'étiquette ». Il convient de préciser le sens que nous donnons à ce terme qui est traditionnellement associé à la compréhension de la déviance ou du comportement criminel mais qui peut certainement être élargi à d'autres constructions sociales (Crossmann, 2018, cité par Reiboldt, 2019). Pour Zetter (1991), l'étiquetage est un processus de « stéréotypage » qui implique la standardisation et la formulation de catégories spécifiques qui a pour effet, entre autres, d'introduire une ségrégation. L'étiquette fait alors référence à la manière dont les groupes créent des regroupements à partir de l'étiquetage de certains traits qui seront valorisés ou dévalorisés selon l'époque ou le lieu (Lacaze, 2008) qui sont des stéréotypes. En dialogue avec Becker (1985), Reiboldt (2019) suggère que l'idée sous-jacente de l'étiquetage est la construction sociale d'une réalité dont l'étiquette permet à un groupe donné de construire des formes d'identification sur la base de l'appréciation que la société a d'autres groupes. Dans cette recherche, nos résultats suggèrent que le processus de catégorisation implique l'identification de l'Autre à partir de traits qui permettent aux acteurs de se distinguer et de marquer leur appartenance dont la spécificité est de reposer sur l'attribution de caractéristiques « externes » qui contiennent une logique de différenciation dévalorisante. Selon Link et Phelan (2001), les croyances culturelles dominantes relient les personnes étiquetées à des caractéristiques indésirables et à des stéréotypes négatifs. Dans le prolongement de cette idée, nos résultats montrent que les mécanismes de qualification de l'Autre à partir de caractéristiques dévalorisantes agissent implicitement en tant que mécanismes d'infériorisation des groupes. La catégorisation consisterait à définir l'Autre à partir ce que de Sousa Santos (2010) appelle « un mécanisme de normalisation qui qualifie et disqualifie ». Dans ce cas, la définition de l'Autre n'agit pas uniquement pour affirmer sa propre identité ou pour se distinguer de lui mais, directement ou indirectement, range l'Autre dans une position inférieure dans l'interaction.

De la construction des étiquettes à la stigmatisation

La catégorisation entendue en tant que mécanisme d'étiquetage des personnes et des groupes associant des stéréotypes négatifs nous amène à considérer plus précisément ce processus en termes de « catégorisation stigmatique », selon le terme emprunté à Goffman (1975). Pour les besoins de notre analyse, nous considérons la catégorisation stigmatique comme un processus de construction d'une catégorie qui repose sur la stigmatisation des personnes ou des groupes.

Selon Goffman (1975), le stigmate est un « attribut qui jette un discrédit profond » dans une relation donnée (p.13). Il est ce qui, lors d'une interaction, affecte, en le discréditant, l'identité sociale d'un individu (Plumauzille et Rossigneux-Méheust, 2014). Autrement dit, un trait ne devient un stigmate que par la valeur négative qui lui est conférée dans une interaction (Laacher, 2013, p. 60). Le stigmate peut alors être défini comme une situation dans laquelle l'identité sociale de l'individu est rapportée à l'identité de son attribut de discrédit et sert à créer une interaction spécifique (Calvez, 1994) pouvant être perçue en termes d'exclusion. Nous remarquons que la notion de stigmatisation est souvent associée à la présence d'une caractéristique négative exprimée en termes « d'attribut ». Pour les besoins de notre analyse, nous suivons la distinction faite par Link et Phelan (2001) entre la notion d'attribut et celle d'étiquette, que nous avons retenue pour cette étude. Pour les auteurs, la notion d'étiquette permet de mieux saisir le processus de stigmatisation contrairement à la notion d'attribut. L'argument qu'ils mettent en avant suggère que les différences qui permettent aux individus de se démarquer des autres sont socialement sélectionnées en fonction de leur importance. La notion d'attribut masque dans ce sens le fait que les traits choisis pour l'identification sont le produit d'un processus social et n'impliquent pas forcément une désignation valide. En cela, la notion d'étiquette permet de saisir la question de la validité comme étant une option par le fait qu'il s'agit de quelque chose qui est « apposée » et non pas forcément choisie. Pour Zetter (2007), l'étiquette permet de reconnaître à la fois un processus d'identification et une marque d'identité, et de cette manière elle permet de distinguer et nommer les différences, que celles-ci soient validées ou non par l'individu étiqueté. Ainsi, notre conception de la stigmatisation implique une étiquette et un stéréotype, l'étiquette associant la personne à un ensemble de caractéristiques indésirables qui forment le stéréotype (Link et Phelan, 2001), c'est-à-dire, les situations dans lesquelles, un trait dévalorisé devient une étiquette en raison de son décalage par rapport aux attentes et codes sociaux dominants dans un groupe donné.

Nous suggérons que la désactivation des identités sociales antérieures ne signifie pas une perte d'identité mais celle-ci se traduit par une neutralisation ou substitution des référentiels identitaires biographiques, sociaux et culturels au profit de l'apposition d'une étiquette qui contient des stéréotypes ou caractéristiques indésirables au travers desquelles les acteurs procèdent à l'identification de l'Autre et à leur différenciation par rapport à lui. Dans ce sens, dans la situation de déplacement, on assiste à la construction de catégories stigmatiques pouvant être assimilées à ce que Melucci (1991, p. 40-42, cité par Giménez, 1997) appelle « des identités étiquetées⁷³ », c'est-à-dire, que l'individu s'auto-identifie de manière autonome mais sa diversité a été construite par d'autres, et cela de manière « virtuelle » (Goffman, 1975) de manière à ce que les individus soient identifiés par le jugement de l'Autre qui dégrade leur identité réelle (Pécheur, 2006). Ainsi, selon Giménez (1997), l'identité étiquetée résulterait d'une sorte de transaction entre l'auto et l'hétéro-reconnaissance, qui a, toutefois, la particularité de se traduire de façon négative en raison de l'absence d'auto-identification en tant que processus de prise de conscience des différences et de leur appropriation ou intériorisation des PSDT aux caractéristiques qui leur sont imputées comme étant constitutives de leur identité nouvelle. Cela suggère l'idée que dans la situation de déplacement temporaire, la catégorisation stigmatique provoque une dévalorisation, voire un effacement, des identités sociales antérieures des PSDT. Pour affirmer cela, il est nécessaire de préciser que la situation de déplacement temporaire met en confrontation les différents acteurs aux intérêts contradictoires ou opposés, ce qui va engendrer des logiques de comparaison et compétition sociales que nous avons montré au préalable et qui ont pour effet de définir l'appartenance ou la non appartenance à l'autre groupe à partir du choix des caractéristiques valorisées par le groupe et de celles qui ne le sont pas dans ce contexte spécifique.

Dans la situation de déplacement temporaire, le processus de construction des catégories stigmatiques s'exprime à travers deux logiques: une logique « formelle » qui nous situe au niveau du dispositif humanitaire institutionnel et des relations entre les PSDT entre elles et avec les gestionnaires des aides ; et une logique « informelle » qui nous situe en dehors du

⁷³ Alberto Melucci (1991, pp. 40-42, cité par Giménez, 1997) élabore une typologie élémentaire à partir de laquelle il distingue analytiquement trois configurations identitaires possibles, en plus de celle qui est associée aux identités étiquetées : « les identités ségréguées, lorsque l'acteur s'identifie et affirme sa différence indépendamment de toute reconnaissance de la part des autres ; les identités hétérodirigées, lorsque l'acteur est identifié et reconnu comme différent par les autres mais lui-même possède une faible capacité de reconnaissance autonome ; et les identités déviantes, qui font référence aux cas où il existe une adhésion complète aux normes et modèles de comportement qui procèdent de l'extérieur ou des autres, mais l'acteur est dans l'impossibilité de les mettre en pratique ce qui conduit au rejet à travers l'exaspération de notre diversité ».

dispositif institutionnel et qui regroupe aussi bien les logiques informelles d'organisation de la survie que les relations et interactions des PSDT avec les populations résidentes. Ces résultats rejoignent les remarques de Pécheur (2006) qui considère que la stigmatisation est le résultat de l'apposition d'étiquettes sociales par le biais des normes insufflées par la société, qu'elles soient officielles, comme les lois, ou non officielles, issues d'un jugement personnel se construisant sur le terrain culturel. Nous présenterons les spécificités de ces deux logiques dans les sections 4.2.1 et 4.2.2.

Séparation sociale et exercice du pouvoir

Notre recherche montre ensuite que l'apposition des étiquettes a comme conséquence d'orienter les nouvelles interactions et de déterminer une nouvelle recomposition sociale entre les acteurs. Dans ce sens, l'identité sociale, en tant qu'exercice qui permet de déterminer les inclusions et les exclusions de personnes dans des groupes spécifiques, est altérée par les logiques de catégorisation qui ont pour caractéristique de dériver d'un processus de stigmatisation implicite ou explicite à leur égard. Plus précisément, les logiques de catégorisation stigmatisante placent les PSDT dans une position inférieure et défavorable, d'un point de vue relationnel avec les autres (Osorio, 2009), qu'il est possible d'appréhender en termes de ce qu'Agier (2008) appelle une « hiérarchie *a minima* » qui traduit un rapport de pouvoir entre les acteurs.

La stigmatisation se caractérise par l'introduction d'un certain degré de séparation entre les groupes et avec celle-ci, par une perte de statut et une discrimination en raison des caractéristiques indésirables qui sont attribuées à certains individus et groupes (Link et Phelan, 2001). Ainsi, le principe de différenciation ne mène pas uniquement à désigner la différence mais aussi à marquer physiquement et socialement une séparation entre les groupes. Laacher (2013) insiste sur ce point, lorsqu'il soutient que « l'effet produit, voire recherché, de la stigmatisation est l'infériorisation sociale ou politique du groupe stigmatisé, sa mise à l'écart ou retrait des espaces de compétition. Cette finalité produit à son tour les discriminations qui en retour alimentent le discrédit » (p. 60). La séparation sociale engendrée par le processus de stigmatisation renforce l'appréciation défavorable à l'égard du groupe stigmatisé. Pour Link et Phelan (2001), un individu, une catégorie ou un groupe étiqueté et stigmatisé est souvent destiné à expérimenter une perte de statut et à subir une inégalité de traitement en raison de la sélection des traits péjoratifs fondée sur le caractère moral et social à partir desquels se construit l'étiquette. De façon générale, les auteurs

associent la perte de statut à une « hiérarchisation descendante » de la personne stigmatisée par rapport à la hiérarchie du groupe. Ce qui permet d'appuyer nos résultats qui montrent que le processus de catégorisation stigmatique a pour effet de repositionner les PSDT dans une position inférieure dans la hiérarchie de la survie, comme nous le montrerons de manière spécifique dans les sections suivantes.

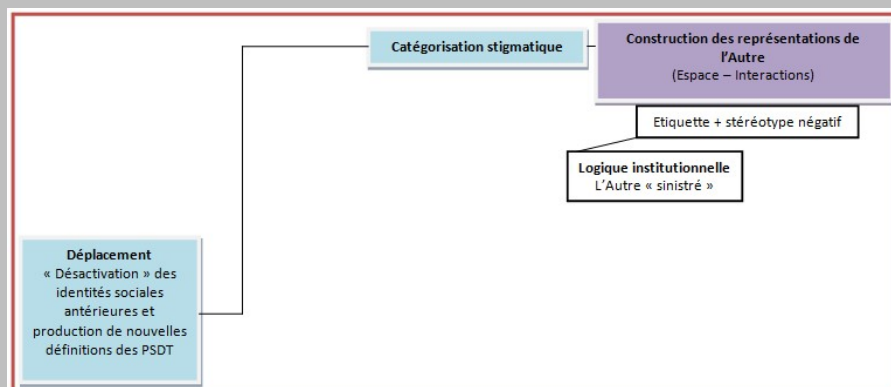
Toutefois, l'infériorisation des personnes et des groupes n'est possible que si un pouvoir est exercé sur le groupe dominé. Le pouvoir participe dans la construction des catégories stigmatiques et apparaît dans la situation de déplacement comme un élément central dans la séparation sociale entre les acteurs. Cet argument est soutenu par les propos de Link et Phelan (2001) qui suggèrent que la stigmatisation est dépendante du pouvoir économique, social et politique. Associée aux identités sociales, les différences peuvent être considérées en tant que constructions sociales traversées par des relations de force et de pouvoir situées dans des contextes spécifiques, c'est-à-dire, que les différences sont hiérarchisées selon les relations de force qui déterminent les intérêts de certains groupes à l'égard des autres (Palacios, 2010). Selon Wood (2013) le pouvoir de l'étiquetage et la catégorisation résident dans un dialogue, essentiellement politique, entre ceux qui exercent une autorité – formelle ou informelle – et ceux qui tentent de faire valoir leurs droits et qui les réclament auprès des premiers. L'étiquetage, inhérent au processus de stigmatisation, peut être compris comme étant essentiellement une relation de pouvoir, dans laquelle le dominé se soumet en acceptant le jugement du dominant et la définition que ce dernier attribue sur sa personne (Lacaze, 2008). Ainsi, le pouvoir est relationnel en ce qu'il s'exerce toujours « sur » les autres (Bickel et Hugentobler, 2018).

Nos résultats montrent que le processus de catégorisation se traduit par une séparation sociale à trois niveaux qui reflètent un rapport de pouvoir spécifique et impacte l'expérience de déplacement directement ou indirectement : entre les PSDT et les gestionnaires des aides, en instaurant un rapport de pouvoir entre « ceux qui donnent les aides » et « ceux qui en dépendent » ; entre les PSDT entre elles, à partir des conditions et mécanismes d'attribution des aides qui excluent une partie des individus ; entre les PSDT et les résidents, car la situation de survie expose les sinistrés à une plus grande visibilité de l'extérieur et deviennent à ce titre « vulnérables » aux attitudes de mise à l'écart de la part des résidents qui se présentent en position de pouvoir sur leur territoire. Ces trois niveaux de relations seront analysés dans la section 4.2.3.

4.2.1 Logique institutionnelle de catégorisation stigmatisée : étiquette du « sinistré »

Encadré n°11. Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse « logique institutionnelle de catégorisation » :

En référence à notre schéma n°2, cette section analyse la sous-catégorie associée à la logique de catégorisation institutionnelle comme suit :



- Le dénuement matériel oblige les PSDT à s'insérer dans un dispositif humanitaire pour les besoins de la survie. Ce dispositif matérialise le droit d'accès à l'assistance humanitaire à travers l'assignation d'une étiquette de « sinistré » qui permet aux politiques et aux gestionnaires des aides de définir, en amont, les caractéristiques de cette catégorie de personnes.

- L'étiquette est construite autour des caractéristiques externes qui servent à déterminer les besoins supposés de la survie et les ayants droit des aides correspondant à ces besoins. Ces caractéristiques renvoient à une approche qui considère les individus en tant que victimes, à partir de leur dépendance accrue aux aides.

- L'étiquette de sinistré possède une dimension instrumentale : elle est construite sur la base des enjeux politiques et des prérogatives économiques pour définir la survie, détachée des référentiels identitaires, sociaux et culturels des individus.

- L'étiquette possède également une dimension sociale : les caractéristiques qui permettent d'identifier les ayants droit ont pour spécificité d'effacer les traits d'identité individuelle. Elle introduit une égalité normative théorique autour d'un double mécanisme de différenciation, tout d'abord en introduisant une distinction entre les ayants droit du dispositif et les autres, ensuite, avec une uniformisation des individus par la non-reconnaissance des singularités.

- Ainsi, l'étiquette introduit un paradoxe entre la grande visibilité physique des PSDT et l'anonymat social qu'elle entraîne.

Devenir « sinistré »

Le dénuement matériel dans lequel se retrouvent les PSDT les contraint à s'insérer dans un dispositif humanitaire pour les besoins de la survie matérielle. Ce dispositif se compose de

deux outils principaux qui sont les aides alimentaires et les aides d'hébergement durant une période courte définie en amont par la politique de gestion de risques⁷⁴. Le dispositif consiste ainsi en l'attribution d'aides alimentaires et l'assignation d'une place physique à l'intérieur des espaces destinés, ou choisis, pour la survie, sur la base de l'assignation d'une étiquette institutionnelle de « sinistré ». Celle-ci définit les conditions d'accès, de permanence et de sortie du dispositif d'aides, à partir de mécanismes de recensement qui permettent d'assurer la gestion et le suivi des aides attribuées aux sinistrés.

L'assignation de l'étiquette institutionnelle ne résulte pas directement des représentations engendrées par l'interaction entre les acteurs institutionnels et les PSDT mais d'une représentation plus globale autour des bénéficiaires des aides, qui va encadrer et impacter l'expérience des personnes concernées par le déplacement et orienter à son tour les interactions entre ces acteurs. L'étiquette antérieure à la présence des PSDT est alors actualisée au moment de l'insertion des individus dans le dispositif d'aides. L'objectif ici n'est pas de démontrer ni l'utilité ni le caractère stérile du recours à une catégorie spécifique pour les personnes en situation de déplacement temporaire, qui pourrait éventuellement se substituer à la catégorie dominante de « déplacé », mais d'analyser les implications sociales des mécanismes de catégorisation qui permettent de définir et désigner « qui » sont les bénéficiaires des aides prévues par le dispositif humanitaire.

Selon l'UNGRD (2013) est sinistrée la « personne ayant souffert d'un dégât grave directement associé à l'événement, qu'il s'agisse de la perte partielle ou totale des biens (matériels et/ou productifs) et/ou la disparition, blessure ou décès des membres de la famille ou du foyer »⁷⁵. Cette définition courte à visée opérationnelle fait référence à un profil spécifique d'individus qui correspond à l'évaluation, faite en amont par les politiques, de la situation dans laquelle se retrouvent les personnes affectées par une catastrophe. Nos résultats suggèrent dans ce sens que l'étiquette institutionnelle se construit autour de caractéristiques externes qui servent aux gestionnaires des aides à déterminer les besoins matériels de la survie, à savoir, une assistance matérielle et sur cette base, à identifier « qui » sont les

⁷⁴ L'analyse qui sera présentée dans les sections suivantes reflète le contexte spécifique dans lequel s'est déroulé la recherche mais celle-ci peut certainement être élargie à d'autres situations et contextes de déplacement temporaire ou définitif. Nous avons présenté dans le sous-chapitre 1.2 du manuscrit les principales caractéristiques de la réponse institutionnelle dans le cadre de la politique de gestion du risque dans le contexte de la recherche.

⁷⁵ Nous avons donné cette définition dans le sous-chapitre 1.3 dans le cadre d'une explication du contexte général de la vision institutionnelle du phénomène du déplacement interne en Colombie qui sépare le régime dédié aux personnes victimes du conflit armé, considérées en tant que déplacées, et le régime consacré à l'assistance des personnes victimes des catastrophes, désignées en tant que « sinistrées ».

personnes pouvant bénéficier des aides prévues par le dispositif humanitaire pendant une période de temps déterminée. Ainsi, la PSDT, devenue « sinistrée » aux yeux de l'institution, est identifiée à partir d'un ensemble de caractéristiques qui permettent aux gestionnaires des aides de procéder à une classification des personnes en fonction des pertes subies par la catastrophe et aux besoins que ces pertes sont supposées engendrer pendant le déplacement.

L'étiquette apparaît comme un mécanisme de normalisation des attentes institutionnelles à l'égard d'un groupe de personnes concernées par une situation spécifique. De manière plus large, la stigmatisation repose sur la mise en avant des caractéristiques qui permettent de définir et identifier un groupe d'individus et qui sont associées à leur dénuement matériel et social. Non pas que la pauvreté et la précarité qui caractérisent la situation des PSDT soit en elles-mêmes dévalorisantes ou négatives, mais dans le contexte du déplacement, ces caractéristiques prennent une tonalité défavorable au cours des interactions entre les groupes.

Dans cette construction catégorielle, il est possible de mentionner deux éléments. Le premier, en mettant l'accent sur les pertes subies que le dispositif d'aides va s'attacher à combler, concerne le fait que l'étiquette renvoie à considérer les PSDT à partir de la figure de victime. Le deuxième, concerne la situation de dépendance à laquelle l'assignation de l'étiquette est associée. Dans ce sens, l'étiquette institutionnelle se construit autour des besoins opérationnels associés aux besoins matériels identifiés et diffère amplement de la manière dont les PSDT conçoivent leur identité (Zetter, 1991), bien au-delà des stéréotypes négatifs qui leur sont imputés entre la soumission aux circonstances et une relative passivité qui accompagne la dépendance à l'aide. Centlivres et Centlivres-Demont (1988) font un constat similaire autour du terme « réfugié » utilisé pour désigner les afghans qui se trouvent dans cette situation, au lieu des identités au travers desquelles ils s'identifient traditionnellement. Les auteurs soulignent l'extériorité imposée par ce type d'appellation qui se fonde sur un contexte idéologique externe et qui désigne ces personnes par leur condition de victimes de circonstances sur lesquelles elles n'ont aucun contrôle et qui les condamnent à la pauvreté et à la dépendance, leur permettant toutefois le droit à une prise en charge humanitaire qui leur apporte une assistance par un refuge, de la nourriture et des soins. Cette posture institutionnelle dominante à l'égard des personnes en situation de déplacement invite à dépasser la vision centrée sur la victimisation au profit d'une approche qui considère des facteurs associés à l'identité et à l'expérience subjective qui affectent les individus et sur la possibilité pour ces personnes de garder le contrôle sur leur propre vie (Meertens, 2002).

Dimension instrumentale de l'étiquette

A partir de ces éléments, nous suggérons que l'étiquette de sinistré contient une dimension instrumentale car elle est construite sur les fondements d'enjeux politiques et économiques qui orientent les règles de la survie et en ce sens, elle est détachée des référentiels sociaux et culturels qui permettent aux individus de s'auto-identifier. Castillejo (2000) appelle cela la « politique du 'nommer' », qui renvoie à des mécanismes de définition de personnes qui reflètent les enjeux économiques sous-jacents aux politiques. Agier (2008) rejoint cette observation lorsqu'il suggère que les opérations de désignation et de dénomination d'individus sont un fait politique fondé sur des circuits fermés de raisonnement dont les chiffres produits autour du phénomène permettent de confirmer les définitions arbitraires données à priori, à travers les catégorisations, dans des contextes politiques spécifiques (p.56). L'étiquette définit en amont les besoins matériels et les aides, ce qui se traduit dans les faits par une négation des situations sociales singulières et des besoins et des droits spécifiques au-delà d'une dimension purement matérielle. Les analyses de Zetter (1991, 2007) permettent d'appuyer cette idée. Dans ses travaux, l'auteur s'attache à montrer comment les intérêts et les procédures bureaucratiques, en particulier des agences humanitaires, apparaissent comme des déterminants centraux dans la définition d'étiquettes comme celle de « réfugiés » dans le contexte des pratiques des politiques publiques. L'auteur montre, entre autres, que la formation d'étiquettes découle d'un processus dans lequel les identités stéréotypées sont traduites en besoins bureaucratiques supposés. L'étiquette prend alors une signification sélective et matérialiste à partir de laquelle les distinctions servent à construire différentes catégories de réfugiés permettant de hiérarchiser les besoins. En remplaçant chaque identité singulière par une identité stéréotypée, les besoins spécifiques sont occultés par des besoins catégoriels supposés, dissociés des contextes des individus. Zetter souligne ainsi l'extrême vulnérabilité des réfugiés à l'égard des étiquettes qui leur sont attachées car elles constituent des représentations tangibles des politiques et des programmes. Cela révèle et questionne le caractère subjectif et arbitraire de la construction des étiquettes et la manière dont ce processus bureaucratique entraîne une transformation des identités des réfugiés, qui ne sont pas partie prenante de ce processus et n'ont aucun pouvoir d'action sur lui, comme nous le montrerons dans la section 4.2.1.1 par rapport aux PSDT. Nous pouvons dès lors affirmer que la construction de l'étiquette de « sinistré » repose sur des logiques qui visent à répondre davantage à des besoins institutionnels définis en amont qu'aux besoins spécifiques matériels et non matériels des personnes affectées par le phénomène de

déplacement. L'étiquetage est ainsi une manière de faire référence au processus par lequel sont établis les agendas politiques et plus particulièrement à la manière dont les personnes, conçues en tant qu'objets de la politique sont définies en tant qu'images utiles (Wood, 1985, cité par Zetter, 1991). Dans ce sens, il est possible de suggérer, à la manière de Vallejo (2006), que la catégorie construite de « déplacé », dans notre cas de « sinistré », permet de légitimer des modèles d'intervention applicables, donc généralisables, à un ensemble très large de populations et cela à l'économie d'une compréhension plus fine des réalités spécifiques et au sacrifice de la diversité culturelle.

Une situation analogue est à souligner lorsque les PSDT retournent dans leur lieu d'origine. La réactivation partielle de l'entraide, notamment rendue possible par la recomposition familiale et communautaire, s'avère insuffisante en raison des conditions de destruction qui s'étend au-delà des aspects matériels. A ce moment-là, les anciennes PSDT s'insèrent donc dans un dispositif de reconstruction qui est une prolongation du mécanisme subi pendant le déplacement, par la classification, la catégorisation des personnes et leur dépendance aux aides. Il permet aux agents de la reconstruction de définir les besoins et les aides, mais se caractérise à nouveau par le décalage entre les besoins supposés ayant défini les aides allouées et les besoins de reconstruction d'un sentiment d'appartenance et de reconnaissance sociale en relation avec le contexte retrouvé.

Dimension sociale de l'étiquette

Cette dimension instrumentale de l'étiquette à l'encontre des PSDT s'accompagne d'une dimension sociale étroitement liée aux identités sociales. Cette catégorie stigmatisée est construite à partir des caractéristiques externes aux individus, qui sont des caractéristiques standardisées qui permettent de nommer et désigner les personnes affectées par la catastrophe et le déplacement selon une vision matérielle et instrumentale des besoins et des droits. En nommant les personnes à travers des caractéristiques qui leur sont externes, cette étiquette efface les traits singuliers de chaque individu. Elle introduit l'équivoque de considérer le déplacé, ou son possible équivalent de « sinistré », comme une identité à part entière (Sánchez et Atehortúa, 2008). Comme le souligne Osorio (2009), les déplacés sont des personnes ordinaires qui se retrouvent dans une situation extraordinaire, forcés de mener une lutte permanente pour la survie et la résistance. Dans la situation de déplacement temporaire, cette résistance prend une connotation identitaire lorsque les individus sont confrontés aux logiques de catégorisations stigmatisées qui ont pour effet de masquer les formes d'auto-

identification et de reconnaissance sociale. Comme le note Meertens (2002), les vies des personnes déplacées sont inévitablement « décontextualisées » dans leurs interactions avec les entités d'assistance humanitaire en ce qu'elles deviennent des « cas » exprimés sous la forme de besoins visant une forme de rétablissement social. Toutefois, selon l'auteure, ces « identités transitoires » peuvent rassembler les déplacés autour de processus collectifs face à l'absence d'autre élément de cohésion culturelle, sociale ou politique. Ce dernier point contraste avec nos résultats qui montrent au contraire une séparation entre les PSDT en raison d'autres forces sociales intervenant dans le processus de catégorisation, dont nous montrerons les aspects principaux dans la section 4.2.1.2.

L'étiquette de sinistré ne reflète pas les éléments constitutifs de l'identité sociale en raison du caractère externalisé de la désignation, amenant de la part des étiquetés un sentiment de non appartenance à cette catégorie. A ce sujet, Sánchez et Atehortúa (2008) soulignent la manière dont les personnes en situation de déplacement, dans la *Comuna 13* de la ville de Medellín, conçoivent leur situation. Pour cette population, le déplacement constitue une expérience vécue dans le cadre du conflit qui impacte leur perception du phénomène. Il s'agit alors des personnes qui ont souffert d'un fait déterminé qui a marqué leurs vies et non pas d'un phénomène qui marque les victimes en tant qu'ensemble spécifique. Cette observation rejoint les propos de Villa (2005), qui soutient que le déplacement n'est pas constitutif d'une identité mais caractéristique d'une situation qui affecte des personnes de manière conséquente de manière à marquer leurs vies. Le déplacement constitue une rupture radicale et souvent définitive avec l'ancienne vie, même lorsque la reconstruction matérielle apparaît comme une possibilité, mais ne devient pas la nouvelle forme d'identification à partir de laquelle les PSDT se reconnaissent elles-mêmes.

Dans la continuité de ces idées, nous pouvons noter que l'étiquette institutionnelle introduit une égalité normative théorique par laquelle les individus deviennent détenteurs des mêmes droits à la survie en permettant l'accès des PSDT aux aides prévues par le dispositif humanitaire. Dans ce sens, le processus d'assignation de l'étiquette impose un double mécanisme de différenciation et de standardisation des individus. En instaurant une « norme », à savoir, des caractéristiques « externes » inhérentes à la catégorie et implicitement les attentes institutionnelles et sociales associées à l'étiquette, ce processus engendre une double distinction : d'une part entre, d'un côté, « ceux » à qui l'étiquette est attachée leur allouant des droits à la survie et de l'autre côté « ceux » qui, pour des raisons diverses, en sont exclus ; et d'autre part, entre les « sinistrés » qui dépendent des aides et

« ceux » qui les attribuent. Il s'agit d'une logique de différenciation en ce sens qu'elle détermine les modalités d'identification des individus à partir de caractéristiques communes qui permettent de les distinguer par groupes. La volonté ou l'impératif politique des gestionnaires de traiter tous les sinistrés sur un pied d'égalité théorique conduit à produire une condition homogène qui devient la caractéristique des PSDT. Ainsi, en marquant une distinction cognitive et sociale, la catégorie de sinistré introduit un mécanisme de non reconnaissance des singularités. L'assignation de l'étiquette contribue à effacer ou neutraliser provisoirement les anciennes différences entre les personnes (Laacher, 2013), à savoir, les rôles, positions et statuts hétérogènes antérieurs. Toutefois, les sinistrés ne constituent pas une masse homogène, mais un groupe de personnes qui ont en commun le fait de partager une même situation de grande précarité, dépendance et souffrance du drame vécu. Les observations de Villa (2005) appuient cette idée. Pour l'auteure les personnes en situation de déplacement sont avant tout une population hétérogène qui partage la douleur, le déracinement, la peur et l'incertitude du futur, mais pas nécessairement la même origine, la même culture, ni croyance religieuse ou politique, ce qui renforce la nécessité d'écarter ces dénominations externes comme constitutives d'une identité et de renoncer à réaliser des exercices de classification afin de les appréhender dans leur supposée essence identitaire.

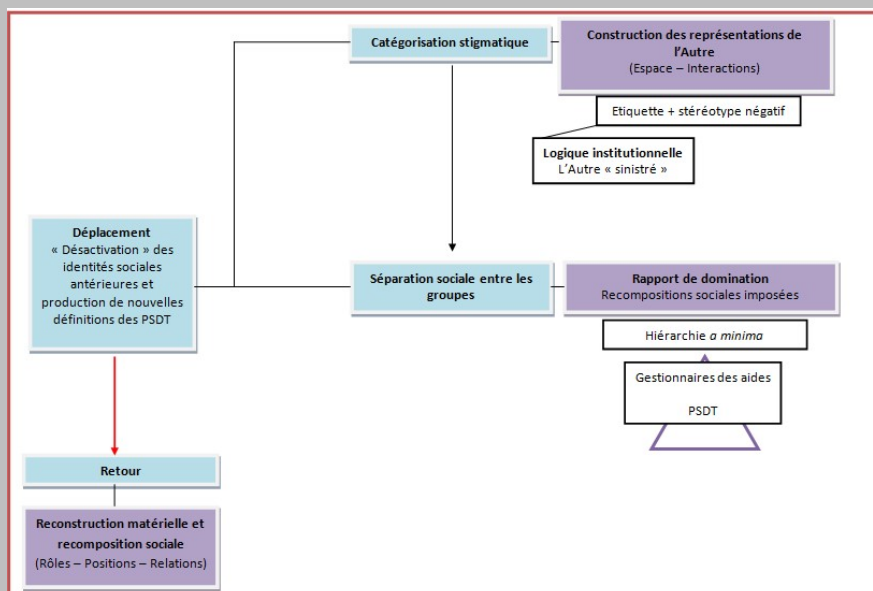
Ce processus de catégorisation introduit un paradoxe entre la visibilité que l'assignation de l'étiquette donne aux PSDT à travers l'accès au dispositif humanitaire et une forme d'anonymat social associé à la non-reconnaissance des singularités, qui accompagne l'assignation de l'étiquette. Pour Goffman (1975), l'interaction suppose une visibilité physique à partir de laquelle, les individus vont identifier les caractéristiques qui ne correspondent pas à celles qui sont valorisées par le groupe et qui constituent les bases de son identité sociale. Dans la situation de déplacement, la visibilité entraîne l'identification des PSDT sur la base de la non-reconnaissance de la singularité des individus et la non-reconnaissance de leur valeur sociale. Ce paradoxe est perceptible de différentes manières. Le sinistré rend « visible » sa condition au moment de réclamer ses droits auprès des politiques, lors des manifestations ou encore des confrontations directes avec les autorités. C'est ce que note Naranjo (2004) pour qui les déplacés et leurs organisations ont compris que l'appellation de « déplacé » doit être utilisée « à discrétion » notamment auprès des gouvernements municipaux. Ils comprennent qu'il est plus avantageux de se constituer en groupes formels ou de s'associer à des groupes existants dans les villes où l'action publique de ce type de population tend à être limitée, alors qu'il se rend « invisible » lorsque les interactions avec les

autres groupes, déplacés ou résidents, lui sont défavorables. C'est ce qui est observé également par Osorio (2001) autour de cette catégorie de déplacé. D'une part, leur visibilité est nécessaire pour faire valoir leurs droits d'accès aux ressources et services, d'autre part, cette visibilité se traduit en stigmates et rejets en raison des imaginaires autour de la violence du conflit duquel les déplacés sont les victimes. Dans cette recherche, alors que l'invisibilité des sinistrés de la ville les préserve d'une certaine manière de ce type de réaction de la part des résidents, la visibilité des sinistrés des villages les met au contact direct avec les résidents. En rendant visibles les sinistrés, l'étiquette et les mécanismes qui lui sont associés, les exposent davantage aux situations de stigmatisation de la part d'autres groupes, comme nous le montrerons dans la section 4.2.2.1. De manière proche, Jaramillo (2006) montre comment, selon la situation, la condition de déplacé est soit « activée » soit « occultée ». La condition de déplacé est activée en tant que dispositif politique, lorsque le déplacé fait valoir ses droits. Elle est occultée lors des relations avec le résident car elle est pour ces personnes le porteur des stigmates qui les situent en position de désavantage dans la ville. Pour Bello (2000), ce sont les réponses sociales et institutionnelles apportées aux déplacés qui conditionnent la manière dont ils vont se conduire et agir, ce qui sera reflété en termes d'identité sociale. A ce sujet, Vallejo (2006) note que les déplacés savent qu'ils sont classifiés comme tels, ce qui leur permet de faire des choix, comme par exemple, s'adapter, adopter des formes de vie qui s'ajustent ou au contraire se détacher de l'étiquette assignée. Dans la situation de déplacement temporaire, la réponse institutionnelle associée à l'assignation de l'étiquette de sinistré détermine les ressorts des relations entre les nouveaux membres de la catégorie et les gestionnaires en charge de déterminer et désigner les ayants droit à la survie, cela se cristallise au final autour d'une séparation entre ces deux groupes d'acteurs.

4.2.1.1 Relations entre les gestionnaires des aides et les PSDT

Encadré n°12. Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse « relations entre les gestionnaires des aides et les PSDT » :

En référence à notre schéma n°2, cette section analyse la sous-catégorie associée aux relations entre les gestionnaires des aides et les PSDT comme suit :



- A travers un dispositif d'aide humanitaire, les gestionnaires fixent et imposent, de manière arbitraire, les règles de la survie définies en amont par les responsables politiques, ce qui a pour effet d'organiser et stabiliser les conduites et les positions dans la situation de la survie.
- L'assignation d'une place physique et des aides matérielles s'accompagne de l'attribution d'un rôle passif associé à la dépendance accrue. L'étiquette agit ainsi en conditionnant les attentes sociales à l'égard des PSDT.
- L'assignation de l'étiquette renvoie à l'établissement d'un rapport de pouvoir entre ceux qui donnent les aides et les ayants droit qui assistent à une diminution drastique de leur pouvoir d'agir. Toutefois, une faible marge de manœuvre subsiste qui consiste à développer des actions individuelles pour réclamer et diversifier les aides pour la survie.

Nos résultats montrent que le dispositif d'aide humanitaire induit un système de dépendance dont la caractéristique principale est l'absence de choix⁷⁶, entendue en termes de la diminution drastique du pouvoir d'agir, pour la PSDT. La dépendance accrue associée à la survie profite à l'imposition de règles à partir de l'assignation des aides matérielles - accès à

⁷⁶ La notion d'absence de choix est à comprendre ici comme étant étroitement liée à une situation de diminution du pouvoir d'agir ou de *disempowerment* tel que nous l'avons défini au préalable, à savoir, une situation où le choix est déterminé par l'incapacité réelle ou perçue d'exercer son pouvoir d'agir, donc, de mobiliser les moyens de se mettre en action.

un mode de logement ainsi qu'aux aides alimentaires - et la distribution de rôles entre les acteurs, ce qui se traduit dans la pratique par une organisation d'un nouveau « quotidien d'exception » (Agier, 2008) visant à orienter et à stabiliser les conduites des sinistrés. Le dispositif, à travers l'étiquette, prescrit une symétrie entre des besoins assumés et définit les modalités de distribution qui permet à l'action institutionnelle d'acquérir une légitimité et apparente bienveillance à partir de laquelle se forme une identité institutionnelle (Zetter, 1991). L'assignation des aides matérielles se traduit concrètement par l'assignation d'une place physique accompagnée des règles d'usage des espaces et des logiques de cohabitation imposée.

La forme d'organisation orientée par les logiques institutionnelles, entre en conflit avec les logiques informelles et entraîne d'une part, une altération drastique de la quotidienneté. L'organisation de la survie ne laisse pas d'espace physique, social et temporel pour donner une continuité de la vie sociale antérieure. D'autre part, elle impose des conditions de survie caractérisées par la promiscuité, l'absence d'intimité et par la précarité extrême. Le partage imposé des espaces réduits et dépossédés de tout référent identitaire rend évidente la « nudité sociale » produite par le déplacement (Jaramillo, 2006). Il y a une absence totale de familiarité, accentuée par la fragmentation ou la rupture des projets économiques et familiaux, notamment associés à des activités en lien avec la terre. Cette rupture cède la place à l'immédiateté et l'incertitude qui dominent désormais le quotidien des déplacés autour de l'impératif de subvenir à leurs besoins au jour le jour (Pérez-Martínez, 2005).

Dans la continuité de Palacio et *al.* (2003), nous considérons que les pratiques sociales des groupes, dont l'identité facilite leur permanence et dynamique, permettent de garantir la continuité de la trame sociale, à savoir, l'intégration, le maintien des normes sociales et la cohésion sociale. L'assignation des rôles *a minima* et la recomposition des positions qui résulte des relations entre les gestionnaires des aides et les PSDT ont des impacts considérables pour les PSDT. D'une part, les rôles et les positions dans le groupe familial sont déstructurés en raison des logiques imposées par la survie, liées à la cohabitation imposée avec de nombreuses familles, ainsi que par l'absence d'espace et d'intimité qui impactent l'organisation familiale et le maintien des pratiques ordinaires. D'autre part, l'assignation d'un rôle actif, dans une minorité de cas, se limite à contribuer à la survie du groupe, bien en deçà des formes d'autogestion des ressources. Dans les faits, il s'agit d'une place subalterne subie qui ne reflète pas l'hétérogénéité sociale et les potentiels d'action. Toutefois, la règle générale est celle qui met la PSDT dans un rôle passif ou absent en raison

de sa nouvelle condition d'ayant droit. Les observations de Zetter (1991) appuient cette analyse dans le sens où il considère que l'étiquetage est un processus de désignation, car il implique des jugements et des distinctions, et surtout, un processus non-participatif. Il est possible de suggérer que cette dynamique d'assignation de rôles se traduit par une diminution drastique du pouvoir d'agir des individus étiquetés. Ce phénomène est perceptible à travers l'absence des possibilités qui sont offertes aux PSDT de mobiliser leurs propres ressources, de se mettre personnellement en action et de participer ainsi à la définition et l'organisation de leur propre survie.

L'étiquette assignée de « sinistré » fixe, implicitement, un ensemble d'attentes sociales qui sont des normes appliquées et applicables aux porteurs de l'étiquette et conditionnent dès lors la conduite des PSDT. Goffman parle des « attentes socialement standardisées » qui sont au cœur des relations. Si nous considérons que l'identité sociale est ce que l'on laisse voir dans la représentation de soi (Palacio et *al.*, 2003), il est évident que ce qui est présenté des PSDT à travers l'étiquette renvoie à une situation de dépendance. Ceci transmet une image négative défavorisant les PSDT pour toute interaction entre les groupes. Dans la pratique, cela a pour effet de reproduire socialement les caractéristiques de l'étiquette, à savoir dans le cas des PSDT, un comportement passif, de dépendance totale vis-à-vis des gestionnaires. Reiboldt (2019) montre que ce phénomène est perceptible à travers deux processus : le premier, appelé « effet de confirmation comportementale » (citant Snyder et Swann, 1978) dans lequel, une personne étiquetée est orientée par les comportements attendus dans une interaction. Le deuxième processus est appelé « effet de confirmation cognitive » (citant Darley et Gross, 1983) qui décrit une confirmation des attentes lorsqu'aucune interaction ne s'est produite entre la personne étiquetée et celle qui est à l'origine de l'étiquetage. Ainsi, sous l'effet d'une attente comportementale, la personne étiquetée devient ce qu'on a supposé et dit qu'elle était (Lacaze, 2008). Les PSDT étiquetées correspondent dans les faits, en raison des mécanismes sociaux associés à l'étiquette, à l'attitude passive et de dépendance à travers laquelle ces personnes sont représentées, identifiées et définies par les pouvoirs politiques.

L'assignation d'une étiquette institutionnelle met en lumière les ressorts des relations entre les gestionnaires et les bénéficiaires des aides. Ce premier niveau des relations entre les groupes situe les PSDT dans une position descendante à l'égard des gestionnaires des aides qui apparaissent comme dominants dans l'interaction. Il s'agit d'un rapport de pouvoir (ou domination) entre « ceux qui donnent les aides » et qui déterminent les modalités d'accès, de maintien et de sortie du dispositif ; et « ceux qui en dépendent », qui sont relégués à une

position d'un acteur *a minima*. Comme le souligne Zetter (1991), la contrepartie du stéréotype, pourrions-nous ajouter de l'étiquetage, est le contrôle, dans le sens où le stéréotype requiert un certain niveau de conformité et de fidélité, comme nous l'avons montré précédemment. L'auteur, qui étudie le cas des réfugiés chypriotes-grecs, juge que ce type de contrôle joue un rôle central dans la détermination de la signification de l'étiquette de réfugié. Il soutient que la nécessité de se conformer à un stéréotype imposé institutionnellement peut à la fois renforcer le contrôle (des personnes) et transformer une identité. En définissant le contenu de l'étiquette, les gestionnaires des aides décident des mécanismes de la survie, et dans un sens plus large, de la sur-vie-même.

Cette organisation de la survie laisse ainsi peu de latitude aux actions individuelles et collectives initiées par les PSDT et aux négociations entre les contraintes et les (faibles) opportunités qui émergent dans la survie. Pour Zetter (1991), c'est l'instrumentalisation de ces procédures, à travers la création d'un statut officiel qui favorise l'établissement d'une relation asymétrique entre pouvoir et impuissance car en renforçant les actions de désignation, l'étiquetage se traduit par conditionnalité et différenciation, inclusion et exclusion, stéréotypage et contrôle. Dans la situation de déplacement temporaire, la latitude d'action des PSDT reste assez mince et repose avant tout sur des stratégies ou actions individuelles à portée réduite dans une tentative de s'affranchir de l'hétéronomie et la dépendance totale vis-à-vis du dispositif. De manière générale, le pouvoir de « ceux qui donnent les aides » va engendrer la diminution du pouvoir d'agir de « ceux qui en dépendent » mais pas son abolition. Les travaux de Jaramillo (2006) sur le cas de réinstallation définitive des déplacés de la commune Tuluá, en Colombie, dans une *urbanización* contiennent cette logique. L'auteur montre que pour les déplacés, leur condition se transforme souvent en dispositif stratégique pour réclamer ou se confronter aux institutions. Selon Jaramillo, cette stratégie dérive dans un discours de « marginalité ou vulnérabilité spéciale » qui peut être utilisé par le déplacé pour accéder à des ressources institutionnelles, mobiliser leur capacité d'organisation collective ou se différencier d'autres déplacés ou pauvres historiques ou encore « professionnaliser » leur fonction de victimes, en sollicitant et dépendant totalement de l'aide institutionnelle. De manière générale dans la situation de déplacement, l'action collective apparaît comme une stratégie de base pour demander et reconstruire le nouveau patrimoine social, à savoir, le résultat et le processus qui inclut les biens matériels, les ressources socioculturelles et l'environnement, qui se produisent et reproduisent de manière collective et qui est traversée et retroalimentée par la recomposition identitaire et la

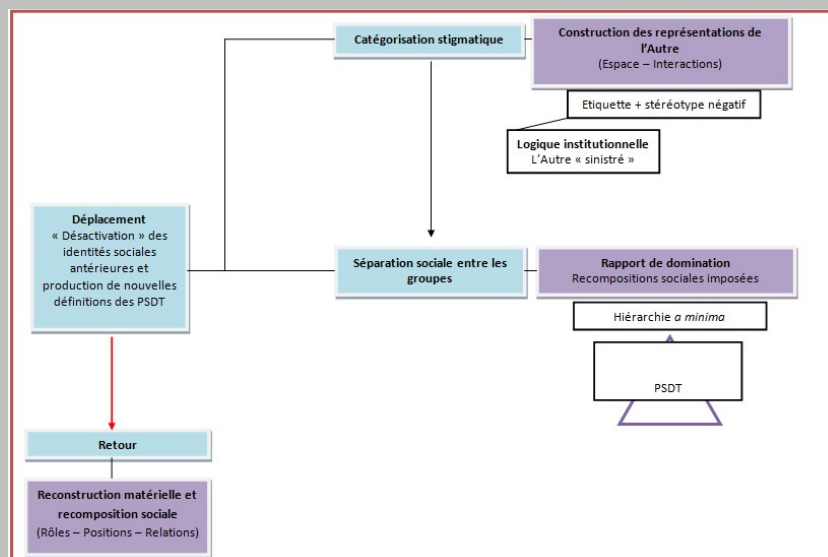
reconstruction d'un nouveau territoire (Osorio, 2001). Ces analyses contrastent toutefois avec nos résultats qui suggèrent que dans la situation de déplacement temporaire ces actions sont de portée réduite en raison de la faible capacité d'organisation et de mobilisation des PSDT dans un groupe partageant des valeurs et intérêts communs. Bien qu'elles permettent à une partie des PSDT d'accéder de manière relative à plus de ressources matérielles, elles participent à accroître la vulnérabilité de ces personnes, construite de longue date autour de processus sociaux, économiques et politiques spécifiques, en raison de la grande visibilité associée à ce type de mécanisme qui les expose davantage à d'autres formes de catégorisation défavorables.

Ce premier niveau de relations impacte de manière directe le deuxième niveau qui est celui des relations entre les personnes qui partagent l'étiquette, à savoir, la même identification à la catégorie de sinistrés.

4.2.1.2 Relations entre les PSDT

Encadré n°13. Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse « relations entre les PSDT »:

En référence à notre schéma n°2, cette section analyse la sous-catégorie associée aux relations entre les PSDT comme suit :



- Le mécanisme de nivellement ou standardisation qui découle de l'étiquette introduit une logique concurrentielle entre les PSDT pour les aides et l'espace assignés et distribués de manière très inégale entre les individus, ce qui favorise l'émergence d'un sentiment d'injustice.

- Cette situation marquée par les inégalités va se traduire en des logiques de comparaison entre les individus et les sous-groupes selon leur degré d'inclusion ou

d'exclusion dans le dispositif qui conduit à une définition de l'Autre autour d'une valorisation négative des pratiques et des conduites.

- Cette concurrence et les inégalités qu'elle engendre se traduisent soit par des situations d'entraide entre les personnes, soit par des conflits entre elles. Toutefois, c'est cette dernière situation qui prend le dessus, à mesure que les aides diminuent et que le sentiment d'injustice est exacerbé.

Nos résultats montrent que le dispositif de la survie participe à la séparation sociale entre les PSDT qui partagent l'étiquette institutionnelle qui a comme effet de ranger tous les individus dans une position homogène. L'étiquette de « sinistré » est justifiée en tant que mécanisme qui garantit un accès égal aux aides, mais qui laisse peu de latitude d'action aux PSDT non seulement vis-à-vis des gestionnaires, comme nous l'avons montré dans la section précédente, mais également vis-à-vis d'autres PSDT.

Dans la pratique, l'outil privilégié du dispositif qui est l'aide humanitaire introduit une logique concurrentielle entre les PSDT. Plus précisément, nos résultats montrent que le dispositif de la survie se caractérise par des fortes inégalités d'attribution et distribution des espaces, des aides et de rôles entre les personnes qui partagent la même catégorie, ce qui a comme effet de renforcer l'absence de choix et altérer les conceptions du quotidien et les relations au sein des espaces de la survie ; et favoriser le sentiment d'injustice. Cette tendance est également observée lorsque la population retourne dans les lieux d'expulsion et qu'elles sont insérées dans un dispositif d'aide pour la reconstruction, même si dans une minorité de cas, la perception des aides est partiellement positive.

La mise en concurrence entre les PSDT repose sur des logiques de comparaison entre les sous-groupes selon leur degré d'inclusion dans le dispositif d'aide qui vont concrètement dériver en une logique de définition de l'Autre à partir des valeurs et pratiques dominantes. Il se produit une stigmatisation mutuelle qui se traduit en conflit légitimé par la recherche, non seulement des meilleures conditions de vie, mais par la quête de reconnaissance sociale au sein de ce sous-ensemble. Dans ce sens, le rôle de la représentation sociale en tant que « structure symbolique » est central, car elle permet aux individus de donner un sens à leur réalité, déterminer les comportements et articuler les relations avec les autres (Jaramillo, 2006). La concurrence introduite par les logiques institutionnelles et les inégalités qu'elle engendre participe ainsi à l'émergence des réactions opposées, soit vers l'entraide entre sinistrés, soit de conflits entre eux, selon qu'ils perçoivent leur appartenance ou non au

groupe et selon le traitement qui est donné à leur situation venant des forces externes à eux. Toutefois, à mesure que le déplacement se prolonge et que les aides diminuent, l'entraide cède la place au sentiment d'injustice faisant des situations conflictuelles la nouvelle règle. Aussi, il est à noter que les manifestations d'entraide ne constituent pas un élément qui permette de donner une unité sociale au groupe de sinistrés et, au contraire, s'efface à mesure que les individus prennent conscience de traits culturels qui les séparent et remettent brusquement en cause quelques évidences ou certitudes identitaires (Agier, 2001). La séparation entre les PSDT est alors le résultat d'une logique de différenciation qui opère lorsque le sentiment d'inégalité et d'injustice est exacerbé, ce qui conduit les PSDT à assigner des attributs défavorables aux autres ou à exagérer les différences perçues comme défavorables. Les conflits, qui se cristallisent autour de disputes entre individus et familles, vont ainsi traduire autant le sentiment d'injustice que l'absence de liens sociaux et culturels entre les groupes qui sont contraints à cohabiter dans le même espace et partager les mêmes ressources.

Cette recherche ne permet pas d'établir les niveaux de hiérarchie entre les PSDT. Toutefois, nos résultats nous permettent de souligner la séparation entre deux groupes : le premier, majoritaire, composé des PSDT auxquelles aucun rôle n'a été attribué ou qui en raison de leur dénuement matériel et absence d'aides alternatives ne sont pas en mesure d'adosser un rôle économique ou social à l'intérieur de la survie. Le deuxième groupe, minoritaire, est à l'inverse composé des personnes ayant joué un rôle *a minima* dans cette structure émergente de la survie. Cette tendance observée durant la situation de déplacement se prolonge lorsque les anciennes PSDT retournent dans leur lieu d'origine. Les inclusions dans le dispositif d'aides de reconstruction s'accompagnent de l'émergence de nouveaux rôles ou la réactivation partielle des anciens. Toutefois, les inclusions pour les uns signifient des exclusions pour les autres en raison des inégalités et irrégularités du dispositif.

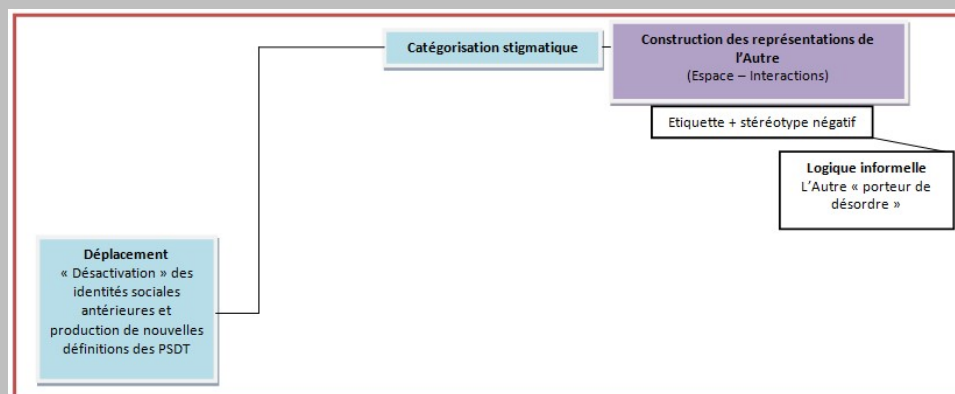
La nécessité du dispositif de la survie associée aux besoins des PSDT sert à légitimer le pouvoir de ceux qui assignent les aides : alors que ce dispositif de gestion et de contrôle de la survie est destiné à garantir un accès aux aides matérielles et à assurer la sécurité des PSDT à l'intérieur du dispositif de la survie, il contribue à accentuer les frontières sociales entre les PSDT et à réduire davantage les opportunités de reconnaissance à l'intérieur de ce sous-ensemble. La légitimité du dispositif institutionnel repose sur les mécanismes de production sociale qui vont déterminer l'expérience de la survie et des conflits entre les acteurs, et rend alors nécessaire son existence. Agier (2013) se rapproche de cette analyse dans le cas des

réfugiés, lorsqu'il constate que le dispositif humanitaire revêt « une proximité entre les fonctions d'enquête, de contrôle et de soin, les actions de police et les actes d'assistance » (p.119) et dans ce sens, il est possible de suggérer que le dispositif de la survie relève à la fois de l'assistance matérielle humanitaire et du contrôle social au sein des espaces destinés à la survie (Agier, 2008). Les gestionnaires de la survie jouent alors un rôle déterminant dans l'évolution et transformation des conflits à l'intérieur et à l'extérieur des espaces de survie et dans la séparation entre les personnes qui partagent, par imposition, une condition commune construite à partir des logiques de catégorisation à leur égard.

4.2.2 Logique informelle de catégorisation stigmatisée : étiquette du « porteur de désordre »

Encadré n°14. Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse « logique informelle de catégorisation » :

En référence à notre schéma n°2, cette section analyse la sous-catégorie associée à la logique de catégorisation informelle comme suit :



- Les PSDT arrivent dans des lieux occupés par des populations résidentes dont la caractéristique est de présenter des situations de pauvreté et de précarité. Ces lieux et leurs occupants doivent alors faire face à un accroissement de la demande d'espace et de ressources en raison de la présence des nouveaux arrivants.

- L'occupation et l'usage des lieux par les PSDT engendrent des interactions avec les résidents qui vont conduire chaque acteur à mobiliser des représentations négatives à l'égard de l'Autre. Ces représentations sont organisées autour d'un discours sur les identités sociales : elles mettent en avant l'absence de liens sociaux et culturels entre les acteurs et l'absence d'un réseau de relations sociales qui permette une continuité de la vie sociale ordinaire.

- Ces représentations se cristallisent autour d'une étiquette symbolisant l'Autre à partir de pratiques et de conduites qui sont jugées comme éloignées des pratiques valorisées par les autres acteurs. Cette étiquette prend appui sur un décalage des valeurs et des pratiques en relation avec le répertoire social et culturel dominant dans le groupe à l'origine de l'étiquette.

S'installer « chez » l'Autre

Outre l'insertion dans le dispositif d'aides pour la survie, le déplacement temporaire se caractérise par l'arrivée de la PSDT dans différents lieux habités par des populations résidentes. En raison du caractère temporaire du déplacement, les différents lieux de destination constituent des lieux de passage pour les PSDT. De ce fait, les logiques associées à leur insertion, sont différentes de celles mobilisées par les personnes déplacées du conflit interne qui décident la plupart du temps de ne pas retourner dans les lieux d'expulsion en raison de la persistance des menaces. C'est ce que notent Naranjo, Hurtado et Peralta (2003) qui estiment que souvent les déplacés internes finissent par s'installer de manière définitive dans les villes ou les lieux de destination précisément en raison de l'impossibilité de retourner dans leur territoire d'origine. Pour ces derniers, l'insertion se fait souvent de manière permanente et, outre les besoins associés à la survie, elle fait appel à des mécanismes de reconstruction du tissu social, communautaire et économique. Le déplacement temporaire quant à lui, revêt une logique « transitoire » en ce sens que les personnes transitent par les lieux de destination dans lesquels elles n'ont pas vocation à s'installer tant qu'il y a des possibilités de retour. Nos résultats rejoignent les observations de Vallejo (2006) qui considère que le déplacement renvoie à une relation transitoire du déplacé avec l'espace, car il est utilisé de manière temporaire en tant que lieu de refuge ou comme lieu de passage puisqu'il n'y a pas d'appropriation⁷⁷ symbolique qui le transformeraient en lieu de vie du déplacé. Pour l'auteur, dans cette « transitorité » l'espace peut être difficilement symboliquement et culturellement « approprié », soit parce que le déplacé change souvent de lieu de destination, soit parce qu'il ne peut pas retourner dans son lieu de résidence, ce qui fait que la notion d'espace devient alors concrète dans l'imaginaire des déplacés apprécié dans leur discours. Dans le cas du déplacement temporaire, l'espace occupé de manière transitoire constitue la règle.

En règle générale, les PSDT arrivent et s'installent dans des quartiers qui présentent des conditions de pauvreté et de marginalité dans la ville ou d'autres villages. Ces lieux, souvent proches du lieu d'expulsion, doivent alors faire face à une forte demande d'espace et/ou de ressources. Une tendance analogue concernant le choix de destination des déplacés est observée dans le cas des déplacements forcés, bien qu'ils suivent une logique d'expulsion

⁷⁷ Sur la notion « d'appropriation » associée aux territoires et aux lieux de vie, se référer au chapitre 1 « Introduction générale » dans lequel nous avons présenté une explication du sens que nous donnons à cette notion dans cette recherche.

différente ainsi qu'une dynamique et trajectoire géographique distincte à celles observée dans notre étude de cas. C'est le constat réalisé par Bello (2004) qui observe que de manière générale les populations déplacées peuvent uniquement pénétrer dans des bidonvilles, en raison de l'absence de contrôle et de régulation des terres de la part de l'Etat ainsi qu'en raison du coût faible comparativement à d'autres zones, ce qui est associé, entre autres, à l'absence de services et aux risques que connaissent ces territoires. Dans le cas du déplacement associé à la catastrophe, les raisons de l'installation des populations dans ces quartiers pauvres obéit à une logique qui est associée au coût élevé que représente le déplacement relativement aux contraintes et limitations matérielles et logistiques des nouveaux migrants au moment de quitter leur lieu de résidence, à la présence de proches ou membres de leur famille ainsi qu'aux modalités de prise en charge du dispositif humanitaire à travers la mise à disposition des refuges collectifs. Dans le cas de ces déplacements temporaires, ces refuges sont mis à disposition à proximité géographique, probablement en raison d'une part du court laps de temps entre la catastrophe et la réaction, et d'autre part de la vision des instances de gestion des catastrophes qui portent souvent la démarche de reconstruction post-catastrophe en impératif économique, social et politique.

Dans ces contextes, les PSDT doivent cohabiter et interagir avec des populations résidentes, ce qui se traduit par des transformations radicales dans l'organisation du nouveau quotidien tant pour les PSDT que pour les populations qui les accueillent. De manière générale, les PSDT sont prises en charge par le dispositif d'aides et les modalités d'hébergement collectif. Dans une partie de cas, elles bénéficient de l'entraide familiale et de la mise à disposition d'un espace au sein des logements des proches. Toutefois, l'occupation et l'usage par les PSDT des territoires d'arrivée et des espaces de placement entraînent des modifications à la fois de l'environnement physique et des relations et des interactions. La contrainte du partage de l'espace et des ressources disponibles va déterminer en grande partie le contexte dans lequel une adaptation temporaire ou définitive de tous les acteurs de la communauté peut se produire (Palacio et Mandariaga, 2006). Nos résultats indiquent également la manière dont l'installation d'un campement des PSDT à l'extérieur du village modifie la perception de l'espace physique à travers l'usage qui lui est donné par la PSDT.

Cette recherche montre que l'occupation et l'usage des lieux et les interactions nouvelles qui se créent conduisent soit à l'organisation des représentations autour de l'espace physique et des positions occupées dans l'espace social par les différents acteurs qui vont à leur tour orienter les ressorts des interactions entre les groupes ; soit à l'actualisation des

représentations historiques des lieux et de leurs occupants de manière à établir des comparaisons entre les cadres de référence sociaux et culturels respectifs, lorsque les PSDT deviennent des occupantes temporaires de ces endroits. Dans tous les cas, il s'agit de l'assignation réciproque des stéréotypes défavorables qui seront mis en avant en amont ou au cours des interactions. Dans ce contexte, sont altérées non seulement la manière dont les personnes en situation de déplacement se représentent par rapport à ces nouveaux lieux et groupes, mais également les représentations des résidents à qui est imposée la présence des nouveaux arrivants. Une remarque dans ce sens est faite par Osorio (2014) qui soutient que la migration est une situation qui produit une confrontation d'altérités affectée du fait des étiquettes entre les résidents et ceux qui arrivent.

Ces représentations permettent d'orienter les manières de comprendre et d'interpréter la nouvelle réalité de la PSDT, de marquer des distinctions et de réaffirmer les identités sociales des acteurs, mais également d'établir les positions respectives dans l'espace physique et social. La logique de partage est imposée d'une part, par les effets de l'inondation qui provoque l'arrivée massive d'individus et des familles dans les lieux de destination, d'autre part par les institutions à travers le dispositif de la survie qui établit les modalités d'organisation et de partage des lieux entre les différents acteurs. Ces représentations mettent en avant l'absence de liens sociaux, culturels et affectifs (De la Hoz et *al.*, 2019) avec les territoires et les groupes de deux manières : d'une part, il s'agit d'une dissonance avec les coutumes, pratiques et valeurs dominantes dans les territoires de destination malgré une « proximité » culturelle théorique et l'appartenance à la même zone géographique par rapport au territoire d'origine ; d'autre part, à partir de l'absence d'un réseau de relations sociales antérieures, malgré la présence, pour certains individus, des membres de leurs familles.

De l'absence des liens sociaux et culturels aux conflits entre identités

La première, est reflétée dans l'analyse de Downing et García-Downing (2009). En s'attachant à l'étude des effets psycho-sociaux-culturels des déplacements involontaires, les auteurs s'intéressent à la culture comme élément central pour comprendre l'expérience des personnes qui se déplacent. Ils la définissent comme un ensemble de constructions et de règles qui permettent de bâtir le monde, de l'interpréter et de s'adapter à lui. Les auteurs considèrent que la vie sociale est construite autour de cycles, autour d'évènements et d'actions routinières, qui permettent une certaine prévisibilité, moyennant des négociations permanentes entre les personnes et les institutions. Ils nomment ainsi la *routine culture* à

l'intérieure de laquelle les individus définissent et redéfinissent continuellement leur environnement et la place qu'ils perçoivent comme la leur dans celui-ci. Pour les auteurs, le déplacement involontaire déstabilise de manière drastique la *routine culture* en la dénuant de sens, faisant que la vie sociale devienne chaotique, incertaine et imprévisible et qu'elle cède la place à ce qu'ils appellent une *dissonante culture*, qui correspond à une réorganisation temporaire de l'espace, du temps, des relations, des normes et des constructions psychosociales et culturelles. Les auteurs analysent les cas des déplacements involontaires qui se terminent par une réinstallation définitive, mais nos résultats suggèrent que toute configuration temporelle du déplacement provoque des appréciations analogues en ce qui concerne le sentiment de détachement et de non-appartenance à la culture ou groupe d'accueil, ainsi que le besoin de réorganisation de la vie sociale dans toutes ses dimensions. Cette dernière, dans la situation de déplacement temporaire est imprégnée de nouvelles représentations ou de l'activation de représentations anciennes lorsque les résidents et les PSDT doivent interagir au sein de la même configuration spatiotemporelle, dont la configuration sociale résultante sera déterminée par la mobilisation de ces mêmes représentations.

Plus précisément, dans la situation de déplacement temporaire, l'émergence d'une *dissonant culture* fait appel à des processus d'identification et de comparaison des différences entre les acteurs. Ce processus consiste à mettre en avant des caractéristiques, qui, en dehors de la situation de déplacement, se présentent comme des facteurs de rassemblement ou de rapprochement dans une même aire géographique et culturelle, mais qui deviennent, au fur et à mesure de la présence des nouveaux arrivants, des éléments permettant aux acteurs de marquer une distance sociale accrue. Ainsi, il est possible de suggérer que la proximité géographique et culturelle théorique entre les deux groupes est dissociée de l'expérience des groupes dans la situation du déplacement, les uns en tant qu'occupants temporaires des lieux, les autres en tant que populations réceptrices et occupants historiques.

Dans la situation de déplacement, les différences sont mises en avant dans les interactions quotidiennes. On assiste à une confrontation d'identités qui peut être comprise à partir de ce que Giménez (1997) appelle des « identités en conflit ou conflit entre identités », c'est-à-dire, les conflits entre groupes qui n'impliquent pas une dispute sur l'identité mais qui supposent une dispute dans le sens où le conflit est en lui-même une reconnaissance de la part de chaque groupe de son identité et de celle de l'autre. Selon l'auteur, il y a aussi les situations de « conflit d'identités » qui désignent un conflit qui a pour origine l'existence de deux formes

d'identité, au moins, et vise à définir l'appartenance d'un ensemble d'individus à un groupe. Au contraire, dans la confrontation d'identités pendant la situation de déplacement, chaque groupe d'acteurs favorise des éléments de son répertoire culturel qui lui permettent de réaffirmer son appartenance à un groupe, mais surtout, de marquer sa non-appartenance à l'autre groupe qu'il considère comme différent. Selon Giménez (1996), l'identité revêt un caractère pluridimensionnel, ce qui veut dire qu'elle résulte de l'inscription de l'individu dans des multiples cercles d'appartenance. L'individu actualise toutes les dimensions de son identité dans le contexte approprié, mais il arrive qu'il mette en avant une seule des dimensions de manière à éclipser ou annuler toutes les autres. C'est-à-dire, que l'individu met en avant un des cercles d'appartenance. Dans la situation de déplacement qui engendre la confrontation d'identités distinctes, nous retrouvons que les PSDT mettent en avant certains traits qui représentent un mode de vie caractéristique de leur village d'origine, un des cercles d'appartenance commune, pour se représenter l'espace et ses occupants. La mise en avant de certains traits reflétant des pratiques, valeurs et coutumes s'explique aussi par la rupture drastique de la quotidienneté des PSDT dans ses aspects matériels, sociaux et symboliques. Cette rupture est accentuée en raison des discontinuités introduites par le déplacement en ce qui concerne la régularité des pratiques qui déterminaient des conditions de vie considérées comme stables et qui donnent aux individus la capacité de prédire et de transformer leur propre vie dans toutes ses dimensions, individuelles, familiales et communautaires (Bello, 2004). Toutefois, la mise en avant de certains traits de son identité sociale, n'exclut pas la confrontation ou le conflit entre identités qui aura pour effet une confusion de « l'être social », car l'image que la personne déplacée a d'elle-même est en décalage avec celle de la société d'accueil qui a tendance à les marginaliser (García, 1999, cité dans Martínez-González, 2016).

Dans ce contexte vécu à partir de l'absence de liens sociaux et culturels avec les territoires d'arrivée, les PSDT sont tout de même amenées à établir des interactions avec les résidents à différents degrés et à fréquences variées, imposées notamment par les besoins de la survie. En règle générale, les PSDT restent dans le cercle familial ou intime lorsque cela leur est possible, mais la configuration spatiale des territoires d'arrivée et des espaces de placement conduit à l'émergence d'une nouvelle forme de vie sociale en dehors de ces lieux. Selon Martínez-González (2016), l'arrivée des déplacés dans les nouveaux lieux suppose l'intégration, ou du moins l'insertion, dans un nouvel ensemble social, ce qui implique à la fois, le contact avec de nouveaux référentiels culturels et des interactions sociales et avec

cela, le besoin de reconstituer une forme de vie et une identité sociale. Cette situation va de pair avec le bouleversement de son identité antérieure en raison de la perte de contact avec son territoire d'origine, ses voisins et ses coutumes. Cette idée est renforcée par les observations de Chávez et Falla (2005), qui soutiennent que l'expérience d'arrivée des déplacés s'avère extrêmement difficile en raison des différences de coutumes et de pratiques avec la ville ou les territoires de destination. Cette remarque rejoint nos observations concernant les cercles d'appartenance mis en avant par les PSDT lorsqu'elles se retrouvent confrontées aux identités d'autres groupes. Chávez et Falla (2005) poursuivent leur propos en suggérant que l'arrivée des déplacés dans les lieux de réception représente un « choc de valeurs » en raison de l'altération d'un style, d'une condition et d'un mode de vie qui s'accompagne d'une rupture d'un grand nombre de codes construits historiquement autour de leurs projets de vie individuels et collectifs. Cette situation est observée parmi les personnes en situation de déplacement temporaire qui avaient la ville pour destination, mais également parmi celles qui se sont insérées dans des territoires partageant des caractéristiques propres à la ruralité ou semi-ruralité proches à celles du village d'origine. Ce qui suggère que le « choc » en question met en jeu des éléments d'appartenance au territoire mais également des éléments d'appartenance spécifiques aux groupes et sous-groupes fragmentés en raison du déplacement et sans lesquels les individus perdent, temporairement, la reconnaissance sociale.

De la rupture du tissu relationnel à la présence d'un réseau restreint

Giménez (1996) suggère que l'émergence de l'identité présuppose une continuité des relations sociales dans la vie d'un individu, à savoir, un monde commun que l'individu partage non seulement avec ses interlocuteurs proches de son réseau de sociabilité quotidienne mais également avec d'autres individus, inconnus, anonymes ou plus éloignés. Si l'on prend en compte le type de relation dominant dans le discours autour de la vie sociale avant le déplacement, celle-ci se compose de toutes sortes d'interactions quotidiennes en raison des logiques d'organisation communautaires. Plus précisément, dans leur village d'origine, la vie sociale caractéristique des PSDT met l'accent sur l'importance des relations de voisinage et des interactions quotidiennes pour l'entraide et la construction et maintien du tissu social. Les analyses de Bello (2004) corroborent cette tendance lorsque l'auteur explique que les personnes en situation de déplacement proviennent la plupart du temps des zones rurales, en raison de la dynamique du conflit armé. Les relations antérieures au déplacement se caractérisent par des liens étroits entre les membres de la communauté en

raison de la dynamique relationnelle qui fait que les voisins sont également des membres de la famille. Ainsi, toutes les personnes se connaissent, ce qui facilite les relations de confiance et la solidarité, tout comme l'existence d'une identité sociale car chacun est reconnu par les autres – à partir des rôles et caractéristiques attribuées – et d'une identité personnelle car il se distingue des autres et sait ce que les autres attendent de lui. Cette capacité à préserver son identité dans le temps permet, selon Bello, une prévisibilité de l'action. L'auteure suggère que les communautés antérieures au déplacement sont construites autour de codes de communication et d'échange qui reflètent les formes de solidarités et de conflits, et qui donnent un sentiment d'appartenance partagé autour de ces codes. Le déplacement rompt ce tissu relationnel particulier ce qui se traduit par la transformation des référentiels sociaux – les rôles, les normes de conduite, les croyances, les coutumes, les habitudes – et par la perte de leurs figures d'identification et affectives – voisins, amis, famille, leaders (*Ibid.*). Cette rupture se traduit également par le surgissement de nouvelles formes d'interactions qui vont mettre en lumière les différences sociales et culturelles des groupes. Dans ce sens, les travaux de Chávez et Falla (2005), que nous avons cité précédemment, font état de conclusions similaires. Les auteures ont trouvé que les personnes déplacées, lorsqu'elles se retrouvent dans les nouveaux lieux d'installation, entreprennent une recherche subjective des référentiels, anciens et nouveaux, à travers les lieux de culte et leurs leaders religieux, ainsi que les voisins, par exemple. Toutefois, dans le cas des PSDT, cette recherche des référentiels est déterminée par deux éléments : la durée réduite de ce déplacement, comparativement aux déplacements de plus long terme, qui prive les individus d'opportunités d'appropriation des lieux et des territoires ; ainsi que par la limitation des capacités d'organisation des sinistrés autour de causes ou valeurs communes, par les différentes forces sociales et institutionnelles en jeu. Ainsi, non seulement la continuité des relations sociales est interrompue par les logiques du déplacement, mais les nouvelles interactions sont déterminées par l'issue des conflits entre identités autour des valeurs et pratiques dominantes des groupes d'acteurs.

Dans la continuité de cette idée et en relation avec les représentations autour des liens sociaux, dans la situation de déplacement, le réseau des relations sociales apparaît comme un élément influençant le choix du lieu de destination des PSDT, en particulier, autour de la présence ou de l'absence d'autres membres de la famille dans les différents lieux ou de

voisins des mêmes quartiers⁷⁸. Ce choix détermine non seulement les conditions matérielles de survie des PSDT, mais également les représentations de l'Autre à partir des lieux occupés. Chávez et Falla (2004) définissent le réseau comme des « formes d'interactions sociales basées sur des échanges dynamiques entre acteurs, que cela soit des personnes, groupes ou institutions » (p.176) qui servent de support à la formation et au maintien du tissu social. De cette manière, il n'est pas un système figé mais ouvert aux changements, et de ce fait il est en perpétuel devenir. Une caractéristique soulignée par les auteurs, en dialogue avec Henao (1998), consiste à penser le réseau social comme la manière dont un groupe d'individus établit des relations diverses orientées par des liens communs, qui peuvent être d'ordre affectif, économique, politique ou culturel, dont le tissu social constitue les interactions quotidiennes. Selon Henao (cité par Chávez et Falla, 2004), le tissu social peut être conçu comme une chaîne de réseaux sociaux de trois types : les réseaux de sociabilité, composés par les relations de voisinage, les relations d'amitié ou de parenté ; les réseaux de communication intégrée composés par les relations qui rendent possible l'interaction et le dialogue ; et les réseaux de transaction, associés à la mobilisation de ressources pour la négociation, la résolution des conflits et le recours à des intermédiaires. Dans ce sens, le réseau peut être envisagé comme un élément central dans l'orientation des procédures d'assignation et de valorisation des caractéristiques communes avec les autres membres du groupe, et donc, à partir du partage et de l'appropriation des éléments symboliques et culturels. A partir de ces éléments, il est possible de suggérer que les PSDT arrivent dans les lieux de destination suivant les limites de leur réseau de sociabilité à travers la présence de membres de la famille, ou dans certains cas des amis ou autres voisins qui les accueillent. Toutefois, dans le cadre de cette recherche, la présence d'un tel réseau ne se traduit pas en reconstruction du tissu social qui permettrait une meilleure intégration au sein de la communauté d'arrivée ou des meilleures opportunités dans les marchés économiques disponibles, mais apparaissent uniquement en tant que réseaux de soutien à la subsistance matérielle associée à la survie (De la Hoz et *al.*, 2019), ce qui peut s'expliquer par la rupture du tissu social plus large au moment du déplacement, ainsi que par l'émergence des conflits entre les acteurs, comme nous le montrerons dans la section suivante.

⁷⁸ L'objectif de cette recherche n'était pas d'interroger les origines du réseau des PSDT et de ce fait nous avons pris en compte la présence ou absence d'un réseau comme un élément à partir duquel les individus expliquent une partie de leur expérience de déplacement.

L'étiquetage comme manière de préserver l'identité

De manière générale, nos résultats montrent que, dans la situation de déplacement temporaire, les interactions entre les résidents et les PSDT se déroulent autour de l'assignation d'une étiquette informelle qui définit une figure représentant des conduites jugées contraires ou éloignées de celles qui sont valorisées par les individus à l'origine de l'étiquette. Dans la situation de déplacement temporaire, l'attribution de l'étiquette est alors guidée par le répertoire culturel et social des individus, celui-ci étant mobilisé et mis en avant au cours des interactions entre les acteurs. Nous retrouvons ici l'idée défendue par Hall (2010) qui soutient que tout ce qui est dit ou exprimé est toujours associé à un contexte déterminé, soit, à un lieu et à un moment donnés, à une histoire et à une culture spécifiques. Il parle « d'identité culturelle » qui reflète les expériences historiques communes et les codes culturels partagés qui nous définissent en tant que « peuple », il parle de cadres de référence et de significations stables et continues, bien qu'il puisse exister des points de différences profondes et significatives qui constituent ce que nous sommes réellement ou ce que nous sommes devenus sous l'influence de l'histoire. C'est alors la confrontation de bagages ou répertoires identitaires distincts constitutifs des identités sociales qui engendre la construction d'une catégorie stigmatisée.

Dans notre recherche, les individus procèdent à la construction des versions hypothétiques de l'Autre bâties autour de représentations stéréotypées qui diffèrent de la manière dont les personnes étiquetées se racontent et s'identifient par rapport à leur groupe d'origine et par rapport à l'Autre. Cette idée est appuyée par le constat fait par Jaramillo (2006) selon lequel les personnes déplacées doivent faire face à une insertion chargée de stéréotypes en provenance des communautés réceptrices qui excluent et stigmatisent facilement les déplacés en raison de leur condition « d'étranger » ou de « suspect ». Dans ce sens, la question de la visibilité des PSDT est déterminante dans la manière dont sont bâties les représentations stéréotypées à leur égard. Selon Goffman (1975), « ce qui se relève de l'identité sociale d'un individu à chaque moment de sa ronde journalière et aux yeux de tous ceux qu'il y rencontre ne peut manquer d'être pour lui d'une grande importance. L'information quotidiennement disponible sur soi-même est la seule base de départ possible lorsqu'il s'agit de décider quelle tactique adopter à l'égard de son stigmaté, quel qu'il soit » (p. 64-65). Lorsque la PSDT est visible aux yeux de l'Autre, elle l'est sous le seul angle de sa grande vulnérabilité et des conditions de précarité associées à la survie, sans possibilité de donner un autre accès aux éléments biographiques et culturels, alors la manière de le définir ne pourra être construite

que sur cette base. Le comportement socialement attendu du sinistré, discret, passif, voire soumis, ne correspond pas à ce qui est montré par les PSDT lors des interactions quotidiennes ou par sa simple présence visible dans les lieux de destination. Toutefois, il faut considérer que cette recherche n'avait pas pour objectif de questionner l'expérience des résidents. Pour cette raison, nos résultats sont orientés à l'interprétation des représentations construites par les résidents, uniquement présentes dans les récits qui concernent l'expérience des PSDT.

Le cas du déplacement vers la ville renvoie à une logique inversée d'attribution de l'étiquette, ce qui veut dire que c'est la présence des résidents et les interactions avec les PSDT engendrées par la situation de déplacement qui orientent la mobilisation des représentations stéréotypées à l'égard du premier, considéré comme une menace sur les identités sociales en raison d'une prédominance supposée des valeurs et pratiques dévalorisées par les acteurs à l'origine de l'étiquette. Dans une recherche menée par Jaramillo (2006) sur les dynamiques et implications sociales de deux processus de réinstallation des familles déplacées de Tuluá dans des *urbanizaciones* de la ville, un temporaire et un définitif dont nous avons précédemment présenté certains résultats, l'auteur montre l'émergence des représentations sociales qui vont déterminer les ressorts des relations et des conflits entre différents acteurs. Les différentes représentations sont construites entre les personnes partageant la même vulnérabilité, c'est-à-dire, les déplacés, face au processus de réinstallation, ainsi qu'entre les déplacés et les pauvres historiques, ces derniers étant stigmatisés et évités en raison de leur provenance et styles de vie « douteux » associés au danger et aux vices. Les résultats de ces analyses s'accordent sur les défis auxquels sont soumises les populations rurales qui se retrouvent insérées dans les logiques de la ville, qui constituent souvent des changements « brutaux » en raison de coutumes et modes de vie radicalement différents et qui se traduisent par des sentiments d'insécurité, d'inquiétude ou de danger dans la nouvelle quotidienneté urbaine. Perception analogue à celle que nous venons de présenter, et qui résulte de la manière dont les sinistrés vont appréhender et se positionner dans le nouvel environnement de la ville, et qui va rendre compte des représentations sociales qui vont se construire au contact de l'Autre.

Cette logique de catégorisation stigmatisée est une manière d'affirmer ou de préserver les identités sociales des acteurs dans la situation imposée de cohabitation et de partage de ressources et des espaces disponibles. L'Autre est perçu comme une menace, non seulement envers un ordre objectivement établi, mais également et surtout, envers l'agencement et l'établissement des éléments culturels et symboliques dans un cadre de référence identitaire qui permet aux acteurs de se construire et se reconstruire autour des valeurs, normes et codes

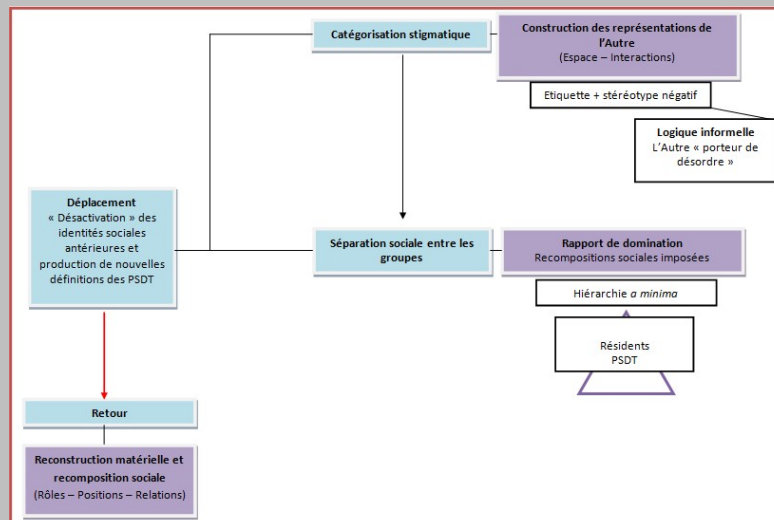
socialement acceptés. Ces résultats vont dans le sens des analyses d'Elias (2003) sur les relations entre « étrangers » et « établis » au sein d'une petite communauté appelée Winston Parva. Selon l'auteur, la stigmatisation et l'exclusion font partie des instruments très puissants que possèdent les groupes établis pour préserver leur identité, affirmer leur supériorité et maintenir les autres à la place qui leur a été assignée. Les concepts effectivement utilisés par les groupes établis, comme un moyen de stigmatisation, varient selon les traits sociaux et les traditions des groupes affectés, qui n'ont pas de sens en dehors du contexte particulier dans lequel ils sont utilisés. Dans l'étude menée par Elias, les expressions utilisées pour définir les étrangers symbolisent le fait que le membre du groupe étranger n'est pas à la hauteur des normes du groupe supérieur, et selon ces mêmes normes il est considéré comme étant anémique. Ainsi, les résidents ne sont pas objectivement supérieurs aux PSDT, mais les représentations défavorables associées à la présence des dernières reflètent le fait que leurs valeurs s'écartent de ce qui est socialement et culturellement valorisé par les premiers.

En résumé, le déplacement temporaire induit un changement drastique dans les contextes significatifs, famille et communauté (Bello, 2000), ce qui implique non seulement l'altération objective de la quotidienneté mais également une réorganisation des repères subjectifs à mesure que des nouvelles interactions et relations émergent. Bello suggère que le déplacement introduit pour les déplacés une rupture temporaire de la manière de se raconter en tant que « nous » en même temps qu'il impose la construction d'un nouveau récit de soi qui n'est pas nécessairement en cohérence avec les récits construits par les autres. Dans ce sens, pour l'auteure, le déplacement induit la présence de versions de soi et de « nous » distinctes et contradictoires, de celles que construisent les autres, nouveaux voisins, fonctionnaires institutionnels et même les membres de la famille, selon la perception qu'ils ont du phénomène ou des informations qu'ils reçoivent. Dans cette recherche, la présence de ces versions nouvelles et contradictoires, se situant souvent dans des contextes nouveaux et moins familiers, introduites par la logique informelle d'étiquetage, se traduit par une séparation sociale entre les résidents et PSDT.

4.2.2.1 Relations entre les résidents et les PSDT

Encadré n°15. Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la sous-catégorie d'analyse « relations entre les résidents et les PSDT » :

En référence à notre schéma n°2, cette section analyse la sous-catégorie associée aux relations entre les résidents et les PSDT comme suit :



▪ L'arrivée massive des populations des PSDT constitue pour les populations résidentes un « fardeau démographique » lié aux contraintes matérielles, économiques et sociales des lieux de destination pour accueillir ces populations.

▪ De manière générale, cette arrivée des PSDT se traduit par une forme de solidarité qui cède la place aux tensions et conflits entre les résidents et les PSDT lorsque la présence des dernières se prolonge. Ces tensions concernent notamment l'occupation et l'usage des espaces physiques accentués par le sentiment de distance culturelle et sociale entre les acteurs. Cette situation se traduit par une séparation sociale entre les groupes, qui se cristallise autour de la mise à l'écart ou du retrait physique et social des PSDT des espaces de compétition réelle ou virtuelle.

▪ Les relations entre les PSDT et les résidents sont marquées par un pouvoir des derniers en raison de leur condition d'occupants historiques des lieux. Le pouvoir est toutefois tributaire de la mobilisation des stratégies de stigmatisation traduites par l'assignation d'une étiquette. Cette logique détermine partiellement les dynamiques d'itinérance et les décisions de retour anticipé pour une partie de la population des PSDT.

Une conséquence des processus de catégorisation stigmatisante et des logiques inhérentes à la survie est une visibilité plus grande des PSDT dans les lieux de destination. Dans une minorité des cas, les PSDT choisissent de se retirer des espaces physiques et sociaux considérés comme menaçants sur le plan des valeurs et des coutumes, et dans un sens large, des identités. Toutefois, ces retraits se traduisent pour la plupart par un changement ultérieur de lieu de déplacement qui, en règle générale donne lieu à une plus forte visibilité. Dans tous

les cas, l'arrivée des PSDT introduit une altération des modes d'organisation matérielle et sociale dans les lieux de destination. Bien que les PSDT soient prises en charge par le dispositif d'aides humanitaires qui inclut la mise à disposition des refuges spécifiques, le déplacement associé à la catastrophe se traduit par l'arrivée massive de populations entières dans les mêmes zones géographiques, souvent caractérisées par des situations de pauvreté et disposant des très faibles possibilités d'accueil, comme nous l'avons présenté précédemment. Ce « fardeau démographique » participe à une modification des dynamiques spatiales et sociales dans les lieux d'arrivée. Chávez et Falla (2005) soutiennent cette idée en soulignant que le processus engendré par l'insertion des personnes déplacées provoque une recomposition démographique qui se traduit par une altération de la dynamique urbaine. Ainsi, les nouveaux déplacés augmentent la demande en services sociaux, tels que le logement, l'éducation et la santé, dans des zones où ces services ne sont pas forcément assurés par l'Etat ou existent de manière très limitée. Dans leurs travaux sur les déplacements dans les villes, Ocampo et *al.* (2015) observent que même lorsque ces personnes trouvent un lieu d'arrivée, leur survie n'est pas pour autant assurée en raison des conditions de précarité qui les entourent dans ces endroits périphériques des villes, mais également d'autres zones concernées par l'arrivée des déplacés. Un constat similaire est dressé par Uribe (2000) qui souligne la complexité des univers urbains en particulier pour les nouveaux déplacés qui doivent affronter de nouvelles manières d'habiter, de circuler et d'utiliser ou de produire des ressources pour leur survie. Cette situation rend l'insertion des personnes déplacées dans ces lieux plus complexe encore. Dans ce type de contexte, les PSDT sont soumises aux contraintes de la vie sociale dans les lieux d'accueil, souvent étrangères aux individus, et doivent malgré tout cohabiter avec des populations vivant en situation de précarité souvent extrême, comme nous l'avons observé tant dans le scénario de la ville que dans celui du monde rural.

Nos résultats montrent que, dans un premier temps, la présence, voire l'omniprésence des PSDT dans les lieux de destination provoque un élan de solidarité de la part des résidents. A ce moment-là, la présence des PSDT n'est pas perçue comme une menace envers l'ordre spatial et social. Toutefois, nous avons montré que la visibilité inhérente aux logiques de déplacement et au dispositif humanitaire dans lequel ces personnes sont insérées, associée entre autres aux logiques d'étiquetage institutionnel, se traduit par un usage plus marqué des

lieux en dehors du refuge et s'accompagne ainsi des interactions entre les différents acteurs⁷⁹. A mesure que les interactions s'accroissent, la PSDT et le résident procèdent à une catégorisation stigmatisante réciproque qui permet à chaque groupe de marquer sa distinction dans une quête de la sauvegarde de ses valeurs et pratiques qui définissent son identité sociale. Cette remarque rejoint celle de Centlivres et Centlivres-Demont (1988) qui suggèrent que, en principe, les relations entre les arrivants et les hôtes n'impliquent pas nécessairement une infériorité ou une relation de dépendance, mais que cela devient évident lorsque la situation perdure, qui transforme la relation « honorable » - de solidarité – du départ en une relation asymétrique. Naranjo (2001) note à ce sujet que les relations entre les déplacés et les pauvres historiques sont marquées par la dichotomie oscillant entre des sentiments de solidarité, voire, de pitié, et le rejet et la réprobation. Ainsi, la solidarité peut se manifester au quotidien avec des aides pour la nourriture ou des vêtements, ou en leur proposant un hébergement, mais les problèmes entre les déplacés et les résidents commencent lorsque les premiers s'installent durablement, au-delà d'un temps que les seconds estimaient raisonnable. Toutefois, selon Naranjo, ce terrain de conflit potentiel peut basculer au terrain de négociation lorsque les résidents se rendent compte que la présence des déplacés permet un afflux massif d'aides dont ils peuvent éventuellement bénéficier dans une logique gagnant-gagnant. Ce dernier point contraste cependant avec nos résultats qui suggèrent que le résident ne bénéficie pas des avantages relatifs au dispositif institutionnel d'aides. La présence physique des PSDT, y compris dans un temps que l'on peut qualifier de la survie, provoque au contraire des tensions autour des ressources disponibles et leur utilisation, notamment autour de l'usage des espaces physiques qui constituent les espaces de refuge pour les PSDT. Le résident par la contrainte qu'il subit de partager avec les PSDT des espaces et des ressources déjà limitées, les perçoit alors comme une menace ou comme une charge, dans des lieux caractérisés par des luttes symboliques pour l'occupation physique et sociale de l'espace, souvent informelle. Pour sa part, Osorio (2014) estime que bien que les personnes déplacées par une catastrophe puissent bénéficier plus facilement de la solidarité pendant les premiers moments, ces personnes deviennent une charge, ce qui les expose à des signalements en tant que pauvres inactifs et dépendants, et dénués d'initiative pour résoudre leurs problèmes. Elles sont facilement perçues en tant que victimes de la mauvaise chance et du hasard, même si

⁷⁹ Dans le chapitre 3 « Résultats de la recherche » nous avons précisé que les représentations attribuées aux résidents sont issues des récits des enquêtés en relation avec l'expérience des interactions vécues par ces derniers et elles ne procèdent pas directement des résidents eux-mêmes. Cela s'explique par le fait que cette recherche concernait exclusivement les PSDT, mais en raison de l'importance portée à ce type de propos dans les discours des enquêtés, nous les avons considérées comme centrales dans l'expérience des PSDT.

leur reconnaissance est moins négative que celle des victimes du conflit armé. Bien que dans la situation de la survie la catégorie stigmatisée de sinistré puisse sembler avantageuse pour recevoir des aides, historiquement reniées aux populations résidentes et aux mêmes sinistrés en dehors de la situation de déplacement, dans les faits, le dispositif de la survie oblige les sinistrés à repenser des stratégies de survie à l'extérieur du dispositif, ce qui implique pour eux, des interactions, négociations, transactions possibles qui les situent au sein des espaces de concurrence réelle ou virtuelle avec les résidents.

Alors que le dispositif humanitaire garantit aux PSDT une égalité « théorique » aux droits de la survie, les procédures institutionnelles ne favorisent pas une égalité juridique, c'est-à-dire, d'attribution des droits égaux aux établis et aux *outsiders* et d'une égalité sociale qui suppose la reconnaissance de l'appartenance des *outsiders* au même groupe que celui des établis » (Rea et Tripier, 2008, p. 63) ou inversement. Exprimé autrement, le dispositif humanitaire efface provisoirement l'égalité entre les résidents, considérés eux alors en tant que citoyens, bien que marginalisés historiquement, et les PSDT, considérées désormais en tant qu'ayants droit des aides de la survie. Cela nous renvoie à porter également le regard sur les conditions de vie extrêmement précaires des populations résidentes, pour qui l'arrivée de milliers de personnes, davantage appauvries par l'inondation, constitue une concurrence et une charge virtuelles ou réelles. Il est ainsi possible de suggérer que la situation de déplacement accentue les inégalités entre les deux groupes - les PSDT qui reçoivent des aides au nom de la survie, et les résidents qui sont exclus de ces aides mais qui sont contraints de cohabiter et de partager les mêmes espaces physiques avec ces populations.

Dans ces espaces de concurrence réelle ou virtuelle, les résidents occupent tout de même une position dominante en vertu de leur condition d'occupants historiques des lieux. Ce pouvoir se matérialise par des rapports de force pour sauvegarder un ordre social et culturel et/ou récupérer les espaces occupés par les sinistrés qui engendrent une séparation entre les deux groupes de deux manières :

- La première, qui concerne la PSDT, répond à deux logiques : une logique de retrait en amont, soit, en marquant une distance physique par l'évitement de contact avec le résident ; une logique en aval, en se différenciant et en se distanciant explicitement du résident à partir d'une appréciation négative, voire disqualifiante, sur l'échelle des valeurs de la PSDT et de son groupe. Dans les deux cas, les interactions entre la PSDT et le résident sont volontairement interrompues. Ce retrait choisi ou subi impacte la survie en privant le sinistré

des « informations salutaires que pourraient lui renvoyer les rapports sociaux quotidiens » (Goffman, 1975, p. 24), et qui pourraient leur permettre une éventuelle intégration à un groupe ou lui permettre d'améliorer ses conditions de vie. Ces logiques correspondent aux observations de Gunnar (2009), qui considère que la stigmatisation peut mener, soit à l'exclusion d'une relation avec les autres soit à des opportunités de deux manières : dans le premier cas, les autres groupes peuvent rejeter ou dévaloriser la personne étiquetée, dans le deuxième cas, l'étiquetage peut mener à un retrait social par anticipation du rejet ou par dévalorisation. Dans les deux cas, la menace perçue ou calculée d'une perte ou dégradation identitaires conduit à une suspension des interactions entre les groupes, ce qui revient soit, à renoncer à toute possibilité d'établir de nouvelles interactions, et dans ce cas cela peut avoir un effet négatif en termes de survie en raison des informations en provenance des résidents ou d'autres personnes pouvant bénéficier potentiellement à la PSDT ; soit, par un nouveau déplacement dans l'objectif de se rapprocher de son groupe et dans ce sens, d'une proximité sociale et culturelle, mais qui comporte un risque de dégradation des conditions matérielles associés à la situation de la survie.

- La deuxième, concerne la mise à l'écart des PSDT par le résident. Ici, les logiques qui interviennent dans la construction de la figure du sinistré en tant que catégorie stigmatisée expose la PSDT à une plus grande visibilité vis-à-vis du non-sinistré et devient à ce titre vulnérable aux attitudes de rejet. Les travaux d'Osorio (2001) appuient cette idée. L'auteure montre, à partir de l'analyse de trois expériences de déplacement et de réinstallation dans des zones différentes, l'importance des relations entre étrangers et résidents pour restructurer le tissu social de tous les habitants. Elle met notamment en évidence les réactions, tensions et conflits présents au cours du processus, allant de l'appropriation forcée des lieux de réinstallation, aux menaces de la part des groupes armés, en passant par le rejet des déplacés de la part des autorités locales. Ainsi, la peur des résidents d'être contaminés par cette violence et par la mise en concurrence qu'évoque la présence des déplacés symbolise un terrain de conflits et d'exclusions. Cette logique est proche des processus d'exclusion dans le sens qui lui est donné par de Sousa Santos (2010), qui considère celle-ci comme un processus historique au travers duquel une culture donnée, à travers un discours de vérité en créant une interdiction, rejette certains groupes, conduites ou secteurs. C'est la culture du groupe qui va déterminer les limites au-delà desquelles il y a transgression. Pour cet auteur, l'exclusion présuppose un système de hiérarchie dominé par le principe même de l'exclusion, selon lequel on appartient au groupe par la façon dont on en est exclu. Ainsi, celui qui est « en

bas » est « dehors ». Dans le cas qui nous concerne, les résidents occupent une position établie qui leur permet de jouir d'un pouvoir sur l'espace et les ressources liées à cet espace. Le pouvoir des résidents à l'égard du groupe des PSDT est alors tributaire de la mobilisation des stratégies de stigmatisation et de mise à l'écart des PSDT par les résidents, qui se considèrent comme légitimes (Jaramillo, 2006) de part leur occupation historique des lieux à travers l'appropriation formelle ou informelle des ressources et des espaces économiques et sociaux disponibles. La stigmatisation intrinsèque à la construction de la catégorie de l'Autre se traduit par une discrimination à l'égard de la PSDT cristallisée par son exclusion du groupe. Cette affirmation rejoint les propos d'Elias cités par Rea et Triper (2008) selon lesquels « la discrimination ne se fonde pas sur les propriétés des membres des groupes en présence, mais sur le lien d'opposition entre les deux groupes » (p. 63). Dans le cas de cette recherche, les interactions entre résidents et PSDT participent à la définition des cadres d'identification de l'Autre, qui s'avèrent défavorables, notamment à l'égard de la PSDT, qualifiée par des stéréotypes associés à l'anomie et à la déviance. Elias (2003) suggère qu'un groupe ne peut effectivement en stigmatiser un autre que s'il se trouve bien installé dans une position de pouvoir à laquelle l'autre groupe n'a pas accès. Selon lui, les thèmes associés aux tensions et conflits entre les établis et les étrangers sont multiples, mais toutefois, il considère qu'essentiellement il s'agit toujours de luttes en termes d'équilibres de pouvoir. En ce sens, les groupes « d'étrangers » exercent une pression ouverte ou tactique pour diminuer les différentiels de pouvoir qui les maintient dans une position diminuée, tandis que les groupes d'établis exercent une pression pour préserver ou augmenter ces différentiels, à la manière des résidents qui mobilisent des stratégies afin de faire valoir leur droits en tant qu'occupants historiques lorsque le déplacement se prolonge au-delà d'un temps considéré comme acceptable vis-à-vis des luttes réelles ou symboliques des PSDT au nom de leur propre survie.

Finalement, nous noterons un dernier point concernant les relations entre les résidents et les PSDT. Bien que cette recherche n'ait pas été menée dans l'objectif d'analyser les trajectoires géographiques des PSDT ou encore le processus de retour, nos résultats suggèrent, que l'itinérance observée dans ce déplacement et le retour anticipé de la population dans les lieux d'expulsion ne résultent pas de la seule précarité matérielle qui caractérise la situation des PSDT mais également des logiques de catégorisation stigmatique à leur égard qui se traduisent en conflits avec les résidents et les autres acteurs. Ces observations contrastent avec les postulats qui s'attachent à étudier la migration et les déplacements sur la base des

contraintes ou des opportunités des migrants en centrant leur attention sur les aspects matériels ou les facteurs économique qui détermineraient les stratégies de destination et de placement, c'est à dire, la manière dont les individus vont occuper et s'installer dans un lieu donné. Si bien qu'il soit important de souligner ces aspects comme des éléments clés du choix des lieux de destination des migrants, ils ne peuvent pas être isolés d'autres facteurs, notamment relatifs aux interactions et relations entre les acteurs qui partagent les nouveaux espaces physiques et sociaux, en dehors d'un réseau de sociabilité comme nous l'avons montré dans les paragraphes précédents. Ainsi, nous affirmons que les changements successifs des territoires de destination répondent également à des logiques sociales, plus précisément, associées à la recherche d'une proximité sociale et culturelle avec le référentiel de son groupe d'origine ou en anticipation ou en réponse à la mise à l'écart social vécue dans les lieux de destination. Le cas du choix d'installation ultérieure d'une partie des PSDT dans un campement informel illustre cette logique qui est associée directement à la présence d'autres membres de la communauté permettant un rapprochement social et culturel.

En relation avec le choix du retour de la population, il est important de préciser que ce sont davantage les aspects matériels, associés aux conditions d'extrême précarité de la survie, qui ont été déterminants. Cette remarque rejoint les analyses classiques sur les déplacements associés aux catastrophes qui postulent que ce type de migration se termine le plus souvent par un retour des populations afin de reconstruire les lieux affectés par l'événement extrême (Kälin, 2008 ; Warner, 2010). Il est à noter que le niveau de destruction ou la possibilité de reconstruction des logements dans les lieux d'origine sont présentés comme des éléments décisifs mais pas exclusifs dans le choix du retour, car même dans les cas où l'on observe la perte totale des habitations, les individus décident d'un retour. Dans le cas où les individus retournent malgré la destruction de leur logement, on observe une installation auprès des voisins, d'autres membres de la famille ou dans des nouveaux refuges temporaires bâtis au cœur même du lieu d'expulsion. Ce qui suggère que d'autres facteurs, sociaux, symboliques et culturels sont déterminants dans le choix de retourner, cela est, le fait de reconstruire un sens d'appartenance avec son lieu d'attachement. Ceci contraste toutefois avec les résultats d'une recherche menée par Landry, Bin, Hindsley, Whitehead et Wilson (2007) sur le choix de retour des déplacés après le passage de Katrina, dans la Nouvelle-Orléans. Les chercheurs avaient fait l'hypothèse que le *sense of place* serait plus fort chez les personnes nées dans les lieux de la catastrophe et que de ce fait, les possibilités de retour seraient plus importantes. Leurs résultats montrent une tendance opposée : les personnes nées dans les lieux ont été

moins enclines à retourner que les autres. Ils font l'hypothèse que ce comportement peut être attribué au niveau de traumatisme subi qui serait plus grand chez ces personnes, ce qui diminuerait les volontés de retour. Pour leur part, toujours dans le cas des retournés de la Nouvelle-Orléans, Fussell, Sastry et Van Landingham (2010) montrent que les dommages aux logements ont été le principal facteur ralentissant le retour des résidents déplacés, en particulier parmi les résidents noirs et ceux qui présentaient un statut socio-économique défavorisé. Les auteurs expliquent cette tendance en raison de la présence des logements anciens dans des zones où l'inondation était généralisée ce qui peut expliquer un niveau de destruction majeur des infrastructures physiques mais également des réseaux sociaux, rendant ces lieux moins attrayants pour le retour. Plus précisément, le retard possible d'une remise en fonctionnement et de la restauration des services publics ainsi que l'absence d'institutions communautaires pourraient être des facteurs qui permettent d'expliquer les décisions de non retour ou les ralentissements observés. Toutefois, notre recherche montre que le retour anticipé a été généralisé, et cela malgré un niveau de destruction considérable, ce qui peut être expliqué tout aussi bien par un certain niveau d'attachement au territoire, que par l'absence d'un réseau social, les possibilités très limitées de retrouver un nouveau logement et des conditions de vie adéquates dans les lieux de destination, ou encore par le sentiment de dissonance sociale et culturelle avec ces endroits et leurs occupants.

Ainsi, la décision du retour est élaborée à partir des caractéristiques démographiques et socioéconomiques tout comme par les contraintes antérieures et ultérieures à la catastrophe (Fussell et *al.*, 2010) liées aux lieux d'origine, comme le montrent les auteurs précités dans leurs travaux sur le retour des résidents blancs et noirs de la Nouvelle-Orléans déplacés suite au passage de l'ouragan Katrina en 2005. Les auteurs soulignent en particulier que la race et le statut socio-économique antérieur des populations apparaissent comme déterminants dans la durée de leur déplacement, ce qui explique aussi le moment du retour. La durée du déplacement parmi les résidents blancs diffère considérablement de celle des résidents noirs, les premiers étant retournés le plus souvent dans les premiers mois qui ont suivi le déplacement, tandis que les seconds ont suivi un rythme de retour bien plus lent. A partir des statistiques recueillies par les auteurs, ils suggèrent une corrélation significative entre le niveau de dommages aux logements causés par la catastrophe et le moment du retour pouvant être expliquée à partir de modèles d'aménagement du territoire et de ségrégation résidentielle produite en Nouvelle-Orléans, et dans d'autres zones des Etats-Unis, au cours du XXème siècle qui auraient favorisé la concentration de résidents noirs dans les parties basses de la

ville, ce qui aurait entraîné directement un niveau de dommages plus importants causés aux logements au moment de la catastrophe (*Ibid.*). Toutefois, notre recherche suggère qu'outre les contraintes dans les lieux d'origine, celles qui sont associées aux lieux de destination et aux logiques sociales qui émergent des interactions entre les acteurs dans le processus de déplacement temporaire, permettent d'expliquer partiellement le choix du retour des populations déplacées.

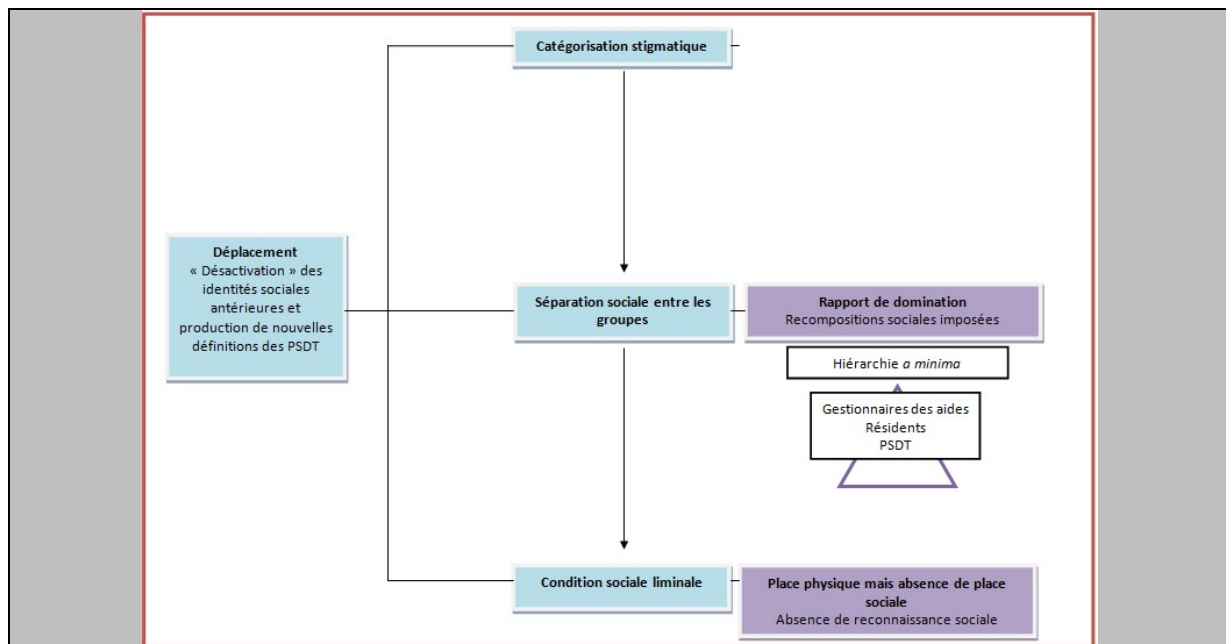
Alors que la distance spatiale entre les populations hôtes et la population des PSDT est quasi inexistante pendant le déplacement temporaire, la distance sociale, en tant que processus de mise à l'écart de la vie sociale, constitue la règle. Dans les interactions, le groupe opposé occupe une position défavorable dans l'échelle de valeurs de l'Autre. Ainsi, l'exclusion détermine la permanence « en dehors » des espaces de compétition, dont son expression la plus extrême est l'expulsion des lieux de destination. Bien que l'objectif des PSDT ne soit pas l'intégration dans les lieux de destination, l'exclusion accentue la précarité matérielle et la fracture identitaire entre les individus et devient la condition durable des PSDT, caractérisée par une forte tension entre l'impératif de la survie et le besoin de reconnaissance sociale.

4.2.3 Condition sociale « liminale »

Encadré n°16. Récapitulatif des principaux résultats relatifs à la catégorie d'analyse « condition sociale liminale » :

En référence à notre schéma n°2, cette section analyse la sous-catégorie associée à la condition liminale comme présenté ici-bas.

- Les logiques de catégorisation stigmatisante ont comme effet de déterminer la condition sociale des PSDT pendant le déplacement. Cette condition est directement liée aux représentations construites socialement et mobilisées à l'égard des PSDT qui sont associées à la situation matérielle et à la position sociale qu'elles occupent au sein de la structure de la survie.
- La situation matérielle des PSDT est déterminée par la conjugaison des effets de la catastrophe, des conditions d'arrivée dans les lieux de destination et de l'insertion des individus dans le dispositif humanitaire de la survie. La position sociale résulte des rapports et interactions entre les acteurs, qui sont orientées par les mécanismes d'assignation des étiquettes à l'égard de l'Autre et qui reflètent l'extériorité des traits et caractéristiques qui leur sont attribuées. Cette place occupée par les PSDT est une place inférieure et marginale dans la hiérarchie de la survie. L'association de ces éléments traduit la condition sociale des PSDT.



- Du point de vue de leur identité, les PSDT se retrouvent dans une sorte « d’entre-deux » identitaire : les individus sont détachés de leur position et statut antérieurs – par la rupture sociale engendrée par la catastrophe et l’abandon de leur lieu d’origine associé à une dégradation de leur identité à travers les logiques d’étiquetage auxquelles ils sont soumis – mais ils n’ont pas encore gagné une nouvelle place reconnue socialement. Ce qui nous conduit à considérer la condition sociale des PSDT en termes de liminalité.

- Cette liminalité est reflétée en trois dimensions : spatiale, temporelle et sociale. Dans la première, les lieux de déplacement sont des lieux périphériques dans tous les aspects, matériellement et symboliquement. La deuxième nous situe entre le moment de départ des PSDT et leur retour. Le déplacement est alors le temps de l’attente. Dans sa dimension sociale, les processus de catégorisation déterminent la position occupée par les PSDT qui est marginale puisque les catégories imputées aux PSDT ne rentrent pas dans les cadres sociaux et culturels acceptés et reconnus socialement par les acteurs présents dans l’interaction. En somme, les PSDT sont physiquement présents mais socialement invisibles pour les autres, ce qui nous conduit à suggérer que dans sa configuration temporelle réduite, le déplacement ne permet pas aux individus de construire une nouvelle identité sociale. Une identité qui serait différente des catégories auxquelles ils sont identifiés, une identité qui leur offrirait la possibilité d’affirmer leur appartenance à leur ancien groupe ou à un nouveau.

De la « situation » à la « condition » sociale

Nos résultats suggèrent que les logiques associées au processus de construction catégorielle à l’égard de l’Autre ont comme effet de déterminer la condition sociale des PSDT pendant la situation de déplacement. Le sens que nous donnons à la notion de condition sociale est celui d’Osorio (2001, 2009) qui la distingue des notions de situation et de position dans la manière de concevoir la figure du déplacé. Pour l’auteure, la situation (des déplacés), fait référence à l’état matériel et symbolique ; la position, est liée à la place occupée par le déplacé dans la

société associée aux relations avec les autres ; et la condition suppose de considérer les représentations socialement construites autour de « qui » sont les déplacés, à savoir, les manières dont ils sont perçus par les autres. Pour Osorio, la situation et la position déterminent la condition et l'association de ces trois éléments traduit une nouvelle identité qui définit le déplacé et à partir de laquelle de nouvelles interactions sociales émergent, permettant aux acteurs de déterminer les similitudes et de marquer les différences.

Dans la situation de déplacement temporaire, les effets de la catastrophe déterminent en grande partie la situation matérielle des PSDT, en relation avec les pertes causées par l'événement climatique et les conditions de précarité et de dépendance matérielle qui caractérisent la survie. Ensuite, l'insertion des PSDT dans les lieux de destination s'accompagne des processus de catégorisation amenant à définir l'Autre à partir d'étiquettes qui dégradent son identité sociale, et qui ont comme effet d'instaurer une séparation sociale entre les acteurs qui occupent ces lieux. La recomposition sociale qui résulte de cette séparation place les PSDT dans une position inférieure et marginale dans la nouvelle hiérarchie des rapports sociaux. Alors que la situation matérielle des PSDT est « imposée » par la catastrophe, leur position sociale est « imposée » par les interactions et rapports résultants des logiques institutionnelles et informelles d'organisation de la survie. L'association de ces éléments se traduit par l'émergence « d'identités périphériques », à savoir, des identités qui échappent aux formes d'identification reconnues par le groupe. Du point de vue de leur identité sociale, les PSDT se retrouvent alors dans un « entre-deux » identitaire : les individus ont été spoliés de leur position et statut antérieurs mais n'ont pas encore acquis une nouvelle position qui soit reconnue socialement par les autres (Calvez, 2000). Au contraire, ils se voient attribuer des caractéristiques visant à les identifier mais qui sont déterminées par l'Autre et s'avèrent totalement étrangères aux référentiels sociaux et culturels qui forment leur identité sociale réelle. Ce qui conduit à considérer la condition sociale des PSDT comme une condition intermédiaire, et dans ce sens, à la considérer en termes de liminalité.

Dans son acception originelle, la notion de liminalité a été développée par l'anthropologue A. Van Gennep en 1909 dans le cadre de sa théorie sur les rites de passage. Pour cet auteur, la vie des hommes consiste en une succession d'états ou de positions sociales et chaque transition est une modification de la condition initiale (Blanc, 2010) et s'accompagne d'un rite de passage. Les séquences de passage sont composées de trois étapes successives : la séparation, la marginalité et l'agrégation. Le premier stade, celui de la séparation, est marqué

par le comportement symbolique traduisant le détachement de l'individu ou du groupe par rapport à un état ou situation sociale. Le deuxième se caractérise par l'ambiguïté de la situation de l'initié en ce sens qu'il traverse un domaine symbolique qui n'a pas ou peu d'attributs de son ancien état ni de celui à venir. Lors de la troisième phase, l'agrégation, la transition est consommée, ce qui se traduit par la réincorporation, à partir de rituels, de l'individu avec un nouveau statut ou situation sociale (Turner, 1974a). A partir de la deuxième phase, celle de la marginalité, Turner propose le concept de « liminalité », qui en latin – *limen* – désigne le « seuil » et en élargit son contenu à d'autres phases de latence de l'ordre social (Blanc, 2017). Plus précisément, Turner propose de regarder la liminalité comme étant une situation « interstructurelle ». L'auteur (1969) propose de penser la vie collective comme étant traversée par deux modèles majeurs d'interactions polarisées et qui s'alternent. Le premier, consiste en un modèle de société structurée et différenciée caractérisée par un système de positions sociales, politiques et économiques hiérarchisées. Le deuxième, une *communitas*, qui est reconnaissable durant les périodes liminales, renvoie à une société rudimentaire, sans structure et indifférenciée dans laquelle les individus sont égaux et soumis à la même autorité rituelle des aînés. Durant cette phase liminale, en se séparant de la structure, l'individu est privé des attributs externes de position structurale, mis de côté des principaux domaines de la vie sociale et réduit à l'égalité avec toutes les personnes partageant sa situation, quel que soit son statut antérieur au rite, ce qui le situe structurellement, sinon physiquement, invisible suivant les classifications propres à sa culture. Pour Turner, les attributs de la liminalité ou de la personne liminale sont nécessairement ambigus dans le sens où la condition de ces personnes échappe aux classifications qui permettent traditionnellement de situer les états et les positions dans l'espace culturel. Par état, l'auteur fait référence à une condition relativement fixe ou stable culturellement reconnue (*Ibid.*). Pour Turner, la liminalité est un état intermédiaire qui prend fin lorsque la structure reprend le dessus.

Depuis les travaux de Turner, la liminalité, conçue à l'origine dans le cadre des rites institutionnalisés, est devenue un terme applicable tout autant au temps qu'aux espaces, s'ouvrant en un monde d'éventualités où les événements, les idées ou encore la réalité peuvent suivre des orientations différentes, produites de manière artificielle, comme dans les rituels, ou simplement se produire de manière inattendue, comme dans le cas d'une crise ou d'une catastrophe (Thomassen, 2009). Un exemple, en est donné par l'anthropologue A. Oliver-Smith (1986) qui dans ses travaux sur la catastrophe de Yungay, dans les années 1970

au Pérou, suggérait l'idée que les personnes affectées par une catastrophe naturelle entraient dans un état de « liminalité ». L'auteur s'interrogeait sur les analogies qu'il peut y avoir entre la manière dont les individus structurent cognitivement leurs expériences ou événements critiques et la structure cognitive des rituels. Selon lui, une catastrophe, en tant que moment de crise, évoque l'état liminal des rites car les victimes sont brutalement séparées de leurs identités antérieures et basculent en quelque sorte dans un état d'égalité statutaire, qui se caractérise tout de même par une rétrogradation du statut. Cet état de *communitas*, qui désigne un état caractérisé par l'égalité entre tous les membres du groupe (Turner, 1969), permettrait l'émergence d'une conscience commune mais qui cède peu à peu la place au besoin des individus de mobiliser des ressources et organiser de manière structurelle la survie (Oliver-Smith, 1986).

Les personnes qui se déplacent sont obligées de se séparer de leurs groupes de référence et des cadres de référence identitaires plus larges, ce qui se traduit par un détachement spatial, symbolique et social par rapport à leurs situations et positions sociales antérieures. Le déplacement, à travers les logiques de catégorisation présentées ci-dessus, situe les individus dans une sorte « d'indétermination sociale » qui définit la condition sociale des PSDT. Cet état d'« entre-deux » identitaire peut se décliner ainsi en trois dimensions : spatiale, temporelle et sociale.

Dimensions spatiale et temporelle de la condition liminale

Dans son versant spatial, la condition liminale est perceptible au travers de la situation de la survie aussi bien matérielle que symbolique des PSDT. Turner (1974b) souligne que le passage d'un état ou statut social vers un autre s'accompagne souvent en parallèle d'un passage dans l'espace, d'un mouvement géographique d'un lieu vers un autre, qui peut être aussi bien le passage d'une porte que la traversée d'un lieu. Les PSDT sont installées dans « la périphérie des périphéries » (Naranjo, 2004), soit géographiquement dans des zones marginales, soit à l'intérieur de lieux dépouillés de toute forme d'identification sociale et culturelle pour les individus. Ces lieux traduisent le passage entre le dénuement matériel total provoqué par la catastrophe et la dépendance totale des aides à laquelle l'organisation marginale de la survie les contraint, qui n'ont peu, voire, rien en commun avec les lieux d'origine définis à partir de l'appartenance et l'attachement. Agier (2009) appuie nos observations lorsqu'il soutient que les espaces « hors-lieu », comme les camps de déplacés ou de réfugiés et migrants, présentent une double caractéristique qui est celle de se situer dans

une temporalité suspendue et en dehors de tous les lieux pourtant physiquement perceptibles. Pour l'auteur, ce sont en vérité ces espaces intermédiaires qui regroupent la plus grande part de la population mondiale : espaces des périphéries pauvres, urbanisées par les migrations que n'a plus accompagné depuis deux ou trois décennies la capitalisation économique et industrielle ; immenses « paysages transitoires » entre les zones rurales et urbaines comme le sont les camps.

Cette caractéristique observée par Agier quant à la temporalité intermédiaire des lieux de refuge est assimilable à une dimension temporelle de la condition liminale des PSDT. Les PSDT sont suspendues dans le temps de l'urgence qui est celui de la survie, entre le moment du départ, qui devient le temps historique de l'événement et le moment du retour, qui prend la forme d'un monde de probabilités. Ils sont temporellement dans l'attente, à l'instar des réfugiés décrits par Agier (2015) qui s'installent dans une latence et une attente qui se caractérise par l'étirement du temps, qui est limitée à la période du déplacement.

Dimension sociale de la condition liminale

Mais c'est dans sa dimension sociale que les caractéristiques liminales prennent une plus grande signification dans la situation de déplacement temporaire. Les processus de catégorisation auxquels sont soumises les PSDT entraînent une altération de la représentation de soi et des autres dans le nouvel environnement. Dans le même temps, ces mécanismes reposent sur des manières de représenter l'Autre qui orientent les interactions présentes et futures. L'émergence de l'identité suppose une continuité des relations sociales dans la vie d'un individu, c'est-à-dire, que l'identité sociale nécessite de contextes d'interactions plus ou moins stables dans le temps, constitués de manière à permettre une continuité de la vie ordinaire (Giménez, 1996). Toutefois, l'idée de continuité est à comprendre dans un contexte de changement. En effet, l'identité correspond à un processus évolutif fait de recompositions et des ruptures (Giménez, 1997). Il est possible alors de suggérer que lorsque cette continuité est altérée, l'identité comme représentation subit à son tour une altération en raison de l'absence ou par la modification, pouvant être extrême, des cadres d'interprétation qui permettent de relier l'histoire passée, présente et future. Toutefois, cette perspective que l'auteur qualifie d'endogène n'est pas suffisante pour expliquer le contexte social dans lequel se constituent les identités. Ainsi, les interactions sociales ne se produisent pas dans un vide mais elles sont encadrées par une organisation exogène qui permet la construction et le maintien des contextes d'interaction stables. Par conséquent, la société est une structure ou un

espace social constitué par des « champs » dans le sens bourdieusien, c'est-à-dire, « des microcosmes sociaux relativement autonomes à l'intérieur du macrocosme social (...) régis par des règles qui leur sont propres et caractérisés par la poursuite d'une fin spécifique » (Wagner, 2021). Et ce sont précisément ces champs qui, selon Giménez (1997), formeraient le contexte social exogène de l'identité sociale. En substance, pour l'auteur, l'identité est la représentation qu'ont les agents – individus ou groupes – de leur position – distincte – dans l'espace social et de leur relation avec d'autres agents – individus ou groupes – qui occupent la même position ou des positions différenciées au sein du même espace (p. 22). La position des individus dans l'espace social résulte des représentations compatibles avec les codes et valeurs partagés par les différents groupes. Ces positions existent selon l'auteur (1996) sous deux formes principales : une forme objective, c'est-à-dire, indépendante de ceux que les individus pensent d'eux-mêmes, et une forme symbolique ou subjective, à savoir, la présentation que les individus construisent d'eux.

Les logiques de catégorisation stigmatisante institutionnelle et informelle, élaborées à partir des représentations sociales des différents acteurs, déterminent alors la position assignée aux PSDT qui se caractérise par un nivellement statutaire descendant et ont pour effet de dégrader l'identité sociale antérieure des individus. Les propos d'Agier (2000) soutiennent nos observations en affirmant que le problème des personnes déplacées n'est pas fondamentalement un problème de mobilité mais de place sociale, dans ce sens qu'elles font l'expérience de leur incapacité à être-au-monde dans le modèle dominant dans lequel elles sont insérées. Selon l'auteur, ce qui prévaut dans la définition de leur situation c'est tout à la fois l'accumulation de pertes (des lieux, de statut, de relations) et le cantonnement durable hors du monde social (place prévue dans la hiérarchie sociale), hors du temps (durablement provisoire) et d'une certaine façon, hors de l'espace urbain lui-même, c'est-à-dire, dans ses toutes dernières périphéries. Naranjo (2004) se rapproche de cette idée en soulignant que la population en situation de déplacement est installée en marges de la société et symbolise ainsi un conflit tout autant moral que social et politique directement lié aux exclusions matérielles et symboliques ainsi qu'aux discriminations politiques.

Ce versant social de la liminalité a été également développé dans les études sur le handicap en sociologie, autour des travaux précurseurs en la matière de Murphy qui, devenu lui-même handicapé physique, analyse la condition des personnes en situation de handicap en se détachant des conceptions dominantes de la maladie qui envisagent celle-ci en termes de stigmatisation ou de déviance et qui ne permettent pas de saisir les dimensions culturelles

associées à l'invalidité (Calvez, 2000). Dans la continuité de l'approche développée par Murphy, nous pouvons citer les travaux de Calvez (1994, 2000), Gardou (1997) et Blanc (2010, 2017) qui analysent la condition des personnes en situation de handicap en termes de liminalité. Calvez (1994) pose que la spécificité du rapport social auquel renvoie la notion de handicap réside dans l'absence d'attribution d'une autre place sociale pour la personne concernée, ce qui fait qu'elle flotte dans les interstices de la structure sociale. Il construit son analyse à partir de l'étude de l'intégration des personnes en situation de handicap dans le milieu ordinaire en partant de l'affirmation que leur positionnement au sein de la vie ordinaire brouille les distinctions et les classements qui reposent sur leur mise à l'écart. Pour lui, la séquence de passage de Van Gennep permet d'analyser l'intégration des personnes en situation de handicap en termes d'itinéraire de passage qui va de la perte d'un statut lorsque la personne est enfermée dans un établissement jusqu'à l'attribution d'un nouveau statut dans le milieu ordinaire. Ainsi, Calvez suggère que la liminalité résulte de l'impossibilité de dépasser l'antagonisme culturel entre le monde du handicap et le monde ordinaire : les personnes ordinaires sont installées dans leur monde social et mettent à distance les personnes en situation de handicap en ne leur reconnaissant pas le droit à jouir d'une vie ordinaire en justifiant cette mise à l'écart à partir des arguments culturels associés à des représentations qui renvoient à des croyances relatives à des situations de marginalité formulées de manière admissible à partir de l'argument du handicap (Calvez, 2000). Gardou (1997), quant à lui, s'attache à montrer les points de convergence entre la condition que connaissent « les sujets liminaux » et celle des personnes en situation de handicap. Il suggère que celles-ci se trouvent en situation de soumission et de dépouillement identitaire à l'instar des initiés qui sont nivelés dans les rites de passage, réduites à une catégorie d'anormaux en raison de leur handicap et privées ainsi de leur propre identité. Toutefois, l'état de suspension temporaire des initiés des rites devient permanent chez les personnes en situation de handicap, selon l'auteur. Finalement, Blanc (2010) mobilise des concepts issus de l'interactionnisme pour construire son modèle de la liminalité. Selon les interactionnistes, la vie collective s'éprouve dans le cadre des relations interindividuelles, selon le schéma proposé par Goffman : préserver la face et définir une ligne de conduite. La première se décline en deux propositions : faire bonne figure dans l'interaction, c'est-à-dire, ne pas être discrédité dans l'échange, et ne pas remettre en cause la valeur sociale d'autrui. Ces deux impératifs définissent la ligne de conduite, soit la réparation, soit l'évitement afin d'offrir une possibilité d'existence à la relation (*Ibid.*). Or, Blanc montre qu'en raison de leur handicap, ces individus présentent des compétences en décalage par rapport à celles qui sont exigées

par la vie collective. Selon lui, ce « défaut initial » pose des limites aux relations avec les autres groupes de personnes non concernées par une situation de handicap. La liminalité résulte selon l'auteur de l'impossibilité d'interaction entre les deux groupes, ce qui maintient les personnes dans des terrains réels et symboliques séparés. Ainsi, ce n'est pas le stigmatisme qui crée la liminalité mais la faillite de l'interaction à laquelle il peut contribuer.

Dans le prolongement de cette idée, nous concevons la stigmatisation en tant que processus inhérent aux logiques de construction des catégories à l'égard des PSDT qui se caractérise non seulement par l'attribution d'une étiquette défavorable qui altère et dégrade l'identité sociale antérieure des PSDT, mais qui a pour effet d'orienter les ressorts des interactions entre les acteurs en raison du pouvoir qui est exercé par un groupe d'acteurs sur les autres. La catégorisation détermine ainsi la position occupée par les PSDT qui est une position marginale en ce sens qu'elle ne rentre pas dans les cadres sociaux et culturels acceptés et reconnus par les acteurs impliqués dans l'interaction. En associant cette affirmation aux idées de Calvez (2000), il est possible de concevoir la condition sociale des PSDT à partir de l'absence de place sociale reconnue par le groupe. Les observations d'Agier (2009) sur le cas des réfugiés et des déplacés qui se retrouvent dans des camps appuient cette idée. Pour l'auteur, l'existence des réfugiés se fonde d'un côté sur la perte du lieu auquel ils étaient attachés, et d'un autre, sur l'absence d'une nouvelle place sociale. Pour Agier, la dimension sociale de la liminalité ou « liminarité », selon l'expression utilisée par l'auteur, fait référence aux situations de « marge ». Les « marges » se situent selon lui entre un état d'incertitude autour de l'existence sociale des individus et d'incertitude d'être reconnus socialement par les autres. Il s'agit d'une condition liminaire – ou liminale – car les déplacés n'ont pas le statut d'une catégorie sociale mais se trouvent dans une situation dont les caractéristiques correspondent à celles des sujets liminaux, entre ambiguïté, imperceptibilité et homogénéité, dans une temporalité suspendue et dans des lieux hors-de-tous-lieux qui produisent une expérience de séparation avec le monde social « officiel » (Agier, 2015). Il s'agit d'une condition qui se caractérise par la substitution des référentiels identitaires qui ont pour particularité d'être attribués aux individus et dénués des codes, valeurs et référentiels culturels et sociaux. La PSDT est soumise à des formes d'identification arbitraires qui déterminent une identité virtuelle construite autour de caractéristiques qui permettent de la désigner et la placer dans une catégorie spécifique dépouillée de toute forme de reconnaissance sociale.

L'absence de reconnaissance sociale comme caractéristique de la condition sociale liminale

Nous avons suggéré, ci-dessus, suivant Giménez (1997), que l'identité sociale suppose que l'individu s'auto-identifie et soit reconnu comme appartenant à un groupe donné, à savoir, comme étant lui-même une série d'attributs et comme portant lui-même un passé biographique non échangeable et non négociable (p. 6). Dans ce sens, l'appartenance est étroitement liée à une dimension symbolique et culturelle des relations et interactions sociales. Cela implique, pour l'auteur, que l'appartenance à un groupe implique le partage, du moins partiel, des représentations sociales qui caractérisent et définissent le groupe en question. Les individus en situation de déplacement sont identifiés matériellement et socialement au travers de caractéristiques qui échappent aux statuts reconnus par les autres et auxquelles ils ne s'auto-identifient pas. Ils sont assimilés à des catégories qui permettent aux autres acteurs de les définir mais sans pour autant se traduire par un partage, une intériorisation des représentations qui orientent l'élaboration de ces catégories. Dans cette configuration, l'appartenance historique des PSDT à leurs groupes de référence ne trouvent pas une forme d'expression et sont au contraire, neutralisées par les dénominations qui leurs restent externes.

Dans la continuité de notre analyse, Palacio et *al.* (2008) font un constat analogue lorsqu'ils suggèrent que les personnes déplacées doivent faire face à deux grands obstacles dans les lieux qui les accueillent, le premier concerne la lutte pour la survie, le deuxième concerne la lutte pour la reconnaissance sociale. S'agissant de cette dernière, les auteurs soulignent le fait que les personnes en situation de déplacement sont conscientes des stigmates qui leur sont affligés de la part des communautés réceptrices, tout autant en situation de pauvreté et en compétition pour les ressources en provenance des institutions, ainsi que le fait que les institutions ne reconnaissent pas ces personnes en tant qu'« individus » mais à partir des formes très sophistiquées de registres statistiques et de contrôle de gestion des populations. Remarque partagée par Bello (2004) pour qui un défi majeur des personnes en situation de déplacement est de reconstruire la reconnaissance sociale perdue avec le déplacement. L'auteure suggère que parce que les déplacés deviennent des « inconnus » vis-à-vis des autres, ils perdent leur capacité à mobiliser un discours commun et perdent la reconnaissance sociale construite historiquement. Dans la situation de déplacement temporaire, les processus de catégorisations stigmatisées ont pour effet de renforcer l'absence de reconnaissance sociale en niant aux PSDT un rôle et une place reconnue qui leur permettraient de

reconstruire un sentiment d'appartenance et de se voir attribuer une valeur sociale. Giménez (2007) suggère que l'identité est le résultat de la combinaison entre la manière dont nous nous voyons et le regard que les autres posent sur nous. En conséquence, l'identité est définie en partie par les autres qui auraient le pouvoir d'attribuer ou non une reconnaissance légitime. Mais, ajoute-il, il ne faut pas résumer la question de la reconnaissance comme le fait d'être « prisonniers » de la manière dont les autres nous voient. Il faut plutôt la comprendre comme un compromis, une négociation entre l'auto-affirmation et l'assignation identitaire qui permettrait d'accepter l'existence de contradictions, de décalages avec l'image que nous avons de nous-mêmes. Or ces décalages ne doivent pas être compris en termes de perte d'identité mais d'altération d'une identité construite à travers le temps. Ainsi, les PSDT subissent une altération de leur identité sociale à partir des catégorisations qui émergent de la situation de déplacement et qui, comme nous l'avons suggéré antérieurement, ne se traduisent pas par la perte de leur identité mais par son altération. Alors, cette dernière ne permet pas d'élaborer une nouvelle identité : le déplacement produit une condition d'indétermination identitaire en raison de l'absence d'auto-identification, d'appartenance et de reconnaissance aux catégories imputées, bien qu'elles permettent aux autres d'identifier et de marginaliser les PSDT.

Toutefois, nous suggérons que la liminalité spatiale, temporelle et sociale, pourraient progressivement prendre fin lorsque la personne en situation de déplacement temporaire réussirait à reconstruire une identité sociale réelle qui prendrait le dessus sur les formes de catégorisation externes qui ont pour vocation et/ou pour effet de se substituer aux identités sociales antérieures. Les formes d'installation définitive ou du retour, sous certaines conditions, se prêtent davantage à ce type d'hypothèse alors que le déplacement temporaire réduit cette possibilité de manière considérable.

L'absence de place sociale est perceptible à partir de la relation présence-absence qui peut être conçue en termes de visibilité-invisibilité. Agier (2001) souligne que plus qu'une perte d'identité, il s'agit d'une stratégie d'invisibilité à laquelle sont soumises les populations déplacées et réfugiées. L'invisibilité sociale a d'abord été théorisée comme l'une des façons de percevoir autrui dans le cadre d'une interaction au sein d'un groupe social donné (Tomas, 2010). L'individu occupe un espace physique à l'intérieur d'un groupe social, mais il est perçu par les autres comme ne contribuant pas plus que par sa seule présence. L'individu « invisible » est bien perçu comme présent au sein du groupe, mais considéré « comme si » il n'était pas là par les autres acteurs (ONEPS, 2016). Ainsi, l'invisibilité sociale renvoie alors

au non-regard porté sur un individu (Tomas, 2010), pourrait-on ajouter, à la non-reconnaissance sociale. La position assignée aux PSDT est une position invisible socialement : bien qu'elles soient physiquement présentes – visibles en raison des logiques de la survie associées aux étiquettes - elles n'ont aucune possibilité de participation active qui permette aux membres du groupe de l'identifier comme un acteur qui contribue au jeu social (Tomas, 2010). Alors qu'une sorte de structure de survie semble se dessiner dans la situation de déplacement, les PSDT restent en dehors socialement, en dépit de leur présence et visibilité physiques. Elles deviennent « invisibles » socialement pour les institutions et pour les autres acteurs.

Salcedo (2008) émet quelques réserves quant à l'utilisation de la notion de liminalité pour caractériser la situation provisoire des personnes en déplacement. Selon l'auteur, cette posture de situer les individus déplacés dans un état de liminalité suppose de considérer que les personnes perdent d'une certaine manière leur intégrité morale. L'auteur suggère en revanche que les déplacés oscillent entre la visibilité et l'invisibilité lorsqu'ils font appel à un répertoire multiple de référentiels culturels pour se positionner face à la société d'accueil. Osorio (2007) propose une vision proche lorsqu'elle soutient que la modification forcée des référentiels identitaires introduit des désajustements mais ne provoque pas de vide ou d'indéfinition identitaire en raison de la mémoire qui agit pour connecter et articuler les temps et les espaces. Le conflit d'identités que suppose la présence de différents et nouveaux acteurs dans la scène sociale du déplacement suggère l'activation d'un mouvement qui met en jeu la visibilité-invisibilité dont Salcedo (2008) fait référence et du temps historique qui se fait présent dans le temps court du déplacement (Osorio, 2007). Toutefois, dans la situation de déplacement temporaire la visibilité de la PSDT la renvoie à occuper une place non seulement dans les strates inférieures de la hiérarchie du groupe, mais aussi hors des référentiels qui composent les classifications sociales de l'ensemble plus large. C'est dans le rapport de pouvoir inhérent aux processus de catégorisation stigmatisante à l'égard des PSDT, qui se caractérise par une absence de participation et une diminution drastique du pouvoir d'agir, que se situe le maintien dans un « entre-deux » social. Giménez (1996) suggère de considérer que l'individu ordonne ses préférences et choisit parmi différentes alternatives d'action en fonction de son identité. Ainsi, il est possible de considérer l'identité dans une perspective qui met au centre l'action sociale. L'interaction agit en tant que « médium » à partir de laquelle se forme, se maintient et se modifie l'identité. Toutefois, une fois que celle-ci est constituée, l'interaction oriente les attentes et les comportements des individus ainsi que

le sens qu'ils leur attribuent (Giménez, 2007). D'où l'importance de montrer les impacts du déplacement temporaire sur l'identité sociale. C'est d'autant plus vrai que celle-ci, comme représentation, agit en tant que porteuse de codes sociaux de préparation à l'action et en tant que guide des conduites sociales. Dans les faits, les logiques sociales du déplacement temporaire sont organisées à partir de représentations. Or, celles-ci se traduisent par une diminution drastique du pouvoir d'agir des individus, ce qui a comme effet de déterminer et prolonger une situation de dépendance matérielle, de mise à l'écart social et de non-participation dans la définition de leur propre survie et du cours de leur destin, immédiat et futur.

En somme, les constructions catégorielles ont pour effet d'assigner une position inférieure dans la hiérarchie sans pour autant se traduire par l'attribution d'une nouvelle place sociale dans le groupe. Dans cette analyse, la place inférieure a comme caractéristique de découler d'une étiquette et non pas d'une identité sociale. Ce qui veut dire que l'existence d'une place *a minima* se traduit en liminalité car ces définitions et désignations échappent aux classifications statutaires socialement reconnues par les autres acteurs présents (Calvez, 2000). En citant Taylor, Villa (2005) suggère que l'identité se construit autour de la reconnaissance, plus précisément « l'identité se façonne en partie par la reconnaissance ou par son absence » (Taylor, 1993, p. 44). L'individu occupe une place physique périphérique tout en n'ayant aucune place sociale qui lui donnerait une valeur et une reconnaissance sociale au sein des groupes. Les sujets liminaux - les PSDT - oscillent alors entre deux conflits majeurs : d'un côté, un conflit entre l'assignation institutionnelle et informelle d'étiquettes et les aspirations des PSDT à un nouveau statut social. D'un autre côté, l'ambivalence du maintien du statut de sinistré pour l'accès aux aides et l'indéfinition – absence de reconnaissance – de leur valeur sociale au sein du groupe. Ce qui nous pousse à nous demander si finalement la liminalité ne serait pas une étape qui accompagne la transformation des identités historiquement et socialement construites mais en perpétuel mouvement, lorsque les individus se retrouvent confrontés au besoin d'une auto-ré-affirmation ou d'une reformulation de leur appartenance et de leur reconnaissance en raison des luttes et des conflits propres à l'expérience sociale.



CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Chaque année dans le monde, les catastrophes dites naturelles provoquent le déplacement de millions de personnes. Les effets néfastes du dérèglement climatique risquent d'accroître l'intensité des événements climatiques extrêmes et, à leur tour, d'amplifier l'étendue et la gravité de ces phénomènes migratoires. A l'appui de considérations en termes de courte durée, notamment en raison des possibilités de reconstruction dans les lieux d'expulsion, l'attention autour de ces déplacements se porte sur les aspects matériels associés à la situation de survie dans laquelle se retrouvent les individus contraints à se déplacer en raison de l'ampleur de la destruction causée par l'événement catastrophique. Cette recherche a été menée dans l'objectif d'approfondir la compréhension de ce type de déplacements en nous intéressant à leurs conséquences, sur le plan de l'identité sociale, sur la vie des personnes concernées.

Nous nous sommes intéressés, en particulier, à l'expérience des personnes concernées par ce type de migration, non pas d'un point de vue externe, mais du point de vue de « celles » et de « ceux » qui vivent les événements et à la manière dont ces personnes organisent et interprètent leur vécu. Plus précisément, nous nous sommes intéressés aux récits de leurs expériences de déplacement. Au travers de leurs narratifs, nous avons tenté d'appréhender la manière dont les personnes concernées par le déplacement construisent un récit subjectif des événements donnant naissance à un récit collectif. Ces récits permettent alors aux autres de comprendre leur expérience ce qui transfigure l'expérience individuelle en expérience sociale (Jimeno, 2007). De plus, en accédant à ce vécu, nous avons essayé de saisir ce que le déplacement de courte durée représente pour les personnes qui l'ont vécu tout en nous détachant le plus possible des idées préconçues ou des analyses faites *a priori* sur ce que les personnes vivent. Ainsi, nous avons proposé une esquisse théorique, à manière d'idéaltype, qui nous permet de saisir, comprendre et expliquer le sens que les personnes donnent à leurs expériences vécues, ce sens et ses interprétations possibles, pouvant être captés grâce à une relation de confiance qui se noue entre l'enquêteur et les enquêtés au fil de l'immersion du premier dans le monde social des seconds.

Notre thèse soutient que le déplacement temporaire représente un processus complexe qui a comme caractéristique d'introduire une transformation de la vie sociale des personnes qui se déplacent, à travers l'émergence des nouvelles formes d'altérité, ce qui

va déterminer la condition sociale des personnes en situation de déplacement. La condition liminale qui en résulte est la conséquence de la non-reconnaissance de la singularité de ces personnes qui cristallise la négation de leur pouvoir d'agir : l'individu singulier, acteur du jeu social, est étouffé et « rendu invisible » au profit d'une image construite socialement sur l'identité des personnes qui se déplacent suite à une catastrophe. Cette construction sociale résulte des processus de catégorisation stigmatisante à l'égard des individus contraints de se déplacer. Au-delà d'une définition et classification des individus, ces catégorisations participent à l'élaboration d'une image défavorable sur qui sont les déplacés ou les sinistrés, ce qui renvoie dans les faits à leur « *liminalisation* » ou marginalisation identitaire, en raison des effets directs et indirects de la mobilisation des étiquettes à l'intérieur et en dehors du dispositif institutionnel, et donc également à l'intérieur du milieu social, dans lesquels ces personnes sont insérées. En outre, les forces sociales présentes dans la construction de ces catégories sont liées à des formes de domination à l'égard des personnes contraintes à porter le poids social de l'étiquette. Leur précarité matérielle sert à légitimer la nécessité du recours à des mécanismes sociaux et institutionnels de définition de leur situation et les réponses à celle-ci, justifié à travers un discours autour des droits auxquels ces personnes peuvent prétendre en tant que victimes.

Plus spécifiquement, notre recherche montre que le déplacement suppose dans un premier temps, le mouvement : lorsqu'on se déplace on quitte d'abord un territoire, mais plus qu'un espace physique et matériel, ce mouvement suppose d'abandonner le support social et symbolique, qui est le lieu de vie et de construction de l'expérience des individus et des groupes, le lieu de support de la trame sociale. Le déplacement forcé arrache les individus de leurs groupes de référence et d'appartenance, de leur histoire commune, des lieux au sein desquels ils ont construit leurs trajectoires biographiques. En se déplaçant, les personnes abandonnent leur existence matérielle concrète mais également une manière d'organiser leur vie sociale centrée sur des valeurs, des pratiques et des codes partagés par les membres de la communauté. Par conséquent, arracher les personnes de leurs lieux de vie signifie les séparer d'une base matérielle, sociale et culturelle sur laquelle elles se sont construites en tant qu'individus et membres d'une communauté (Oliver-Smith, 2005). Se déplacer signifie se détacher de tout ce qui constitue leur existence, renoncer au monde qui était connu jusque là et qui leur permettait de jouir d'une sécurité autant matérielle que symbolique. Le déplacement représente alors une perte. Il s'agit de la perte d'une relation avec son passé, son présent et son futur, dans le sens où les individus assistent à la fragmentation de leurs

routines, leurs relations et leurs attentes. La continuité de ce qui est pris, d'ordinaire, comme une certitude est altérée (Fried, 1966). Ainsi, le déplacement marque incontestablement une « rupture corporelle et affective avec un territoire » (Laacher, 2013, p. 132).

Dans ce contexte, la recherche montre que l'identité sociale se trouve altérée, bien que les personnes qui se déplacent ne perdent pas leur histoire individuelle ou collective, car celle-ci reste dans leur mémoire et dans leurs souvenirs. Mais, pouvons-nous en conclure pour autant que cet ancrage identitaire peut-il perdurer dans le temps sans le support matériel et symbolique que constitue la communauté affective et sociale qui leur a donné naissance, qui a permis ce maintien et cette cohésion au fil de leur histoire ? Le mouvement qui accompagne le déplacement signifie également que l'on parte nécessairement ailleurs, à la recherche d'un refuge, d'un lieu où se mettre à l'abri et en sécurité faute de pouvoir rester dans son foyer qui représente « le centre du monde d'où provient toute chose, non parce que c'est un lieu où l'on habite mais parce que c'est un lieu où l'on peut revenir et un lieu où l'on peut se réfugier [...] sans foyer, la vie se fragmente, perd de son unité et de son sens » (Laacher, 2013, p.133). Que devient-on sans cet espace central, dont parle Laacher, d'où procèdent les choses et les événements, le centre du monde au sens existentiel ? Se déplacer évoque alors le mouvement, au-delà de la transition physique, une transition symbolique entre deux lieux : le lieu d'enracinement et l'autre, le lieu où tout reste à construire. Le déplacement, en tant que processus, installe alors les individus dans un entre-deux spatial et symbolique.

Se déplacer signifie dans ce sens entreprendre une lutte pour sa survie. La survie pourrait donc être envisagée comme une modalité altérée de la vie, comme une réponse aux incertitudes de la vie, ce qui impose d'accepter la possibilité que la continuité de la vie sociale soit traversée par des moments de rupture, ce qui signifie, au final, que la survie n'est pas « anormale » en elle-même, puisqu'elle est une réponse aux situations extrêmes dans la vie d'un individu. Toutefois, elle se voit souvent considérée sous le prisme d'une conception minimaliste qui prend comme critère principal la satisfaction des besoins physiologiques et matériels, faisant comme si les personnes touchées par le déracinement provoqué par une catastrophe étaient des êtres biologiques ne nécessitant rien d'autre que d'une aide alimentaire et de quelques vêtements, au cours de cette période pendant laquelle leurs vies ont été bouleversées. Notre thèse tend donc à questionner cette approche matérialiste dominante de la manière dont est conçu le déplacement de courte durée, centrée, entre autres, autour d'une réponse humanitaire, tout aussi minimaliste, apportée aux personnes qui se déplacent.

En conséquence, la recherche interroge le discours classique qui présente le déplacé-sinistré en tant que bénéficiaire de l'aide humanitaire. Dans un premier temps, il s'agit d'une approche normative (Zetter, 1991) qui prend sa légitimité dans le bien fondé de son action au nom d'un impératif de survie qui considère le déplacement et les personnes qui se déplacent comme un « problème », bien que dans la perspective de la marginalisation et de la rupture sociale qu'il engendre, le déplacement constitue certainement un problème (Castillejo, 2000). Toutefois, tout en acceptant la portée du « problème » que constitue le déplacement, autant pour les populations qui le vivent que pour les acteurs politiques et humanitaires qui décident de la solution, celui-ci ne devrait pas être réduit à une situation matérielle considérée sous le prisme de l'urgence humanitaire et sous la bannière des droits et des besoins supposés des personnes qui se déplacent. Dans un deuxième temps, la situation ainsi abordée et présentée, conduit donc à l'émergence de réponses. Or, ces réponses se trouvent en dehors des individus et en périphérie de leur expérience en tant qu'êtres humains confrontés à la détresse et à la souffrance. Les prérogatives des politiques, et probablement des pouvoirs économiques, exercées à d'échelons décisionnels qui se situent totalement en dehors et hors de portée des déplacés, orientent la définition de la survie, non pas en tant que modalité altérée de la vie, et donc, comme étant une situation dans laquelle les individus concernés pourraient exercer leur pouvoir d'agir dans la définition et dans la réponse à leur propre vie altérée, mais bien comme étant une situation d'urgence estimée selon les dommages et pertes visibles, rendant davantage invisibles celles qui relèvent des plans sociaux et symboliques.

En outre, ne perdons pas de vue le fait que la formulation du problème comme celle de la réponse se traduisent par une définition de la situation et des personnes concernées, et avec celle-ci, par l'émergence et le maintien d'une forme de domination réelle ou symbolique à l'égard des personnes qui se déplacent. La définition de la situation passe par l'établissement des catégories statutaires qui leur donnent toutefois un accès, du moins théorique, à une assistance vitale sur une base égalitaire. Cela suppose alors que les individus qui remplissent ces caractéristiques acceptent de faire partie de la catégorie, qui est en réalité, une nouvelle forme d'identification d'individus. La domination s'exerce alors à travers de cet étiquetage des déplacés-sinistrés, ce qui provoque dans les faits la constitution d'un ensemble homogène qui regrouperait les personnes considérées à partir des caractéristiques externes à elles, censées définir leur situation, sans prendre en compte la manière dont les personnes définissent leur propre expérience vécue, et par là-même, leurs propres besoins. Comme si le fait de mettre ensemble toutes ces personnes pouvait se traduire par l'émergence d'une

communauté de survie qui serait « naturellement » guidée par un impératif de solidarité et réciprocité entre ses membres. Certes, la survie, comme d'autres moments de rupture de l'organisation de la vie sociale peut conduire à des moments de *communitas*, où tous les individus deviennent égaux, mus par une forme de conscience commune et par un sentiment d'humanité qui donnerait lieu à des solidarités entre ces individus. Or, nous avons montré que cet état « idéal » ne perdure pas dans la situation de déplacement. Au contraire, c'est précisément le type de regroupement imposé, dans ses différentes configurations, qui met en confrontation les identités sociales des déplacés, et donc leurs valeurs et pratiques antagonistes, menant souvent à une séparation sociale cristallisée autour du rejet mutuel et de l'exclusion des déplacés. Non pas que l'action humanitaire soit stérile ou néfaste, mais, puisque celle-ci est souvent orientée par des impératifs d'efficacité de l'assistance portée aux victimes des catastrophes, elle tend à introduire des nouvelles logiques et incertitudes en dehors du contrôle des déplacés, et à accentuer ainsi l'altération de leur identité sociale fragilisée par l'abandon de son lieu de vie.

Le choix de la Colombie comme terrain d'étude, nous a permis de mettre en lumière des processus sociaux qui impactent l'expérience des populations concernées au regard des politiques appliquées en matière d'assistance aux personnes affectées par une catastrophe dans un contexte spécifique. Ce contexte est, toutefois, le résultat de la confrontation des forces politiques, sociales, économiques, culturelles et symboliques qui ont mené historiquement à des luttes et conflits propres à ces territoires de vie. Parmi ces luttes, nous retrouvons celles qui ont conduit des milliers de personnes à établir et à construire leur lieu de vie dans des zones exposées aux risques de catastrophes. Il ne s'agit pas de dresser une analyse de la notion de risque ou bien des raisons de ces luttes sociales qui ont participé dans la construction des configurations socio-territoriales considérées sous le prisme de la vulnérabilité, puisque de nombreux travaux académiques ont été conduits dans ce sens et ont apporté des éléments de compréhension de ces décisions individuelles ou collectives. Mais, il s'agit d'en reconnaître leur existence, et par là même, de reconnaître que le déplacement temporaire est d'ores et déjà une réalité pour des milliers de personnes qui par choix, ou par absence de possibilités, s'installent, puis retournent dans des lieux touchés par des catastrophes récurrentes ou exceptionnelles. Dans ce sens, l'analyse de l'expérience vécue que nous avons étudiée dans cette recherche, et qui nous a permis de mettre en lumière la dimension sociale du déplacement temporaire - au-delà de sa dimension matérielle -, peut certainement être élargie à d'autres terrains et contextes qui, ayant pris des chemins de

développement différents, se retrouvent néanmoins confrontés à des problématiques analogues à celles que nous avons tenté d'y répondre.

D'autre part, dans le contexte colombien, la législation en vigueur exclue la cause climatique ou environnementale comme facteur de déplacement interne. Ainsi, cette thèse montre que dans la pratique, les outils institutionnels et humanitaires d'assistance, de protection et de réparation des victimes du déplacement interne ne sont pas étendus aux victimes des catastrophes. Pour leur part, les outils en matière de gestion de catastrophes considèrent les déplacés comme des victimes qui nécessitent une assistance matérielle. Cette remarque nous invite à réfléchir à la possibilité de reformuler notre compréhension du « problème » que constitue le déplacement temporaire, notamment à partir des étiquettes ayant pour vocation d'en déterminer la portée et les contours. Cette remarque étant formulée ainsi, la question qui émerge est celle de savoir, quels outils pourraient permettre aux politiques, et par extension, aux humanitaires et aux acteurs de l'aide qui traduisent les décisions politiques en action concrète, de reformuler tant la définition que les réponses au problème perçu que constitue ce type de déplacement ? Une piste à explorer serait de considérer le déplacement dans sa dimension de « mouvement à double sens », comme le suggère Castillejo (2000) : les personnes qui se déplacent quittent leur lieu de vie, et à ce titre sont contraintes d'abandonner leurs cadres de référence sur tous les plans, puis s'installent dans un nouveau lieu, où ces cadres sont à reconstruire. Ce « transfert » physique et social se produit à l'intérieur d'un même pays, et souvent, d'une même région. Ce qui signifie que les personnes concernées ne devraient pas perdre leur statut de citoyens à part entière jouissant en principe de tous les droits civiques, politiques, économiques et culturels. Or, nous avons montré que l'attribution d'un statut différentiel – par rapport aux non victimes – tend à introduire une hiérarchie entre les différents droits des personnes : d'un côté, des droits à la survie, de l'autre, des droits en tant que citoyens. Dans la pratique, dans la situation de déplacement ce sont les premiers qui prennent le dessus, ce qui signifie que les personnes qui se déplacent sont considérées comme les bénéficiaires d'un type d'aide spécifique en raison de leur situation exceptionnelle, et non pas comme des citoyens ayant le droit de continuer à jouir de l'ensemble de droits fondamentaux, bien au-delà de la satisfaction des besoins physiologiques ponctuels. Toutefois, ne perdons pas de vue que dans le cas de ces personnes qui se déplacent, ces droits fondamentaux ne leur sont pas toujours garantis en dehors de la situation de déplacement. Le défi consisterait alors de centrer l'intervention autour des droits fondamentaux – y compris sociaux et culturels – et ainsi, de passer d'une approche humanitaire-assistentialiste à une

approche humaniste qui considère l'individu comme un être complet, biologique et social, et donc, multidimensionnel.

Nous avons également insisté sur le fait que le déplacement ne provoque pas de perte à proprement parler de l'identité puisque l'identité recouvre également une dimension psychologique ainsi que des éléments biographiques qui s'actualisent au travers de la mémoire, mais également des interactions sociales. Mais, il induit une transformation souvent imposée, et avec celle-ci, le besoin de reformulation des cadres de référence nouveaux et anciens. Cette transformation et reformulation sont traversées par des logiques externes qui seront ou ne seront pas intégrées suivant les possibilités pour les individus de s'approprier des éléments nouveaux, c'est-à-dire, selon leur pouvoir d'agir. Pourtant, les réponses des pouvoirs politiques et des humanitaires se limitent souvent à la satisfaction des besoins matériels élémentaires à partir d'une logique qui détermine la position des individus en tant que bénéficiaires ou ayants droit dépourvus de choix, les dépouillant ainsi de leurs capacités à mobiliser les moyens de se mettre en action et de participer à la définition de leur propre existence matérielle et sociale dans la situation extrême de la survie. Or, cette thèse montre que ce dont a besoin l'être humain est la reconnaissance de sa valeur sociale, en tant qu'acteur du monde qui l'entoure, capable de prendre en main son propre destin. La manière dont la réponse institutionnelle, sous ces différentes formes, est traduite en action, conduit à « déplacer » les individus vers une condition sociale inédite qui se caractérise précisément par l'indétermination identitaire. Non pas que les individus ne soient pas capables de s'auto-identifier par rapport à un groupe de référence donnée ou à d'autres groupes sociaux, puisque c'est justement l'objet des conflits qui surgissent entre les personnes qui se déplacent et les autres acteurs ; mais l'attribution construite et imposée – socialement et institutionnellement – d'une forme d'identification, tend à anéantir les possibilités de reconstruire son appartenance à un groupe donné ou de construire des nouvelles appartenances, et par là même, à jouir de la reconnaissance sociale de ses anciens ou nouveaux groupes d'appartenance, voire, de l'ensemble social plus large.

Ce regard « externe » porté sur les personnes forcées de se déplacer s'accompagne ainsi d'un discours centré sur la passivité des personnes concernées. Cette approche du déplacement comme problème amène au final à considérer la personne déplacée comme une victime dépourvue de capacité d'agir ayant, en conséquence, le droit à une aide vitale pour sa survie. Cette aide est alors définie à partir d'une conception individualiste de l'être biologique qu'il faut nourrir et abriter. A l'inverse, l'être social tend alors à disparaître au profit de

l'émergence d'une figure du sinistré ou du déplacé, construite socialement et ayant une finalité utilitariste associée, sous-jacente, aux politiques d'assistance qui lui ont donné naissance. Dans les faits, le langage associé au déplacement temporaire est le langage de l'assistance, voire de l'assistanat, et de la victimisation, mais pas nécessairement de la dignité et de la reconnaissance sociale. Il s'agit d'un langage humanitariste élaboré au détriment de l'adoption d'une vision humaniste. La reconnaissance politique du « problème » évacue en réalité le besoin de reconnaissance des identités singulières et sociales. En somme, la reconnaissance politique implique dans les faits la négation de la reconnaissance identitaire. C'est dans ce sens que nous soutenons que le déplacement temporaire, traversé par ces logiques externes dominantes, mène à la production d'une liminalité sociale, considérée comme une condition caractérisée par l'absence de reconnaissance sociale à l'égard des personnes qualifiées, désignées et identifiées à partir des étiquettes construites institutionnellement et socialement.

Cette thèse nous conduit à interroger, de manière plus large, le regard que nous, en tant que société, posons sur les personnes qui se retrouvent déracinées et contraintes à se déplacer au sein d'un nouvel ensemble social. L'approche politique et humanitaire du problème revient à placer les personnes en déplacement au sein des territoires et des lieux de vie d'autres populations, souvent historiquement pauvres. Alors, ces personnes attendent, pendant longtemps l'assistance de l'État et la reconnaissance de leur situation précaire, de leur condition sociale marginale. Se retrouvent alors, deux populations d'exclus, de marginalisés partageant les mêmes espaces, dans une même lutte pour la survie. Toutefois, l'image construite politiquement et socialement du sinistré semble se situer dans le prolongement de l'image du déplacé visible physiquement comme victime des injustices de ce monde, mais invisible socialement car différent de ce que nous sommes. Le déplacement, de la façon dont nous l'appréhendons actuellement, rend les déplacés présents dans l'imaginaire collectif, suivant la régularité des crises humanitaires. Pourtant, leur existence sociale reste niée d'avance en raison des forces externes qui conditionnent, d'une certaine manière, le cours de leurs vies. Ces forces se trouvent, d'une part, dans la nature, liées à l'événement climatique lui-même et d'autre part dans les choix forts politiques qui nient à une partie de la population du monde leurs droits fondamentaux et la relègue à une existence physique, en marge, l'exposant davantage à toute sorte de catastrophes. Une fois déplacées, elles ne font que cumuler les exclusions historiques et les exclusions nouvelles qui sont celles de la situation de la survie. Toutefois, dans ce monde d'exclus, la vie sociale des individus et des groupes se

poursuit, se transforme, voire, se déforme, mais continue. Les logiques externes qui interviennent alors vont stabiliser la survie sous toutes ses formes et transformer l'individu social en une sorte d'être flottant socialement confronté à une lutte qui devient permanente, entre la négation et le besoin de reconnaissance sociale. L'approche humanitaire du « problème » amène à rendre visibles les victimes tout en rendant invisibles leurs besoins de retrouver leur dignité et leur reconnaissance sociale.

Les réponses des politiques et humanitaires au déplacement temporaire apparaissent clairement insuffisantes. D'une part, « celles » et « ceux » que l'on appelle, suivant la terminologie légale, politique et le langage courant « les déplacés » sont des personnes qui souffrent d'une rupture abrupte de leurs vies, pour des raisons externes. Néanmoins, elles ne peuvent être considérées comme étant un ensemble homogène. En effet, les individualités et les singularités des individus sont effacées et les caractéristiques qui leur sont attribuées sont dépossédées de toute notion d'identité sociale, individuelle ou collective. Les définitions actuelles du phénomène et des personnes qui se déplacent sont étroitement liées aux considérations économiques, politiques et sociales portées par des outils et des politiques de gestion du phénomène. Elles visent à stabiliser la situation des personnes en situation de déplacement en leur assignant une place physique et une nouvelle forme d'identification qui dérive d'une compréhension externe des besoins supposés, au lieu d'une compréhension fine de l'Autre et de la diversité sociale et culturelle des populations concernées.

D'autre part, cette phase de latence sociale qu'est le déplacement comporte des difficultés pour les populations concernées, mais également pour les populations du lieu d'arrivée. En effet, ces dernières ne vivent pas directement le déplacement mais elles en font une expérience indirecte en raison de la cohabitation souvent forcée avec les nouveaux arrivants. De plus, le défi, pour la population du lieu d'installation, exige également de répondre à une demande, en termes de ressources matérielles et économiques. Or, ces nouveaux besoins sont générés par l'arrivée des personnes en situation de déplacement dans des contextes souvent déjà fortement touchés par des situations d'extrême pauvreté et d'abandon étatique historique, où la survie est déjà un défi avant l'arrivée d'une nouvelle population. En outre, le déplacement est une situation qui met en cohabitation, voire, en confrontation des individus et des groupes aux valeurs, aux pratiques et aux codes socioculturels pour le moins différents, parfois même opposés. Les personnes qui vivent directement le déplacement sont alors, non seulement, exposées à un appauvrissement matériel mais s'exposent également à des exclusions permanentes qui dégradent davantage leurs identités sociales, c'est-à-dire, la

manière dont ils s'identifient par rapport à la position qu'ils occupent au sein de la société d'accueil. Cette idée nous autorise également à nous demander dans quelle mesure le même effet affecte les personnes des lieux de destination des migrants.

Finalement, dans le prolongement des remarques que nous avons présenté dans les paragraphes antérieurs, les réponses dominantes défendent une approche basée sur les droits fondamentaux alors que, dans les faits, le droit qui relie les individus à leur singularité et à leur dignité leur est, par défaut, nié. Le déplacement nous met ainsi sur le terrain de la justice sociale, au-delà d'une égalité théorique d'accès aux droits pour la survie. En résumé, les définitions du phénomène de déplacement permettent une meilleure prise en compte des besoins en matière d'assistance et de protection. Ceci restant possible sans remettre en cause le bien-fondé éthique de ce type d'intervention. En effet, elles ne doivent pas être détachées de la composante de reconnaissance de l'identité comme élément central du phénomène et de l'expérience, au-delà des considérations statutaires, généralisables, officielles. En définitive, concernant les modalités concrètes de prise en charge des populations, les politiques de gestion des catastrophes pourraient, d'une part, inclure une composante destinée à prendre en charge, de manière intégrale, les populations qui se retrouvent déplacées à l'intérieur de leur pays, d'autre part, assurer leur protection en matière de droits en tant que citoyens à part entière et acteurs du jeu social et non pas uniquement en tant que victimes. De la même manière, une politique intégrale, en matière d'assistance et de protection des personnes en situation de déplacement temporaire, devrait prendre en compte les logiques de cohabitation entre les personnes déplacées et les populations réceptrices. Il sera alors avantageux pour tous de favoriser un traitement équitable entre les personnes en situation de déplacement et les populations qui les accueillent. Suivant cette logique, la réponse aux déplacements de courte durée devrait pouvoir être envisagée comme une approche intégrale qui permette de rendre compte des changements et des transformations sociales induites par ces mouvements migratoires ainsi que des logiques sociales inhérentes à ces processus, au-delà des aspects et impératifs matériels associés à l'urgence de la survie.

Notre recherche invite ainsi à dépasser la vision matérialiste et l'idée d'assistanat accolée au déplacement pour en considérer les impacts sociaux sur les populations et les communautés concernées et ainsi élargir les mécanismes d'assistance et de protection des populations. La réponse devrait, en conséquence, davantage prendre en compte les droits sociaux fondamentaux des personnes qui se déplacent : le respect de la dignité et la reconnaissance de leur valeur sociale. En résumé, la mise en perspective de nos propres résultats avec les

analyses déjà réalisées sur le déplacement interne ou les situations de refuge supposant une installation définitive sur le lieu de destination permet de suggérer que la temporalité relativement courte des déplacements qui présuppose un retour ne doit pas être réduite à une prise en compte des besoins matériels des populations malgré une situation évidente de lutte pour la survie physique. Ainsi, un défi à relever dans les choix de politiques nationales et internationales en matière de déplacement interne consisterait à faire le lien entre, d'une part, les considérations d'ordre politique et légal basées sur les besoins d'assistance et de protection objectivement définis et d'autre part, des besoins d'appartenance et de reconnaissance sociale des individus qui souffrent des impacts sociaux considérables de l'abandon de leur lieu de vie.

Limites et perspectives de recherche

L'étude de l'expérience d'autres acteurs engagés dans les interactions avec les PSDT

Nous avons proposé de considérer, suivant la proposition de Castillejo (2000), que le déplacement est un processus de transformations dans les manières de définir l'Autre. Cette idée suggère que ces transformations affectent tout autant « celles et ceux » qui se déplacent que « celles et ceux » qui ne se déplacent pas et qui constituent les populations réceptrices, voire d'autres acteurs impactés indirectement par le déplacement. Castillejo propose de concevoir, à partir de ce constat, que le « mouvement », à savoir, le fait de quitter un lieu et d'arriver quelque part, transforme l'espace physique mais aussi l'espace cognitif et symbolique des acteurs qui confluent dans ce mouvement. Cette idée nous semble particulièrement intéressante pour ouvrir de nouveaux questionnements.

Nous avons abordé la manière dont la situation de déplacement temporaire engendre la mobilisation de représentations construites autour d'étiquettes servant à définir la figure de l'Autre, notamment à l'égard des personnes en situation de déplacement. Par voie de conséquence, nous avons amené l'idée que la situation de déplacement temporaire engendre une altération de l'identité sociale des personnes qui se déplacent. Nous avons considéré la construction d'étiquettes, et donc de ces représentations, à partir de la manière dont elles émergent dans le discours des déplacés autour de leur propre expérience. De façon plus précise, cette observation a été réalisée à partir de la manière dont les déplacés comprennent, interprètent et définissent leur propre expérience résultant des interactions et des rapports de pouvoir avec les autres acteurs. Ainsi, notre choix de population d'étude s'est porté sur les personnes ayant fait l'expérience directe du déplacement et les représentations étudiées ont

comme spécificité d'émerger dans le discours de ces personnes exclusivement. Cette posture suppose donc d'exclure les représentations d'autres acteurs impliqués directement dans les interactions, à savoir les gestionnaires des aides et les populations résidentes. Ce décalage freine également la manière dont les structures symboliques qui reflètent leur propre expérience, en tant qu'acteurs indirects du déplacement, participent de la construction de l'expérience des déplacés eux-mêmes, mais également, de l'aspect plus factuel de leur vécu d'une situation qui est, d'une certaine manière, imposée à tous.

L'analyse se centre donc sur l'expérience vécue par les personnes mais surtout sur la manière dont celle-ci se construit dans leur récit, dans leur discours et s'inscrit dans le temps historique de l'expérience. Par conséquent, ce choix implique de renoncer à l'observation directe du phénomène tel qu'il se présente au fur et à mesure, à savoir, une observation qui prenne comme point de départ l'expérience et le ressenti à vif. Ainsi, les personnes interrogées avaient un certain recul par rapport à leur propre vécu ce qui a dégagée une vue d'ensemble des interactions et relations.

D'une part, notre recherche montre que les personnes en situation de déplacement interagissent avec les organismes de gestion d'aides à différents moments du déplacement et, de ce fait, les ressorts de ce type d'interactions sont déterminants dans l'expérience des personnes qui se déplacent. En conséquence, il semble pertinent de poursuivre la recherche autour des représentations que les gestionnaires des aides pourraient construire, au-delà de l'étiquette institutionnelle, sur la figure générique du « déplacé ». Cela permettrait, par exemple, de comprendre si les mécanismes d'attribution des étiquettes et des droits à la survie sont déterminés ou influencés par d'autres représentations ciblant l'identité des déplacés : l'idée du « qui » sont les déplacés-sinistrés. Cette question est d'autant plus importante que dans le contexte colombien, dans lequel cette recherche a été menée, la figure historiquement construite du « déplacé », pouvant être assimilée dans les faits à celle du sinistré, est largement médiatisée et politisée. Cette représentation, dans ce contexte tout particulièrement, engendre une perception du déplacé soit comme une victime suscitant la pitié, soit comme une personne suspecte ou dangereuse, ceci en raison des logiques inhérentes au conflit armé à l'origine du déplacement et des relations sous-jacentes entre les différents acteurs (Naranjo, 2001). Cette perception traduite en stigmatisation, présente dans l'imaginaire collectif, pourrait être un élément constitutif de la construction symbolique du sinistré. Ce phénomène influencerait alors également les rapports sociaux entre ceux qui donnent les aides et ceux qui en dépendent. Plus encore, l'élargissement de l'étude de ces

représentations aux questionnaires des aides pourrait permettre de mieux saisir les implications de l'étiquette institutionnelle pour les déplacés-sinistrés. Concrètement, il s'agit pour ces personnes de mobiliser des stratégies concrètes, individuelles ou collectives, visant à entrer en conformité avec la catégorie socialement construite et établie de manière institutionnelle afin d'être éligible aux aides. En résumé, ce type d'étude favoriserait une observation de ce mécanisme des représentations et de l'influence directe sur les interactions avec ces acteurs et les représentations qu'ils ont des déplacés-sinistrés.

D'autre part, nous avons abordé les représentations mobilisées par les déplacés autour de leur insertion dans des lieux habités par des populations réceptrices et la manière dont la vie sociale des sinistrés s'organise autour de contraintes imposées par le contexte. En particulier, l'attention a été portée sur le caractère conflictuel des interactions entre ces deux groupes d'acteurs et sur la perception présente dans les représentations construites par les déplacés, lorsque la présence de ces derniers se prolonge et s'accroît au sein des lieux de vie des résidents. Nous avons en particulier montré que, bien que la présence du déplacé ne constitue pas de manière pragmatique une compétition pour l'espace et les ressources disponibles dans les lieux de destination, celui-ci est perçu comme une menace à un ordre et à une organisation socialement et historiquement établis. Dans ce sens, le territoire construit comme lieu de vie, c'est-à-dire, approprié sur les plans matériel, social, culturel et symbolique par les occupants historiques et qui leur confère un sentiment d'appartenance, subit une transformation profonde. Dès lors, il nous semble pertinent de nous interroger. Que se passe-t-il sur le plan de l'identité sociale des personnes qui sont, d'une certaine manière, contraintes à partager leur lieu de vie, les ressources matérielles et symboliques qui s'y trouvent, avec les déplacés ? Quels mécanismes sociaux et culturels interviennent dans les représentations que ces autres acteurs engagés dans les interactions construisent à l'égard des personnes en situation de déplacement ? Comment cela se manifeste concrètement dans la vie de ceux qui résident en ces lieux ? La réponse à ces questions pourrait nous permettre de comprendre les forces sociales « externes » qui participent effectivement à faire évoluer non seulement la représentation étiquetée du déplacé, mais également les rapports de pouvoir entre les acteurs. Par exemple, les rapports qui s'établissent autour de l'importance de la construction matérielle et symbolique du territoire, puis la manière dont cette appropriation s'effectue. Il s'agirait encore de saisir les effets de la présence des déplacés et la force des liens de cohésion des groupes au sein des communautés réceptrices. Or, cette dernière impacteraient, possiblement,

les formes d'exclusion - ou les possibilités d'inclusion - de ceux qui n'appartiennent pas à ces groupes.

Finalement, nous avons montré que les représentations autour de la survie et les conflits qui émergent à l'intérieur des espaces de placement ou de survie se construisent aussi sur la base des interactions avec d'autres déplacés-sinistrés présents au sein des mêmes espaces, en provenance d'autres territoires. La question des représentations de l'Autre-sinistré semble pertinente pour appréhender les logiques qui participent dans l'organisation du quotidien de la survie. Elle permet aussi de mieux appréhender la manière dont la coprésence de ces différents sinistrés, la confrontation de leurs identités sociales singulières, impacte leur propre expérience du déplacement. Cette question nous paraît déterminante dans le contexte colombien puisque ce pays compte près de 8 millions de personnes déplacées par le conflit interne et présente, dans le contexte des catastrophes, de milliers d'événement extrêmes aux conséquences catastrophiques chaque année. Ces faits produisent donc autant de déplacements potentiels et de nombreuses régions se trouvent impactées par les effets cumulés de ces différents types de déplacement. Cet élargissement du champ de la vision permettrait de mieux se représenter, entre autres, les relations et les interactions entre les groupes de différentes catégories de « déplacés » qui se trouvent en compétition virtuelle ou réelle et qui s'installent la plupart du temps dans des zones historiquement pauvres, considérées comme étant exposées aux risques climatiques. Il serait aussi possible d'apprécier l'influence des facteurs culturels dans la construction et la mobilisation des représentations et de l'expérience du déplacement, ceci en partant de l'idée que le répertoire culturel des groupes joue un rôle central dans les constructions symboliques de l'Autre.

L'intégration de la dimension collective de l'identité sociale dans l'étude des représentations de l'expérience de déplacement temporaire

La thématique du déplacement interne analysée sous le prisme de l'identité sociale est devenue un objet de plus en plus étudié des sciences sociales, particulièrement de la sociologie et la psychologie sociale. En témoignent différents travaux théoriques et empiriques qui lui ont été consacrés, que nous avons, pour un certain nombre, cités dans cette recherche. Soulignons, toutefois, que la thématique est parfois abordée de manière plus indirecte pour les processus de réinstallation définitive des populations ou encore pour la reconstruction après le retour des communautés affectées. Toujours est-il qu'au cœur de la question de l'identité sociale des personnes qui se déplacent, se trouve celle des

représentations sociales qui permettent de structurer et de transformer l'identité. A ce sujet, nous avons abordé principalement la dimension individuelle de l'identité sociale, à savoir, la manière dont les individus construisent et structurent les représentations de qui ils sont et de qui sont les autres, en leur propre nom, cela est leur perception et construction individuelle de l'expérience, puis la manière dont leur action est orientée en accord avec ces représentations. Plus spécifiquement, nous avons fait le choix de privilégier l'étude de la dimension intersubjective et relationnelle qui nous situe au niveau des rapports d'altérité, à savoir, les interactions et relations entre les individus. L'interprétation de l'expérience des personnes à travers la catégorie de l'identité sociale dans l'une des dimensions associées à son étude, exclut d'autres chemins possibles pour étudier cette expérience et la manière dont cette catégorie s'exprime et évolue en relation avec le phénomène du déplacement.

Un angle alternatif pour interpréter les impacts du déplacement sur l'identité sociale et sur le phénomène identitaire dans le contexte du déplacement temporaire consisterait à aborder sa dimension collective. Il serait alors possible de saisir les pratiques, les négociations et les décisions prises par les groupes à partir des représentations définies, incorporées, partagées et mobilisées par leurs membres, et cela, au nom du groupe. A ce sujet, la préoccupation centrale serait de savoir comment, au niveau collectif, les représentations de l'expérience sont construites ou bien comment les représentations construites par les autres impactent l'identité collective et, dans certains cas, individuelle. Par exemple, nous avons abordé brièvement les représentations construites par un groupe de membres de deux églises évangéliques de la zone de la catastrophe à l'origine du déplacement. Ces représentations mobilisent des croyances religieuses autour de la cause de la catastrophe, par exemple, sur la manière dont les personnes attribuent à leurs actions passées les conséquences des situations défavorables vécues ultérieurement. Au-delà de la nature du contenu religieux de ces représentations, ce qui nous semble pertinent d'interroger concerne l'importance de la dimension collective, autour du besoin d'appartenir à un groupe social, dans la manière dont les personnes au sein de leurs groupes de référence organisent leur expérience. Cela regroupe le contenu du cadre d'interprétation d'une expérience commune et du cadre d'action qui leur permet de se mobiliser en cohérence avec les croyances partagées par le groupe. Cette approche permettrait de préciser la manière dont les personnes qui demeurent avec leur groupe de référence pendant le déplacement, ou qui agissent en leur nom, construisent cette expérience. Enfin, l'organisation collective, les résistances et les initiatives vis-à-vis des autres, et par extension, l'expérience même du déplacement subit une influence spécifique si le déplacé

reste au plus près de son groupe de référence ou s'il agit en son nom vis-à-vis d'autres groupes ou acteurs. Ce dernier phénomène pourrait aussi être analysé de façon pertinente.

De la même manière, nous avons centré l'analyse sur les facteurs du déplacement qui favorisent la production d'une condition marginale se traduisant par une diminution du pouvoir d'agir, en suivant l'importance accordée par les enquêtés à cette dimension de leur expérience. Néanmoins, notre recherche suggère que la diminution de la latitude d'action engendrée par les effets des catégorisations stigmatisées à l'égard des déplacés, n'entraîne pas pour autant son abolition. Nous avons évoqué, dans ce sens, les initiatives individuelles mises en place par les personnes doublement déplacées et installées dans un campement de déplacés. Il s'agit principalement des stratégies visant la survie matérielle, mais le fait même qu'elles puissent être organisées et menées dans ce contexte de dénuement matériel et social extrême suggère une capacité d'organisation et de mobilisation ainsi que des possibilités de continuité pour les organisations collectives antérieures au déplacement. La question serait de savoir, si au-delà de l'aspect individuel de leur mise en place, ces stratégies répondent à des décisions et négociations menées par les personnes collectivement, en s'interrogeant sur l'existence des groupes d'appartenance qui prolongeraient leur action commune dans la situation de déplacement temporaire. La présence de certains leaders de la communauté dans ces espaces, et leurs tentatives de mobilisation, nous autorisent à envisager une piste de recherche sur ce sujet. De surcroît, les actions communes pourraient réduire ou neutraliser les impacts négatifs sur les identités sociales des personnes en situation de déplacement. Cependant, ces actions communes pourraient aussi accentuer leur intensité. Ainsi, l'analyse de la dimension collective permettrait d'accéder à une compréhension plus large de ces effets là.

Le déplacement comme expérience totale ou l'expérience totale du déplacement

L'étude des conséquences du déplacement temporaire sur l'identité sociale des déplacés présente deux points d'intérêts fondamentaux. D'une part, il y a l'intérêt de rompre avec une vision matérialiste et assistentialiste de ce type de situations, lesquelles sont, à l'heure actuelle, toujours considérées comme des urgences humanitaires nécessitant une réponse matérielle aux victimes de la catastrophe. Cela nous invite à dépasser une approche homogénéisant la catégorie du déplacé-sinistré détachée des cadres sociaux, culturels et symboliques à partir desquels les déplacés construisent leur propre identité et qui diffère des catégories qui leur sont imposées. D'autre part, demeure l'intérêt d'approfondir la

compréhension des mécanismes de construction sociale de ces catégories stigmatisées afin de mieux saisir les enjeux sociaux des déplacements. Cet angle de réflexion nous a permis de considérer les conséquences du départ forcé de la population sur les logiques d'arrivée et d'installation dans les territoires de destination. En particulier, nous avons montré les effets de l'évacuation non-accompagnée sur l'étendue des pertes matérielles qui, à son tour, a impacté les ressources matérielles disponibles pour organiser le départ et choisir un lieu de destination. Concrètement, le choix des lieux de destination n'est pas uniquement déterminé par l'existence d'un réseau des relations sociales dans ces lieux, mais également par les possibilités pour les déplacés de s'installer dans ces lieux qui permettraient de se rapprocher effectivement d'un groupe de référence. Ces possibilités, nous l'avons montré, sont fortement déterminées par l'absence de préparation institutionnelle et communautaire pour faire face aux défis immédiats de la catastrophe. Cela nous conduit à souligner l'intérêt d'une meilleure compréhension des logiques sociales, en amont du déplacement, pouvant expliquer l'impréparation des autorités et de la population à anticiper, voire à contourner, ses possibles effets.

Ainsi, l'expérience du départ de la population apparaît comme étant une phase, à part entière, du processus de déplacement temporaire, dont l'étude approfondie offrirait une meilleure compréhension des choix des déplacés, qui pourraient être ensuite déterminants dans l'expérience d'installation dans les lieux de destination. Cette approche permettrait également de répondre à d'autres interrogations associées aux processus de construction matérielle et symbolique du territoire d'origine pouvant affecter les ruptures et la continuité sociale pendant le déplacement et le retour consécutif. En outre, la recherche nous permet de suggérer que les mécanismes de catégorisation des déplacés et le poids social des étiquettes conditionnent, à un certain degré, les logiques d'itinérance ainsi que le retour anticipé de la population sur les lieux de la catastrophe. Par conséquent, le déplacement prend la forme d'une expérience totale qui comprend ces deux phases qui marquent l'entre-deux de l'expérience comme nous l'avons montré dans nos travaux.

Plus précisément, nous avons montré que la dynamique des logiques d'itinérance est en partie déterminée par le ressort des interactions entre les résidents et les déplacés. Or, celles-ci se traduisent par des situations de stigmatisation et de discrimination à l'égard des déplacés ainsi que par les mécanismes d'organisation de la survie qui mettent en tension les groupes de sinistrés participant aux interactions. En revanche, si la catégorisation stigmatisée peut conduire à l'itinérance, toutes les situations de mise à l'écart observées qui en découlent ne

donnent pas lieu à un changement de scénario de déplacement. Cette remarque suggère l'existence d'autres facteurs qui influencent la décision de changer ou de rester dans le même scénario de déplacement, ces autres facteurs pouvant être associés aux aspects purement matériels ou, bien au-delà, à des aspects symboliques. Ainsi, le déplacement des populations n'est pas nécessairement un processus linéaire mais plutôt une réalité complexe qui comporte des changements de trajectoire géographique ayant un effet direct sur l'expérience sociale des déplacés, tout au long de ce processus.

En définitive, une partie de nos résultats montre que les personnes déplacées construisent leur représentation du retour selon leur perception du degré d'intégration ou d'exclusion dans le dispositif d'aides à la reconstruction au moment de leur retour. Nous suggérons que cette logique peut avoir un impact sur l'identité sociale en raison des recompositions des rôles et des positions que cela engendre. Cette idée pose la question des interactions, des conflits et des rapports de pouvoir sous-jacents entre les acteurs de la reconstruction et les « retournés » ainsi qu'entre les anciens déplacés-sinistrés entre eux. Plus encore, si le déplacement a comme conséquence une altération de l'identité sociale des déplacés, en raison des logiques sociales de catégorisation que nous avons déjà présentées, comment ces personnes peuvent reconstruire cette identité, au moment du retour ? En somme, si l'on souhaite mieux comprendre la manière dont les personnes se reconstruisent socialement et culturellement, il faudrait, avant tout, s'attacher à élargir l'étude des conséquences du déplacement sur l'identité sociale, aux logiques de la reconstruction associée au retour des personnes déplacées, non pas comme une étape séparée mais dans le continuum du processus de déplacement. On pourrait alors faire le constat, par exemple, de l'éclatement d'autres groupes en raison des logiques de reconstruction et d'insertion des populations dans leur territoire. Apparaissent aussi, au travers des groupes fragmentés par le déplacement qui se recomposent et se reconstruisent, des nouveaux groupes sociaux qui émergent à partir des nouvelles exclusions ou au contraire grâce aux nouvelles possibilités d'inclusion.

Par ailleurs, nous avons montré qu'une partie des représentations construites sur l'appréciation de l'expérience de la catastrophe est associée aux conduites jugées transgressives des personnes extérieures au groupe ayant formulé ce type de représentation. Aussi, le discours relatif à la perception du retour de ces personnes oscille entre l'image d'unification des groupes - riches et pauvres - autrefois séparés socialement et l'idée d'une séparation qui s'intensifie entre ces groupes suite aux conflits et aux tensions qui les ont opposés pendant la situation de déplacement. Ces conflits, loin d'être des tensions liées aux conditions de vie,

seraient directement associés aux valeurs concurrentes et antagonistes qui définiraient l'identité de chaque groupe.

Un autre exemple, relatif à une hypothèse de reconstruction sociale incertaine, nous amène à considérer les cas des fragmentations familiales produites au moment du retour. Nos résultats présentent brièvement l'expérience des personnes qui ont été contraintes d'entreprendre une nouvelle migration au moment du retour. Cette décision est due à la précarité croissante aggravée par la catastrophe et par le déplacement ainsi par l'impossibilité pour ces personnes de retrouver leur ancienne activité ou d'en avoir une nouvelle. Un angle de recherche élargi aux dynamiques du retour présenterait la possibilité de montrer l'étendue des nouvelles fragmentations, ou encore, les contrecoups de ces nouvelles fragmentations au sein des groupes, les ruptures familiales et les mécanismes de la reconstruction de l'identité sociale au moment du retour.

Enfin, l'étude de la reconstruction sociale au moment du retour offrirait également l'opportunité de comprendre si la liminalité sociale qui caractérise la condition des personnes déplacées peut prendre fin à ce moment-là ou si le déplacement, en tant que situation de rupture radicale dans la vie des personnes détermine, au final, une « liminalité » qui s'étirerait dans la durée, au-delà de la temporalité courte du mouvement.



BIBLIOGRAPHIE

A

- Adamo, S. B. (2009). Environmentally induced population displacements. *IHDP Update*, 1, 13-21.
- Adger, N. (2000). Social and ecological resilience: are they related? *Progress in Human Geography*, 24(3), 347-364.
- Adger, N., Huq, S., Brown, K., Conway, D., Hulme, M. (2003). Adaptation to climate change in the developing world. *Progress in Development Studies*, 3(3), 179-195.
- Adger, N., Arnell, N., Black, R., Dercon, S., Geddes, A., Thomas, D. (2015). Focus on environmental risks and migration: causes and consequences. *Environmental Research Letters*, 10, 1-6.
- Adger, N., Safra de Campos, R., Mortreux, C. (2018). Mobility, displacement and migration, and their interactions with vulnerability and adaptation to environmental risks. Dans R. McLeman, F. Gemenne (Eds.), *Routledge Handbook of Environmental Displacement and Migration* (29-41). London : Routledge.
- Abric, J.C (1989). L'étude expérimentale des représentations sociales. Dans D. Jodelet (Ed.). *Les représentations sociales* (205-223). Paris: Presses Universitaires de France.
- Abric, J.C. (1994). Les représentations sociales : aspects théoriques. Dans J.C. Abric (Ed.). *Pratiques sociales et représentations* (15-46). Paris : Presses Universitaires de France.
- Abric, J.C. (2001). L'approche structurale des représentations sociales. *Psychologie et société*, 4, 81-106.
- Agard, J., Schipper, L. (2007). *Annexe II – Glossaire*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – GIEC, 179-201. Auteur.
- Agier, M. (2000). Perte des lieux, dénuement et urbanisation: los *desplazados* de Colombie. Dans M.J. Jolivet (Ed.). *Logiques identitaires, logiques territoriales* (91-106). Ex-Orstom : Editions de l'Aube, IRD.
- Agier, M. (2001). De Nouvelles villes : les camps de réfugiés. *Les annales de la recherche urbaine*, 91, 128-136.
- Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris: Flammarion.
- Agier, M. (2009). Incertitude urbaine et liminarité rituelle. *Anthropologie des hors-lieux*.

- Zainak*, 31, 215-232.
- Agier, M. (2013). Espaces et temps du gouvernement humanitaire. Dans *Les Réfugiés* (113-123). Paris : Seuil.
- Agier, M. (2015). *Zonas de frontera: La antropología frente a la trampa identitaria*. Rosario: Editorial de la Universidad Nacional de Rosario.
- Aguilar, A., Bedoya, G., Hermelin, M. (2008). Inventario de los desastres de origen natural en Colombia. Limitantes, tendencias y necesidades futuras. *Gestión y Ambiente*, 11(1), 109-120.
- Aguilera, M. (2006). El Canal del Dique y su subregión: una economía basada en la riqueza hídrica. Dans J. Vilorio (Ed.), *Subregiones productivas del Caribe colombiano*. Cartagena: Banco de la República (Colección de Economía Regional).
- Alcaldía de Campo de la Cruz. (2012). Plan de Desarrollo Municipal 2012- 2015. *Construyendo Futuro*. Auteur.
- Alcaldía de Campo de la Cruz. (2016). Plan de Desarrollo Municipal 2016- 2019. *Puertas abiertas al Desarrollo*. Auteur.
- Altamirano, T. (2014). *Refugiados ambientales. Cambio climático y migración forzada*. Lima, Perú : Fondo Editorial PUCP.
- Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados [ACNUR]. (2019). *Tendencias Globales del Desplazamiento Forzado en 2018*. Auteur.
- Amar J., Rojas, S., Martínez, M., Utria, L., Colmenares, G. (2019a). *Resiliencia en víctimas de la ola invernal en el sur del Atlántico*. Barranquilla, Colombia: Editorial Universidad del Norte.
- Amar-Amar, J. J., De la Hoz-Del Real, C. I., Martínez-González, M. B. López-Muñoz, L. (2019b). Estrategias de adaptación y prácticas de cuidado en comunidades desplazadas climáticas: caso colombiano. *Psicología em estudo*, 24, 1-10.
- Arenas, C., Oliver-Smith, A. (2017). Gramalote, Colombia: A displaced community in transition. *Displacement Solutions*, 1-8.
- Araya, S. (2002). *Las representaciones sociales : Ejes teóricos para su discusión*. Costa Rica : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO).

B

- Baena, C. (2011). Retos de Colombia frente a la gestión del riesgo de desastre natural. *FORUM*, 2, 91-108.
- Banco Mundial. (2012). Análisis de la gestión del riesgo de desastres en Colombia. Un aporte

para la construcción de políticas públicas. Auteur.

- Barbot, J. (2012). Mener un entretien de face à face. Dans S. Paugam (Eds.), *L'enquête sociologique* (pp. 115-141). Paris : Presses Universitaires de France.
- Barnett, J., Webber, M. (2009). *Accommodating Migration to Promote Adaptation to Climate Change*. World Bank, Washington DC.
- Beaud, S., Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain* (4^e éd.). Paris: La Découverte.
- Bello, M.-N. (2000). Identidad, dignidad y desplazamiento forzado. Una lectura psicosocial.
- Bello, M.-N. (2001). Desplazamiento forzado y reconstrucción de identidades. *Trabajo social*, 8, 167-170.
- Bello, M.-N. (2004). Identidad y desplazamiento forzado. *Revista Aportes Andinos*, 8, 1-11.
- Bergamaschi, A. (2011). Attitudes et représentations sociales. Les adolescents français et italiens face à la diversité. *Revue européenne des sciences sociales*, 49(2), 93-122.
- Berger, P., Luckmann, T. (1996). Modernidad, pluralismo y crisis de sentido, ¿qué necesidades humanas básicas de orientación deben ser satisfechas?. *Estudios públicos*, 63, 1-54.
- Berger, P., Luckmann, T. (1999). *La construcción social de la realidad* (decimosexta reimpression). Buenos Aires : Amorrortu.
- Bickel, J-F., Hugentobler, V. (2018). Les multiples faces du pouvoir d'agir à l'épreuve du vieillissement. *Gérontologie et société*, 40(157), 11-23.
- Black, R. (2001). Environmental refugees: myth or reality? *New issues in refugee research. UNHCR Working Paper*, 34, 1-19.
- Blanc, Alain. (2010). Handicap et liminalité : un modèle analytique. *Alter*, 4(1), 38-47.
- Blanc, Alain. (2017). Handicap est liminalité. Dans A. ERES (dir.), *Handicap : une identité entre-deux* (p. 61 – 76). Grenoble, France : ERES.
- Boncour, P., Burson, B. (2009). Climate Change and Migration in the South Pacific Region: Policy Perspectives. *Policy Quarterly*, 5(4), 13-20.
- Boudon, R., Besnard, P., Cherkaoui, M., Lécuyer, B. (2003). *Dictionnaire de Sociologie*. Québec : Larousse-VUEF.

C

- Calvez, M. (1994). Le handicap comme situation de seuil : éléments pour une sociologie de la liminalité. *Sciences sociales et santé*, 12(1), 61-88.
- Calvez, M. (2000). La liminalité comme cadre d'analyse du handicap. *Prévenir*, 39(2), 83-89.
- Cambrézy, L. (2013). Enjeux environnementaux et nouvelles catégories de migrants: de la

- sémantique à la géopolitique. Dans *Les Réfugiés* (137-147). Paris : Seuil.
- Carvajal, A. (2005). Los desplazados: ¿Un actor invisible en la planeación y el desarrollo? *PROSPECTIVA. Revista de Trabajo Social e intervención social*, 10, 75-96.
- Castillejo, A. (2000). El desplazamiento : el Descenso al « ‘infierno’ o la cartografía del terror ». *Suma Cultural*, 1, 167-210.
- Castles, S. (2008). Afterword: ‘What Now? Climate-Induced Displacement after Copenhagen’. McAdam J. (Ed.), *Climate Change and Displacement: Multidisciplinary Perspectives* (239-246). Hart Publishing.
- Centlivres, P., Centlivres-Demont, M. (1988). The Afghan Refugee in Pakistan: An Ambiguous Identity. *Journal of Refugee Studies*, 1(2), 141-152.
- Cernea, M. (1997). The Risks and Reconstruction Model for Resettling Displaced Populations. *World Development*, 25(10), 1569-1587.
- Chávez, Y., Falla, U. (2004). Realidades y falacias de la reconstrucción del tejido social en población desplazada. *Tabula rasa*, 2, 169-187.
- Chávez, Y., Falla, U. (2005). Representaciones sociales acerca del retorno en población en situación de desplazamiento asentada en el municipio de Soacha. *Tabula rasa*, 3, 271-292.
- Charmaz, K. (2006). *Constructing Grounded Theory. A Practical Guide through Qualitative Analysis*. London. Thousand Oaks: SAGE Publications.
- Chenut, P., Ocampo, M. (2014). Reasentamiento tras el desplazamiento forzado: dos comunidades étnicas en Colombia. *Iztapalapa revista de ciencias sociales y humanidades*, 76, 105-137.
- Comisión Económica para América Latina y el Caribe – CEPAL. (2012). *Valoración de daños y pérdidas ola invernal en Colombia 2010-2011*. Bogotá: Misión BID-Cepal.
- Corbin, J., Strauss, A.L. (1990). Grounded Theory Research : Procedures, Canons, and Evaluative Criteria. *Qualitative Sociology*, 13(1), 3-21.
- Correa, E., Ramírez, F., Sanahuja, H. (2011). Populations at Risk of Disaster. A Resettlement Guide. Washington DC, The World Bank.
- Coulon, A. (2020). Introduction. Dans : Alain Coulon (Ed.), *L'École de Chicago* (pp. 3-4). Paris cedex 14, France: Presses Universitaires de France.
- Couture, M. (2003). La recherche qualitative: introduction à la théorisation ancrée. *Interactions*, 7(2), 127-134.
- Cutter, S., Barnes, L., Berry, M., Burton, C., Evans, E., Tate, E., Webb, J. (2008). A place-based model for understanding community resilience to natural disasters, *Global*

Environmental Change, 18(4), 598-606.

Cutter, S. (2011). The Katrina exodus : internal displacement and unequal outcomes. *Migration and Global Environmental Change*. London : Government Office for Science UK.

D

D'Arripe, A., Oboeuf, A., Routier, C. (2014). L'approche inductive : cinq facteurs propices à son émergence. *Approches Inductives*, 1(1), 96-124.

De la Hoz-Del Real, C. I., Amar-Amar, J. J., López-Muñoz, L., Martínez-González, M. B. (2019). Desplazamiento climático de 2010-2011 en el municipio de Campo de la Cruz: reflexiones para la adaptación y el cuidado 8 años después. *Cuadernos de Desarrollo Rural*, 16(84).

De Sherbinin, A., Castro, M, Gemenne, F. (2010). Preparing for Population Displacement and Resettlement Associated with Large Climate Change Adaptation and Mitigation Projects. Background Paper for the Bellagio Workshop.

De Sousa Santos, B. (2010). Desigualdad, exclusión y globalización: hacia la construcción multicultural de la igualdad y la diferencia. Dans D. Tapia et A. Porras (Eds.), *Igualdad y no discriminación. El reto de la diversidad* (3-51). Quito : Ministerio de Justicia, Derechos Humanos y Cultos.

Departamento Administrativo Nacional de Estadística - DANE. (2020, 17.11). *Necesidades básicas insatisfechas*. Consulté à l'adresse : [Necesidades básicas insatisfechas \(NBI\) \(dane.gov.co\)](https://dane.gov.co)

Departamento Administrativo Nacional de Estadística - DANE. (2018). *Manual de conceptos. Censo nacional de población y vivienda*. Auteur.

Departamento Administrativo Nacional de Estadística - DANE. (2020). *Boletín técnico. Pobreza Monetaria en Colombia. Año 2019*. Auteur.

Departamento Nacional de Planeación [DNP]. (2010). *Plan Nacional de Desarrollo 2010-2014. Prosperidad para todos*. Auteur.

Displacement Solutions. (2015). Climate displacement and planned relocation in Colombia : The case of Gramalote. *Displacement Solutions*, 1-69.

Downing, T.E., Garcia-Downing, C. (2009). Routine and Dissonant Cultures: A Theory about the Psycho-socio-cultural Disruptions of Involuntary Displacement and Ways to Mitigate Them without Inflicting Even More Damage. Dans A. Oliver-Smith (dir.), *Development and Dispossession: The Crisis of Forced Displacement and*

Resettlement (225-253). Santa Fe: School for advanced Research Press.

Dubar, C. (1992). Formes identitaires et socialisation professionnelle. *Revue française de sociologie*, 33(4), 505-529.

Dubar, C., Nicourd, S. (1997). La tradition de Chicago et ses prolongements dans les récits de vie. Dans Claude Dubar (Ed.), *Les biographies en sociologie* (7-16).

Dufort, F. (1992). La théorie des interactions symboliques et les enjeux de l'entrée massive des femmes en médecine. *Recherches féministes*, 5(2), 57-78.

E

Egea-Jiménez, C., Soledad-Suescún, J. (2011). Los desplazados ambientales, más allá del cambio climático. Un debate abierto. *Cuadernos Geográficos*, 49, 201-215.

El-Hinnawi, E. (1985). Environmental Refugees. *United Nations Environment Programme*.

Elias, N. (2003). Ensayo teórico acerca de las relaciones entre establecidos y forasteros. *Reis*, 1(104), 219-251.

Elliot, L. (2012). Climate Change and Migration in Southeast Asia : Responding to a New Human Security Challenge. *Asia Security Initiative Policy Series*, 20.

F

Diaz, L., Godrie, B. (2020). *Décoloniser les sciences sociales. Une anthologie bilingue de textes - Una antología bilingüe de textos de Orlando Fals Borda (1925-2008)*. Québec : Editions science et bien commun.

Fassin, D. (2020). Une anthropologie de la santé publique. Communication présentée au Collège de France (leçon inaugurale), Paris.

Findlay, A.M. (2011). Migrant destinations in an era of environmental change. *Global Environmental Change*.

Fried, M. (1966). Grieving for a lost home. Dans J. Wilson (Ed.), *Urban Renewal : The Record and the Controversy* (359-379). Cambridge, Massachusetts, London : M.I.T Press.

Fussell, E., Sastry, N., Vanlandingham, M. (2010). Race, socioeconomic status, and return migration to New Orleans after Hurricane Katrina. *Population and Environment*, 31(1/3), 20-42.

G

García, C. (2014). Desplazamiento ambiental: polisemias y tensiones de una categoría emergente. *DELOS*, 7(20).

- García, Y. (2011). Hechos constitutivos de grave calamidad pública: damnificados y calidad de vida en salud por ola invernal en Campo de la Cruz, Atlántico. *JURÍDICAS CUC*, 7(1), 125-138.
- Gardou, C. (1997). Les personnes handicapées exilées sur le seuil. *Revue Européenne du Handicap Mental*, 4(14), 6-17.
- Gemenne, F. (2015). One good reason to speak of ‘climate refugees’. *Forced Migration Review*, 49, 70-71.
- Giménez, G. (1996). La identidad social o el retorno del sujeto en sociología. En L. Méndez (Ed.), *Identidad III. Coloquio Paul Kirchhoff*. México: UNAM Instituto de Investigaciones Antropológicas.
- Giménez, G. (1997). Materiales para una teoría de las identidades sociales. *Frontera Norte*, 9(18), 9-28.
- Giménez, G. (2007). *Estudios sobre la cultura y las identidades sociales*. México : Consejo Nacional para la Cultura y las Artes.
- Goffman, E. (1975). *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Les éditions de minuit.
- Guba, E.G., Lincoln, Y.S. (1994). Competing paradigms in qualitative research. In N.K. Denzin, Y.S. Lincoln (Eds.), *Handbook of qualitative research* (pp. 105-117). Thousand Oaks, CA: Sage
- Guerra, B.M. (2015). *Gestión del riesgo de desastres en el contexto de la ola invernal 2010-2011. Estudio de caso municipio de Campo de la Cruz, Atlántico* (Mémoire). Universidad colegio mayor de nuestra señora del rosario, Bogotá
- Guillemette, F. (2006). L’approche de la Grounded Theory; pour innover? *Recherches Qualitatives*, 26(1), 32-50.
- Gunnar, J.B. (2009). Labeling theory. Dans M.D. Krohn, A.Lizotte, G.Penly Hall (Eds), *Handbook on Crime and Deviance* (187-207). Springer Science + Business Media.
- Gütermann N., Schneider, E. (2011). The earthquake in Haiti. *The State of Environmental Migration, 2011*. 39-46.

H

- Haesbaert, R. (2012). Del mito de la desterritorialización a la multiterritorialidad. Communication présentée au Seminario permanente Cultura y Representaciones sociales, México.
- Hall, S. (2010). Sin garantías : trayectorias y problemáticas en estudios culturales. E.

Restrepo, C. Walsh, V. Vich (Eds.). Instituto de estudios sociales y culturales Pensar, Universidad Javeriana, Instituto de Estudios Peruanos, Universidad Andina Simón Bolívar, Envion Editores.

Hartmann, B. (2010). Rethinking climate refugees and climate conflict: rhetoric, reality and the politics of policy discourse. *Journal of International Development* 22, 233-246.

Hereira, M. (2004). Datos históricos y anécdotas de Campo de la Cruz. Barranquilla.

Hurtado, L.F., Moncayo, A.D. (2015). El derecho al arraigo frente al desplazamiento forzado en comunidades indígenas en Colombia. *Inciso*, 17, 153-161.

I

Ibáñez A., Velásquez, A. (2008). El impacto del desplazamiento forzoso en Colombia: condiciones socioeconómicas de la población desplazada, vinculación a los mercados laborales y políticas públicas. *CEPAL - Serie Políticas sociales*, 145.

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2014). Anexo II: glosario. En R.K. Pahauri, L. Meyer (Eds.), Cambio climático 2014: informe de síntesis. Contribución de los grupos de trabajo I, II y III al quinto informe de evaluación del grupo intergubernamental de expertos sobre el cambio climático. Ginebra : Auteur.

Internal Displacement Monitoring Centre [IDMC]. (2021). Global Report on Internal Displacement 2021. Auteur.

J

Jaramillo, J. (2006). Reubicación y restablecimiento en la ciudad. Estudio de caso con población en situación de desplazamiento. *Universitas humanística*, 62, 143-168.

Jaramillo, J. (2007). La política pública sobre atención a población desplazada en Colombia. Emergencia, constitución y crisis de un campo de prácticas discursivas. *Tabula rasa revista de humanidades*, 6, 309-338.

Jaramillo, J. (2012). Representaciones sociales, prácticas sociales y órdenes de discurso. Una aproximación conceptual a partir del Análisis Crítico del Discurso. *Entramado*, 8(2), 124-136.

Jiang, S. (2015). Displacement and Resettlement Following the Ludian Earthquake in China. *The State of Environmental Migration 2015*, 89-101.

Jimeno, M. (2007). Lenguaje, subjetividad y experiencias de violencia. *Antípoda. Revista de Antropología y Arqueología*, 5, 169-190.

Jodelet, D. (1989). Représentations sociales : un domaine en expansion. Dans D. Jodelet

(Ed.). *Les représentations sociales* (47-78). Paris : Presses Universitaires de France.

Jodelet, D. (2006). Place de l'expérience vécue dans le processus de formation des représentations sociales. Dans V. Hass (Ed.), *Les savoirs du quotidien. Transmissions, Appropriations, Représentations* (235- 255). Rennes: Les Presses Universitaires de Rennes.

K

Kälin, W. (2008). Displacement caused by the effects of climate change : Who will be affected and what are the gaps in the normative framework for their protection? Brookings Institution.

Kälin, W. (2012). From the Nansen Principles to the Nansen Initiative. *Forced Migrations review*, 41, 48-50.

Kälin, W. (2015). L'initiative Nansen : bâtir un consensus sur le déplacement dans le contexte des désastres. *Revue Migrations Forcées*, 49, 5-7.

Kolmannskog, V. (2009). Climate change, disaster, displacement and migration : initial evidence from Africa. *New issues in refugee research. UNHCR Research Paper*, 180.

Koser, K. (2012). Migration and Climate Change. Geneva Centre for Security Policy.

L

Laacher, S. (2013). Réfugiés sans refuge. Dans *Les Réfugiés* (125-136). Paris : Seuil.

Labelle, F., Navarro-Flores, O., Pasquero, J. (2012). Choisir et tirer parti de la méthodologie de la théorisation enracinée. Un regard pratique depuis le terrain en sciences de la gestion. Dans J. Luckerhoff, F. Guillemette (Eds.), *Méthodologie de la Théorisation Enracinée. Fondements, procédures et usages* (61-84). Québec : Presses de l'Université de Québec.

Laberge, Y. (2009). Interactionnisme symbolique, ethnométhodologie et microsociologie, *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 40(2), 151-156.

Laberge, Y. (2016). La théorie d'Erving Goffman sur l'interaction face-à-face pour comprendre le téléphone mobile et les SMS, *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 47(1), 205-211.

Lacaze, L. (2008). La théorie de l'étiquetage modifiée, ou « l'analyse stigmatisée » revisitée. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 1(5), 183-199.

- Landry, C., Bin, O., Hindsley, P., Whitehead, J., Wilson, K. (2007). Going Home: Evacuation-Migration Decisions of Hurricane Katrina Survivors. *Southern Economic Journal*, 74(2), 326-343.
- Lear, J. (2006). *Radical Hope. Ethics in the face of cultural devastation*. Harvard University Press
- Le Bossé, Y. (2003). De l'« habilitation » au « pouvoir d'agir » : vers une appréhension plus circonscrite de la notion d'empowerment. *Nouvelles pratiques sociales*, 16(2), 30-51.
- Levina, E., Tirpak, D. (2006). Adaptation to climate change. Change: Key Terms. Paris : Organisation of Economic Co-Operation and Development (OECD).
- Lincoln, Y.S., Guba, E.G. (2000). Paradigmatic controversies, contradictions, and emerging confluences. In N.K. Denzin, Y.S. Lincoln (Eds.), *The handbook of qualitative research* (2nd ed., pp. 1065-1122), Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- Link, B., Phelan, J. (2001). Conceptualizing Stigma. *Annual Review of Sociology*, 27, 363-385.
- Lonergan, S. (1998). The Role of Environmental Degradation in Population Displacement. *Environmental Change and Security Project Report*, 4, 5-15.
- Luckerhoff, J., Guillemette, F. (2012). Description de la mise en œuvre de la MTE dans le cadre d'une recherche en communication et en éducation. Dans J. Luckerhoff, F. Guillemette (Eds.), *Méthodologie de la Théorisation Enracinée. Fondements, procédures et usages* (115-140). Québec : Presses de l'Université de Québec.

M

- Martínez, F. (2009). *Identidad y desplazamiento forzado : el tránsito y la resignificación de sí mismo y de los otros próximos* (Mémoire). Centro de estudios avanzados en niñez y juventud de la Universidad de Manizales. Manizales.
- Martínez-González, M. (2016). *Legitimación de la violencia en la infancia en situaciones de migración forzada por la violencia estructural* (Thèse de doctorat). Universidad del Norte, Barranquilla, Colombia.
- Mason, J. (2002). *Qualitative Researching. 2nd Edition*. London : Sage Publications.
- McAdam, J. (2009). Environmental migration governance. *UNSW Law Research Paper*, 1.
- Meertens, D. (2002). Desplazamiento e identidad social. *Revista de Estudios Sociales*, 11, 1-3.
- Melucci, A. (1995). The Process of Collective Identity. Dans H. Johnston, B. Klandermans (Ed.), *Social Movements and Culture* (41-63). University of Minnesota Press.

- Mercado, A., Hernández, A. (2010). El proceso de construcción de la identidad colectiva. *Convergencia. Revista de Ciencias Sociales*, 53, 229-251.
- Montañez, G., Delgado, O. (1998). Espacio, territorio y región : conceptos básicos para un proyecto nacional. *Cuadernos de Geografía*, 7(1-2), 120-134.
- Morrissey, J. (2012). Rethinking the ‘debate on environmental refugees’ : From ‘maximilists and minimalists’ to ‘proponents and critics’. *Journal of Political Ecology*, 19, 36-49.
- Moscovici, S. (2002). La representación social : un concepto perdido. Communication présentée au Taller Interactivo : Prácticas y Representaciones de la Nación, Estado y Ciudadanía en el Perú, Lima.

N

- Naranjo, G. (2001). El desplazamiento forzado en Colombia. Reinención de la identidad e implicaciones en las culturas locales y nacional. *Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, 94(1).
- Naranjo, G. (2004). Ciudades y desplazamiento forzado en Colombia : El ‘reasantamiento de hecho’ y el derecho al restablecimiento en contextos conflictivos de urbanización.
- Naranjo, G., Hurtado, D., Peralta, J. (2003). *Tras las huellas ciudadanas*. Instituto de Estudios Políticos. Universidad de Antioquia. IEPUDEA: Colombia, Medellín.
- Naser, M. (2015). Climate Change, Environmental Degradation, and Migration: A Complex Nexus. *William & Mary Environmental Law and Policy Review*, 36(3), 713-768.
- Nelson, D. R., Adger, N., Brown, K. (2007). Adaptation to environmental change: Contributions of a resilience framework. *Annual Review of Environment and Resources*, 32(1), 395-419.
- Núñez, J. (2013). *Evaluación de los programas para la atención del Fenómeno de la Niña 2010-2011*. Bogotá : Fedesarrollo.

O

- Observatoire national de la pauvreté et de l’exclusion sociale [ONEPS]. (2016). *L’invisibilité sociale : une responsabilité collective*. Rapport 2016. Auteur.
- Observatorio Latinoamericano de Movilidad Humana, Cambio Climático y Desastres [MOVE-LAM]. (2021). *Visibilizar para proteger: Un abordaje de datos e información sobre movilidad humana en el contexto de desastres y cambio climático en Brasil, Chile, Colombia, Costa Rica, Guatemala y México*. Premier rapport. Auteur.

- Ocampo, M., Martínez, M., Zuluaga, S. (2015). Del campo a la periferia de la ciudad, la omnipresente sombra de la violencia. Campesinos desplazados forzados en Colombia caminan de la mano del eterno retorno a la violencia: vulneración y potencia de vida. *Psicología USP*, 26(2), 161-168.
- Ocampo, M., Chenut, P., Férguson, M., Martínez, M. (2017). Territorialidades en transición : pobladores desplazados por la violencia del conflicto armado colombiano y la resignificación de su territorio. *Psicología USP*, 28(2), 165-178.
- Oliver-Smith, A. (1986). *The martyred city : death and rebirth in the Andes*. United States of America : Waveland press Inc.
- Oliver-Smith, A. (2009). Nature, Society, and Population Displacement. Toward an Understanding of Environmental Migration and Social Vulnerability. *InterSecTions*, 8, 1-35.
- Oliver-Smith, A. (2012). Policy arena. Debating environmental migration : society, nature and population displacement in climate change. *Journal of International Development*, 24, 1058–1070.
- Oliver-Smith, A. (2014). Environmental migration. Nature, society and population movement. Dans Lockie S., Sonnenfeld, D., Fisher, D. (Eds.), *Routledge International Handbook of Social and Environmental Change* (142-153). Routledge : London & New York.
- Olivier De Sardan, J.P. (2000) Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain. *Revue française de sociologie*, 41(3). 417-445.
- Organización de las Naciones Unidas (ONU). (1992). Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático.
- Orlove, B. (2005). Human adaptation to climate change: A review of three historical cases and some general perspectives. *Environmental Science & Policy*, 8(6), 589-600.
- Osorio, F. (2001). Reasentamientos rurales de población campesina desplazada. *Amérique Latine histoire et mémoire. Les cahiers ALHIM*, 3, 1-14.
- Osorio, F. (2007). “Allá se sufre mucho...pero se vive mejor”. *Identidades campesinas desde lo perdido: los desplazados y sus percepciones*. Communication présentée au XII Congreso de Antropología en Colombia.
- Osorio, F. (2009). Construyendo desde el destierro. Fernández, R & Corporación región (Ed.), *Controversia* (159-190). Bogotá, Colombia: Editorial Códice Ltda.
- Osorio, F. (2014). Más allá de las migraciones internas. Destierro y despojo en la guerra. *Revista de ciencias sociales y humanidades*, 76, 19-51.

P

- Paillé, P. (1994). L'analyse par théorisation ancrée. *Cahiers de recherche sociologique*, 23, 147–181.
- Palacio, J., Correa, A., Díaz, M., Jiménez, S. (2003). La búsqueda de la identidad social, un punto de partida para comprender las dinámicas del desplazamiento-restablecimiento forzado en Colombia. *Investigación & desarrollo*, 11(01), 26-55.
- Palacio, J., Madariaga, C. (2006). Lazos predominantes en las redes sociales personales de desplazados por violencia política. *Investigación & Desarrollo*, 14(1), 86-119.
- Palacio, J., Jiménez, S., Díaz, M., Correa, A. (2008). *Desplazamiento interno forzado, restablecimiento urbano e identidad social*. Barranquilla : Ediciones Uninorte.
- Palacios, A. (2010). Representaciones sociales de la ciudad y la otredad. *Revista Austral de Ciencias Sociales*, 18, 33-58.
- Paugam, S. (2014). Type idéal. *Les 100 mots de la sociologie*. En ligne.
- Pêcheur, R. (2006). *La stigmatisation d'une sous-culture : étiquetage, marginalisation et déviance. Etude d'une communauté de joueurs de jeux de rôle parisiens* (Mémoire). Université du québec, Montréal.
- Perch-Nielsen, S., Bättig, M., Imboden, D. (2008). Exploring the link between climate change and migration. *Climatic Change*, 91, 375–393.
- Pérez-Martínez, M. (2005). De campesinos desplazados a excluidos urbanos. Dans M. Bello, M. Villa (Eds.). *El Desplazamiento en Colombia. Regiones, ciudades y políticas públicas* (137-173). Medellín: REDIF, ACNUR, Corporación Región.
- Piguet, E. (2008). Climate change and forced migration. *New issues in refugee research. UNHCR Research Paper*, 153.
- Piña Osorio, J. M., Cuevas Cajica, Y. (2004). La teoría de las representaciones sociales: Su uso en la investigación educativa en México. *Perfiles educativos*, 26(105-106), 102-124.
- Plouffe, M.J., Guillemette, F. (2012). La MTE en tant qu'apport au développement de la recherche en arts. Dans J. Luckerhoff, F. Guillemette (Eds.), *Méthodologie de la Théorisation Enracinée. Fondements, procédures et usages* (87-114). Québec : Presses de l'Université de Québec.
- Plumauzille, C., Rossigneux-Méheust, M. (2014). Le stigmaté ou « la différence comme catégorie utile d'analyse historique ». *Hypothèses*, 1(17), 215-228.
- Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays.

(1988). *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 831.

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo [PNUD]. (2010). *Transversalización del cambio climático en Colombia. Evaluación de riesgos y oportunidades*. Auteur.

Pruvost, A.-C. (2015). Interaction. *Les 100 mots de la sociologie*. En ligne.

R

Rea, A., Tripier, M. (2008). *Sociologie de l'immigration*. Paris : La Découverte.

Reiboldt, M. (2019). *The power of labeling : a double-edged sword? On the legal and social labels of asylum-seekers and refugees : A case study in Malawi* (Mémoire). Utrecht University, Utrecht.

Restrepo, E. (2016). *Etnografía: alcances, técnicas y éticas*. Bogotá : Envión editores.

Revista Semana. (2020, 10.05). *Canal del Dique, la emergencia día a día. Galería*. Consulté à l'adresse : <https://www.semana.com/on-line/galeria/canal-del-dique-emergencia-dia-dia/269242-3>.

Rodríguez, D. (2010). Territorio y territorialidad. Nueva categoría de análisis y desarrollo didáctico de la Geografía. *UNI-PLURI-VERSIDAD*, 10(3).

Rubiano, S. (2014). La protección del desplazamiento forzado por desastres medioambientales en Colombia : hacia una perspectiva de derechos humanos. *Derechos Humanos de los Grupos Vulnerables. Manual*, 431-475.

S

Salcedo Fidalgo, A. (2008). Defendiendo territorios desde el exilio : desplazamiento y reconstrucción en Colombia contemporánea. *Revista Colombiana de Antropología*, 44(2), 309-335.

Sánchez, A. (2011). Después de la inundación. *Documentos de Trabajo sobre Economía Regional*. Cartagena : Banco de la República.

Sánchez Mojica, B. (2019). La migración en el contexto de cambio climático y desastres: reflexiones para la cooperación española. *Instituto de Estudios sobre conflictos y acción humanitaria*.

Sánchez, L., Atehortúa, C. (2008). Narraciones sobre la experiencia del éxodo. El caso del desplazamiento forzado en la comuna 13. *Vniversitas*, 117, 15-40.

Scandroglio, B., López-Martínez, J., San José, M.C. (2008). La teoría de la identidad social : una síntesis crítica de sus fundamentos, evidencias y controversias. *Psicothema*, 20(1), 80-89.

- Schwandt, T. (1998). Constructivist, Interpretivist Approaches to Human Inquiry. Dans N. Denzin, Y. Lincoln (Eds.), *The Landscape of Qualitative Research : Theories and Issues* (221-259). Thousand Oaks : Sage Publications.
- Silva, D. (2016). Construcción de territorialidad desde las organizaciones campesinas en Colombia. *Polis*, 43, 1-18.
- Srinivasan, A. (2012). Adaptation to climate change. En A. Srinivasan, *Asian aspirations for climate regime beyond 2012*, 77-100.
- Suhrke, A. (1993). Pressure points : Environmental degradation, migration and conflict. *Environmental Change and Acute Conflict Project. Occasional Paper Series, No. 3*. University of Toronto, University College, Science and Peace and Conflict Studies Program and American Academy of Arts and Sciences, International Security Studies Program.

T

- Tacoli, C. (2009). Crisis or Adaptation ? Migration and Climate Change in a Context of High Mobility. *Population Dynamics and Climate Change*, 21(2), 104-118.
- Tacoli, C. (2011). The links between environmental change and migration: a livelihoods approach. *International Institute for Environment and Development, London*.
- Tacoli, C. (2012). Migration, climate change and the multiple drivers of mobility: current debates, empirical evidence and implications for policy. *International Institute for Environment and Development*.
- Thomas, A. (2011). *Sobreviviendo solos: Mejorando la asistencia a las víctimas de las inundaciones en Colombia*. The Ken & Darcy Bacon Center for the Study of Climate Displacement. Refugees International.
- Thomassen, B. (2009). The Uses and Meanings of Liminality. *International Political Anthropology*, 2(1).
- Tomas, J. (2010). La notion d'invisibilité sociale. *Cultures et sociétés*, 103-109.
- Turner, V. (1969). *The ritual process. Structure and anti-structure*. Rochester, New York: Cornell paperbacks edition.
- Turner, V. (1974a). *Dramas, Fields, and Metaphors. Symbolic action in human society*. Cornell University Press.
- Turner, V. (1974b). Liminal to liminoid, in play, Flow, and ritual: an essay in comparative symbology. *Rice Institute Pamphlet - Rice University Studies*, 60(3), 53-92.

U

- Unidad Nacional para la Gestión del Riesgo de Desastres [UNGRD]. (2013). *Estandarización de la Ayuda Humanitaria de Colombia*. Auteur.
- Unidad Nacional para la Gestión del Riesgo de Desastres [UNGRD]. (2018). *Atlas de Riesgo de Colombia : revelando los desastres latentes*. Auteur.
- United Nations High Commissioner for Refugees [UNHCR]. (2017). *Déplacements liés aux catastrophes et au changement climatique, synthèse du rôle de l'UNHCR*. Auteur.
- United Nations High Commissioner for Refugees [UNHCR]. (2021, 08.09). *Personnes déplacées internes*. Consulté à l'adresse : <https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/en-bref/qui-nous-aidons/deplaces-internes>.
- Uriarte-Arciniega, J.D.D. (2013). La perspectiva comunitaria de la resiliencia. *Psicología Política*, 47, 7-18.
- Uribe, M.T. (2000). Notas para la conceptualización del desplazamiento forzado en Colombia. *Estudios políticos*, 17, 47-70.

V

- Vallejo, L.F. (2006). *La construcción social del desplazado en Colombia*. Cali : Universidad Autónoma de Occidente.
- Vlassopoulos, C. (2012). Des migrants environnementaux aux migrants climatiques : un enjeu définitionnel complexe. *Cultures & Conflits*, 88, 7-18.
- Villa, M. (2005). Desplazados: entre víctimas, peligrosos y resistentes a la guerra. Dans M. Bello, M. Villa (Eds.). *El Desplazamiento en Colombia. Regiones, ciudades y políticas públicas* (421-437). Medellín : REDIF, ACNUR, Corporación Región.

W

- Wagner, A-C. (2021). Champ. *Les 100 mots de la sociologie* (P.50). En ligne.
- Warner, K. (2010). Assessing institutional and governance needs related to environmental change and human migration. *Climate Change and Migration*.
- Warner, K. Dun, O., Stal, M. (2008). Observaciones sobre el terreno e investigación empírica, *Migraciones Forzadas*, 13-15.
- Warner, K., Afifi, T., Kälin, W., Leckie, S., Ferris, B., Martin, S. and Wrathall, D. (2013). Changing climate, moving people: Framing migration, displacement and planned relocation, UN University, *Policy Brief N° 8*.
- Wood, G. (2013). Labels, Welfare Regimes and Intermediation: Contesting Formal Power.

Dans J. Moncrieffe, R. Eyben (Eds.), *The power of labelling : how people are categorized and why it matters* (17-32). Earthscan : Sterling, V.A.

Z

Zetter, R. (1991). Labelling Refugees : Forming and Transforming a Bureaucratic Identity. *Journal of Refugee Studies*, 4(1), 39-62.

Zetter, R. (2007). More Labels, Fewer Refugees: Remaking the Refugee Label in an Era of Globalization. *Journal of Refugee Studies*, 20(2), 172-192.

ANNEXE N°1

Extraits d'entretiens en version originale

« Les pedí que me dijeran la verdad de lo que estaba pasando para poder decirle a la comunidad a través de la emisora que manejo acá. »

Page 78

« Y yo salí con un vara a buscarlo [su hijo] porque como eso estaba que se desbordaba [el Dique], y a mí me atacaron los nervios, yo salí corriendo detrás de él [su hijo] a buscarlo. Cuando yo voy por allá, por donde pasa el poco de motos, digo:

- 'Reinaldo, qué estará pasando para allá?'

- 'No mami, usted todo se imagina lo malo, que puede estar pasando pa' allá?'

- Le digo yo: 'algo pasó para allá!!!'

Cuando ya vengo con el nieto es que me dicen se reventó el Dique, se reventó el dique! Y eso fue el alboroto y carros seguían pitando, y la ambulancia y todo eso. »

Page 79

« Eso se fue agrandando, el suelo parecía ser mantequilla con cuchillo caliente se fue agrandando, agrandando pero una cosa... Bárbara! Y cuando yo vi la magnitud de ese chorro, con una boca de 300 metros, yo dije: 'de aquí no hay maquinaria, ni poder humano que pueda detener estas agua'. »

Page 79

« Afortunadamente, contamos con el sacerdote, el Padre Samuel, que se puso las botas y dio el frente a la situación, para ayudar a la población. El que dio la talla en ese entonces y la cara es el sacerdote. »

Page 80

« Tomó el lugar del alcalde que prácticamente nos abandonó. »

Page 80

« - Regina!!

- Yo le contesté: 'qué ?!!'

- Me dijo: 'este... levántate que nos vamos a hundir!'

Pero a mí me atacaron los nervios. Y me fui pal' baño y oriné y me acosté otra vez porque yo vi que no había nada. Cuando en eso me dice la otra hija mía:

- 'Ya! Baja, que aquí está el agua en la puerta'.

Cuando yo estoy, me levanto enseguida, ya el agua me daba aquí en los pies. Y yo le dije a las hijas mías porque ya yo había pasado una creciente, esa y la del Piñón. Cuando yo le dije a las hijas mías: 'vámonos!!!' »

Page 81

« Por lo menos un vecino mío, un vecino mío me tiró las puertas en la cara. Estaba la ambulancia y los pitos, como a las doce de la noche yo salí y lo llamé a él para pedirle un auxilio.

- [Un toque de puerta]. 'Señor Juaco, señor Juaco, párese!'

- 'Ahora qué?'

- 'Vea que ya se reventó!'

- 'No sea usted tan pendeja no friega!'

Y pra! Me cerró la puerta y se fue. Me tiró la puerta, el señor Juaco me tiró la puerta. »

Page 81

« - 'Mami, salgase de la casa que ya cayó!!!'

- Yo le dije: 'no si ya yo voy saliendo ya, ya yo estoy saliendo ya'. »

Page 81

« Cuando estamos allá arriba en el colegio, nos dice la monjita: ‘hay que evacuar, hay que evacuar, hay que evacuar porque ya el agua está aquí y esto viene muy peligroso’. »

Page 82

« - ‘Dios mío se rompió el Dique!’ yo les dije pero se pusieron fue las manos en la cabeza y me respondieron:

- ‘Y, ¿cómo vamos a hacer? Vamos, vamos!!’ »

Page 82

« Y eso eran gallinas reventadas, cerdos así soplados, pasaban por encima de uno. Eso fue un desastre horrible vea. Yo a cada rato pisaba visera de gallina. Y los marranos verdes ya a punto de reventar, así gordo vea pasaban por encima de nosotros. »

Page 82

« Dios mío para donde vamos a agarrar nosotros si no tenemos pa’ donde agarrar, para donde agarramos nosotros!!!»

Page 83

« Los cajones se salían también del cementerio, boyaban. Y se encontraban los huesitos de los muertos y los metíamos en una bolsa para llevarlos después al cementerio. »

Page 84

« Desgraciado! Qué eres Uribe, que eres Santos, a que tú no me ayudas? »

Page 84

« Qué hago, con qué comienzo! »

Page 84

« En la noche esto parecía una cosa de brujas, aquí los perros aullaban encima de los techos, y nadie soportaba después de seis de la tarde, la soledad en la cual estaba Campo de la Cruz. »

Page 85

« [...] llegue y me quede en Santo Tomas. Ahí en Santo Tomas duramos bastante porque no sabíamos para donde íbamos a agarrar. Y la gente ahí en Santo Tomas: ‘señora, venga, venga para que desayune’, y esto y lo otro. Nos llevaron comida. Bueno, ahí de repente llegó ella con otra mujer de un primo. Cuando estamos allá en Santo Tomas, nos fuimos para una finca. Allí en esa finca dure como que quince días. Quince o veinte días. Porque había mucha gente en la finca. Entonces viene la hermana mía de Venezuela y me dice: ‘Rosa, vamos a tener que buscar una casa porque aquí estamos mal’. Dormíamos en la pampa en el patio. Yo le digo: ‘bueno, si hay que buscarlo...’. Ella salió con sus dos hijas y consiguió una casita en Sabanagrande. Allí estuvimos creo que tres meses. »

Page 91

« A muchas personas pues les tocó vivir la triste historia de enfrentarse a lo que el destino en el momento, digamos le presentaba en esa oportunidad, que eran vivir de pronto en cambuches, en...hogares transitorios, albergues. »

Page 94

« Bueno amiga como te digo que esto fue una tragedia que nadie se lo esperaba, la gente nadie tenia pa' donde irse, los que tenían familiares en otros pueblos cercanos lo que era Sabanalarga, Ponedera, Puerto Giraldo, ellos se iban hacia allá. Entonces los alcaldes junto con la gobernación decidieron que como esa tragedia ocurrió en época de vacaciones que los alumnos, que no había clases entonces optaron por agarrar los colegios, ósea que habilitaron los colegios para las personas que desplazó la creciente. »

Page 95

«-Nos ubicamos en la carretera ahí pa’ lo que Dios quisiera porque no había ni transporte, todo se perdió porque hay muchos ganaderos que perdieron todo su ganado también porque no había vehículo para trasladar, de trasladarse uno al lado al otro. Y por eso es que uno no,

ahí estaba uno a la voluntad de Dios.

-Si, ahí dormimos en la carretera con carpas ahí. Ahí vivíamos 69 familias. Eso fue grande ».

Page 97

« Entonces como era muy poco espacio, no eran suficientes los colegios de los municipios que les prestaron a esas personas, esas ayudas, entonces estaban muy aglomerados, estaban aglomerados, y decidió el gobierno, y yo no sé creo que una compañía de Estados Unidos no se que, donaron esas carpas blancas, esos son como unos cambuches, esos los donaron y vino el mismo ejército y los armó. Y mucha gente que también estaban en la orilla de la carretera pa' quitarlos de la orilla de la carretera [los cambuches], pa' quitar toda esa gente que estaba a la orilla de la carretera y pa' la otra gente que no tenían nada, que se quedaron sin techo y sin nada y para los que estaban muy aglomerados en los colegios, entonces esos cambuches se los repartieron a esa gente, a la gente más necesitada. A los que tenían menos condiciones de conseguir alguna parte en donde albergarse en ese momento ».

Page 99

« Fue nuevo, para todo el gobierno fue algo nuevo, incluso los municipios que tampoco estaban preparados. Aquí no contábamos con un plan de contingencia para una cuestión, un fenómeno así, una catástrofe así donde se afectara toda la población no estábamos preparados para eso. Pero cada quien buscaba de pronto la manera de reunirse, convocaban a los líderes: 'de qué manera podemos ser solidarios, de qué manera podemos ayudar'. »

Page 103

« Por allá por lo último [su barrio] y entonces eso empezó como el seis [de diciembre]. Empiezan a poner que trincheras, empiezan a ponerles sacos para que la corriente no pasa porque... Eso fue así, nosotros vivíamos para aquel lado, ósea por allá lejos, no es por acá cerquita, es por allá. Entonces como el seis. Nosotros todavía no habíamos sacado nada [...] Entonces vino, como a las...doce de la noche, empezó la gente a gritar y la, como es que se llama, los bomberos, la alarma, empezó a pasar por todas las calles diciendo que desocuparan, que desocuparan!!! Porque el agua venía encima de nosotros. El hijo mío también estaba metiendo sacos por la trinchera. Pero nada! Eso mientras más metía sacos de arena, palos, piedras, eso la corriente venía y tumbaba todo eso. Y ellos vieron que ya no podían más. Entonces empezaron a gritar a decir que desocupáramos todo. Eso fue como el seis. Bueno como el siete, el siete, si el siete fue cuando nosotros nos fuimos. Bueno, entonces comenzamos ya a sacar todo. Pero no nos dio tiempo. No nos dio tiempo porque nosotros creíamos que no iba a llegar. »

Page 104

« El alcalde de aquí nos abandonó prácticamente porque el cogió sus cosas y se fue y no sabimos mas nada de él. Y entonces se aprovechó también de la gente, a comprarle los ganados a cincuenta mil pesos, así se aprovechó de los campesinos de aquí. Entonces bueno el salió y nos dejó a nosotros aquí, no nos ayudó ni puso carro para que nosotros saliéramos, y los carros cobraban 200, 300, 400, pa' hacer una mudanza. Y a donde teníamos nosotros plata para llevar! Eso fue maluco. »

Page 104

« La del 84 que se escuchaba por lo menos, incluso los señores adultos, ya mayores que ellos ya eran digamos los que vivían esa época pues ellos decían: 'este, nombre' que se va inundar Campo. Si cuando eso se inunda es como te digo las finquitas, las partes rurales, si puede llegar es hasta el patio pero no hasta la casa. Por eso le digo, la creciente grande, lo que podías hacer era una trincherita en tu casa y no pasaba ni siquiera al patio'. Como decían ellos: 'lo mucho que puede es anegarse era tu patio'. Pero no que iba a llegar ni a la cocina, a la sala. Incluso, hubo personas que, me imagino como a cuantos centímetros, eran metros, como medio metro... colocaban unas murallitas en la puerta porque como pensaban que el

agua no iba a llegar hasta ahí. »

Page 104

« Yo estaba aquí, yo vivía en mi casa, y de mi casa salí pa' la casa de los suegros míos que queda por aquí. En la casa de los suegros míos decían que para aquí no se hundía, quedaba, se atrincheraba ahí y quedaba seco. Mentira! El siete de diciembre tuve que haber salido ya con agua al cuello. Porque ya aquí no había absolutamente nada seco. Yo me fui, deje todo, todo se perdió, todo se lo cogieron, no dejaron nada. »

Page 105

« Un señor que le dijo a Manuel [su compañero] : 'aja y ustedes que piensan', ombe! Lo que pensamos es que nosotros no tenemos lo que se dice ni un peso, no tenemos plata para uno sacar las cosas, no sé quién fue el señor que no lo conozco que llevaba un camión y que nos dijo: 'aquí hay espacio, vamos!' y nos llevaron pa' allá pa' Soledad. »

Page 105

« Bueno por parte de la policía hubo presencia de algunas autoridades con algunos, ya al final porque al principio si no ya a lo último, había unas lanchas disponibles para poder...por grupo subían dos o tres familias donde te dejaban aquí un momentico: 'te vamos a dejar en tu casita, salva lo que vas a salvar, ahora vamos a llevar a la señora a la otra casa'. Pero no es lo mismo, cuando tú tienes un transporte tuyo propio tu puedes rescatar lo que quieres. Pero te tienes que limitar: 'voy a cogeme será el abanico, será esto'. »

Page 106

« Ehhh ya ahí como aja como no teníamos plata para sacar nada, ni para uno para salir a ninguna parte, bueno ahí el ejército fue el que nos colaboró, nos sacó de ahí, lo que pude sacar del pueblo para llevármelo pa' la carretera, allá me dejaron en la carretera, después tuve que ver, no sé cómo fue que hicimos para conseguir, pa' sacar las cosas pa' llevárnoslas pa' Soledad por allá. »

Page 106

« Cuando se vino el pueblo se inundó que aquí no quedó absolutamente nada. Porque aquí hasta los perros, todo, se hundieron. Mucha gente perdió sus chismes, por ejemplo en el caso mío, yo perdí todo. Yo me fui, deje todo, todo se perdió, todo se lo cogieron, no dejaron nada. Yo no saque nada, nada. Solamente saque la ropa que llevaba puesta, porque yo así, cuando yo regrese ya no había nada. Todo se perdió. »

Page 106

« ENTREVISTADOR: y la vendió [la puerca], porque no podía llevársela?

-No, porque no teníamos pa' los pasajes pa' pagar el carro. El carro me cobrara 300, pa' llevarme los chismes me cobraba 600. Entonces un día, ese señor me dijo: 'te cobro 300 y te llevo hasta donde te pueda llevar' y yo le dije, yo me puse fue a llorar y yo no le conteste nada al señor. Y yo estaba era llorando, entonces el señor me dice: 'pero qué le pasa?', - 'porque yo no tengo esa plata', entonces me dijo: 'bueno yo voy allá adelante y regreso y cuando regrese, vamos a ver pa' ver cómo nos cuadramos'. Cuando el vino, ya yo había vendido la puerca y había vendido unas gallinas, el pelao' me sacó y otras cosas, yo vendía hasta chismes! por el interés salir, reuní 150, y así fue que salimos...»

Page 106

« Y vendían de pronto sus animalitos...mal vendidos, por decirlo de alguna manera, algunos se aprovecharon de la situación: 'hey, véndeme la gallina en dos mil', ósea me parecía también algo como tan ilógico, tan desleal de parte de las personas que se aprovecharon en ese sentido. »

Page 107

« Hubo gente que se aprovechó que quedaban ahí cerquita pero entonces que todo lo que veían boyar, veían una sillita tuya que estaba por ahí, la cogían. Se fortalecían ellos con las pertenencias de otras personas que se le estaban saliendo que de pronto quedó la ventana, el

agua logró abrir la ventana que se salieron algunas cosas, del comedor, de la cocina. Entonces hubo gente que también en esa parte se aprovechó, las cogieron o las encontraron ahí boyando, no sé. Que tú sabes que el agua con fuerza se lleva todo. Pero si, el que tenía la forma, la manera de hacerlo podía rescatar sus cosas. Otros aprovecharon era para...Hubo hurtos, no sabemos si fueron los municipios alrededores o de las mismas personas de la comunidad o de los que estaban ahí en los albergues. Total es que muchas personas decían: ‘me quitaron unas láminas de Eternit, se llevaron tal cosa, la caja con tal cosa que tenía yo en mi casa, me robaron esto’. Aún así entonces era una doble afectación. Pensando que aunque mi casa esté bajo el agua todavía tengo algunas cositas ahí arriba en el techo que están cogiendo por las ventanas, me las están sacando...»

Page 107

« Mucha gente se aprovechó de la tragedia para sacar provecho como otra gente también, estrecharon esos lazos de solidaridad. »

Page 108

« Una cantidad de gente dejó perder los ganados esos se ahogaron pero los que pudimos salvar, una pizca de lo que teníamos es que eso fue muy rápido. Imagínate tú unas 60 mil, 80 mil reses que manejaba la región, viajarlas sin los automóviles, los vehículos que se requerían para sacarlos en horas, el abigeato fue total, gente que echaba ganado por delante fuera de quien sea y lo embarcaba, personas que embarcaban ganado y ni las placas de los carros se les cogía y se perdían, los oportunistas que venían ayudaban la vaca que costaban dos millones de pesos, la compraban en 400 mil, las personas por salir del apuro vendían a como fuese, entonces yo creo que dibujar cuesta trabajo, lo que sucedió exactamente con esa catástrofe. »

Page 108

« Mejor dicho en palabras así crudas se puede decir que Campo de la Cruz perdió alrededor del 80% de sus bienes, en cuanto a sus bienes y productos del agro como semovientes, enceres, electrodomésticos, y no te estoy exagerando, yo vi nadar por las calles neveras, estufas, equipos de sonido, en cualquier lugar de Campo de la Cruz podía uno empujar desde una canoa todas las cosas que se salían de las viviendas, luego viene una invasión de culebras, de serpientes, lógicamente aquí se guarecían, todo lo que se recogía en el campo se vino para las partes más altas. »

Page 108

« Y yo pensé: ‘Dios mío será que ese pueblo no va a volver a ser más nunca el pueblo de antes’, no va a volver a ser porque decían muchas personas que esto no iba a volver a secar, que esto iba a quedar como un río como una Ciénaga, entonces eso lo pensaba yo, yo decía: ‘y por qué yo luché tanto tiempo trabajando para hacer mi casa, vaya a quedar yo con las manos en la cabeza, en el aire, ni una....donde vivir!’ entonces bueno, eso fue tan desagradable, una cosa tan impresionante que todo el mundo lo vivimos pero en carne propia, eso fue horrible, horrible, eso fue lo que yo me acuerdo. »

Page 110

« Lo que fue nevera, lavadora, mesa de comedor, no le voy a decir que muebles porque yo no tenía muebles, ni cama, todo, todo se perdió. Todo se dañó. »

Page 110

« Bueno, que estábamos aquí en la casa y de repente nos avisaron que se había roto el lugar donde derramó toda el agua. Imagínese usted. Eso fue horrible. Eso fue exactamente horrible porque imagínese cuando uno tiene su casa donde uno nunca había salido, dejarlo todo. Eso es una experiencia que uno vive que uno no quisiera más nunca recordarlo [...] Entonces vivíamos confiados que...que vivíamos una vida tranquila, pero de repente se inundó, y eso ya cambia la vida de cada uno de nosotros. Ya cambia todo en esa parte. »

Page 110

« Yo dije: ‘Dios mío, Señor! Aja me las diste y ahora me las estas quitando!’ ‘cómo voy a hacer yo!’. Yo vivía era de eso, el poquito de leche que entregábamos, de eso era que vivía...! »

Page 110

« El coche ese que está allá abajo que está hecho pedazos, del agua cuando ya lo fuimos a sacar ya no servía Dios mío! Se pudrió todo, todo y bien bonito que estaba, porque esa era la comida de nosotros, eso era lo que nos daba la comida, ahí estaba abajo las piezas de abajo hasta...hecho pedazos, ahí lo tengo, eso como no se lo llevó el agua, porque eso era puro hierro, todo eso se acabó, las llantas todo eso se daño, el caballo se volvió pedazos, todo eso como es hierro, el óxido se lo comió, puro hueco...puro pedazo, puro pedazo, eso está allá abajo esperando...algún día se arregla. »

Page 111

« Porque toda la historia de una persona trabajando para obtener algo, se le vaya en cinco días y quedar con las manos en la cabeza, ya viejos, eso es una catástrofe es una infelicidad que está en el rostro de cada uno. »

Page 111

« No querían salir y estuvieron que tuvieron que cargarlos para sacarlos porque ellos tenían que morir en su tierra, en su pueblo. »

Page 111

« Aquí hubo policías que tuvieron que sacar a la fuerza a determinados viejos que no querían irse, montado en el techo de la casa un señor durmiendo, dos, tres días, a la intemperie rodeado de perritos aullando y entonces los familiares: ‘pero papi bájate, vamos!!!’ y entonces una parte se fue, y que queda? Echarle la policía! »

Page 112

« Yo sentí en ese momento nostalgia, ósea diciendo: ‘no friege! El pueblo tan bueno que era’, mientras uno estaba viviendo porque yo viví en el 6 años porque cuando yo me desplazé de allá, que nos sacaron de allá que también nos iban a quemar. Allá de Ituango. Yo soy de Ituango, Antioquia. »

Page 112

« Fue bastante doloroso porque mi esposo me decía que los hombres no lloraban, y al día siguiente él lloró al darse cuenta de la situación que él tenía. Y eso a mí sí me dolió cuando yo lo vi llorando porque él siempre me decía: ‘los hombres no lloran’ y yo le decía: ‘pero tú no tienes corazón, cómo así que los hombres no lloran’ y entonces para él no era nada, y entonces cuando pasó eso que lo vi llorando, me decía que los hombres no lloraban y mira cómo está llorando. »

Page 112

« Y entonces bueno, hubo gente también que murió. Murieron acerca de eso, porque la gente no aguanto eso. »

Page 112

« Si, muchas personas murieron. Pero del dolor. »

Page 113

« Fuimos desterrados todos de aquí, porque mire que hasta el padre tuvo que huir, él no quería, pero le tocó porque el agua le llegaba casi hasta la torre, porque cuando yo lo vi, el agua le llegaba a más de la mitad y la Iglesia es alta! Y eso tiene gradas y todo, y eso no le valió. Porque se le llenó hasta arriba, tuvo que irse! Tuvo que irse pa’ otra parte, y él no quería y no quería y no quería... y tuvo que dejar la iglesia sola e irse, porque a donde iba a dormir él? »

Page 113

« Todo! todas esas cosas, era algo muy integral. Ósea saber de que de pronto tú de alguna forma ya, ya habías vivido una vida, tener unas amistades, el amor pues que sentías por la

tierra, el amor que sentías por tu gente, por haberte adaptado a una cultura. Entonces tu como que comenzar a volver de cero, cómo empezar. Es como empezar una nueva etapa de cero. Entonces es como cuando dices: ‘todo mi tiempo como que yo lo perdí’, verdad? Como cuando estabas en un sueño y resulta que te despertaste y eso fue como un sueño, una pesadilla y ahora la realidad es otra. Entonces yo pienso que nadie quería como que todo ese tiempo, todas esas experiencias vividas quedaran allá en el olvido. »

Page 113

« Bueno, le digo que, así como le digo niña que yo me sentía como en el aire, me sentía como o sea... me pego tanto porque aja, uno pasó lo que pasó, me tocó separarme de mi compañero, mi hija por allá, mi hijo por allá, no es igual, me toco pasar esa navidad sola, pero como se hace! »

Page 116

« En ese momento, nosotros alquilamos un apartamento. El señor del apartamento nos echó. Porque habíamos dos familias, habíamos tres familias, porque yo no podía dejar a los hijos míos ambulantes. Los hijos míos, el uno tenía mujer y no tenía hijos, el otro tenía mujer y tenía dos hijos. Entonces por medio de que yo tenía las tres familias ahí, a mis hijos, a las dos yernas, el dueño del apartamento me echó porque no podían vivir tres en un apartamento. Y donde los iba a meter, si yo, nosotros estábamos abrigados del agua. Nos hizo salir. »

Page 117

« En la parte donde yo estuve, como te digo yo me iba para allá para Barranquilla, al principio mi familia no las habían censado. Dije: ‘cómo así? están por ahí dando las ayudas y ustedes no se qué...’. Entonces no los habían censado, supuestamente porque donde vio que había una familia damnificada tenían que colocar una bandera, y colocaban una bandera, sacaban cualquier trapito rojo y decían esta es una familia de damnificados y ahí llegaban los organismos de pronto de socorro, de cruz roja y no sé qué. Mi familia ya tenía ya varios meses y no había recibido ni una sola ayuda. Después como que buscando algunos contactos con algunos otros profesores, hablando como de qué manera, quién podía a ellos censarlos y todo, me dijeron: ‘no Nubia, ellos tienen que ir allá por ejemplo en Codesa de Sabanalarga y ahí están atendiendo, ellos tienen que llevar las personas que viven, que están en ese núcleo’. Y efectivamente a partir de ese proceso que se hizo, fue que ya después hicieron una visita y ya dijeron para tal día estén pendientes que van a haber otras entregas de ayuda para que ustedes vengán a reclamar su ayuda humanitaria, una compra que les daban. Bueno de cierta forma, perdimos de pronto primero esos meses por desconocimiento que no nos habían contactado y no sabíamos tampoco como hacer. »

Page 117

« Vivíamos tranquilamente, rodeados de nuestros vecinos, que siempre hemos vivido con nuestros vecinos que siempre hemos estado unidos. »

Page 118

« Yo vivía allá, bueno allá los vecinos también eran buenos conmigo, me ayudaban bastante, me daban, si yo no tenía algo, ellos me daban, que si arepa, la ayuda, la ahuyama, porque ellos tenían finquita, bueno antes si me ayudaban bastante también. »

Page 119

« Donde estuvimos en los demás municipios nos trataban bien a ellos y a nosotros también. Médico, medicinas y sin cobrarnos ni un peso! Y comida, porque eso sí que hubo comida hasta pa’ botar! Eso era el gobierno, eso nos mandaban sacos, pero sacos así vea ! Bastante! No eran así chiquitos. Cruz Roja, la Defensa Civil nos llevaban bastante, bastante comida. Eso sí puedo decir yo que nunca nos dejaron morir de hambre ni nos dejaron aguantar de hambre, nos dejaron aguantar hambre. Ropa, porque no nos quedó nada, nos fuimos con los chiritos que teníamos. Los uniformes de ella, todo eso. »

Page 119

« Si porque, ósea nos ayudaban, nos ayudaban a la gente, esto y lo otro. Como cuando yo estaba allá en Sabanagrande, un líder de allí de Sabanagrande nos ayudó bastante. Sí porque él cuando...[Nos decían]: ‘vamos allá a la iglesia, que en la iglesia van a dar unos mercados para los damnificados de la inundación’. Bueno, allá nos daban las compritas. La policía también nos ayudaba: ‘doña mande allá que le vamos a mandar algo’. Siiii, eso fue una ayuda para nosotros todos los damnificados. »

Page 120

« Los vecinos no estaban eran pocos las personas que nos, que estábamos ahí que éramos de acá del barrio. Habíamos un poco ya después que se fueron, después fue que se llenó. »

Page 121

« [...] la inseguridad de estar en un lugar que uno no conoce, ni para donde camina uno, ni en qué peligro se embarca uno...»

Page 122

« [En la casa de Barranquilla] yo voy a la casa y es incómodo, el patio y la puerta, no 'ombe yo si cogí camino y donde sea! Aquí uno en los pueblos tiene uno una vida feliz, uno no tiene...no tiene esos problemas que lo van a asaltar” yo vivo aquí feliz sabe por qué?, porque yo tengo mis amigos, voy donde el uno, voy donde el otro, y conversó con ellos, y charlo con ellos, esa es la felicidad de uno, pero vivir amargado, no, no está bueno. Eso no es felicidad, la felicidad es uno que tenga sus amistades, que converse, que halague con ellos, yo me voy pa' la casa del ahí ve, todas las noches, me vengo a las 9, 10 de la noche. »

Page 123

« Yo diría que la cosa negativa, es que paradójicamente ese acercamiento con la ciudad nos puso en contacto con todas las manifestaciones negativas de la ciudad, entonces eso se convierte en un factor negativo, por ejemplo, la inseguridad, las costumbres malsanas que se ven allá [...] entonces paradójicamente al mismo tiempo que es un factor de desarrollo, la carretera se convirtió en un elemento negativo para la población [...] entonces cuando el pueblo empezó a estar más en contacto con la ciudad, eso hace que traigamos todas esas cosas negativas. »

Page 123

« Si duramos un año viviendo en otro lugar de otra cultura, de pronto asimilamos algo eso de pronto pudo haber sido conveniente; o pudo haber sido negativo, todo depende de la persona que se ejercita en ese fenómeno, por ejemplo, un niño que golpea para hablar que nosotros acá los campocrucenses tenemos una manera peculiar de expresarnos, no decimos ‘dedo’, decimos ‘deo’ [...] entonces resulta que allí sufrimos un cambio. »

Page 124

« Yo por ahí le he cogido miedo a Barranquilla porque hace dos años, tres años, me quitaron 500 000 mil pesos, fui a cobrar y Salí, llevaba la plata, entonces el tipo me puso un cuchillo aquí pegadito en la pierna aquí y el allí y yo en la mitad: ‘la plata’, ‘no yo no tengo plata’, pero la tenía la muchacha, ella no se había dado cuenta, y le dije: ‘entregue esa plata’, no la quería entregar: ‘me hacen daño a mí y te hacen daño a ti’. »

Page 124

« No podíamos..Ósea eso no era nada seguro allá en Barranquilla porque se nos perdían las cosas allá. »

Page 124

« Nos fuimos pa' Malambo, pal barrio la Esperanza, también eso fue peligroso porque por ahí mataban mucho, teníamos era que andar encerrados porque no más que se escuchaban era los tiros –no, mataron a no sé quien, no mataron [...] »

Page 125

« Mal, mal, mal. Mal, mal! No hallaba pa' donde coger, no...En Santo Tomas yo no conocía a nadie, eso fue un desastre. »

Page 125

« Pues como...para serle sincera es un pueblo llamado Punta Canoa, Bolívar. Ahí a unos minutos de Cartagena, pero si la relación siempre ha sido, no fue tan...fue bien porque ya yo tenía la costumbre de ir allá, y estar un tiempo allá, no fue para mí tan difícil. »

Page 125

« Yo dure en un cuarto con mis hijos con un almacén al lado del cuarto de comida donde estaba almacenada la comida de mi familia, mi hija la mayor se me enfermo porque ella no estaba acostumbrada a tomar el agua de pozo, donde en candelaria se toma el agua de pozo mi hija tuvo bronconeumonía, la segunda tuvo hepatitis b, estuvo bien malísima yo estuve en una tensión tan fuerte que yo le decía a mi esposo “me sacas de este pueblo o yo no sé que voy a hacer” eso para mí fue tan teso que fue duro, yo tuve a mis hijas hospitalizadas, mal y una vez más le digo la mano de dios fue grande misericordiosa para con nosotros porque teníamos una cantidad de niños teníamos veintipico de niños y de pronto unos recursos que no tenían nada económicamente pero nosotros teníamos conexiones de amistades, médicos y eso que nos ayudaron mucho y le doy gracias a Dios. »

Page 126

« [...] la gente iban y me decía a mí, venían y me decía, se quedaban varados y yo los metía a dormir ahí, en el cambuche, aquí dormimos así sea uno arriba del otro, la casa en el día está empachao pero en la noche cabemos todos, en el día está así pero en la noche cabemos todos, que si cabemos!! Y ahí unos se acostaban como si fueran todos, así en el suelo, con trapos, nos tirábamos en el piso, en el suelo. »

Page 126

« La gente me decía: ‘Regina, no hay una cosa más buena que hayas hecho que esta’, porque ya uno no pasa esa hambre como a veces habían personas que venían de acá del pueblo muertos de hambre, y se les veía así se le veía ese ojo allá adentro, y a mí me daba tanto dolor y yo les preguntaba: ‘ya almorzaron?’ ‘ni con que comprar!’ yo cogía y les daba: ‘yo tengo sopa pero las sopas están solas’ y les daba sus platos de sopa, se lo tomaban y les brindaba a personas que yo veía que aja, porque a veces... no es que uno tenga! Pero yo creo que Dios ayuda más a uno así, que uno le brinde al que necesita. Habían un poco de pelaitos que me daban dolor, también yo los llamaba y les decía: ‘tienen hambre?’ me decían: ‘Si señora’. Cuando ya ellos veían que ya no había venta ellos mismos me preguntaban: ‘vea hoy nos dejó?’ y entonces yo los llamaba y los ponía en una, les ponía la olla, o el caldero, lo que fuera y les decía: ‘llévenselo pa' allá o repártanlo, pero cómanselo todo sin pelear’. Y los pelaos pa' que! y los vecinos que no tenían también porque me portaba bien con los pelaos. »

Page 127

« Mira yo no tenía nada que hacer, yo me iba a pie de la 62 con 72 en Barranquilla, carrera 62 con la 72 donde estaba mi hija, yo me iba a caminar en el día para no, para desestresarme de...estaba como preso, nadie tenía nada que hacer, me iba a pie pal' centro de Barranquilla, retornaba 2, 3 horas “papi dónde estabas?”...caminando, distrayéndome...un par de amigos ahí que estábamos cerquita no íbamos a caminar y a reírnos, a tomarnos de buen agrado todo, esto era risible. »

Page 127

« Y entonces también, los pelaos yo los...los hijos míos yo los eché pa' Ponedera porque también había bastante pelao' vicioso por allá. Entonces se los llevaban, entonces yo decía "Dios mío, yo tengo que reaccionar porque mis hijos no se van a volver viciosos como estos pelaos aquí". Y como pude los eche pa' acá pa' Ponedera donde estaba mi mama en los colegios. Yo me quede con el allá, con el marido mío allá y sin embargo, me venía los viernes pa' Ponedera y me venía los lunes pa' acá pa' Barranquilla. Yo dije "no...a mí me ha costado bastante pa' venirlos a perder de esta manera". Porque eso sí, bastante viciosos. Y ahí uno no podía estar en la puerta porque era que mataban a la gente. »

Page 128

« Osea los míos no, si no los de...los pelaos por ahí! Ósea, a un muchacho una vez lo volvieron vicioso y le dijeron que "no...si tu no la fumabas eres marica, que no se qué, que no sé cuando!", entonces le daban vicio y abusaban del muchacho. Entonces eso si no, yo veía..dije "esto no es pa' mis hijos. »

Page 128

« Estábamos ahí entre Cascajal y Sabanalarga. Yo me rebusque pues trabajando, dando clases de, daba clases a un grupo de semestralizados. »

Page 129

« Y aquí y lo otro, y se veía que había tensión, había mucha tensión por lo menos como le digo. Es como todo, había municipios que son por naturaleza, que la gente es muy buena y muestran lo que son por su carisma. Como hubo gente que también decían: "ahí! imagínese que en tal parte estaban diciendo que nosotros éramos muy bulleros, que hacíamos mucha bulla, que estábamos llevando el desorden para su pueblo". Entonces esas son cosas que a veces uno también escucha. Entonces había municipios que de pronto eran quieticos entonces decían que los campocrucenses eran más ruidosos, que les gustaba era de pronto de estar en la cantina. Entonces son comentarios. Pero como también había gente que también hablaba muy bonito de que la gente era muy alegre. »

Page 130

« Yo me fui para Suan con la familia también, y alquile una casa, por cien mil pesos. Yo la pagaba, de lo poquito que me ganaba yo la pagaba. Bueno, y ahí si no nos echaron, no le voy a decir que a mí me echaron si no que yo vivía mal. Porque a mí no me gustaba ese pueblo. Para que, a mí no me gustaba. Y no me gustaba que hablaran mal de mi pueblo. Si hablaban muy feo, que Campo de la Cruz era muy corrupto, que Campo de la Cruz...y a mí no me gustaba que hablaran de mi municipio, porque por más que sea, ellos son del Atlántico, yo soy del Atlántico. Ellos son de Suan, yo soy Campera...[...] Entonces ellos hablaban asquerosamente del pueblo y a mí no me gustaba. Yo por eso no me rosaba con la gente del pueblo. »

Page 130

« Pero si le toco a mi mamá duro, sufrió bastante, maltrato. No allá, pero si ya cuando vino para acá, al lugar que le digo en Puerto Giraldo. Ya fue el trato diferente, estar con varias personas porque usted sabe que estaban revueltos en colegios. Y no era fácil porque, dice ella, en el trato, sufrió. Dice que ella sufría mucho, lloraba porque aja quería estar nuevamente en su hogar de donde ella había salido [...] Ósea, vivía una vida muy...estricta y con dolor porque los vecinos no eran los mismos que teníamos por aquí y prácticamente eran de pronto personas de otro lugar, no estaban adaptados a esa misma personalidad. Entonces sufría por lo menos que si...malos ratos, que si con discusiones, que si con cosas, y maltrato, entonces pues ella si de verdad que...sufrió bastante en esa parte. »

Page 131

« Porque hubo municipios que ya después no sé cómo, o también...o como quien dice "ya les hemos dado mucha hospitalidad, ya váyanse". Ya escuchábamos por ahí que en ciertos pueblos ya no querían que las personas estuvieran más por allá. Entonces eso todavía aumentaba más el desánimo en las persona, mas digamos...aumentaba la tristeza. »

Page 131

« [...] lo que sí me dio rabia fue que una mujer que le llevaran en video para allá pa' Bogotá perdón pa' Caracas, que estaba pidiendo plata y que estaba disfrazada, plata yo nunca pedí en la carretera

-Jamás

-Tengo mi gente que lo puede decir, mis compañeros que yo tenía de que yo nunca me vieron pidiendo plata y siempre disfruté mi vida ahí., pero yo dije ese video me lo van cambiando de

que no mona no eres tu es otra mona que digo. »

Page 132

« Yo veo una señora un día que fueron cobrando 12 bollos de mazorca: ‘señora mona que mande el pago de 12 bollos de mazorca’ y digo yo: ‘yo no como el bollo de mazorca ni que yo los fabrique porque a mí me da en el estómago’, yo digo: ‘vaya allá donde la mona aquella que vive en el cambuche’, esa era a señora mona que debía los bollos. »

Page 133

« Después empezó la gente a venirse a la entrada a hacer *cambuche* ahí. Y hubo bastante gente que se quedó ahí. Se vinieron de allá porque prácticamente donde estaban no recibían ayuda de nada. Entonces cuando nos vinimos pa' acá aquí si nos daban nuestras ayudas. »

Page 133

« No me hallo no, no sé, no es por nada de la comida, tengo mi cuarto, tengo mi cama, tengo mis cosas allá, tengo mi abanico, hasta ahora que fui me dijo: ‘mire viejo, ahí tiene un televisor’. ‘Nombre quite ese aparato de ahí yo no veo esas cosas’. Sí, me atienden bien pero como se hace. Es que no me amaño. »

Page 135

« Y ahí uno no podía estar en la puerta porque era que mataban a la gente. Entonces eso también como que uno se estresaba mas y yo dije: ‘Ahi, Dios mío el problema allá en Campo de la Cruz y aquí también! ¡Donde vamos a parar nosotros!’ Entonces yo tomé la decisión de venirme pa' acá pa' la entrada...Yo le dije: ‘bueno, vámonos. Así sea sin luz allá estamos’ y nos vinimos pa' acá sin luz! ‘Así comamos tierra, todos dormimos en el piso, como sea pero yo los saco de ahí porque los saco’. »

Page 136

« Éramos un poco, un poco en el colegio, entonces ya lo estaban pidiendo. Entonces de ahí nos sacaron, nos trajeron un carro de allá, de allá del batallón, los soldados eran los que nos traían los carros. »

Page 139

« Y bueno como la inundación el chorro se rompió el 30 de Noviembre del 2010 y en esa época había vacaciones cuando se hundió ofrecieron refugio en la mayoría de colegios de los principales sitios de por acá. Entonces ya se llegó la época de otra vez la gente entrar al colegio, a la fuerza les ponían plazo que salgan ya que tenía que entrar el colegio que tenían que soltar, y empezaron a soltar. Entonces pues la gente no tenía para donde irse, tuvieron que retornar otra vez al pueblo. No tenían otra salida más que salir. »

Page 139

« Bueno, el colegio donde nos llevaron a nosotros, se llama, el Simón Bolívar también...el colegio Simón Bolívar. Bueno allá nos estuvimos como ocho meses. A los ocho meses vino una señora y...de la gobernación y nos sacó de allá, nos dijo que teníamos que irnos porque ya estaban pidiendo los colegios. Y si uno no se iba que lo sacaban, que lo derrotaban a piedra porque ya tiraban piedras en la noche a ver si uno salía. »

Page 139

« Bueno, en algunas ocasiones cuando ya estábamos anegados ya estábamos exiliados de Campo de la Cruz se hacían reuniones con líderes políticos y el alcalde [...] Nos reunía en los pueblos altos del Departamento a los campocrucenses para decirnos que había la intención de mudar la comunidad para las lomas que hay por Manatí, eso es una desgracia grande uno abandonar su paisaje de toda la vida y sus bienes, porque a todo el mundo no le iban a ...bueno yo me imagino “hágannos las casas, hágannos las calles como estaban en Campo de la Cruz, hágannos una Iglesia y un cementerio, hágannos el estadio, hágannos nuestro palacio municipal y nosotros nos mudamos” pero quien se lleva el terreno de uno que uno tenía, las 20 hectáreas, las 15 hectáreas, 17, 50, en Campo de la Cruz en su campo rural está bien dividido, ahí todo el mundo tiene un pedacito de...cómo hacían pa' llevarse una tierra pa'

que uno trabajara en otro lugar? O íbamos a vivir del aire, del maná? »

Page 140

« -Porque anteriormente cuando se inundó, este, querían desaparecer el pueblo, lo querían sacar del mapa...entonces pues imagínese que a nosotros nos desaparecieran el pueblo, para adaptarnos a otro pueblo si era difícil. Pues entonces, eso no ocurrió.

ENTREVISTADOR: ¿Quién quería desaparecer el pueblo?

Este, como se veía todo lleno de agua, todo hasta las casas prácticamente lo único que se les veía era el techo. Y eso [nos decían]: ‘que no iban a regresar más al pueblo, que no se qué’. Si, como que los de las comunicaciones [los medios de comunicación] y tal...y no, no permitimos. »

Page 140

« La desesperación! Y la desesperación cundía o cundió en cada Campo crucense, primero no tener que comer y esperar coger una fila para que le dieran a uno la bolsita de víveres, verdad? Eso es desesperante, uno no beberse un poquito de agua sino pedida, es desesperante! No tener recursos es desesperante! la desesperación del campo crucense fue en cualquier lugar que estuviera [...] »

Page 144

« El tormento.

-El que diga que no paso trabajo era porque tenía una casa en el cielo

-Si!

-Y que tenían todo allá

-Pase trabajo aquí en los cambuche y pase trabajo en Cascajal. Por lo menos yo ahí en la carretera no desayunaba era raro el día que y desayunara, ¿que iba a desayunar? A qué hora iba a poner yo esos frijolitos? Frijoles en la mañana, frijoles al medio día

-Frijoles en la noche. »

Page 145

« Ahy seño! Como sería eso! Eso fue desagradable seno, como yo le digo que no quiero ni acordarme de ese día. Dos días sin comer nada. Eso fue desagradable, Dios mío Señor! No quiero saber de eso. »

Page 145

« En ese momento nosotros salimos, nos fuimos para otro lugar. Era muy difícil dejar su casa, el pueblo donde ha vivido por mucho tiempo e irse para otro lugar donde uno no va a tener una actividad, así como que normal porque ya es cambio diferente. »

Page 145

« Entonces ellos [los funcionarios] clasificaban. Por ejemplo los damnificados, decían ellos, los que están en las carpas, ellos sabían que era un tipo de damnificados. Los que están en hogares transitorios porque ya tenían por ejemplo unos albergues, porque habían colocado unos albergues, en un colegio, entonces ya ellos estaban clasificados. Por ejemplo si estaban en el albergue de Sabanalarga, porque era el que yo más escuchaba, por decir algo: ‘están ubicados en el albergue Santa Rosa tantas familias de Campo de la Cruz’, ya sabían que de Campo de la Cruz habían tantos, de Manatí habían tantos, incluso por que lo mencionaban los otros municipios. Y allá llevaban de pronto ciertas ayudas. »

Page 145

« Si tú eras de pronto el jefe del hogar, aparecía tu nombre con tu cédula, y sabían incluso cuantas ayudas habías recibido por parte del Estado. Si te habían dado compra, lo que llamaban ellos compra, si habías recibido un aporte de arriendo, porque hubo personas a las que les dieron arriendo también [para] ayudarlos. Hubo un tiempo en el que les dieron a ellos arriendo. Les dieron arriendo a las personas que aparecían en la lista. »

Page 146

« Que estamos sin nada, que nos quedamos sin nada.

-Ujum

-Somos damnificados por la ola invernal.

-Bueno, nosotros nunca pensábamos de sufrir ese tormento que sufrimos. El abandonarlo uno, lo de uno es quedar damnificados, quedar sin nada. »

Page 147

« Tu...de pronto tenías en tu, aquí la mayoría de las viviendas, no es por decirlo porque nos están preguntando, si no que es una realidad vivida. Las personas contaban con unos grandes espacios de terreno, en el patio, habían patios donde tu tenias árboles frutales de toda clase, tenias guayaba, tenias y que el aguacate, tenias que el plátano, cantidades de frutos

Page 147

« Y ahí no cabía todo [en los refugios]. Y yo vivía con la hija mía. Y a la hija mía la pusieron a vivir conmigo también. Entonces al ver que no cabíamos, teníamos que dormir era parado! Porque las cosas de la hija mía, eso es de la hija mía, y así lo que tenía o lo que ella pudo coger. Entonces ya...vivíamos era parados así, ósea teníamos que dormir era parados. Entonces le dieron otra pieza a ella. A mí me dieron la 10 y a ella le dieron la 12. »

Page 148

« Bueno tú sabes que en una casa había bastante gente y vivir arrimado, eso también es lo malo. Y entonces nosotros no teníamos, ósea nosotros aquí, cuando esto nosotros no dormíamos aquí, no comíamos. Nos fuimos pa' allá disque a descansar y no...allá nosotros no teníamos privacidad para nosotros dormir, descansar de este cansancio que nos dejó. »

Page 149

« [Los días] Horribles.

-Yo no quería acordarme de eso, me da dolores de cabeza

-No, huy Dios mío qué cosa más! Yo duré 15 días ahí. Orinar, se me salían las lágrimas. Como 3 meses ahí. »

Page 149

« No por lo menos no éramos...Como puede ver no somos de plata pero vivíamos una vida digna, dignamente. »

Page 149

« Teníamos que mañanar. La gente hacía sus necesidades en bolsas y las tiraban al agua, porque en qué tierra la iban a enterrar. De vaina no hubo una epidemia aquí. Evacuábamos era pa' acá. Porque como pa' allá era el agua de inconsumo [...] »

Page 149

« Barríamos un poquito, y medio nos bañábamos, cocinábamos ahí y aguantar sol en esos plástico. Eso es horrible, yo no quiero ni acordarme de eso, yo era cada ratico en el hospital, con dolor de cabeza. Calor del agua, calor del pavimento y de los cambuches, fue horrible, horrible. »

Page 150

« Las actividades imagínese si nos íbamos para allá era agua, para allá era agua, asustados ahí. La actividad más favorita era lavar porque, medio barre uno ahí el pedacito de la carretera y más nada. Estábamos amontonaditos ahí así como unos animalitos ahí amontonaditos y cuando venían y nos repartían las cosas ahí, ahí medio nos alegraban porque aja nos regalaban algo y bueno. Pero imagínese en la tarde mirábamos allá agua, mirábamos para acá agua y la mosquitera, y el poco de culebra en la carretera. »

Page 150

« Después nosotros hablamos con mi mama y pusimos un negocio allá en la entrada de vender comidas. Nos iba bien. Ya después nos iba bien con el negocio ese de la comida. Yo decía: 'después que los míos coman, no importa lo demás, pero hay que ayudarle a mi mama'. Después en la noche nos veníamos a dormir pa' acá sin luz. »

Page 150

« Si, no era fácil. No era fácil estar uno...en casa que no es de uno. Porque tú sabes que ya uno estaba adaptado, por lo menos a su casa, estar con su familia y luego uno irse para otro lado de pronto donde no tienen las mismas costumbres, donde de pronto no...Usted sabe que donde hay niños, se encuentran todos los niños, que si no le gusta que el niño haga esto...no es fácil! No es fácil uno adaptarse así. »

Page 151

« Bueno eso si bastantes! Porque éramos muchos! Muchos, muchas gentes que no nos conocíamos. Había de Repelón, había de Villa Rosa, había de, de Manatí, bastante gente de Manatí, de Santa Lucía también un poco. Pero más de Campo. De Campo, imagínese a Campo no le quedó ni una esquinita seca. »

Page 151

« Era muy incómodo pues había que compartir con gente que uno no conoce. »

Page 152

« [...] mucha dificultad, aprendimos a convivir mucha gente aprendió a convivir ahí, 10, 12 familias juntas. Entonces empezaron los diferentes caracteres de la gente, todo lo que comenzó, el dilema que había, a que la familia esa se sentaba con esta, los niños que aquello que lo otro. »

Page 152

« Se los llevaron

-[...] habían unos que se los llevaban. A mí no.

-Cuando tú te fuiste todos los niños se los llevaron. Ni un niño en la carretera, verdad Yadira, que en la carretera no quedó ni un niño. Después se los llevó la señora Roxana que yo me tuve que enfrentar. El 16 de diciembre ya ahí no había nadie. Era por seguridad. Era por seguridad, lo que pasa es que a veces habemos padres que no entendemos que es así

-Ujum

-Después el Bienestar se daba cuenta cómo vivían los papas como vivían mal, que no había plata pero que sea acomodaran. »

Page 152

« [El desplazamiento] afectó hogares porque a través de eso muchos hogares, cómo te diría unos se fueron a buscar unos familiares, otros se fueron a buscar otros familiares, ya tuvieron mujeres diferentes, vinieron, se destruyeron afectó muchísimo en esas áreas. »

Page 153

« ENTREVISTADOR: Y cómo era la vida del albergue?

P2: huyyy!!! Eso era un colegio y ahí vivía tanta familia que!!! Hacían una sola comida para todos

P1: eso es horrible, ese poco de comida pa' que coma todo el mundo de lo que ellos quieren que uno coma.

P1: si, a veces uno como que no quería, por lo menos con esas comidas que le brindaban a uno allá en ese comedor, y no le provocaba y uno no tenía con qué comprar, pero siempre por no tener uno, por ser uno...

P2: [...] ahí fue uno cuando uno se dio cuenta que uno no valoraba lo que tenía y a veces uno no pensaba...y eso fue horrible! Horrible, horrible. »

Page 154

« -Doctora hay muchos que no lloraron cuando ocurrió, pero lloraron después [...] muchas familias que no tocó ni una compra y otras que hasta tocábamos de dos.

-A mí me tocaron dos

-Tocó ayudar, porque pasaban trabajo.

-Por lo menos a mí me daban dos una a mí y una al marido mío aquí trataba de repartirla con los vecinos de por aquí.

-A mí no me dieron ni una

-Le dieron dos a una hija mía y después a las otras hijas mías
-Eso si nos tocó llorar. »

Page 154

« Eh no se conseguía comida, ósea a mí nunca me dieron una compra aquí porque no aparecía en los listados, y nada yo iba y nada! Todo el mundo venía con sus compras y eso. »

Page 154

« Entonces las vecinas, como ellas recibían me mandaban mi bolsita. Las tías mías recibían también me mandaban. Me mandaban y así...recibía de los vecinos... Si no los vecinos cuando les daban sus compras ellos hacían las bolsitas y mandaban. »

Page 155

« Con el tema de la entrega de los mercados, de las ayudas para las casas, la tensión en salud y todo eso fue pulseado. Eso generaba disturbios, llegó un momento en el que para la entrega de las ayudas de los mercados esos que le daban a la gente tenía que venir el ejército porque se armaba un desorden, una sola violencia que se armaba ahí porque eran insuficientes, porque no respetaban los turnos, pero todo eso mismo producto del desespero de la situación económica en la que quedó la gente. »

Page 155

« Y venían personas de mi pueblo entonces hay personas que acá de los cambuches que decían que, incluso que empezaron a denunciar en la gobernación que yo tenía personas de núcleo de personas de mi pueblo, y yo no tenía a nadie, sino que yo era líder de mi personal que yo tenía en la carretera, pero si personas venían de mi pueblo que estaban padeciendo, pasando trabajo nosotros le colaborábamos, le llevábamos bultos, bultos. »

Page 156

« Hubo hasta pelea. Hasta saquearon, eso fue un solo remolino porque hay a otros le daban y a otros no. Tú tenías que proceder mal.

-Claro

-Porque si a mí me dan dos y a otro no le dan ni una. Al que no le dan tiene que proceder mal, ay vamos a coge a roba todo esto porque nosotros no nos vamos a morir de hambre

-eso sí es verdad. »

Page 156

« Mire lo que manejábamos nosotros en ese albergue, y eso eran peloterías y la policía eso era a cada rato, peloterías van y peloterías vienen, y que Santa Lucía peleó con no sé quién, y que Manatí peleó con Campo y la gente de Manatí no quería los camperos, a ninguno a ninguno, nos decían era que: ‘cuando se irán estos camperos?’ les decían ... hasta que al fin fuimos los primeritos en salir los camperos. Quedo Manatí, quedo Suan, Santa Lucía, había gente de Cascajal, había gente de de si de Villa Rosa, de aquí de por acá del Luruaco, las Compuertas, el Limón, uhhhh, bastante, bastante gente que había...y peloterías esos de Manatí peleaban con los camperos, yo si no me arriba a la cocina, porque yo nunca yo nunca yo no sé pelear, yo nunca jamás en mi vida he sabido lo que es una pelea ni de boca ni de mano, nada nada nada... porque la gente quería por ejemplo, si les daban, si yo, si a mí me tocaba cocinar hoy, yo cocinaba, y entonces la gente decía que yo me cogía todo lo mejor para mí y para mis hijos y entonces que a ellos le daba lo peor, ay no!...entonces nos mandaron el Bienestar, para cocinar, a que nos cocinara, y cuando el Bienestar cocinaba entonces también decían lo mismo, que tenían su rosca...nombre’ eso...Entonces nos dejaron que hiciéramos nosotros lo que quisiéramos nosotros. Ya nos abandonaron porque mucha pelotera. »

Page 156

« [...] era por grupos, por ejemplo a un grupo le tocaba cocinar un día, y al otro grupo otro día y así...»

Page 157

« -Bueno porque todo estaba controlado estaba la policía

-Aja sí. Y todo estuvo, si pero sino no...

-ENTREVISTADOR: la policía estuvo ahí?

-Si. Patrulleros habían ahí, la policía estuvo pendiente y todo. Mejor dicho uno no dormía bien porque pensaba que un carro se iba a salir. »

Page 158

« Una vez hubo problema.

-Hubo dos y las que hicieron allá en la...

-Esa vez para bola y nos engañaron, y las iban a repartir [las ayudas] a los ocho de la mañana, nos íbamos, después en la tarde, después lo que echaron fue gas de ese cómo es que se llama...

-Lacrimógeno.

-El tumulto que se formó. Por eso porque a nosotros nos...

-Nos engañaban, nos dijeron vengan a las ocho y después vengan en la tarde, al día siguiente estaba esperando a como es, a como... quienes eran los que repartían, Combarraquilla?

-No, Comfamiliar

-Comfamiliar, los estábamos esperando y llegaron y no repartieron nada se las iban era a llevar para atrás. Ahí fue cuando la gente se remolino a meterse, a agarrar los sacos, ya tenían los antimotines escondidos, enseguida los llamaron y empezaron a tirar gas de ese. »

Page 158

« El reclamo a la atención del Estado tuvo que hacerse de hecho, por vía de hecho. La gente denunciaba ante los medios, hacia manifestaciones ante la gobernación. Le tocó a la gente abrirse a codazos para que la atendieran. »

Page 159

« Hacer cumplir las promesas que hicieron los gobernantes de turno para la recuperación del los municipios afectados tales como adecuar los colegios que resultaron afectados por la inundación, reparar con mejoras de vivienda las casas que averió la inundación, ayuda a los campesinos con indemnizaciones, ya que lo perdieron todo! »

Page 159

« El pueblo estaba vivo por Venezuela por esos giros, pero no porque aquí no quedó trabajo. Aquí no quedó nada, él pueblo vivió por Venezuela, Si. Pero quitaron eso y entonces. Se acabó todo. El pueblo se paró vivió por los giros, por lo giros. Entraron a trabajar eso y después chacata! porque así fue. Eso fue grande. Cuando ya el pueblo ya lo barrieron ya lo pintaron. Campo de la cruz no le quedó nada, nada nada. A mí me servía, aquí hubo bastante movimiento usted compraba su comida con lo que le dieran, estábamos bien. Se vendía. Si yo ponía una venta de sopa me compraban y tenía mi plata, pero ahora. Hazla pa' que veas! »

Page 162

« [...] Al llegar que encontraste eso como un desierto, no encontrabas ni siquiera hierbita, nada. Entonces, eso estaba totalmente...Incluso hasta el terreno cambio porque salieron grietas, muchas porque como pienso yo debido a la contaminación y la misma ya, la erosión directa del sol y los cambios climáticos y todas esas cosas que afectan, ya los terrenos no eran ya los más productivos, ya todos esos nutrientes como que se los llevo la misma creciente [...] Pero si, la gente esta entristecida porque dijeron: 'yo que cogía mis limones de aquí, yo cogía aquí de mi patio esto, lo otro', entonces era guanábana, entonces mira que eso va mermando un poco la canasta familiar, lo que es la parte nutricional también ya baja la calidad nutricional. Los campesinos, ver que no tienen donde cultivar, ver que ya las tierras no son productivas, no son fértiles. Eso todo generó un problema grande en la economía. Saber que yo ya no puedo sembrar, al menos saber que yo sembraba mi maíz y tantas hectáreas para el maíz, tantas hectáreas para el tomate, para la yuca, pero ya no tengo terrenos, agua por todos lados, por donde siembro yo?' »

Page 162

« Y fue difícil entrar uno a su pueblo y regresarse nuevamente porque no encontraba el lugar donde era su hogar, donde uno ya... No fue tan fácil [...] aquí donde estaba la casa, como era barro nada mas quedaron fueron los palitos y arriba que quedó tejas y estaba un techo de...de Eternit. Teníamos como un corredor, eso estaba [destruido]. Solamente...se le había caído el barro. »

Page 162

« Pero después de eso, vinieron las...agresiones, los muchachos no respetan. Uno les dice algo, enseguida están es agresivos. »

Page 163

« Nos dieron...después del 2011 nos dieron como tres veces, como hasta en Junio, ya después de Junio, nos quitaron todas las ayudas. No nos dieron más nada. »

Page 164

« Durante seis meses nos ayudaron. Después quedaron en que nos volvían a pagar y no nos volvieron a entregar más nada. Esperando pa' ver! Ahora hay que esperar porque ya no vamos a recibir más nada, ahora estamos con el subsidio de los pelaos de colegio, que nos dan del colegio. Con eso es que estamos. »

Page 164

« Después de meses que se evacuó el agua comenzamos a rehacer a nuestro municipio, con la ayuda del Gobierno que no la podemos negar pero si debió ser 100 esa ayuda no llegó a ser sino 30 para hablar de porcentajes de ayuda, el resto se quedó en los contratistas en la parte que manejaba el estado, en los gobernantes; fueron ayudas económicas que fueron para mí irrisorias y todavía nos llegan algunas ayudas, por ejemplo la persona que tenía 100 reses, 50 reses que vivía de eso, les regalo el estado cinco reses y de ahí hemos partido hacia lo positivo nuevamente. »

Page 164

« Por eso le digo eso es un mal manejo de los contratistas que les dieron un millón para que lo repartieran, se cogieron medio millón, en la compra de los materiales se cogieron otros 250 y lo que nos llegó como tú puedes ver. Entonces de esa manera jugaron con nosotros. Nunca se hizo una segunda etapa, nunca se hizo la tercera y la primera mal hecha.

-ENTREVISTADOR: y consistía esa etapa [la primera]?

-En dar los materiales, nosotros poníamos la mano de obra y cada casa debía ser reparada como debía ser, tú ves mi casa y todo lo hice yo con mis recursos, pero de aquí de Santo Domingo, ni la pintura porque era de mala calidad.

-ENTREVISTADOR: y la segunda y la tercera etapa en que consistían?

-Nunca lo hicieron, consistían en hacer casas caídas, nunca hicieron una sola casa caída, aquí debían hacer no sé cuántas, 400, 500 casas con un plan de vivienda e hicieron veintitantas entonces esos recursos de nosotros acá en Campo de la Cruz, yo me canso de buscar donde tanta plata, cuando acá no llegó casi, no se qué otras cosas quisieras, yo no encuentro términos con que describir esa estafa de esa ayuda y no porque la buena fe del estado no estuvo allí, el señor presidente Santos dio 2.2 billones por ejemplo, y esa plata debió alcanzar para reparar al sur. »

Page 164

« Ahora mismo no tengo ni nevera, ni lavadora, ni juego de comedor, no tengo nada de eso. Porque eso, en cuatro años que tenemos de estar aquí todavía, yo no me he podido recuperar de, de la inundación. Mi casa todavía parece en forma como me la dejó el agua. »

Page 165

« Por lo menos yo ya estoy estudiando y nos vamos a meter en un curso ahora. Ósea me gustaría aprender más cosas porque el Sena nos va a traer también cosas buenas. Y la Red de Juntos también que..., que nos metieron a los pelaos también para que no los sacaran del subsidio. Y Juntos también nos ha dado. Todo nos ha ido bien. »

Page 165

« De hecho [...] de hecho aquí pues se están haciendo cosas que no estaban hechas, mega colegios, alcantarillado, pavimentación, hay bastantes empleos y cosas que aquí se están dando que no estaban antes. »

Page 165

« Entonces las personas cuando ya iban viendo que las casas se estaban secando se iban viniendo, se iban viniendo. Entonces yo me quede acá, entonces como yo andaba metido en todo, yo era como un líder comunal. Yo hacía censo de los que iban llegando, entonces semanalmente coordinábamos los sacos de comida. Después de tres meses ya había un promedio de 2000 personas acá viviendo y ya se empezaron a entregar las ayudas. Yo les pasaba las listas de las personas que ya estaban acá, entonces yo era el que pedía si necesitaban algo, que carro tanque, traían carro tanque para la gente. Entonces ahí se fue viniendo la gente. Después como a los seis meses ya había más o menos unas tres mil personas colocaron la luz. Después de casi seis, siete meses después de la inundación ya casi todo el mundo estaba acá, el que no estaba tenía alguien cuidando a la casa, ya la mayoría de las ayudas las enviaban acá al patronato. »

Page 166

« Ya eso si fue un acuerdo dentro de la gobernación y las alcaldías. Por lo menos yo, me toco de verificar el censo, cuantas familias habían, cuantas realmente tenían sus casas, viviendas propias, cuantas tenían acá que las tenían totalmente averiadas, deterioradas, y que podían estar en condiciones de nuevamente de ubicarse en ellas. Pero también con las que no tenían. Entonces ahí de esas 28, seis tenían vivienda y 22 no. Entonces fueron treinta y pico de viviendas que se entregó, y la gobernación entregó treinta y pico de viviendas pero de esas treinta y pico, 22 eran de las que estaban en el albergue. 22 que estaban en el albergue y seis que se les estaba pagando arriendo para que ellos arreglaran sus casitas porque tenían sus casas, sus viviendas propias. »

Page 167

« A él no le dieron ayuda, a muchas personas les dieron ayudas de.... A los pequeños ganaderos les dieron ayudas de vaquitas y les dieron ayudas así, a nosotros, las ayudas que nosotros recibimos después de la inundación eran los mercaditos este, cosas así que nos daban, pero de la Cruz Roja que nos daban, mercados y esas cosas pero ayuda de los demás nada, yo perdí todo, aquí yo perdí todo, todo lo perdí. »

Page 167

« El Gobierno está como que...nos está como recompensando por lo que vivimos. »

Page 167

« Para mí es muy importante porque se ve el desarrollo del pueblo ante todo, incluso hablaba con alguien y le decía que ahora si vienen cosas buenas para el pueblo [...] Todas las personas se van a beneficiar de esto, porque los que no tienen empleo van a poder tener trabajo y con los colegios también [...] Esa parte es muy importante para el municipio y así. Porque el municipio creciendo. Por medio de la inundación todo esto llegó al pueblo, se vio el desarrollo porque anteriormente estaba estancado. Pero desde que sucedió lo que aconteció [...] en mi forma de yo ver las cosas yo siento que Campo de la Cruz va hacia delante, la gobernación está apoyando. El hospital también ha mejorado, las calles y así muchos negocios están creciendo. »

Page 168

« Si porque al marido mío lo volvieron a llamar otra vez pa' que trabajara y como te dije que lo ayudaron con tres animalitos, eso fue un cambio positivo también. »

Page 168

« Pero yo se lo digo a veces le digo a Alfredo [su esposo] que eso no fue pa' mal, lo mío fue pa' bien. »

Page 168

« Hicimos un curso de gallinas ponedoras. Aquí en el patio tengo un galpón y allí tenemos algunas gallinas. Ponen sus huevos. Las mismas amigas que estamos en el grupo salen, los venden y juntamos esa platica para la comida de ellas otra vez. »

Page 169

« Qué significó? Primero una nueva vida, una nueva vida porque aja era algo nuevo! »

Page 169

« [A su hijo]...ya lo retiraron, ya no tiene trabajo, ahora compra melón, vende melón, esta por aquí vendiendo. El otro [hijo] a veces me lo coloca por allá a trabajar, dura tres meses, acá tres meses. Ahí nada más. Y ya están sin trabajo todos dos. Ahora van a vivir de lo poquito que saco del negocio. »

Page 170

« Eh o sea, esto, desde que, más bien esto después de la inundación fue que esto...porque aquí todo el mundo, había gente que buscaban a donde trabajar, a jornalear, pa' ganarse un día de trabajo, pero hoy en día no hay quien busque a otro, son pocas las personas que buscan a otro trabajando, como le digo, los ganaderos, los que tienen sus ganaos, que tienen sus fincas, pero anteriormente cualquier persona buscaba, cualquier campesino buscaba a un trabajador pa' que fueran dos, tres días a trabajar, pero hoy en día no, así como le digo, mi compañero no puede cultivar nada ahora, tiene la tierra inundada, está enfermo. »

Page 170

« Después el gobierno, el Presidente dijo que a las personas del municipio de Campo de la Cruz se les iba a dar un dotado para arreglar las casas de la inundación. Resulta que aquí le dieron a unas cuantas. A todas no les dieron. Hay muchas casas que quedaron abriegada, no les han dado absolutamente nada, ni lo que se dice ni un pote de pintura. Porque dijeron que las casas quedaban para la segunda etapa. »

Page 170

« Aja usted sabe que uno se siente porque uno se pone a pensar que uno no tenía ayudas de nada pero como se hace sino le han dado ayudas a uno, toca luchar hasta que Dios lo tenga a uno vivo, pa' luchar pa' medio vivir. »

Page 170

« -Porque, qué ha cambiado doctora porque no hay una fuente de trabajo. No hay una fuente de trabajo

-No hay trabajo!

-Nosotras las mujeres acá en Campo de la Cruz no trabajábamos estábamos era atendidas al marido al día de trabaja, al que es agricultor, eh, este, se van jornada de trabajo, el que era de ordeñar, el corralejo que ordeñaba y como ya esa fuente de trabajo no la hay

-Se han acabado

-No hay ni pesca.

-Yo en 36 años que tengo no me da pena el decirlo doctora, en 36 años que yo tengo de estar viviendo con el padre de mis cuatro hijos jamás me había comido un arroz con suero y ayer de tarde me lo toco comérmelo porque!

-Dale gracias a Dios porque hay personas que ni siquiera lo tuvieron ayer ni hoy tampoco.

-Bueno, entonces la vida de nosotros cuando estaban en la carretera era como más, era como mejor, pero ahora que estamos por dentro es peor. »

Page 171

« [...] Bueno algunos estaban esperanzados de que en la segunda etapa, que a algunos no les llego esas ayudas por parte del Estado, pero tuvieron la voluntad de decir: 'voy a pintar mi casita porque yo no la quiero ver fea', 'voy a tratar de arreglar mi frente, voy a tener que arreglar el patio, la paredilla se me cayó, voy a tener que colocar así sea unos palitos para proteger la casa'. Entonces eso es una manera también de cómo que de estimulación de ellos

mismos, de su parte. Entonces ya uno ve como que hay ciertas maneras de que la gente ya ha mostrado como te digo su fortaleza. Se han fortalecido en esa parte. »

Page 171

« Para mí porque vinieron más oportunidades, yo trabajé, y me metí en un programa de mujeres emprendedoras, y siempre cualquiera cosa, que una capacitación o algo siempre me están llamando, y ya he tenido muchos cursos y uno de esos cursos es en el que estoy ahora que es de Seguridad Ocupacional, que es muy bueno y ya gracias a Dios en Marzo empiezo las prácticas y me tocaría buscar pa' ver donde hago las prácticas. »

Page 172

« Aquí la cabeza de la casa soy yo, por qué? porque yo soy la que trabajo, yo soy quien tengo que sostener la casa porque mi esposo no puede hacer nada porque no tiene [...] eso está todavía anegado, entonces no podía sembrar, cultivar nada, no ha cultivado nada, todavía está en el agua ahí. »

Page 174

« Ya hasta ahí todos hemos seguido, aquí todo el mundo está luchando, con lo poquito que se gana, que se va pa' Barranquilla, se va pa' Venezuela, se va pa' San Andrés, se va pa' Bogotá a buscar recursos porque...»

Page 174

« Ósea que fue necesario aún que las cicatrices sanan pero lo que queda ósea todo Campo de la Cruz que vivió ese momento sabe. A usted le hablan de lo que vivió, el lamento, el llanto eso fue algo que el Señor permitió para llevarnos a reflexionar en muchas cosas. Ósea que no era casualidad. (...). Lo que yo vi que aprendió , que había un Dios entre los Campucenses porque ósea acá había uno de la 'highlight' que pasaban por encima de uno que ni lo saludaban ni lo determinaban y después de la inundación eso lo saluda a uno como si lo conociera de hace años. Ósea que las personas hacia las otras que se creían un poquito como más que otros , eso cambió , eso todo el mundo se trataba por igual , eso cuando yo veía a la gente a ver sus casa , eso la gente lo trataban a uno igual con cariño como si hubiese sido amigo de toda la vida. Bueno anteriormente así como yo le digo que los de la 'highclass', no trataban casi con uno ósea que no se relacionaban con uno y había como una distinción que los del centro y los de la orilla, había como una jerarquía. Pero ya todo eso cambió después de la creciente. »

Page 177

« Entonces yo digo eso se lo debíamos a Dios. Así el no los cobro. Quizás habíamos muchos que vivíamos, como le dijera yo, engréidos con lo material, verdad? Vivíamos engréidos, no que: 'yo soy el que mando', 'que vea todo lo que yo tengo', y negándole quizás una ayuda al que la necesita. Entonces por eso quedamos sin nada! Conforme nos vinimos, así nos fuimos. Yo por eso digo, eso fue una ira de Dios porque, nosotros estábamos muy contentos, muy alegres y la gente que uhh que no cabía en su ropa. Mire, cómo quedamos! Quedamos en nada. No cabían en la ropa que se ponían, Dios mío! Se crecieron tanto! 'que en Campo de la Cruz..., que mire'. Que ya cuando ya nos llevo eso, ya la gente se aplaco. Ya quedó aplacada y todavía está aplacada. ahh! Que por ejemplo, este...las cantinas, este...los estaderos. Eso no...eso paraba era...que no había ni por donde caminar. Pero ahora ya, estamos más, estamos más aplacados ahora. Era la plata que derrochamos ya...ya no la hay. »

Page 177

« Uhhhh yo digo que las cosas no vienen por mal sino por bien, eso siempre lo he dicho yo toda la vida. Antes yo no pensaba en nada, nada en el mundo, yo vivía por vivir, después de que trajera el señor mío la comida pa' los pelaitos, yo no pensaba en nada, pero ya después de que pasó la inundación yo ahí sí, ya yo digo que por ejemplo uno tiene que saber vivir... Uno tiene que saber vivir, y yo, lo que uno tiene con eso basta verdad. »

Page 178

« Eso fue triste, eso fue doloroso. Yo le decía a mi Dios: ‘ahí Dios mío, porque esto’, pero ese es, ese fue una, cómo le diré...fue una...enseñanza le digo yo así. Que nos mandó El, para que viéramos (la nieta nos interrumpe unos segundos). Si, como una enseñanza para que, sería que nos acomodáramos. Como...digo yo acá! Todo eso...entonces decían: ‘esto fue una enseñanza que Dios nos mandó, para que nos acomodáramos’...pero nada! »

Page 178

« Uno lo que tiene es que saber vivir! Saber vivir, y llevar la vida, sobrellevarla! Si, eso se aprende, si se aprende porque es que si uno no lo aprende, deja que todo corra, uno tiene que aprender...para saber uno vivir, tiene uno que aprender! »

Page 178

« Si entre esos dos momentos en cada invierno, entonces uno dice, ya se pasó por ejemplo el mes de Octubre que es más lluvioso y el río está bastante abajo, no ya no nos alcanzamos a anegar, eso lo aseguramos, aunque es como atrevido adivinar lo que va a pasar en la naturaleza y cuando ya pasa Octubre y sigue creciendo y sigue creciendo y llega Noviembre y ya uno va midiendo el agua que va es pa’ arriba y más toque el río y que le toque decir las cosas del invierno, que va a llover en tal región, eso lo pone uno más nervioso, entonces ya se atenúan las lluvias entonces uno ya se tranquiliza, es decir, son señas naturales con las cuales jugamos acá. »

Page 179

« Porque aquí cada 30 años, cada 30 años, pasaron 30 años cuando la inundación. Esta que hubo esta vez. Yo pienso que si le prestan un poquito más de atención al Dique pueda que no lo haya, pero si lo dejan correr como va de vuelta en 30 años pueda haber otra. No sé cómo, si sea más grande o sea más...lenta. »

Page 179

« Por ejemplo, a un niño se le debe enseñar que cuando se le diga: ‘viene una creciente, corra!’ a buscar la seguridad de su familia y no esté disperso por allá, entretenido, es un ejemplo, que se me ocurre ahora, pero hay tantas cosas que pueden ser previsivas y que se pueden aprender, a nivel de traslado de un lugar a otro, verdad? Cómo debemos manejar las comunicaciones, para que nos lleguen vehículos rápidos y se pierda menos una cantidad de cosas que pueden ser ricas para una persona que lo sepa. »

Page 180

« Como una corrección porque no hubo muerto, fue una corrección cuando el padre corrige a su hijo fue una corrección porque había mucho pero mucho, es como cuando el padre le dice al hijo que no, pero lo corrige, hubo una corrección en esos momentos para campo de la cruz, porque campo venía dios hablándole a campo dios venía hablándole a campo y campo sus oídos estaban cerrados a la voz de su padre y en estos momentos estamos viendo de que ya los oídos han sido abiertos, porque, porque la multitud que hoy se congrega, no se congregaba antes porque se dieron cuenta que dándole la espalda a su creador no es lo bueno, es como cuando nosotros le damos la espalda a nuestro padre no nos puede ir bien porque en la voz del papá está la sabiduría, y nuestro padre es sabio. »

Page 181

« Eso se estaba dando aquí en campo de la cruz, idolatría, hechicería entonces todo esto era una sumatoria de lo que estaba pasando en campo de la cruz y por más de tres veces se indicaba viene un juicio para campo de la cruz, viene un juicio para campo de la cruz, pero nadie sabía qué clase hasta que vino el agua y saco a todo el mundo de acá ese fue el juicio pues que nosotros pues indicamos en cierto momento acá, vinieron varios profetas también indicando igual viene un juicio para campo de la cruz aquí campo bueno en el año 2010 era algo impresionante con las cantina está aquí era algo impresionante con las calles, principal era al desborde mientras tanto existía el hambre, niños al colegio sin el uniforme mal idos mal alimentados sin ropa sin útiles pero las cantinas muy llenas aquí, todas, todas entonces

veíamos que como era lógico que las cantinas todas llenas y el hambre la encueres, entonces veníamos en esto dios va a trae un juicio sobre campo de la cruz [...] bueno mira cuando hay mucho pecado que causa una mancha es una frenta para con dios entonces el agua vino para eso, el agua vino para limpiar todo lo que el hombre hizo. »

Page 181

« [...] hay cosas que son naturales, claro todas las cosas las dirige Dios y Dios permite todas las cosas, ya. Este pueblo es un pueblo muy pecaminoso, entregado al baile, a las cosas, al desorden. Entonces lo que yo siempre eso recojo, no puedo juzgar a Dios por las cosas que pasan. Sencillamente hay cosas que el mismo hombre, está produciendo ya, pero Dios está en todo, porque no podemos pasar por alto de que Dios está al pendiente de su creación y que todo está en la voluntad de él. Hay cosas que Dios los hace por su propia voluntad y hay cosas que no son la voluntad de Dios, pero las permite. »

Page 181

« [...] uno sabe que todo lo que sucede es porque Dios lo permite no? Usted también debe entender que la, la misma descomposición de la naturaleza, el calentamiento global y tantas cosas que hay afectan en unas veces mucho verano, otras veces mucho invierno y claro eso, tanto invierno afectó la digamos la zona y la capacidad del río al desbordarse, entonces, al desbordarse entonces obviamente tenía que pasar un desastre como ese. Yo no sabría interpretar de esa manera si decir que es un castigo o qué, pero si se qué pues las cosas de Dios tienen que cumplirse en su momento y en su tiempo, y bueno esperamos que no vuelva a pasar un caso de esos, por lo menos por ahora. Uno sabe que al final de los tiempos todo va cambiando y van habiendo desastres, porque la palabra de Dios tiene que cumplirse. »

Page 182

« Bueno, viene por causa del pecado, la maldad, idolatría, hechicería, brujería, y tantas cosas [...] por lo cual el Dios de los cielos está irado y su ira ha sido descargada con Campo de la Cruz. »

Page 182

« Yo más bien me parece que todo esto fue como un castigo que nos mandó, sí señor, porque uno no quiere coger consejo, entonces porque habemos personas que tienen 3, 4 muchachitos por ahí, entonces ya agarran la platica y entonces en vez de comprarle ropita a los pelaos, los zapatos, van es a bebérsela, y entonces las pobres mujeres muertas de hambre, eso es tremendo! Y Dios dijo: ‘vamos a mandarles esto a ver si se componen’ ‘vamos a mandarles esto a ver si se ingenian a pensar bien’! »

Page 182

« -Vivimos en el 2015. Entonces en cada año que va pasando no vamos a ver días mejores sino por lo general más guerras, cierto (tono interrogativo), más problemas. Si? Entonces pues ya estamos acostumbrados entonces tenemos que adaptarnos a esa parte espiritualmente.

-ENTREVISTADOR: En qué consiste esa adaptación?

-Pues porque nosotros leemos la palabra del Señor y sabemos que lo que está en la palabra, todo se está cumpliendo. Entonces pues vamos...debajo de la voluntad de Dios, orándole al Señor para que se haga su voluntad y no la nuestra! »

Page 183

ANNEXE N°2

UNE JOURNÉE D'ENQUÊTE AU VILLAGE

Pendant mes trois premiers séjours de terrain, j'ai logé chez Ruby, l'une des habitantes de Campo de la Cruz, institutrice dans l'école primaire très appréciée par les habitants du village. Lors de mon quatrième et dernier séjour, de courte durée, j'ai choisi de loger chez Cielo, car j'étais accompagnée de mon directeur de thèse, et elle avait plus de place chez elle.

J'ai rencontré Ruby par l'intermédiaire de Gina et Omar, un couple de *camperos* qui avaient pendant longtemps hébergé des volontaires humanitaires, mais qui passaient en ce moment la majeure partie de leur temps à Barranquilla. Ils m'ont recommandé de m'installer chez Ruby, car c'était confortable, elle habitait seule et apprécierait d'avoir de la compagnie. Ainsi, pendant ce temps passé à Campo de la Cruz, je partageais le quotidien de Ruby, qui est ainsi devenue une amie au fil du temps.

Elle restait à la maison le matin et travaillait l'après-midi. Au quotidien, Ruby préparait les repas pour nous deux, c'était une manière pour elle d'arrondir ses fins du mois. Ma journée commençait en général très tôt, vers 6 heures, réveillée par le chant des coqs voisins. Après le *tinto* du matin et le rituel sacré consistant à collecter l'eau pour la douche, la lessive et la vaisselle, je sortais sur la terrasse ou je m'installais sur la *mecedora* à côté de la fenêtre pour organiser ma journée. Les coupures d'électricité étant fréquentes, c'était une bonne excuse pour aller dehors, tôt le matin, quand l'air n'était pas encore trop chaud. Ainsi, je pouvais observer l'organisation de la journée des villageois, qui suivait souvent le même rythme.

Le matin, je faisais souvent une halte à la Mairie pour discuter avec Nubia, mon informatrice. C'était un endroit stratégique au départ, car elle travaillait dans le bureau des aides sociales et recevait de nombreuses personnes, surtout en début du mois, moment auquel les bénéficiaires des projets passaient pour réclamer des aides ou se plaindre de la lenteur des projets. A d'autres moments du mois, lorsque l'ambiance était plus calme, j'en profitais pour poser des questions à Nubia et à ses collègues, pour approfondir des questions restées en suspens ou vérifier des intuitions. De cette manière, je pouvais observer les différentes facettes de la réalité sociale et économique du village, rencontrer de nombreux villageois, discuter des affaires de la vie courante et en apprendre davantage sur les projets en cours.

Lorsque je n'allais pas à la Mairie, je passais mes matinées à « traîner » dans les rues, je m'asseyais sur les bancs de la place de l'église pour observer les gens, les interactions, la vie se dérouler sous mes yeux, souvent en me demandant si je devais y prendre part ou non et de quelle manière, et en me demandant si je devais me rendre quelque part en particulier. Puis, de manière de plus en plus naturelle, je discutais avec les vendeurs de *tinto*, avec les chauffeurs de mototaxis qui me proposaient souvent de m'emmener *gratis* où je voulais, ou avec les passants. Peu à peu, je commençais à faire partie du décor et les habitants s'habituèrent à ma présence.

A l'heure du déjeuner, vers 11:30, Ruby m'attendait avant de partir travailler, et nous déjeunions ensemble, souvent en présence de l'une de ses cousines passée dire bonjour, ou en compagnie de sa mère qui, plusieurs semaines après mon arrivée, était rentrée du Venezuela, où elle avait vécu pendant longtemps. Dans ces moments, nous discutons de tout et de rien, de Paris, ou de Campo de la Cruz, et je me tenais informée des derniers « potins », de la vie post-chikungunya⁸⁰, ou des événements à venir. Après mon autre rituel de la journée, consistant à donner les restes du déjeuner aux chiens de la rue, je restais à la maison pour me préserver de la chaleur de midi et pour préparer mes entretiens de l'après-midi ou pour écrire sur mon carnet de notes. Puis, je repartais dans la rue, souvent pour me rendre à un rendez-vous avec un habitant, où j'étais toujours accueillie avec un verre de *agua'e panela* ou de jus de fruit. Entre deux rendez-vous, je m'arrêtais pour aller acheter de l'eau à l'épicerie du *cachaco*, ou devant un chantier en cours, qui étaient autant d'autres occasions de discuter avec les villageois. Parfois, je faisais des allers-retours à Barranquilla, pour me rendre dans les bureaux de la *Gobernación*, ou pour des rendez-vous avec d'autres interlocuteurs en lien avec mon enquête.

Les soirs étaient très calmes, je travaillais souvent sur la table de la salle à manger, pendant que Ruby regardait la *novela* avec sa mère. Elles avaient l'habitude de se coucher tôt, vers 21 heures, et je me suis habituée à ce rythme-là, car de toute manière, la vie des villageois se passait beaucoup dans les maisons, en famille, après le repas du soir. Dans beaucoup de quartiers, l'éclairage nocturne était absent, et Ruby me conseillait de ne pas me balader trop tard dans la rue, car le village devenait de plus en plus dangereux, selon elle. La présence

⁸⁰ Les mois qui ont précédé mon premier séjour de terrain, le virus du « chikungunya » avait circulé de manière très active dans tout le département de l'Atlántico, et à Campo de la Cruz. La plupart des habitants avec qui j'avais pu discuter à l'époque, avaient exprimé avoir été contaminés par le virus ou avoir eu quelques symptômes. En ce qui me concernait, les villageois m'adressaient toujours la même invitation : prendre mes précautions pour éviter d'être piquée par le moustique transmetteur du virus, qui selon eux, était toujours présent.

accrue des villageois rentrés du Venezuela avec leurs familles, avait provoqué une impression répandue d'insécurité du fait de la présence de jeunes sans occupation tentés par le vol ou les bagarres⁸¹.

Lors de mes deux derniers terrains⁸², le paysage physique du village avait un peu changé, les écoles qui étaient en reconstruction lors de mes deux premiers séjours étaient désormais terminées et un certain nombre de rues avaient été bétonnées. Quelques nouvelles maisons s'étaient ajoutées à celles déjà construites dans un nouveau quartier, mais celles qui avaient souffert de l'inondation étaient restées dans le même état. L'impression d'insécurité était toujours bien présente.

Ainsi, mes journées au cœur du village étaient souvent rythmées par les rendez-vous formels, les discussions informelles avec les villageois, en pleine rue, ou dans leurs maisons, pendant les festivités du carnaval ou lors des journées les plus ordinaires.

⁸¹ Depuis le début de mon enquête de terrain, et à maintes reprises, les villageois ont fait part de leur inquiétude concernant une supposée augmentation de la violence de rue dans le village (vols, présence de gangs, consommation de drogues). En raison de la crise politique et économique du Venezuela, de nombreux camperos résidents de ce pays ont commencé à revenir avec leurs familles. Ces personnes de retour se sont retrouvées au milieu d'une population historiquement pauvre et faisant face aux défis considérables posés par l'inondation de 2010. Beaucoup d'entre elles n'ont pas trouvé d'emploi, notamment les jeunes, parmi lesquels se trouvent des enfants des villageois nés au Venezuela, et qui pour des raisons administratives ont rencontré des obstacles supplémentaires à leur intégration au marché de l'emploi. Les villageois associent la sensation d'insécurité grandissante au retour de cette population. Par ailleurs, la situation a été d'autant plus difficile pour la population de retour et les villageois, qu'une partie importante des revenus des familles était assurée par les transferts d'argent depuis le Venezuela, possibles grâce aux subventions accordées par le gouvernement local à tous les résidents. Avec la crise politique, ces aides ont été coupées, tout comme les envois d'argent à destination des familles de Campo de la Cruz.

⁸² Mes deux derniers séjours de terrain ont été séparés de deux ans par rapport aux deux premiers séjours. Ainsi, mes séjours de terrain n°1 et n°2 ont été menés en 2015, mon séjour de terrain n°3 en novembre 2017, et mon séjour de terrain n°4 en avril 2018.

Portraits des « alliés » de l'enquête⁸³

Nubia

Nubia, 42 ans, est originaire de Campo de la Cruz. Ses parents ont vécu pendant longtemps dans le Magdalena, département voisin, et ont migré vers Campo de la Cruz lorsque Nubia était très jeune, avec ses 2 frères et 9 sœurs dont 3 sont aujourd'hui décédés. Depuis, Nubia est devenue évangélique, membre très active de son église Pentecostal Unida de Colombia, et c'est grâce à elle que j'ai pu mener une partie de cette enquête au sein de l'église. Elle a réalisé ses études universitaires à Barranquilla, à l'université Simon Bolívar, où elle a obtenu une licence en tant qu'éducatrice en sciences sociales. Après ce premier cycle d'études, elle est retournée à Campo de la Cruz et a créé, avec d'autres enseignants et commerçants, l'institution éducative Sagrado Corazón où elle a activement travaillé pendant 10 ans en tant que coordinatrice et enseignante. Après l'inondation, Nubia a travaillé pendant quelque temps dans différentes institutions éducatives de Barranquilla puis à la Mairie de Campo de la Cruz en tant que secrétaire de développement social en charge des populations vulnérables.

Célibataire au moment de l'enquête, Nubia s'est fiancée peu de temps après et s'est mariée avec un membre de son église il y a deux ans. Elle vit actuellement à Medellín, ville d'origine de son époux, et termine son deuxième cycle universitaire en Administration territoriale. J'ai fait la connaissance de Nubia lors de mon premier terrain, en janvier 2015, et depuis, elle est devenue non seulement une « alliée » de première main mais aussi une amie.

César

César, 51 ans, est né à Ciénaga, dans le Magdalena, alors que ses parents, *camperos* de naissance, se trouvaient dans cette commune depuis très longtemps. Après ses premières années passées à la Sierra Nevada, César retourna avec ses parents à Campo de la Cruz, mais après le lycée ils décidèrent de retourner du côté du Magdalena où il fit une formation en tant que technicien en production de bétail tout en travaillant en tant qu'assistant vétérinaire. En 2006, avec ses parents et ses 13 frères et sœurs, ils deviennent déplacés de la violence et retournent une nouvelle fois à Campo de la Cruz, où César s'est installé depuis. Pendant cette période et jusqu'à l'inondation de 2010, il a travaillé en tant que chauffeur de mototaxi et assistant vétérinaire dans une porcherie. En 2010, il décide de rester au village pour aider la population pendant le départ et jusqu'au moment du retour. Il accompagne l'évacuation, recense la population et veille à la sécurité des maisons pendant l'absence des villageois. Depuis 2003, César est pompier volontaire de la commune et, à ce titre, il est en service pendant les périodes où il ne travaille pas. Actuellement en couple, il vit avec sa compagne et les enfants de cette dernière. L'aide de César a été précieuse depuis mon deuxième terrain, moment de notre rencontre, et nous gardons un très bon contact.

Ubaldo

Ubaldo, 50 ans, est né à Campo de la Cruz. Marié avec Elisa, il est le père de trois enfants,

⁸³ Les « alliés » de cette enquête ont participé tout au long de la durée de la recherche depuis le moment de notre première rencontre sur le terrain et à distance, et ce de différentes manières : lors de discussions informelles, par téléphone ou via les réseaux sociaux et les messageries instantanées.

Harold, mécanicien en aviation, Juvitsa, auxiliaire administrative, et Ubaldo Jr., qui n'a pas pu faire d'études en raison de « l'absence de ressources financières ».

Pendant son adolescence, il a commencé à s'intéresser aux questions culturelles et il a débuté son parcours de leader communautaire au sein de la Maison de la Culture de Campo de la Cruz. Depuis, il est devenu enseignant d'école mais n'exerce plus ce métier pour des « raisons politiques », comme il le dit. Écrivain autodidacte, il a écrit deux livres pour enfants et recueils de poèmes qui ont disparu avec l'inondation avant qu'il n'ait pu les publier. « Dieu m'a doté de plusieurs qualités », explique-t-il. Ainsi, il est également peintre et dessinateur amateur, sportif, ancien candidat au conseil municipal de Campo de la Cruz et animateur à la radio locale. Pendant les années 90, Ubaldo a migré vers le Venezuela où il fut ouvrier dans le bâtiment, mais pendant toutes ces années il continua ses activités de leader qu'il assurait tous les trois mois lorsqu'il revenait au village. Son retour définitif au village s'est fait en raison de la crise politique du Venezuela, il y a 7 ans. Depuis, il n'a pas d'emploi formel et vit de la « débrouille » au quotidien. En même temps, il continue ses activités en tant que leader de la communauté et agit en tant que délégué local, départemental et national de la *Junta de Acción Comunal*, organisme qui a plus de 60 ans d'existence. Pendant l'inondation Ubaldo se trouvait au Venezuela, mais il se rendit au village deux semaines plus tard, pour être au plus près des habitants pendant plusieurs mois. Dès son retour, il prit contact avec l'organisation Pastoral Social et convoqua plusieurs leaders pour aider la communauté dans divers projets. J'ai rencontré Ubaldo lors de mon troisième terrain, et son aide a été déterminante à des moments clés de cette recherche.

ENQUÊTER DANS LES ÉGLISES

1. Les églises de l'enquête

Église Fuente de Provisión (FP)

Photo n°7



« Salle des cultes FP »
Eglise Fuente de Provisión.
Photo: C. De la Hoz.

Fondée par les pasteurs Luis et Mary dans les années 2000, l'église Fuente de Provisión (FP) est une église évangélique pentecôtiste située en plein cœur de la commune de Campo de la Cruz, Atlántico. Il s'agit de l'une des trois églises d'un réseau développé par les deux pasteurs dans deux autres communes voisines dans l'objectif de guérir spirituellement les populations locales. L'église FP fonctionne de manière indépendante et compte plus de 100 membres officiels, c'est-à-dire dont l'appartenance au groupe a été actée par la réception du rituel religieux du baptême. L'église est située dans les anciens locaux d'une « buvette » locale, transformés en lieu de culte par les pasteurs au fil du temps. Les lieux sont composés d'un espace de cérémonie, et derrière cette grande salle des cultes, se trouve un petit bureau des pasteurs. Au sein de cette église, j'ai mené des observations du déroulement des cérémonies

religieuses qui m'ont permis d'avoir accès à des éléments de compréhension du fonctionnement de l'église, des informations qui n'ont toutefois pas pu être obtenues directement auprès des pasteurs en raison de leur posture « défensive » vis-à-vis de mes sollicitations sur ce sujet. L'encadré n°17 permet d'illustrer le déroulement des cultes au sein de cette église.

Encadré n°17. Observation du culte - Église FP

Aujourd'hui, je me suis rendue au culte, au service du dimanche de l'Eglise FP. En arrivant, vers 9h45, je suis accueillie à l'entrée par des jeunes habillés en t-shirt vert avec le logo de l'Eglise.

Avant le début du service, je vois des personnes s'approcher de l'entrée pour demander une sorte de petit papier. Je m'approche de l'un des jeunes en t-shirt vert pour chercher à savoir de quoi il s'agit et j'apprends qu'il s'agit d'une enveloppe pour déposer les dons qui seront faits à l'Eglise par les fidèles pendant la cérémonie. J'en prends une également, et je remarque sur l'enveloppe le logo de l'église avec en dessous une partie dédiée à une pétition de prière. Au dos de l'enveloppe, il y a un espace pour écrire son nom avec son numéro d'identité ainsi que le montant et le type de dons apporté.

Le service commence à 10 heures. Au moment du début, la salle n'est pas encore pleine, mais au fur et à mesure que les participants arrivent, les personnes de l'entrée sont chargées de les accueillir et de les accompagner à prendre place, en les guidant directement vers des chaises vides. Les enfants sont assis tous ensemble derrière, à ma droite, sur des petites chaises en plastique. Quelques enfants sont également assis derrière moi à gauche, à côté de là où je me trouve. Le service commence avec un discours de bienvenue de la part de la femme du pasteur. Le discours de la femme du pasteur est suivi par des chants avec des instruments empruntés aux musiques typiques de la région. Ce rituel dure environ une heure. Entre deux chants, la femme du pasteur fait un tour de la salle pour saluer les fidèles. Lorsqu'elle passe devant moi, elle me fait la bise. Après cela, le pasteur entre en scène. A ce moment-là, les enfants sont dirigés dehors par les jeunes en t-shirt vert qui commencent à leur distribuer des encas et des boissons. Je pense que de cette façon, le pasteur ne sera pas interrompu pendant son discours et qu'il s'agit de proposer des activités aux enfants pour que les parents puissent profiter de la cérémonie. Le pasteur passe quelques minutes à demander le silence des fidèles pour pouvoir commencer la lecture de la Bible suivie d'un long discours.

A la fin de la cérémonie, les participants sont invités à se joindre aux membres du groupe de musique qui se placent devant, face à l'autel. Le pasteur passe près de chacun et pose la main sur l'épaule des fidèles en prononçant des mots que je peine à comprendre. Les enfants rentrent à nouveau et l'ambiance est plus mouvementée qu'au début.

Tout au long du service, j'observe que les jeunes en t-shirt vert se hâtent en permanence pour assurer un ordre plutôt strict des chaises, pour accompagner les personnes à s'asseoir à des endroits spécifiques et pour contrôler les enfants afin qu'ils restent calmes. Cela ne semble déranger personne et tout le monde se plie à ces règles.

Extrait des notes de terrain. Avril 2015

Église Pentecostal Unida de Colombia (PUC) de Campo de la Cruz

L'église Pentecostal Unida de Colombia fait partie du mouvement national des églises Pentecostales Unidas de Colombia. L'église de Campo de la Cruz, a été fondée à Campo de la Cruz en 1984, et était l'une des premières églises évangéliques au village. Elle comptait entre 120 et 150 membres au moment de l'enquête.

Cette église se distingue des autres sur le plan de la doctrine, la PUC étant considérée comme « uniciste » tandis que les autres seraient « trinitaires »⁸⁴. Contrairement à l'église FP, la PUC est rattachée à une structure nationale des églises PUC dont le rôle consiste à gérer l'administration générale des églises locales.

Photo n°8



« Salle des cultes PUC » Eglise PUC, début 2015.
Photo: C. De la Hoz.

Dans l'église PUC de Campo de la Cruz, le pasteur est en capacité de nommer des « serviteurs » assignés à différentes fonctions et dont l'ensemble permet d'assurer le fonctionnement et la mission de l'église. Parmi ces différentes fonctions on trouve : un leader de la jeunesse dont le rôle consiste à attirer d'autres jeunes au sein de l'église mais également à réaliser des projets en faveur de leurs membres, une leader des femmes et un leader des

⁸⁴ La différence entre les églises « unicistes » et « trinitaires » réside dans la doctrine. Les premières professent l'existence d'un seul et unique Dieu, les dernières croient en l'affirmation théologique de la trinité : le Père, le Fils et le Saint Esprit.

hommes qui assurent des fonctions analogues à celles des jeunes, des leaders en charge de la gestion des projets sociaux, qui visent à assurer une aide aux membres et aux sympathisants de l'église en difficulté économique, et enfin, des leaders en charge de l'enfance qui mènent divers projets auprès des enfants de l'église, dont l'apprentissage de l'évangile. En dehors de l'église, les fidèles assurent des visites dans différents quartiers du village où ils organisent des cultes à domicile à la demande des habitants. La mission globale de l'église étant de « gagner des âmes », c'est-à-dire, d'attirer de nouveaux fidèles au nom de leur doctrine. C'est le baptême qui matérialise l'appartenance au groupe, bien que de nombreux membres assidus n'aient pas franchi cette étape. Pendant mon enquête, j'ai également mené des observations de cultes et de visites à domicile qui m'ont apporté une meilleure compréhension de la mission de l'église. L'encadré n°18 illustre le déroulement-type du service.

Encadré n°18. Observation du culte - Église PUC

Lorsque j'arrive à l'église, je trouve une sorte de garage à moitié couvert avec une toiture en lattes et le sol en terre. Sur le mur de gauche, en rentrant, j'aperçois deux panneaux d'expression libre, où l'on voit des messages adressés aux jeunes. Tout au fond, il y a un autel derrière lequel se trouvent une batterie, un piano électrique et un pupitre. Sur le sol, il y a deux blocs de chaises en plastique. Sur la droite, il y a environ sept rangées de trois chaises chacune, sur la gauche, il y a le même nombre de rangées mais de quatre chaises chacune. Il y a des coussins éparpillés sur le sol. Sur le côté droit, il y a quelques rangées de chaises pour enfant. Au total, je compte environ 50 chaises.

Avant que le service ne commence, je vois qu'il y a des personnes qui sont agenouillées dos à l'autel, les bras appuyés sur les chaises. Peu après mon arrivée, la cérémonie commence. Elle consiste en une alternance de chants et de prises de parole de différents intervenants. Plus précisément, j'observe deux moments distincts dans le culte : une première partie où les chants sont plus présents accompagnés de prières et louanges. Les prières sont prononcées par différentes personnes, dont le pasteur. La deuxième partie est plus marquée par le discours du pasteur et des prédicateurs, une partie plus solennelle. Au moment où le pasteur est invité à prendre la parole, celui-ci lance un appel aux dons.

Je note même qu'au fur et à mesure que le service avance et que les participants entrent dans une sorte de communion, les acclamations se font spontanément et sont de plus en plus fréquentes. Les moments où les prières ou les discours sont prononcés, sont marqués par une sorte de théâtralisation de la part des intervenants et je constate que cela entraîne les participants dans une forme d'extase caractérisée par des mouvements corporels coordonnés, des larmes et acclamations.

A différents moments du service, l'intervenant invite les participants à ouvrir la Bible et lire tous ensemble des passages de l'évangile. Ils invitent ceux qui n'ont pas de Bible, à se mettre à côté d'autres personnes afin que tout le monde puisse avoir accès à cette parole. Comme je n'ai pas de Bible, la femme qui est assise à côté de moi, vient me voir et me tend la Bible pour que je la prenne directement.

A la fin du moment de prédication, les personnes sont invitées à venir se prosterner devant

l'autel afin de recevoir une sorte de prière individuelle. Je note que plusieurs personnes différentes s'avancent vers les participants qui sont prosternés, parmi lesquelles la femme du pasteur, le pasteur lui-même, le prédicateur, et une jeune femme qui est arrivée avec Nubia et qui chantait sur l'autel tout au long de la cérémonie, et une autre femme que je n'ai pas vue avant ce moment. La prière « personnalisée » consiste à poser les mains sur le dos ou les épaules des participants et en fermant les yeux de façon quelque peu exagérée et en prononçant des mots ou phrases que j'ai du mal à entendre depuis l'endroit où je me trouve.

Vers 21 heures précises, l'un des intervenants prend la parole pour annoncer que le culte est terminé mais que puisqu'il y a encore des personnes qui sont en train de prier, les chants et prières continueront encore un moment. Je me dirige vers la sortie, je vois que les gens commencent à sortir petit à petit et la salle commence à se vider. Une femme m'interpelle pour me dire d'aller prendre un goûter avant de partir. Il y a une petite table à la sortie et une autre femme distribue des jus de fruits et un biscuit à chaque participant.

Extrait des notes de terrain. Avril 2015

2. Pénétrer dans les églises

En commençant à travailler sur les églises, je me rendais compte, peu à peu, que je pénétrais dans un monde qui m'était inconnu. Il m'a fallu faire preuve d'une grande adaptation pour accéder peu à peu aux églises; et ajuster ma présence et ma visibilité sur le terrain, me permettant ainsi d'entrevoir les devants de la scène, les coulisses de ce monde étant plus difficilement accessibles. Ce fut aussi, à travers les récits des enquêtés et les observations des cultes et des discours des pasteurs et des membres les plus influentes⁸⁵ au sein du groupe, que j'ai pu saisir l'importance de la dimension spirituelle dans la vie courante, et les interprétations d'une expérience commune de la catastrophe.

Le choix de travailler sur des pratiques religieuses pose la question du degré de participation de l'enquêteur et de son implication auprès des enquêtés. Depuis le début de mon deuxième terrain, j'ai commencé à me rendre aux églises, lors des cultes à différents moments de la semaine, pour observer les pratiques et les discours. Se faire accepter en tant qu'enquêtrice a été l'un des défis principaux, car la voie s'est révélée « étroite » (Beaud et Weber, 2010).

A chaque fois que je souhaitais me rendre au culte, je demandais préalablement leur accord aux pasteurs des deux églises, afin d'éviter « l'effet surprise » et ne pas déranger le déroulement des activités. Dès mon arrivée, j'avais l'habitude de saluer les personnes présentes, même si je ne les connaissais pas personnellement. J'avais vu les premières fois,

⁸⁵ Dans cette enquête, les membres influents du groupe étaient les personnes membres des églises qui ont une participation très active au sein des groupes, dans l'organisation et déroulement des cultes, dont la parole ou l'avis est souvent sollicité au cours des cérémonies ou dont le nom est présenté par d'autres fidèles comme des références pour discuter des églises.

que chaque personne faisait de même avec les autres, et l'ambiance était ainsi très conviviale. Lorsque le culte commençait et que le pasteur invitait la foule à le suivre, j'avais fait le choix d'une présence discrète. Tantôt j'essayais, dans la mesure du possible, de ne pas décliner les invitations à chanter, tantôt je veillais à maintenir une certaine neutralité pour ne pas susciter de faux espoirs quant à une implication plus importante au sein de l'église. Il était important pour moi d'accepter de lire la Bible avec un autre fidèle qui me tendait le manuscrit ou bien d'applaudir à la fin du discours du pasteur pour montrer une forme de respect vis-à-vis des pratiques des fidèles et des pasteurs qui m'ont accueillie.

Néanmoins, à d'autres moments « d'effervescence collective » après le discours du pasteur, où la foule se mettait à genoux, criait et se mettait à pleurer, je me suis posée la question de ma posture: il était évident pour moi que, outre ma position d'enquêtrice, mes croyances personnelles m'empêchaient d'avoir une allure naturelle vis-à-vis de ces démonstrations de dévotion et de foi, et de ce fait il ne m'a pas été impossible de suivre le mouvement. Ma posture d'enquêtrice, à distance des actes rituels, a été parfois discutée, et d'autres fois, elle a été mieux acceptée.

Alors que les différents moments du culte, les louanges et les lectures bibliques notamment, ont été relativement aisés à décoder, il n'a pas été de même en ce qui concerne les logiques et les règles des groupes, comme l'illustre l'extrait de carnet de terrain présenté dans l'encadré n°19 lorsque je me suis rendue pour la première fois au culte de l'église FP.

Encadré n°19. Extrait des notes de terrain, église FP

Aujourd'hui, vers 18h30 je pars de chez Ruby pour me rendre à l'église FP. Le culte a lieu à 19 heures, mais comme j'arrive en avance, j'en profite pour aller m'acheter une bouteille d'eau dans la rue d'en face. De retour devant l'église, je m'assois dehors pour attendre le début du culte. L'arrivée des fidèles se fait de manière progressive, et je vois que l'accueil est assuré par deux jeunes habillés d'un t-shirt vert portant le logo de l'église, un homme et une femme. J'attends aussi mon tour. A 19 heures précises, le jeune homme et la jeune fille me saluent chaleureusement, et m'autorisent à entrer. Je m'installe dans la dernière rangée, comme cela avait été convenu avec le Pasteur, la veille. Il y a déjà quelques personnes qui sont devant, et les chants commencent. Au bout de quelques minutes, la jeune femme au t-shirt vert s'approche de moi pour me demander de me mettre devant. Je lui dis que j'avais convenu avec le pasteur de prendre cette place afin de mieux observer le culte, mais elle n'est pas d'accord et me le fait comprendre. Elle me prend par le bras pour me diriger devant, tout en me rappelant le respect des règles fixées par le pasteur. Un peu contrariée, je lui dis que je préfère sortir, pour prendre un peu d'air, mais elle refuse en me disant que je n'ai pas le droit de sortir. Le jeune homme s'aperçoit de la scène et intervient. J'essaie de lui expliquer calmement, mais la jeune femme ne veut rien savoir, elle insiste pour me conduire à la place qu'elle a choisi pour moi. Je me laisse alors guider, mais à ce moment là, la femme du Pasteur, qui s'apprête à commencer à chanter, s'aperçoit de la scène et fait signe aux jeunes de me laisser tranquille.

La présence de nombreux jeunes dans les cultes, ainsi que des personnes que j'avais rencontrées auparavant, a, dans une certaine mesure, facilité ma présence dans les églises, en tant qu'observatrice. Le soutien des leaders religieux a été déterminant dans la poursuite de mon enquête. Gagner leur confiance a été le défi principal, et bien que les relations avec les leaders religieux des églises aient été en général cordiales, mes intentions, bien que transparentes depuis le début de mon enquête, n'étaient pas toujours comprises et ma présence a suscité de la méfiance à différents moments de l'enquête.

3. Aborder les enquêtés

Au fur et à mesure de mon enquête, je me rendais compte des difficultés à travailler sur la dimension ayant trait aux croyances religieuses. J'ai pris conscience d'avoir ouvert une boîte dont je ne maîtrisais pas tous les outils. Le sujet étant plus large que ce que j'avais pu imaginer, la délimitation de celui-ci a été déterminée en grande partie par l'accès aux enquêtés des églises. Le fait de ne pas avoir pu assurer une présence continue au sein des groupes, s'est avéré être un frein à la consolidation des liens avec les membres des églises rendant difficile par la suite l'organisation de rendez-vous individuels. Notamment, au moment de solliciter les membres des églises, je me suis heurtée à la difficulté de devoir passer directement par les pasteurs : soit ils étaient présents à mes côtés au moment d'approcher un fidèle, et dans ce cas je préférais reporter ma stratégie d'approche ; soit les fidèles restaient évasifs, préférant probablement l'approbation du pasteur avant d'accepter un rendez-vous formel. Ce qui m'a amenée à organiser des entretiens de groupe, lesquels bien qu'en présence des leaders religieux qui « veillent au bon déroulement », m'ont permis d'accéder aux fidèles tout en étant consciente des possibles biais dans les échanges.

De manière générale, il a été laborieux de pénétrer la communauté religieuse dans son ensemble, d'autant plus que je travaillais sur deux églises différentes, par définition, concurrentes. Bien que j'aie toujours été transparente à ce sujet, les fidèles me demandaient, avec bienveillance, de rester fidèle à leur église.

4. Répondre aux attentes

Finalelement, ma présence de plus en plus fréquente dans les églises, suscitait des interrogations auprès des fidèles, et des questions d'ordre personnel ont été abordées à

maintes reprises, concernant notamment mes propres croyances religieuses. Bien que je connaissais personnellement certains membres, il n'était pas toujours possible d'établir une interaction étroite avec tout un chacun. De ce fait, beaucoup d'entre eux ne connaissaient pas l'objet de ma présence, ou en avaient uniquement une très vague idée, pensant qu'au delà de ma participation en tant qu'enquêtrice, j'avais l'intention de devenir membre de l'église.

La présence des « sympathisants⁸⁶ » est appréciée dans les deux églises, et en général, les personnes qui participent de temps à autre aux cultes, font l'objet d'un suivi rapproché dont l'objectif est de les convaincre de rejoindre l'église, à travers le baptême notamment. Étant moi-même considérée comme une « sympathisante » de par mes apparitions fréquentes aux cultes, cette question du baptême s'est « naturellement » posée à certains moments, par les pasteurs et d'autres membres influents des églises. Lorsque cela était le cas, je refusais en toute transparence, pour ne pas susciter des faux espoirs, tout en rappelant courtoisement le seul objet de ma présence.

Après avoir décliné l'invitation au baptême, la question suivante était en rapport avec mes croyances religieuses : si je ne « voulais » pas être baptisée, c'est sûrement que je ne croyais pas en Dieu. Alors, après avoir compris que je ne changerai pas d'avis, les fidèles ou pasteurs s'activaient à pratiquer des rituels de pardon ou de purification. Le fait de payer l'aumône à chaque culte, ou de participer aux chants n'étant probablement pas le type de participation que les fidèles attendaient de moi, après une certaine présence dans les cultes.

Ces questionnements et réactions des fidèles vis-à-vis de ma présence m'ont permis de comprendre la fragilité de ma relation en tant qu'enquêtrice avec les membres des églises. En réfléchissant à une participation plus active au sein du groupe, la question de la continuité du terrain, qui ne pouvait pas être assurée⁸⁷, a guidé mon choix de continuer à observer sans participer à la vie religieuse de ces deux groupes. D'autant plus, que la dimension associée aux croyances religieuses apparaissait au final comme l'une des dimensions possibles de l'expérience du déplacement, et non pas comme la plus centrale dans l'ensemble des discours.

⁸⁶ Dans les deux églises, les personnes non-membres sont considérées comme des « sympathisants » et possibles candidates à la conversion.

⁸⁷ En raison de la distance géographique entre mon lieu de résidence et mon lieu d'enquête, ainsi que de contraintes présentées dans le chapitre 2 « Méthodologie de la recherche », ma présence sur le terrain a été fortement limitée.

ANNEXE N°5

Caractéristiques principales des enquêtés participant aux entretiens individuels⁸⁸

Légendes

Sexe : H = homme ; F = femme

Situation familiale : C = célibataire ; CO = concubinage ; D = divorcé(e) ; M = marié(e) ; V = veuf/veuve

Âge: exact ou tranche d'âge⁸⁹ = 20 -30; 31-40; 41-50; 51-60; >60

Enf.: nombre d'enfants

ND: information non disponible

Prénom	1. Carmen	2. Nubia	3. Dilia	4. Mercedes	5. Osvaldo
Sexe	F	F	F	F	H
Âge (en 2015 ⁹⁰)	55	38	31-40	78	>60
Lieu de naissance	Piñon, Magd.	Campo de la C.	Campo de la C.	Ituango, Ant.	Campo de la C.
Situation familiale	V. 2 enf.	C. sans enf.	M. 2 enf.	CO. 2 enf.	C. sans enf.
Occupation/métier avant 2010	Vente de bonbons	Employée municipale	Femme au foyer	Sans emploi	Curé
Occupation/métier après 2010	Ventes produits divers	Vente sur catalogue	Femme au foyer	Sans emploi	Curé

Prénom	6. Rosalba	7. Rómulo	8. Edilma	9. Regina	10. Cecilia
Sexe	F	H	F	F	F
Âge (en 2015)	65	51-60	35	59	21-30
Lieu de naissance	Campo de la C	Campo de la C	Pivijai, Magd.	Piñon, Magd.	Piñon, Magd.
Situation familiale	V. 3 enf.	M. 2 enf.	M. 2 enf.	D. 3 enf.	C. sans enf.
Occupation/métier avant 2010	Elevage porcs/poules	Educateur	Femme au foyer	Vente de légumes	Etudiante
Occupation/métier après 2010	Elevage poules	Educateur	Femme au foyer	Sans emploi	Recherche d'emploi

Prénom	11. Juanita	12. Graciela	13. Yudira	14. Amado	15. Emerson
Sexe	F	F	F	H	H
Âge (en 2015)	31-40	51-60	21-30	86	51-60
Lieu de naissance	Salamina, Magd.	San Jacinto, Bol.	Campo de la C	Bohórquez	Porto Rico
Situation familiale	M. 3 enf.	CO. 3 enf.	M. 1 enf.	V. 2 enf.	M. ND
Occupation/métier avant 2010	Femme au foyer	Vente de <i>bollos</i> /agriculture	Etudiante	Commerçant	Pasteur
Occupation/métier après 2010	Femme au foyer	Cuisinière/femme de ménage	Etudiante	Retraite	Pasteur

Prénom	16. Luis	17. Mary	18. Isidra	19. Moisés	20. Daniel
Sexe	H	F	F	H	H
Âge (en 2015)	41-50	37	41-50	41-50	41-50

⁸⁸ Les informations qui figurent dans le présent document peuvent être mises en perspective avec celles contenues dans l'annexe n°6 « Portraits des enquêtés participant aux entretiens individuels » dans lequel nous avons fourni des détails sur la situation familiale et socio-économique des enquêtés et leurs familles.

⁸⁹ Lorsque l'âge exacte de l'enquêté(e) n'a pas été donné, il a été possible de situer le participant dans des tranches d'âge en recoupant d'autres informations relatives à des dates historiques ou de références à des événements datés et commentés par ces derniers.

⁹⁰ Période de réalisation des entretiens individuels où nous avons pu recueillir ces données.

Lieu de naissance	Campo de la C.	Campo de la C.	Suan	ND	Soledad
Situation familiale	M. 2 enf.	M. 2 enf.	M. ND	M. ND	M. 4 enf.
Occupation/métier avant 2010	Pasteur	Pasteur	Pasteur	Pasteur	Pasteur
Occupation/métier après 2010	Pasteur	Pasteur	Pasteur	Pasteur	Pasteur

Prénom	21. Aristides	22. Esperanza	23. Maira
Sexe	H	F	F
Âge (en 2015)	51-60	51-60	45
Lieu de naissance	Campo de la C.	Campo de la C.	Punta de Piedras, Magd.
Situation familiale	ND. 2 enf.	ND	M. 1 enf.
Occupation/métier avant 2010	Commerçant	Enseignante	Couturière
Occupation/métier après 2010	Sans emploi	Enseignante	Couturière

Portraits des enquêtés participant aux entretiens individuels⁹¹

1. Carmen

Carmen est *campera* d'adoption mais elle ressent un très fort attachement à Campo de la Cruz. Originnaire du Piñon, Madgalena, commune voisine, elle a été déplacée avec sa famille à la suite d'une inondation grave en 1975 au cours de laquelle, elle perdit sa maison. A cette époque, jeune adolescente, Carmen était très contente de quitter son village pour s'installer loin du danger. Elle ne savait pas que 40 ans plus tard elle vivrait une situation similaire. Ainsi, elle bâtit sa vie à Campo de la Cruz et y planta ses racines. Avant l'inondation de 2010, Carmen était vendeuse de rue, elle fabriquait des bonbons au chocolat dans sa maison et elle en vendait jusqu'à 200 par jour. Depuis le retour en 2011, elle n'arrive pas à en vendre plus d'une poignée. De ce fait, elle a dû diversifier ses produits à la vente mais n'a pas obtenu un meilleur résultat.

2. Nubia⁹²

3. Dilia

Dilia est une jeune femme discrète qui décrit l'inondation comme une « chose de Dieu ». Très attachée à sa famille, elle a toujours vécu à côté de sa mère et de ses frères et sœurs avec qui elle a une relation proche. Avant l'inondation, Dilia avait toujours du travail, mais en retournant la situation est devenue critique pour elle et sa famille. Après un certain temps de difficultés, son compagnon est devenu professionnel et a pu trouver un travail, même si son revenu reste insuffisant pour pourvoir aux besoins de toute la famille.

4. Mercedes

Mercedes est déplacée du conflit interne. En 2003, la violence de la guerre la force à partir seule de son village, Yarumal, en Antioquia, pour entreprendre un long itinéraire migratoire jusqu'à son installation à Campo de la Cruz trois ans plus tard. Elle décrit sa vie comme « un roman tragique » de par chacune des épreuves remplies de toutes sortes de violence qu'elle a dû traverser depuis son enfance. A Campo de la Cruz, elle avait réussi à « arrêter sa souffrance » et trouver une certaine stabilité même si sa situation économique restait très précaire. Avant l'inondation, elle se sentait très malade à cause des fréquentes disputes avec sa belle-fille, une jeune femme vénézuélienne venue s'installer chez elle avec son fils et qui aurait jeté un sort sur son lui. En ce sens, l'inondation a représenté un moment de répit pour Mercedes, même si sa situation économique au retour s'est aggravée davantage. Son compagnon a perdu son vélo-taxi, qui constituait le seul moyen de subsistance pour toute la

⁹¹ Ce récapitulatif des personnes ayant participé aux trois enquêtes de terrain n'inclut pas les personnes ayant participé aux entretiens de groupe, sauf pour les « alliés » qui ont participé de différentes manières y compris lors de rendez-vous collectifs. L'objectif de ce document est de donner des éléments complémentaires sur la trajectoire de vie des enquêtés qui pourraient apporter des précisions sur l'expérience du déplacement présentée dans le corpus du présent manuscrit.

⁹² Le portrait de cette enquêtée figure dans l'annexe « Portraits des 'alliés de l'enquête' ». Elle a participé à deux entretiens individuels.

famille.

5. Osvaldo

Le père Osvaldo était curé de l'église de Campo de la Cruz avant la période de l'inondation. Malgré son absence au village au moment de l'inondation, il a pu accompagner les *camperos* sur plusieurs fronts pour faire face à la catastrophe: matériel, en fournissant des aides alimentaires aux plus démunis de la catastrophe, social, en agissant aux côtés d'autres leaders communautaires et religieux pour appuyer les initiatives collectives pour la reconstruction, et spirituel, en accompagnant les personnes à rétablir l'espoir.

6. Rosalba

Rosalba est originaire de Campo de la Cruz. Ayant vécu toute sa vie dans le même quartier, elle a des points d'attache de longue date avec son voisinage. Avant l'inondation de 2010, elle élevait des poules et des cochons dans son jardin, mais en raison de sa situation économique précaire elle a dû vendre ses animaux pour un montant dérisoire pour pouvoir payer son départ. Quelques mois plus tard, Rosalba a perdu l'une de ses filles qui était très malade, dit-elle, à cause de toutes les épreuves de la catastrophe. Elle associe cette issue tragique à une leçon donnée par Dieu pour que les personnes puissent ajuster leur vie. Après avoir tout perdu, Rosalba a bénéficié d'un projet sur l'élevage de poules pondeuses et vit de la vente d'œufs.

7. Rómulo

Campero de naissance, Rómulo est un membre éminent de sa communauté. Éducateur, animateur de la radio locale et fin connaisseur de l'histoire du village, il connaît chaque détail des inondations historiques dans la région et des tentatives de prévention du risque. Selon sa vision, les écoles devraient apprendre aux enfants les bons gestes en cas de catastrophe. Il est contrarié par les inégalités dans la répartition des aides, mais également par ce qu'il qualifie de « défaut de planification ». Malgré tout, il reste admiratif de la résilience du *campero* qui a la capacité de renaître après chaque crise et de transformer le village en une « terre de progrès »⁹³.

8. Edilma

Edilma est arrivée à Campo de la Cruz, déplacée du conflit dans le Magdalena voisin, plus exactement du village de Pivijai. Elle arriva avec sa mère et sa famille en 1999. Quelques années plus tard, elle décida de migrer au Venezuela où elle se maria jeune et forma une famille. Lorsqu'elle eut 19 ans, elle perdit son mari dans un accident et décida de retourner à Campo avec sa famille, puis elle s'installa avec son nouveau compagnon et retrouva une stabilité économique. En 2010, son mari éleveur, perdit la plupart de ses animaux et ne put récupérer qu'une partie de son activité au moment du retour.

9. Regina

Repoussée par la violence au Magdalena, Regina arriva à Campo de la Cruz dans les années 90 avec son mari et ses enfants. Pendant des années, elle vécut de la vente de poissons au Pivijai. Elle était très populaire et admirée par sa clientèle car elle était « toujours très propre, maquillée et bien habillée, malgré la puanteur du poisson ». Malgré le déplacement forcé,

⁹³ « Tierra de paz y de progreso » est l'insigne que l'on peut lire à l'entrée du village et qui symbolise les valeurs des *camperos*. Elle peut être traduite par : « Terre de paix et de progrès ».

Regina continua à se rendre dans son village pour acheter le poisson qu'elle revendait ensuite à Campo de la Cruz. Puis, un jour, le poisson se fit rare dans cette zone. C'est ainsi qu'elle commença à vendre des légumes ou à faire la vaisselle à droite et à gauche pour assurer au moins un repas par jour à sa famille. Après l'inondation, Regina fut nommée leader de son quartier et formée pour dispenser des formations en gestion du risque. Mais, elle est aussitôt tombée malade et se repose sur ses filles pour subvenir à ses besoins.

10. Cecilia

Fille de Regina, Cecilia était très jeune lorsqu'elle arriva, déplacée du Pivijai. La violence du conflit l'a profondément marquée, notamment à cause d'une tragédie familiale. Bachelière au moment de l'inondation, elle bénéficia par la suite d'un projet de formation professionnelle en sécurité des entreprises. Au moment de l'enquête, elle était à la recherche d'un premier emploi ou d'un stage. Entre-temps, elle s'est inscrite dans un programme de « femmes entrepreneuses » et a également suivi un cours en cosmétique, elle travaille le weekend à la manucure des ongles de ses clientes.

11. Juanita

Juanita est déplacée de la violence. Originaire de Salamina, Magdalena, elle habite à Campo de la Cruz depuis une dizaine d'années. Elle ressent une appartenance à deux lieux à la fois, au point de sentir que Salamina représente toujours son « présent » car c'est « son village ». Toutefois, elle considère Campo comme un lieu - elle n'est pas sûre que ça soit une commune ou un *corregimiento* - plutôt stable où habite une communauté tranquille. Le jour où l'inondation a commencé, Juanita n'était pas au village. Elle était partie quelques jours avant, suivant les consignes de son mari qui est resté sur place pour tenter de sauver leurs quelques animaux d'élevage, sans succès.

12. Graciela

Fille adoptive de Campo de la Cruz, Graciela a trouvé refuge suite à son déplacement de sa *finca* à San Jacinto, où elle habitait avec son ex-mari, ses deux fils et sa fille. L'un de ses fils aurait été enlevé par la *guerrilla* et à ce moment-là elle prit la décision de s'enfuir. Peu de temps après, elle quitta son mari à la suite de nombreuses situations de violence intrafamiliale. Après des années de « lutte » en raison de la précarité de sa situation, elle rencontra son compagnon actuel et migra au Venezuela où ils réussissaient à avoir un travail stable et à mettre un peu d'argent de côté pour acheter une petite maison dans le village. Ils retournèrent définitivement à Campo en 2005 et son compagnon devint agriculteur, mais l'inondation a affecté durablement la fertilité des terres. Pour pourvoir aux besoins de sa famille, Graciela travaille en tant que femme de ménage et cuisinière auprès des travailleuses d'une fondation du village.

13. Yudira

Jeune maman, Yudira est née à Campo de la Cruz et vit depuis toujours dans le même quartier. Avant l'inondation, elle habitait avec sa mère, mais la catastrophe les a séparées dans des maisons différentes. Heureuse d'être revenue après l'inondation, elle rêve de pouvoir offrir à sa fille un avenir meilleur que celui qui fut le sien. Elle aimerait terminer l'école et pouvoir étudier une profession pour disposer des moyens de donner une belle vie à sa fille. Très proche de sa mère, Yudira lui rend visite chaque soir pour discuter de « tout et de rien », mais surtout, comme une manière de continuer à veiller l'une sur l'autre.

14. Amado

Amado habite à Bohórquez, zone rurale de Campo de la Cruz. Il est l'un des plus anciens habitants de ce qu'ils appellent le « nouveau Bohórquez » car l'ancien a été réinstallé en raison des inondations récurrentes. Ancien commerçant et agriculteur, Amado est depuis quelques années à la retraite, même s'il continue à cultiver la terre de son jardin pour compléter son alimentation ainsi que pour aider ses voisins dans le besoin. Il passe ses journées à se promener dans son village et à discuter avec ses voisins de toujours.

15. Emerson

Au cours de ma première enquête de terrain, j'ai appris l'existence d'un certain nombre de vidéos où des habitants de Campo de la Cruz partageaient leur expérience de l'inondation « sur le vif ». L'une de ces vidéos avait particulièrement attiré mon attention, car les participants abordaient l'inondation sous l'angle de la punition divine réalisant une prophétie annoncée. A ce moment-là de l'enquête, je souhaitais explorer cette dimension peu évoquée dans les entretiens mais qui pouvait m'apporter des éléments de compréhension d'une expérience plus globale. J'ai alors pris contact avec le réalisateur de la vidéo - dont son nom y figurait - et nous avons eu un long entretien. Originaire de Porto Rico, Emerson a été guidé par Dieu jusqu'à Barranquilla pour aider ceux qui souffraient du déplacement interne et de la violence. De par ses liens de parenté avec des habitants de Campo, il a accompagné le processus de départ et a accueilli de nombreux membres de l'église pendant le déplacement.

16. Luis

Luis est devenu pasteur 10 ans avant la catastrophe après une longue trajectoire de vie qu'il qualifie de « désordonnée ». En suivant les indications de Dieu, il a installé son église à Campo de la Cruz et dans d'autres communes voisines où il avait identifié des besoins spirituels très forts, comme il l'indique, des lieux envahis par la sorcellerie, les maladies, les vices et le libertinage. J'ai fait la connaissance de Luis par l'intermédiaire du pasteur Emerson qui en plus d'être son beau-frère, est l'un des acteurs principaux de la vidéo relatant les prophéties associées à l'inondation. Grâce à cette mise en contact, j'ai pu, peu à peu, pénétrer le monde de l'église Fuente de Provision, mais les nombreux écueils rencontrés pour accéder aux fidèles, ont conduit à une réorientation de l'objet de cette recherche.

17. Mary

Originaire de Campo de la Cruz, Mary a eu une enfance très difficile, abandonnée par ses parents, ce qui l'a emmenée dans une vie « désordonnée ». Souffrant d'une maladie dégénérative, sa rencontre avec Luis fut décisive et elle prit alors le chemin de l'église. Après leur mariage, elle devint Ministre de son église et consacra sa vie à aider les membres à rester sur le chemin spirituel et à améliorer leur qualité de vie avec des projets à caractère social. Après l'incident avec le pasteur Emerson, je me suis rapprochée davantage de Mary qui est devenue une sorte d'alliée à différents moments de l'enquête. Elle a notamment facilité ma présence lors de différents cultes et a partagé de très nombreuses informations concernant sa propre expérience et celle de sa communauté lors de l'inondation de 2010. En revanche, le partage d'informations relatives à l'église - son fonctionnement, notamment - a été fort restreint malgré de nombreuses tentatives.

18. Isidra

Isidra est la sœur du pasteur Luis. Originaire de Suan, Isidra a dédiée sa vie à l'évangile, depuis les années 80, où elle dit avoir reçu une révélation sur ses dons de guérison. Au

village, elle a installé son église et occupe une partie de son temps à prêcher l'évangile dans les communes voisines, dont Campo de la Cruz. Elle dit avoir été l'une des personnes à avoir alerté le Maire du village d'une future inondation, en 2010, après avoir reçu une prophétie. Toutefois, son avertissement fut ignoré par les autorités. Elle a accompagné les membres de son église pendant l'inondation à Suan et les *camperos* qui sont venus se réfugier dans sa commune, moins affectée par l'inondation.

19. Moisés

Moisés est né dans une famille chrétienne évangélique et pratiquante assidue. Adolescent, il a commencé à travailler dans le commerce et a ainsi acquis une liberté économique qui l'a fait s'éloigner de l'évangile. Mais rapidement, il fut rappelé par Dieu pour servir son église et devint pasteur peu de temps après. Il arriva à l'église Pentecostal Unida de Campo de la Cruz suite au départ de son prédécesseur qui a été très touché par l'inondation. Depuis, il a accompagné les membres de son église dans l'étape de reconstruction spirituelle et du tissu social. Le Pasteur Moisés a ensuite été remplacé par le pasteur Daniel, rencontré lors de ma dernière enquête.

20. Daniel

Depuis son arrivée au village, en 2014, le pasteur Daniel travaille au plus près des fidèles et de la communauté pour renforcer la dimension spirituelle, mais également sociale, qui a été détruite suite à l'inondation. Dans ce sens, il parle de « restauration spirituelle ». Il a facilité mon accès à l'église et aux fidèles lors d'un entretien de groupe et a partagé son expérience d'accompagnement communautaire.

21. Aristides

Aristides est un historien autodidacte et écrivain. Il est né à Campo de la Cruz mais a migré pendant une longue période au Venezuela avec ses enfants. Malgré cette absence, il reste l'un des plus fins connaisseurs des faits historiques de la commune, ce qui l'a amené à écrire un livre sur l'histoire du village. Il a participé à l'enquête en partageant de précieuses informations sur le passé migratoire des villageois et le lien entre les inondations et ces mouvements de populations. Depuis son retour du Venezuela, il n'a pas retrouvé de source de travail et dépend de ses enfants, restés dans ce pays, pour subvenir à ses besoins.

22. Esperanza

Esperanza est originaire de Campo de la Cruz où elle a passé toute son enfance avant de partir à la capitale, Barranquilla, pour faire ses études universitaires. Après cette période, elle est retournée au village où elle habite depuis. Sociologue, spécialiste en planification environnementale, Magister en Éducation, elle exerce depuis 28 ans en tant qu'enseignante dans des universités locales et à l'école Pánfilo Cantillo M. de Campo de la Cruz, en plus de son implication dans des projets de recherche et communautaires. Pendant l'inondation de 2010, Esperanza se trouvait dans la commune et a accompagné la population pendant tout le processus de départ jusqu'au retour, comme elle le dit : « un retour qui s'est fait à la main, par voie de fait, sans en avoir le choix ». Pendant la période de déplacement, elle est restée à Barranquilla où elle a continué son travail d'enseignante auprès des lycéens de Campo de la Cruz et d'autres communes dans les locaux d'une université de Barranquilla, mis à disposition par le gouvernorat. Pendant l'enquête, j'ai sollicité Esperanza pour ses connaissances de l'histoire locale. A ce titre, nous avons eu un certain nombre d'échanges à distance au cours desquels, elle a partagé de nombreuses informations concernant l'histoire de Campo de la

Cruz en lien avec les inondations, les migrations ainsi que son expérience de 2010.

23. Maira

Maira est née dans une commune du Magdalena du nom de Punta de Piedras. A l'âge de neuf ans, en raison de la violence du conflit interne dans cette région, elle a dû quitter son village natal pour s'installer à Campo de la Cruz avec ses parents. Depuis, elle n'a plus quitté Campo, où elle a grandi avec ses onze frères et sœurs, dont Nubia, l'une des « alliées » de cette enquête. Mariée, 45 ans, Maira a une fille adolescente. Elle est devenue couturière et a monté son atelier de couture chez elle. En parallèle, elle consacre sa vie à l'Eglise évangélique, de laquelle elle est devenue membre à l'adolescence, pour servir sa communauté.

Gina, mon premier contact

Née à Campo de la Cruz, Gina est la maman de trois enfants et l'épouse du directeur de l'école Pánfilo Cantillo de la commune. Gina n'a jamais quitté son village, à l'exception de la période de déplacement pendant laquelle elle a vécu dans sa maison secondaire de Barranquilla. Spécialiste en pédagogie des sciences, elle collabore avec la fondation Cuerpos de Paz en accueillant des volontaires venues travailler pour des projets communautaires au village. Gina m'a aidé en de nombreuses occasions à organiser la logistique de mes différents séjours de terrain et a facilité de nombreux contacts sur place. Aussi, elle et son mari, Omar, ont répondu à de nombreuses questions qui m'ont aidé, tout au long de l'enquête, à préciser et détailler des points restés en suspens, et ont partagé leur expérience de l'inondation.

Ruby, ma logeuse

Ruby a vécu depuis toujours à Campo de la Cruz, lieu de sa naissance. Elle est institutrice à l'école primaire du village. Elle habite dans une maison en plein centre, à côté de celle de sa cousine et non loin de celle de son autre cousine. Ruby a été ma logeuse pendant mon enquête, elle me louait une chambre confortable et préparait mes repas. Au cours de mon troisième séjour, à la fin de ma première enquête, sa mère est rentrée du Venezuela où elle vivait depuis un certain nombre d'années, et s'est installée chez Ruby depuis. J'ai rencontré Ruby par l'intermédiaire de Gina, une de ses collègues à l'école et nous sommes restées très proches pendant toute l'enquête. Avec elle, nous discutons de la vie ordinaire au village, elle me donnait de précieuses informations sur tout ce qui semblait sortir de l'ordinaire, m'a mis en contact avec d'autres villageois et était toujours disponible pour m'aider à résoudre les difficultés quotidiennes : elle connaissait tout le monde et savait tout de ce qu'il se passait dehors. Elle a été une sorte d'alliée informelle au cours de cette enquête.

ANNEXE N°7

Territoires de destination et d'itinérance et durée du déplacement

Légendes

Type de refuge : C = cambuche ; E = école ; M = maison individuelle ; R = refuge officiel ;
ND: information non disponible

Enquêté	Enquêté 1	Enquêté 2	Enquêté 3	Enquêté 4	Enquêté 5
Lieu N°1	Soledad	Cascajal	Punta Canoa, Bolívar	Sabanagrande	Barranquilla
Lieu N°2	Suan	Sabanalarga	Puerto Giraldo	-	-
Lieu N°3	-	Barranquilla	Suan	-	-
Type de refuge 1	M (location)	M (famille)	M (famille)	E	M (famille)
Type de refuge 2	M (location)	M (famille)	E	-	-
Enquêté	Enquêté 6	Enquêté 7	Enquêté 8	Enquêté 9	Enquêté 10
Lieu N°1	Santo Tomás	Barranquilla	Barranquilla	Soledad	Carmen de Bolívar
Lieu N°2	Sabanagrande	-	Route	Route	Sabanalarga
Lieu N°3	-	-	-	-	-
Type de refuge 1	E	M (famille)	M (famille)	E	M (famille)
Type de refuge 2	E	-	C	C	E
Enquêté	Enquêtés 11-20	Enquêté 21	Enquêté 22	Enquêté 23	Enquêté 24
Lieu N°1	Route	Soledad	Retirada	Barranquilla	Candelaria
Lieu N°2		Sabanalarga	-	Route	-
Lieu N°3		San Jacinto, Bolívar	-	-	-
Type de refuge 1	C	E	M (famille)	M (famille)	M (location)
Type de refuge 2		M (famille)	-	C	-
Enquêté	Enquêté 25	Enquêté 26	Enquêté 27	Enquêté 28	Enquêté 29
Lieu N°1	Barranquilla	Sabanalarga	Ponedera	Candelaria	Malambo
Lieu N°2	-	-	Route	-	-
Lieu N°3	-	-	-	-	-
Type de refuge 1	M (famille)	M (location)	E	M (location)	M (famille)
Type de refuge 2	-	-	C	-	-
Enquêté	Enquêté 30	Enquêté 31	Enquêté 32	Enquêté 33	Enquêté 34
Lieu N°1	Ponedera	Barranquilla	Suan	Barranquilla	Ponedera
Lieu N°2	Barranquilla	-	-	-	-
Lieu N°3	-	-	-	-	-
Type de refuge 1	M (location)	ND	M (famille)	M (famille)	M (location)
Type de refuge 2	M (location)	-	-	-	-
Enquêté	Enquêté 35	Enquêté 36			
Lieu N°1	Suan	Sabanagrande			
Lieu N°2	-	Santa Rita			
Lieu N°3	-	-			
Type de refuge 1	M (famille)	ND			
Type de refuge 2	-	ND			

Titre : Conséquences des déplacements temporaires associés aux catastrophes : de la fragmentation de l'identité sociale à la production d'une condition sociale liminale. Etude de cas de l'expérience de déplacement des habitants de Campo de la Cruz suite à la *Ola Invernal* de 2010-2011 en Colombie

Mots clés : déplacement par catastrophe ; catégories « stigmatiques » ; identités sociales ; liminalité ; représentations sociales

Résumé : Chaque année dans le monde, des millions de personnes se retrouvent « déplacées » à l'intérieur de leur pays suite à une catastrophe. Ces déplacements sont souvent envisagés comme des migrations de courte durée, à faible distance et conclus par un retour des populations. Les analyses académiques et politiques dominantes centrent leur attention sur les aspects matériels associés à la survie des déplacés en négligeant les répercussions sur la vie sociale de ces personnes pendant le déplacement. La présente recherche adopte un angle différent et s'interroge sur la manière dont le déplacement temporaire impacte les interactions, les relations et les positions sociales et sur les conséquences que cela entraîne sur l'expérience même. En empruntant une approche constructiviste de la théorisation enracinée, cette recherche prend comme point de départ une perspective sociologique des identités sociales pour examiner l'expérience concrète du déplacement des habitants de la commune de Campo de la Cruz, en Colombie, suite à une inondation massive en 2010. L'analyse montre que le déplacement, dans sa configuration temporelle réduite, est un processus qui implique une altération des identités sociales des « déplacés ». La catastrophe détruit le matériel et, avec le déplacement qu'elle cause, elle provoque la déstructuration des rôles et des positions des individus au sein de leurs groupes de référence. Les déplacés arrivent dans les territoires de destination dans le plus grand dénuement tant matériel que social, dépendants d'un système d'aides dans lequel

ils sont contraints de s'insérer pour survivre. Dans ce contexte, de nouvelles interactions émergent entre les organismes en charge de distribuer ces aides à l'intérieur des espaces qui deviennent des espaces de survie, les déplacés et les résidents historiques des territoires de destination. Cette recherche s'intéresse en particulier à la manière dont cette nouvelle configuration de relations participe à l'élaboration de « catégories stigmatiques » à l'égard des déplacés et à la manière dont elle engendre une séparation sociale entre les groupes d'acteurs qui reflètent les ressorts des nouveaux rapports de pouvoir dans la nouvelle hiérarchie de la survie et traduisent la condition sociale « liminale » des déplacés. Dans ce panorama, les identités sociales des déplacés se fragmentent, de nouveaux mécanismes d'identification leur sont imposés et des recompositions sociales, qui sont défavorables aux déplacés, naissent de la confrontation des logiques informelles et institutionnelles d'organisation de la survie. Enfin, la recherche invite à dépasser la vision classique « humanitaire » et politique qui conçoit la survie des personnes déplacées suite à une catastrophe dans une perspective matérialiste de l'aide. Il s'agit donc d'adopter une approche « humaniste » qui permette de préserver la dignité des personnes et de garantir leurs droits, bien au-delà de la satisfaction des besoins matériels.

Title : Consequences of temporary displacement associated with disasters: from the fragmentation of social identities to the production of a liminal social condition. Case study of the experience of displacement of the inhabitants of Campo de la Cruz following the 2010-2011 Ola Invernal in Colombia

Keywords : disaster-displacement ; liminality ; social identities ; social representations ; stigmatization

Abstract : Every year millions of people around the world are internally displaced as a result of so-called « natural » disasters. Often considered as short-term and short-distance migrations involving the return of populations, dominant academic and political analysis focus their attention on material factors associated with survival of the displaced and pay little attention to the way in which these movements impact the social life of the people concerned during the displacement. This research proposes studying this phenomenon from a different angle and questions how temporary displacement impacts social interactions, relations and positions and how this affects the experience of displacement. Using a constructivist approach of Grounded Theory, this research takes as a starting point a sociological perspective of social identities to examine the concrete experience of displacement of the population of the Campo de la Cruz village in Colombia, affected by a massive flooding in 2010. The analysis shows that displacement, in a short-term configuration, is a process that involves an alteration of social identities of the new « displaced ». The flood not only destroys material assets but also together with displacement, causes the fragmentation of social roles and positions within their groups of reference.

The newly displaced populations arrive in the destination territories in the greatest material and social deprivation, which forces them to be inserted into a system of dependence on aid for survival. In this context, new interactions emerge between aid and assistance organizations, the displaced and the residents of the reception areas. This research focus in particular on the way in which this new configuration of relations participates in the construction of « stigmatic categories » with regard to the displaced and how this generates social separation between groups that reflects the nature of power relationships in the new hierarchy of survival and the « liminal » social condition of the displaced. In this panorama, the social identities of the displaced are fragmented, new identification mechanisms are imposed to them and social recompositions, unfavorable to the displaced, arise from the confrontation between the informal and the institutional logics of organizing survival. Finally, the research calls to overcome the classic « humanitarian » and political vision which conceives the survival of people displaced by a disaster through a materialist perspective to adopt a « humanist » approach that protects human dignity and guarantee human rights, far beyond the satisfaction of basic material needs.